LA CHINE DE MAO

K.S. KAROL

L'AUTRE COMMUNISME

L'HISTOIRE QUE NOUS VIVONS

ROBERT
LAFFONT

K.S. Karol est un des journalistes les mieux informés sur les problèmes du communisme dans le monde actuel. Né en Pologne en 1924, il vécut dans la partie qui devint soviétique lors du partage de son pays entre l'Allemagne et la Russie, en 1939. Il passa sept ans en Union soviétique, où il termina ses études secondaires et étudia les sciences politiques à l'Université de Rostov. Il servit dans l'armée soviétique sur le front caucasien. Comme beaucoup de ses compatriotes, il fit l'expérience des prisons et des camps soviétiques. Il quitta la Russie après la guerre ; depuis, il réside à Paris. De 1953 à 1964, il s'occupe des affaires soviétiques comme rédacteur à " L'Express ", puis au " Nouvel Observateur " ; il est également correspondant de " New Statesman " à Paris. Il a assisté à toutes les grandes conférences internationales entre l'Est et l'Ouest et suivi les révolutions cubaine et algérienne. Son long séjour en Union soviétique lui a appris le langage politique commun aux communistes de tous les pays.
Pour préparer son voyage en Chine, K.S. Karol a consacré une année entière à étudier tout ce qui a été écrit sur ce pays. Il a été accompagné dans son périple par le grand photographe Marc Riboud, qui avait pour sa part déjà visité la Chine en 1957.

21e mille

DU MÊME AUTEUR :

Visa pour la Pologne (Gallimard, Collection « Air du Temps »).

Khrouchtchev et l'Occident (René Julliard).

Bevan vous parle (textes réunis et présentés dans l'édition « Témoignage Chrétien »).

K. S. KAROL

LA CHINE DE MAO

l'autre communisme

32 pages de photographies de Marc Riboud

ROBERT LAFFONT
6, place Saint-Sulpice, 6
PARIS-VI[e]

Si vous désirez être tenu au courant des publications de l'éditeur de cet ouvrage, il vous suffit d'adresser votre carte de visite aux Editions Robert Laffont, Service « Bulletin », 6, place Saint-Sulpice, Paris-VI^e^. Vous recevrez régulièrement, et sans engagement de votre part, leur bulletin illustré, où, chaque mois, se trouvent présentées toutes les nouveautés — romans français et étrangers, documents et récits d'histoire, récits de voyage, biographies, essais — que vous trouverez chez votre libraire.

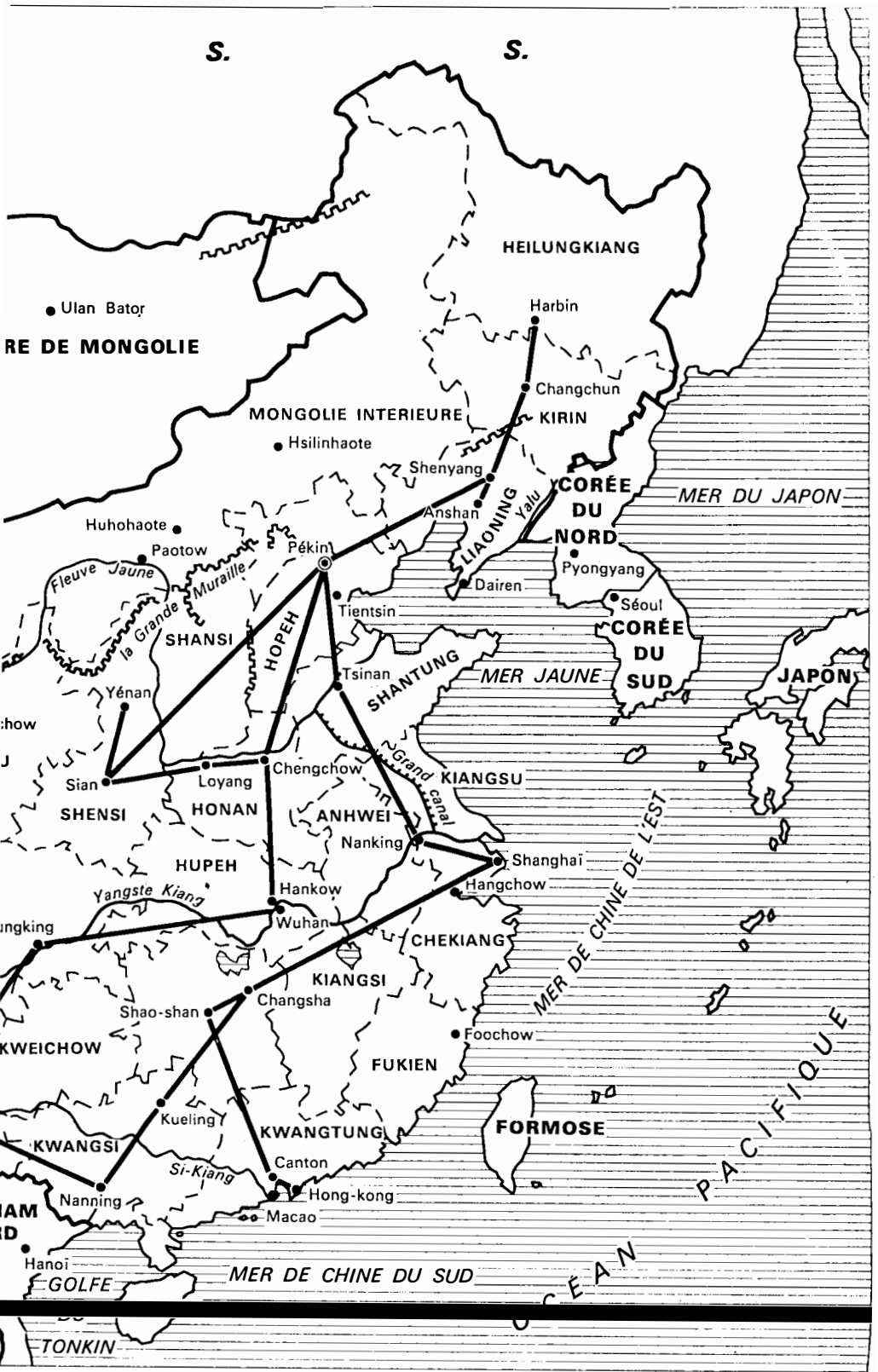
© Marc Riboud, 1966 (pour les photographies)
© K. S. Karol, 1966
Robert Laffont, 1966

AVERTISSEMENT

Pour les noms chinois nous avons adopté la transcription anglaise, dite « Wade », du nom de son inventeur. Elle diffère sensiblement de la transcription employée par les sinologues français, laquelle correspond plus précisément à la prononciation des termes chinois. Mais, la presse anglo-saxonne ayant été la première à parler des dirigeants actuels de Chine, leurs noms sont devenus mondialement connus dans la transcription Wade. Il est plus correct d'écrire Mao Tsö-dong ou Tchow En-laï, que Mao Tsé-toung et Chou En-laï, mais c'est à ces derniers noms que le lecteur est habitué — d'où notre choix. Nous avons parfois simplifié la transcription Wade elle-même, en supprimant certains apostrophes destinés à indiquer la prononciation en anglais. Par exemple, nous avons choisi d'écrire Chen Tu-hsiu plutôt que Ch'en Tu-hsiu et Chu Chiu-paï plutôt que Ch'ü Ch'iu-paï.

Les noms de villes chinoises correspondent également à la transcription utilisée par le *Dictionnaire géographique britannique*.

CHINE
La Route de l'Auteur
U.
R.
RÉPUBLIQUE POPU
Urumchi
SINKIANG
KANSU
CACHEMIRE
TSINGHAI
TIBET
Lhasa
SZECHWAN
NÉPAL
BOUTAN
Brahmapoutre
Mékong
Kunming
YUNNAN
I N D E
BIRMANIE
LAOS
THAILANDE


S.
S.
HEILUNGKIANG
Ulan Bator
RE DE MONGOLIE
Harbin
Changchun
MONGOLIE INTERIEURE
KIRIN
Hsilinhaote
Shenyang
CORÉE DU NORD
MER DU JAPON
Anshan
Yalu
LIAONING
Huhohaote
Paotow
Pékin
Fleuve Jaune
la Grande Muraille
Pyongyang
Dairen
Tientsin
Séoul
SHANSI
HOPEH
CORÉE DU SUD
Tsinan
SHANTUNG
MER JAUNE
JAPON
Yénan
Grand canal
Sian
Loyang
Chengchow
KIANGSU
SHENSI
HONAN
ANHWEI
Nanking
Shanghaï
HUPEH
Hangchow
Yangste Kiang
Hankow
Wuhan
CHEKIANG
KIANGSI
MER DE CHINE DE L'EST
Changsha
Shao-shan
Foochow
KWEICHOW
FUKIEN
Kueling
FORMOSE
KWANGSI
KWANGTUNG
Si-Kiang
Canton
Hong-kong
Nanning
Macao
PACIFIQUE
Hanoï
GOLFE
MER DE CHINE DU SUD
TONKIN

CHAPITRE PREMIER

A L'HEURE DES " GARDES ROUGES "

1. POURQUOI JE SUIS ALLÉ EN CHINE

Avant la guerre, au lycée de Lodz, en Pologne, j'ai entendu dire qu'il suffirait aux Chinois de s'armer de bâtons pour former une armée invincible. C'était un professeur de géographie, Thadée Greyber, qui l'affirmait. Il n'était pas raciste et ne voulait pas nous faire redouter le « péril jaune ». Au contraire, il souffrait de voir les Chinois pacifiques, laborieux et pauvres se faire battre par les militaristes japonais, alliés de nos ennemis de l'axe Berlin-Rome.

Je ne sais pourquoi ni comment Thadée Greyber avait atterri dans le lycée bien-pensant d'une ville de province polonaise. Il avait longtemps vécu en France, il parlait plusieurs langues, et enseigner la géographie ne l'intéressait aucunement. Il vivait dans ses souvenirs et aimait nous raconter le monde. Dans tous ses récits on sentait un antifascisme passionné, très rare dans la Pologne conformiste de l'époque. Ses propos auraient pu lui attirer des ennuis mais ses collègues le tenaient pour un excentrique et ne le prenaient pas au sérieux. Ses élèves non plus : ils l'appelaient, sans respect, « l'oncle Greyber » et, dans sa classe, n'en faisaient qu'à leur tête. Mais « l'oncle Greyber » ne mettait jamais de mauvaises notes à personne et récompensait ceux qui écoutaient, bouche bée, ses récits. J'étais du nombre et je lui dois beaucoup. C'est lui qui m'a donné envie de connaître le vaste monde, qui m'a fait sentir que tout ce qui s'y passait me concernait et que, par exemple, ces Chinois si loin-

tains menaient le même combat que les Européens antifascistes. Grâce à lui je me sentais vaguement solidaire de la Chine qui avait tant souffert et qui ne demandait qu'à vivre en paix : en effet, ces bâtons dont Greyber souhaitait voir s'armer les Chinois ne leur auraient servi qu'à chasser les étrangers, et rien de plus.

Les souvenirs d'adolescence sont tenaces. Pendant mon séjour en Chine, chaque fois que j'ai vu des enfants manœuvrer avec des fusils de bois, je me suis rappelé Thadée Greyber et ses discours ardents sur l'invincibilité de la Chine. Je me demandais même parfois ce qui serait arrivé si, dès les années 30, les Chinois s'étaient armés, comme le souhaitait notre professeur, s'ils n'auraient pas ainsi permis d'écraser beaucoup plus tôt le fascisme et si, du coup, la Seconde Guerre mondiale n'aurait pas pu être évitée : bref, je rêvais. Mes guides s'en apercevaient et, comme ils n'aiment pas voir leurs « protégés » se perdre, même dans les nuages, s'en inquiétaient. Ils avaient tort : en remuant ainsi le passé, j'en venais à comprendre pourquoi la Chine ne me paraît en rien menaçante, même quand elle se veut entièrement militarisée.

Si les coolies tirant des pousse-pousse ont heureusement disparu, j'ai retrouvé beaucoup des « images de ma Chine d'écolier »: celles des paysans pauvres courbés sur les rizières et travaillant de leurs mains nues; celles de longues files d'hommes attelés à des chariots et halant d'énormes charges; celles de femmes boitillant sur leurs pieds artificiellement atrophiés; celles des rues grouillantes dans les quartiers surpeuplés des grandes villes. La Chine est aujourd'hui libérée mais la vieille Chine n'a pas encore totalement disparu. Les traces des agressions et de l'exploitation qu'elle a subies de la part des grandes puissances industrielles, on les trouve encore partout — mais le pays change à vue d'œil.

Qui n'a pas vu les Chinois travailler ensemble, par milliers, et construire, de leurs seules mains, des barrages ou des routes, ne peut savoir ce dont les hommes sont capables. A voir les Chinois entreprendre et terminer, presque sans outils, des travaux cyclopéens, on ne sait s'il faut crier d'admiration devant leur stupéfiante ténacité ou désespérer d'un monde qui leur refuse du matériel. Car, actuellement, les Chinois sont en train de vaincre le sous-développement comme mon professeur imaginait qu'ils pourraient gagner la guerre ; avec leurs bras, avec des bâtons — et grâce à leur nombre.

Certes, je suis arrivé en Chine avec un préjugé favorable. Mais

il se trouve que je connais la plupart des grands pays industrialisés d'Occident et le contraste est tel entre leur opulence et l'austère pauvreté de la Chine qu'on se demande avec stupeur comment un Européen ou, à plus forte raison, un Américain du Nord qui, même s'il n'est pas riche, vit dans le confort, peut être antichinois et évoquer le « péril jaune » pour justifier son hostilité. Les Occidentaux ont-ils simplement peur que ces ex-colonisés ne s'emparent demain de leurs richesses? Leur mauvaise conscience leur fait-elle redouter qu'un jour les Chinois ne demandent réparation des vexations et des injustices qu'ont subies leurs aïeux et leurs pères? Ou bien sont-ils simplement aveuglés par un anticommunisme viscéral? La Chine n'a sans doute jamais eu autant d'ennemis qu'aujourd'hui et pourtant elle est encore victime de l'ordre établi dans le monde, ordre qui favorise les pays repus.

Mais je ne cherche pas à faire pleurer sur la misère des Chinois. Ce n'est pas le retard économique de la Chine qui importe, c'est qu'elle soit en train de le rattraper en menant, au prix d'un effort gigantesque, une expérience sans précédent qui, étant donné l'énormité de son territoire et le nombre de ses habitants, aura très certainement des conséquences pour le reste du monde. Ce que je viens d'écrire sonne peut-être comme un slogan, mais c'est la vérité : en quelques dizaines d'années, un pays rural et quasi moyenâgeux de 650 millions d'habitants se sera transformé en un pays industrialisé et moderne. Il souffrira pour y arriver, et la mentalité des Chinois de demain sera façonnée autant par leurs souffrances que par les traditions de leur vieille civilisation. Il faut donc oublier les préjugés et tenter de comprendre ce qu'est cette fabuleuse entreprise d'émancipation.

Cela dit, compréhension ne signifie pas « approbation totale » ni « adhésion sans réserves ». Je savais que je verrais en Chine des choses qui me rebuteraient ou m'inquiéteraient : ce n'est pas la première fois que je me trouve dans un pays qui « construit le socialisme »; je peux même dire que je suis un vétéran de la construction du socialisme. A seize ans, chassé par la guerre du lycée, de Lodz et de la Pologne, je me suis trouvé plongé dans l'univers soviétique — et on m'assura aussitôt que c'était pour toujours.

Je n'en étais pas mécontent et j'eus peu de larmes pour la Pologne des colonels, rayée de la carte d'Europe en 1939. J'étais trop jeune pour avoir adhéré au parti communiste, mais j'étais de cœur avec lui. Au vrai, j'étais même ravi — tellement que

je ne fis pas grief à ma nouvelle patrie soviétique de l'accueil qu'elle me fit ainsi qu'à tous les Polonais qui fuyaient l'occupation allemande. Accueil plutôt froid, au propre comme au figuré : pour moi — et pour d'autres — le chemin de Moscou passa par la Sibérie. Cela ne fit qu'augmenter mon bonheur d'y arriver. Sur la place Rouge, devant l'inscription en lettres d'or qui proclame la solidarité des Soviétiques envers leurs « frères de classe, prisonniers du capitalisme », je pleurais de joie et de soulagement. C'était pourtant peu après la signature du pacte germano-soviétique et, au même moment, sur le pont de la rivière Bug, l'U.R.S.S. livrait des communistes allemands à leurs bourreaux nazis.

Cinq ans plus tard, vers la fin de la guerre, je me suis retrouvé au même endroit pour rencontrer les dirigeants de l'Union des patriotes polonais, futurs cadres de la future administration communiste de Varsovie, qui siégeaient à l'hôtel Moscou. Nous parlions de notre prochain retour en Pologne où nous voulions construire le socialisme, bien sûr, mais en évitant la misère et la terreur qui avaient sévi en U.R.S.S. Ces propos « séditieux », nous les tenions en déambulant sur la place Rouge, pour éviter les oreilles et les micros indiscrets. Je ne me rappelle plus quel slogan était alors inscrit sur les murs du magasin Gum, qui fait face au Mausolée de Lénine; de toute façon, je ne croyais déjà plus aux slogans.

De retour en Pologne, en 1946, je me posais encore trop de questions inquiétantes sur l'U.R.S.S. pour pouvoir m'engager totalement dans la construction du socialisme qu'elle patronnait et à laquelle je pensais que, tôt ou tard, elle appliquerait ses méthodes. Le chauvinisme ayant déjà fait trop de mal à la Pologne, l'idée de jouer des sentiments nationalistes polonais pour contrebalancer l'influence soviétique me paraissait dangereuse. Je me sentais donc mal à l'aise dans ma patrie retrouvée : peut-être étais-je voué à devenir apatride.

Quand je m'installai définitivement en France, je croyais toujours au socialisme. Je ne rêvais pas, comme beaucoup d'autres réfugiés, à une revanche personnelle; je ne souhaitais pas l'écroulement du régime dans mon pays. Comme beaucoup d'intellectuels occidentaux, je continuais d'espérer que le communisme, peu à peu, redeviendrait rationnel, internationaliste, qu'il se rouvrirait à la recherche de la vérité et qu'il cesserait d'être un article de foi. Ce que j'ai vu pendant les sept ans que j'ai passés en U.R.S.S. m'a prouvé, s'il en était besoin, que la pénurie, le dogmatisme et le repliement intellectuel d'un pays sur lui-même

ne contribuaient pas à y former des surhommes exemplaires, capables de réaliser un grand idéal humaniste. Mais peut-être ces maux étaient-ils inévitables dans la première phase de socialisation d'un pays sous-développé et menacé de l'extérieur, comme l'était l'U.R.S.S.? Peut-être, une fois surmontées les plus graves difficultés matérielles, les pays de l'Est renoueraient-ils avec la tradition universaliste et entreprendraient-ils la construction d'une société vraiment collectiviste?

Lorsque commença la déstalinisation, on put espérer que le bloc soviétique allait s'engager dans cette voie. L'ancienne « religion » était sérieusement attaquée, personne ne croyait plus que les hauts dirigeants détenaient une vérité absolue qui les mettait à l'abri de toute critique : on allait pouvoir discuter librement, rationnellement. Certes, les habitudes prises dans les pays et dans les partis communistes freinaient le mouvement; des esprits religieux défendaient âprement l'ancienne foi que plus personne ne partageait et la déstalinisation suscitait des contradictions nouvelles dans ce monde qui avait oublié comment fonctionnait une démocratie vraie. L'avènement de la liberté serait lent mais le mouvement était irréversible, et, en Europe, nous avions l'impression que, malgré tout, le bloc de l'Est évoluait.

C'est à ce moment que les communistes chinois s'opposèrent violemment à la nouvelle politique de l'U.R.S.S. A vrai dire, on s'y attendait un peu.

L'internationalisme proclamé de l'U.R.S.S., Staline l'avait exploité avec trop de cynisme. On n'y croyait plus et l'on n'acceptait plus qu'en rechignant l'idée de fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S., premier pays socialiste et chef de file de la révolution mondiale. Chaque pays, chaque parti communiste, sans le dire ouvertement, cherchait à retrouver sa liberté d'action et à défendre au mieux ses intérêts. De l'opposition larvée, les Yougoslaves, puis les Polonais et les Hongrois en vinrent, avant la Chine, au conflit ouvert avec Moscou. Mais seule la Chine « faisait le poids » et pouvait espérer remplacer l'U.R.S.S. à la tête du mouvement communiste international.

Dès son entrée en scène, la Chine a donc tenu un rôle essentiel dans la politique mondiale. Il est devenu impossible de l'ignorer et indispensable de la connaître, non par sympathie ni par goût du pittoresque mais parce que toute l'évolution du bloc communiste et tous ses rapports avec l'Occident dépendent d'elle.

« J'ai trop longtemps cru au paradis soviétique pour pouvoir

croire à présent qu'il existe un autre paradis, encore plus lointain et encore plus inconnaissable », m'a dit, peu avant sa mort, Pierre Courtade, éditorialiste, puis correspondant à Moscou de *l'Humanité*. Il militait depuis l'âge de vingt ans et ne concevait l'appartenance au Parti que comme un engagement total. J'avais de l'estime et de l'amitié pour lui, mais je le plaignais d'avoir à justifier et à défendre toutes les décisions du Parti — même celles qui l'inquiétaient profondément ou, parfois, le consternaient.

Pour ma part, je ne croyais pas non plus que la Chine fût un paradis, mais je voulais savoir ce qu'était le communisme chinois et tenter de juger sur place et sur pièces — sans parti pris. Tant que je n'aurais pas *vu*, je me sentais incapable d'avoir une opinion sur la politique internationale des Chinois et moins encore sur leur politique intérieure. Je l'ai déjà dit, j'avais une certaine sympathie pour ce pays et pour sa révolution, mais je n'en étais nullement un partisan inconditionnel et, d'autre part, je n'avais aucun titre particulier pour obtenir un visa d'entrée en Chine — ce qui n'est pas si facile.

2. *UN DEJEUNER A ALGER*

Ce visa, je ne l'ai obtenu que grâce à un heureux concours de circonstances. Ainsi, le premier Chinois à qui j'ai pu exprimer mon désir d'écrire ce livre, fut le Premier ministre Chou En-laï en personne — et cela le jour de Noël 1963, au cours d'un déjeuner officiel auquel j'avais été convié presque par hasard. A ma grande surprise, Chou En-laï s'intéressa à mon projet et me promit son aide. Six mois plus tard, l'ambassade chinoise de Paris m'informa qu'on étudiait ma demande, et, six mois après, j'avais mon visa.

Mais l'affaire remonte à plus loin. Dès 1962, mon ami Marc Riboud, photographe de l'agence « Magnum », m'avait suggéré de faire, avec lui, le voyage de Chine. Marc Riboud connaît bien l'Asie; il a vécu un an aux Indes, en 1957, et passé quatre mois en Chine où il avait grande envie de retourner, et il est le compagnon idéal pour ce genre d'entreprise qu'il est toujours préférable de mener à deux. J'acceptai et nous trouvâmes des éditeurs pour nous financer.

Mais, personnellement, pour partir, j'avais à surmonter une difficulté. Bien que j'habite Paris depuis 1950, je n'ai pas encore

obtenu ma naturalisation. Je circule donc avec un titre grisâtre de « réfugié polonais » que douaniers et policiers regardent toujours avec un étonnement teinté de méfiance. A chaque voyage, je dois demander un visa, dire pourquoi je le demande et surtout convaincre les consuls que je compte rentrer en France et non rester dans leur pays. En général, cela me fait seulement perdre du temps et les recommandations des journaux auxquels je collabore suffisent. Mais les Chinois s'en contenteraient-ils? J'en doutais.

Certes, comme collaborateur du *New Statesman*, je pouvais aller trouver le consul de Chine à Londres (à l'époque, il n'y en avait pas à Paris), mais il m'aurait fallu lui dire ceci : « Je suis un journaliste anglais du *New Statesman*, j'habite en France, au titre de réfugié polonais, après avoir été sept ans citoyen soviétique », et j'avais l'impression que ça ne ferait pas sérieux. Et j'avais beau avoir écrit d'innombrables articles sur ce monde communiste, cela ne me paraissait pas compenser l'étrange salade russe (c'est le cas de le dire) qu'était ma situation. De plus, les Chinois défendaient alors âprement la Russie de Staline : ils seraient donc particulièrement méfiants vis-à-vis de quelqu'un qui l'avait quittée à la « belle époque » et n'en avait pas dit que du bien — d'autant plus que, comme on sait, les staliniens préfèrent les hommes de droite à ceux qui les critiquent au nom des principes socialistes.

Prévoyant un refus, je décidai de demander conseil à mon ami Edgar Snow, auteur de nombreux livres sur la Chine, et, en compagnie de Marc Riboud, j'allai le trouver chez lui, à Saint-Cergue, en Suisse.

Edgar Snow, Américain non conformiste, n'a jamais été communiste ni même « compagnon de route ». Simplement, il était en Chine à l'époque de ses grands malheurs et il a voulu savoir qui étaient et ce que pensaient les « bandits rouges ». En 1936, il est allé les trouver dans leur lointain repaire du Nord-Ouest et leur a demandé pourquoi ils combattaient. Mao Tsé-toung en personne lui a répondu et lui a même raconté sa vie. Les autres chefs communistes ne pouvaient pas faire moins et Snow rapporta de son voyage un véritable *Who's who* de la Chine rouge. Il connaît le pays comme personne : il suffit d'ouvrir n'importe quel livre sérieux sur la Chine pour constater qu'ils doivent tous quelque chose à Snow et que sinologues et analystes politiques contemporains ont tous abondamment puisé dans ses ouvrages.

Snow me répondit qu'il ne pourrait pas faire grand-chose pour

me faciliter l'obtention du visa : trop de journalistes lui avaient déjà demandé son aide. Et d'ailleurs me servirait-elle? Sans vouloir me décourager, il me dit même qu'à son avis, j'avais peu de chance. Pourtant, c'est le seul fait de connaître Snow qui me permit d'entrer en Chine, et cela me ramène au déjeuner d'Alger.

En décembre 1963, donc, la délégation gouvernementale chinoise conduite par Chou En-laï faisait sa première tournée africaine. A Alger, elle était solidement protégée des journalistes : la presse n'était autorisée à regarder les Chinois que du deuxième balcon. Je tentai vingt démarches pour rencontrer Chou En-laï; elles restèrent sans effet. J'allais rentrer à Paris quand, à ma vive surprise, je reçus une invitation à un déjeuner que MM. Bouteflika et Cherif Belkacem [1] donnaient en l'honneur de Chou En-laï, le 25 décembre, à la Cité universitaire. J'eus la chance de me trouver, à table, à côté d'un interprète et presque en face du Premier chinois.

Chou En-laï connaissait déjà ses hôtes et semblait très heureux de les retrouver. A soixante-neuf ans, il n'avait pas un cheveu blanc et paraissait encore très jeune. Très conscient de son charme, souriant, riant, racontant des anecdotes, il était ce que les Américains appellent *the life of the party*. Vers la fin du repas, profitant d'un silence, je glissai dans une phrase le nom d'Edgar Snow, en me demandant si Chou En-laï réagirait. Il réagit, braqua sur moi ses yeux noirs et me demanda des nouvelles de notre ami commun. Au bout d'un moment, il se pencha vers Bouteflika, lui posa une question que je n'entendis pas et à laquelle Bouteflika répondit assez haut : « Il n'est pas algérien, mais c'est un ami de la révolution algérienne. » Comme Chou En-laï semblait avoir envie d'en savoir plus long, Bouteflika ajouta : « C'est un journaliste ami de toutes les révolutions. »

C'était le moment de présenter ma « salade résidentielle et biographique » et de dire que je voulais aller en Chine, pour écrire un livre.

Chou En-laï sourit, sans hostilité, mais manifestement il a déjà rencontré beaucoup de journalistes désireux d'aller en Chine. Pourtant, il me tend un papier en me demandant d'y noter mon nom et mes références. Le titre du *New Statesman* lui dit quelque chose. Nous en parlons un instant, puis je dis que j'ai séjourné longtemps en U.R.S.S. et que j'y ai fait mes études. Cette fois

1. Ministres des Affaires étrangères et de l'Orientation nationale de la République algérienne.

Chou En-laï est nettement intrigué. « Où? Quand? Comment? Pourquoi? » Il me bombarde de questions et je lui raconte tout. « C'était dur, la guerre en U.R.S.S.? » demande-t-il avec sympathie. Puis, sans me poser la question que je redoutais : « Pourquoi avez-vous quitté l'U.R.S.S.? » il me parle de la Pologne qu'il connaît et aime, et conclut : « Je suis sûr que la Chine vous intéressera beaucoup. »

Je lui dis que je voudrais surtout faire une comparaison entre les expériences chinoise et soviétique. « Vous écrirez ce que vous voudrez », répond Chou En-laï. Suffit pour mon livre. Je lui raconte qu'à la régie Renault on a retrouvé sa fiche, vieille de quarante ans, et qu'il est déjà signalé comme un dangereux agitateur. Chou En-laï proteste qu'il n'a jamais travaillé chez Renault et qu'il doit s'agir d'un homonyme, mais il admet que c'est à Paris qu'il est devenu communiste et qu'il a rédigé son premier journal marxiste-léniniste. Je me rappelle alors qu'en dehors de Snow, nous avons, Chou En-laï et moi, un autre « ami » commun : le prince Sihanouk du Cambodge, et je raconte qu'il m'a dit un jour : « Tous les étudiants que j'envoie à Paris reviennent communistes à Pnom-Penh. Tous ceux que j'envoie à Moscou reviennent anticommunistes. » Succès fou : Chou En-laï, hilare, traduit pour ses compatriotes. Je me dis, un peu tard, qu'ayant fait, moi, mes études près de Moscou et non pas à Paris, je n'aurais peut-être pas dû... mais Chou En-laï ne fait pas le rapprochement et me dit au revoir très cordialement.

Trois jours plus tard, à l'occasion du départ de la délégation chinoise, grande réception où toute la presse est, cette fois, invitée. Chou En-laï est noyé dans la foule, mais comme je veux lui demander comment m'y prendre pour obtenir mon visa, je manœuvre pour l'approcher; j'y parviens, il me reconnaît et me dit, dans son curieux français : « Comme ça va, Polonais? », ce qui me paraît bon signe. Pour mon visa, il m'adresse à Mme Kung Peng, ministre adjointe aux Affaires étrangères. Un an plus tard, j'ai mon visa.

A Pékin, j'ai retrouvé Mme Kung Peng, par qui je devais passer pour obtenir une interview avec Chou En-laï. Je lui demandai s'il y avait une chance que le Premier ministre se rappelât m'avoir rencontré à Alger. « Mais bien sûr! me répondit Mme Kung Peng. Vous l'aviez beaucoup intrigué à ce déjeuner et nous avons mis très longtemps à établir qui vous étiez au juste. » Cet aveu dénué d'artifices me prouvait que mon dossier avait été soigneusement épluché, qu'on n'avait retenu contre moi ni mon départ de

l'U.R.S.S. ni mes articles antistaliniens — et que les Chinois sont moins sourcilleux que je ne l'aurais cru en ce qui concerne le passé des gens.

3. 25 000 KM EN QUATRE MOIS

Nous faisions ce voyage à nos frais et, en le prolongeant, nous ne risquions pas d'abuser de l'hospitalité de quiconque. Entrés en Chine par Canton, nous sommes allés à Pékin en train, c'est-à-dire sans nous presser. Avant de commencer notre enquête systématique, nous voulions voir un morceau de paysage et nous familiariser, au moins par les yeux et si peu que ce fût avec cette Chine où, dès qu'on y prend pied, on se sent plus dépaysé que partout ailleurs. Tout, même les manières de manger, de travailler, d'étudier, de s'amuser, semble différent de ce que nous connaissons.

Dans notre luxueux wagon-lit nous n'avions pour guide que le livre de Carl Crow que les touristes étrangers utilisaient déjà avant la Première Guerre mondiale.

Arrivés à Pékin, après avoir déposé au ministère des Affaires étrangères la liste de ce que nous voulions voir et des personnalités que nous souhaitions interviewer, nous avons continué, Crow en main, à nous promener en simples touristes. Nous avons rencontré quelques citoyens adoptifs de Pékin, anglo-saxons pour la plupart, qui connaissaient bien la Chine et nous aidèrent à établir notre plan de voyage.

Nous avons également fait la tournée des ambassades et, avec quelques amis diplomates, des hauts lieux de la cuisine chinoise. L'hiver était doux, l'hôtel Hsin Chiao agréable, nos nouvelles relations intéressantes...

Quelques jours plus tard, par un coup de téléphone très officiel et très matinal, on nous informa que, comme nous l'avions demandé, nous pouvions visiter l'usine textile n° 3 et que notre guide-interprète nous attendait dans le hall. A peine revenus de l'usine, le téléphone nous annonça qu'on nous attendait à l'Institut de culture physique et de sport, et que, le lendemain, nous pourrions visiter une commune populaire suburbaine. Nous avions pris le départ et nous ne devions plus nous arrêter : même la plupart de nos soirées étaient prises, car nous étions invités à des spectacles organisés pour les diplomates et les journalistes étrangers. C'est d'ailleurs en ces occasions que nous avons pu

faire la connaissance des « correspondants téléphoniques officiels » qui organisaient notre voyage — et qui, comme nous, semblaient préférer ces rencontres impromptu et familières aux réceptions un peu guindées dans les salons du ministère des Affaires étrangères.

Donc, trois semaines très chargées à Pékin, puis Nankin, puis Shanghaï, d'où « la voix » officielle nous rappelait d'urgence à Pékin : Chou En-laï nous accordait l'interview que nous avions demandée. Nous avons encore attendu trois semaines à Pékin où nous avons rencontré divers responsables et notamment M. Chéou Yang, responsable culturel du Comité central (dont l'interview qu'il nous a accordée prend une grande importance à la suite des événements récents), puis nous sommes retournés pour dix jours à Shanghaï ou, plus que partout ailleurs, sont visibles les souvenirs de la présence des Blancs qui vivaient là, enfermés dans leurs concessions. Nous nous sommes plongés jusqu'au cou dans cette ville où les ateliers artisanaux voisinent avec les usines les plus modernes, où se sont formés (et se forment encore) les cadres de la Chine nouvelle et où les nombreux « capitalistes nationaux » menaient encore une existence prospère, sans se douter qu'ils allaient, en 1966, devenir une des cibles des « gardes rouges ». Leur seule existence témoignait alors de l'originalité du chemin choisi par la Chine pour arriver au socialisme.

De Shanghaï, un petit bimoteur de la « Civil Aviation of China » nous emmena, par sauts de puce, à Wuhan, à Chung King et, enfin, au cœur de la Chine du Sud-Ouest, à Kunming, capitale de la province du Yunnan.

Dans le Sud-Ouest (soleil, rizières, splendides paysages), nous avons découvert la Chine des minorités nationales : les villages sanyis, près de Kunming et surtout près de Nanning, centre de la région autonome Kwangsi-Chuang. Jadis opprimées par les Han, ces minorités se réfugièrent dans la montagne, y menant une vie misérable et primitive. Les traces de ce passé sont encore partout visibles. Nos guides ne cherchaient pas à nous les cacher, mais ils nous ont fait également visiter les instituts spéciaux où l'on forme les cadres politiques, techniques et intellectuels qui doivent assurer l'émancipation de ces victimes du chauvinisme d'autrefois.

A Nanning, à Kunming et à Kueilin, toutes villes du Sud, nous étions dans la partie du territoire chinois la plus menacée en cas d'extension de la guerre du Viet-nam. C'est par ces régions

frontalières que passent toutes les voies ferrées, routières ou aériennes qui relient Hanoi à la Chine et, en fait, au bloc communiste tout entier. Ici, et même dans les villages les plus reculés, il était question de la guerre dans toutes les conversations, mais la vie suivait son cours normal et la population semblait parfaitement paisible. Dans les aéroports, on voyait quelques avions à réaction et quelques pièces de D.C.A. Rien de plus. La seule concentration de troupes que nous ayons pu observer, ce fut sur une route en construction à laquelle travaillaient une masse de soldats côte à côte avec des ouvriers et des étudiants.

Notre « troisième Chine » fut celle du grouillement humain de Changsha et de Wuhan, deux très vieilles villes qui sont les capitales, l'une de la province du Hunan, l'autre de celle du Hupeh. Grands ports fluviaux sur les bords du Siang et du Yangtsé (le fleuve Bleu), toutes deux ont attiré une partie de la population paysanne des alentours, victime périodique des crues catastrophiques de ces fleuves capricieux, et, à toute heure du jour, leurs rues grouillent de monde comme les rues voisines d'un stade après un match de football.

Mao Tsé-toung est né dans cette région. Nous avons vu son village natal, Shao-shan, près de Changsha, et visité à Changsha l'Ecole normale dont il était l'élève ainsi que les divers logements d'où il a organisé les paysans pour le fameux « soulèvement de la récolte » de 1927. Nous n'avons pas fait ce pèlerinage uniquement pour plaire à nos guide, mais pour connaître le milieu et le décor dans lesquels Mao s'est formé. Et nous voulions voir aussi ce qu'étaient devenues ces campagnes turbulentes qui donnèrent tant de fil à retordre aux maîtres de la Chine ancienne : un exemple nous en a été donné dans une commune populaire formée autour de la maison-musée de Mao qui est le reflet fidèle de la région tout entière et dont il sera question plus tard.

A Wuhan, qui groupe trois villes (Hankow, Henyang et Wuchang), Liu Shao-chi, président de la République et numéro 2 du P.C. chinois jusqu'à ces derniers temps [1] est devenu célèbre. En 1927, il y mena victorieusement les ouvriers à l'assaut de la concession anglaise et, pour une fois, les étrangers acceptèrent leur défaite sans exercer trop de représailles.

La première chose qu'on vous montre à Wuhan, c'est le pont du fleuve Bleu, ce fleuve qui, jusqu'en 1959, coupait la Chine en

1. Lors de la « révolution culturelle » de 1966, il a été rétrogradé au numéro 8.

deux : on ne pouvait le franchir que par bacs ou par ferry-boats, ce qui freinait terriblement les transports. Dans le grand pont-viaduc construit par le nouveau régime est aménagée une pièce spéciale où l'on reçoit les visiteurs pour leur expliquer l'importance capitale de cet ouvrage d'art.

Nous sommes ensuite partis pour le Nord-Ouest, où coule le Huang-hé, le fleuve Jaune. C'est dans ce pays montagneux que naquit le premier Etat chinois. Le fleuve Jaune est effectivement jaune, ainsi que les montagnes de lœss de la région : de là vient, dit-on, qu'on a décrété que tous les Chinois étaient jaunes, ce qui n'est pas le cas.

Sian, centre de la province de Shensi, fut pendant onze dynasties la capitale de l'ancien empire et il garde beaucoup de souvenirs de cette époque, dont les magnifiques sculptures Tang réunies dans son Musée, qui est sans doute le plus beau de Chine. Aujourd'hui, Sian est devenue une grande ville industrielle et universitaire. Pendant la semaine que nous avons passée à Sian, nous avons visité autant d'usines et d'instituts que de monuments. On nous a également montré un village préhistorique que l'on a découvert en creusant les fondations d'une usine.

Mais c'est l'étape suivante que nous attendions avec le plus de curiosité. De Sian, nous devions aller à Yenan, haut lieu du maoïsme, qui, de 1937 à 1947, fut la capitale de la Chine rouge. Yenan est à 350 km de Sian. Pas de chemin de fer, une route très mauvaise. Pour y aller, il faut donc être douze, c'est-à-dire assez pour fréter un petit avion spécial. Nous avons eu la chance de trouver un Canadien, un couple de Chiliens et une famille de Chinois d'outre-mer qui voulaient faire le voyage.

C'est dans les grottes de Yenan, étrange ville de troglodytes, qu'ont été établies les bases inébranlables de la politique maoïste. Nous y sommes restés plus longtemps qu'il n'était prévu (il pleuvait et les pilotes chinois, très prudents, ne prennent pas le risque de voler dans ce pays de montagnes lorsque le ciel est trop bas), puis nous sommes rentrés à Pékin pour le 1er Mai.

Après l'énorme feu d'artifice tiré sur la place Tien An Men pour clore la fête du travail, nous sommes partis pour la cinquième étape de notre tour de Chine : les trois provinces du Nord-Est, Liaoning, Kirin et Heilung Kiang, plus connues en Occident sous leur ancien nom de Mandchourie.

Dans cet énorme territoire, plus développé que le reste du pays, le climat est à peine plus doux qu'en Sibérie. Cent cinquante jours de l'année il y fait moins de 0° et très souvent,

il y fait — 40°. Mais le sous-sol est très riche : charbon, fer, métaux précieux et pétrole. La Mandchourie est une terre d'élection pour l'industrie; les Japonais l'avaient compris qui, dès 1931, l'occupèrent et en firent le Mandchoukouo, Etat fantoche qui était en réalité une colonie.

Quatorze ans d'occupation japonaise ont évidemment laissé des traces. Certaines villes, comme Chang-chun, ont été presque entièrement construites par les Japonais dans un style qui n'est pas celui du pays. D'autres, comme Harbin, étaient peuplées d'une quantité de Russes blancs qui en avaient fait leur capitale pour l'Extrême-Orient. Toutes ces villes sont laides et pauvres en monuments.

Pendant la guerre, les industries japonaises se sont écroulées en même temps que le Mandchoukouo; presque toutes les grandes entreprises qui fonctionnent aujourd'hui ont été mises sur pied par le régime communiste. Les usines les plus importantes, comme le combinat métallurgique d'Anshan ou la fabrique de camions de Chang-chun, ont été construites avec l'aide de l'U.R.S.S. et, dans une moindre mesure, des démocraties populaires. Mais, en juillet 1960, tous les techniciens soviétiques ont été rappelés en bloc par leur gouvernement qui voulait « punir » les Chinois de leur attitude politique. Cent fois, mille fois, on nous a raconté ce départ précipité — pas seulement pour dénoncer « le crime des révisionnistes khrouchtcheviens », mais parce que, pour la première fois dans l'histoire de la Mandchourie, les Chinois y assurèrent seuls le fonctionnement de toutes les usines. Appliquer la politique du « ne compter que sur ses propres forces » fut particulièrement malaisé en Mandchourie. Nos guides ne nous ont pas caché que la rupture unilatérale des contrats passés avec l'U.R.S.S. avait ici, plus que partout ailleurs, posé de très graves problèmes, mais ils concluaient en déclarant fièrement qu'aujourd'hui tout allait bien.

Nous sommes revenus à Pékin au milieu de mai avec, dans les jambes et dans la tête, 25 000 km de Chine. Il nous fallait mettre un peu d'ordre dans tout ce que nous avions vu et tenter de trouver des réponses aux questions que nous nous étions posées. J'ai donc passé un mois à interviewer des gens, laissant Marc Riboud aller seul en Mongolie Intérieure.

Pendant ce mois j'ai rencontré M. Wu Chen, vice-ministre de l'Agriculture, M. Hu Cha, directeur de l'Enseignement supérieur, M. Chen Chun, directeur adjoint du *Renmin-Ribao* (« Le Quotidien du Peuple », organe central du P.C. chinois), Mme Yung

Kuang, directrice du département du Planning familial, M. Yung Lung-kwei, économiste célèbre et vice-président du Comité chinois pour le commerce international. Le maréchal [1] Chen-yi, vice-Premier et ministre des Affaires étrangères a bien voulu répondre par écrit à mes questions sur la situation internationale. Après quoi, en juin, nous avons quitté la Chine.

4. ENTRE STALINE ET MAO

Nous avons battu quelques records en Chine, et d'abord celui de la durée du séjour. Les journalistes qui ne sont pas accrédités à titre permanent demeurent rarement plus de deux mois à Pékin. Nous y sommes restés deux mois et nous en avons passé deux autres dans les provinces, ce qui nous a permis de battre le record du kilométrage. Nous avons traversé le pays de long en large, de Kunming et Nanning, qui sont aux frontières du Viet-nam, à Harbin, qui est à celles de la Russie; de Shanghaï dans le Sud-Est à Yenan dans le Nord-Ouest. Au cours de notre voyage, nous avons encore recueilli un nombre record d'interviews, visité un nombre record d'usines, de communes populaires, d'écoles et d'universités. Mais, bien entendu, notre but n'était pas de battre des records.

Dès mes premiers jours à Pékin, le système chinois me parut curieusement hybride. Le jargon officiel ainsi que les positions théoriques de mes interlocuteurs et les portraits de Staline qu'on voit encore affichés un peu partout me rappelaient ma jeunesse soviétique. Mais, d'autre part, je n'arrivais pas à faire entrer les pièces du puzzle chinois dans un cadre stalinien. Par exemple, le système des rémunérations n'avait strictement rien de commun avec l'ancien système soviétique. Le type de héros qu'on proposait à l'admiration des foules était, lui aussi, totalement différent. Bien d'autres choses encore témoignaient de différences radicales et j'avais l'impression déroutante que, dans de vieux moules staliniens, on avait coulé une matière dont Staline n'aurait voulu à aucun prix.

Si nous avons poussé notre enquête aussi loin que possible, c'était essentiellement parce que nous voulions tenter de résoudre

1. Les grades ayant été supprimés dans l'armée chinoise le 1er juin 1965, c'est par commodité que nous emploierons les termes de maréchal ou de général.

cette contradiction entre l'orthodoxie doctrinale stalinienne des Chinois et leur pratique « hérétique ».

Pour nous, le système stalinien formait un tout : une certaine façon d'industrialiser rapidement un pays sous-développé, un parti monolithique qui dirige tout, une idéologie de type religieux destinée à stimuler l'ardeur des travailleurs et à justifier la répression impitoyable des réfractaires. Tous ces éléments donnaient naissance à un certain type d'homme et étaient si étroitement imbriqués qu'il était difficile de dire lequel avait produit l'autre : si c'était, par exemple, le processus de l'industrialisation et de la collectivisation forcée qui avait sécrété l'idéologie stalinienne ou si c'était, au contraire, du fait de l'idéologie née de l'emprise de Staline sur le Parti, que l'industrialisation et la collectivisation avaient été menées de façon si brutale. En réalité, tout se tenait : les moyens employés étaient imposés à l'U.R.S.S. par la situation où elle se trouvait en 1927 et, pour atteindre son but, elle ne pouvait sans doute pas en utiliser d'autres.

Ce n'étaient pas les défenseurs du stalinisme qui affirmaient cela. Des analystes et des historiens occidentaux, tout en attaquant la religion stalinienne, démontraient que Staline était autant le prisonnier que le promoteur de son système. Apprenti sorcier, il avait provoqué une réaction en chaîne qu'il n'était plus capable de contrôler et, sous la pression des événements, il était amené à prendre des décisions purement circonstantielles dont il ne pouvait prévoir les conséquences.

Staline n'avait pas calculé froidement qu'il lui faudrait envoyer une vingtaine de millions de Soviétiques dans des camps de travail forcé. Il n'avait pas non plus prévu qu'il lui faudrait favoriser, d'une façon lourde de conséquences, les ouvriers d'élite et les cadres. Ces mesures étaient dictées par les nécessités d'une entreprise de socialisation d'un pays qui n'y était préparé ni politiquement ni économiquement et où la base n'acceptait pas docilement les directives venues d'en haut.

Pour arriver à ses fins, Staline savait sans doute qu'il lui faudrait utiliser la carotte et le bâton, mais il n'avait certainement pas prévu l'ampleur que prendrait la répression ni la profondeur de la corruption qu'entraînerait le favoritisme dans une période de pénurie. Posées en dogmes, son infaillibilité, sa clairvoyance, son orthodoxie « marxiste-léniniste » l'aidaient à cacher au monde la réalité soviétique et à désamorcer à l'intérieur toute tentative de résistance. La religion stalinienne ne rendait pas compte de

tout, mais elle justifiait la chasse aux sorcières, inspirait une peur salutaire et immunisait les croyants contre toute influence extérieure. Elevé dans ce climat, l'homme soviétique acquérait certains caractères et une certaine vision du monde que reflétait son langage.

Ce qui s'est passé dans les démocraties populaires prouve qu'il ne s'agissait pas là d'un phénomène spécifiquement russe. Empiriquement édifié, le système russe s'est habillé d'une doctrine et, dans tous les pays qui ont adopté cette doctrine, on a vu naître le même type d'homme. La répression en Pologne a peut-être été moins dure qu'en Hongrie, mais le stalinisme était le même dans les deux pays. La Tchécoslovaquie était beaucoup plus avancée que la Roumanie, mais toutes deux adoptèrent les mêmes méthodes de gestion. Et même dans les pays non communistes, les partis communistes qui ne disposaient pas d'une police politique pour faire respecter la discipline se durcirent et se hiérarchisèrent strictement. Une certaine attitude intellectuelle et un certain langage spécifiquement staliniens ont donc fini par nous apparaître comme indissolublement liés à un système.

De loin, à la lecture des textes officiels chinois rédigés, si l'on peut dire, « en stalinien », nous pensions trouver le stalinisme en Chine — d'autant plus que les dirigeants maoïstes avaient refusé de s'engager dans la voie de la déstalinisation et restaient fidèles aux principes de Staline. Non, certes, par sentimentalité : le P.C. chinois a eu beaucoup à se plaindre des interventions du Kremlin. Mais, pour s'industrialiser, la Chine sous-développée devait appliquer les recettes qui avaient réussi en U.R.S.S. Mao, comme Staline, se serait résigné à sacrifier plusieurs générations pour réaliser l'industrialisation sans laquelle la socialisation est impossible.

Voilà ce qu'en gros, nous pensions au départ. Nous n'en étions pas moins curieux de voir ce qu'était la version chinoise du stalinisme. Le P.C. chinois avait la réputation d'être relativement souple, ses chefs semblaient très bien informés de ce qui s'était réellement passé en U.R.S.S. et de ce qui en était résulté. Nous supposions donc qu'ils éviteraient certains excès causés, en partie, par l'imprévoyance de Staline. Bref, nous nous attendions à trouver en Chine un stalinisme perfectionné et « tempéré ».

Ce que nous ignorions, et qui nous a frappés dès l'abord, c'est que les maoïstes refusent absolument le modèle économique soviétique. Sans doute ont-ils retenu du stalinisme une idée qui « colle » à leur situation et dont ils pensent qu'elle peut stimuler

les masses. Ils utilisent le langage révolutionnaire de l'époque stalinienne et lancent des appels aux « frères de classe prisonniers du capitalisme ». Ils ont également gardé l'idée que le Parti doit être monolithique et jouer un rôle pédagogique. Mais l'enseignement que dispense le P.C. chinois est radicalement différent de celui que dispensait le P.C. de l'U.R.S.S.

Les Chinois veulent assurer le développement de leur pays sans recourir à la contrainte physique et sans favoriser les travailleurs de choc. On ne travaille jamais aux pièces dans les usines, on n'y prêche pas le stakhanovisme, il n'y a pas de camps de travail [1]. Les slogans ne clament pas l'importance primordiale de l'industrie lourde, clé de voûte de l'industrialisation soviétique, à laquelle on donnait la priorité absolue. L'agriculture reste le facteur essentiel et, apparemment, personne ne la considère uniquement comme un moyen d'accumuler en vue de l'industrialisation.

Déjà, bien que le marché soit loin d'être saturé et qu'en conséquence les clients soient peu exigeants, les organismes de distribution sont tenus de vérifier la qualité des marchandises. Partout, en grand nombre, on forme des cadres techniques, mais, quitte à perdre du temps, on leur impose une certaine dose de travail manuel pour éviter à tout prix que, coupés des masses, ils n'en viennent à se considérer comme une élite. Même chose avec les bureaucrates, nécessairement nombreux dans cet immense pays qui se veut centralisé : toute velléité de s'assurer un niveau de vie supérieur, si peu que ce soit, à celui de la masse, est sanctionnée. Dans tous les domaines sont prises des mesures semblables, témoignant d'un souci d'égalitarisme qui n'a jamais préoccupé, à ce point, les dirigeants soviétiques.

Certes, dans l'U.R.S.S. stalinienne, on pratiquait un certain égalitarisme : l'instruction et les soins médicaux, par exemple, étaient gratuits. Mais si tous avaient des chances égales au départ, ceux qui « couraient plus vite » étaient favorisés. Les Chinois, eux, sont déterminés à faire avancer leur pays d'un seul bloc en réduisant au minimum les inégalités qui peuvent naître dans un pays pauvre en voie de socialisation — alors que les

1. Certes il existe une coercition en Chine et les suspects sont souvent envoyés dans les communes populaires pour la « rééducation par le travail ». Les méthodes sont arbitraires et suscitent beaucoup de drames individuels surtout parmi les intellectuels. N'empêche que l'univers concentrationnaire soviétique était autrement plus inhumain et qu'il y a une différence entre l'obligaton de vivre dans une commune et dans un camp derrière des fils de fer barbelés.

Impression défectueuse de la copie originale. Essayé de trouver une copie sans erreurs d'impression au pages 29-30.

pratiques ». Il leur faut également — et de plus en plus souvent — opérer un tri parmi ces principes, en retenir certains et en oublier d'autres. Ils tentent parfois de pallier ces difficultés en donnant comme staliniens des principes qui ne l'ont jamais été : ainsi la primauté du facteur humain dans la production. Ils rappellent, à tout propos, que Staline a dit : « l'homme est le capital le plus précieux ». Mais ils deviennent sourds lorsqu'on leur rappelle que Staline a dit également que « les cadres décident de tout » ou que les tracteurs sont plus utiles à l'édification du socialisme que les militants. Ce n'est pas la passion qui leur manque mais, parfois, l'assurance — même lorsqu'ils parlent des principes essentiels.

De plus, cette adhésion à l'orthodoxie stalinienne empêche parfois les Chinois de faire une analyse juste des événements mondiaux : cela est particulièrement flagrant lorsqu'ils parlent des bouleversements qui se sont produits en U.R.S.S. dans ces dernières années. Ils condamnent violemment la politique de Khrouchtchev et de ses successeurs qui misent sur les stimulants matériels. Selon eux, cette politique n'arrive pas même à masquer le désir réel des Soviétiques d'assurer les privilèges des nouveaux riches et de rétablir le capitalisme. Mais ils oublient que le stalinisme a toujours favorisé les travailleurs d'élite et imposé le travail forcé aux réfractaires. A la mort de Staline, pour des raisons multiples, le recours à la terreur n'étant plus possible, ses successeurs ne pouvaient que jouer, plus encore qu'avant, des stimulants matériels. Ils l'ont fait dans un contexte politiquement et pratiquement inchangé, le parti monolithique étant toujours au pouvoir et les « principes fondamentaux » étant toujours respectés. Pour expliquer l'hérésie révisionniste, les Chinois en sont donc réduits à monter en épingle une petite phrase du programme du P.C. de l'U.R.S.S. pour 1961 (huit ans après la mort de Staline), selon laquelle l'Union soviétique serait devenue un « Etat du peuple tout entier » (donc la dictature du prolétariat n'y est plus en vigueur).

En réalité, l'histoire de l'U.R.S.S. prouve que, quand on supprime certains rouages du système économique stalinien, le système tout entier est changé qualitativement. Le monolithisme politique soviétique est devenu un frein à l'évolution et au développement économiques et sociaux sans pour autant assurer l'orthodoxie doctrinale ni la continuité dans la recherche de l'objectif communiste. Cela est si évident qu'il est impossible de croire qu'on puisse jamais — même en Chine — édifier un stali-

nisme hybride sur des bases économiques radicalement différentes de celles que Staline voulait établir.

Indéniablement, comme tous les communistes, les maoïstes ont été marqués par trente longues années de stalinisme. Le stalinisme leur a donné des méthodes de pensée, un langage, des procédés d'analyse et d'interprétation qu'ils essaient de transmettre aux nouvelles générations. Mais leur politique économique égalitaire donne à leur expérience ainsi qu'à l'enseignement qu'ils dispensent une « couleur » très particulière. Et il est très probable que les générations nouvelles seront plus marquées par cet aspect du maoïsme que par les principes staliniens. Dans un pays où l'on joue sur les stimulants politiques, où l'on demande la participation bénévole des travailleurs et où on leur inculque l'esprit égalitaire, la population, tôt ou tard, se libérera du paternalisme rigide du Parti.

Le jour où la Chine aura rattrapé son retard économique et culturel et sera moins menacée de l'extérieur, elle devra résoudre les problèmes qui se posent à une société évoluée et la masse chinoise, en vertu même des habitudes qu'on lui fait acquérir en ce moment, exigera non pas plus de biens de consommation, comme il arrive dans l'U.R.S.S. d'après Staline, mais plus de démocratie. Ayant choisi un autre chemin vers le socialisme que les Soviétiques, les Chinois arriveront également à une autre forme de socialisme.

Pour le moment, l'étude de la société et du socialisme chinois est singulièrement compliquée par l'ambiguïté du langage et des conceptions des Chinois. Nous étions constamment tentés d'établir un parallèle entre la Chine de Mao et la Russie de Staline — quand cela n'aurait été qu'à cause de la pratique intensive du culte de la personnalité. Nous devions poser mille fois les mêmes questions pour faire « avouer » aux Chinois ce qu'ils font réellement, sous le couvert de l'orthodoxie stalinienne. Je n'ai pas obtenu de réponse à toutes mes questions, qu'elles aient porté sur le passé ou sur le présent, mais je ne me sens pas habilité à combler ces lacunes par des hypothèses personnelles — et je ne peux donc que rapporter ce que j'ai vu et entendu.

5. LES APPARENCES ET LES REALITES

« Du haut de la tour du Kremlin, on ne peut pas tout voir », disent les Russes. En d'autres termes : entre les vues d'ensemble

des dirigeants et l'expérience que vivent les simples citoyens, il y a un abîme. Pendant les sept ans que j'ai passés en Union soviétique, j'ai pu constater le bien-fondé de cette vérité de bon sens, mais les étrangers de passage ne le pouvaient pas.

Comme la plupart de mes camarades soviétiques, je regardais avec un rien de condescendance les rares étrangers que nous rencontrions à l'Université ou dans les rues de Rostov. Rayonnants de sympathie, ils nous serraient chaleureusement les mains et nous considéraient avec une sorte de jalousie : ils nous enviaient d'être plus pauvres qu'eux (ce qui crevait les yeux) mais aussi tellement plus héroïques et plus socialistes. Nous ne faisions rien pour les détromper — au contraire. Quand on annonçait leur arrivée, les plus loqueteux d'entre nous partaient en congé pour ne pas déparer le paysage. Les autres se gardaient soigneusement de marquer leur joie ou même leur surprise devant la nette amélioration du menu de la cantine et laissaient croire aux visiteurs qu'on mangeait tous les jours aussi bien.

Les visites de personnalités bourgeoises de marque nous valaient encore plus d'avantages. Des masses de Russes se souviennent encore du voyage en U.R.S.S. du vice-président américain Wallace. Pour l'honorer, « ils » (« ils », « eux », c'est ainsi que nous désignions toujours entre nous les hommes du Kremlin) avaient décidé de supprimer provisoirement la fouille des ouvriers à la sortie des usines. Les travailleurs des usines d'alimentation profitèrent largement de l'occasion pour approvisionner le marché noir en charcuterie, en viande et en autres produits rares — si largement qu'il y eut un effondrement des cours dans un vaste secteur du pays.

On voyait peu d'étrangers à Rostov, mais un réseau serré de « téléphone arabe » diffusait dans toute l'Union soviétique les nouvelles non officielles. Il n'y avait, là-dedans, rien de contre-révolutionnaire. Nous approuvions la conduite des officiels vis-à-vis des étrangers : elle défendait la réputation de la patrie socialiste. Et nous ne tenions pas à expliquer aux étrangers que, pour vivre, nous devions nous tenir au courant d'une foule de questions mesquinement pratiques : arrivée du ravitaillement, fluctuations du marché noir, relâchement ou resserrement du contrôle dans les trains, possibilités d'aller en Ukraine ou même à Moscou où l'on trouvait toujours plus de marchandises. Très peu d'étrangers donc connaissaient cette vie parallèle des citoyens soviétiques et les répercussions qu'elle pouvait avoir sur leur mentalité et sur la vie économique du pays.

Les temps ont changé et nos amis d'U.R.S.S. et des pays de l'Est n'ont plus rien à cacher et ne sont plus séparés, comme nous l'étions, des étrangers. En allant en Chine, je savais que nous y serions comme ces visiteurs qui, en U.R.S.S., ne pouvaient juger que sur les apparences sans jamais être mêlés à la vie réelle du pays. D'abord, nous ne savions pas un mot de chinois et il était difficile de croire que les Chinois moyens nous feraient, par l'intermédiaire d'un interprète officiel, des confidences sur les aspects semi-illégaux de leur vie. On nous avait également avertis qu'il est difficile de se faire des amis en Chine et que, les Européens étant tout de suite repérés, il leur est pratiquement impossible d'avoir, en cachette de leurs guides, des contacts avec la population. On nous avait même mis en garde contre la rigidité des interprètes qui poussent parfois le sectarisme jusqu'à refuser de traduire des questions qu'ils estiment hétérodoxes.

Nous avons eu la chance de n'avoir jamais d'interprète de ce type. Dans chaque ville, ils étaient différents : très rares étaient ceux qui parlaient comme un disque officiel. Dans leur grande majorité, ils étaient ouverts et intelligents, sympathisaient avec nous, se mettaient en quatre pour nous aider et nous n'avons pratiquement jamais eu d'accrochages avec eux. Au bout d'un certain temps, ils nous parlaient librement de leur vie et il en est un qui nous a même avoué avoir appris l'anglais en écoutant « La Voix de l'Amérique ». Quant à mon interprète de Pékin, In Sun-lin, j'ai rarement rencontré un homme aussi fin, aussi sensible et aussi discret.

Toutefois, notre bonne entente avec nos guides était fondée sur un accord tacite de « non-agression ». Ils ne cherchaient pas à nous endoctriner ni à nous empêcher d'avoir de « mauvaises fréquentations » : à Pékin, je voyais très souvent des Soviétiques et d'autres étrangers. Nous, en revanche, nous évitions de les embarrasser en leur demandant des choses « impossibles ». Marc Riboud n'a pas demandé à prendre des photos d'un exercice aérien auquel nous avons assisté en province. Je n'ai pas demandé de renseignements sur le fonctionnement d'un éventuel marché noir.

S'il y a une « vie parallèle » en Chine, nous l'ignorons donc, mais nous avons tout fait pour tenter de voir ce qu'était la vie du simple citoyen et je crois pouvoir affirmer que ce que j'appellerai, par euphémisme, « la débrouillardise » qui sévissait en U.R.S.S. pendant la guerre, les Chinois ne la pratiquent pas et

qu'ils sont d'une honnêteté tout particulièrement scrupuleuse — ce qui est tout de même un signe.

L'enthousiasme politique de la masse semble sincère, mais je ne me hasarderai pas à dire s'il l'est réellement. Les intellectuels que j'ai rencontrés étaient tous ardemment maoïstes, mais je n'ai pas pu rencontrer ceux qui avaient des difficultés avec le régime. Des responsables du Parti m'ont avoué qu'il existait une opposition, mais je ne sais, de sa force et de ses buts, que ce qu'ils m'en ont dit. On m'a parlé des crises qui ont secoué l'intelligentsia dans ces vingt dernières années, mais on ne m'a laissé recueillir aucun témoignage direct.

On m'a parlé aussi, mais plus vaguement encore, d'une opposition dans les milieux ouvriers et paysans. Je ne crois donc pas qu'il y ait unanimité absolue ni que toute la population chinoise soit passionnée de politique — ou plus exactement de l'idéologie que le gouvernement lui offre comme une politique — et je n'ai pas été surpris d'entendre le directeur d'un quotidien me dire que le tirage de son journal augmentait surtout pendant les championnats de ping-pong. J'ajoute que Chang Tsé-toung, champion de Chine de ping-pong, m'a paru beaucoup plus populaire que certains chefs politiques.

La Chine est trop énorme et trop complexe pour qu'on la juge en bloc. J'ai vu les campagnes et les villes et j'ai composé un dossier qui n'est orienté par aucune thèse, sans m'abstenir de dire ce qui me paraissait bien ou mal, inquiétant ou rassurant.

Ce dossier qui occupe les chapitres III, IV et V contient des informations et des témoignages sur les divers aspects de la société chinoise, seize ans après la proclamation de la République populaire. J'ai dit déjà que cette société ne représentait pas une entité stable, définitivement formée, et que les leaders chinois ne cessaient de se préoccuper de sa transformation. Ils nous ont souvent expliqué, pendant notre voyage, que certaines réalités présentes étaient vouées à une disparition plus ou moins rapide, et nous-même nous avons décelé dans l'édifice maoïste des éléments qui détonaient et semblaient condamnés.

Mais toutes ces transformations ou bouleversements auront nécessairement lieu à partir de la réalité que j'ai vue au cours de l'an XVI de la Révolution chinoise. En la décrivant aussi complètement que possible, j'ai espéré projeter une lumière sur la dynamique interne de la société chinoise et permettre plus

tard, aux lecteurs de se former une opinion sur les changements qui ne manqueront pas de s'y produire.

6. *L'APPARITION DES « GARDES ROUGES »*

A vrai dire, ces changements ont commencé à s'opérer au printemps 1966 dans des conditions qui ont peu de précédents dans l'histoire communiste moderne. « Les plantes cultivées en serre ont peu de chances d'être robustes », a dit Mao Tsé-toung en 1957 pour expliquer la nécessité de la lutte idéologique et de la critique p ur l'avenir de la doctrine marxiste en Chine. C'était à la veille de la période connue sous le nom de « Cent Fleurs » pendant laquelle les Chinois ont pu librement exprimer leurs critiques du régime communiste. Mais celles-ci n'ont pas plu à Mao : elles étaient principalement « de droite » et s'apparentaient à celles que les intellectuels des autres pays communistes adressaient à leurs gouvernements pour réclamer une déstalinisation et une libéralisation rapides. Selon Mao Tsé-toung, ces revendications-là n'étaient pas constructives.

Mais il n'a pas abandonné pour autant l'idée de susciter un jour une remise en cause du système existant en Chine à partir de positions de gauche, qui mènerait à une radicalisation et à une communisation du pays. Un tel mouvement permettrait de « balayer les poussières de l'ancienne société qui ne s'en vont pas toutes seules », selon une des expressions imagées du président communiste chinois.

La doctrine marxiste n'était pas, selon les maoïstes, la seule plante cultivée dans la serre de la Chine nouvelle. Ils s'interrogeaient beaucoup sur l'état d'esprit de la nouvelle génération qui n'a pas connu les misères de la guerre civile, les famines et les humiliations de la Chine semi-colonisée. Or, Mao Tsé-toung a dit en toutes lettres à Edgar Snow que l'avenir de la révolution chinoise resterait incertain tant que cette génération n'aurait pas donné des preuves de sa combativité et de son dévouement à la cause communiste.

Mes interlocuteurs en Chine m'ont fait part de préoccupations de ce genre et ils insistaient beaucoup sur l'exemple de l'Union soviétique qui, selon eux, en train de dégénérer en un pays capitaliste parce que la génération des révolutionnaires n'a pas su inculquer un esprit combatif à ses successeurs. Pour les

Chinois, la structure économique et sociale d'un pays ne suffit pas à garantir son avenir socialiste. L'esprit « révisionniste » a fleuri en U.R.S.S. des décennies après la révolution, bien que les industries y fussent depuis longtemps nationalisées et les campagnes collectivisées. Pourquoi le même « drame » ne se produirait-il pas en Chine?

J'ai eu souvent de la peine à suivre ces raisonnements, non seulement parce que la « décadence » de l'U.R.S.S. ne me paraissait pas aussi évidente qu'à mes interlocuteurs, mais surtout parce que je ne décelais nulle part la moindre trace d'esprit révisionniste parmi les jeunes Chinois. C'était plutôt leur ardeur politique — pour ne pas dire leur fanatisme — qui finissait par m'inquiéter. Plus d'une fois j'ai constaté combien il était difficile de discuter de politique avec ces jeunes passionnés qui n'imaginaient même pas l'existence d'un monde différent du leur et qui acceptaient comme paroles d'évangile toutes les explications de la propagande maoïste.

En parlant avec eux je cherchais vainement une parcelle d'ironie comparable à celle que mes contemporains en Russie — bien que fidèles staliniens — laissaient quand même échapper de temps en temps devant des étrangers. Mais les jeunes Chinois me paraissaient bien plus isolés du reste du monde, peut-être parce que leur pays avait, de toute façon, des traditions culturelles fort différentes de la civilisation judéo-chrétienne occidentale (l'énorme majorité des Chinois n'a pas plus entendu parler de l'existence de Jésus-Christ que les Occidentaux n'ont lu Confucius).

Et puis, un jour, au printemps 1966, nous apprenons que ces jeunes enthousiastes ont commencé à placarder des affiches en gros caractères (signe de colère) dans l'enceinte de l'Université de Pékin. Ils protestaient ainsi « contre les autorités académiques réactionnaires » qui continuaient, selon eux, à défendre l'ancienne culture et étaient coupables de maint autre péché envers le régime prolétarien. C'est le signal qui a donné le départ à la « grande révolution culturelle » préparée, à en croire la presse chinoise, par le président Mao Tsé-toung en personne. Il ne s'agissait pas du tout d'un incident local, limité à l'enceinte de l'université de Pékin. Car si le recteur et ses principaux collaborateurs pouvaient, depuis dix-sept ans, empoisonner impunément l'âme de la jeunesse, c'est évidemment parce qu'ils étaient protégés, ou simplement tolérés par les responsables du Parti dans la capitale. Les leaders communistes de Pékin ont donc été pris à partie par les

jeunes enthousiastes qui sont allés manifester avec tambours et cymbales devant les locaux de l'administration. Le maire de Pékin, Peng Chen, un des grands du régime, n'a pas été attaqué nommément mais il a été discrètement démis de ses fonctions de responsable du P.C.

Mais le mal ne sévissait pas uniquement à Pékin. L'agence « Hsin-hua » (Chine Nouvelle) révélait chaque jour l'existence de mouvements de protestation dans les autres universités et dans les autres villes. Tous les responsables culturels ont été d'abord attaqués, à l'exception de Lu Tung-I, vieux compagnon de Mao et ministre de la Culture, qui s'est vu simplement remplacé par Tao Chou, un autre vétéran du maoïsme. Le premier adjoint de Lu Tung-I, Chéou Yang, n'a pas bénéficié de la même mansuétude, malgré ses trente années de combat dans les rangs du Parti : c'est lui qui a été désigné comme le principal coupable des erreurs culturelles des années précédentes.

Il se trouve que c'est précisément avec lui que je me suis très longuement entretenu pendant mon séjour à Pékin. Il m'a reçu pendant cinq heures au Club international et il m'a exposé sa conception de la culture prolétarienne qui m'a paru aussi anti-révisionniste et orthodoxe que possible. J'avoue donc qu'en lisant les comptes rendus des meetings au cours desquels « paysans, ouvriers et soldats » s'indignaient contre ce révisionniste, adversaire acharné de la pensée du président Mao, j'avais quelque difficulté à comprendre ce qu'ils pouvaient lui reprocher au juste. Mais la suite des événements a éclairci un peu le mystère.

Ce mouvement qu'on appelle la « grande révolution culturelle » n'a pris le problème culturel que comme prétexte. Son vrai objectif était de déclencher une vaste campagne de « critiques de gauche », ce mouvement de masse qui « balayerait les poussières » et que Mao Tsé-toung appelait de ses vœux depuis si longtemps. En effet les passions se sont déchaînées en Chine et partout, soudain, on a vu les jeunes enthousiastes placarder des affiches coléreuses, perquisitionner dans les appartements des suspects et même dans les locaux de l'administration, soumettre à de véritables interrogatoires publics les cadres provinciaux du Parti et du gouvernement.

Le 1er août 1966, le Comité central s'est réuni finalement à Pékin pour examiner la situation. Mao Tsé-toung a dirigé personnellement cette session, et dans la Résolution en seize points qui y a été adoptée, on retrouvait sinon son style du moins ses pos-

tulats. Le Comité central a encouragé en effet les jeunes rebelles et a considéré la révolution culturelle comme une sorte de vaste débat national permettant aux masses de vérifier l'orthodoxie et l'ardeur politique des cadres, en même temps que de s'éduquer elles-mêmes.

« Le président Mao nous a toujours enseigné qu'une révolution ne peut s'accomplir avec trop d'élégance et de délicatesse ou avec trop de douceur, d'amabilité, de courtoisie, de modération et de grandeur d'âme [1]. Il faut que les masses s'éduquent dans ce grand mouvement révolutionnaire et apprennent à faire la distinction entre ce qui est juste et ce qui ne l'est pas, entre les manières d'agir correctes et incorrectes », proclamait le Comité central, tout en indiquant que le débat devait être mené sans violence : « Les masses doivent affirmer ce qui est juste et corriger ce qui est erroné pour obtenir peu à peu l'unanimité. (...) Raisonner sur des faits, persuader par le raisonnement, c'est cela qu'il faut faire dans le débat. Il n'est pas permis d'user de la contrainte pour soumettre la minorité qui soutient des vues différentes, parce que parfois la vérité est de son côté. Même si elle a des vues erronées, il lui est toujours permis de se défendre et de réserver ses opinions. Dans un débat on doit avoir recours au raisonnement et non pas à la contrainte ou à la coercition. »

Puis le Comité central a indiqué que les cadres du Parti se divisaient en plusieurs catégories, et que chacune devait être traitée d'une manière différente. Les bons cadres devaient être laissés en paix; les « relativement bons » devaient être critiqués mais sans trop d'ardeur; les cadres qui avaient commis de graves erreurs mais qui n'étaient pas des droitiers antiparti et antisocialistes devaient être soumis à une critique sévère, sans être persécutés. C'est avec eux qu'on devait justement débattre, aussi longtemps que nécessaire pour les convaincre de leurs erreurs. Enfin, un petit nombre de droitiers antiparti et antisocialistes devaient être chassés purement et simplement.

Ces directives ne paraissaient pas déjà tellement claires mais ce qui l'était encore moins, c'était le problème de l'exécution pratique. Qui organiserait tous ces débats? Qui déciderait en dernier ressort quel cadre devait être chassé parce que antiparti,

1. Il s'agit d'une énumération des vertus préconisées jadis par Confucius et qui, selon les maoïstes, ne doivent plus être respectées surtout en période de révolution.

et lequel pourrait être pardonné malgré les erreurs commises ? La résolution du Comité central recommandait certes la formation « de comités permanents de la révolution culturelle » du type des Soviets russes de 1917, mais les Soviets ont jadis surgi spontanément et, en Chine, il n'y avait aucun tsar à renverser.

En fait, ce ne sont pas des Soviets qui se sont formés en Chine en 1966 mais une autre organisation, calquée sur le modèle soviétique de l'époque héroïque, les « gardes rouges ». Le 18 août 1966, Mao Tsé-toung entouré de Lin Piao, Chou En-laï et de tous les autres dirigeants suprêmes, a présidé à Pékin un meeting auquel ont assisté un million de personnes, principalement des jeunes, et dès le lendemain, on a vu dans les rues de la ville apparaître des groupes d'étudiants et d'écoliers avec des brassards rouges. Ils se sont mis à rebaptiser les rues de la capitale, à fermer les restaurants de luxe, le Club international — dans lequel j'ai eu si souvent des entretiens avec des dirigeants chinois — jugé trop embourgeoisé, de même que beaucoup d'autres établissements qui « détournaient le peuple travailleur de son idéal ». L'imagination des « gardes rouges » paraissait sans limite puisqu'ils s'en prenaient aussi bien aux coiffeurs qu'à la signalisation routière : on proclamait du jour au lendemain que désormais l'on passerait au feu rouge et l'on s'arrêterait au feu vert, étant donné que la couleur rouge ne saurait jamais freiner le mouvement.

Mais les réunions des « gardes rouges » n'avaient rien d'une kermesse. Malgré les directives du Comité central, les débats avec les suspects, « bourgeois » ou « révisionnistes », n'étaient pas toujours caractérisés par la patience et le respect du point de vue de la minorité. Les agences étrangères, y compris Tass, signalaient tous les jours des excès et, en province, les choses allaient encore plus mal que dans la capitale. La presse chinoise elle-même indiquait que dans beaucoup d'endroits les responsables locaux refusaient la pression des « gardes rouges » et parfois même faisaient appel aux ouvriers et aux paysans pour leur résister. Ils proclamaient qu'ils tiraient leur autorité du Comité central, et ceux qui s'opposaient à eux se rebellaient de ce fait même contre le Parti.

Contrairement à ce qu'on pouvait supposer en bonne logique, c'est aux « gardes rouges » et non pas aux cadres du Parti que le Comité central a donné raison, comme on peut en juger d'après cet extrait de l'éditorial du *Renmin Ribao* du 23 août :

« Que les larges masses des étudiants révolutionnaires se

soient dressées pour faire la révolution et s'opposer à ces seigneurs est excellent. Qu'ils affichent des journaux en gros caractères l'est également. Qu'ils expriment largement et franchement leurs opinions et engagent de grands débats ne l'est pas moins. Ces étudiants révolutionnaires ont le droit de défiler et de manifester dans les rues, le droit de réunion, d'association, de parole et de presse. Ils osent, en faisant appel à la pensée de Mao Tsé-toung, critiquer les erreurs du comité du Parti de leur propre unité ou celles des comités du Parti aux échelons supérieurs, ce qui sert justement à corriger la direction de ces comités du Parti. Pour ceux qui sont foncièrement têtus et refusent obstinément de se repentir et de se corriger, rien de grave s'ils s'écroulent; c'est d'ailleurs une bonne chose.

« La Garde rouge, le Groupe de combat « Drapeau rouge » et d'autres organisations révolutionnaires sont des organisations légales sous la dictature du prolétariat. Leurs actions sont révolutionnaires et légales. Quiconque s'y oppose va directement à l'encontre des enseignements du président Mao et de la décision du Comité central du Parti.

« Les larges masses des ouvriers, des paysans et des soldats sont la force principale de la grande révolution culturelle prolétarienne et le puissant soutien des étudiants révolutionnaires. Nous devons nous tenir fermement à leurs côtés et soutenir avec la plus grande ardeur et la plus ferme détermination leurs actions révolutionnaires. »

Il y a eu mieux. Quelques jours plus tard, 500 000 « gardes rouges » venaient à Pékin pour « confronter leurs expériences avec celle des jeunes révolutionnaires de la capitale » et de nouveau Mao Tsé-toung, Lin Piao et Chou En-laï allèrent les féliciter pour les services rendus à la révolution. « Ne vous laissez pas annihiler! » s'exclama Lin Piao et il rappela que l'armée de Libération qu'il commande et qui est elle aussi à l'avant-garde de la révolution culturelle protégerait, si c'était nécessaire, les « gardes rouges ».

« Vous n'avez pas tout vu en Chine. Les révisionnistes doivent y être extrêmement forts, si Mao est obligé de lutter contre eux avec des armes si radicales », m'a-t-on dit parfois à Paris. Je ne crois pourtant pas que la singulière épuration qui a lieu actuellement en Chine pourchasse une fraction organisée des partisans de l'Union soviétique, des révisionnistes comparables aux trotskystes d'autrefois. Je pense seulement que la Chine n'est pas un pays où il est facile de faire une carrière

dans l'appareil du Parti, et qu'il n'y suffit pas de faire des professions de foi orthodoxes pour être considéré comme un bon communiste. Les cadres que j'ai rencontrés en Chine me paraissaient dévoués corps et âme à Mao et je n'ai pas eu l'impression qu'ils menaient une vie particulièrement luxueuse. Mais c'est un fait que je n'ai pas tout vu et surtout que nos critères des privilèges ne sont pas les mêmes que ceux des Chinois.

Il me semble que la révolution des « gardes rouges » représente une nouvelle poussée de l'égalitarisme et du militantisme pourtant déjà singulièrement développés en 1965. Ce mouvement dégagera-t-il des idées nouvelles pour la construction du socialisme, comme Mao le souhaite? On peut en douter mais cette possibilité n'est pas à exclure, surtout si on admet qu'il s'agit d'une entreprise socialiste très particulière qui s'accomplit dans un pays sous-développé et menacé de l'extérieur et qui a besoin de beaucoup d'invention pour progresser et se défendre.

Certains Occidentaux veulent voir dans l'actuelle révolution culturelle une simple manifestation de néo-stalinisme parce qu'une forme de terreur règne en Chine et parce que le culte de Mao y est aussi ardent que le fut celui de Staline. On rappelle également que, par une étrange coïncidence, en U.R.S.S. les épurations ont été pratiquées d'une manière particulièrement violente dix-sept ans après la révolution, au lendemain de l'assassinat de Kirov, à Léningrad.

Mais la comparaison est une fois de plus fallacieuse. En U.R.S.S. l'épuration a été une affaire de police, menée par la toute puissante N.K.V.D. Les suspects disparaissaient en silence, étaient déportés après des jugements sommaires, prononcés à huis clos ou sans aucun procès. Plus tard, quand il dut mener la guerre, Staline ressuscita des héros tsaristes, les Souvorov et les Koutouzov, il rouvrit les églises et rendit aux officiers de son armée les épaulettes dorées : on ne peut pas dire qu'il ait jamais beaucoup compté sur les mouvements de masse ni sur l'esprit révolutionnaire.

Mao agit d'une façon radicalement différente. Ce sont les « gardes rouges » qui, à son appel, dépistent les révisionnistes et ils ont pour directive de les « éduquer par la persuasion » et non pas de les supprimer ou de les déporter. Enfin, loin d'exhumer des Souvorov chinois, Mao renonce à l'héritage de la Chine ancienne, il supprime les grades et les galons dans son armée, il déclenche une grande campagne contre les superstitions et la

religion, et il exalte toujours davantage un égalitarisme que Staline n'a jamais prôné. Ainsi la grande révolution culturelle marque plutôt une rupture supplémentaire entre le maoïsme et le stalinisme. Qu'on le veuille ou non, les faits confirment chaque jour que les conceptions de Mao Tsé-toung sont très différentes de celles de Staline, et que sa foi dans l'esprit révolutionnaire des Chinois lui permet de recourir à des méthodes auxquelles l'ancien dictateur soviétique n'aurait jamais songé.

7. *L'ESPRIT DE YENAN*

Ces méthodes ne datent pas d'aujourd'hui et, pour comprendre leur origine, il vaut mieux étudier l'histoire du maoïsme que celle de l'U.R.S.S. Tout ce que j'ai vu en Chine m'est apparu sous un jour différent à la suite des discussions que j'ai eues avec des dirigeants chinois sur le passé récent de la Chine. Pour comprendre ce que font les Chinois, il faut savoir d'où ils viennent. Peu importe que leur vision des événements passés soit juste ou non. Une foi peut se nourrir de faits contestables, sans perdre de son dynamisme ni de son pouvoir d'attraction. C'est pourquoi ce livre commence par un long chapitre : « Leur histoire telle qu'ils la voient aujourd'hui. »

Tous les commentateurs évoquent ces temps-ci l'esprit de Yenan et expliquent que Mao veut transformer la Chine tout entière en une république spartiate semblable à celle qu'il avait organisée entre 1937 et 1947 dans la Chine du Nord-Ouest. La République Rouge chinoise a donc son mythe, mais pour comprendre ce qu'elle était réellement, il faut la placer dans son contexte historique, économique et social. Le lecteur verra que ce n'est pas par goût de l'ascétisme que les communistes chinois avaient établi leurs bases principales dans le semi-désertique Nord-Ouest, et que ce n'est pas seulement pour des raisons doctrinales qu'ils ont opté pour un égalitarisme rarement connu dans les temps modernes.

Mais s'il est vrai que la Chine se « yenanise » aujourd'hui à vue d'œil, c'est qu'une fois de plus, elle doit faire face à la perspective d'une lutte armée prolongée avec un adversaire au départ mille fois plus fort qu'elle. En 1937, c'était le Japon; à présent ce sont les Etats-Unis.

Pékin est à 4 000 km du Viet-nam, mais les villes frontières de Kunming et Nanning ne sont qu'à quelques minutes de vol des

bases de bombardiers à réaction américains. Il n'y a même pas besoin d'un général comme celui du *Docteur Folamour* pour qu'une pluie de bombes s'abatte sur ces deux grandes villes chinoises : l'erreur d'un pilote suffirait. Il y a pire : les Américains construisent dans le Viet-nam du Sud des bases et des installations militaires extraordinairement perfectionnées et coûteuses — ils y stockent même des armes nucléaires. Ces efforts gigantesques sont-ils faits uniquement pour tenir le Viet-nam du Sud? Ne prépareraient-ils pas plutôt la guerre contre la Chine?

On peut se poser la question, et les Chinois ne manquent pas de le faire. Au mois de mai 1965, quand le corps expéditionnaire américain au Viet-nam n'était encore que de 80 000 hommes, j'ai eu à Pékin une conversation privée avec un responsable chinois très haut placé qui m'a dit : « Ce n'est que le début. Les Américains vont amener des centaines de milliers de soldats, ils vont bombarder Hanoi, ils vont tenter d'envahir le Viet-nam du Nord, puis ils vont bombarder la Chine qui est liée au Viet-nam comme les lèvres aux dents. Ensuite il leur arrivera ce qui est arrivé naguère aux Japonais, ils auront le monde entier contre eux et ils ne pourront jamais soutenir contre nous une guerre prolongée. »

Cette guerre, mon interlocuteur ne la souhaitait pas. Il attachait une importance beaucoup trop grande aux mouvements pacifistes des étudiants américains et citait à tout propos les articles de Walter Lippmann ou les discours de Martin Luther King, mais quant aux mécanismes de l'escalade, il était parfaitement lucide, et les événements lui ont donné raison. Il m'expliquait que la Chine devait se préparer au pire, envisager les sacrifices les plus lourds. Tout cela m'était dit confidentiellement. Si j'en parle, pourtant, c'est que tout ce qui se passe en Chine depuis un an, y compris l'étonnante descente des « gardes rouges » dans la rue, s'explique précisément par cette conviction des dirigeants chinois qu'ils doivent se préparer à la guerre.

Ce n'est pas la Chine qui est à l'origine de la guerre du Vietnam et ce n'est pas elle qui la prolonge en interdisant aux Vietnamiens de négocier. Si les Américains voulaient demain signer avec le F.N.L. des accords du même type que ceux d'Evian, Mao Tsé-toung ne s'y opposerait pas. Plus d'un an avant le discours de De Gaulle à Pnom Penh, Chou En-laï, dans une interview qui figure dans ce livre [1], avait mis en parallèle la solution

1. Voir annexes.

du problème algérien et celle qu'il souhaitait pour les Vietnamiens. Mais Johnson n'invite les Vietnamiens à aucune conférence d'Evian. Ce qu'il leur propose, c'est toujours une sorte de « paix des braves », une négociation qui renforcerait la position américaine dans le Sud et obligerait le F.N.L. à déposer seul les armes. Il est naturel que les Chinois signalent aux Vietnamiens qu'une négociation de ce type serait un piège et équivaudrait à une capitulation pure et simple.

Si les Chinois étaient des opportunistes cyniques, s'ils pratiquaient une diplomatie néo-stalinienne et plaçaient leur intérêt immédiat avant ceux des Vietnamiens, ils auraient, au contraire, fait pression sur Hanoi et sur le F.N.L. pour qu'ils éteignent à n'importe quel prix l'incendie qui menace d'embraser la Chine. « Capitulez provisoirement, sacrifiez-vous pour assurer le salut de la révolution chinoise, garant de notre avenir commun, etc. » Voilà le langage qu'auraient tenu aux Vietnamiens les Chinois s'ils étaient néo-staliniens. Mais manifestement Mao ne partage pas la conception qu'avait Staline du « réalisme politique » ni ne croit aux vertus de l'apaisement.

Se trouvant devant un ennemi implacable et plus fort que lui, il se prépare à lui livrer une guerre prolongée qui renversera peu à peu le rapport des forces, comme ce fut le cas pendant la guerre contre le Japon.

Les discours prononcés en août dernier à Pékin, à l'occasion de l'anniversaire de l'armée rouge chinoise, répétaient les mots d'ordre, les slogans des années 41 et 42. Aujourd'hui comme naguère, l'armée doit se charger non seulement de la défense du pays, mais aussi d'une bonne partie de sa production industrielle et agricole; elle doit donner l'exemple de l'égalitarisme et devenir « un agitateur et un organisateur collectif ». Comme à l'époque de Yenan, elle doit apprendre à tous les Chinois à être à la fois paysans, ouvriers, soldats, miliciens ou intellectuels. Et ce n'est pas un hasard si le chef de cette armée, Lin Piao, est devenu le numéro 2 du régime.

Le programme de la grande « révolution culturelle » rappelle également en bien des points celui de Yenan. Dans l'ancienne Chine, le mot culture n'avait pas le même sens qu'en Occident. Dans ce pays, pratiquement sans religion, les valeurs confucéennes justifiaient l'ordre ancien, enfermaient les Chinois dans des cadres familiaux ou dans des clans, sans aucunement stimuler l'esprit social ni le sentiment national. Pour construire une Chine unifiée et collectiviste, les maoïstes ont toujours prêché la révolte

contre l'ancienne culture féodale et contre les mœurs anciennes. Certes, à l'époque de Yenan, ils étaient plus prudents et faisaient dans leur « héritage culturel » un tri que ne font plus aujourd'hui les « gardes rouges ». Peut-être voulaient-ils alors amener la population à se libérer elle-même d'un passé désuet, alors qu'aujourd'hui ils veulent venir à bout de la résistance que ce passé leur oppose encore.

Le seul élément vraiment nouveau du programme, c'est le culte de Mao. A Yenan, Mao n'était pas encore un saint infaillible : son autorité n'était pas contestée mais il partageait sa gloire avec ses compagnons les plus proches, en particulier avec Chu Teh, le célèbre chef de la VIII[e] armée de route. Sur les drapeaux communistes d'alors, le portrait de Chu Teh figurait à côté de celui de Mao et en 1949, lorsqu'ils prirent le pouvoir, les maoïstes décidèrent de ne pas baptiser les villes ni les usines du nom de leurs chefs vivants.

Le culte de Mao est donc assez récent. Il est pratiqué avec une ardeur chaque jour croissante et représente l'aspect le plus choquant de la Chine d'aujourd'hui. Les maoïstes veulent-ils donner ainsi un surcroît de confiance aux masses paysannes qui en auront sûrement besoin dans la terrible épreuve qui les menace?

Car les maoïstes savent que les Etats-Unis disposent d'une force militaire très supérieure à celle du Japon de naguère et qu'ils sont capables d'infliger à la Chine des dévastations effroyables. Pour que la lutte puisse continuer dans ce pays aux dimensions gigantesques mais sans grands moyens de communication, il faudrait que chaque commune populaire, chaque paysan soit déterminé à résister. Alors seulement, selon Mao, la Chine deviendrait « un océan armé capable d'engloutir n'importe quelle armée d'invasion ».

D'Occident, on a peine à croire que « les gardes rouges » avec leur brutalité et leur fanatisme, puissent contribuer, en quoi que ce soit, au renforcement du potentiel défensif chinois. L'épuration actuelle a visiblement divisé le sommet du parti communiste, car tous les leaders n'étaient pas d'accord sur les méthodes de « la grande révolution culturelle » (ce qui explique le remaniement de la hiérarchie du P.C. et l'éclipse de Liu Shao-chi).

En plus, l'appareil du Parti et de l'administration ont dû être désorganisés, désorientés, et la vie économique du pays en a sûrement souffert (ne serait-ce que provisoirement). Si l'on croit les agences occidentales, l'ensemble de la population fut plongé

dans la stupeur et fut plus exaspéré qu'enthousiasmé par les exploits de la jeunesse maoïste déchaînée.

Mais vue de Pékin, cette opération de « nettoyage des poussières » représente néanmoins un facteur de l'unité nationale, puisqu'elle abolit les barrières entre les gouvernants et les gouvernés et se propose de persuader tous les Chinois qu'ils partagent tous la même condition, qu'aucune minorité de privilégiés ne pourrait à présent s'élever au-dessus des masses. C'est du moins ce que disent les promoteurs de la « révolution culturelle », et Mao Tsé-toung est, de toute évidence, leur inspirateur.

Faut-il justifier tout ce que font les maoïstes? Les hommes de gauche en Occident n'ont-ils pas commis déjà une fois l'erreur d'approuver les excès qui ont eu lieu en Union soviétique au nom du danger qui pesait sur ce premier pays de la révolution socialiste? Ce livre n'est pas une plaidoirie pour la Chine et à aucun moment je n'ai caché les réalités qui m'ont déplu au nom « de la défense des intérêts de la Chine populaire ». Je suis convaincu que la révolution chinoise a rendu la dignité et l'espoir aux Chinois, mais je suis non moins certain que toute révolution a besoin de critiques comme l'homme a besoin d'air pour respirer, selon la formule qu'utilisa jadis Rosa Luxembourg, dans son message à Lénine. Pour réclamer la liberté de discussion en U.R.S.S. elle le mettait en garde contre l'inévitable arbitraire « de Sa Majesté le Comité central » qui s'érige en juge suprême de tout ce qui est bon pour la construction de la société socialiste.

Mais pour pouvoir critiquer utilement certains aspects de la politique chinoise, il faut partir des réalités dans lesquelles elle se déroule, et non pas de préjugés et d'informations tendancieuses. Or, la Chine a peu d'amis en Occident. Nous verrons dans la dernière partie de ce livre quels sont ses rapports avec le monde extérieur, et plus particulièrement avec le camp socialiste qui était censé l'aider et la protéger. Les Chinois ont sûrement une part de responsabilité dans la scission qui s'est produite et ils refusent de reconnaître dans la politique des autres, des Soviétiques en particulier, le reflet d'une réalité différente de la leur et qui détermine certaines options de l'U.R.S.S. Ils préfèrent mener le débat avec les communistes étrangers dans des termes religieux comme s'il ne pouvait exister qu'une seule orthodoxie dans le mouvement ouvrier et que tous ceux qui s'écartent d'elle étaient des hérétiques.

Malheureusement, les communistes étrangers agissent de même

et poussent leur passion antichinoise jusqu'à accepter les versions les plus invraisemblables des événements chinois, telles que les présentent les ennemis du communisme et de la gauche tout entière. Aujourd'hui, il est permis donc, dans la grande presse occidentale, d'écrire n'importe quelle affabulation sur la Chine sans que quiconque tente de rétablir la vérité. D'où les légendes sur le péril jaune, sur la menace chinoise, sur le complexe de supériorité des maoïstes, engendré, paraît-il, par quatre mille années d'histoire, etc.

« Connais-toi toi-même, connais l'adversaire et, dans cent batailles, tu remporteras cent victoires », dit un vieux proverbe chinois. Je n'ai pas voulu faire connaître la Chine pour aider à la vaincre, au contraire : j'ai voulu montrer qu'elle n'était pas « l'adversaire » et qu'elle pourrait même, un jour, plus proche qu'on ne pense, devenir notre alliée dans la bataille menée pour un monde plus juste et plus humain.

CHAPITRE II

LEUR HISTOIRE TELLE QU'ILS LA VOIENT AUJOURD'HUI

1. LES PRONOSTICS ET L'EXPERIENCE

La Chine a quatre mille ans et les porte sur le visage. Des tombeaux d'empereurs, des monuments, des pagodes témoignent partout d'une vieille civilisation connue pour son raffinement et son sens des réalisations techniques. Une seule ville chinoise, qui est pourtant la plus grande, est pratiquement sans histoire : Shanghaï. Aucun empereur n'y a vécu, aucun sage n'y a écrit ses livres, aucun peintre de la grande époque n'en a brossé les paysages. Cette ville doit son développement — il faut le dire tout bas pour ne pas froisser les Chinois — à un caprice des Anglais : ceux-ci après avoir imposé le traité de Nankin en 1843, exigèrent d'avoir à leur disposition une ouverture vers le Nord et, paradoxalement, choisirent cette grosse bourgade située dans la Chine du Sud-Est, sur la rivière Wangpoo, affluent du Yang-tsé.

En dépit de cette naissance anormale, l'aventure de Shanghaï est la plus significative et la plus symbolique de l'histoire de la Chine moderne. C'est ici, plus encore qu'à Canton et dans les autres ports ouverts aux étrangers, que s'est produit le choc entre la nouvelle civilisation commerciale de l'Occident et celle du vieil Orient. C'est de Shanghaï qu'est parti le premier chemin de fer, c'est à Shanghaï qu'ont été construites les premières usines modernes et la première fonderie de Chine.

Les nouvelles techniques de production et d'échange ont évidemment favorisé la promotion des Chinois qui les ont assimilées

aussitôt. Etablie en fonction des besoins d'une société agricole, la vieille hiérarchie confucéenne n'était plus valable pour Shanghaï, avec ses banques, ses bateaux à vapeur et ses usines. Ici, c'était l'argent qui conférait la puissance, et non plus la réussite aux examens impériaux qui portaient sur les classiques confucéens et qui, depuis des siècles, permettaient la sélection d'une bureaucratie lettrée gouvernante. Si on affectait de les respecter encore, les règles conventionnelles qui régissaient les rapports entre l'empereur et ses sujets et les rapports familiaux n'étaient plus adaptées aux nécessités de la course à la richesse et d'une âpre concurrence. Même les plus vertueux serviteurs de l'empire ne refusaient pas toujours les avantages qu'offrait le commerce avec les « diables étrangers ». Les « balles de coton » que les marchands anglais avaient apportées à la pointe de leurs baïonnettes — selon l'expression de Karl Marx — défoncèrent d'un coup tous les barrages que la Chine confucéenne avait érigés pour se protéger des influences barbares.

Ce pays a connu beaucoup d'invasions mais il a toujours su assimiler ses conquérants. Au XVII[e] siècle, les Mandchous lui ont imposé leur domination, mais, en fin de compte, c'est la Mandchourie qui est devenue chinoise et non pas la Chine qui a été mandchourisée. L'invasion européenne n'était pas de même nature. L'homme blanc ne se proposait pas d'établir un nouveau pouvoir à Pékin ni d'occuper la Chine. Il demandait simplement le droit de commercer avantageusement et d'assurer sa protection pour pouvoir vendre ses marchandises (y compris l'opium) à ses conditions et acheter à bas prix celles qu'on fabriquait sur place. Il construisit même ses propres usines pour mieux exploiter la richesse inappréciable que constituait une main-d'œuvre surabondante qu'aucune loi ne protégeait.

Contre ces conquérants d'un nouveau genre, la Chine n'aurait pu se défendre qu'en les battant sur leur propre terrain, celui de la production et du commerce. Cette fois, il ne s'agissait plus d'assimiler les étrangers mais les méthodes économiques modernes qui faisaient leur force.

Comment s'y prendre ? La vieille Chine n'était pas en état de mener une lutte de ce type. Le capitalisme n'avait aucune racine dans ce pays, rural à quatre-vingt-dix pour cent et morcelé en provinces et en districts qui communiquaient à peine entre eux. Née à Shanghaï et dans les villes, la nouvelle bourgeoisie devait faire face à la concurrence des grandes sociétés internationales riches et expérimentées : plus elle s'efforçait, pour leur résister,

d'imiter les étrangers et d'adopter leur mode de vie, plus elle se détachait du pays réel. La bureaucratie lettrée, armature du système confucéen, se laissait aussi tenter par les avantages du commerce incontrôlé mais elle n'avait aucune vocation réformatrice. Elle ne songeait qu'à conserver ses privilèges et à se retrancher plus solidement dans ses fiefs, créant ainsi des forces centrifuges dont l'action devait peu à peu conduire à la désintégration virtuelle de la Chine impériale.

Le capitalisme chinois avait besoin pour se développer d'un vaste marché unifié, donc d'un Etat centralisé : greffé sur la Chine comme un corps étranger, il y provoquait des phénomènes qui allaient contre ses visées. Capable de corrompre, il ne l'était pas de susciter les énergies nécessaires à l'adoption d'un nouveau mode de vie ni de faire naître une classe importante d'entrepreneurs.

Certes, chaque année, à Shanghaï ou à Canton, se formaient des quantités d'intellectuels et de techniciens qui n'étaient en rien inférieurs à leurs collègues européens. Mais à peine sortis des villes, ils se retrouvaient dans un monde où les perturbations récentes n'avaient fait qu'aggraver les maux anciens. Les bandits, tout à fait semblables à ceux qu'avait décrits Confucius au IV^e^ siècle avant Jésus-Christ, circulaient impunément dans le pays et pouvaient même, grâce aux facilités de transport, élargir leur champ d'action : ils ne terrorisaient plus un village ou une commune mais des provinces ou des districts entiers. Les plus habiles d'entre eux avaient même réussi à s'intégrer au monde des étrangers ou à recruter de véritables armées de mercenaires grâce auxquelles ils devenaient des seigneurs de la guerre, des *war lords*.

Aujourd'hui encore, à Shanghaï, en se promenant sur le Bund (le quai de la rivière Wangpoo) parmi les buildings des banques et des grandes entreprises étrangères disparues (aux murs desquels sont restées parfois fixées des plaques au nom de grands trusts internationaux, comme la Shell) ou en voyant devant la mairie les lions britanniques rugissant, on imagine facilement le drame de toute cette génération de la nouvelle bourgeoisie chinoise : elle était élevée dans l'esprit des conquérants, elle fréquentait les mêmes universités et lisait les mêmes livres qu'eux, mais elle restait pourtant impuissante à organiser son pays sur le modèle occidental.

Cette situation sans issue, rien ne l'illustre mieux que l'aventure du docteur Sun Yat-sen. Elève de la faculté de médecine

de Hong-kong, grand admirateur de Lincoln, connaissant parfaitement les Etats-Unis, il voulait que la Chine devienne une république à l'américaine. Il réussit même à fonder un parti républicain [1], qui contribua à la chute de la monarchie mandchoue en 1911. Mais pour que sa victoire puisse être durable, il lui aurait fallu trouver dans le pays des hommes capables de fournir l'ossature d'une nouvelle administration. Or, ceux-ci n'existaient pas. Ce sont les anciens potentats locaux que le vide du centre renforça, et, au lieu de créer une république moderne, la révolution de 1911 provoqua une recrudescence du « warlordisme ».

La seule solution pour Sun Yat-sen était de s'assurer le concours des généraux les moins malhonnêtes et les plus patriotes, mais ses tentatives échouèrent. Dès qu'une armée dite nationale et républicaine commençait à prendre corps, ses chefs, hier soi-disant républicains, se transformaient à leur tour en *war lords*. Les structures de la Chine ancienne favorisaient encore trop le règne de l'arbitraire pour que les ambitieux ne soient pas séduits. Quant aux Chinois éclairés qui souhaitaient l'avènement d'une ordre bourgeois, ils étaient trop peu nombreux pour que leur poids fît pencher la balance.

Le projet de Sun Yat-sen d'édifier une république bourgeoise sans la bourgeoisie mais avec les militaires « patriotes » et « fidèles à la Constitution » échoua donc lamentablement. Désespéré, Sun Yat-sen sollicita l'appui des étrangers et crut même, un moment, que seule l'occupation des grandes villes chinoises par les armées européennes pourrait lui permettre d'y organiser des élections libres. Il bombardait les chancelleries occidentales de notes où il expliquait combien le monde entier gagnerait à aider la Chine à sortir du chaos, mais il ne convainquit évidemment personne [2].

En effet, les Occidentaux n'étaient ses alliés qu'en apparence. Certes, à Washington, à Paris, à Londres même, aucun homme d'Etat n'aurait condamné publiquement sa louable intention d'instaurer, en Chine, le règne de la liberté et de la justice. Mais personne non plus n'était pressé de voir ce grand pays à

---

1. En août 1905, Sun Yat-sen organisa à Tokyo une association républicaine, Tung Meng-hui (Ligue jurée) qui, en 1912, fut rebaptisée Kuo-Min-Tang (Parti du peuple et du pays).
2. Voir les déclarations de sa veuve, Soong Ching-ling, à EDGAR SNOW rapportées par celui-ci dans : **Journey to the beginning**, Random House, New York, 1958, p. 93.

nouveau unifié et capable de traiter sur un pied d'égalité. Moralement condamnables, les *war lords* étaient beaucoup plus faciles à vivre. Ils avaient toujours besoin d'armes et d'argent et étaient prêts à se vendre au plus offrant. Chaque grand pays avait ainsi ses *war lords* à lui et pouvait même, ainsi, par leur intermédiaire, livrer des guerres à ses concurrents.

Etant donné la présence étrangère en Chine, la logique voulait que les appels du Dr Sun Yat-sen restassent sans effet. Le leader nationaliste était prêt à garantir les privilèges acquis par les Occidentaux, mais la faiblesse et le morcellement de son pays étaient des garanties plus solides que sa parole, donnée dans un moment de détresse et qu'il pouvait fort bien reprendre.

Certes, au moment de la Première Guerre mondiale, le président américain Thomas Woodrow Wilson s'était engagé à mettre fin à ces rapports d'inégalité avec la Chine. Ses quatorze points sur l'avènement de la démocratie dans le monde entier suscitèrent de grands espoirs parmi les Chinois éclairés. Mais à Versailles, les vainqueurs décidèrent de ne pas les appliquer et de transférer simplement les anciennes possessions de l'Allemagne vaincue au Japon. La déception des Chinois fut aussi vive que l'avait été leur enthousiasme.

C'est à peu près au même moment que le bruit des canons du croiseur *Aurore* sur la Neva leur apporta la nouvelle que la révolution triomphait en Russie. Pour la première fois, un grand pays européen renonçait aux privilèges acquis par les traités injustes imposés à la Chine et lui proposait même un remède à ses malheurs. Moscou invitait les Chinois à la lutte anti-impérialiste et leur promettait une place de choix dans la famille des peuples émancipés. « En vous libérant du joug étranger, vous contribuerez à la libération de tous les peuples, y compris ceux de l'Europe et de l'Amérique », proclamait le gouvernement bolchevik, assignant pour la première fois aux Chinois une mission à l'échelle mondiale.

Les intellectuels furent les premiers à répondre à cet appel. Même le Dr Sun Yat-sen, qui ne croyait pourtant pas à la lutte des classes, lui prêta attention. Mais les pionniers du nouveau mouvement de libération furent deux des professeurs les plus prestigieux du pays : Li Ta-chao et Chen Tu-hsiu. Tous les deux étaient de formation occidentale, et avaient depuis longtemps rompu avec la société traditionnelle.

Chen Tu-hsiu, une fois reçu aux examens impériaux, avait fait un scandale retentissant en insultant publiquement Confu-

cius. Après avoir séjourné à Tokyo et à Paris il avait, en 1915, lancé une revue d'avant-garde (dont le titre *la Jeunesse* était libellé en français [1]) et publié un éditorial féroce contre les valeurs traditionnelles. « Mieux vaut que toute notre ancienne culture disparaisse, plutôt que notre race périsse de son incapacité à vivre dans le monde moderne. » Ce numéro incendiaire dut être réimprimé plusieurs fois, car les étudiants se l'arrachaient : 200 000 exemplaires furent vendus en quelques jours [2].

Le 4 mai 1919, les deux professeurs entraînaient leurs étudiants dans le quartier des légations de Pékin pour protester contre le traité de Versailles et déclenchaient ainsi un vaste mouvement populaire, qui déborda rapidement le cadre universitaire. Ils établirent des contacts avec Moscou et se firent, en Chine, les propagandistes des idées de la révolution russe. Li Ta-chao rassembla autour de lui, à Pékin, tout un groupe de jeunes idéalistes convertis au marxisme : il y avait, parmi eux, un jeune bibliothécaire du Hunan : Mao Tsé-toung.

Mais le mouvement ouvrier naissant avait à résoudre le même problème que naguère les modernistes bourgeois : comment transformer la Chine ? La solution semblait toute trouvée. A Shanghaï et dans les grandes villes portuaires existait déjà une classe ouvrière inorganisée mais nombreuse, qui pouvait compter sur l'appui de l'intelligentsia radicale, déçue par ses expériences passées. C'était de là, en toute logique, que devait partir le mouvement d'unification et de réforme de la Chine tout entière.

L'histoire montre qu'il n'en a rien été. Les prolétaires chinois ont livré beaucoup de batailles glorieuses dans les villes mais les ont toutes perdues. Pas plus que la bourgeoisie, coincée entre ses concurrents impérialistes et les campagnes médiévales, le prolétariat, coupé lui aussi du pays réel, n'a réussi à surmonter les contradictions de cette société complexe ni à planter le drapeau de la Chine nouvelle sur les buildings des compagnies étrangères. Ce n'est pas la ville moderne de Shanghaï qui a libéré la Chine, c'est le mouvement révolutionnaire venu des campagnes qui a fini par libérer Shanghaï un siècle après le début de son essor industriel. Certes, à la tête de ce mouve-

1. En chinois la revue s'appelait **Jeunesse nouvelle** et c'est sous ce titre qu'elle est généralement citée.
2. D'après le témoignage de l'étudiant Wang, **Youth Movement in China** p. 100 (Cité par BENJAMIN SCHWARTZ : **Chinese Communism and the Rise of Mao,** Harward University Press, Cambridge, Mass., 1961).

ment se trouvaient des hommes fidèles à la doctrine marxiste et convaincus de représenter la classe ouvrière, prisonnière des grandes villes, mais ce n'était évidemment pas ainsi que Marx ou Lénine avaient envisagé le rôle historique du prolétariat et de son parti. Tous les pronostics furent ainsi déjoués. Certains disent même que la logique de l'histoire a été violée. Reste que cette expérience, vécue par les communistes chinois, pèse sur toutes leurs conceptions actuelles. Ce sont eux qui gouvernent aujourd'hui la Chine : pour les comprendre, j'ai essayé de voir ce qu'est pour eux leur histoire, comment ils expliquent l'aventure exceptionnelle de leur parti.

Cette question d'ailleurs, n'intéresse pas la seule Chine. Que la révolution chinoise ait triomphé dans un pays essentiellement paysan est étonnant, mais rien ne prouve que la même chose ne se reproduira pas ailleurs. Certains — et les Chinois en tête — pensent même que la Révolution chinoise servira de modèle aux révolutions qui éclateront nécessairement un jour dans les pays sous-développés d'Asie et d'Amérique latine. Il est donc essentiel d'en étudier le mécanisme profond. Aussi ai-je demandé à visiter tous les endroits historiques, pour tenter de « voir » et pour entendre de la bouche des principaux acteurs le récit des événements de ces trente dernières années. J'ai souvent étonné des professeurs d'université en parlant plus du passé que du présent ou de l'avenir, mais selon moi, le passé est une des clés maîtresses de la Chine d'aujourd'hui.

Je n'ai pas pu aller partout. Il est pratiquement impossible, par exemple, de refaire le parcours de la Longue Marche, qui constitue la plus belle page de gloire du maoïsme. Malgré les difficultés que présente souvent la discussion avec des hommes qui n'ont pas toujours notre conception de la vérité historique, j'ai pu reconstituer les principales étapes de cette révolution, ou plutôt en recueillir la version que des millions de Chinois apprennent aujourd'hui et qui pèse inévitablement sur leur conscience politique et sur leur vision du monde. Je n'ai pas obtenu de révélations susceptibles de bouleverser les thèses des historiens sérieux sur l'avènement du maoïsme mais j'ai appris, en discutant et en regardant, pourquoi celles qu'on enseigne actuellement en Chine sont parfois sensiblement différentes des leurs.

2. *LES DOUZE, LES SIX ET LA QUESTION DE METHODE*

Dans l'ancienne concession française à Shanghaï, sur la modeste rue Wang Tse, les portes du numéro 108 sont peintes en noir et soigneusement entretenues. Personne n'habite cette maison et aucune plaque commémorative ne la signale. Pour y entrer, il faut faire des démarches et prendre rendez-vous. Un après-midi, je m'y suis présenté avec mon escorte officielle (un représentant du bureau du ministère des Affaires étrangères et mon interprète). Un homme d'une cinquantaine d'années, au visage d'intellectuel, nous a accueillis et des curieux se sont attroupés, d'où l'on pouvait conclure que les portes du 108 ne s'ouvrent pas tous les jours.

— Soyez le bienvenu en ce lieu, où, le 1er juillet 1921 s'est ouvert le Ier Congrès du parti communiste chinois, dit, un peu solennellement, M. Lin qui fait les honneurs du lieu. Cette maison va être transformée en musée et les travaux ne sont pas terminés, mais tous les objets qui s'y trouvent sont authentiques ou fidèlement reconstitués d'après les originaux.

Je réponds sur le même ton :

— J'ai visité plusieurs musées historiques dans votre pays. Partout cette maison est mentionnée, c'est pourquoi j'ai tenu à la visiter. Pour comprendre un mouvement politique, il est indispensable de connaître son histoire.

En réalité, je pense : « Pour comprendre un mouvement communiste il est indispensable de connaître la *manière* dont il présente son histoire. » Mais au début de ce pèlerinage aux sources du communisme chinois, je ne veux rien dire qui puisse paraître, si peu que ce soit, « polémique. »

M. Lin me fait visiter la maison, qui est beaucoup plus vaste qu'on ne le croirait du dehors : l'architecture chinoise a le don de camoufler les espaces. Dès le début de la visite, on est surpris du confort dont jouissaient les congressistes clandestins, qui étaient douze, comme les apôtres. Au rez-de-chaussée, une vaste salle de séances meublée de sièges et d'une grande table noire et décorée de poteries anciennes ; au premier étage, une pièce aussi spacieuse pour les loisirs, une sorte de fumoir avec des fauteuils très commodes, une salle à manger sur laquelle donne encore une grande pièce où nous venons nous asseoir devant six grands portraits.

— Pourquoi ces douze jeunes hommes avaient-ils besoin d'un endroit aussi confortable pour se réunir ?

M. Lin sourit : « Ces hommes étaient jeunes en effet mais ils s'attaquaient à une tâche d'importance historique. Lénine lui-même suivait, jour après jour, leurs discussions et, dès 1919, il avait dit que les communistes d'Extrême-Orient auraient à résoudre des problèmes qui ne s'étaient jamais posés aux autres partis. D'ailleurs, la police française n'a pas laissé les congressistes travailler tranquillement ici. Ils ont été obligés de se sauver au bord du lac de Shaohsing, dans la province du Chekiang, et de camoufler leurs dernières séances en parties de canotage. Ils n'étaient pas simplement des jeunes gens qui discutaient ! ».

L'assurance de M. Lin et le silence respectueux des autres indiquent qu'il n'est pas, lui, un simple fonctionnaire qui récite un texte appris par cœur et n'ose pas répondre aux questions non prévues au programme. Il brosse, à grands traits, un tableau historique de la Chine de 1921 et termine ainsi :

— En 1920, le *Manifeste communiste* de Marx et Engels a été traduit en chinois et, dès cette année, des cercles marxistes se formèrent à Shanghaï, à Pékin, à Whan, à Canton et à Tientsin. A Changsha c'est le président Mao Tsé-toung qui en fonda un. Mais pour que ces cercles puissent accomplir leur mission, il leur fallait un parti national. Chaque cercle a donc envoyé deux délégués à Shanghaï pour qu'ils fondent, ici même, le parti communiste chinois. Ils représentaient 57 membres permanents mais pouvaient déjà compter sur l'appui de beaucoup de sympathisants dans les milieux ouvriers.

— Qui étaient ces délégués ?

M. Lin se lève et me montre un à un les six portraits : Mao Tsé-toung, président du parti communiste de Chine; Tung Pi-wu, l'actuel vice-président de la République, Chen Tan-chiu, Ho Shu-heng, Teng Yeng-ming, tous trois morts glorieusement au combat et enfin Wang Chin-wei, lui aussi martyr de la Révolution.

— Mais ils étaient douze. Où sont les six autres ?

M. Lin fait un geste légèrement agacé qui signifie : « Si vous me laissiez aller jusqu'au bout, vous n'auriez pas à poser des questions inutiles. » Et il continue :

— Le marxisme était alors une nouveauté. Les douze représentants des cercles marxistes n'étaient pas tous des révolutionnaires trempés au combat et n'avaient pas toujours des idées claires. Certains tombaient donc dans un ouvriérisme simpliste. Ainsi, l'un des délégués, dont le portrait ne se trouve pas ici,

voulait qu'on interdise aux intellectuels d'adhérer au Parti. Son nom ne vous dirait rien et nous-mêmes, nous nous le rappelons à peine. Il a fini par créer un groupuscule trotskyste qui a sombré, comme lui, dans l'oubli. Un autre, au contraire, proposait que le Parti soit un groupe d'études marxistes plutôt qu'une organisation de combat. Il a fini, quelques années plus tard, comme secrétaire personnel de Chiang Kai-chek. Seuls les six camarades que vous voyez devant vous représentaient le vrai noyau marxiste, grâce auquel fut fondé un parti de type bolchevik, fondé sur le centralisme démocratique et qui se proposait de prendre la tête d'un mouvement de masse.

Je demande encore :

— Chen Tu-hsiu n'était-il pas au nombre des délégués ?

— Au moment du Congrès, Chen Tu-hsiu était à Canton et n'y a pas participé. Il a néanmoins été élu secrétaire général du Parti. C'était une erreur, certes, mais il faut vous rappeler que Chen Tu-hsiu était un démocrate radical, très connu pour ses sentiments anti-impérialistes. Malheureusement son attachement à la philosophie pragmatiste l'a empêché de devenir un vrai marxiste et donc, par la suite, d'analyser correctement la situation. Ses tendances droitières et opportunistes ont causé beaucoup de tort à notre parti mais nous ne nions pas qu'il ait été, de 1921 à août 1927, secrétaire général.

Nous en venons à Li Ta-chao : retenu par d'autres occupations à Pékin, il n'a pas non plus participé à la réunion clandestine de la rue Wang Tse. Mais l'ancien maître à penser de Mao Tsé-toung est chaleureusement salué par M. Lin, comme marxiste complet, victime des impérialistes et des réactionnaires qui l'ont assassiné en 1927 [1]. Et M. Lin ajoute :

— La potence à laquelle il fut pendu se trouve au Musée de la Révolution et nous honorons toujours sa mémoire.

Une question pourtant laisse M. Lin sans réponse : il ne sait pas si un représentant du Komintern a participé à ce congrès. Il est prêt à admettre que les camarades de la IIIe Internationale ont aidé les congressistes mais il semble ignorer l'existence d'un communiste hollandais, connu sous le pseudonyme de

1. Li Ta-chao fut arrêté le 5 avril 1927 à Pékin, par les soldats du **war lord** Chang Tso-lin, qui, avec l'approbation tacite des diplomates occidentaux, firent irruption dans le quartier des légations et envahirent l'ambassade de l'U.R.S.S. Dix-neuf autres militaires chinois furent exécutés par strangulation, en même temps que le célèbre professeur.

Maring, et qui, d'après des sources dignes de foi, fut un des organisateurs de la réunion de Shanghaï [1].

Ce n'est pas la seule lacune dans les souvenirs de M. Lin. Il est à peu près certain que, parmi les six hommes dont les portraits manquent, se trouvait Chang Kuo-tao, qui fut pendant les quinze années suivantes un des leaders du Parti. Mais pendant la Longue Marche, en 1935, il s'opposa à Mao Tsé-toung et s'en sépara, en entraînant avec lui l'importante armée qu'il commandait. On connaît mal les détails de ce conflit, car les témoins en sont rares et peu bavards. Pourtant, Mao Tsé-toung lui-même en parle dans plusieurs de ses ouvrages, et notamment dans *la Tactique de combat contre l'impérialisme japonais*. Il semble avoir tout fait pour se réconcilier avec Chang Kuo-tao et, de 1936 à 1938, celui-ci redevint un des principaux dirigeants du Parti et fut même vice-président de la République rouge du Nord-Ouest. C'est seulement après 1938 qu'il aurait rompu définitivement avec Mao et, à en croire ce dernier, aurait rejoint les services secrets du Kuomintang [2].

La participation d'un homme politique à la création d'un nouveau parti n'est jamais un gage de sa fidélité future. L'histoire du mouvement ouvrier européen fourmille de transfuges qui, après avoir milité plus ou moins activement dans ses rangs, ont fini dans le camp adverse : en France, Jacques Doriot a été communiste avant de former un parti fasciste, de collaborer avec les Allemands et de revêtir l'uniforme de la Waffen S.S. En Italie, Mussolini a été socialiste. Et sir Oswald Mosley, chef des fascistes anglais, avait été un des piliers de la gauche travailliste. Que quelques créateurs du P.C. chinois soient passés, plus tard, à la droite ou même à l'extrême droite, rien d'étonnant à cela. Mais, pour nous, le fait qu'ils aient « mal tourné », ne justifie pas qu'on ne cite même plus leur nom en parlant d'événements historiques auxquels ils ont participé.

Ce qui nous a paru révélateur dans les conversations sur la naissance du parti communiste chinois c'est le parfait naturel, je dirais même la bonne conscience avec laquelle les maoïstes suppriment des annales les noms de ceux qui, selon eux, ont démérité. A leur avis, un homme politique qui se compromet

1. Maring, de son vrai nom H. Sneevliet, rompit plus tard avec le Komintern et fonda un parti socialiste de gauche en Hollande. Il a été exécuté par les nazis, pendant l'Occupation.

2. On annonce, aux Etats-Unis, la publication prochaine d'une autobiographie de Chang Kuo-tao qui vit actuellement à Hong-kong.

dans une action condamnée par le Parti s'élimine automatiquement de l'histoire et annule *ipso facto* tous ses mérites antérieurs. Il devient un « non-être » et son nom ne sera plus jamais prononcé en public, sauf si le Parti juge nécessaire de le stigmatiser comme traître et comme ennemi du peuple. Pour M. Lin et pour tous mes autres interlocuteurs chinois ce procédé semble absolument normal et ceux qui le discutent au nom de la vérité historique leur paraissent des personnages douteux et peu dignes d'estime.

Dans le cas précis du Ier Congrès du P.C. chinois, il est d'ailleurs difficile, pour un Occidental, de contredire de façon précise la thèse chinoise officielle. Les historiens étrangers savent très peu de choses de cet événement, au point qu'ils ne sont même pas d'accord sur les noms des congressistes. Selon Isaacs par exemple [1], Shao Li-Tsé — futur dignitaire du Kuomintang — était au nombre des douze mais il n'est pas nommé par Schwartz [2]. D'autres disent que Chen Tu-hsiu et Li-Ta-chao participaient au Congrès, alors qu'Edmund Clubb [3] affirme que non. Pour les Chinois, de toute évidence, le fait d'avoir participé à la réunion de Shanghaï n'a pas été considéré, à l'époque, comme capital et ce titre de gloire n'est pas mis en valeur dans les biographies des intéressés.

La relative obscurité qui entoure encore aujourd'hui cet événement aurait pu, si les Chinois appliquaient des méthodes purements staliniennes, leur permettre de substituer aux six portraits des militants qui « ont mal tourné » ceux de quelques martyrs ou de « bons communistes ». Ils auraient même pu affirmer que les congressistes n'étaient que six, sans provoquer de stupeur excessive parmi les historiens. Staline a pratiqué, naguère, des substitutions et des suppressions de ce genre, à l'occasion d'événements beaucoup mieux connus.

Mais les maoïstes répugnent, semble-t-il, à recourir à des falsifications aussi flagrantes. Ayant posé en principe que l'histoire ne doit pas être exposée dans sa totalité, ils se sentent libres de n'en garder que ce qu'ils estiment essentiel, sans se croire obligés de combler les vides.

---

1. HAROLD ISAACS : **The Tragedy of the Chinese Revolution,** Stanford University Press, Stanford, Cal., 1961, p. 58.
2. BENJAMIN SCHWARTZ : **Chinese Communism and the Rise of Mao,** p. 217.
3. EDMUND CLUBB : **XXth Century China,** Columbia University Press, New York, 1964, p. 114.

A Shanghaï, dans la maison où est né le P.C. chinois, on ne fait pas mystère de cette « simplification » de l'histoire. « Ils étaient douze mais six seulement sont intéressants », vous y déclare-t-on, et vous êtes fixé sur l'affaire. Malheureusement, lorsqu'on en vient à l'histoire embrouillée des années suivantes, il n'est pas toujours possible de juger de l'importance des suppressions volontaires ni de déceler les véritables raisons de certains silences.

3. *A QUOI SERT UNE INTERNATIONALE ?*

Ce système des omissions n'est d'ailleurs pas appliqué uniquement aux individus. Des institutions, le Komintern par exemple, sont si délibérément reléguées à l'arrière-plan qu'il faut chercher avec soin pour trouver rien qui les évoque dans les expositions et musées destinés à diffuser la version actuelle de l'histoire du communisme chinois — et qui sont innombrables : même dans les jardins publics on voit fréquemment des pavillons où sont exposées des photographies concernant tel épisode de l'épopée maoïste. Le musée de la Révolution, construit sur la place centrale de Pékin, pour le dixième anniversaire de la Libération, est un des plus grands immeubles de la ville et des copies de presque tout ce qui s'y trouve sont envoyées à tous les musées de province où des millions de visiteurs viennent apprendre l'histoire.

Parmi ces documents que j'ai vus et revus partout, j'ai trouvé souvent des fac-similés de journaux communistes étrangers qui, dès avant la Seconde Guerre mondiale, glorifiaient les combats des communistes chinois. Jamais, nulle part, je n'ai vu aucune publication du Komintern. Pourtant, si l'on voulait donner des preuves de l'intérêt que portaient les communistes étrangers à la lutte de leurs camarades chinois, c'est dans les archives de la III[e] Internationale qu'on les trouverait en plus grand nombre.

En effet, fondée par Lénine au lendemain de la Révolution d'Octobre, l'Internationale communiste n'était pas simplement un organisme de coordination : elle se proposait de diriger, partout dans le monde, directement et activement, la lutte prolétarienne. Pour y adhérer, les partis communistes des différents pays (nés, pour la plupart, de scissions au sein du mouvement socialiste) devaient souscrire à vingt et une conditions dont une les engageait à appliquer les décisions du centre qui

avait le droit d'intervenir dans leurs affaires intérieures. La direction du Komintern s'arrogeait même le droit d'imposer aux partis adhérents les dirigeants qu'elle estimait les plus capables. Ainsi, tout parti communiste, grand ou petit, acceptait de sacrifier une partie de son indépendance à l'intérêt général [1].

En 1920, à Moscou, de la tribune du II[e] Congrès du Komintern, Lénine proclama que cette mesure ne tendait pas à assujettir les partis étrangers au parti bolchevik victorieux en Russie, mais que celui-ci, au contraire, s'engageait par là à aider les partis moins puissants. Son principe était le suivant : « Subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans une nation aux intérêts de la lutte à l'échelle internationale et détermination de la nation qui a vaincu la bourgeoisie chez elle à faire les plus grands sacrifices pour renverser le capitalisme international [2].

La stratégie communiste était donc élaborée en commun et visait à exploiter au mieux toute situation révolutionnaire, où qu'elle se présentât. Or, après les échecs successifs des mouvements révolutionnaires en Europe, c'est la Chine qui devint, selon le Komintern, le centre névralgique de la lutte anti-impérialiste et il lui accorda donc la priorité absolue.

Les classiques du marxisme n'ont pas étudié à fond le problème de l'Extrême-Orient mais ils ont néanmoins pressenti l'importance que pourrait avoir le réveil de la Chine ou de l'Inde pour la transformation du monde. « La conquête capitaliste de la Chine, écrivait Engels en 1895, hâtera le renversement du capitalisme en Europe et en Amérique [3]. » Et Marx, avant lui, avait écrit : « Le prochain soulèvement des peuples européens dépendra davantage de ce qui se passe dans l'Empire céleste que de tout autre événement [4]. »

Ces prophéties, souvent rappelées par les orateurs du Komintern, commencèrent tout à coup à se vérifier. Dans les années 20, en effet, la Chine était ébranlée de violentes secousses. Alors que, jusqu'en 1918, aucun syndicat n'y avait jamais été formé, les organisations ouvrières y proliféraient comme champignons

1. Plusieurs historiens américains essayent d'établir que toutes les décisions même mineures du P.C. chinois étaient, elles aussi, dictées par le Komintern.
2. Voir LENINE : « Projet préliminaire de thèses sur la question nationale et coloniale », dans **Communist International**, juin-juillet 1920.
3. Cette citation est extraite du rapport de Zinoviev, rédigé le 15 avril 1927, à l'attention de la prochaine session plénière du Comité exécutif de la III[e] Internationale.
4. KARL MARX. **New York Daily Tribune,** 14 juin 1853.

après la pluie. Partout des grèves éclataient et, malgré la présence menaçante des flottes de guerre européennes et japonaise, jusque dans les établissements étrangers. C'est à Hong-kong, forteresse de l'Angleterre, la plus solidement implantée des puissances européennes, qu'eut lieu la première grande épreuve de force entre ouvriers chinois et patrons étrangers.

Le 12 janvier 1922, dockers et marins cessèrent le travail en demandant, d'un coup, 30 % d'augmentation et des droits syndicaux. A leur tête se trouvait un jeune marin, Su Chao-yen qui devait devenir plus tard une des grandes figures du syndicalisme chinois [1]. Pris de court par l'audace et l'ampleur du mouvement, les Anglais y répondirent d'abord par des menaces. Mais les Chinois — qu'ils avaient, jusqu'alors, considérés comme dociles — leur réservaient une seconde surprise : plutôt que de reprendre le travail dans les anciennes conditions, ils quitteraient la ville. A Canton, Sun Yat-sen (qui depuis 1920, avec l'aide du général Chen Chiung-ming, avait réussi à former un nouveau gouvernement) les accueillait à bras ouverts. Partout en Chine, jusque dans le lointain Nord-Est, furent organisées, presque spontanément, des manifestations de solidarité et des collectes en faveur des grévistes. Nullement préparés à un mouvement d'une telle ampleur, les Anglais finirent par céder et, le 8 mars, la grève se termina par la victoire complète des marins et des dockers. Un mois plus tard, à Moscou, Lénine déclarait avec un optimisme pathétique : « La Chine est déjà entrée dans la lutte révolutionnaire, dans le mouvement international pour la révolution mondiale [2]. » Et c'est dans une atmosphère de triomphe que s'ouvrit, le 1er mai suivant, à Canton, le Congrès constitutif de la Fédération du travail chinoise.

La grève de Hong-kong n'avait pas été inspirée par le Kuomintang, bien que le Dr Sun Yat-sen ait pris un risque politique en la soutenant. Les historiens chinois d'aujourd'hui affirment que le jeune parti communiste y joua un rôle déterminant ainsi que dans la création de la Fédération du travail, et partout en Chine sont exposées des photos des événements choisies pour exalter les mérites des camarades des années 20. Mais si l'on étudie les biographies des principaux artisans de la victoire de Hong-kong, cette thèse apparaît fort douteuse.

---

1. Voir sa biographie dans NYM WALES : **The Chinese Labor Movement**, John Day and Co, New York, 1945, p. 209.
2. LENINE : **Œuvres**, Moscou, tome XVIII, p. 74.

Su Chao-yen, président du comité de grève, n'adhéra au P.C. qu'en 1925 [1] et son adjoint Li Wei-ming, qui fut nommé président de la Fédération du travail, n'y adhéra qu'en 1926 [2]. Et aucun membre important du Parti d'alors n'a joué un rôle prépondérant dans la grève.

La question de savoir qui était à l'origine de ce mouvement populaire n'est pas purement académique. Elle fit l'objet d'un débat du Komintern, débat qui, quelques années plus tard, devait dégénérer en épreuve de force décisive entre les staliniens, majoritaires au P.C. de l'U.R.S.S. (donc au Komintern), et la minorité oppositionnelle groupée autour de Trotsky [3]. Pour Staline, champion de la thèse du « socialisme dans un seul pays », l'essentiel était de trouver des alliés pour défendre l'U.R.S.S. contre une éventuelle croisade anticommuniste des puissances occidentales. La lutte anti-impérialiste des Chinois affaiblissait évidemment ces ennemis mortels de « la première forteresse socialiste du monde » et Staline était résolu à en appuyer le principal promoteur, quel qu'il fût. Il ne croyait guère aux chances d'une révolution communiste en Chine : évoquant, d'une façon un peu arbitraire, le précédent de la révolution russe de 1905, il affirmait que la Chine devait d'abord traverser une phase capitaliste de développement, dirigée par la bourgeoisie. Le Kuomintang lui paraissait tout désigné pour accomplir cette tâche historique bourgeoise et il demandait en conséquence, aux communistes de lui accorder leur soutien inconditionnel [4].

---

1. Su Chao-yen devint, en 1926, président des Syndicats de Chine. En 1927, il fut ministre du Travail dans le gouvernement de gauche du Kuomintang installé à Wuhan. Deux ans plus tard, à Shanghaï, il mourait à 41 ans.

2. Li Wei-ming, premier président de la Fédération du travail, est mort en 1927.

3. Le récit le plus impartial du rôle que joua l'affaire chinoise dans le conflit entre les staliniens et les trotskystes a été fourni par ISAAC DEUTSCHER : **Trotsky**, vol. II. **le prophète désarmé**, éd. française Julliard, Paris, 1959, p. 427-455. Biographe célèbre de Staline et de Trotsky dont il a eu le privilège d'étudier les archives personnelles, Deutscher a évité dans son livre de glorifier la clairvoyance de l'un ou de l'autre des protaganistes du débat historique de 1927. Il a exposé les mérites de Trotsky mais aussi certaines de ses faiblesses. Contrairement à des historiens trotskystes orthodoxes, Deutscher a montré, notamment, que si Trotsky avait raison sur le fond, sa réaction contre la politique chinoise de Staline fut assez tardive, puisqu'il n'a déclenché publiquement son offensive qu'en 1927.

4. Le Kuomintang représentait pour Moscou le « bloc des quatre classes » : bourgeoisie nationale, petite bourgeoisie, classe ouvrière et paysannerie.

Plus idéaliste, plus confiant dans les possibilités, sinon dans l'imminence de la révolution mondiale, Trotsky croyait, lui, que le premier devoir de l'Internationale communiste consistait à promouvoir, coûte que coûte, des révolutions communistes. De sa théorie de la révolution permanente, il concluait que le passage au pouvoir de la bourgeoisie chinoise pourrait être aussi éphémère que celui de Kérensky en Russie. Selon lui, les deux phases de la révolution — bourgeoise et prolétarienne — devaient être rapprochées au point de se « télescoper ». Trotsky n'interdisait pas aux communistes étrangers de conclure des alliances avec les autres partis — et n'était donc pas opposé à la collaboration du P.C. chinois avec le Kuomintang — mais il leur conseillait de ne jamais sacrifier leurs objectifs et leurs principes politiques à ces alliances. Or, sous l'impulsion de Staline, déjà maître du Komintern, les communistes chinois étaient pratiquement obligés d'accepter une subordination totale à leurs partenaires du Kuomintang.

Les premiers contacts entre le gouvernement bolchevik et Sun Yat-sen avaient été établis du temps de Lénine, qui correspondait avec le leader nationaliste chinois [1]. Mais c'est seulement au début de 1923, au moment où l'étoile de Sun Yat-sen déclinait, qu'un accord put être conclu. Un ami de Trotsky, Adolf Abramovitch Yoffé [2] alla le négocier à Shanghaï, où se trouvait Sun Yat-sen, momentanément exilé par l'infidèle général Chen Chiung-ming. Le leader du Kuomintang accepta avec empressement l'aide de l'Union soviétique pour réorganiser son parti et approuva les projets de collaboration avec l'U.R.S.S. et les communistes. Ceux-ci étaient beaucoup moins enthousiastes à l'idée de faire bloc avec les nationalistes — et sous leur direction. D'après Chen Tu-hsiu, le Komintern dut faire jouer la discipline pour les y amener. Un représentant du P.C. de l'U.R.S.S., Mikhail Borodine [3], arriva peu après en Chine comme conseiller spécial auprès du Kuomintang. C'est lui qui aurait rédigé les statuts de base du Kuomintang qui, réorganisé selon des structures comparables à celles du parti bolchevik, tint en

1. Voir ENRICA COLLOTTI PISCHEL : **Le origini ideologiche della revoluzione chinese,** Einaudi, Torino, p. 121.
2. Adolf Yoffé, l'un des plus brillants diplomates soviétiques, négociateur de la paix de Brest-Litovsk, s'est suicidé au mois de novembre 1927, pour protester contre l'exclusion des trotskystes du P.C. de l'U.R.S.S.
3. Mikhail Borodine a vécu quinze ans aux Etats-Unis et n'est retourné en Russie qu'après la victoire de la Révolution d'Octobre. Après l'insuccès de sa mission en Chine, il a été relégué à un poste sans importance.

janvier 1924, à Canton, son premier congrès auquel les communistes, et notamment Mao Tsé-toung, participèrent.

Sun Yat-sen avait assez d'autorité sur ses partisans nationalistes pour leur faire accepter, sans trop de difficultés, sa nouvelle orientation politique. Il semble qu'il n'était pas trop exigeant avec les communistes, qui, selon la thèse actuellement en vigueur, purent défendre leurs idées et exercer leur influence, tout en combattant sous le drapeau bleu du Kuomintang. C'est peut-être pour cette raison que beaucoup des anciens de ce parti estimaient, sans le dire, que le pacte « Sun Yat-sen — Yoffé » profitait surtout à l'extrême gauche. Sun Yat-sen croyait sincèrement que les impératifs du combat national suffiraient pour éviter à la Chine la lutte des classes. Il écrivit même que, dans son pays il n'y avait pas des riches et des pauvres mais seulement des pauvres et des très pauvres. Selon lui, les classes possédantes de Chine étaient si étroitement ligotées et si humiliées par les capitalistes étrangers que leur richesse, très relative, était constamment menacée et ne leur conférait pas de privilèges politiques, les étrangers les ayant déjà monopolisés. Un seul impératif s'imposait donc, selon lui, à tous les Chinois : l'anti-impérialisme.

C'était une dangereuse illusion. Les Chinois les plus riches, ou, si l'on veut, les moins pauvres, étaient très attachés à leurs biens et à leurs privilèges, si modestes qu'ils fussent. Ils n'étaient pas du tout prêts à les sacrifier sur l'autel de l'unité nationale et, bien que satisfaits de voir les ouvriers dans les rangs du Kuomintang, ils n'étaient pas enthousiasmés par les grèves et les manifestations des masses. En 1925, ils furent même saisis d'une grande peur, le mouvement « anti-impérialiste » ayant pris des proportions telles qu'ils avaient l'impression de vivre déjà dans une république soviétique.

Deux mois à peine après la mort de Sun Yat-sen, le 30 mai 1925, à Shanghaï, sur la Nankin Lu, les Anglais tirèrent sur une foule de manifestants et tuèrent 12 ouvriers et étudiants chinois. Le lendemain, la ville était paralysée par la grève générale. Même les domestiques quittèrent les concessions étrangères. Une extraordinaire nervosité s'empara de la colonie européenne. A Hankow et à Canton, ses défenseurs se mirent à tirer à une cadence accélérée sur les manifestants chinois. Le 11 juin, à Hankow, les marins britanniques en tuèrent 8 et en blessèrent 12. Le 23 juin, à Canton, les soldats anglais et français en tuèrent 52 et en blessèrent 117.

A ce massacre, les ouvriers chinois répondirent par des grèves massives et l'ensemble de la population par un boycott total des marchandises anglaises. Hong-kong fut de nouveau paralysé. A Canton les syndicats organisèrent des piquets de grève armés, pour faire observer le boycott antibritannique. Plus de 2 000 fusils furent distribués aux ouvriers qui transformèrent les maisons de jeu en dortoirs pour grévistes. Les piquets fouillaient voitures et passants pour empêcher que l'île anglo-française de Shamen (qui se trouve au cœur même de Canton), ne soit ravitaillée par les Chinois. Un tribunal spécial, constitué par le Comité de grève, jugeait sur-le-champ tous ceux qui n'appliquaient pas le boycott. Les ouvriers n'étaient pas officiellement au pouvoir à Canton mais, à voir agir leurs représentants armés, on pouvait s'y méprendre et les Chinois riches s'y méprenaient.

La bourgeoisie se sentait débordée et il lui fallait trouver un homme fort, capable, d'abord, de rétablir l'ordre, puis de modifier les rapports des forces au sein du Kuomintang, qui penchait dangereusement vers l'extrême gauche. Elle le trouva dans la personne du général Chiang Kai-chek [1] qui sut manifester à temps son impatience devant les menées des extrémistes. A la mort de Sun Yat-sen, Chiang n'était pas le mieux placé dans

---

1. La biographie de Chiang Kai-chek, établie par HAROLD ISAACS dans **The Tragedy of the Chinese Revolution** (p. 81), nous paraît intéressante. Citons, pour expliquer la « montée » du futur généralissime : « Fils d'une famille relativement aisée de commerçants du Chekiang, Chiang Kai-chek était élève à l'Ecole militaire de Tokyo au moment de la révolution de 1911. Il se précipita à Shanghaï pour entrer au service du général Chen Chi-mai, grâce à qui il rencontra Sun Yat-sen. Mais il prit contact avec Yu Ya-shing, un puissant **comprador** et avec Chang Ching-chiang, un banquier millionnaire. Il s'associa également avec Huang Ching-yung, un des chefs des bas-fonds de la ville. On croit généralement qu'il devint membre du « Cercle Vert », une des plus puissantes sociétés secrètes de Shanghaï... Chiang abandonna un moment la carrière militaire pour devenir agent de change à la Bourse de Shanghaï, sous la tutelle de quelques amis riches. Pour des raisons mal connues il se trouva bientôt aux prises avec de graves difficultés. Chang Ching-chiang le tira d'affaire et l'envoya à Canton pour qu'il y lie son sort à celui de Sun Yat-sen. L'avenir prouva que le banquier avait rarement fait un investissement d'un aussi bon rapport. A Canton, Chiang Kai-chek devint membre de l'état-major de Sun Yat-sen et, après que furent établies des relations avec le gouvernement soviétique, il alla étudier à Moscou les techniques militaires de l'armée rouge. Il y resta de juillet 1923 au début de 1924. On a peu de témoignages sur ce qu'il pensa de cette visite... En mai 1924, lorsque fut créée l'Académie militaire, à Whampoa, Chiang, seul militaire chinois à avoir séjourné en Russie, seul à n'être pas compromis avec les **war lords,** ami personnel de Borodine et d'autres conseillers russes, était mieux qualifié que quiconque pour en prendre la direction. »

la course au pouvoir, mais les circonstances le favorisèrent : Liao Chung-kai, le plus gauchiste des proches du leader défunt, fut mystérieusement assassiné en août 1925 et deux autres dirigeants du Kuomintang, Hu Han-min et Hsu Chung-chih, compromis dans cette affaire, furent invités à quitter Canton. Du coup, Chiang devenait le numéro 2 du Parti, derrière le pusillanime Wang Ching-wei — alors qu'il était déjà le numéro 1 de l'armée nationaliste.

Le 20 mars 1926, alors que la grève de Hong-kong se poursuivait et que le boycott antibritannique était toujours en vigueur à Canton, Chiang Kai-chek procéda soudain à des arrestations massives dans les milieux communistes sans même épargner les conseillers russes. Le prétexte choisi pour cette opération était futile : ses conséquences furent graves. Wang Ching-wei jugea prudent de prendre quelques mois de congé en Europe et les communistes s'inclinèrent sans trop protester. Chiang devenait maître de la situation et pouvait dicter ses conditions à Canton en révolution. Elles furent draconiennes pour les communistes. L'homme fort du Kuomintang exigea qu'ils lui soumettent la liste de leurs adhérents [1] et qu'ils s'engagent à ne plus recruter parmi les membres de son parti. Puis il régla le litige avec les Anglais par un accord négocié en l'absence de tout représentant du Comité de grève et, cette fois, la grève de Hong-kong, qui avait duré quinze mois, n'apporta rien aux ouvriers.

Les historiens chinois d'aujourd'hui accusent Chen Tu-hsiu, le leader du P.C., de n'avoir pas su prévoir le retournement politique de la bourgeoisie nationaliste et de n'avoir pas deviné les ambitions personnelles de Chiang Kai-chek, même après son coup de force du printemps 1926. Pourtant, Chen Tu-hsiu ne fut sûrement pas le seul à commettre ces erreurs et peut-être même n'était-il pas coupable [2]. Les troublantes nouvelles de

---

1. D'après les statistiques actuelles, le P.C. de Chine comptait, au début de l'année 1927, 57 957 membres, dont 53,8 % d'ouvriers. Mais dans son rapport au Komintern, Zinoviev affirmait que le Parti avait 15 000 adhérents. (Voir son mémorandum rédigé le 15 avril 1927, à l'attention de la session plénière du Comité exécutif de la III[e] Internationale.)

2. « Chen Tu-hsiu avait une franchise brutale, écrit Deutscher dans son **Trotsky,** vol. II (p. 429). C'était un homme doux et qui manquait d'assurance, aussi fut-il une figure tragique de la révolution chinoise. En toute occasion, il exposait franchement ses objections à la politique de Moscou, mais il ne s'obstinait pas. Lorsqu'on lui donnait tort, il se soumet-

Canton ne modifièrent pas l'attitude du Komintern à l'égard du Kuomintang. Celui-ci fut même admis au sein de l'Internationale communiste en tant que « parti sympathisant » et son représentant, le « camarade Shao Li-tsé », participa, en décembre 1926, aux travaux de la 7e session plénière qui, sur la demande de Staline, condamna les trotskystes pour leurs critiques contre Chiang Kai-chek et contre la politique du bloc des quatre classes en Chine.

Chiang pouvait donc briser les organisations communistes et syndicales de son pays sans que ses alliés de Moscou lui en fassent grief. Staline connaissait évidemment les tendances droitières du général nationaliste, mais, à son avis, elles étaient compensées par sa détermination de lutter contre l'impérialisme. En unifiant la Chine, Chiang déclenchait — toujours selon Staline — un processus révolutionnaire. Son action ne devait donc pas être contrariée par l'extrême gauche, et l'U.R.S.S. fournit toute l'aide possible à l'armée nationaliste qui, sous le commandement suprême de Chiang Kai-chek, commençait sa marche vers le Nord, pour libérer la Chine des *war lords* en attendant de la libérer des impérialistes.

C'est au printemps 1927, à Shanghaï, que cette politique eut ses effets les plus désastreux. Elle fit des dizaines de milliers de morts, non parmi les *war lords* ou parmi les impérialistes, mais parmi les ouvriers chinois. Le 21 mars, les ouvriers de Shanghaï réussirent à en chasser les troupes démoralisées du *war lord* Sun Chuan-fang. Ils voulaient faciliter la tâche de l'armée nationale du généralissime Chiang Kai-chek, qui marchait sur la ville [1]. La nouvelle de cette victoire provoqua l'enthousiasme

---

tait aux décisions du Komintern et, même s'il était convaincu qu'il avait raison, il appliquait la politique de Moscou. » Après le coup de force du 20 mars 1926, convaincu que Chiang Kai-chek préparait la lutte contre son parti, Chen Tu-hsiu demanda aux conseillers soviétiques de Canton de prélever sur les livraisons d'armes pour Chiang Kai-chek au moins cinq mille fusils qui permettraient aux communistes d'armer les paysans insurgés de Kwantung. Sa requête fut repoussée. Voir mémorandum de Chen Tu-hsiu aux militants publié dans PIERRE BROUE : **La Question chinoise dans la IIIe Internationale**, Paris, 1965.

1. EDGAR SNOW, dans **Etoile rouge sur la Chine** (p. 54), décrit ainsi le rôle de Chou En-laï et le déroulement de l'insurrection du 21 mars : « En 1927, Chou reçut l'ordre de préparer une insurrection à Shanghaï et d'aider l'armée nationaliste à s'emparer de la ville. A vingt-huit ans, sans aucune formation militaire, sans même un manuel où apprendre comment se prépare une insurrection et sans un conseiller (les principaux conseillers russes étaient avec Chiang Kai-chek), il arriva à Shanghaï avec pour tout

des communistes du monde entier. A Paris, Sémard, Monmousseau et Cachin l'exaltèrent au cours d'un grand meeting au terme duquel on envoya à Chiang Kai-chek le télégramme suivant : « La classe ouvrière de Paris salue l'entrée de l'armée révolutionnaire chinoise à Shanghaï. Cinquante-six ans après la Commune de Paris et dix ans après celle de Russie, la Commune chinoise marque une nouvelle étape vers la révolution mondiale. » Le lendemain *Die Rote Fahne* — organe du Parti communiste allemand — et *l'Humanité* publièrent, en première page, des photos de Chiang Kai-chek et la *Pravda* était tout aussi enthousiaste.

Mais le « libérateur » avait plus de points communs avec les possédants de Shanghaï qu'avec les ouvriers armés. Il ne tarda pas à le prouver et le 12 avril 1927 est une tristement célèbre Saint-Barthélemy anti-ouvrière froidement perpétrée par Chiang Kai-chek avec l'aide non seulement de son armée mais aussi des gangsters, recrutés en hâte dans les bas-fonds de la ville [1]. Cette journée tragique a inspiré toute une littérature, à commencer par *la Condition humaine,* d'André Malraux. Coïncidant, à quelques jours près, avec l'ouverture à Moscou de la session de l'Exécutif du Komintern, ce massacre plongea Staline dans un cruel embarras. Il fut pourtant assez fort et assez habile pour démontrer que sa politique restait juste, malgré le pénible épi-

---

bagage sa détermination révolutionnaire et une connaissance théorique du marxisme. Or, en trois mois, le P.C. organisait à Shanghaï 600 000 ouvriers et se trouvait en mesure de lancer un ordre de grève générale... La première insurrection échoua. Sans armes et sans formation, les ouvriers ne savaient pas comment se rendre maîtres de la ville. Ils durent apprendre empiriquement que la formation d'un noyau d'ouvriers armés est une nécessité... Chou En-laï et les fameux chefs shanghaïens Chao Shih-yen, Ku Shun-chang et Lo Yi-ming réussirent à organiser 50 000 piquets de grève et à trouver, dans la concession française, des locaux où 2 000 militants reçurent, en secret, une instruction militaire. On forma une « troupe de fer » de 300 tireurs, armés de Mauser passés en contrebande, et ce fut la seule force armée des ouvriers de Shanghaï. Le 21 mars 1927, les communistes déclenchèrent une grève qui provoqua la fermeture de toutes les usines et amena, pour la première fois de leur vie, les ouvriers derrière les barricades. Ils prirent d'abord le commissariat de police, puis l'arsenal, puis la caserne et ce fut la victoire. 5 000 ouvriers furent armés, 6 bataillons de troupes révolutionnaires formés, et on proclama le « pouvoir des citoyens ». Ce fut le coup d'Etat le plus remarquable de l'histoire moderne de la Chine. »

1. Notons, que les deux fils du secrétaire général du P.C. Chen Tu-hsiu — Chen Chao-nien et Chen Yen-nien — figuraient parmi les milliers de victimes de cette journée sanglante. Des photos et des objets personnels de Chen Yen-nien, le plus connu des deux, sont exposés au grand musée de la Révolution à Pékin.

sode de Shanghaï, qui — d'après lui — discréditait Chiang dans son propre parti et sonnait le glas de sa carrière [1].

Effectivement, le 17 avril 1927, le gouvernement du Kuomintang, installé à Wuhan, condamna Chiang Kai-chek pour la trahison de Shanghaï. Mais Chiang détenait déjà le pouvoir de fait. Toutes les tentatives de lui opposer des politiciens vacillants comme Wang Ching-wei [2], ou des *war lords* nationalistes comme le « général chrétien » Feng Yu-hsiang [3] étaient vouées à l'échec — et échouèrent. Moins de trois mois après le coup de Shanghaï, tous ces « frères ennemis nationalistes étaient ralliés sous la bannière anticommuniste de Chiang. Les communistes, quand ils reçurent enfin l'ordre de résister, étaient déjà décimés à Shanghaï et à Wuhan. Renonçant à ses ambitions d'unifier le pays et de le rendre indépendant, la bourgeoisie se livra aux étrangers qui patronnaient Chiang Kai-chek, défenseur de leurs intérêts. Mais, en revanche, elle était délivrée de la peur de la menace ouvrière qui l'avait hantée tant qu'avait duré l'alliance des « quatre classes anti-impérialistes ».

D'une défaite aussi sévère, on aurait pu croire que les communistes chinois, aujourd'hui victorieux, auraient minutieusement étudié l'histoire. Cela leur aurait permis de commenter plus à fond, devant les jeunes générations, les documents bouleversants sur la répression féroce de 1927 et d'expliquer un événement capital de l'histoire du mouvement ouvrier. Cette révolution manquée ne concerne pas la Chine seule : elle met en cause le principe même de l'Internationale et de ses rapports avec les partis nationaux et on peut, de son histoire, tirer des enseigne-

---

1. « La grande trahison » était certainement précipitée par la réaction des Anglo-Saxons contre l'avance de son armée dans la vallée du Yang-sé. Le 24 mars 1927, quand les troupes de Chiang Kai-chek sont rentrées à Nankin, les vaisseaux de guerre américains et anglais ont ouvert le feu sur la ville « pour protéger leurs ressortissants contre les exactions communistes ». Ces salves signifiaient clairement à Chiang Kai-chek que le moment était venu de choisir entre l'amitié des Occidentaux et la collaboration avec les communistes.

2. Wang Ching-wei a terminé sa carrière en Quisling chinois. En 1940, il forma, en effet, sous l'égide des Japonais, un gouvernement fantoche. Il est mort en novembre 1944 à Nankin qui était alors occupé.

3. Feng Yu-hsiang, un converti au christianisme, flirta un temps avec Moscou où il se présentait en tant « qu'ancien ouvrier ». Trois ans après son ralliement à Chiang Kai-chek, en 1930, il lui fit la guerre mais ne réussit pas à le battre et redevint son ministre. En 1947, à New York, il entra de nouveau en dissidence et essaya de s'appuyer de nouveau sur les Russes. Il mourut le 5 octobre 1948, au cours d'un mystérieux incendie sur le bateau soviétique qui le ramenait en Europe.

ments qui intéresseraient, aujourd'hui encore, tous les mouvements révolutionnaires. Mais non. Les Chinois sont peu enclins à fouiller dans leur passé, et leur discrétion sur les événements de 1927 est surprenante. A Shanghaï, la Nankin Lu s'appelle toujours la Nankin Lu et non, par exemple, « l'avenue des Fusillés-du-30-mai-1925 ». Aucun monument n'y est élevé à la mémoire des martyrs du 12 avril 1927. Certes, dans les grands musés nationaux, des documents rappellent cet échec, mais ils sont choisis uniquement pour démontrer les méfaits de « la déviation droitière » au sein de la direction du P.C. chinois et pour accabler celui qui l'incarne, Chen Tu-hsiu, premier secrétaire général du Parti.

Pourtant personne ne l'a accusé, devant moi, de trahison ni de sabotage prémédité. Personne ne l'a traité « d'ennemi du peuple », personne n'a insisté sur le fait qu'après son exclusion du Parti, en 1929, il est devenu trotskyste [1]. L'acte d'accusation contre Chen Tu-hsiu est plus subtil que cela et dénonce essentiellement son incapacité à analyser correctement les rapports sociaux au sein du Kuomintang et dans le pays en général. Il a été simplement un « mauvais marxiste » et cela a suffi pour qu'il mène son parti au désastre. « Car la force des communistes réside dans leur doctrine scientifique et ceux qui savent l'interpréter correctement sont certains de les conduire à la victoire », m'a dit un de mes guides.

Le cérémonial selon lequel, en Chine, se déroulent les visites, facilite toutefois les discussions. A la sortie d'une usine ou d'un musée, devant la dernière tasse de thé, les Chinois déclarent toujours qu'ils ont besoin de critiques et de conseils et insistent, au nom de l'amitié entre les peuples, pour qu'on les formule. Fort de ces encouragements, je déclarais partout tenir pour partiale l'histoire de la « première révolution chinoise » telle qu'on l'enseigne aujourd'hui, et j'exposais les faits que j'ai cités plus haut, prouvant le rôle du Komintern et de Staline.

On m'écoutait toujours très poliment et personne ne protestait contre le crime de lèse-majesté que je commettais, en mettant en cause le « grand Staline », sous le portrait duquel, parfois, nous discutions. Certains de mes guides paraissaient surpris par

1. Arrêté par la police de Chiang Kai-chek en 1932, Chen Tu-hsiu, a été jugé semi-publiquement et a profité de son procès pour attaquer férocement le régime du Kuomintang. Condamné à treize ans de travaux forcés, il est mort au mois de mai 1942, à l'âge de soixante-trois ans.

mes « théories », comme s'ils les entendaient pour la première fois, restaient incrédules, hésitaient à se prononcer et terminaient vite la discussion par la formule rituelle : « Notre parti a déjà dit que Staline avait commis certaines erreurs, mais ses mérites ne peuvent être ignorés, comme le voudraient les révisionnistes modernes. »

D'autres, au contraire, ripostaient et défendaient mordicus la thèse selon laquelle Chen Tu-hsiu serait l'unique responsable. « Notre parti, disaient-ils, représentait déjà à cette époque une force suffisante pour que ses dirigeants puissent décider seuls de la politique à suivre. Nous sommes toujours reconnaissants au camarade Staline et aux partis étrangers de nous avoir aidés dans notre lutte et nous refusons de les rendre responsables des erreurs de nos déviationnistes de droite. »

L'idée que le Komintern pouvait avoir le droit et les moyens de dicter sa volonté aux communistes chinois paraît, aujourd'hui, totalement invraisemblable et ne mérite même pas l'examen.

Seul un très haut personnage du régime, dans une conversation privée, m'a exprimé son scepticisme quant à la conception même de l'Internationale communiste mais il a noyé les critiques dans des considérations générales sur l'utilité des organisations de ce genre : « En cette matière, l'expérience historique est concluante. Il y a eu d'abord la I^re^ Internationale, que nous honorons tous comme pionnière du mouvement ouvrier, mais elle n'a su animer aucune révolution. Puis il y a eu la II^e^ Internationale, numériquement plus forte et apparemment mieux organisée. Mais de son temps, non plus, aucune révolution n'a eu lieu et c'est seulement après qu'elle eut éclaté, pendant la Première Guerre mondiale, que s'est produite la grande Révolution d'Octobre en Russie. Après, il y a eu la III^e^ Internationale. Là encore, rien nulle part, mais après sa dissolution, en 1942, toute une série de révolutions, dont la Révolution chinoise et, plus récemment, celle de Cuba. »

Ces réflexions, faites en privé, ne constituent certes pas une âpre critique des directives que le Komintern donnait au P.C. chinois pendant les années 20. Peut-être annoncent-elles qu'on finira par se livrer à un examen plus approfondi de cette période : il est trop tôt pour le savoir. Pour le moment, la « déviation droitière et opportuniste de Chen Tu-hsiu » explique seule aux jeunes Chinois la tragédie de la « première guerre révolutionnaire de Chine. »

4. *LE VILLAGE DES MAO*

A Canton, capitale de la gauche chinoise des années 20, sur une colline qui surplombe la ville, se trouve une étrange pagode à cinq étages : c'est le *Musée des Mouvements révolutionnaires paysans*. Nous l'avons visité le jour du Festival du Printemps, comme on appelle ici le Jour de l'An [1]. Ce n'est plus une fête religieuse mais c'est encore un jour férié. La vie est arrêtée partout comme un 1er Mai ou un 1er Octobre [2]. La ville est littéralement inondée de fleurs et la pagode-musée est envahie par une foule endimanchée, composée, entre autres, de soldats, d'intellectuels et de membres des communes populaires voisines venus à Canton apporter leurs fleurs.

Pour se déplacer parmi tous ces amateurs d'histoire, il faut jouer des coudes. Notre guide et un de ses amis (un étudiant en histoire, qui s'est joint à nous sans doute pour perfectionner son anglais) exhortent leurs compatriotes à nous accorder la priorité mais ils n'ont pas assez d'autorité pour se faire obéir. Heureusement, tous deux connaissent si bien les lieux qu'ils sont capables de nous décrire en détail tous les objets et documents que nous n'arrivons pas à approcher.

Du balcon de la pagode sur lequel nous nous sommes réfugiés pour éviter la bousculade, nous regardons la ville en fête et nous repérons les lieux des grandes batailles ouvrières, livrées de 1922 à 1927 : ainsi la rivière des Perles qui traverse la ville. Autrefois, des bateaux de guerre anglais et français y patrouillaient autour de l'île de Shamen, fief anglo-français, où les Chinois n'avaient pas le droit de pénétrer. Mais, chaque 1er Mai, sur les quais de cette même rivière, par bravade, défilaient, en criant leur haine de l'impérialisme, des centaines de milliers de manifestants auxquels venaient se joindre des paysans des environs.

En évoquant cela avec nos guides, nous en venons au cœur du problème. Pourquoi ce musée, où sont exposés par centaines des manifestes ouvriers et des photos de grèves, est-il appelé « Musée des Mouvements révolutionnaires paysans »? Parce que, répondent mes guides, le président Mao, responsable du secteur rural dans le Comité directeur commun du Kuomintang et du P.C. a, dès 1924, créé, à Canton, un institut paysan où il faisait

1. En 1965, cette fête a été célébrée le 1er février.
2. Le 1er octobre, jour anniversaire de la proclamation (en 1949) de la République populaire, est fêté ici comme « Anniversaire de la Libération ».

régulièrement des conférences et où l'on formait les cadres révolutionnaires des campagnes du Kwantung, du Hunan et des autres provinces voisines. Certains de ces cours ont été publiés par la suite et sont exposés ici. Chacun peut ainsi se rendre compte que le président Mao a compris, le premier, que la révolution, en Chine, ne pouvait triompher sans l'appui massif et actif de la paysannerie.

Les autres dirigeants du Parti, les intellectuels comme Chen Tu-hsiu, gardaient leurs distances avec la population misérable des campagnes. Certes, ils savaient sa misère et connaissaient ses doléances, mais ils éprouvaient, inavoué, un vague mépris pour ces illettrés qui ne parlaient pas la langue savante et qui, à leur avis, étaient incapables de comprendre ce qu'était vraiment la révolution. En conséquence, ils se perdaient toujours dans des discussions stériles avec les nationalistes bourgeois et misaient surtout sur l'unité d'action avec eux.

— Le président Mao, continua mon guide, essayait de leur expliquer que la révolution dans les campagnes était en train de se faire à leur insu et que le véritable problème pour le Parti n'était plus de réveiller la paysannerie mais d'assumer la direction d'un mouvement irrésistible déjà amorcé. Au printemps 1927, il présenta son rapport sur la situation dans la province du Hunan, décrivant avec précision les bouleversements que les associations paysannes avaient déjà provoqués — mais le secrétaire général du Parti refusa de le publier. Ce rapport figure aujourd'hui, à la place d'honneur, dans ce Musée et il est un des écrits les plus admirés de notre président.

Pour me faire comprendre ce qu'était la situation des campagnes à l'époque, mon guide et son ami m'ont raconté une histoire, vraie ou légendaire, que tout le monde connaît ici.

— Depuis la moitié du siècle dernier, les paysans pauvres de Chine étaient en état de révolte latente. Ils avaient perdu toute confiance dans la dynastie mandchoue qui n'avait pas su résister aux étrangers ni améliorer en rien le sort du pays. Quand un instituteur de Kwangsi, Hung Hsiu-chuan, se dressa contre les Mandchous, les paysans vinrent grossir son armée comme les torrents de montagne grossissent une rivière. Partout où elle passait, des villages entiers s'y ralliaient et chassaient les mandarins et leurs troupes. Ainsi, Hung Hsiu-chuan put victorieusement traverser la Chine presque de bout en bout et établir à Nankin la capitale du Grand Royaume de la Paix céleste, le Taiping. Malheureusement, il commit certaines erreurs poli-

tiques et stratégiques et ne parvint pas à s'emparer de Pékin. Après dix ans de combats glorieux, les Taipings succombèrent devant les troupes mandchoues et leurs mercenaires américano-anglais. Mais les vainqueurs des Taipings en avaient une telle peur qu'après la prise de Nankin ils décidèrent de les exterminer jusqu'au dernier. En quelques jours, ils en tuèrent plus de cent mille dont ils jetèrent les cadavres dans le Yang-tsé. La rivière en était encombrée, au point qu'il n'était plus possible de la traverser. Mais les paysans qui regardaient ce flot de martyrs couler lentement vers la mer, disaient : « Ils ne sont pas morts. Ils s'en vont pour reprendre des forces et ils reviendront[1]. »

L'esprit de révolte répandu par les Taipings ne fut donc pas brisé par la répression impériale; simplement, il attendait une nouvelle occasion de se manifester ouvertement. La chute des Mandchous, le « war-lordisme, la corruption encouragée par les étrangers minaient peu à peu cette société agricole qui avait fait son temps. Les paysans ne croyaient plus aux rites et aux coutumes anciennes et n'attendaient plus leur salut de leurs maîtres. Dans la province du Kwantung, dès que le Kuomintang y fixa son siège, les associations paysannes se formèrent et permirent même au gouvernement de Canton de résister à toutes les tentatives des *war lords* du Sud pour l'en déloger. Et, quand l'armée nationale révolutionnaire se lança à son tour à la conquête du Nord, des villages entiers se rallièrent à elle, comme, trois quarts de siècle

1. Le **Times** de Londres a publié le 17 juillet 1964 un long article, « The World's Greatest Civil War », consacré au centième anniversaire de la prise de Nankin par les troupes impériales, dans lequel il confirme l'incroyable ampleur de la répression. En voici quelques extraits : « Le 19 juillet 1864, ce fut la fin. Conseillés par l'ingénieur anglais Gordon, les impériaux déposèrent vingt tonnes d'explosifs devant les portes nord-est de Nankin. Quand la fumée de l'explosion fut dissipée, leurs troupes se ruèrent dans la ville pour écraser les habitants affamés. Le palais royal et d'autres palais de la ville furent — d'après le mémorandum envoyé à Pékin — incendiés. Des centaines de femmes se pendirent dans les jardins du palais et deux mille rebelles se noyèrent dans le fossé qui cerne la ville. Au cours des trois jours suivants, plus de cent mille hommes furent tués, mais aucun des rebelles ne se rendit ni ne montra le moindre repentir. » Plus loin, l'auteur de l'article rapporte les impressions des voyageurs anglais, comme lord Elgin, pour qui Chinkiang a évoqué Pompéi : « Nous avons marché à travers des rues désertes et l'odeur de brûlé nous oppressait... La population estimée à 500 000 habitants, n'était plus que de 500 personnes. »

En général on estime de 20 à 30 millions le nombre des victimes de cette guerre civile que le **Times** considère comme la plus sanglante de toute l'histoire. On en a souvent discuté au Parlement anglais parce que le gouvernement britannique, qui s'était engagé à soutenir les forces impériales, était amèrement critiqué par Cobden, Bright et bien d'autres.

avant, ils s'étaient ralliés aux Taipings. Grâce à cet appui actif l'expédition du Nord, partie de Canton en juillet 1926, put brûler les étapes et, en septembre de la même année, atteindre Wuhan sur le bord du Yang-tsé.

Mes guides interrompent leur récit pour me conduire, malgré la cohue, dans une salle où sont exposées les armes des rebelles paysans du Hunan et du Hupeh : des piques et des serpes fixées à des bâtons. Ce sont les armes qu'on employait dans les jacqueries du Moyen Age, mais, dans la même salle, sont affichés les manifestes des différentes associations paysannes où l'on parle non seulement des revendications locales, mais aussi de la lutte contre l'impérialisme et même de la révolution mondiale.

Il n'y a évidemment aucune photo de cette guerre, mais des peintres se sont chargés d'en évoquer les batailles par des tableaux qui, en fait, illustrent, page par page, le fameux rapport de Mao Tsé-toung sur les associations paysannes de la province du Hunan. On y voit, par exemple, les paysans prendre leur revanche sur les *landlords* et les traîner à travers les villages sous la menace de leurs armes primitives.

Ailleurs, d'énormes graphiques indiquent la croissance des associations paysannes dans les provinces occupées par l'Armée nationale de Libération : à les en croire, des millions de personnes participaient au mouvement. Mais, ajoutent aussitôt mes guides, ces hommes avaient des revendications précises. Ils voulaient une réforme agraire radicale et un pouvoir politique efficace. Or, le gouvernement du Kuomintang, transféré de Canton à Wuhan, restait sourd à ces exigences. Seul le camarade Mao Tsé-toung soutenait la révolte paysanne et expliquait que même ses prétendus excès servaient la révolution nationale. Apparemment mes guides ignorent que le ministre de l'Agriculture du gouvernement de Wuhan était un communiste, Tan Ping-shan [1]. Le sauraient-ils que leur opinion ne changerait pas : quoi qu'il en soit, personne, sauf Mao, ne comprenait alors la paysannerie.

La suite de l'histoire de la guerre paysanne des années 20, je

1. Tan Ping-shan fut, dans le P.C. chinois, un des plus respectueux de la ligne indiquée par le Komintern. Lors de la 7e session plénière de l'Exécutif de l'Internationale, en décembre 1926, il présenta un rapport violemment antitrotskyste. Mais il était prisonnier au sein du gouvernement de Wuhan et, peu à peu, à la grande satisfaction de Trotsky, il s'éloigna du P.C., finit par rompre et tenta de former un parti à lui. Toutefois, en 1948, à la veille de leur victoire, il se réconcilia avec ses anciens camarades et, en tant que leader du « Kuomintang révolutionnaire », il devint vice-président de l'Assemblée consultative populaire. Il est mort à Pékin, en 1956.

l'ai cherchée sur les lieux mêmes où elle s'est déroulée, dans la province du Hunan qui est située entre Canton et le Yang-tsé et que l'on considère comme l'une des plus belles de Chine. Selon un vieux dicton hunanais, elle contient trois dixièmes de montagnes, six dixièmes d'eau et un dixième de vallées. Géographiquement, c'est sans doute un peu sommaire, mais cela rend assez bien compte du paysage troué de lacs petits ou grands, parcouru de rivières et bosselé de collines vertes.

C'est dans le Hunan que se trouve Shao-shan, le village natal de Mao Tsé-toung. Il compte six cents maisons, dispersées dans les collines sur une assez vaste étendue semée de rizières et de petits étangs. L'hôtel, nouvellement construit dans la rue centrale, est déjà trop petit pour recevoir tous les voyageurs qui viennent visiter les lieux où, en 1893, naquit Mao Tsé-toung. A leur intention on a construit également, au cœur du village, un musée, plein d'objets et de photos se rapportent à la vie du grand shao-shanais.

Soixante-dix pour cent des habitants du village portent le nom de Mao. Les autres noms sont ceux d'étrangers au village qui ont épousé des filles Mao. On m'assure que jadis Shao-shan était exclusivement peuplé de Mao, tous plus ou moins parents et qui formaient un clan très uni. Le temple des Ancêtres, grande bâtisse blanche à deux tours, appartient à la communauté des Mao. Aujourd'hui encore, on y entre comme dans une église. Après avoir gravi les quelques marches d'un petit escalier, on se trouve non devant un autel, mais dans une salle de réunion meublée d'une large table et de quelques bancs rustiques. Les représentants de la commune populaire, à laquelle le village appartient, tiennent ici des meetings pour parler de la production et de la politique. Autrefois déjà, les chefs de famille se réunissaient autour de cette même table et, au cours d'un repas solennel, discutaient les questions de récoltes et d'entraide. Les « sages » leur indiquaient les sacrifices nécessaires pour obtenir des protecteurs célestes du village le beau temps et une bonne récolte. Dans ces réunions, culte des ancêtres et solution des questions pratiques étaient étroitement liés aux nécessités de chaque saison.

Il semble, toutefois, que la solidarité du clan, symbolisée par le temple commun, n'ait pas, au siècle dernier, résisté aux impératifs de la concurrence. Le père de Mao Tsé-toung, Mao Shuntzin, s'était enrichi par la spéculation sur les grains et, vous explique-t-on, il était si peu enclin à aider ses voisins que son

fils, déjà pénétré de l'esprit collectiviste, était en conflit permanent avec lui. Et on raconte qu'un jour d'orage Mao aida un paysan pauvre à rentrer sa récolte malgré les menaces de son père qui exigeait qu'il travaillât sur sa terre à lui.

La famille de Mao possédait vingt et un *mou* de terre (un hectare et demi environ) mais, à en juger par le confort de sa maison, composée de quatre pièces et d'une petite cour intérieure, cela suffisait largement à nourrir cinq personnes [1]. Mao Tsé-toung disposait d'une chambre pour lui seul. Il fut envoyé à l'école privée du village, puis à l'Institut pédagogique de Changsha, luxe qui prouve, sans erreur possible, que son père avait des revenus autres que ceux de sa terre. On nous explique d'ailleurs qu'il voulait que son fils fût très instruit pour pouvoir gérer ses affaires avec compétence.

Pendant notre visite à Shao-shan, nous sommes entrés dans une maison toute semblable à celle de Mao : elle était habitée par quatorze personnes dont une dirigeante de la brigade féminine, mais, dans les temps anciens, l'immense majorité des gens du village vivait dans des conditions bien pires et les paysans « solvables », comme le père de Mao, étaient extrêmement rares. Leur situation privilégiée leur permettait d'exploiter les plus pauvres, constamment menacés par la famine et obligés d'hypothéquer leurs futures récoltes pour obtenir un secours immédiat. Un paysan malchanceux, incapable de tenir ses engagements, était poursuivi en justice, sa terre était confisquée et sa famille réduite à la mendicité, car le pouvoir politique et juridique était accaparé par les riches, qui pouvaient même s'offrir le luxe de recruter une « force de l'ordre » locale qui ne dépendait pratiquement que d'eux.

C'est pour lutter contre cet arbitraire que les paysans pauvres, encouragés par les propagandistes venus de Canton, organisèrent leurs fameuses associations de 1926. M. Mao Tun-ya, actuel président de la commune populaire de Shao-shan, n'était à l'époque qu'un jeune garçon mais il en a gardé des souvenirs très précis. Grand, maigre, vêtu d'un bleu de travail très soigné, d'allure plus ouvrière que paysanne, il s'exprime avec une grande assurance. Il me reçoit dans le temple des Ancêtres, assez obscur,

1. Sur place on m'a parlé uniquement de deux frères cadets de Mao, tous deux morts au combat, Mao Tsé-minh (1895-1943) et Mao Tsé-tan (1905-1935) ; pourtant le Pr Jerome Chên dans son livre : **Mao and the Chinese Revolution** (Oxford University Press, London, 1965) affirme que Mao avait également une sœur, Mao Tsé-hung.

même en plein jour, et me déclare que nous nous trouvons à l'endroit même où le président Mao Tsé-toung a tenu, en janvier 1927, un grand et mémorable meeting.

— Je m'en souviens comme si c'était hier. Cette réunion a marqué une date dans l'histoire de notre village. Le Président a passé trois jours à écouter les responsables de l'association paysanne et à interroger tous ses membres. Il prenait des notes pour son rapport mais ne disait rien. Puis, il nous a convoqués au temple, pour nous donner enfin son opinion et ses conseils en nous demandant d'amener les femmes à la réunion. Or, jusque-là, seuls les hommes étaient admis dans le temple des Ancêtres. Ils y discutaient entre eux autour d'un grand repas. Les femmes n'osaient pas mettre les pieds ici et elles ne furent pas nombreuses à répondre à l'invite du Président. Celles qui étaient venues se tenaient timidement à l'entrée ou s'installaient dans les coins obscurs. Mais le Président les a tout de suite fait approcher et a demandé qu'on leur cède la place au premier rang. Il a commencé son discours en nous expliquant que nous étions victimes de nos anciennes coutumes et que nous étions tous égaux, pauvres et riches, hommes et femmes. Il nous a même parlé de sa mère que nos aînés ont bien connue et qui avait plus le sens de la justice que beaucoup d'hommes. Il a dit encore que ce n'était pas un hasard si les paysans pauvres étaient les premiers à organiser l'association et à y adhérer puisqu'ils étaient les plus intéressés à voir changer les choses. Même s'ils étaient moins instruits que certains riches, ils comprenaient mieux les besoins du pays et le sens de son combat actuel. N'écoutez plus les soi-disant sages, a-t-il encore dit, parce que vous êtes plus sages qu'eux. Après son discours, tous les riches tremblaient. Moi, le lendemain je me suis enrôlé dans les Jeunesses du mouvement paysan. Nous n'avions pas d'armes mais les riches avaient peur de nous et n'osaient plus réclamer les dettes ni toucher à quiconque. Certains s'enfuirent même du village.

— Mais d'où venait cette autorité du président Mao Tsé-toung? N'avait-il pas quitté Shao-shan quinze ans plus tôt pour ne pratiquement plus y revenir? demandai-je, ce qui plongea M. Mao Tun-ya dans la stupeur.

— Comment? Mais tout le monde ici le connaissait bien et savait qu'il comprenait nos problèmes. D'ailleurs il était revenu au village, en 1925, pour y organiser une cellule communiste avec laquelle il restait toujours en contact. Et puis, il suffisait de passer cinq minutes avec lui pour s'apercevoir qu'il avait

en lui une science particulière. En apparence, il était comme nous et parlait comme nous mais n'importe qui sentait aussitôt qu'il comprenait des choses qui n'étaient pas à notre portée. Dès qu'il arrivait au village tout le monde accourait pour lui demander des conseils et même certains riches, mais il n'avait d'oreilles que pour les pauvres.

Les autres souvenirs de M. Mao Tun-ya, semblent orientés par son éducation politique actuelle. Et ils sortent du cadre de l'histoire de son village et de l'expérience qu'il y a vécue. Ainsi, il a critiqué la direction « opportuniste et droitière » du P.C., qui a freiné le mouvement paysan et empêché la confiscation des terres des *landlords*, au nom de son alliance avec le Kuomintang. Après la trahison définitive de ce dernier, les paysans révolutionnaires ont dû se défendre, les armes à la main, pour ne pas subir le même sort que les révolutionnaires des villes. Dans le Hunan, à l'automne de 1927, un soulèvement armé eut lieu mais l'armée du Kuomintang réussit à le réprimer. Mao Tsé-toung, qui dirigeait le combat dans des centres plus importants, n'est pas venu dans son village, mais la répression y fut quand même particulièrement sévère. M. Mao Tun-ya et son adjoint m'ont cité les noms de différents Mao, qui furent fusillés ou contraints de fuir Shao-shan. Mais il a terminé sur une note optimiste :

— Malgré leur victoire d'alors, les riches ne se sont jamais sentis en sécurité dans notre village. Les choses ne pouvaient plus redevenir ce qu'elles avaient été. Les gens ne croyaient plus aux sages et ne s'inclinaient pas, avec résignation, devant l'injustice. Ils attendaient simplement l'occasion de prendre leur revanche. Les terres de la famille du président Mao Tsé-toung furent confisquées, mais il fut impossible de les revendre : personne ne voulait acheter cette ferme-là. On a fini par la louer à un pauvre bougre qui tremblait chaque fois qu'il voyait un avion, parce qu'il croyait que c'était Mao qui arrivait...

Plusieurs années après l'échec du soulèvement de « la récolte d'automne » dans le Hunan, qui lui valut un blâme sévère et même l'exclusion temporaire du Comité Central du P.C., Mao Tsé-toung a déclaré à Edgar Snow : « Celui qui gagnera la paysannerie gagnera la Chine. Celui qui résoudra la question agricole, gagnera la paysannerie [1]. » Sa foi dans le potentiel révolutionnaire des campagnes était manifeste dès le début de son action politique

1. EDGAR SNOW : **Journey to the beginning,** p. 173.

et il est probable qu'elle résultait de sa connaissance intime du monde paysan, connaissance qui manquait aux dirigeants intellectuels comme Chen Tu-hsiu. Mais comment savoir si le jeune parti communiste pouvait, déjà en 1926, gagner la paysannerie en satisfaisant ses revendications? Tout ce qu'on entend raconter sur les associations paysannes vous confirme le caractère spontané du mouvement mais indique aussi ses aspects primitifs. Le mouvement était difficile à encadrer. Pouvait-on bâtir un édifice révolutionnaire sur une base imposante mais imprévisible? Même si l'on oublie la croyance des marxistes au rôle historique essentiel du prolétariat urbain, on peut se demander dans quelle mesure le Parti pouvait disposer d'assez de cadres pour transformer les associations paysannes en « soviets de campagne » et comment il aurait pu les diriger et les défendre. L'histoire des premières luttes armées dans les campagnes semble prouver que les erreurs droitères de Chen Tu-hsiu ne furent pas seules à freiner la conquête communiste de la paysannerie.

Les historiens chinois d'aujourd'hui répondent à ces remarques par des citations puisées dans des œuvres de Mao Tsé-toung, comme *Une étincelle suffit pour mettre le feu à la prairie* ou *Pourquoi le pouvoir des Soviets peut exister en Chine*. Mao, en effet, a expliqué dans ces écrits pourquoi les communistes chinois devaient avoir recours à la lutte armée et comment l'absence d'un Etat centralisé peut favoriser l'établissement de bases rouges dans de vastes régions du pays. Mais il a développé ces thèses *après* le déclenchement de ce qu'on appelle aujourd'hui « la Deuxième Guerre civile révolutionnaire » et non pas au moment de la crise des années 1926-1927. Or, après le revirement du Kuomintang, la lutte armée n'était plus un libre choix pour les communistes : elle leur était imposée par Chiang Kai-chek qui se proposait de les détruire tous, dans les villes et dans les campagnes. Les communistes étaient obligés de répliquer là où ils le pouvaient et, effectivement, il leur était plus facile de le faire dans le monde chaotique des campagnes que dans les centres urbains. Mao Tsé-toung l'a très clairement expliqué dans les deux brochures citées — mais après coup.

Paradoxalement, personne en Chine n'est capable d'indiquer clairement quelle instance du Parti a décidé, en définitive, de lancer le mot d'ordre de la lutte armée. On nous déclare que, le 1er août 1927, les troupes rouges de Yeh-Ting et de Ho-Lung qui commandaient, respectivement, la XIe et la XXe armée de l'expédition du Nord, se soulevèrent contre Chiang Kai-chek et

occupèrent Nanchang, capitale de la province du Kiangsi. Cette date est célébrée depuis comme anniversaire de l'armée rouge chinoise et, pour la rappeler, les soldats chinois portent toujours, sur un insigne, les chiffres 8-1. Mais Yeh Ting et Ho Lung avaient-ils déclenché seuls cette bataille contre le Kuomintang? S'agissait-il d'un mouvement spontané, ou d'un mouvement lancé par le Parti qui en revendique, aujourd'hui, la paternité? Ou cette action était-elle inspirée par le Komintern [1] ?

Agnes Smedley, une journaliste américaine qui a consacré une grande partie de sa vie à plaider la cause chinoise et qui est enterrée à Pékin parmi les héros de la Révolution, a recueilli, à ce sujet, le témoignage de Chu Teh, futur commandant en chef des armées communistes. D'après son récit, le 18 juillet 1927, dans un petit village du nord du Kiangsi s'est ouverte une conférence secrète des communistes, arrivés de tous les coins du pays. Il y avait là Chou En-laï, qui venait, à Shanghaï, d'échapper de justesse à la mort et qu'on appelait « l'homme de fer », Su Chao-yen, président de la Fédération du travail, Tan Ping-shan, qui venait de quitter son poste de ministre de l'Agriculture, l'actuel maréchal Liu Po-cheng, qui faillit être exécuté à Szechwan et, bien entendu, les généraux Yeh Ting, Ho Lung et quelques autres. Mao Tsé-toung, Li Li-san et Chang Kuo-tao étaient également présents, mais Chu Teh les connaissait peu et ne leur prêta aucune attention. C'est lui qui fut chargé, à l'issue de la conférence, d'élaborer le plan d'action. Dix jours plus tard, il commandait les troupes qui prirent Nanchang [2].

On pourrait croire qu'une réunion de cette importance, précédant la date historique du 1er août 1927, serait signalée dans tous les manuels et évoquée dans tous les musées chinois. Elle ne l'est pas et le livre d'Agnes Smedley n'est pas traduit en chinois. Je n'ai pas pu déceler les raisons de cette « discrétion ».

Reste, en tout cas, qu'après la démission de Chen Tu-hsiu, le 7 août 1927, le pouvoir suprême dans le Parti fut confié à un autre intellectuel, Chu Chiu-paï et non à un des participants de la réunion du Kiangsi. On parle peu à présent de ce deuxième secrétaire général du P.C. chinois. Je crois, cependant, avoir retrouvé ses traces dans un endroit qui n'est pas considéré comme un des hauts lieux de l'histoire du Parti.

1. Certains historiens affirment qu'elle avait été organisée par Basso Lominadze, le nouveau représentant du Komintern en Chine.
2. Voir AGNES SMEDLEY : **The Great Road,** Monthly Reviews Press, New York, 1956, p. 199.

5. *UN EMINENT CRITIQUE LITTERAIRE MARXISTE ET « LES AVENTURISTES DE GAUCHE »*

Peu d'hommes sont aussi vénérés en Chine que Lu Hsun, le grand écrivain progressiste des années 30. On le compare souvent à Gorki, car leurs écrits et leur carrière présentent en effet des ressemblances. Ni l'un ni l'autre n'ont été membres du Parti mais tous les deux ont prêté leur prestige et leurs forces au combat de l'extrême gauche. Ils ont été parmi les premiers à introduire des thèmes prolétariens dans la littérature de leur pays. Même physiquement, ils ont des points communs : tous deux étaient grands, maigres, portaient des moustaches très fournies et tous deux étaient tuberculeux.

Aujourd'hui, les œuvres de Lu Hsun atteignent des tirages impressionnants et à Shanghaï, dans un parc, un grand musée lui est consacré. On y trouve des documents sur la vie mouvementée de Lu Hsun, depuis ses études de médecine, à Tokyo, jusqu'à ses activités clandestines à Shanghaï pendant la terreur blanche de Chiang Kai-chek. Les traductions étrangères de ses romans et les articles élogieux des critiques occidentaux sont, aussi, largement exposés et ces derniers n'ont pas été choisis en fonction de leur orthodoxie politique : ainsi, les articles de Claude Roy sur Lu Hsun figurent en bonne place, bien que Claude Roy ait quitté le P.C. depuis des années [1].

En sortant du musée, nous sommes allés — son directeur, mon escorte permanente et moi — dans l'ancien quartier japonais où, au n° 9 de la rue Shanyin, le grand écrivain a vécu jusqu'à sa mort, en 1936. Sa maison, toute en hauteur, comporte quatre pièces distribuées sur trois étages et très modestement meublées. Lu Hsun, recherché par la police, n'y habitait pas sous son nom, mais ce n'était pas ce camouflage qui le protégeait. Sa sécurité était assurée par ses nombreux admirateurs et plus particulièrement par un libraire japonais, très renseigné sur les projets de la police et qui, toujours à temps, alertait Lu Hsun.

Mais Lu Hsun était intimement lié avec un critique littéraire marxiste, également recherché par la police et qui, lui, n'a pas pu éviter ses pièges. Il s'appelait Chu Chiu-paï et il a été assassiné par le Kuomintang à Tingcheu, dans la province du Fukien, en 1935. Lu Hsun, me dit le directeur du musée, ne s'en remit

1. CLAUDE ROY : **Clefs pour la Chine**, Gallimard, Paris, 1953.

jamais. Il consacra le reste de sa vie à compiler les œuvres posthumes de son frère d'armes et mourut de tuberculose avant d'avoir pu terminer ce travail.

Le nom de Chu Chiu-paï a pour moi une résonance familière. Je demande donc à mes guides de m'en dire un peu plus long sur lui.

— C'était un éminent critique littéraire marxiste, répond le directeur du musée, et il collaborait si étroitement avec Lu Hsun que, dans leurs œuvres des dernières années, qu'ils publiaient tous deux sous des pseudonymes, il est pratiquement impossible de discerner ce qui revient à l'un et à l'autre.

— Mais Chu Chiu-paï n'était-il pas un membre important du parti communiste?

— Certainement, répond sans hésiter le directeur. Il a milité au Parti presque du jour où il fut créé et il est considéré comme un des principaux artisans de la renaissance culturelle en Chine.

— N'a-t-il pas été, un moment, secrétaire général du Parti?

La question semble provoquer une certaine confusion chez mes guides qui, avant de répondre, discutent entre eux.

— Il nous semble que oui, me dit-on enfin. Mais il est surtout respecté et célébré comme intellectuel marxiste et comme martyr du mouvement ouvrier chinois.

J'ai demandé des précisions : en vain. Mes guides répondaient sur la littérature mais non sur l'histoire du Parti.

Intrigué, je me suis donc renseigné sur Chu Chiu-paï, à qui avait incombé la tâche, particulièrement ingrate, de diriger le mouvement communiste au lendemain de la défaite de 1927 et j'ai rapidement compris pourquoi mes guides ne m'avaient donné que des réponses partielles : Partout, en Chine, Chu Chiu-paï est présenté de la même façon : grand critique marxiste, artisan de la renaissance culturelle, membre actif du P.C. depuis sa création, victime de la terreur blanche en 1935.

Mais qui donc dirigeait le Parti après le départ de Chen Tu-hsiu? Une note insérée dans les œuvres de Mao Tsé-toung et très certainement rédigée par lui, répond à cette question : « Après la défaite de la révolution, en 1927, une tendance aventuriste de gauche se développa au sein du Parti. Considérant la révolution chinoise comme une *révolution permanente*, les camarades aventuristes refusèrent de procéder à une retraite ordonnée et, s'appuyant sur un petit nombre de membres du Parti, ils tentèrent de déclencher dans tout le pays une série d'insurrections locales, qui n'avaient aucune chance de succès. »

Bien qu'il n'y soit pas nommé, il est clair que cette note vise Chu Chiu-paï. En effet, les termes « révolution permanente préconisée par Marx », figurent dans un de ses rapports au Comité central, présenté en novembre 1927 [1].

Cette omission est évidemment lourde de sens : Chu Chiu-paï a joué un rôle trop important dans la vie du Parti pour qu'on puisse, sans une raison impérieuse, le reléguer au rang de critique littéraire — même marxiste. Quelle est cette raison? Il est difficile de le dire avec certitude. Pour être courte, la période où Chu Chiu-paï régna sur le Parti n'en est pas moins une des plus tragiques. Trahis par leur allié de la veille (le Kuomintang), critiqués par le Komintern (Staline prétendait que ses directives n'avaient pas été dialectiquement interprétées par les Chinois), contraints de résister par les armes à la contre-révolution de Chiang Kai-chek, les communistes connaissaient alors un grand désarroi. Chu Chiu-paï a succédé à Chen Tu-hsiu non seulement parce que, après lui, il était le dirigeant le plus connu et le plus capable, mais aussi parce qu'il représentait, dit-on, l'aile gauche du Parti qui critiquait, depuis longtemps déjà, la ligne conciliatrice. Et Mao Tsé-toung, depuis 1924, depuis leur rencontre au Congrès constitutif du Kuomintang réorganisé, appartenait, semble-t-il, à la même tendance que Chu Chiu-paï et collaborait étroitement avec lui [2].

Appliquées dans des circonstances particulièrement difficiles, leurs thèses ne se vérifièrent pas. La prise de Nanchang, célébrée aujourd'hui, comme une grande victoire (on l'a vu plus haut)

---

1. « La révolution chinoise, disait Chu Chiu-paï, constitue un phénomène ininterrompu et de longue durée. Sa nature est conforme à celle de la « révolution permanente » préconisée par Marx. »
Chu Chiu-paï se référait évidemment à Marx pour éviter l'accusation de trotskysme, la théorie de la révolution permanente étant liée au nom de Trotsky. Cette précaution n'a pas suffi à le protéger.
Voir BENJAMIN I. SCHWARTZ : **Chinese Communism and the Rise of Mao**, p. 104, 105.

2. Selon STUART SCHRAM (**Mao Tse-tung**, Penguin Books, London, 1966), Mao était politiquement plus à droite que Chen Tu-hsiu pendant la période de Canton, et il préconisait une coopération étroite avec le Kuomintang, mieux implanté dans les campagnes que le P.C. Si on admet cette thèse (qui ne corrobore pas celles des historiens chinois), on doit constater que la nature de son opposition au secrétaire général était diamétralement différente de celle de Chu Chiu-paï. Mais cela ne saurait contredire les nombreux témoignages sur l'étroite amitié qui unissait ces deux hommes.

ne fut, en fait, qu'un succès très éphémère, sinon un demi-échec [1]. La nouvelle armée rouge tenta, en effet, de susciter des soulèvements semblables dans les autres régions contrôlées par Chiang Kai-chek, mais en vain. Elle s'empara de Swatow, qu'elle ne put tenir qu'une semaine, dut battre en retraite et fut dispersée. L'armée nationaliste de Chiang Kai-chek ne fut pas minée de l'intérieur, comme certains l'avaient prédit, et ne se désintégra pas. Chu Teh, suivi par quelques rares détachements, dut se réfugier dans les montagnes du Kiangsi.

« Le soulèvement de la récolte d'automne » dans le Hunan, autre fait d'armes vanté aujourd'hui, ne remporta pas non plus les succès escomptés. Mao Tsé-toung put transformer les associations paysannes de sa province en « soviets des campagnes » mais le mouvement ne fit pas tache d'huile. Les autres provinces ne bougèrent pas et la révolte hunanaise, laissée à elle-même, fit long feu. Mao n'eut donc, comme seule ressource, que de réunir ses plus fidèles partisans et de partir dans des régions moins accessibles. Ce n'est qu'en avril 1928 qu'il retrouva Chu Teh, sur la montagne de Ching-kang-shan où il établit, avec lui, sa première base territoriale fixe, à partir de laquelle ils espéraient rayonner.

Dans le même temps, la répression sévissait dans les villes où le Kuomintang organisait des syndicats « jaunes » et consolidait son pouvoir. Chu Chiu-paï fut donc obligé d'appeler les ouvriers à résister coûte que coûte. Il est probable, cependant, qu'il croyait aux succès de ses camarades dans les provinces et comptait sur eux pour soulager les centres urbains de la pression des partisans de Chiang Kai-chek. Dans ses rapports au Comité central il déclare qu'il veut coordonner la lutte armée des villes et celle des campagnes, ce qui explique, sans doute, qu'il ait tenté de lancer les ouvriers sur les barricades. Malheureusement, il n'y avait rien à coordonner. Les soulèvements provinciaux avaient échoué et quand, en décembre 1927, les ouvriers de Canton s'emparèrent de la ville, ils ne pouvaient espérer aucun secours de nulle part. Leur « Commune » n'était qu'un acte de désespoir et elle fut écrasée, dans le sang, au bout de trois jours [2].

---

1. A l'occasion du 35e anniversaire du soulèvement de Nanchang, le général Jacques Guillermaz a publié un brillant résumé de cet événement dans le numéro d'août 1962 du **China Quarterly** (Londres).

2. La plupart des historiens occidentaux affirment que l'insurrection de Canton fut déclenchée sur la demande expresse de Staline qui avait

La « Commune » de Canton n'est pas considérée actuellement comme une erreur et n'est pas de ces faits historiques sur lesquels on fait le silence. On glorifie ce sursaut populaire et on explique même qu'il était nécessaire pour signifier au pays tout entier la détermination communiste de se battre partout, dans les villes comme dans les campagnes. On ne peut donc imputer la « Commune » de Canton à Chu Chiu-paï, et il est, d'autre part, difficile de rendre celui-ci responsable des autres échecs de 1927 sans ternir la réputation de ceux qui s'enorgueillissent d'y avoir participé. On voit mal, enfin, quelle évidente erreur d'analyse politique marxiste on peut lui reprocher d'avoir commise dans cette série de catastrophes.

Reste qu'au début de 1928, le P.C. chinois était complètement désorganisé, démoralisé, presque sans avenir. Quelqu'un devait être rendu responsable de cet état de choses désastreux et ce ne pouvait être ni Staline ni le Komintern. La destitution de Chu Chiu-paï, au VI[e] Congrès du parti communiste chinois de juillet 1928, s'explique donc aisément. Remplacé par Hsiang, Chung-fa, un syndicaliste (le premier ouvrier à prendre en main le secrétariat du P.C.), Chu Chiu-paï fut chargé de représenter son parti au Komintern. Qu'on lui ait confié ce poste d'une importance capitale et qu'il ait failli, en 1930, redevenir secrétaire général du P.C. chinois prouve qu'il n'a, en aucune façon, été limogé à l'issue d'un violent conflit de tendance. Rien donc, dans son histoire, ne justifie ni n'explique que Chu Chiu-paï soit, officiellement, cantonné dans le domaine littéraire.

Cependant, c'est à cette époque que les communistes chinois durent prendre un nouveau départ et choisir un chemin bien à eux. Installés dans leur base de la montagne de Ching-kang-shan, Mao et Chu Teh proposaient une patiente conquête des campagnes qui, une fois réalisée, mènerait, à très long terme, à l'encerclement des villes qui tomberaient comme des fruits mûrs. Selon qu'on approuvait ou non cette stratégie, on se définissait politiquement.

---

besoin d'une victoire chinoise (même sans lendemain) au moment où s'ouvrait le XV[e] Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., au cours duquel Trotsky et ses partisans furent exclus du Parti. Cette thèse a d'abord été avancée par Trotsky lui-même, dans **Problems of the Chinese Revolution** (p. 291-92), et a été développée par certains de ses amis, comme Victor Serge. Elle s'appuie sur de nombreux témoignages concernant le rôle primordial joué, dans l'insurrection, par des envoyés spéciaux du Komintern, comme Heinz Neumann (lui-même exécuté par Staline dix ans plus tard).

Il est probable qu'elle ne séduisit pas Chu Chiu-paï. Certes, il devint, en 1931, ministre de l'Education dans le gouvernement maoïste de la République des Soviets du Kiangsi mais, lors de la Longue Marche, il se retira à Shanghaï pour reprendre, aux côtés de Lu Hsun, un combat purement culturel. Peut-être ne croyait-il pas au succès du plan maoïste, peut-être sa santé ne lui permettait-elle pas de participer à une entreprise aussi éprouvante, peut-être était-il trop attaché au monde des villes. Il n'a certainement rien fait qui puisse lui valoir d'être traité de « déviationniste » et de « mauvais marxiste », comme son prédécesseur. On a donc décidé, simplement, de ne le faire passer à la postérité que comme critique littéraire marxiste, ami de Lu Hsun et victime du Kuomintang [1].

6. *UNE LIGNE « MONSTRUEUSEMENT ABSURDE »*

— Le trait le plus remarquable de la dialectique du président Mao, c'est sa capacité de transformer de mauvaises choses en bonnes choses, m'a confié un professeur d'histoire à l'université de Changsha, ville où le président a vécu de nombreuses années et qui fut le théâtre d'événements décisifs pour sa carrière.

Nous allions visiter la maisonnette qu'il avait habitée en 1921 et qui porte le nom d' « Etang de l'eau claire », et nous parlions du conflit qui l'avait opposé à un autre Hunanais (lui aussi ancien de Changsha), Li Li-san.

— Mao Tsé-toung a donc compris, poursuit le professeur, que la raison principale de l'insuccès du soulèvement paysan en 1927 résidait dans le morcellement du pays, dans sa division en provinces quasi indépendantes, parce que gouvernées par des *war lords* qui leur imposaient des régimes fort divers. Ce manque d'unité était indiscutablement une mauvaise et même une très mauvaise chose, mais Chiang Kai-chek qui recherchait l'allégeance, au moins théorique, de ces seigneurs provinciaux ne songeait pas à y remédier. Le président Mao décida d'utiliser cette

1. En 1954 les Editions de la Littérature populaire publièrent les quatre volumes des œuvres de Chu Chiu-paï. Mais son **Histoire de la Révolution chinoise**, que certains historiens connaissent grâce à des microfilms, n'a jamais été rééditée. Remarquons également que Chu Chiu-paï n'avait que vingt-sept ans quand il était secrétaire général du P.C. et qu'il fut fusillé à l'âge de trente-six ans.

dispersion au profit de la révolution et d'en faire ainsi une bonne chose. C'est simple, a-t-il constaté, au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre de la province, le pouvoir local s'affaiblit, jusqu'à devenir, dans les zones frontalières entre provinces, pratiquement inexistant. C'est donc là que les communistes peuvent s'implanter et établir leurs bases.

« Sa tactique fut appliquée avec un succès remarquable. En 1928, les communistes n'avaient qu'une seule base, à la frontière du Kiangsi et du Hunan, près de la montagne de Chingkangshan. En 1930, ils avaient déjà dix bases similaires dans différentes régions frontalières entre provinces. La conception du président Mao était très originale et très bien adaptée au caractère tout à fait particulier de la Chine. En effet, dans les autres continents, et surtout en Europe, ce sont les zones frontalières qui sont les plus fortifiées et les plus difficiles à investir. En Chine, au contraire, c'était là que le nouveau régime pouvait s'installer le plus facilement. Après avoir pris pied dans ces régions, il fallait amplifier la propagande au cœur des provinces et consolider patiemment les positions acquises. Le président Mao expliquait que ce renforcement des positions exigeait évidemment la formation, partout, d'armées rouges car, en Chine, la lutte politique était étroitement liée à la lutte armée.

« Malheureusement, ni la tactique du président ni ses succès n'ont été correctement analysés par les dirigeants du Parti à Shanghaï. C'étaient des gauchistes et des subjectivistes. Pour eux les bases rurales ne présentaient pas grand intérêt car, prenant leurs désirs pour des réalités, ils voulaient la révolution tout de suite et dans le pays tout entier. Dès qu'ils apprirent que les armées rouges étaient en train de se développer, ils exigèrent qu'elles abandonnent leurs bases, se fondent en une force unique et s'emparent de grandes villes comme Changsha, Nanchang et même Wuhan et Shanghaï. Leur chef de file était Li Li-san et, c'est cette thèse aventuriste qu'on appelle la « ligne Li Li-san ».

Je hasarde que Li Li-san croyait peut-être que c'est la classe ouvrière et non la paysannerie qui constitue la principale force motrice de la révolution.

— Oui. Mais les meilleurs militants ouvriers se trouvaient précisément dans les bases des zones frontalières, répond le professeur, sans s'émouvoir. Il ne faut pas vous imaginer que ces bases étaient organisées par les paysans. Pas du tout. Ce sont les cadres prolétariens du Parti qui les ont établies, en

s'appuyant sur les paysans pauvres, qu'ils éduquaient en même temps qu'ils les dirigeaient. Je n'ai pas les chiffres bien en tête, mais je crois que les armées rouges comptaient au moins 30 % d'éléments ouvriers, venus des villes. Le président Mao a toujours dit que, conformément à la doctrine marxiste-léniniste, la révolution paysanne ne peut réussir que sous la conduite du prolétariat. Il n'y a donc jamais eu deux conceptions de la révolution, l'une ouvrière, incarnée par Li Li-san, et l'autre paysanne, incarnée par le président Mao. Il s'agissait simplement de choisir le moyen de réaliser pratiquement la révolution en Chine. La thèse de Li Li-san était subjectiviste et ne tenait pas compte des réalités; celle du président Mao était, au contraire, réaliste et découlait de sa connaissance profonde des caractères spécifiques de notre pays. Elle constituait un enrichissement de la doctrine marxiste-léniniste, tandis que celle de Li Li-san n'en n'était qu'une déviation.

En parlant nous sommes arrivés à la maison du Président : c'est une très modeste maison de deux pièces (assez humides) qui donnent sur un joli jardin intérieur. Deux portraits y sont accrochés qui nous ramènent à la discussion sur Li Li-san. L'un, c'est celui de Mao, jeune, extrêmement maigre, avec de longs cheveux noirs et un regard ardent et pénétrant, qui semble fixé sur un objet très lointain. L'autre, c'est celui de sa femme Yang Kai-hui : elle a un visage rond et reposé qui contraste violemment avec le visage de visionnaire de son mari.

La jeune femme qui fait visiter nous parle de Yang Kai-hui : elle était fille de Yang Chang-chi, un professeur de l'école normale de Changsha que Mao Tsé-toung respectait profondément. Elle fut étudiante à Pékin où elle épousa Mao. Communiste, elle militait à ses côtés. En 1922, elle mit au monde leur enfant unique Mao An-ying, qui, en 1950, fut tué en Corée [1] Yang Kai-hui ne put pas toujours suivre son mari dans ses luttes épuisantes. Elle vivait à Changsha où elle fut arrêtée et exécutée, en 1930, au cours de la terreur blanche qui suivit l'occupation éphémère de la ville par l'armée communiste, occupation ordonnée par Li Li-san — et nous voilà ramenés à lui.

Au grand musée de la ville, où j'espérais en apprendre davantage sur ces événements, une surprise m'attendait.

---

1. D'après le Pr Jerome Chên (**Mao and the Chinese Revolution**) cet enfant n'était pas unique. Selon lui, Mao aurait également eu une fille, mais dans la maison de Changsha, on n'en fait pas mention.

Ce qui se passa pendant l'été 1930 fut déterminant pour le caractère et pour l'orientation future du parti communiste chinois. Depuis ses défaites, il piétinait dans les villes. Intimidés par la répression, confrontés à des difficultés économiques accrues, les ouvriers ne répondaient plus aux appels à la révolution et les syndicats n'arrivaient pas à prendre un nouveau départ. Mais les communistes gardaient la conviction inébranlable qu'il s'agissait là de difficultés passagères, d'un « reflux momentané de la vague révolutionnaire » qui remonterait, le jour, peut-être proche, où les circonstances lui seraient plus favorables. Pour la direction du P.C. de l'époque, la classe ouvrière, chargée de la mission historique de construire l'ordre nouveau, ne pouvait émigrer dans les campagnes. C'est dans les usines, sur ses lieux de travail, au nom de son esprit collectiviste engendré par sa condition même, qu'elle devait faire la révolution. Les villes constituaient donc le seul terrain de la bataille communiste et les dirigeants du Parti ne pouvaient admettre la thèse qui donnait la primauté aux bases révolutionnaires établies dans de lointaines campagnes par quelques courageux camarades.

L'homme fort de cette direction du P.C. n'était pas son secrétaire général, l'ouvrier Hsiang Chung-fa, mais un intellectuel, formé en France, Li Li-san [1]. C'est lui qui, en 1925, avait dirigé le grand mouvement de protestation contre la fusillade du 30 mai et appris, sur le vif, comment un événement imprévisible peut remuer des masses apparemment apathiques. Depuis son retour d'U.R.S.S., où il avait séjourné trois ans, il était chargé de l'organisation et contrôlait, en fait, tout l'appareil du Parti. Il admettait difficilement l'existence des bases provinciales qui, isolées par leur éloignement, jouissaient d'une autonomie sans exemple dans un parti fondé sur le centralisme démocratique. Li Li-san décida donc d'utiliser le potentiel militaire accumulé dans ces bases pour secouer les villes et hâter, comme en 1925, le réveil de leurs prolétaires.

En juin 1930, il convoqua donc tous les chefs militaires rouges y compris Mao dans un village du Kiangsi et leur soumit son plan d'offensive générale dans le centre du pays. Les forces

1. Hunanais, comme Mao, Li Li-san a eu l'occasion de rencontrer son futur rival à Shangsha, longtemps avant la naissance du P.C. chinois. Mais leurs rapports ne furent jamais amicaux, comme Mao lui-même l'a déclaré à Edgar Snow. (Voir **Etoile rouge sur la Chine.**)

communistes devaient se concentrer en deux armées, conduites, respectivement, par Chu Teh et par Peng Teh-huai. A la première Li Li-san confia la tâche d'occuper Nanchang, à la seconde il fixa Changsha comme objectif. Après ces attaques-surprise, les deux commandants rouges devaient faire leur jonction sur le Yang-tsé, en encerclant Wuhan, le Chicago de Chine.

La tâche des attaquants devait être, en principe, facilitée par l'existence d'un autre foyer de guerre dans le Nord, où le général « chrétien » Feng Yu-Hsiang s'était rebellé contre Chiang Kai-chek. Les directives de Li Li-san étaient accompagnées d'une analyse politique de la crise généralisée du capitalisme, provoquée par la grande dépression et qui allait conduire, immanquablement, à la révolution mondiale [1]. Mao Tsé-toung, commissaire politique de l'armée de Chu Teh, n'était guère convaincu par ces arguments mais, pas plus que les chefs militaires, il n'avait les moyens de contester l'autorité de l'homme fort du Comité central. Les dés furent donc jetés.

A Nanchang, l'armée de Chu Teh se heurta à une résistance inattendue et ne put s'emparer de la ville. Celle de Peng Teh-huai réussit, en revanche, à déloger de Changsha le *war lord* hunanais Ho Chien. Le 29 juillet 1930, Li Li-san proclamait le gouvernement des Soviets de Chine dans cette première grande ville libérée par les armées communistes. « Quand la vague révolutionnaire monte, il suffit de trois jours pour organiser 90 millions d'hommes », affirmait-il avec optimisme. Mais trois mille ouvriers seulement assistèrent au grand meeting où il célébrait la victoire. « La coordination entre l'attaque de l'armée rouge et la lutte des masses à Changsha n'a pas été vraiment réalisée », constatait un mois plus tard le Comité central. Même si le succès militaire avait pu être assuré et exploité, ce qui ne fut pas le cas, l'apathie des ouvriers de la ville « soviétisée » infirmait absolument toutes les théories « urbanistes » de Li Li-san. La preuve était administrée que ce n'était pas la seule terreur blanche qui avait paralysé la classe ouvrière chinoise : même à Changsha, où elle pouvait se manifester librement, elle était restée dans l'expectative et, dans les autres villes, aucun mouvement de solidarité avec la République de Li Li-san ne se produisait non plus.

Cependant, le *war lord* Ho Chien était allé demander secours aux puissances étrangères et les bateaux de guerre américains,

1. Du moins si on s'en tenait à la ligne doctrinale qu'imposait, à l'époque, le Komintern.

anglais et japonais commencèrent, de la rivière Hsiang, à bombarder la ville. Même devant cette intervention directe des puissances impérialistes, le pays resta indifférent. Le 5 août, l'armée de Peng Teh-huai fut obligée d'évacuer Changsha, où la répression coûta la vie à 5 000 Rouges et « suspects » parmi lesquels la jeune femme de Mao Tsé-toung.

Pris dans l'engrenage qu'il avait déclenché, Li Li-san ne pouvait plus se borner à battre en retraite. Il ordonna à Chu Teh d'abandonner le siège de Nanchang, de se porter au secours de Peng-Teh-huai et, avec lui, de reconquérir Changsha. La bataille aux abords de la ville, reprit, avec une violence accrue, jusqu'au 13 septembre 1930. Ce jour-là Mao Tsé-toung et Chu Teh prirent la décision la plus difficile et la plus dangereuse de leur carrière : ils refusèrent d'obéir au Comité central du Parti et, de leur propre chef, ordonnèrent la retraite générale vers le Kiangsi. Peng Teh-huai approuva leur décision, mais un grand nombre de membres du Parti protestèrent et condamnèrent sévèrement leur initiative. A Shanghaï, Chen Tu-hsiu qui, bien qu'exclu du Parti, conservait un très grand prestige aux yeux de l'extrême gauche, les attaqua durement et déclara même que leur armée, composée de *lumpenprolétaires* et de déclassés de toutes les couches sociales, était indigne de représenter la vraie révolution. En osant tenter cette épreuve de force avec le Comité central, Mao et Chu risquaient l'exclusion du Parti : les communistes pardonnent difficilement la désobéissance aux ordres d'en haut. Mao et Chu, au contraire des *war lords*, ne pouvaient disposer comme bon leur semblait de leurs armées. Sans le mandat du Parti, leur combat n'avait plus aucun sens ni aucun avenir. Mais « nous n'avions pas le choix, expliqua plus tard Chu Teh à Agnes Smedley [1]. Toute autre décision aurait conduit à la destruction des forces vives de la révolution ».

L'énorme risque qu'osèrent prendre Mao et Chu Teh fut finalement payant : leurs troupes les suivirent sans tenir compte du blâme des grands chefs du Parti et la preuve fut faite qu'ils étaient plus populaires et plus écoutés que Li Li-san et les autres membres du Comité central. Aux abords de Changsha ils se firent quasiment plébisciter par ceux qui étaient prêts à se battre sous le drapeau rouge de la Révolution. Le Comité central, coupé

1. AGNES SMEDLEY : **The Great Road,** p. 279. C'est dans ce livre que nous avons trouvé le seul récit détaillé des opérations militaires de l'été 1930. Sur la situation politique à Changsha, HAROLD ISAACS (**The Tragedy of Chinese Revolution,** p. 330) donne des précisions intéressantes.

de la base ouvrière, comme les événements venaient de le démontrer clairement, et n'ayant aucune force à leur opposer, comprit que, s'il se séparait de Mao et de Chu, il risquait de devenir un groupuscule impuissant de conspirateurs clandestins. Ce fut donc Li Li-san et non Mao que l'on condamna, que l'on contraignit à démissionner et qui dut s'éclipser de la scène politique. Les dirigeants clandestins de Shanghaï gardèrent leurs titres, mais, dans le Parti, les maoïstes commençaient à prendre le pouvoir de fait et la décision essentielle de Mao Tsé-toung, mener le combat dans l'arrière-pays chaotique de la Chine morcelée, fut peu à peu acceptée par tous les communistes. Il était donc logique que Mao finisse par prendre la direction du Parti.

Je ne m'attendais pas à trouver des documents révélateurs au musée de Changsha (le didactisme actuel des exposés historiques semble pouvoir difficilement rendre compte d'événements aussi troubles et aussi complexes), mais je pensais que la prise de la ville, l'intervention des étrangers et la répression y seraient décrites et illustrées en détail. Ce n'est pourtant pas le cas. Certes, dans la masse de photos et de documents concernant les batailles et les répressions de l'époque, il y en a qui rappellent la prise de Changsha. Mais mes guides ne me les ont signalés que lorsque je leur ai demandé pourquoi l'événement était passé sous silence.

Cette surprenante discrétion n'empêche pourtant pas que soit condamnée sévèrement la « ligne de Li Li-san ». Personne n'accuse l'ancien leader de trahison ni de sabotage. De même que Chen Tu-hsiu, on le cite comme « exemple négatif », comme vivante illustration de ce qu'est le mauvais usage de la boussole marxiste. Mais Li Li-san est aussi l'un des rares leaders communistes vaincus qui a pu, vingt-cinq ans plus tard, présenter devant le VIII[e] Congrès de son parti (en 1956) sa version des événements. Imaginez Trotsky ou Boukharine prenant la parole, devant l'élite du parti soviétique, pour justifier leur action à l'époque héroïque : Leur discours ébranlerait bien des idées admises et bien des consciences, même s'il était prononcé d'un ton modéré et conciliant. Mais Li Li-san n'est pas — ou n'est plus — de la même trempe que ces deux hommes et son palmarès n'est pas comparable au leur. Ecoutons-le parler devant ses camarades :

— Comme vous le savez tous, j'ai été responsable de la seconde ligne opportuniste de gauche, qu'on appelle « ligne de Li Li-san ». J'avais été aussi un partisan actif de la première ligne opportuniste de gauche que le VI[e] Congrès du Parti avait très nettement

critiquée. Pourquoi donc, peu après le VI[e] Congrès, ai-je encore commis des erreurs semblables? La raison principale en est qu'à cette époque, bien qu'ayant reconnu, en paroles, mes erreurs putschistes, je ne m'étais pas débarrassé de cette idéologie. Je n'avais rejeté, reconnu et dénoncé que certaines erreurs évidentes, sans avoir procédé, du point de vue et selon les méthodes marxistes-léninistes, à une analyse en profondeur. (...) En même temps j'étais, plus follement que jamais, pénétré de l'esprit subjectiviste, qui croit toujours avoir raison et ne cherche pas la vérité en partant des faits. (...) Je prenais mes illusions subjectivistes pour la réalité. Je donnais des ordres selon ma fantaisie, sans réflexion ni scrupules, sans prudence ni modestie. J'ai lancé, dans les villes où la terreur blanche était la plus féroce, des appels continuels à la grève, à l'organisation de manifestations et de soulèvements, au lieu d'entreprendre, parmi les masses, le dur travail qui permet d'accumuler, peu à peu, les forces de la révolution. Dans les campagnes, au lieu de consacrer tous mes efforts à amener les masses paysannes à lutter pour la réforme agraire, à faire la guérilla et à établir, graduellement, des bases révolutionnaires, j'ai donné l'ordre aux troupes révolutionnaires, encore très inexpérimentées à l'époque, d'attaquer les centres urbains. De plus, alors que nous avions essuyé des revers sanglants et répétés, je n'ai toujours pas compris qu'il était temps de battre en retraite à marches forcées. Il en est résulté que les forces révolutionnaires ont subi de très lourdes pertes... Sur le plan de l'organisation, mon subjectivisme se manifestait par un sectarisme agressif. Non seulement j'étais incapable d'écouter les autres avec calme mais encore, à ma fantaisie, j'étiquetais « opportunistes » des camarades qui n'étaient pas de mon avis, créant ainsi à l'intérieur du Parti une atmosphère irrespirable. Nombre de cadres d'élite ont été sacrifiés à cause de cela. Le cas du camarade Yun Tai-jing, par exemple, reste pour moi un souvenir particulièrement douloureux : il travaillait alors à la section de propagande du Comité central, mais, parce qu'il avait désapprouvé mon comportement aventuriste, je le qualifiai de « conciliationniste » et l'éloignai de l'organisation centrale, en le nommant secrétaire du Comité d'arrondissement de Shanghaï-Est. Comme il connaissait mal la situation de Shanghaï-Est et qu'il était fort myope, il tomba aux mains des policiers qui arrêtaient, en pleine rue, tous les passants pour les fouiller. Il fut jeté en prison et ensuite dénoncé par un traître. Ce fut ainsi qu'il mourut... Je ne vous rappellerai pas le détail de tous mes

actes, qui, à l'époque, portèrent effectivement préjudice à la révolution. Inutile aussi d'expliquer longuement les prétendus « points de vue » et « théories » de la monstrueusement absurde ligne Li Li-san : nombre de camarades les connaissent bien [1]. »

Si l'histoire n'avait pas confirmé les thèses de Mao, en rébellion contre lui, Li Li-san aurait peut-être su analyser, avec plus de nuances, ses conceptions politiques d'alors. Il ne nous appartient pas de critiquer sa libre confession : les Chinois, nous le verrons encore, ont une manière de pratiquer la critique et l'autocritique qui nous laisse sans voix.

Pour eux, lorsque les adversaires d'autrefois sont aujourd'hui parfaitement d'accord sur ce qui était bien et ce qui ne l'était pas, une discussion approfondie des événements n'est ni nécessaire ni utile. La bataille de Changsha, en 1930, a été décisive pour les communistes chinois, mais elle leur a coûté très cher en vies humaines et a provoqué beaucoup de déchirements pénibles. Pour ne pas remuer tous ces cadavres et tous ces déplaisants souvenirs, on glisse sur les détails et on se borne à apprendre aux jeunes Chinois ce que fut l'issue de ce conflit de tendances.

7. « *LA FRACTION DU POUVOIR REEL* »

Les maoïstes connurent leur premier triomphe le 7 novembre 1931. Ce jour-là, dans une petite bourgade de la province du Kiangsi, à Juichin, la République soviétique chinoise fut proclamée et Mao Tsé-toung en devint président. L'armée qui l'avait suivi dans la retraite de Changsha avait reconquis et renforcé les bases rurales chères à Mao. Eparpillées dans les zones frontalières de plusieurs provinces du Sud-Est, elles constituaient déjà,

1. Après son éclipse, en janvier 1931, Li-Li-san a travaillé sous la direction de Wang Ming, qui, selon ses paroles, l'a « tyrannisé comme une belle-mère peut tyranniser sa belle-fille ». Jusqu'en 1945, il a occupé, à Moscou, des postes secondaires. C'est là qu'il a appris, à sa vive surprise, son élection au Comité central, issu du VII[e] Congrès du Parti. Après son retour en Chine, il a occupé des fonctions importantes en Mandchourie, puis au sein de la Fédération des syndicats de Chine et il a même été ministre du Travail du premier gouvernement de la Chine populaire. Au moment du VIII[e] Congrès du Parti il n'était pourtant plus que sous-directeur de la section de l'Industrie et des Communications du Comité central. Son discours est publié dans le II[e] volume du **Recueil de documents du 8[e] Congrès du P.C. de Chine** (Pékin, 1956).

selon les estimations actuelles, plus d'un sixième du territoire national et étaient solidement défendues par une armée rouge en pleine croissance [1]. On ne sait pas exactement quel était, à l'époque, le nombre des habitants des districts communistes, dits « stables », mais il devait être très important à en juger par l'inquiétude manifestée par la presse nationaliste, devant l'inefficacité des opérations de « nettoyage » menées par les armées de Chiang Kai-chek.

On ne comprend pas non plus très bien comment ces bases, séparées les unes des autres par de vastes régions « blanches » communiquaient entre elles, surtout lorsqu'on songe à l'extrême précarité des moyens de transports chinois, mais le fait est qu'elles communiquaient, et si bien qu'elles ont même estimé nécessaire de s'unir plus étroitement en se donnant une direction et une législation communes. Le premier congrès panchinois des Soviets fut convoqué à cette fin et c'est lui qui choisit, symboliquement, le jour du 14e anniversaire de la Révolution bolchevique, pour annoncer la naissance de sa sœur cadette chinoise.

Les documents sur cette journée mémorable ne manquent pas dans les musées actuels. Ils attestent que Mao Tsé-toung a été l'inspirateur, l'organisateur et le chef de la seconde République communiste de l'histoire et c'est lui, tout jeune, avec ses longs cheveux noirs et ses sourcils légèrement froncés, qui occupe la place d'honneur sur les photos commémoratives. C'est sa signature qui figure au bas de la Constitution de la Chine soviétique, rédigée sans doute par lui-même, et adoptée à l'unanimité par le Congrès de Juichin.

A ses côtés se tient toujours son souriant et presque hilare, *alter ego* militaire, Chu Teh, commandant en chef de l'armée rouge. Car Mao, bien que stratège et théoricien de la guerre de guérilla, n'a jamais porté l'uniforme et n'a jamais eu de grade. Il incarnait, au contraire, la suprématie du pouvoir civil sur les militaires (qui, pour les communistes, est une règle fondamentale), mais il s'entendait si bien avec Chu Teh qu'à l'époque on les considérait presque comme les deux exemplaires d'une même personne et qu'on parlait communément du régime Mao — Chu ou même du régime Chu — Mao.

---

1. Un graphique énorme, à l'entrée de la salle réservée à la **Deuxième Guerre civile révolutionnaire**, au musée de la Révolution à Pékin, illustre l'extraordinaire croissance de l'armée rouge chinoise: 1928, 10 000 hommes; 1929, 22 000 hommes; 1930, 62 000 hommes; 1931, 145 000 hommes; 1932, 170 0000 hommes; 1933, 300 000 hommes.

Mao et son équipe ne voulaient pas seulement organiser et défendre les bases rouges. Pour s'en convaincre il suffit de relire la constitution promulguée à Juichin qui constitue un appel et une promesse au pays tout entier, beaucoup plus encore qu'une série de lois, immédiatement applicables. Bien qu'il sût que son autorité ne s'étendait sur aucune ville importante et n'était reconnue par aucune puissance étrangère, Mao n'en a pas moins établi une législation du travail pour la grande industrie, limitant la journée de travail à huit heures (six heures pour les jeunes gens de seize à dix-huit ans), et accordant à tous les ouvriers un repos hebdomadaire ininterrompu de quarante-deux heures au moins. Le commissariat du peuple, chargé des questions du travail, devait fixer tous les six mois les salaires minimaux et ratifier les contrats collectifs dont la durée ne devrait pas excéder un an [1].

Dans un document annexe, Mao définissait également sa politique à l'égard des entreprises étrangères : « Afin d'assurer la pleine indépendance de la Chine, tout ce qui se trouve actuellement entre les mains des impérialistes (concessions, douanes, banques, chemins de fer, sociétés de fret, mines et usines) sera nationalisé. Les industriels étrangers pourront cependant continuer à produire à condition qu'ils observent rigoureusement les lois du gouvernement soviétique. »

Quant aux entreprises des capitalistes chinois, elles ne seront pas immédiatement nationalisées mais elles seront placées sous le contrôle des comités d'entreprises et des syndicats. Seules les usines des contre-révolutionnaires coupables de sabotage seront confisquées et transformées en coopératives ou transmises aux organismes du pouvoir soviétique qui combattra « avec la dernière énergie » la spéculation et les ententes visant à établir des prix monopolistiques. Les soldats rouges, les ouvriers et la population pauvre des villes et des campagnes seront totalement exemptés de l'impôt que seule paiera la bourgeoisie. La loi libère également les travailleurs et les pauvres de toutes leurs dettes.

---

1. L'article 21 prévoyait même les huit jours fériés de l'année; le 1er janvier; le 21 janvier, anniversaire de la mort de Lénine; le 7 février, anniversaire de la fusillade, par les militaires, des ouvriers du chemin de fer Pékin-Hankow; le 18 mars, anniversaire de la Commune de Paris; le 1er mai, fête internationale du travail; le 30 mai, anniversaire des événements de 1925 à Shanghaï; le 7 novembre, anniversaire de la révolution prolétarienne en U.R.S.S. et de la formation de la République soviétique chinoise; le 11 décembre, anniversaire de l'insurrection de Canton.

Les seules lois applicables dans l'immédiat étaient évidemment celles qui concernaient la réforme agraire et le « Règlement sur les privilèges de l'armée rouge ouvrière et paysanne ». La terre des *landlords* devait être purement et simplement confisquée, tandis que celle des paysans riches devait être redistribuée mais pas dans sa totalité : les riches étaient autorisés à conserver assez de terres pour nourrir leur famille. Les combattants de l'armée étaient prioritaires dans l'allocation des terres disponibles et toute la population — à commencer par les cadres politiques — devait aider, de son travail, les familles des soldats absents. La loi prévoyait deux jours de travail manuel obligatoire pour les cadres.

Enfin, dans une résolution concernant l'armée rouge il était dit : ... « Le Congrès exhorte les organisations ouvrières des régions non-soviétiques à envoyer régulièrement, dans les rangs de l'armée rouge, les ouvriers révolutionnaires. Ce n'est qu'à condition d'augmenter le pourcentage des ouvriers industriels et agricoles servant dans nos rangs, d'activer le travail des sections politiques et des militants du Parti, de raffermir les organisations du Parti et des Jeunesses communistes dans l'armée rouge que l'on peut en assurer la direction prolétarienne. »

Cette déclaration-programme lancée au pays aurait dû, en bonne logique, être signée par les dirigeants suprêmes du Parti, qui se proposait de l'appliquer. On aurait pu croire également, qu'après l'effacement de Li Li-san et la mort tragique du secrétaire général Hsiang Chung-fa (assassiné à Shanghaï par la police du Kuomintang, le 21 juin 1931), le pouvoir au sein du P.C. allait, presque automatiquement, revenir à Mao Tsé-toung, son chef le plus influent et le plus populaire. Mais le mécanisme interne de l'univers communiste, toujours régi par le Komintern, n'obéissait visiblement pas à la logique.

A l'hôtel Lux, de Moscou, où siégeait l'élite de l'Internationale, Mao Tsé-toung n'avait guère de poids. Certes, son nom et sa carrière y étaient connus, la preuve en est que l'*Inprecorr* (bulletin officiel du Komintern) ayant publié, par erreur, le 20 mars 1930, la nouvelle qu'il était mort de tuberculose, lui consacrait une louangeuse notice nécrologique ! [1]. Mais Mao n'avait probablement pas de contacts avec le Komintern et ne pouvait donc pas compter sur son aide pour assurer sa promotion

1. **Inprecorr**, vol. 10, n° 14, mars 1930, Moscou. Signalé par BENJAMIN SCHWARZ (**op. cit.**).

dans les organismes dirigeants du P.C. chinois. Staline ne l'a jamais rencontré, il ne l'avait pas lu et c'était d'ailleurs réciproque : à en croire Chen Po-ta, c'est seulement en 1937 que Mao a commencé à étudier les œuvres de Staline [1].

Les délégués du Komintern auprès du parti chinois, comme Mif ou Losovski, s'appliquaient donc à faciliter la carrière d'hommes qu'ils connaissaient mieux et qui offraient plus de garanties d'orthodoxie. Avec leur appui, un groupe connu sous le nom des « 26 Bolcheviks » et composé de militants formés à Moscou, prit en main, en 1931, les destinées du Comité central chinois. Deux hommes se détachaient de ce lot : Wang Ming (Chen Shao-yu) et Po Ku (Chin Pang-hsien). C'était ce tandem qui détenait officiellement le pouvoir et qui, en principe, décidait de la politique à suivre.

Rien ne permet d'affirmer que le Congrès de Juichin ait été organisé à leur insu ou contre eux, mais on constate que ni l'un ni l'autre ne s'est vu confier un poste quelconque dans la nouvelle République maoïste. On ne leur a même pas accordé de titres honorifiques comme leur rang dans le Parti aurait justifié, sinon imposé, de le faire. Des historiens étrangers en ont conclu que tout n'allait pas pour le mieux entre Mao et les dirigeants bénis par le Komintern et ils ont même baptisé les hommes de Juichin, « la fraction du pouvoir réel [2] ».

Les Chinois d'aujourd'hui refusent absolument l'idée qu'il y eut conflit, ouvert ou latent, entre les clandestins de Shanghaï et les promoteurs de la République soviétique de Juichin, et ils affirment : « Il n'y a jamais eu de factions dans notre Parti et le camarade Mao Tsé-toung serait le premier à condamner ceux qui en organiseraient une. » Bannissons donc ce terme inadmissible pour des communistes « monolithistes » et bornons-nous à remarquer qu'à partir du 7 novembre 1931, Mao Tsé-toung exerça le pouvoir réel sur un sixième du territoire chinois, qu'il eut sous ses ordres une armée de 145 000 hommes qui devait bientôt doubler ses effectifs, mais qu'au sein de son Parti il n'était que le numéro 6 ou 7.

S'ils n'expliquent pas très clairement les raisons de cette curieuse situation, mes interlocuteurs chinois admettent aisément qu'elle était préjudiciable à la jeune république maoïste et

1. CHEN PO-TA : **Stalin and the Chinese Revolution** (Pékin, 1953).
2. La paternité de cette expression revient à Benjamin Schwarz.

au Parti, car Wang Ming et Po Ku étaient de médiocres marxistes et leurs directives politiques étaient aussi mal adaptées à la réalité du pays que celles de leurs malheureux prédécesseurs. Les communistes ont, une fois de plus, payé chèrement « les erreurs de la troisième déviation gauchiste de la direction du P.C. chinois ».

En effet, deux mois avant la proclamation de Juichin, un événement capital pour l'évolution du pays se produisit : les Japonais envahirent la Mandchourie. Chiang Kai-chek refusa de les affronter en rase campagne ou même de leur déclarer la guerre. Il ordonna au *war lord* du Nord-Est d'abandonner son fief, dans l'espoir, sans doute, que ce sacrifice territorial suffirait à calmer les appétits japonais. Il était trop préoccupé par les succès des Rouges sur ses arrières pour pouvoir envisager une guerre contre la plus grande puissance militaire d'Asie. Son mot d'ordre était donc : « Nettoyage d'abord, résistance ensuite. »

Mais ce « nettoyage » n'était pas facile à opérer au moment où les Japonais, encouragés par la pusillanimité de Chiang Kai-chek, attaquaient Shanghaï. C'était le 28 janviers 1932. La XIX[e] armée nationaliste du général Tsai Ting-kai leur résista courageusement pendant plus de deux mois et la Chine fut bouleversée par son héroïsme [1]. La politique du gouvernement du Kuomintang qui accordait toujours la priorité à la lutte contre les bases communistes, devenait chaque jour plus impopulaire et inquiétait même les puissances occidentales. Ainsi la Commission d'enquête de la Socité des Nations fut amenée à critiquer presque ouvertement Chiang Kai-chek :

« Pendant l'été 1932, le gouvernement de Nankin décida de grandes opérations militaires pour écraser définitivement le soulèvement des Rouges. Les opérations commencèrent. Elles devaient être accompagnées d'une complète réoganisation sociale et économique des territoires reconquis. Cependant aucun résultat appréciable n'a été obtenu [2]. »

Cet isolement progressif de Chiang Kai-chek permettait de

1. Selon EVANS F. CARLSON : **The Chinese Army,** Institute of Pacific Relation, New York, 1940, p. 18, le général Tsai Ting-kai avait reçu de Nankin l'ordre d'abandonner la ville sans combat mais les Japonais attaquèrent au moment où il l'exécutait et l'obligèrent à se battre. Voir également : EDGAR SNOW : **Far Eastern Front,** New York, 1933, p. 221.

2. Cet extrait du rapport Lytton, m'a été fourni à Pékin sans précisions sur la date de sa publication.

grands espoirs aux communistes, partisans de la guerre antijaponaise. Mais l'équipe Wang Ming - Po Ku, était incapable de le comprendre. Son sectarisme était même tel, qu'elle refusa de négocier avec les chefs de la XIX[e] armée qui s'étaient révoltés à Fukien, contre la politique défaitiste du gouvernement de Nankin. Considérant tous les non-communistes comme suspects, Wang Ming et Po Ku accusèrent les rebelles de tendances sociales-démocrates et permirent à Chiang Kai-chek d'anéantir la patriotique XIX[e] armée au cours d'un combat qu'elle mena seule.

La myopie politique des « déviationnistes de la direction » se manifesta, encore plus nettement, en 1934, lors de la cinquième offensive de Chiang Kai-chek contre la République de Juichin. Ne comprenant pas que le généralissime nationaliste, conseillé par de grands stratèges allemands comme von Seckt, jetait dans la bataille des forces énormes, Wang Ming et Po Ku, préconisèrent une défense statique et imposèrent à l'armée rouge une série de batailles meurtrières [1]. Pour éviter la défaite, Mao Tsé-toung prit alors sa décision historique d'abandonner les provinces du Sud et, après une série de manœuvres déroutantes pour les assaillants, réussit à briser l'encerclement avec le gros de ses troupes pour les conduire, par la Longue Marche, vers le

1. La version actuelle des méfaits de « la troisième déviation de gauche » ne semble pas coïncider tout à fait avec l'explication de ces mêmes événements qu'a fournie, en 1936, Mao Tsé-toung à Edgar Snow. A cette époque Mao disait : « Nous avons commis deux erreurs importantes pendant cette période. La première fut de ne pas nous unir à l'armée de Tsai Ting-kai, lors de la rébellion de Fukien en 1933. La seconde fut d'adopter la stratégie erronée de la simple défense et l'abandon de notre ancienne tactique de manœuvre. C'était une grande faute de se mesurer aux forces très supérieures de Nankin dans une guerre de position, guerre dans laquelle l'armée rouge n'excellait ni techniquement ni moralement. Ces erreurs, la tactique et la stratégie appliquées pendant cette campagne, jointes à l'écrasante supériorité numérique et technique des forces du Kuomintang, obligèrent, en 1934, l'armée rouge à rechercher un changement de ses conditions d'existence au Kiangsi, conditions qui empiraient rapidement. En second lieu, la situation politique nationale pesa sur la décision de déplacer vers le nord-ouest le principal théâtre des opérations... En janvier 1934, le 2[e] Congrès panchinois des Soviets fut convoqué à Juichin, la capitale soviétique, et il examina les réalisations de la révolution... Peu après, on prépara la Longue Marche. Elle commença juste un an après le début de la dernière campagne lancée par Chiang Kai-chek — un an de combats presque continuels, qui causèrent de part et d'autre des pertes énormes. »
Voir : EDGAR SNOW : **Etoile rouge sur la Chine,** p. 152-153.

nord-ouest du pays[1]. En octobre 1934, après presque trois ans d'existence, la République maoïste du Sud-Est se transforma en une sorte de République nomade, en déplacement à travers les provinces chinoises. Tous les leaders du Comité central, installés à Juichin depuis janvier 1933, participaient à cette marche, mais personne n'avait plus de contacts avec Moscou. Tout devait être réglé sur place, y compris les questions de hiérarchie au sein du Parti.

Trois mois après le départ de Juichin, dans les montagnes de la province du Kweichow, ce problème fut réglé une fois pour toutes. Le 6 janvier 1935, le Bureau politique élargi, réuni à Tsunyi, élut Mao Tsé-toung à la présidence du P.C. chinois, poste qu'il occupe toujours. Cette année la Chine a célébré avec éclat le trentième anniversaire de cet événement. Des timbres commémoratifs, d'une grandeur exceptionnelle, ont été émis : du sommet d'une montagne, Mao contemple le chemin de l'avenir. A côté de lui se tient Lin Piao, actuel ministre de la Défense, qui explique ses plans des batailles futures. Derrière eux, quelques soldats brandissent des drapeaux rouges. Ce timbre a eu un succès énorme. Au mois de février, cinq semaines après son émission, j'ai vu, à Pékin, des hommes et des femmes faire la queue pour l'acheter et le ranger pieusement, comme une photo de famille.

Il était inutile de demander à mes interlocuteurs chinois si, à leur avis, la situation géographique de Tsunyi, cette bourgade perdue dans les montagnes et sans moyens de communication avec Moscou, pouvait avoir une influence quelconque sur l'issue de la conférence historique[2]. Le Komintern étant pour eux, comme je l'ai déjà dit, un « non-être », ma question aurait paru absurde ou inutilement provocatrice. Notons, toutefois, que Mao, dans un discours (non publié dans ses œuvres complètes) a dit du Komintern qu'après 1935 il n'était plus jamais intervenu dans les affaires intérieures du parti chinois[3]. L'arrivée

1. Selon ROBERT NORTH (dans **Moscow and the Chinese Communists**) Mao ne prit cette décision capitale qu'après en avoir référé à Moscou — et on peut même douter que ce soit Mao qui l'ait prise, puisqu'il n'était pas encore à l'époque le numéro 1 de son parti.

2. C'est la thèse, entre autres, de JOHN KING FAIRBANK : **The United States and China,** Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1962, p. 234.

3. Ce discours, prononcé le 26 mai 1943 à Yenan, pour commenter la dissolution de la III[e] Internationale, figure dans le livre de STUART GELDER : **The Chinese Communists**, Gollancz, London, 1946, p. 169.

de Mao à la direction suprême du P.C. a donc coïncidé avec l'assagissement de l'Internationale qui n'aspirait plus à diriger et à conseiller les camarades chinois.

Après la conférence de Tsunyi, Mao Tsé-toung prit donc le pouvoir et fit faire à ses troupes l'extraordinaire et victorieuse Longue Marche, au terme de laquelle elles arrivèrent dans le Nord-Ouest, dans la province du Shensi. Edgar Snow a établi, sobrement, l'impressionnant bilan de ce prodigieux fait d'armes dans *Etoile rouge sur la Chine.* Citons-le : « ... Il y eut en moyenne en un point quelconque, une escarmouche par jour et parfois quinze jours entiers de bataille rangée. Sur un total de 368 jours, 235 se passèrent en marches de jour et 18 en marches de nuit. Sur les 100 jours d'arrêt, 56 se passèrent en escarmouches. Restent 44 jours de repos pour une distance de 8 000 kilomètres, soit, en moyenne, un jour de repos pour 230 kilomètres de marche. L'étape quotidienne était d'environ 71 *li,* soit près de 39 kilomètres. C'est une allure fantastique pour une grosse armée avec son intendance, surtout si l'on pense qu'elle avançait sur un des parcours les plus périlleux du globe. Les Rouges franchirent 18 chaînes de montagnes (dont 5 sont couvertes de neiges éternelles) et 24 cours d'eau importants. Ils foulèrent le sol de 12 provinces différentes, occupèrent 62 villes, bousculèrent les armées de 10 chefs de guerre provinciaux, sans compter les différents contingents du Gouvernement central envoyés contre eux, contingents qu'ils mirent en déroute, auxquels ils échappèrent ou dont ils déjouèrent les plans. Ils entrèrent dans six districts différents peuplés de minorités nationales, les traversèrent avec succès et pénétrèrent dans des territoires où aucune armée chinoise n'avait pénétré depuis des dizaines d'années [1]. » L'histoire militaire mondiale ne connaît pas d'autre exemple d'une armée parcourant à pied une distance pareille dans des délais aussi courts, m'a affirmé mon guide au musée de la Révolution de Pékin. Il aurait pu, pendant des heures entières, me raconter tous les détails de cette épopée : car elle a été chantée et illustrée par les meilleurs écrivains et peintres du pays. Tout Chinois connnaît l'histoire de la prise du pont de la rivière Tatu ou celle de la traversée des montagnes hantées où jamais personne n'avait osé se risquer. Ces obstacles ont été franchis par Mao et ses partisans et, grâce

1. EDGAR SNOW : **Etoile rouge sur la Chine.**

à eux, la révolution communiste en Chine a pu prendre un nouveau départ.

Les victimes furent nombreuses. L'armée maoïste fut, à la lettre, décimée. Trente mille hommes seulement parvinrent au terme du voyage. Mais ces survivants étaient d'une trempe telle que rien n'était trop dur pour eux. Au cours de la Longue Marche, Mao a forgé les cadres d'élite de la Chine communiste. Ils auraient pu être formés à une école moins rude et moins sanglante mais aucune, mieux que celle-ci n'aurait pu développer à ce point leur sens de la solidarité et de la camaraderie. La stabilité de l'équipe maoïste est en grande partie assurée par le souvenir des épreuves terribles de la Longue Marche.

Un soir, à Pékin, on nous a projeté un film en couleur sur la vie d'un détachement de l'armée rouge chinoise pendant la Longue Marche. Ce film a été réalisé en studio avec un grand souci de fidélité, pour pallier l'absence totale de documents cinématographiques pris sur le vif. Il est aussi réussi que peut l'être une reconstitution, vingt-cinq ans après l'événement et m'a paru très émouvant. Aucun leader politique n'y figure et même le nom de Mao y est rarement prononcé. C'est un film à la gloire des simples combattants.

8. *DU TROU DE RENARD A LA COLLABORATION TROUEE*

Au IX^e^ siècle, sous la dynastie des Tang, Sian était une des plus grandes villes du monde (deux millions d'habitants, dit-on) et jouissait d'une grande prospérité parce quelle se trouvait sur la route de la Soie qui reliait la Chine au Moyen-Orient et à l'Europe. Les empereurs Tang étaient connus pour leur tolérance et leur largeur d'esprit. L'un d'eux envoya Hsuan Tsang, un de ses sujets particulièrement doué, étudier le bouddhisme en Inde et, dix-sept ans plus tard, construisit pour lui une splendide pagode, haute de 80 mètres qu'on appelle la « Grande Pagode des Oies sauvages ». C'est là que Hsuan Tsang traduisit, pendant dix-neuf ans, les textes qu'il avait rapportés de son voyage et qui devaient introduire le bouddhisme en Chine. Le bouddhisme n'est pas la seule religion étrangère qui bénéficia de la tolérance impériale. Les nestoriens, hérétiques chrétiens, et les judaïstes étaient également autorisés à propager leur foi. Des monuments et des sculptures splendides témoignent du haut niveau culturel de Sian, à cette époque.

Mais Ming Huan, le septième empereur Tang (847-859) était rongé par un grave souci : sa belle favorite, Yang Kwei-fei, ne riait jamais. A 25 kilomètres de la ville, à Lintung, il y avait un magnifique étang, le Huan Chin, situé au pied de la montagne Li-San d'où jaillissait une source sulfureuse chaude. L'empereur construisit là un palais, le « Palais de la neige flottante », ainsi nommé parce que, au printemps, la neige de la montagne venait glisser sur les eaux de l'étang. Ce cadeau impérial n'arracha pas un sourire à la triste Yang Kwei-fei. Pour la dérider, Ming Huan imagina alors d'organiser le simulacre d'une attaque populaire contre le palais. En voyant les malheureux assaillants détaler devant les gardes impériaux, la favorite, enfin, éclata d'un grand rire. Depuis le palais est appelé « Palais du rire qui fit perdre l'empire » : en effet, peu de temps après ce faux assaut, le peuple attaqua, pour de bon, le palais, et les gardes, pensant qu'il s'agissait encore une fois d'un jeu, ne résistèrent pas aussi fermement qu'il aurait fallu : l'empereur et sa favorite payèrent de leur tête leur douteuse plaisanterie [1].

Aujourd'hui, on ne visite pas Lintung pour y admirer quelques rares vestiges du passé (comme la baignoire de Yang Kwei-fei). Le palais impérial et ses dépendances ont été ravagés et incendiés une dizaine de fois et ce qu'on a reconstruit à la place est sans beauté et ne mérite pas un voyage. Si l'on vous emmène à Lintung et si l'on vous y raconte les mésaventures de l'empereur Ming Huan c'est pour vous préparer au récit d'événements beaucoup plus récents qui confirmèrent que Lintung ne portait pas bonheur aux puissants du jour. C'est en effet ici que, dans la nuit du 11 décembre 1936, le généralissime Chiang Kai-chek fut arrêté par les officiers « patriotes antijaponais. » Après cet épisode, que tout le monde connaît comme « l'Incident de Sian », Chiang dut s'incliner devant la volonté populaire et accepter l'idée maoïste de front national.

Un an plus tôt, les communistes avaient planté leur drapeau dans le Nord-Ouest et le gouvernement de Nankin avait confié la tâche « d'exterminer les hordes rouges » au « jeune maréchal » Chang Hsueh-liang. Celui-ci, ancien *war lord* de Mandchourie,

1. L'histoire de Ming Huan et Yang Kwei-fei est bien plus complexe que ce résumé discutable ne le laisse entendre. En fait, elle est considérée comme un classique, et a inspiré un grand nombre d'œuvres scéniques et littéraires dans l'ancienne Chine et même à l'étranger. Mais nous ne tenions pas à la discuter avec les guides de Lintung, visiblement plus compétents en politique qu'en histoire.

ne s'était jamais consolé de la perte de son fief occupé par les Japonais et, avec son armée de Tung-pei (Nord-Est), il rêvait d'un retour au pays natal [1]. Son influence s'étendait aussi sur les troupes du général Yuang Hu-cheng qui devaient l'épauler dans la lutte contre les maoïstes, mais personne n'était très chaud pour se battre ; la campagne anticommuniste ordonnée par Chiang Kai-chek était donc mollement menée.

Les sentiments antijaponais du « jeune maréchal » l'amenèrent même à donner asile, à Sian, à tous ceux qui étaient persécutés par Chiang Kai-chek pour avoir lancé des appels à l'union nationale et demandé la fin de la guerre civile. La situation devint paradoxale au point que certains leaders communistes, parmi les plus recherchés par le gouvernement de Nankin, habitaient, en toute sécurité, les appartements privés du chef « de la campagne pour l'extermination des bandits rouges [2]. »

Alarmé par ces nouvelles, Chiang Kai-chek décida de venir personnellement à Sian pour remettre les choses en ordre. Soupçonneux de nature, il se méfiait de ces généraux qui commandaient une armée de 150 000 hommes. Bien qu'il fût leur hôte, il leur signifia qu'il veillerait lui-même à sa sécurité : il fit investir Sian par des commandos de sa police secrète et fit évacuer

---

1. Chang Hsueh-liang était le fils d'un des personnages les plus représentatifs de la Chine en décomposition : Chang Tso-lin. Simple bandit, à l'origine, il sut organiser une véritable armée et devint **war lord** du Nord-Est. Depuis 1911, il régnait en maître sur la Mandchourie, et, avec l'appui d'autres **war lords,** aspirait même à régner sur la Chine tout entière. Ses troupes franchissaient souvent la Grande Muraille pour aller occuper Pékin. En 1925, elles allèrent même jusqu'à Shanghaï. Chang Tso-lin, bien que protégé par les Japonais, se trouvait parfois en conflit avec eux : lorsqu'en juin 1928, son train personnel sauta sur une mine, beaucoup virent dans cet attentat la main des Japonais. Son fils Chang Hsueh-liang n'avait alors que vingt-sept ans et était connu surtout pour son goût de l'opium. Pourtant, il prouva qu'il avait en lui des ressources insoupçonnées. Il se rallia au gouvernement de Nankin et écrasa la faction japonaise de Mandchourie. En 1930, il aida Chiang Kai-chek dans sa guerre contre le « général chrétien », Feng Yu-hsiang. Malgré cela, le gouvernement de Nankin ne vint pas à son secours, lorsqu'un an plus tard, les Japonais envahirent la Mandchourie. Chang Hsueh-liang accepta donc de retirer son armée du Nord-Est et partit pour l'Europe où il se fit désintoxiquer et où ses sentiments antijaponais le rapprochèrent des milieux antifascistes. A son retour à Sian il eut de multiples contacts, souvent même amicaux, avec les communistes.

2. Voir EDGAR SNOW : **Etoile rouge sur la Chine,** p. 35; également AGNES SMEDLEY : **Battle Hymn of China,** Knopf, New York, 1943, p. 133-151.

tous les villages voisins de Lintung, où il avait choisi de s'installer pendant son séjour dans le Nord-Ouest. De mémoire d'homme, on n'avait jamais vu quelqu'un prendre des précautions aussi extraordinaires. « Et aussi inefficaces », ajoute, avec satisfaction, le camarade directeur de la station de Lintung.

Chiang Kai-chek arriva à Sian le 7 décembre 1936 et, le jour même, une puissante manifestation antijaponaise eut lieu. Très contrarié, le généralissime se retira à Lintung et somma le « jeune maréchal » de faire immédiatement cesser ces « désordres ». Puis il convoqua chez lui tous les officiers supérieurs de l'armée de Tung-pei et exigea d'eux l'obéissance absolue. Cette tentative pour le supplanter n'inquiéta nullement le « jeune maréchal » qui était certain de la fidélité de ses hommes et savait de surcroît qu'ils détestaient tous le gouvernement « traître » de Nankin.

Trois jours plus tard, le « jeune maréchal » s'avança seul au devant d'une foule imposante qui s'apprêtait à marcher sur Lintung. Il engagea un dialogue (« pathétique », selon mon guide) avec une jeune étudiante qui brandissait une pancarte antijaponaise.

— Mon père a été tué par les Japonais et ils ont saccagé ma maison. J'ai autant de raisons que vous de vouloir me venger et libérer notre Nord-Est. Je vous donne ma parole d'honneur que vos souhaits patriotiques seront exaucés. Mais faites-moi confiance et rentrez tous chez vous.

Comme dans un conte de l'époque Tang, la foule se dispersa aussitôt et chacun rentra sagement chez soi. Le « jeune maréchal », non moins sagement, tint sa promesse. Dans la nuit même, les troupes de Tung-pei investirent Sian avec une telle habileté que les commandos policiers du généralissime, avant d'avoir compris ce qui leur arrivait, se retrouvèrent tous en prison. Mais à Lintung, les gardes du corps de Chiang Kai-chek résistèrent et la bataille fit rage pendant plusieurs heures. Chiang Kai-chek, loin de se porter à la tête de ses fidèles, se sauva par la fenêtre, pieds nus, en chemise de nuit et, dans sa panique, oublia même son râtelier. Il se terra dans un trou de renard sur la montagne Lisan où, le lendemain matin, il fut retrouvé par un jeune capitaine de Tung-pei. Décembre est très froid dans le Nord-Ouest : Chiang Kai-chek était à moitié gelé et il fallut le redescendre à bras d'homme.

A la demande de mes guides, j'ai soigneusement examiné des traces de balles et une vitre cassée dans la pièce où Chiang

Kai-chek avait dormi. Puis, par un petit sentier nous avons tous grimpé jusqu'au fameux trou de renard. Il est impossible de juger d'après ces éraflures, vieilles de presque trente ans, si la bataille fut vraiment très dure, mais un simple coup d'œil au terrier permet de conclure que le généralissime a dû passer une très mauvaise nuit.

Aucune publicité ne fut donnée, à l'époque, au comportement peu reluisant du commandant en chef nationaliste : les conspirateurs ne voulaient le détruire ni physiquement ni moralement. Ils voulaient simplement le convaincre de la nécessité de lutter contre les Japonais et de faire front commun avec les communistes. Chou En-laï descendit exprès de Pao-an, la capitale montagnarde des Rouges pour en discuter avec le prisonnier de Sian. On imagine l'émotion qu'a pu ressentir Chiang Kai-chek en voyant son ancien collaborateur de l'Académie militaire de Whampoa : en 1926, lors du fameux « coup de mars », il avait arrêté Chou (qui, en revanche, lui avait échappé de justesse lors des massacres d'avril 1927 à Shanghaï et qui, depuis, n'avait pas cessé de le combattre). Chiang Kai-chek avait mis à prix la tête de Chou En-laï et pouvait penser que celui-ci venait cueillir la sienne [1].

Tout se termina, cependant, sans effusion de sang et même par une réconciliation générale. Chiang Kai-chek accepta de prendre la tête d'une coalition antijaponaise et de mettre fin à la guerre civile. Son revirement fut annoncé au pays avec les précautions nécessaires, pour que nul ne puisse soupçonner que la nouvelle politique du leader lui avait été imposée et n'était pas absolument conforme à ses convictions intimes. Le « jeune maréchal » Chang Hsueh-liang sacrifia même sa liberté à cette unité salutaire : il suivit Chiang Kai-chek à Nankin où il fut jugé, pour indiscipline, par un tribunal militaire et il est, depuis, resté le prisonnier du généralissime, qui l'a emmené même dans sa retraite à Formose...

---

1. AGNES SMEDLEY, qui se trouvait à Sian à ce moment-là, raconte, dans **Battle Hymn of China,** que les jeunes officiers de Tung-pei voulaient décapiter leur prisonnier et qu'ils furent indignés par l'intervention de Chou En-laï, qui sauva la vie à Chiang Kai-chek. La presse soviétique ayant publié des attaques contre la rébellion de Sian, certains en ont conclu que Chou En-laï avait agi sur l'ordre du Komintern. Ces conclusions ne se fondent sur aucun fait précis et prêtent au Komintern plus de perspicacité qu'il ne semble en avoir eu. Ajoutons que les communications entre Pao-an, la capitale maoïste, et Moscou exigeaient plusieurs jours, tandis qu'à Sian il fallait prendre les décisions sur l'heure.

Les Japonais ne restèrent pas sans réaction devant ces événements. Considérant que l'offensive constitue toujours la meilleure défense, ils attaquèrent, le 7 juillet 1937, la garnison chinoise de Loukouchao (pont de Marco Polo), dans la banlieue sud de Pékin, déclenchant ainsi une guerre qui ne s'arrêta que le jour V, en août 1945.

Le Kuomintang et le P.C. ne tentèrent plus de constituer un bloc commun, comme en 1924. Le 22 septembre 1937, ils lancèrent ensemble un appel à la nation mais le lancèrent en tant que deux forces distinctes et indépendantes, qui s'étaient mises d'accord sur « cinq suggestions et quatre garanties » nécessaires à la lutte antijaponaise. Les suggestions portaient sur les moyens de mobiliser la nation ; les garanties devaient permettre aux responsables des deux partis de circuler sur l'ensemble du territoire sans risque d'être arrêtés et décapités.

Les communistes rebaptisèrent leur République soviétique de Chine « Région frontière de Shensi-Kansu-Ningsia » (en abrégé Shen-kan-ning) et mirent à la dispositon de l'armée nationale 45 000 soldats qui restèrent sous leur commandement et formèrent ce qu'on appela la VIII[e] armée de route (et non plus l'armée rouge). En échange, ils obtinrent le droit d'exister, sinon légalement du moins librement, dans les régions nationalistes et purent même ouvrir des bureaux de recrutement dans certaines villes, comme Chungking et Sian.

J'ai visité le « Bureau de liaison de la VIII[e] armée de route » à Sian et j'y ai compris ce qu'était la collaboration entre les deux partenaires. Il fut installé au mois d'août 1937 dans une petite maison de banlieue, mal abritée et qu'aucun conspirateur n'aurait choisi comme refuge. Mais c'était encore l'euphorie, presque la lune de miel entre le P.C. et le Kuomintang et on envisageait l'issue du combat avec un optimisme que les nouvelles du front refrénèrent rapidement. Certes, les Japonais subirent quelques revers dans la phase initiale de la guerre mais ils étaient tellement plus puissants et tellement mieux équipés, que l'armée chinoise ne put leur résister. L'une après l'autre les grandes villes côtières et les principales lignes de chemin de fer tombèrent entre leurs mains. Après la prise de Wuhan, en 1938, Chiang Kai-chek fut obligé de se replier à Chungking, dans la province de Szechwan, magnifiquement situé dans les gorges du Yang-tsé, mais pratiquement sans débouché ferroviaire ni routier.

Surpris et irrités par la combativité des Chinois, les Japonais,

dès le début de la guerre, firent preuve d'une brutalité et d'une cruauté sans limites. Ils voulaient punir et détruire plutôt que conquérir. D'énormes masses de réfugiés s'enfuirent, devant eux, vers les provinces plus abritées, répandant des nouvelles alarmistes. Quatorze millions d'hommes furent arrachés à leurs foyers, par la conscription, par les bombardements, par des calamités de toute espèce et plus meurtrières les unes que les autres.

L'armée classique se révélait incapable de défendre la Chine. Seule une armée révolutionnaire, harcelant l'ennemi sur ses arrières et mobilisant toute la population contre lui, pouvait sauver le pays. Mao Tsé-toung avait déjà l'embryon d'une telle armée et il avait, depuis longtemps, la conception et même l'expérience de ce genre de guerre. Chiang Kai-chek, qui le savait. le redoutait, car il n'avait ni le désir ni la possibilité d'entrer en compétition avec les communistes sur ce terrain. Il était un militaire, un « homme d'ordre », il avait gravi les échelons du pouvoir en promettant à ses alliés et à ses partisans de les protéger du peuple en armes, soulevé par la vague anti-impérialiste des années 20. Pouvait-il prendre, au nom de l'antinipponisme, le risque de faire, lui-même, à nouveau, déferler la vague ?

Sachant qu'il ne pouvait pas appliquer les méthodes révolutionnaires, Chiang Kai-chek était d'autant plus résolu à isoler ceux qui les utilisaient et qui gagnaient peu à peu la confiance de toute une jeunesse. Chungking n'attirait personne, sauf quelques profiteurs, fidèles à leur slogan cynique : « Deviens fonctionnaire et enrichis-toi. » Vers Yenan, capitale des Rouges, accouraient au contraire tous ceux, riches et pauvres, qui croyaient à la Chine, à son avenir, à un idéal. Il fallait empêcher cela.

La République rouge fut donc encerclée par les troupes d'élite nationalistes retirées du front et placées sous le commandement du général le plus réactionnaire du Kuomintang, Hu Tsung-nan. Le Bureau de liaison de la VIII[e] armée fut pratiquement assiégé par « les Chemises bleues », la police secrète qui dépendait directement de Chiang Kai-chek [1]. On m'a montré une maquette du quartier qui entourait ce bureau. En appuyant sur un bouton

1. Les « Chemises bleues » étaient organisées comme une véritable société secrète : tous les membres devaient prêter, personnellement, serment de fidélité à Chiang Kai-chek. Voir : EVANS F CARLSON : **op. cit.**, p. 16.

on y allume des lumières dans les maisons occupées par la police : elles le sont presque toutes. On en sourit aujourd'hui, mais, à l'époque, il fallait avoir du courage pour aller à Yenan.

Pourtant, ni les intimidations, ni les entraves les plus diverses ne ralentirent l'activité des « recruteurs » communistes de Sian [1]. Ils s'adaptèrent vite aux conditions qu'on leur faisait et équipèrent leur bureau en conséquence. Aucune installation clandestine n'y manquait, depuis l'imprimerie jusqu'au poste émetteur. Les leaders du Parti, comme Tung Pi-wu (actuel vice-président de la République) et Lin Po-chu, président de la région frontière de Shen-kan-ning, le dirigeaient personnellement. Leur ingéniosité était, certes, admirable, mais n'aurait pas suffi pour briser le blocus nationaliste de la République de Yenan. Si celui-ci était inefficace, c'était que le rapport des forces politiques avait changé depuis le début de la guerre antijaponaise. Les véritables chefs de la résistance nationale ne pouvaient être que ceux qui s'appuyaient sur la masse, contrainte de résister et résolue à le faire. Les communistes chinois n'ont pas tort de croire que l'incident de Sian constitue le tournant décisif de leur histoire.

9. *LE PHALANSTERE DE YENAN*

Pour les Chinois, les « anciens de Yenan », ce sont à la fois les anciens de Verdun et ceux du Congrès de Tours. Le Parti, qui comptait 40 000 membres en 1937, en compte 1 200 000 en 1945, et il est raisonnable de croire que presque tous ces nouveaux adhérents sont passés par l'école politique de la capitale rouge, avant d'aller combattre sur les fronts de la guerre antijaponaise. Les anciens, « les vieux de la vieille », étaient juste assez nombreux pour les instruire par la théorie et par l'exemple, et pour

1. Les rapports entre le Kuomintang et le P.C. sont devenus particulièrement tendus après « l'incident de la IV[e] Nouvelle armée » en janvier 1941. La « IV[e] armée » communiste, commandée par Yeh Ting, opérait dans la province d'Anhwei et s'apprêtait à monter vers le nord, quand elle fut attaquée par surprise par les troupes de Kuomintang. Elle subit de lourdes pertes, et Yeh Ting fut fait prisonnier. Malgré les protestations très énergiques des communistes, il ne fut relâché qu'en mars 1946. Un mois plus tard, le 12 avril 1946, il périt dans un accident d'avion, alors qu'il revenait enfin à Yenan. Sur l'incident de la IV[e] Nouvelle armée (ou « l'incident d'Anhwei ») voir : MAO TSE-TOUNG : **Œuvres complètes**, éd. anglaise, Lawrence and Wishart, Londres, 1954; vol. III, p. 229.

veiller à leur orthodoxie par les campagnes périodiques de « rectification ». Le gros des cadres communistes qui gouverne actuellement la Chine est composé de cette « promotion de Yenan », toujours attachée à ses souvenirs de l'époque héroïque.

Ces hommes étaient d'origines sociales diverses. Il y avait, parmi eux, les paysans les plus éveillés des zones libérées, de jeunes étudiants et, enfin, une minorité d'ouvriers venus des grandes villes qui fournit l'ossature du parti « sinisé » et « maoïsé », dans le lointain Nord-Ouest. Aujourd'hui, leur expérience commune des années de guerre est le facteur essentiel de leur unanimité politique et de leur unité. Si un maire, un fonctionnaire ou un directeur d'usine vous dit : « J'ai été à Yenan », il vous fournit aussitôt la clé de sa carrière et de ses positions politiques. Partout, en Chine, j'ai rencontré de ces hommes : en les écoutant évoquer leurs souvenirs, on comprend vite l'importance extraordinaire de Yenan, cette ville sacrée du communisme chinois.

Je savais, en prenant à Sian le petit avion sans horaire fixe qui mène à Yenan, que je n'allais pas atterrir dans une grande métropole, mais Yenan est si légendaire qu'on ne peut se défendre, en y arrivant, d'une légère déception. Le paysage est beau : des collines de loess, un peu jaunes, de petites vallées où coulent des rivières jaunâtres. Il est dur aussi : la végétation est encore rare, malgré les récentes campagnes de reboisement, et l'absence de verdure donne un aspect hostile à ces montagnes, pourtant facilement accessibles. Mais la ville ? Où est la ville ?

Yenan a trois mille ans. A l'origine, c'était un avant-poste fortifié qui protégeait la Chine des nomades du Nord, avant-poste cerné d'énormes remparts, épaisses et célèbres murailles, mille fois vantées pour leur beauté. Située sur une colline, au-dessus de la ville, la pagode de Yenan est l'une des plus anciennes de Chine. Elle a dû constituer un excellent observatoire, car elle domine les alentours. Au pied de la colline coule une petite rivière qui protège la ville. Mais toutes ces défenses, artificielles ou naturelles, n'ont pas suffi : Yenan a été mise à sac, au siècle dernier, lors de la sanglante révolte des musulmans. Puis, après l'arrivée des communistes, en 1937, les bombardements japonais l'écrasèrent. La vieille pagode, sur la colline, reste le seul vestige de la gloire ancienne de Yenan qui a cessé pratiquement d'exister.

Ses nouveaux habitants ne se découragèrent pas pour autant. Ils utilisèrent un moyen de défense pratiqué depuis des siècles

dans le pays et s'installèrent dans des grottes qu'ils creusèrent dans toutes les collines et falaises environnantes. Certaines sont, du pied au sommet, plus trouées de cavernes et de galeries qu'une termitière et constituent d'étranges gratte-ciel en partie naturels avec des terrasses, des ruelles et, pour escaliers, de pittoresques passerelles.

Ces falaises-gratte-ciel étant souvent fort éloignées les unes des autres, la ville troglodyte était donc très étendue mais, par là, d'autant plus invulnérable aux bombardements aériens des Japonais : au point que les Rouges, parfaitement abrités, souhaitaient être bombardés : avec les débris des bombes inefficaces, ils fabriquaient des mines et des grenades beaucoup plus meurtrières.

On dit que les grottes de Yenan sont chaudes en hiver et fraîches en été, ce qui les rend très confortables sous ce climat continental et c'est sans doute pour cela que le gros de la population les habite encore. La ville elle-même n'est qu'un gros bourg : deux ou trois rues bordées de petites maisons de bois, quelques magasins, un hôtel et un escalier de pierre qui conduit à une salle de spectacle où l'on projette souvent des films sur la vie, intensément active, qu'on menait, à Yenan, au temps de Mao Tsé-toung.

Toutes les grottes de Yenan n'ont pas été abandonnées aux habitants. Celles qui présentent un intérêt historique, parce que de grands dirigeants y ont vécu, ont été soigneusement remises en état et sont ouvertes aux visiteurs. Ce réaménagement n'est d'ailleurs pas terminé, car il y avait fort à faire : en 1947, les troupes du Kuomintang, qui avaient occupé la ville, s'acharnèrent à détruire précisément les endroits les plus chers à leurs adversaires communistes. Ainsi, la grotte de la rédaction du journal *la Libération* et celle de l'agence « Hsinhua » ne seront rouvertes qu'à la fin de 1966.

Actuellement, la visite des lieux célèbres comporte trois étapes : on visite les villages de Yan-Tia-lin, de Tsou Yan et de Wan Tia-pin. Dans le premier, le plus éloigné du centre de la ville, il n'y a que deux grottes creusées dans le rocher et reliées, par une passerelle assez branlante, à un bâtiment en bois où, en 1945, s'est tenu le VII[e] Congrès du P.C. chinois. Mao Tsé-Toung a habité ici, de novembre 1938 à novembre 1940 et pendant la période du Congrès. Sa grotte comporte deux salles. Dans la première, un grand lit protégé par une moustiquaire et quelques objets de toilette très rudimentaires. Dans la seconde, le « cabi-

net de travail », une table rustique, un chandelier et quelques chaises. Pas de bibliothèques et des murs absolument nus. Le guide nous explique : « Nous avions, à Yenan, un groupe électrogène pour faire fonctionner notre station de radio et notre imprimerie. Les camarades voulaient que le président Mao s'installe à proximité du groupe, ce qui lui aurait permis d'avoir l'éclairage électrique, mais il a toujours refusé tout privilège. A l'Académie des beaux-arts, nous avions aussi les meilleurs peintres du pays : ils voulaient décorer la demeure du Président, mais celui-ci leur a dit de mettre leurs talents au service du peuple et non au sien. » La grotte voisine, est aménagée comme celle de Mao ; Chou En-laï d'abord, et plus tard Liu Shao-chi (qui vient pourtant avant lui dans la hiérarchie du Parti) l'ont habitée. Pourquoi cet « avantage » à Chou En-laï ? C'est qu'il fut inséparable de Mao pendant la Longue Marche et qu'à l'époque, Liu Shao-chi dirigeait toute l'activité clandestine dans la zone du Kuomintang. Plus tard, lorsque Chou alla représenter le P.C. à Chungking, il céda sa grotte à Liu Shao-chi qui, en 1942, y écrivit son essai *Comment être un bon communiste*, essai auquel, aujourd'hui encore, on se réfère constamment.

Yan Tia-lin est si petit qu'il mérite à peine le nom de village, mais il est très bien situé. Devant la grotte de Mao, il y a quelques arbres dont un pommier sous lequel, dit mon guide, le Président venait lire ou se reposer. Et, du sommet du rocher où sont creusées les grottes, on découvre une petite plaine verte et fleurie dont Mao cultiva, de ses mains, une parcelle après avoir, en 1940, organisé et lancé le mouvement pour la production qui devait permettre à la région de se nourrir elle-même sans avoir à rien importer. Depuis, des secrétaires régionaux du Parti ont pris la succession de Mao, avec obligation de cultiver soigneusement le lopin du Président que les correspondants étrangers connaissent bien et depuis longtemps. Harrison Forman, qui a visité Yenan en 1944, l'a déjà décrit avec précision [1]. Il a rapporté que Mao cultivait très bien des oignons américains et que son « voisin de champ », Chu Teh, était spécialiste des choux et des salades.

Le second village, Tsou Yan, est beaucoup plus animé. Il y avait là toute une série de grottes, allouées aux membres du secrétariat du Parti. Là, Mao Tsé-toung avait pour voisin Jen

1. Voir : HARRISON FORMAN : **Report from Red China**, Book Find Club, New York, 1945, p. 125.

Pi-shih, secrétaire général du Parti. Depuis la conférence de Tsunyi où Mao fut élu président, c'est celui-ci, et non pas comme dans les autres partis communistes le secrétaire général [1], qui exerce l'autorité suprême, et les comptes rendus de cette conférence historique n'indiquent même pas qui fut nommé secrétaire général. Ce poste d'où l'on contrôle tout l'appareil du Parti, pour être moins prestigieux, n'en est pas moins très important et ne pouvait être confié qu'à un homme de confiance du président : il fut attribué à Jen Pi-shih [2]. Celui-ci, originaire de la même province que Mao, fit sa connaissance à l'université de Pékin. En 1921, il fonda l'Union des jeunes communistes et en devint secrétaire général. Il joua un rôle important dans la République de Juichin et fit la Longue Marche comme commissaire politique de l'armée de Ho Lung, qui atteignit le Nord-Ouest un an après la colonne principale de Mao. Il semble qu'il ait été l'homme de Mao, ce qui explique à la fois la fonction qu'il occupait à Yenan (et dans laquelle le VII[e] Congrès le confirma) et la situation privilégiée de sa grotte dans le village du secrétariat [3].

A Tsou Yan on visite aussi la grotte de l'actuel président du parti communiste japonais, Nosaka, le seul étranger qui ait vécu parmi les dirigeants suprêmes chinois. Mais alors que Mao, comme tous ses compatriotes, n'avait que deux pièces à sa disposition, Nosaka en avait trois. La troisième est une salle de bains, plus que rudimentaire, équipée d'une baignoire en zinc et de quelques objets de toilette. Mon guide n'a pas su me dire si ce « luxe » témoignait de la traditionnelle hospitalité chinoise ou de l'amour maniaque des Japonais pour les baignoires.

Les illustres habitants du village rencontraient leurs visiteurs dans un petit bâtiment de bois, qui, construit en terrain plat, se détache de l'ensemble. C'est ici que se sont tenues plusieurs réunions fameuses entre Mao et les intellectuels pendant la « campagne de rectification » de 1942. Les causeries du Président sur l'art et la littérature, selon lesquelles aujourd'hui encore,

1. Jusqu'à sa mort en 1955, Staline était secrétaire général du Parti. Ses successeurs ont préféré le titre de premier secrétaire, jusqu'à Brejnev qui vient de rétablir le titre ancien.
2. Jen Pi-shih a semblé avoir succédé à Lo Fu qui était le secrétaire général en 1936 lors de la visite de Snow à Pao-an. Mais personne, à Yenan, n'a pu me dire à quelle date.
3. Après la mort de Jen Pi-shih en 1948, c'est un autre Hunanais, Teng Hsiao-ping qui prit sa succession. Le VIII[e] Congrès en 1956 l'a réélu secrétaire général du Parti. Officiellement il est le numéro 7 de la hiérarchie communiste.

s'orientent les intellectuels chinois, furent prononcées dans cette salle, meublée, comme un café, de petites tables pour quatre personnes. Chaque samedi soir, la salle était libérée pour la soirée dansante. D'après le témoignage d'Anna Louise Strong [1], une fois par semaine, tous les dirigeants s'accordaient cette distraction. Chou En-laï aurait été un valseur remarquable, tandis que Chu Teh et Liu Shao-chi auraient brillé dans des danses plus lentes. La journaliste américaine ne dit pas si Mao lui aussi allait au bal.

Le troisième village, Wan Tia-pin offre, lui, le visage martial du maoïsme. Le comité militaire de la VIII[e] armée de route et « l'Académie militaire antijaponaise » y étaient installés. Mao Tsé-toung y avait aussi sa grotte puisqu'il y faisait régulièrement des cours politiques aux cadets rouges. Son voisin était Chu Teh, commandant en chef et principal stratège. Dans la grande pièce où se réunissait l'état-major, mon guide m'a parlé brièvement de la bravoure et de la perspicacité dont le président Mao fit preuve lors de l'offensive du Kuomintang, au printemps 1947. Mao Tsé-toung réunit ici les cadres supérieurs de l'armée, démontra la nécessité d'évacuer la ville pour mieux attirer l'ennemi dans les montagnes semi-désertiques de Shensi, et termina son discours par ces mots : « Yenan occupée sera comme une lourde pierre qui retombera sur les pieds de l'ennemi. » Il quitta la ville le dernier, le 18 mars 1947, quelques heures avant l'arrivée des nationalistes. Et mon guide conclut : « Les prévisions stratégiques du président Mao se sont vérifiées. Vingt-cinq brigades du Kuomintang furent détruites dans la province de Shensi et, un an, un mois et trois jours après avoir été prise, Yenan a été libérée. » Il semble que Mao n'y revint plus : la bataille décisive se livrait alors dans la lointaine Mandchourie.

On nous montre encore, à Yenan, où Mao séjourna dix ans, d'autres traces de son passage : ainsi le panneau qui surmonte l'entrée de l'école des cadres du Parti, que Mao aurait peint de sa propre main et sur lequel on lit : « Vive le romantisme révolutionnaire et le réalisme antijaponais ! » Et on vous raconte que c'est dans la cathédrale en faux gothique d'un village voisin, construite par les Portugais et transformée en « Académie des beaux-arts Lu Hsun », qu'il prononça sa phrase célèbre, « Le creusement des grottes est la première étape de la conquête des hauteurs du marxisme. »

1. ANNA LOUISE STRONG : **To-morrow's China**, New York 1946, p. 28.

A l'époque, en effet, tous les jeunes révolutionnaires enthousiastes qui arrivaient à Yenan devaient commencer par se creuser une grotte. On leur donnait ensuite un tabouret, munis duquel ils se rendaient dans les universités en plein air — il y en avait au moins cinq à Yenan — où on leur enseignait les sciences politiques, l'art militaire, la médecine ou les beaux-arts, selon leurs dons. Dans la seule « Académie militaire antijaponaise », en juin 1939, il y aurait eu 15 000 étudiants. On a peine à le croire quand on regarde le paysage jaune de Yenan : où habitaient-ils ? Comment vivaient-ils ? J'ai posé la question à M. Kao Fan-sian, vice-gouverneur de la province de Shensi, qui est, si l'on ose dire, le super-vétéran de Yenan : avant même que Mao Tsé-toung n'y conduisît ses troupes par la Longue Marche, M. Kao Fan-sian avait travaillé à l'organisation de la base rouge. Et il m'a répondu :

— La région frontière de Shen-kan-ning comptait 26 districts sur 130 000 kilomètres carrés. Au début, elle n'avait qu'un million deux cent mille habitants mais, vers 1946, elle en avait beaucoup plus d'un million et demi. La plupart des hommes ne restaient ici que le temps de leur instruction, puis repartaient, soit pour les bases libérées dans les territoires contrôlés par les Japonais, soit pour la VIII[e] armée, soit pour la IV[e] Nouvelle armée qui opérait dans le Sud. La liaison avec toutes les zones libérées était assurée par radio et par messagers. Avant l'incident de Sian, dans le nord de la province contrôlée par nos partisans, une réforme agraire assez radicale fut promulguée et commença d'être appliquée, mais, après l'accord avec le Kuomintang, la redistribution des terres fut arrêtée. Nous avons partout aidé à la création de brigades d'entraide paysannes, par souci de justice sociale et aussi pour augmenter la production. Car il nous fallait à tout prix vivre sur nous-mêmes. Les soldats se sont particulièrement distingués dans la mise en valeur des terres vierges. Ils arrivaient à produire des surplus considérables, tandis que les cadres, surtout ceux qui étaient fraîchement débarqués des villes, ne parvenaient à produire que soixante pour cent de leur nourriture.

« Au début, pas de rationnement ni, pratiquement, d'argent. Chaque nouvel arrivant était affecté à une institution qui le prenait en charge. Nous dépensions dix yuans par mois et par tête (deux mille anciens francs environ). Peu à peu nous avons quand même mis en circulation notre propre monnaie, mais seulement en très petites coupures. Plus tard, quand les trans-

ferts d'une institution à l'autre sont devenus fréquents, nous avons également mis en circulation des tickets de rationnement. Personne n'avait faim mais la vie était dure. Les années les plus mauvaises furent 1940 et 1941, car il nous fallait le temps d'organiser notre production. Mais en 1942 et surtout en 1943, le niveau de vie augmenta à tel point que nous pûmes même vendre nos surplus agricoles dans la zone contrôlée par le Kuomintang.

« Nous avons introduit la culture du riz, autrefois inconnue dans la région, et considérablement développé celle du coton. Nous avons organisé de petites industries : nous fabriquions des armes, surtout des grenades et des mines, et aussi des médicaments, du savon, de la vaisselle et nous travaillions le cuir et les fourrures. Toutes les femmes s'occupaient de filature : dans leur université, trois heures par jour étaient consacrées à la production textile. Nous avons remis en exploitation des puits de pétrole abandonnés depuis longtemps par les capitalistes, ce qui nous a fourni du kérosène et d'autres produits nécessaires. Toutes les entreprises étaient organisées en coopératives.

« Il y avait très peu d'étrangers à Yenan. A la faculté de médecine qui portait le nom du docteur Béthune, le communiste canadien mort pour notre cause, nous avions deux médecins non chinois, un Russe, Orloff, qui est parti depuis, et un Américain, Hatem qui « sinisa » son nom en Ma Hai-teh, et qui vit toujours à Pékin. En 1943 ou en 1944, nous avons accueilli un groupe de six journalistes étrangers, en majorité américains, qui ont pu faire, à cheval ou à dos d'âne, une tournée de plusieurs semaines dans la région.

« Pour les prisonniers japonais, nous avions une école spéciale, dirigée par l'actuel président du parti communiste japonais, Nosaka. Avec l'aide de ses élèves, nous publiions des tracts et même des journaux en japonais. Tous les étudiants de cette école étaient volontaires et vivaient, librement, dans les mêmes conditions que nous. La VIII[e] armée avait la consigne de proposer à tous les prisonniers japonais de venir à Yenan et, s'ils refusaient, de les relâcher purement et simplement[1]. Nous n'avions pas de camps de prisonniers dans nos territoires et, à partir de 1943, quand le moral des troupes japonaises faiblit. beaucoup de déserteurs essayaient de gagner Yenan.

1. On sait, toutefois, que les Japonais n'étaient pas tendres pour les soldats qui s'étaient laissé capturer.

« A « l'Académie des beaux-arts Lu Hsun » il y avait toute l'élite intellectuelle du pays. Ces artistes et ces écrivains avaient, au début, quelque peine à se faire à la vie rustique de Yenan. Les causeries du président Mao leur ont permis de mieux comprendre le peuple et la situation. Ils ont écrit et joué des pièces de théâtre, organisé des spectacles de toute sorte et des expositions. Des troupes ambulantes allaient au front pour distraire les soldats. Croyez-moi, personne ne s'ennuyait le soir à Yenan. Nous travaillions très dur, mais nous nous amusions aussi.

« Nous avions notre station de radio (qui se trouve actuellement à Pékin, au musée de la Révolution) et l'unique groupe électrogène de Yenan lui était alloué. Le manque de papier nous posait un grave problème mais nous avons réussi à en faire à partir de l'herbe et nous publiions un quotidien, *la Libération*, et des revues, politiques et culturelles. Mais les livres nous manquaient et, parfois, nos troupes faisaient des incursions très dangereuses en territoire ennemi uniquement pour se saisir de bibliothèques. »

Le soir, M. Kao Fan-sian nous a fait projeter deux films documentaires réalisés à l'époque de Yenan, le premier sur la vie quotidienne, le second sur le village de Nanniwan, entièrement construit par la VIII[e] armée. Ces vieilles pellicules, tournées par des amateurs, ont un rythme et une ampleur de grand cinéma : ce sont les deux meilleurs films que j'aie vus en Chine.

Ils ne sont consacrés à aucun événement particulier, bien qu'ils illustrent, au passage, plusieurs moments historiques de Yenan, comme le VII[e] Congrès du P.C. chinois. En les voyant, j'ai noté que, dans le décor reconstitué que j'avais visité le matin même, il y avait une petite inexactitude : dans la salle du Congrès, il n'y a actuellement qu'un grand drapeau rouge orné, en médaillon, du profil de Mao. Dans le documentaire, sur ce même drapeau, il y a deux profils, celui de Mao et celui de Chu Teh. Mao lui-même y apparaît plusieurs fois, rapidement. On le voit lire, devant sa grotte, les œuvres de Staline, ou parler avec un groupe de paysans, dont l'un est sourd, ce qui donne à la séquence quelque chose d'un peu chaplinesque. On le voit, très brièvement, en train de faire une conférence aux étudiants de l'Académie militaire, assis par terre autour de lui.

Yenan nous est présentée dans ces films comme un phalanstère, enthousiaste, passionné, courageux et débrouillard. Tout y est pris sur le vif : c'est une sorte de cinéma-vérité, où il n'est fait aucune place aux images stéréotypées de la propagande.

10. TEMOIGNAGE D'UNE MILITANTE

Pourtant, Yenan n'était pas un phalanstère où des gens s'organisaient et s'entraidaient pour simplement survivre. C'était avant tout le centre de formation des cadres et le cerveau d'une révolution sociale menée dans un immense territoire occupé par les Japonais. C'est de Yenan que partaient pour le front les soldats de l'armée régulière mais, aussi et surtout, les organisateurs clandestins des bases libérées sur les arrières de l'ennemi. C'est grâce à eux qu'en 1945, le parti communiste contrôlait un territoire peuplé de presque cent millions d'hommes et comptait un million deux cent mille membres, c'est-à-dire trente fois plus qu'à la fin de la Longue Marche.

Mme Fan Chin, maire adjoint de Pékin et directrice du quotidien *Beijin Ribao* [1], était une de ces militantes qui opéraient dans les territoires occupés par les Japonais. Voici son témoignage :

— Mon père, professeur de chimie à l'université de Pékin, est devenu plus tard haut fonctionnaire du Kuomintang. Pendant toute ma jeunesse j'ai pu constater que ce parti était incapable de tenir ses promesses et de réaliser la moindre réforme. L'insécurité, le chômage, l'oppression des femmes, la corruption, tout cela constituait la réalité quotidienne et ne changeait jamais en rien malgré les grands discours sur la renaissance nationale. Vint l'occupation japonaise. J'étais encore lycéenne, mais nous étions toutes très politisées et il y avait même dans ma classe de jeunes communistes qui m'ont donné à lire des livres marxistes. Grâce à elles, en 1937 (j'avais dix-huit ans), j'ai pu partir pour Yenan.

« J'étais une bonne élève, surtout en littérature. C'est pourquoi, à l'université féminine de Yenan, j'ai suivi des cours de journalisme. Mais je n'y suis pas restée longtemps. Après avoir reçu une formation de base, j'ai été envoyée dans la province de Hopei, au nord de Tientsin, où nous avions une vaste base libérée. Les villes étaient occupées par les Japonais, et organiser la presse à la campagne n'était pas une tâche facile. Nous n'avions pas d'imprimerie et notre quotidien local était écrit à la main pour être, ensuite, lu aux réunions de paysans. Ce

1. Quotidien de Pékin.

n'est qu'en 1943 que nous avons eu une imprimerie. Nous faisions circuler nos journaux jusque dans les villes, et les Japonais ont tout essayé pour en découvrir l'origine.

— Qui vous donnait des directives politiques ? Qui vous fournissait les nouvelles ?

— D'abord les Japonais. C'est par leur radio que nous apprenions les événements du jour que nous interprétions à notre façon. Ensuite, nous recevions périodiquement les bulletins de l'agence Hsinhua et la presse de Yenan. Nous arrivions rarement à capter la radio de Yenan et, bien sûr, encore plus rarement celle de Moscou. Le Parti avait, dans la région, des hommes expérimentés qui pouvaient nous conseiller, mais c'est notre vie même qui était pour nous la meilleur école idéologique.

— Etiez-vous uniquement chargée des problèmes de la presse ?

— Nous étions tous polyvalents. En tant que femme, je devais m'occuper de l'organisation des Comités féminins de la Résistance. C'était encore plus difficile que de fabriquer des journaux à la main. Car nous autres, femmes d'origine bourgeoise, venues des grandes villes, nous avions des habitudes très différentes de celles des paysannes. Aucune connaissance théorique ne permet de comprendre ce qu'est la conscience de classe d'une paysanne pauvre : on ne peut y arriver que par une expérience concrète. Pourtant, peu à peu, nous avons réussi à nouer amitié avec ces femmes et à les comprendre. Dans les campagnes, la femme chinoise était doublement opprimée, par la misère et par l'ordre féodal qui la soumettaient totalement à l'homme. Le travail des Fédérations féminines de la Résistance consistait à expliquer à ces semi-esclaves que leur émancipation était possible et à les engager dans la lutte. Nous leur apprenions d'abord à écrire, nous les mettions en confiance pour qu'elles nous racontent le détail de leur vie et nous leur disions comment réagir contre certaines injustices facilement évitables. Ensuite, nous les organisions en groupes d'autodéfense et en groupes d'entraide, pour qu'elles résistent aux hommes. Les femmes des paysans très pauvres voyaient souvent leur désir de défier l'ordre féodal contrarié par les obligations et les difficultés de la vie quotidienne. Si elles consacraient trop de temps à leur instruction ou à leurs activités sociales, elles n'arrivaient plus à faire tout leur travail à la maison et leurs maris criaient contre elles ou les battaient.

— Puisque vous aviez le pouvoir de fait, pourquoi n'interveniez-vous pas pour les protéger ?

— Le Parti n'exerçait aucune dictature dans les bases libérées. Nous intervenions le moins possible dans la vie des organisations locales. Les Fédérations de femmes étaient dirigées par les femmes du village même. Nous n'étions que des conseillers qui avions donné l'impulsion au mouvement. Certes, un certain nombre de lois furent promulguées, par exemple, celle qui interdit la vente de fiancées-enfants. Mais là aussi, nous nous bornions à faire connaître la loi et nous ne surveillions pas tous les foyers. Nous comptions avant tout sur l'éducation, partant du principe qu'il suffit de détruire un seul préjugé féodal pour déclencher une réaction en chaîne, qui entraîne inévitablement la chute des autres. L'expérience quotidienne confirmait la valeur de cette méthode. Nous avons souvent vu des femmes, d'abord passives et résignées, qui, quelques mois plus tard, s'engageaient dans les milices populaires pour participer à la lutte armée. Nous constations tous les jours une amélioration du niveau culturel des femmes. Je peux vous dire, à titre d'exemple, que la directrice actuelle de l'usine chimique n° 5 de Pékin était une des paysannes pauvres de ma région et l'une des plus esclaves des mœurs anciennes.

— Comment pouviez-vous gérer ce véritable Etat dans l'Etat au nez des Japonais ?

— Les Japonais occupaient presque uniquement les villes. Au début ils ne virent même pas que nous étions solidement implantés dans les campagnes. Ils commencèrent à s'inquiéter quand il leur devint impossible de collecter les impôts et quand leurs soldats tombèrent dans nos embuscades. Mais c'était déjà trop tard. Nous avions tous les renseignements sur leurs déplacements alors qu'ils n'en avaient aucun sur nous. Ils ne pouvaient donc qu'entreprendre de grandes expéditions punitives, parfaitement inefficaces : nous en étions avertis. Nous avions construit de véritables villages souterrains et les raids japonais n'étaient que coups d'épée dans l'eau. Certes, avec une brutalité sans nom, ils faisaient souvent des dégâts : ils pillaient ou brûlaient et volaient tout ce qui leur tombait sous la main. Mais ils subissaient aussi de lourdes pertes. Notre armée était là et même les paysans, qu'ils jugeaient inoffensifs, étaient, par nos soins, abondamment pourvus de fusils et de munitions. Vers la fin de la guerre, c'est nous qui faisions des raids sur les villes et eux qui n'osaient plus sortir de leurs casernes. Plus tard, après leur capitulation, le Kuomintang occupa les villes et ses troupes vécurent encerclées comme avaient vécu les troupes japonaises.

Si les soldats du Kuomintang voulaient, pour se ravitailler, passer dans les campagnes, il leur en coûtait très cher.

— Et vous-mêmes, n'aviez-vous pas des difficultés pour vous approvisionner, surtout en produits industriels ?

— Nous avons adopté, dès le début, le principe qu'il nous fallait « marcher sur nos deux jambes ». C'est-à-dire que nous fabriquions le maximum des choses avec nos propres moyens et que tout ce qui nous manquait, nous le prenions chez l'ennemi.

Mme Fan Chin porte bien ses quarante-cinq ans, et à la regarder aujourd'hui, dans son confortable bureau de la mairie de Pékin, on a peine à croire qu'elle ait pu s'identifier si étroitement aux paysannes misérables de la province de Hopei. Son visage d'intellectuelle, très soigné, porte peu de traces de cette éprouvante aventure de plusieurs années. Pourtant elle m'affirme n'avoir jamais joui d'aucun privilège et que, dans une réunion de la Fédération des femmes pour la Résistance, je n'aurais pas pu la distinguer des paysannes.

Qui plus est, son activité révolutionnaire ne lui a pas interdit d'avoir une vie personnelle. Son mari qui est également un intellectuel d'origine bourgeoise, était élève d'un institut politique de Yenan. Ils ont cinq enfants, dont trois, nés à la base, furent confiés à des paysans : leurs parents trop pris par leur travail ou trop fréquemment en déplacement n'auraient pas pu s'occuper d'eux. Un des fils de Mme Fan Chin a miraculeusement échappé à la mort. Le village dans lequel il vivait fut l'objet d'une expédition punitive des Japonais qui brûlèrent tout et lancèrent même des gaz dans les cachettes souterraines. A la veille de cette expédition, la famille paysanne à qui était confié l'enfant l'avait emmené dans les montagnes voisines. Aujourd'hui ce jeune homme est étudiant. Lorsque j'ai rencontré sa mère, il faisait un stage de travail manuel dans une commune populaire. Et Mme Fan Chin m'a dit qu'elle-même, un mois par an, allait travailler aux champs dans la région de Hopei [1].

1. Il y a un épilogue à ajouter à ce témoignage de Mme Fan Chin. Il ne concerne pas le passé, mais le présent. Mme Fan Chin a été une des premières victimes de la « grande révolution culturelle » du printemps 1966. C'est dans son journal, *Beijin Ribao*, qu'ont paru en 1961 les écrits

11. LES PIEMONTAIS DE LA CHINE

En déclenchant la guerre totale contre la Chine, les Japonais n'envisageaient pas d'occuper totalement ce pays aux dimensions gigantesques et ils ne le jugeaient pas nécessaire. La désunion traditionnelle de leurs adversaires et l'absence supposée de solidarité nationale à la base leur permettaient de croire qu'après l'inévitable défaite de l'armée de Chiang Kai-chek, la Chine se soumettrait aux fantoches qu'ils avaient mis en place, comme Wang Ching-wei et ses pareils. Effectivement, le gouvernement du Kuomintang, réfugié à Chungking, se sentait incapable, militairement et politiquement, de contester la présence japonaise. Chiang Kai-chek entretenait, certes, une très importante armée qui bénéficiait de l'aide matérielle et technique des Etats-Unis. Mais il l'entretenait pour *après* la guerre et non pour lutter contre l'ennemi commun. Convaincu que les Américains seraient inévitablement victorieux dans le Pacifique, il adopta sagement la vieille devise anglo-saxonne : « *Wait and see* ». Cet attentisme provoquait souvent de véritables crises de fureur chez ses conseillers américains, et leur chef, le général Stilwell, envoyait des rapports accusateurs sur Chiang Kai-chek. Sans résultat : l'armée nationaliste n'entreprit jamais d'actions offensives contre les Japonais [1]. Pis encore : quand vers la fin de la guerre, les occupants (pourtant très affaiblis) décidèrent de conquérir encore quelques provinces pour faciliter leurs communications avec l'Indochine et la Birmanie, les divisions de Chiang Kai-chek ne leur opposèrent qu'une résistance symbolique.

Nous avons déjà dit que la passivité politique du gouvernement de Chungking était, elle aussi, totale. Le Kuomintang n'a jamais été solidement implanté dans le nord et le nord-est de la Chine qui souffraient particulièrement de l'occupation japonaise. Mais même dans les régions où il comptait naguère beaucoup de

---

des « communistes droitiers », comme Teng Tao, et Mme Fan Chin a été accusée d'avoir été leur complice. Personnellement, je ne peux me prononcer ni sur la nature de la déviation qu'incarnait Teng Tao, puisque ce dernier n'a pas pu défendre publiquement son point de vue, ni sur ses rapports avec la directrice du journal incriminé. Je peux seulement affirmer que pendant notre long entretien, Mme Fan Chin n'a laissé échapper aucune remarque non orthodoxe.

1. Voir : J. W. STILWELL : **L'Aventure chinoise** (« The Stilwell Papers »), Oreste Zeluck, Paris, 1947.

militants et de sympathisants, il n'a jamais manifesté la moindre velléité de changer le *statu quo* social. Si les Japonais n'avaient eu que Chiang Kai-chek pour adversaire, leurs prévisions se seraient donc vérifiées. Mais le phénomène maoïste leur a totalement échappé. C'est pourquoi ils payèrent un lourd tribut et pas seulement sur le plan militaire. Apprentis sorciers, ils facilitèrent le processus qu'ils redoutaient le plus depuis toujours : celui de l'unification de la Chine sous la direction communiste.

En 1932, un socialiste anglais, le professeur Tawney, fit un long séjour en Chine pour en étudier les problèmes sociaux et économiques. Il fut consterné en constatant la quasi-inexistence de l'Etat, son incapacité totale à défendre le pays ainsi qu'à lui faire faire un progrès quelconque. La réunification de la Chine sous une autorité centrale était, à son avis, la condition *sine qua non* de sa survie. Il a écrit : « Le problème doit être résolu par étapes. La Chine est trop vaste, connaît des conditions trop diverses et, par suite du manque de moyens de communication, elle est trop amorphe et trop ingouvernable pour que toutes ses provinces puissent, d'un coup, progresser toutes ensemble. Le processus d'unification doit être graduel. Il faut que certaines provinces prennent l'initiative et que les autres suivent. Quelques régions doivent jouer le rôle que la Prusse et le Piémont ont joué, au XIX[e] siècle, en Allemagne et en Italie, celui d'une base à partir de laquelle peuvent se répandre les idées nouvelles, base efficacement organisée et gouvernée, dont l'exemple influencera inévitablement les autres provinces (...) Ce n'est pas seulement le gouvernement actuel mais l'idée même d'un gouvernement qui est impopulaire en Chine, et pour de bonnes raisons. Au cours des dernières décennies, le gouvernement ne signifia rien d'autre qu'impôts et guerre. Un Etat ne peut pas exister sans citoyens. Et si un Etat chinois veut devenir une réalité, il doit gagner la confiance des gens. Pour y parvenir, il doit leur apporter des avantages matériels qui soient sensibles et certains. Il doit montrer que le gouvernement n'est pas une abstraction lointaine mais se tient près du peuple. C'est seulement en accumulant, dans la province qui constituera son fief, les ressources morales et matérielles qui font un Etat moderne qu'il acquerra le prestige et la force d'exemple qui lui permettront d'élargir peu à peu le champ d'action où il appliquera ses méthodes [1]. »

1. Voir R. H. TAWNEY, **Land and Labour in China**, Allen and Unwin, London, 1932, p. 171-173.

Le professeur Tawney avait donc compris les deux conditions nécessaires à la création d'un Etat chinois : d'abord faire une expérience concrète dans une région, pour prouver à la population démoralisée que, cette fois, on ne se contente pas de vaines promesses mais qu'on agit. Ensuite, réunir autour de cet Etat modèle la nation tout entière. « Plus d'une fois dans l'histoire chinoise, écrit-il encore, des communautés harassées par la tyrannie et le désordre ont demandé au prince d'une province voisine de les accepter pour sujets, uniquement parce que ce prince jouissait d'une bonne réputation. C'est d'un tel prestige et non de baïonnettes qu'a besoin aujourd'hui un gouvernement moderne pour se faire reconnaître par l'ensemble du pays. »

Après avoir examiné les ressources des différentes régions de la Chine, le professeur Tawney conclut que c'est dans la vallée du Yang-tsé qu'un prince moderne aurait le plus de chances de mener à bien son expérience. Le Nord-Ouest, misérable et qui venait de subir une longue période de famine, ne lui semblait pas pouvoir devenir le Piémont chinois. Mao Tsé-toung et les siens étaient, à l'époque, loin de Yenan et n'avaient pas encore décidé d'y établir leur base. Mais plus tard, après la Longue Marche, ils ne furent pas découragés par la maigreur des ressources matérielles de leur nouvelle république.

C'est que leur conception « des réalisations pratiques séduisantes » n'était pas celle du professeur Tawney. Pour celui-ci, seule l'industrialisation méthodique pouvait permettre d'améliorer le sort du peuple, et la vallée de Yang-tsé, avec ses richesses naturelles et ses grandes possibilités de communication, était le terrain de choix : si une vraie république bourgeoise devait jamais naître en Chine, c'était là.

Mao Tsé-toung n'était évidemment pas libre de choisir le meilleur terrain pour son expérience prolétarienne. La guerre antijaponaise lui imposait de s'implanter dans le Nord-Ouest très difficilement accessible et qu'il pouvait donc défendre. Anna Louise Strong vantant un jour, à Yenan et devant Mao, le climat de la capitale, Mao lui dit simplement : « Je n'ai pas choisi cette région[1]. »

Dans ce pays semi-désertique, la République rouge ne pouvait pas espérer faire régner l'abondance et la prospérité. Economiquement, le Nord-Ouest avait des dizaines d'années de retard sur le reste de la Chine et aucun gouvernement, même le plus effi-

1. A. L. STRONG **op. cit.**, p. 118.

cace, n'aurait pu les lui faire rattraper — surtout en temps de guerre. Mao ne pouvait donc pas espérer réaliser, dans le domaine industriel, les grandes choses qui auraient exercé une force d'attraction sur les autres provinces. Paradoxalement, c'est le handicap que constituait la pauvreté de leur première base qui fournit aux maoïstes leur principal atout psychologico-politique. Installés dans une région particulièrement déshéritée, ils étaient tous, de Mao au plus humble militant, obligés de mener la même vie que les couches les plus pauvres de la population : dans le Nord-Ouest, l'égalitarisme était une nécessité, la condition première de la survie. Là, les intellectuels de Shanghaï ou les militants de Wuhan apprenaient par expérience (que cela leur plût ou non) ce qu'était la vie de ces paysans misérables qui se rappelaient encore la famine des années 30 et qui étaient résignés à en subir une autre.

L'idée d' « aller au peuple » a souvent germé dans la tête d'intellectuels désireux de soulever les masses paysannes amorphes et résignées de certains pays sous-développés. Dans la Russie des tsars, vers la fin du siècle dernier, les *Narodniki* ont essayé de la mettre en pratique. Ils s'habillaient comme les paysans pauvres et quelquefois même se laissaient pousser des barbes de patriarches mais leur audience auprès des moujiks resta toujours limitée. Ces prêcheurs suscitaient plus de méfiance que d'enthousiasme. C'est que, malgré leurs déguisements, ils n'appartenaient pas au monde médiéval de la Russie rurale.

Dans la Chine du Nord-Ouest, les maoïstes ne faisaient pas une expérience saisonnière. Ils n'étaient pas des idéalistes qui avaient provisoirement abandonné leurs situations confortables pour recruter des partisans dans la population arriérée. Mao leur avait annoncé que la guerre contre les Japonais durerait très longtemps [1]. Ils se préparaient donc à vivre pendant de longues années dans les mêmes conditions que ceux qu'ils voulaient convertir et mobiliser. Ils les invitaient à combattre contre l'ennemi commun, les Japonais, mais aussi à s'entraider pour améliorer leur sort quotidien. Ils s'intégraient à cet univers paysan que, dans le même temps, ils transformaient par leur présence.

Dans le creuset du Yenan les divisions traditionnelles entre les diverses couches sociales chinoises disparaissaient rapide-

1. Voir : MAO TSE-TOUNG : « Sur la guerre prolongée », vol. III de ses **Œuvres complètes.**

ment. En Chine, plus encore que dans les autres pays d'Asie, les différences entre travailleurs intellectuels et travailleurs manuels étaient énormes. Les différences entre régions l'étaient aussi : les Chinois du Sud considéraient ceux du Nord comme paresseux et incapables et ceux-ci les accusaient, en retour, d'être vaniteux et corrompus. A Yenan, personne ne pouvait conserver ses habitudes particulières et personne non plus ne pouvait espérer jouir d'un privilège. Origines sociales et géographiques ne comptaient plus dans cet « Etat modèle ». Certes, il était construit sur un nivellement par le bas : au lieu d'élever la masse paysanne au niveau de la république bourgeoise moderne, les maoïstes étaient obligés de « descendre » au niveau des plus pauvres. Mais c'est cette expérience vécue qui leur a dicté les mesures concrètes, adaptées à la situation de guerre et à l'économie rurale arriérée.

« La situation d'un paysan chinois — écrivait le professeur Tawney[1] — est comparable à celle d'un homme plongé, en permanence, dans l'eau jusqu'au cou et qui peut être noyé par le moindre remous... Un individu ne peut espérer ici une aide de son voisin qui vit, généralement, dans les mêmes conditions et subit les mêmes malheurs que lui. Il ne peut espérer non plus de secours de la nation, car celle-ci ne dispose même pas des moyens de communication nécessaires à l'envoi éventuel de vivres. »

Les communistes comprirent que ce paysan, en constant danger de noyade, consentirait à lutter vraiment contre les ennemis de son pays et à agir en citoyen seulement lorsqu'il aurait acquis la conviction que les dirigeants voulaient et pouvaient faire baisser le niveau de l'eau dans laquelle il était plongé. Tout était donc mis en œuvre pour convaincre les paysans et éveiller leur conscience politique. Pour la première fois de l'histoire de la Chine, les paysans rencontraient des administrateurs qui n'agissaient pas par intérêt personnel et se présentaient comme les serviteurs désintéressés d'une collectivité dont ils partageaient le sort. Ceux-ci, par leur exemple, donnaient un nouveau sens au mot de « citoyen » et en faisaient presque le synonyme de « révolutionnaire ». C'est ainsi que Mao réussit, en pleine guerre, à grouper autour de son parti près de cent millions de Chinois.

Les prouesses des guérilleros communistes pendant la lutte

1. Voir : TAWNEY, **op. cit.**, p. 77.

antijaponaise ont été vantées même par les militaires occidentaux, et les écrits de Mao Tsé-toung sont étudiés avec soin par tous les experts des guerres « non classiques ». Les écrivains américains anticommunistes ont dit de Chu Teh qu'il était « un des plus grands stratèges de tous les temps [1]. » Il est donc communément admis que c'est la combativité de la VIII[e] armée de route et des partisans rouges antijaponais qui assura la victoire des communistes chinois.

Il ne s'agit pas de minimiser les faits d'armes des maoïstes pendant la Seconde Guerre mondiale : des millions de témoignages en attestent l'importance. Toutefois, il semble évident que la bataille essentielle des maoïstes était politique et que c'est leur victoire sur ce terrain qui a permis les succès purement militaires. La force de l'armée maoïste ne résidait pas seulement dans sa conduite exemplaire envers la population [2] (chose particulièrement appréciée dans un pays qui a longtemps souffert de l'arbitraire des militaires), mais aussi dans sa capacité d'aider celle-ci sur le plan matériel, politique et moral.

Les méthodes des communistes européens en matière d'élections et leur façon de concevoir la démocratie nous rendent sceptiques sur la capacité (ou sur la volonté) des communistes d'autres continents, de faire mieux dans ces domaines. Nous avons des doutes lorsque les Chinois nous parlent des élections dans leurs zones libérées — et en temps de guerre. Comment croire que le P.C., d'habitude si prompt à monopoliser le pouvoir, ait consenti à le partager avec des non communistes ou même avec leurs « alliés-ennemis » du Kuomintang ? Comment croire que dans les régions contrôlées par l'armée rouge chinoise, le P.C. se contentait d'un tiers des sièges dans des conseils de villages ou de districts ?

Nous ne pouvons ni reprendre à notre compte les affirmations officielles ni les nier, purement et simplement, sous prétexte qu'en Europe les communistes ont presque toujours agi diffé-

---

1. Voir : HAROLD ISAACS, **op. cit.**, p. 337.

2. Voir : CARLSON, **op. cit.**, p. 37. Voici les huit règles de conduite des soldats de l'armée rouge chinoise : 1) demander la permission avant d'entrer dans une maison; en partant, remercier les habitants de leur hospitalité et leur demander s'ils sont satisfaits de l'état dans lequel on laisse la maison; 2) tenir la maison propre; 3) parler aimablement aux gens; 4) payer, au prix en usage, tout ce qu'on utilise; 5) restituer tous les objets empruntés; 6) payer pour tous les objets que l'armée a pu casser ou détruire; 7) ne pas faire de dégâts (nettoyer les latrines); 8) ne pas tuer ni voler les prisonniers.

remment. Personnellement, je suis enclin à croire que, dans ce monde rural chinois qui n'avait jamais connu la démocratie, les maoïstes ont su introduire un certain mode de vic publique qui donnait aux nouveaux citoyens qu'il formait le sentiment de participer aux affaires régionales et même, en ce qui concerne la guerre antijaponaise, nationales. Et c'est cela, autant sinon plus que leurs succès militaires, qui a donné prestige et force aux communistes, lesquels au lendemain de la guerre antijaponaise, sont apparus aux yeux de la majorité des Chinois, comme les « Piémontais » capables de réunifier leur pays.

12. LA SECTION D'APPROVISIONNEMENT DE L'ARMEE DE LIBERATION

Lorsque le Japon capitula, au mois d'août 1945, Chiang Kai-chek pouvait être satisfait des résultats de sa politique attentiste. Son armée intacte comptait près de quatre millions d'hommes, dont 39 divisions d'élite, entièrement entraînées et équipées par les Américains. Il disposait aussi de la plus grande force aérienne qu'aucun pays asiatique ait jamais possédée. Les puissances occidentales avaient renoncé, pendant la guerre, à toutes leurs possessions en Chine et avaient reconnu la souveraineté du gouvernement nationaliste sur l'ensemble du territoire chinois, y compris Formose et les autres îles, occupées, au siècle dernier, par les Japonais. Chiang Kai-chek était, en outre, l'un des cinq fondateurs de l'O.N.U. Il était lié par des pactes d'amitié avec l'Amérique et avec l'U.R.S.S. La plupart des *war lords* avaient été mis hors d'état de nuire et l'opposition non communiste était devenue négligeable. Le jour de sa rentrée triomphale dans sa capitale, à Nankin, les experts étrangers unanimes, saluaient Chiang Kai-chek comme « le chef le plus puissant qu'ait connu la Chine au cours des deux derniers siècles [1] ».

Dans ces conditions, le généralissime n'était évidemment pas disposé à accepter la proposition du VII[e] Congrès du P.C. chinois de former un gouvernement de coalition. Certes, avec beaucoup d'empressement et d'insistance, il invita Mao Tsé-toung à venir négocier à Chung King mais c'était uniquement dans l'espoir d'obtenir, à une table de conférence, ce qu'il était certain

1. Voir : JACK BELDEN, **La Chine ébranle le monde,** Gallimard, Paris, 1951.

d'obtenir de toute façon, même en cas de conflit armé. Selon lui, les communistes n'avaient que 600 000 soldats et 400 000 miliciens et les chiffres qu'ils publiaient [1] étaient « grossis pour les besoins de la propagande ». Face à son armée, les communistes ne faisaient donc pas le poids et la doctrine de Chiang Kai-chek était, plus que jamais, « un parti, un principe, un leader ».

Les raisons du déclenchement de la guerre civile paraissent donc simples et évidentes : Mao était prêt à faire certaines concessions tant il était assuré de sa force politique dans le pays, mais il ne pouvait envisager un seul instant de liquider les armées communistes comme le réclamait Chiang Kai-chek. Les communistes avaient trop bien retenu la leçon de 1927 pour se fier aux promesses ou aux garanties du Kuomintang. Ils préféraient être accusés de faire du « war-lordisme » plutôt que de se trouver désarmés devant les « forces de l'ordre ». L'obstination des communistes décida Chiang Kai-chek à les liquider militairement.

Les historiens chinois d'aujourd'hui refusent cette interprétation. Selon eux, ce sont les Etats-Unis qui poussèrent le gouvernement de Nankin à l'épreuve de force parce qu'ils voulaient s'assurer des bases militaires en Chine, en vue d'une future attaque contre l'U.R.S.S. Chiang Kai-chek n'était qu'un instrument entre leurs mains. C'est pourquoi, d'ailleurs, le Parti décida, dès juin 1946, d'appeler l'armée rouge chinoise « Armée de Libération Nationale » (nom qu'elle porte toujours) et de proclamer que son combat avait pour but de chasser de Chine les impérialistes américains.

— Pourtant, objectai-je, en visitant le Musée militaire de Pékin, les Américains ont fait plusieurs tentatives de médiation pour empêcher la guerre civile.

— Qu'est-ce qu'un médiateur qui signe des accords d'assistance militaire et économique avec un des partis, dont il transporte les troupes sur ses propres avions et bateaux de guerre? répondit mon guide. (Selon lui, les Etats-Unis ont dépensé six milliards de dollars pour insuffler un peu de vie au régime moribond du Kuomintang.)

Car, malgré la supériorité numérique de son armée, Chiang Kai-chek, selon les communistes, ne représentait plus rien dans le pays. Son parti avait virtuellement cessé d'exister, la corrup-

1. Selon l'agence communiste « Hsinhua », les armées dirigées par le P.C. comptaient au total 915 538 soldats réguliers et 2 200 000 miliciens.

tion de ses dirigeants décourageant même ses partisans les plus ardents. Son incapacité à gouverner lui avait aliéné la bourgeoisie conservatrice, qui s'accommodait mal de l'inflation galopante. Dans les campagnes, la nouvelle que, depuis le 4 mai 1946, les communistes distribuaient la terre aux paysans dans leurs zones d'influence, se répandit comme une traînée de poudre et rendit partout le travail impossible aux administrateurs nationalistes.

— Sans les Américains, conclut mon guide, il ne nous aurait pas fallu trois ans pour chasser Chiang Kai-chek et sa clique : quelques mois auraient suffi.

Le lendemain de cette visite je devais partir pour une dizaine de jours dans le Nord-Est et mon guide me conseilla vivement de parler de cette région à propos de la « troisième guerre civile révolutionnaire », ainsi qu'on appelle ici la dernière épreuve de force entre les maoïstes et le Kuomintang.

— Chiang Kai-chek était persuadé que nous dépendions autant des Russes que lui des Américains. Aussi voulait-il, à tout prix, conquérir le Nord-Est pour nous couper de nos alliés. Et c'est là qu'il a perdu sa première grande bataille.

Le Nord-Est, l'ancienne Mandchourie, porte toujours des traces de la participation russe à la guerre antijaponaise. Fidèle aux accords de Yalta ; signés par Roosevelt, Churchill et Staline au mois de février 1944, l'U.R.S.S. déclara la guerre au Japon trois mois, jour pour jour, après la capitulation de l'Allemagne nazie.

Le 8 août 1945, les troupes du maréchal Malinovsky traversèrent donc la rivière Amour et affrontèrent l'armée japonaise de Kwantung. Mais, deux jours avant, la première bombe atomique avait été lancée sur Hiroshima et, le 14 août, le Japon capitulait, à son tour.

Si peu qu'elle ait duré, la guerre en Mandchourie n'a pas été, pour les Soviétiques, une simple promenade militaire. Les monuments qu'ils ont érigés sur place rendent hommage à leurs soldats tombés sur les champs de bataille du Nord-Est chinois. Les inscriptions en russe sont presque partout les mêmes : « Gloire éternelle aux héros morts pour l'honneur et la victoire de l'Union soviétique. » Sur aucun de ces monuments (j'en ai vu cinq) la solidarité russo-chinoise n'est évoquée.

Le maire adjoint de Shenyang, M. Sung Kuang m'a écouté, avec bonne humeur, lui en faire la remarque. Depuis 1943, ce militant, d'origine intellectuelle, un ancien de Yenan, travaille en Mandchourie, région qui n'est pas son pays natal. Il fut un

témoin oculaire de l'arrivée des Russes et ne les porte pas dans son cœur, surtout depuis 1960, date du départ précipité des spécialistes russes, départ dont sa ville et le Nord-Est en général ont eu beaucoup à souffrir. C'est dans le Nord-Est que les attaques contre le « révisionnisme moderne » de Khrouchtchev sont les plus violentes. Pourtant M. Sung Kuang a commencé son récit par un éloge très officiel de la Russie communiste :

— Personne ne saurait dire l'ampleur de l'aide morale que les Soviétiques nous ont apportée pendant notre guerre contre les Japonais. Stalingrad, ce fut aussi notre triomphe à nous. Les Japonais, qui n étaient pourtant pas en guerre contre l'U.R.S.S., ont interprété comme nous cette victoire de l'armée rouge russe. Ils en sont restés démoralisés et Stalingrad a marqué un tournant. Les occupants pouvaient encore tenir les grandes villes mais ils savaient déjà qu'ils avaient perdu la guerre et nous savions que nous l'avions gagnée. Le nom de Staline les terrorisait beaucoup plus que celui de Roosevelt ou de Churchill. Pour nous, Staline était au contraire le symbole de notre victoire. Nous ne l'oublierons jamais.

Après cet exorde que j'avais déjà entendu dans la bouche de maires d'autres villes, M. Sung Kuang avale une grande gorgée de thé et arbore un large sourire qui annonce qu'il va en venir au non-officiel.

— L'armée soviétique, dit-il, a incontestablement abrégé la durée de l'occupation de notre région, car l'armée japonaise du Kwantung était une force autonome, très bien équipée et capable de résister même après la capitulation officielle du Japon. Nous étions bien implantés dans le peuple mais nous n'étions pas assez forts pour chasser l'ennemi de ses positions fortifiées. Les Russes, donc, nous ont aidés à nous libérer. Cela dit, n'étant pas juriste, je ne peux vous expliquer en vertu de quel traité ou de quelle loi les Soviétiques ont considéré les usines mandchoues comme un butin de guerre, transférable en U.R.S.S. au titre des réparations. Nous n'avions pas d'expérience administrative et, à ce moment, l'armée rouge soviétique agissait toute seule. Je ne prétends pas que son action fut illégale, mais enfin, puisque, plus tard, les Soviétiques ont beaucoup parlé de l'aide qu'ils nous avaient accordée (et que nous leur avons, depuis, remboursée jusqu'au dernier kopek), il n'est peut-être pas inutile de rappeler combien de trains, chargés d'équipements mandchouriens, ont tranquillement pris le chemin de l'U.R.S.S. Les Soviétiques sont allés jusqu'à emporter les rails de la ligne Shenyang-

Tantung. Enfin, tout ça ce ne sont que des vétilles : dans l'ensemble, ils nous ont rendu beaucoup de services.

Ici, M. Sung Kuang boit une deuxième gorgée de thé avant d'évoquer une deuxième performance historique des Russes :

— Les Soviétiques sont restés à Shenyang jusqu'en mars 1946; ils attendaient les représentants du Kuomintang, introuvables dans cette région, pour leur remettre les clefs de la ville. C'était toujours parfaitement légal. Des traités que nous ne mettons pas en question avaient, en effet prévu ces modalités de transmission des pouvoirs. Mais, bien entendu, le gouverneur du Kuomintang n'est pas arrivé seul. Il était à la tête d'une armée d'élite, grouillante de généraux et d'officiers, tous plus élégants les uns que les autres et tous habitués à piller. Or, la ville était vide. Les Russes avaient déjà tout emporté et vous ne pouvez imaginer la déception de tous ces beaux messieurs. Non seulement ils avaient un solide appétit, mais encore ils avaient promis monts et merveilles à leurs troupes. A leurs yeux, nous qui, depuis quatorze ans, résistions aux Japonais, nous étions des collaborateurs de l'ennemi, tandis qu'eux, qui n'avaient jamais tiré un coup de fusil contre les Japonais, étaient des combattants héroïques. Ici, le pillage légal aurait été une mesure punitive prise contre la population. Mais, comme je vous ai dit, il n'y avait plus rien à piller. Certes, on pouvait toujours voler de pauvres gens et les hommes du Kuomintang le faisaient sans vergogne, mais cela ne leur permettait pas de s'enrichir. Pour se ravitailler, il leur fallait aller dans les campagnes qui étaient bien protégées par nos milices largement pourvues d'armes légères, car, disons-le également pour la vérité historique, les Russes nous en avaient laissé pas mal. Toutes leurs tentatives pour sortir de la ville de Shenyang coûtaient donc cher aux soldats du Kuomintang.

Le visage de M. Sung Kuang est tout sourire, comme si cette guerre ne lui avait laissé que des souvenirs amusants :

— Vous savez, ma ville s'appelait autrefois Moukden, ce qui en langue mandchoue signifie *la nouvelle prospérité*. C'est d'ici que les Mandchous sont partis à la conquête de la Chine et, même après qu'ils furent installés à Pékin, tous les empereurs y revenaient deux fois par an pour s'incliner devant les tombeaux de leurs ancêtres. A cette époque, pour aller, à cheval, de la Grande Muraille à notre ville, il fallait deux semaines. Quand les armées nationalistes se sont installées ici, les transports étaient devenus plus faciles. En principe, de Pékin à Shenyang, il y a douze heures de train : pourtant leurs convois de ravitaillement

mettaient autant sinon plus de temps que les chevaux des empereurs pour arriver à Shenyang. Nous contrôlions presque toute la Chine du Nord. Même les Japonais, pour aller d'une place forte à une autre, se déplaçaient par trains blindés et sous surveillance aérienne constante. Les troupes de Chiang Kai-chek sont arrivées, elles, sans aucune précaution, comme si elles ignoraient que, pour traverser la province de Hopei, de Tientsin à Shenyang, il fallait une autorisation de notre armée rouge.

« Et puis, il fait très froid ici. Les Japonais avaient eu le temps de s'y faire mais les soldats de Chiang Kai-chek étaient, en majorité, des gens du Sud et, de plus, ils avaient été entraînés par les Américains, en Birmanie. Quand l'hiver arriva, ils étaient aussi capables de se battre qu'un poisson de courir. Mais nous n'étions pas pressés de prendre Shenyang : les soldats nationalistes, mal logés et mal nourris, ont commencé, peu à peu, à quitter la ville pour venir nous rejoindre avec armes et bagages. Nous les traitions bien, nous leur expliquions pourquoi nous combattions. Certains s'engageaient dans notre armée. D'autres (nous les laissions libres) retournaient à Shenyang, mais très souvent ils nous revenaient quelques semaines plus tard. J'en ai connu plusieurs qui ont fait la navette cinq ou six fois, en nous apportant des armes américaines du dernier modèle. C'est nous qui les premiers avons surnommé Chiang Kai-chek : *chef de la section d'approvisionnement de l'armée de Libération* [1].

— Pourtant, il y a eu des combats d'une certaine envergure en Mandchourie.

— Mais oui. La première année nous avions ordre de rester sur la défensive, pour augmenter nos forces et nous ne livrions de batailles que sur les lignes de chemin de fer, pour gêner les transports des nationalistes. Parfois, les accrochages devenaient des batailles rangées. Nankin, capitale de Chiang Kai-chek, criait victoire après le passage de chaque convoi, mais nos pertes étaient très faibles en regard de ce que nous rapportaient ces escarmouches. Plus tard, en 1948, nous sommes passés à l'offensive et nous avons complètement coupé l'armée nationaliste de ses arrières. Là, certains d'entre eux ont résisté et, à Anshan par exemple, il y a eu une grande bataille dans laquelle ils ont perdu 40 000 hommes. Mais c'était une exception. A Changchun, la gar-

1. M. Sung Kuang se vantait un peu : en fait, c'est Chiang Kai-chek lui-même qui s'est ainsi baptisé.

nison nationaliste a déposé les armes, et son commandant en chef tout le premier. Ils ont tenté de sortir de Shenyang pour échapper à l'encerclement, mais ayant compris que cette entreprise était aussi désespérée que celle des Allemands à Stalingrad. ils capitulèrent sans trop d'histoires. Ils avaient ici 90 000 hommes, y compris les généraux et les officiers. Au total, si ma mémoire est bonne, Chiang Kai-chek a perdu dans le Nord-Est 500 000 de ses meilleurs soldats. Quand, le 2 novembre 1948, Shenyang a été définitivement libérée, notre armée était déjà plus nombreuse et mieux équipée que celle du Kuomintang.

Le gouvernement de Nankin tira sans doute de sa défaite en Mandchourie la même conclusion que M. Sung Kuang, car deux mois plus tard, le 1er janvier 1949, dans son message du nouvel An, Chiang Kai-chek proposa la paix aux communistes. Mao Tsé-toung lui répondit publiquement, deux semaines plus tard, en posant huit conditions préalables. La première était la punition des criminels de guerre, à la tête desquels figurait le généralissime lui-même, et des membres des trois familles auxquelles il était associé : en tout, vingt-cinq personnes. De toute évidence, les communistes n'étaient plus du tout prêts à accepter un compromis.

Il est vrai que, quatre jours plus tôt, s'était terminée, dans la Chine centrale, la bataille de Houaihai, au cours de laquelle le futur maréchal Liu Po-cheng, le « Dragon borgne » et le futur maréchal Chen-yi taillèrent en pièces 600 000 hommes de l'armée d'élite de Chiang Kai-chek et firent prisonnier son commandant en chef, Tou Yu-ming. Le jour même du discours de Mao Tsé-toung ses armées brisèrent la résistance de Tientsin et achevèrent d'encercler Pékin, qui devait capituler, sans combattre, le 31 janvier.

Les négociations eurent quand même lieu, car Chiang Kai-chek avait accepté, en principe, de se retirer de la scène, mais elles ne pouvaient guère modifier la situation. Les communistes, qui avaient gagné la guerre, revendiquaient le pouvoir. Les nationalistes pouvaient prétendre qu'il contrôlaient encore de vastes territoires à l'ouest du Yang-tsé mais ils savaient que ces territoires aussi étaient minés par les Rouges et qu'un fleuve, si large fût-il, ne pourrait pas les protéger. D'ailleurs, le 20 avril, l'armée de Libération reçut l'ordre de franchir le Yang-tsé et, trois jours plus tard, elle occupait Nankin, dont Chiang Kai-chek avait fait sa capitale depuis les événements de 1927. Partout, en

Chine, sont exposées d'immenses photos de soldats-paysans chaussés de toile, en train d'escalader l'immeuble du gouvernement central du Kuomintang.

13. UNE SENTINELLE A SHANGHAI

Toute épopée victorieuse trouve ses chantres et celle des communistes chinois ne fait pas exception à la règle. Les livres, les pièces et les films consacrés à la victoire de 1949 sont encore aujourd'hui ceux qui ont le plus de succès en Chine. Un de ces films, *la Sentinelle sous le néon*, m'a particulièrement frappé, non par sa valeur artistique, mais parce qu'il évoque, avec un réalisme mêlé de candeur, l'atmosphère de Shanghaï au moment de l'entrée des troupes rouges, en mai 1949. En voici le scénario.

La principale avenue des quartiers riches, Nankin Lu, au cœur même de l'ancienne concession internationale, est encore ruisselante de publicité lumineuse à l'américaine. Elle est bordée de magasins de luxe, de boîtes de nuit et elle grouille de riches conspirateurs qui chuchotent entre eux : « Les Rouges arrivent à Shangaï, mais ils y deviendront bientôt noirs. » Telle était, paraît-il, leur foi dans le pouvoir de la corruption qui, dans le passé, avait eu raison de plus d'un conquérant. Or, le détachement chargé de maintenir l'ordre sur Nankin Lu : la « 8e bonne compagnie » de l'armée de Libération, est composé uniquement de paysans qui n'ont encore jamais vu une avenue comme celle-là ni même, probablement, une ville. Une foule d'admirateurs, sincères ou non, les assaillent dès leur arrivée pour leur demander des autographes et pour les féliciter. De belles étudiantes, élégantes, parfumées et chaussées de cuir les invitent à des soirées dansantes ou dans des boîtes de nuit. Les conspirateurs sont partout à l'affût. Ils guettent les moindres défaillances individuelles pour s'emparer, comme des diables, des âmes perdues. Un jeune chef de peloton, Chen Hsi, se laisse circonvenir par une étudiante contre-révolutionnaire qui veut se servir de lui pour commettre un attentat à la bombe pendant un spectacle du Nouvel An. « Tombé » en un tour de main par cette tentatrice, à laquelle l'actrice du film prête un visage d'une perfidie et d'une méchanceté si évidentes qu'un enfant de quatre ans s'en méfierait, Chen Hsi en oublie les mérites révolutionnaires de sa femme, qui nous est présentée, dans son village, par une série de *flash-*

back : lorsqu'elle vient passer quelques jours à Shanghaï, Chen Hsi la traite horriblement mal : elle lui paraît maintenant trop rustre et il ne pense qu'à aller retrouver la corruptrice.

Heureusement, Hsu Lin-keh, le commissaire politique de la « 8e bonne compagnie » veillait : Mao Tsé-toung en personne l'avait averti des faiblesses que risquaient de connaître Chen Hsi et ses pareils. Dès mars 1949, le président du P.C. avait en effet déclaré dans un discours au Comité central : « Notre victoire sera bientôt totale, mais elle risque de provoquer, dans nos rangs, les manifestations de certaines tendances dangereuses. Des individus au caractère faible se laisseront aller à l'arrogance, prendront des attitudes abusivement héroïques et, cédant au goût de la vie facile, refuseront l'austérité. L'ennemi, qui n'a pas réussi à nous battre sur le champ de bataille, tentera de conquérir, par la flatterie, ces camarades faibles. Beaucoup de nos camarades ont résisté courageusement aux balles d'acier et méritent le titre de héros, mais les « balles sucrées » peuvent leur être fatales... N'oublions pas que, même désarmé, l'ennemi continuera à lutter désespérément et soyons prêts à l'affronter dans cette nouvelle bataille de classes. »

Pénétré de ces avertissements, le commissaire Hsu Lin-keh les transmet à ses soldats en d'innombrables et interminables sermons qui gâchent totalement le film. Moyennant quoi, il réussit à détourner Chen Hsi du chemin de la perdition. Tout finit donc bien : les Rouges restent purs, les Noirs vont en prison et Chen Hsi se réconcilie avec sa femme avant de partir, comme volontaire, pour le front de Corée.

Comme je fais quelques réserves sur la naïveté un peu trop édifiante de ce scénario, mes guides m'affirment qu'il a été directement inspiré par une histoire vécue. Bon. Quoi qu'il en soit ce film constitue un document révélateur de la faiblesse des communistes dans les grands centres urbains, même au moment de leur victoire. Shanghaï, la plus grande ville ouvrière de Chine, est le berceau du P.C. Sur sa Nankin Lu, pendant les années 20, ont eu lieu d'innombrables manifestations ouvrières, dont celle, fameuse, du 30 mai 1925. On se demande donc comment la garde de Nankin Lu a pu être confiée à de jeunes soldats-paysans, complètement éberlués par le spectacle d'une grande ville — et non pas à des milices ouvrières recrutées dans le quartier de Tchapei, célèbre pour son esprit révolutionnaire. C'est un peu comme si, après la victoire d'une nouvelle Commune

parisienne, les Champs-Elysées étaient gardés par des paysans corréziens et non par des ouvriers de la banlieue rouge [1].

Mais les images de ce film et les questions qu'elles soulèvent ne troublent guère les Chinois. Au contraire, ils y trouvent la preuve de la clairvoyance de Mao Tsé-toung et de la justesse de sa conception de la lutte prolétarienne. « Pensez un peu au P.C. allemand, si puissant pendant les années 30, et pratiquement réduit à rien par la terreur hitlérienne, m'a dit à ce sujet, un communiste européen qui réside depuis longtemps en Chine. Et pourtant il n'avait contre lui que la bourgeoisie de son pays. Ici, dans les villes portuaires, la répression antiouvrière était inspirée et dirigée par la coalition de toutes les puissances impérialistes et d'une classe dirigeante inimaginablement féroce. Chiang Kai-chek et ses acolytes ne recouraient même pas aux moyens d'intimidation, comme les camps de concentration : ils exécutaient, purement et simplement, *tous* les suspects. Personne ne connaît le nombre exact des victimes de la terreur blanche, mais il y en eut, chaque année, des dizaines de milliers [2]. Cette répression aveugle, activement appuyée par les armes et par l'argent des étrangers, aurait pu venir à bout d'un parti plus nombreux et plus expérimenté que n'était le P.C. chinois en 1927. Elle aurait pu, comme en Allemagne nazie, démoraliser la classe ouvrière, et d'autant plus que les ouvriers chinois vivaient dans un pays colonisé. Pourtant rien de semblable ne s'est produit, parce que Mao Tsé-toung avait su choisir le terrain de combat le plus favorable, et de beaucoup, aux communistes. Non seulement

1. Robert Guillain, du **Monde,** fut témoin de l'entrée des troupes communistes à Shanghaï et l'a décrite récemment dans sa préface au livre de Roger Pélissier : « Sur place, l'événement était prodigieux. Shanghaï, la citadelle du capitalisme et de l'Occident en Asie, tombait aux mains de ses conquérants, et qui étaient ceux-ci? Des paysans, des soldats-paysans sortis de la rizière, pauvres, mal armés, vêtus de treillis couleur de jus d'herbe. Leur armée ne tirait pas un coup de fusil, et l'on n'entendait même pas le bruit de sa marche : elle était chaussée de pantoufles. Ces rustiques n'avaient sans doute jamais vu une grande ville : ils se dévissaient le cou pour regarder au-dessus de leur tête les incroyables gratte-ciel. Ils ne volaient pas, ils ne violaient pas, et si parfois ils faisaient quelque emplette, ils payaient comptant. On n'avait jamais vu cela en Chine. » Voir : ROGER PELISSIER, **La Chine entre en scène,** Julliard, Paris, 1963.

2. Selon ISAACS, entre avril et décembre 1927, 37 985 communistes ont été condamnés à mort et 32 312 à de lourdes peines de prison. Entre janvier et août 1928, 27 699 personnes ont été officiellement exécutées, mais le nombre de personnes abattues sans aucune procédure légale reste inconnu. Voir : ISAACS, **op. cit.,** p. 296.

le Parti n'a pas été anéanti mais encore il s'est montré capable de libérer les villes terrorisées par l'ennemi de classe. »

Ce parti ouvrier, réfugié pendant plus de vingt ans dans les campagnes, n'a-t-il pas été modifié par cette transplantation? A-t-il su garder ses caractères originels et son idéologie, qui sont déterminés, en principe, par la condition historique particulière du prolétariat urbain? Les analystes étrangers du maoïsme se sont souvent posé la question. Selon les Chinois, il s'agit là du faux problème type. Le Parti, disent-ils, n'avait pas à élaborer sa doctrine dans les campagnes. Il avait adopté le marxisme-léninisme dès sa naissance et il pouvait utiliser cette boussole dans n'importe quelles conditions. L'idéologie marxiste trouve, certes, un terrain plus favorable dans le monde ouvrier, mais cela ne prouve pas qu'elle soit inaccessible aux paysans exploités ou aux intellectuels. La Révolution chinoise était une révolution ouvrière parce qu'elle était animée et dirigée par la doctrine et par des cadres marxistes. Le fait que la plupart de ses combattants aient été recrutés dans les campagnes ne change donc rien à son caractère fondamental. Le Chen Hsi de la Nankin Lu a pu vous paraître purement paysan, c'est que vous l'avez mal compris : ses manières étaient sans doute rustiques, mais sa pensée était absolument semblable à celle des ouvriers de Chapei. C'est pourquoi, d'ailleurs, il a pu se retrouver, un jour, au cœur de Shanghaï, car une armée purement paysanne n'aurait jamais pu gagner la guerre civile...

Ces explications reposent évidemment sur une conception assez particulière du rôle quasi autonome de l'idéologie, rôle que les fondateurs du marxisme ne lui reconnaissaient pas. Mais, comme toutes les justifications *a posteriori*, elles prêtent d'autant moins à la discussion que leurs auteurs ne se sont pas toujours corrigés des déformations doctrinales que l'expérience leur a imposées. Les communistes chinois ont réussi leur révolution avec les seules armes dont ils pouvaient disposer, et c'est au cours de cette lutte qu'ils sont devenus ce qu'ils sont. Ils proclament leur orthodoxie marxiste et s'offusquent si on les appelle des « révolutionnaires paysans ». Mais leurs arguments mêmes fournissent souvent la preuve de l'inorthodoxie de leur pensée.

D'ailleurs, dès leur arrivée dans les grandes villes, ils se mirent immédiatement à organiser les syndicats et autres formations ouvrières. Et Mao Tsé-toung a assigné au prolétariat urbain la tâche de diriger les campagnes, reconnaissant implicitement par

là que la situation antérieure n'était pas tout à fait normale[1]. Il semble, toutefois, que le principe tactique énoncé par Mao : « Cerner les villes par les campagnes, puis prendre les villes », a marqué profondément la pensée des communistes chinois, qui se proposent à présent, de l'appliquer à l'échelle du monde : les pays occidentaux, industrialisés, mais solidement tenus par les capitalistes, ce sont « les villes ». Les pays sous-développés, aussi « explosifs » que le monde rural chinois d'avant la révolution et aussi réfractaires que lui à l'idéologie bourgeoise, ce sont les campagnes. C'est donc de ces pays que doit partir le mouvement de la libération anti-impérialiste qui plantera, un jour, le drapeau de la révolution mondiale dans toutes les capitales comme les soldats-paysans marxistes chinois l'ont planté, à Shanghaï, en 1949.

14. LE DRAPEAU NATIONAL ET LE MAUSOLEE DE NANKIN

Apparemment, le mouvement anti-impérialiste chinois semble avoir bouclé la boucle et être revenu à son point de départ, c'est-à-dire à cette alliance de tous les patriotes, préconisée, dès 1924, par le Dr Sun Yat-sen. Dans son essai-programme sur *la Dictature démocratique du peuple*[2] publié trois mois avant la proclamation de la République populaire, Mao Tsé-toung explique, en effet, que son régime sera fondé sur l'alliance des quatre classes : classe ouvrière, paysannerie, petite-bourgeoisie et bourgeoisie nationale, celles-là mêmes, on s'en souvient, que le Dr Sun Yat-sen souhaitait grouper, vingt-cinq ans plus tôt, dans le Kuomintang réorganisé à Canton. La République maoïste a choisi pour emblème un drapeau rouge frappé de cinq étoiles : une grande, qui symbolise le parti communiste et, gravitant autour d'elle, quatre étoiles plus petites qui symbolisent les quatre classes.

Mais Mao Tsé-toung ne s'est pas proclamé l'héritier ou le continuateur de Sun Yat-sen. Il lui a rendu hommage pour avoir lutté, patriotiquement, pendant quarante ans, mais il a aussi dressé un très sévère bilan de ses échecs. Ce n'était pas pour l'accabler, mais simplement pour démontrer, une fois de plus, que l'idée nationale, chère à Sun Yat-sen, n'avait aucun sens en Chine, si

1. Voir : MAO TSE-TOUNG, **Œuvres**, éd. française, Pékin, vol. IV, p. 379.
2. MAO TSE-TOUNG, **op. cit.**, vol. IV.

elle ne s'incarnait pas dans une révolution sociale de type marxiste que les communistes étaient les seuls à promouvoir.

« Nous n'adoptons pas le drapeau nationaliste de Sun Yat-sen, parce qu'il n'a conduit à aucune victoire. Nous avons inventé à la place un drapeau de la révolution qui, elle, donne enfin aux Chinois un Etat unifié et moderne. Tous les patriotes doivent donc contribuer à notre œuvre. » Tel était le sens du message de Mao aux quatre classes anti-impérialistes.

Seize ans ont passé, et j'ai constaté que plusieurs de mes guides chinois ne connaissaient plus la signification exacte des étoiles de leur emblème national. Le régime maoïste a incontestablement été moins brutal avec la bourgeoisie que ne l'avaient été les Bolcheviks après la Révolution d'Octobre, et c'est graduellement qu'il appliqua sa politique de socialisation plus prudente et plus libérale. Pourtant il est peu probable que cette politique eût été approuvée par Sun Yat-sen ou qu'elle corresponde, si peu que ce soit, à son idée de l'alliance entre les classes patriotes. Certes, la veuve du grand homme, Mme Sun Yat-sen est vice-présidente de la République populaire et elle assure que son mari aurait soutenu le régime maoïste aussi ardemment qu'elle le soutient elle-même mais les communistes ne semblent pas tellement tenir à s'annexer le fondateur du Kuomintang.

L'essentiel pour eux est, en effet, ailleurs. L'Etat unifié et moderne, souhaité par Sun Yat-sen, existe à présent. En rendant hommage au patriotisme du chef nationaliste, les communistes vantent, du même coup, le leur. C'est pourquoi, dès notre arrivée à Nankin, ancienne capitale de Chiang Kai-chek, on nous a fait visiter le mausolée de Sun Yat-sen, érigé par l'ancien dictateur, pendant les années de la pire répression anticommuniste (1927-1929).

Il est situé un peu en dehors de la ville, dans un parc aménagé sur le versant d'une des nombreuses collines qui entourent Nankin. Pour y pénétrer on longe d'abord une large allée bordée d'arbres, puis on monte un grand escalier de marbre. On s'arrête

---

1. Chrétienne et éduquée aux Etats-Unis, Mme Sun Yat-sen (plus connue sous son nom de jeune fille, Soong Ching-ling) est la sœur de Mme Chiang Kai-chek, de M.T.V. Soong (l'un des principaux dirigeants du Kuomintang) et de Mme Kung, richissime représentante de l'ancien régime. Après les événements de 1927, Mme Sun Yat-sen prit très fermement position contre Chiang Kai-chek et rompit avec sa famille. On lui permit cependant d'habiter Shanghaï puis Chung King d'où elle dénonça, fréquemment, le Kuomintang. A son sujet voir, notamment, EDGAR SNOW : **Journey to the beginning.**

alors dans un premier pavillon où l'on vous annonce que le chef nationaliste repose plus haut : pour parvenir au mausolée proprement dit, il faut grimper encore quelque quatre cents marches. Sur les parois de granit du mausolée sont gravés des extraits des discours de Sun Yat-sen et aussi de son testament, dans lequel il adjurait ses partisans de continuer son combat pour l'indépendance de la Chine. Le tombeau du Grand Homme se trouve à côté, dans une petite salle parfumée d'encens, sous une belle coupole où domine le bleu, couleur du Kuomintang. Sun Yat-sen n'a pas été embaumé, son corps est enterré là, sous un gisant.

Du haut du mausolée la vue sur la montagne de Pourpre et sur Nankin est splendide. Nous nous y sommes attardés longuement avec notre escorte (un guide interprète et un historien) et nous y avons parlé de Sun Yat-sen.

Avec une naïveté feinte, j'ai demandé si personne n'avait songé à remplacer les citations gravées sur les murs et qu'avait choisies Chiang Kai-chek, par d'autres citations plus progressistes de Sun Yat-sen. Cette suggestion n'a pas scandalisé mes guides, mais ils l'ont trouvée irrecevable : « Sun Yat-sen n'était pas marxiste. Il ne pouvait donc pas fournir de solutions pratiques pour aider la Chine féodale et colonisée à sortir de l'impasse. Mais, néanmoins, ses écrits donnaient aux gens des aspirations saines et il ne s'y trouve rien, pas une ligne, qui puisse nous gêner. Chiang Kai-chek aurait dû rougir de honte, en lisant, sur les parois de ce monument les trois « principes du peuple » formulés par Sun Yat-sen : indépendance nationale, vaste démocratie dans l'intérêt du peuple, bien-être de la nation. En effet, il n'en a appliqué aucun. Pour nous, communistes, l'idée nationale n'a jamais été en contradiction avec nos convictions révolutionnaires et internationalistes. Beaucoup d'entre nous sont devenus marxistes-léninistes, parce qu'ils ont compris, peu à peu, que c'était la seule doctrine qui pût nous guider dans la lutte pour la Chine unie. Il est probable que le Dr Sun Yat-sen l'aurait compris, lui aussi, s'il avait vécu quelques années de plus. »

Après avoir émis cette hypothèse audacieuse mes guides ont prudemment ajouté que, même sans devenir marxiste-léniniste, on pouvait être un bon patriote et aider à bâtir la Chine populaire, comme le prouve l'exemple de nombreux disciples de Sun Yat-sen : « Le Kuomintang révolutionnaire existe toujours en Chine et il prospère. Il a soixante-quinze députés à l'Assemblée du Peuple et trois ministres au gouvernement (P.T.T., Industrie

forestière et Industrie textile). Ces hommes, issus des classes non prolétariennes, ne veulent pas et ne peuvent pas devenir communistes mais ils sont heureux de voir notre pays libéré du joug étranger et désirent contribuer à sa prospérité et à sa puissance. En proclamant la République populaire, le président Mao avait promis que la nation chinoise ne serait plus jamais humiliée et, en tenant parole, il a exaucé le vœu le plus cher du Dr Sun Yat-sen et de ses partisans. »

En descendant les marches du mausolée bleu nous avons croisé un groupe de Chinois « pas comme les autres » qui semblaient providentiellement apparaître pour confirmer les dires de nos guides. Ils portaient des cravates, des costumes ou des robes « à l'occidentale ». Sans erreur possible, ils étaient venus à Nankin d'une de ces grandes villes asiatiques où les communautés chinoises sont nombreuses et souvent prospères. A Pékin, à Shanghaï et dans les autres centres urbains, on a construit pour eux des hôtels spéciaux : les « hôtels pour Chinois d'outremer », et on leur offre toutes facilités pour venir visiter leur patrie rénovée. Ces pèlerinages sont coûteux et, à en juger par leurs vêtements, il était clair que ces Chinois du dehors n'étaient pas des coolies de Singapour. Pourtant, tous portaient, à la boutonnière, des insignes rouges. Ce dont il faut peut-être conclure qu'après un siècle d'occupation étrangère, enfin terminée, il y a, pour la plupart des Chinois (et même pour ceux qui ne vivent pas en Chine), identification des aspirations nationales et révolutionnaires.

Ce serait pourtant une vue un peu idyllique que de penser que règne l'harmonie et qu'est réalisée l'unité parfaite entre « Sunyatsenistes » et maoïstes. Et, en effet, mes guides ont très souvent insisté sur le fait que la lutte des classes continuait en Chine. Comment peut-elle avoir lieu sous la « dictature démocratique du peuple » proclamée par Mao ? Et mènera-t-elle aux mêmes excès que, jadis, la lutte des classes intensifiée dans la Russie de Staline? En termes plus crus, à côté des Chinois marxistes et des Chinois simplement patriotes, existe-t-il une troisième catégorie : celle des Chinois parqués dans des camps de concentration?

A ce sujet, j'ai posé la question suivante au Premier ministre Chou En-laï :

— Vous parlez souvent de la poursuite et même parfois de l'intensification de la lutte des classes en Chine. Staline n'avait-il

pas, naguère, dit la même chose à propos de la Russie pour justifier des répressions massives?

— Les descriptions qu'a données Staline de la situation intérieure de l'U.R.S.S. ont souvent varié, répond d'abord Chou En-laï, pour marquer qu'il n'aime pas les comparaisons et qu'on peut oublier Staline. Puis il enchaîne :

« La Révolution chinoise n'a pas fait disparaître, d'un coup de baguette magique, les classes sociales qui existaient dans notre pays. Elles existent donc toujours et, s'il y a des classes, la lutte des classes se poursuit. Après avoir passé le stade de la révolution démocratique, nous avons fait la révolution socialiste : nous avons enlevé aux exploiteurs de la propriété les moyens de l'exploitation mais nous ne les avons ni liquidés ni déportés. Les anciens *landlords* et les paysans riches, qui représentent environ sept pour cent de la population, vivent toujours dans leurs villages, travaillent comme les autres et ainsi se rééduquent. Aujourd'hui, au bout de quinze ans, certains d'entre eux se sont transformés et sont devenus de bons travailleurs. Mais il y en a un grand nombre qui restent cramponnés à leurs idées anciennes et sont hostiles à la révolution.

« Pour la bourgeoisie nationale, qui compte environ un million de personnes, c'est différent. Mécontente de Chiang Kai-chek, la bourgeoisie nationale a participé à la révolution démocratique ou a sympathisé avec elle ou, simplement, ne s'y est pas opposée. Après la Libération, les éléments de la bourgeoisie nationale ont continué à jouir de tous leurs droits civiques. Lorsque nous en sommes venus à la phase de la révolution socialiste, notre politique à l'égard de la bourgeoisie nationale a consisté à racheter leurs usines, en leur versant un intérêt annuel de cinq pour cent pendant dix ans [1].

« C'est un fait qu'il existe en Chine d'anciens propriétaires fonciers et des éléments bourgeois. De plus, le poids des habitudes de la société d'autrefois reste encore assez grand. Même parmi ceux qui ont été élevés dans la nouvelle société, il y en a qui ont tendance à pratiquer les mœurs anciennes et qui en viennent même parfois à avoir des activités illégales comme la spéculation, ce qui donne naissance à de nouveaux éléments bourgeois. Les marxistes ne doivent pas ignorer ces faits ni les

1. C'est le 24 février 1956 que le Comité central du P.C. chinois a pris ses décisions sur la « transformation de l'industrie et du commerce capitalistes en Chine ».

nier, s'ils ne veulent pas laisser ces gens-là en corrompre d'autres et faire du sabotage.

« Il y a aussi les ennemis de l'extérieur qui cherchent à créer des troubles. Les impérialistes américains et leur valet Chiang Kai-chek nous envoient toujours un grand nombre de leurs agents. Pour toutes ces raisons, nous rappelons sans cesse que les classes existent, que la lutte des classes continue et que le peuple doit garder sa vigilance révolutionnaire.

« Autrefois, quand ils pouvaient le faire, les exploiteurs n'hésitaient pas à employer contre nous tous les moyens, même les plus extrêmes, pour défendre leurs privilèges. Maintenant que le pouvoir est entre nos mains, nous comptons avant tout sur la persuasion. Nous disons à ces gens qu'ils peuvent être rééduqués, s'ils ont le désir de servir leur patrie. Voici comment nous procédons : en cas de sabotage, nous emprisonnons le moins possible et nous exécutons moins encore. La répression ne s'exerce qu'en cas d'infraction grave ou lorsque la vie des autres est en cause.

« Vous avez, en Europe, une longue tradition régicide. Chez nous, le dernier empereur a été amnistié. Non seulement il n'a pas été exécuté, mais encore il siège à la Conférence consultative politique du peuple chinois et il a pu publier ses Mémoires. Je peux vous citer aussi le cas d'un des généraux les plus importants du Kuomintang, Tou Yu-ming, qui a lutté contre nous pendant des années. Au cours de la campagne de Houaihai, il était à la tête d'une armée de six cent mille hommes mais il a fini par être capturé [1]. Maintenant, lui aussi, il est membre de la Conférence consultative du peuple chinois. Ces hommes (et je pourrais vous en citer beaucoup d'autres) ne sont pas et ne deviendront jamais communistes. On ne leur en demande pas tant. Tout ce qu'on exige d'eux, c'est qu'ils travaillent loyalement pour leur pays. »

Ainsi réduite à la rééducation des récalcitrants, la lutte politique dans la Chine postrévolutionnaire, n'avait rien de spectaculaire et les musées d'histoire ne lui faisaient aucune place. Nous savons qu'en réalité les tournants récents de la politique maoïste (le « Bond en avant », la politique des « Cent Fleurs », le régime des communes populaires et la rupture avec les « révisionnistes modernes » soviétiques) ont suscité d'âpres débats

1. La bataille de Houaihai (7 novembre 1948-10 janvier 1949) est considérée comme l'une des plus importantes de la guerre civile

au sommet du Parti, et l'ont peut-être même divisé. Dans les publications officielles les Chinois signalaient eux-mêmes des désaccords au sein du Comité Central en 1959 et en 1961. Ils s'étaient terminés par l'éviction des « droitiers ». On nous signalait également que les « gauchistes » étaient en même temps rappelés à l'ordre. C'est seulement ainsi que le P.C. chinois aurait pu, en toute occasion, adopter une ligne correcte. Mais à aucun moment les Chinois n'ont expliqué en quoi consistaient au juste les déviations droitières ou gauchistes, ni qui étaient leurs protagonistes.

Cette discrétion n'est pas surprenante. Tous les partis communistes gardent jalousement le secret de leurs débats au sommet et n'aiment pas en donner publiquement les raisons profondes. Les événements de l'été 1966 en Chine ont introduit quelques innovations par rapport à l'ancien schéma, parce que, pour la première fois, la base était appelée à agir. Or, les pays communistes n'ont pas l'habitude de susciter des mouvements de masses. L'apparition des « gardes rouges » est à cet égard un événement sans précédent.

Il est certain que cette innovation n'était pas approuvée par tous les dirigeants du P.C. chinois. L'équipe dirigeante maoïste a été divisée par cette opération, ce qui a conduit à un remaniement de la hiérarchie gouvernementale et à une éclipse partielle d'hommes qui avaient la haute main sur l'appareil du Parti, comme Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping. Nous ne savons pas les détails de cette ultime épreuve de force, qui s'est terminée par la promotion de quelques compagnons de Mao Tsé-toung, comme Tao Chou et Chen Po-ta, qui jusque-là n'occupaient pas de postes de premier plan dans le secrétariat. Nous pouvons tenter une explication : pour épurer l'appareil, il a fallu faire appel à des hommes qui ne s'identifiaient pas trop étroitement avec lui, et à ces « gardes rouges », qui n'étaient intégrés dans aucun organisme existant. Ces jeunes enthousiastes ont pu saisir l'orientation du débat qui a eu lieu au sommet, sans connaître pour autant son contenu détaillé. Cette affaire occupera un jour, n'en doutons pas, une place importante dans les manuels et les musées d'histoire de Chine.

15. LES PRECAUTIONS

Jean-Paul Sartre a écrit : « Dans une société fortement intégrée, une opposition tente de s'emparer du pouvoir; qu'elle gagne ou qu'elle perde, la loi de l'action historique veut qu'elle se métamorphose. Si le triomphe est définitif, elle se fait la mesure de l'histoire et, tout en édifiant l'avenir, elle décide du sens du passé [1]. » Toute société, même la plus démocratique, fabrique donc sa propre version de l'histoire. Chu Teh n'avait pas tort de répondre un jour à Agnes Smedley, qui l'interrogeait sur les Chinois traîtres à leur pays, qu'en Amérique aussi, pendant la guerre de libération, beaucoup d'Américains avaient combattu aux côtés des Anglais, mais que cela « on ne l'apprend pas dans les écoles aux Etats-Unis ». Les jeunes Français ne trouvent pas non plus dans leurs manuels le récit de la visite triomphale de Pétain à Paris, quelques mois avant la Libération. Et, pour n'importe quel pays, on pourrait trouver des exemples analogues.

La révolution maoïste projette donc sa lumière sur l'histoire récente de la Chine. Son interprétation est conçue, de toute évidence, pour éduquer les masses, auxquelles on attribue, à tort ou à raison, un niveau de culture et de conscience assez élémentaire. Elle est donc réduite à un schéma très scolaire qui permet d'expliquer les événements et les changements intervenus, tout en poussant à l'action. Personne ne cache, en Chine, que cette éducation historique veut être utilitaire et donner des résultats immédiats. En étudiant l'aventure de leur pays et de leur P.C., les Chinois doivent comprendre l'efficacité d'un certain mode de vie et d'un système de valeurs qui ont assuré la victoire du maoïsme. L'histoire est considérée comme un moyen d'inculquer à chaque citoyen cette « correcte pensée politique » qui est — nous le verrons — la clef de tout le système actuel.

Cette version édifiante de l'histoire nous paraît souvent naïve et même parfois choquante, quand certaines lacunes en sont trop évidentes. On y pratique également le culte de la personnalité, d'une façon qui heurte même ceux des étrangers qui admirent sincèrement les réalisations de Mao Tsé-toung. Mais pour en

---

1. Dans sa préface au livre de LOUIS DALMAS : **Le Communisme yougoslave,** éd. Terre des Hommes, Paris, 1950.

juger objectivement, il faut se mettre à la place du « consommateur » à qui elle est destinée. Hier encore illettré, il trouve dans l'histoire ainsi présentée la seule explication compréhensible de ce qu'il vit aujourd'hui et de ses malheurs passés; il y trouve aussi la justification des sacrifices qu'il consent aujourd'hui et le sens nouveau de sa vie.

Cela dit, les communistes attachent trop d'importance à l'histoire pour qu'ils puissent la réduire indéfiniment à n'être qu'un simple instrument d'éducation primaire. Aucune autre société que la société communiste n'a jamais prétendu être la résultante de lois sociales objectives que le prolétariat, sous la direction du Parti, interprète et applique pour arriver à la révolution. Pour les communistes, l'histoire n'est que l'analyse de ce processus et ils ne peuvent pas tricher avec elle sans risquer d'en venir à nier les raisons d'être et de durer de la Révolution et sa nécessité. En conséquence, la société communiste est plus troublée qu'aucune autre lorsqu'elle découvre que son histoire officielle a été déformée et falsifiée : elle sent alors remis en question non seulement son passé mais aussi son présent et elle doute des valeurs qui la régissent. On l'a vu en U.R.S.S., où la déstalinisation a provoqué un scepticisme profond et douloureux.

En fait, la version stalinienne de l'histoire n'était pas seulement une simplification mais, très souvent, une falsification délibérée, visant à justifier la lutte intérieure au sein du Parti, ses déchirements et les répressions. C'est après avoir éliminé la vieille garde bolchevique que Staline monopolisa tous les instruments d'information et d'instruction publique : il s'est cru libre à ce moment de répandre sa version personnelle de l'histoire et de ses conflits avec les autres dirigeants. Les citoyens n'avaient plus aucun moyen de vérifier ses thèses, ni de les comparer à celles des autres. C'est dans cet esprit que fut conçu le *Précis d'histoire du P.C. (b)* qui était plus qu'un manuel d'histoire et prétendait aussi résumer la doctrine. Dans les universités de l'U.R.S.S., où j'ai étudié, nous apprenions le « marxisme-léninisme » à travers cet ouvrage de base : pour chaque chapitre on nous fournissait des textes des classiques du marxisme destinés à justifier théoriquement les choix pratiques de Staline à la gloire de qui contribuait ainsi le marxisme tout entier.

Ce système était parfaitement cohérent. Le passé, le présent et l'avenir convergeaient pour inspirer une confiance admirative en la sagesse des dirigeants du Parti. Il fallait accepter le système en bloc et, avec lui, toutes les interprétations de l'histoire qu'il

donnait, du Ier Congrès des socialistes russes à Minsk, à la fin du siècle dernier, jusqu'aux plans quinquennaux, en passant par la Révolution d'Octobre, la guerre civile, la N.E.P. et la collectivisation : tout se tenait si étroitement que la moindre remise en question partielle risquait de faire écrouler le système tout entier.

Après la mort de Staline, ses successeurs se trouvèrent donc dans une impasse. Aucun d'entre eux ne pouvait s'arroger l'infaillibilité doctrinale ni les pouvoirs dictatoriaux du chef mort sans mettre en danger l'existence physique des autres. Le fonctionnement des organismes de direction devait donc être modifié et certaines méthodes répressives abandonnées. Les héritiers de Staline devaient être fatalement amenés à dénoncer publiquement ses méthodes de gouvernement, filles de l'inadmissible « culte de la personnalité », pour faire la preuve que la ligne nouvelle rétablissait les normes léninistes. Ce fut fait en 1956, lors du XXe Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.

Mais Khrouchtchev, auteur du fameux « rapport secret » proposa la révision de deux chapitres seulement de l'histoire stalinienne. Il crut que le reste, ce qui s'était passé avant 1937, pouvait n'être pas repensé sans que la cohérence du tout en souffrît. C'était évidemment une illusion. Les révélations sur les camps de concentration et autres abus provoquèrent, comme on pouvait le prévoir, des crises de conscience et poussèrent les communistes (trop souvent, hélas! sans qu'ils en disent rien) à réfléchir sur les causes de cette déviation du système tout entier. La folie d'un seul homme ne pouvait pas l'expliquer seule et l'insuffisance des explications officielles mina plus profondément encore la confiance des Soviétiques en leur parti. Pour remplacer l'orthodoxie stalinienne par un système cohérent, il aurait fallu reprendre toute l'histoire du mouvement ouvrier, remettre en lumière une masse de faits et « ressusciter » une foule de personnes que Staline avait cru effacer à jamais de l'histoire en n'en parlant pas dans ses manuels.

Les dirigeants soviétiques n'ont pas osé aller aussi loin. Elèves de Staline, ils lui ont appliqué ses propres procédés. Chaque fois qu'ils le purent, ils supprimèrent son nom de l'histoire. Cette nouvelle falsification n'a fait qu'aggraver la crise morale qui ravage, aujourd'hui encore, toute une génération de communistes, en U.R.S.S. et ailleurs.

Ainsi, la conception stalinienne de l'histoire qui fut, pendant un temps, d'une indéniable efficacité, est devenue aujourd'hui un frein à l'action intérieure et internationale du P.C. soviétique.

Fort d'une telle expérience, on ne peut pas juger la version maoïste de l'histoire uniquement en fonction de son efficacité immédiate et s'en tenir là : il faut s'interroger sur les répercussions que pourra avoir sa révision, dans un avenir plus ou moins proche. Peut-être ai-je été victime de ma propension à toujours comparer l'aventure communiste chinoise à celle des Soviétiques, mais dès que je notais une omission ou une contre-vérité dans les récits de mes guides, je pensais aux conséquences qu'aurait, un jour, sur la « santé politique et morale » des Chinois, la correction de ces inexactitudes.

Après tout, Mao Tsé-toung n'est plus jeune et il a même dit, dans sa récente interview à E. Snow[1], qu'il « s'apprêtait à rencontrer le bon Dieu ». La démaoïsation qui pourrait bien se produire, à bref délai, sera-t-elle comparable à la déstalinisation? Vraisemblablement non, mais les deux opérations auront au moins quelque chose de commun. En effet, la grande faiblesse du système historique chinois actuel réside dans son attachement aux falsifications de l'histoire du mouvement ouvrier, imposées par Staline. Lors de la célébration du 70e anniversaire du dictateur, en 1949, ses apologistes chinois sont allés jusqu'à démontrer son génie politique en citant des extraits de ses discours qui prouvaient au contraire son manque de discernement en ce qui concerne la révolution chinoise. S'il est vrai qu'il a dit, en 1927 : « En Chine, la révolution armée lutte contre la contre-révolution armée », il est non moins vrai que pour lui la « révolution » c'était alors Chiang Kai-chek et ses troupes qui se retournèrent quelques mois plus tard contre les ouvriers communistes. Aujourd'hui les citations de ce genre ont disparu des manuels et des musées chinois. Staline n'est plus mentionné en tant qu'analyste génial de la révolution chinoise mais il n'est pas non plus critiqué. En 1956, quand Mao publia deux essais critiques sur *l'Expérience de la dictature du prolétariat*, on put croire un moment que le P.C. chinois serait le premier à ouvrir le dossier des rapports de Staline avec les partis étrangers. Il n'en fut rien. Les Chinois ont jugé bon de s'opposer à Khrouchtchev en défendant Staline mais non pas en poussant à un examen approfondi des actes et des théories de ce dernier.

Cette attitude a conduit, nous l'avons vu, à faire le silence complet sur le rôle du Komintern dans la première tentative révolutionnaire de 1925-27, ce qui n'est pas une mince omission.

1. **Candide,** février 1965.

Elle amène également les Chinois à employer un langage imprécatoire, truffé d'images stéréotypées, lorsqu'ils parlent d'ennemis de Staline, comme Trotsky et autres opposants de la vieille garde bolchevique. Or, après « le coup de force » de Chiang Kai-chek à Canton, en mars 1926, ce sont les antistaliniens de Moscou qui préconisaient la rupture du P.C. avec le Kuomintang (les Chinois disent aujourd'hui que Mao et ses amis voulaient la même chose). De même c'est Trotsky qui, le premier, parla au Komintern de la nécessité de créer les « soviets de paysans » chers à Mao. Certes, Mao n'a jamais été trotskyste et le fait qu'il a eu, sur certains points, les mêmes conceptions qu'eux ne prouve pas sa sympathie pour les antistaliniens de Moscou. Mais on voit par là comment leur fidélité à la version stalinienne des conflits internes de l'Internationale oblige les Chinois à ne pas tout dire de ce débat qui fut déterminant pour l'avenir du mouvement ouvrier et plus particulièrement pour leur révolution.

Si donc, un jour, les Chinois étudient leur véritable histoire, ils seront obligés sur plusieurs points importants de modifier la version qu'ils en donnent aujourd'hui. De même, dans des dossiers jalousement gardés, qui concernent la gestion gouvernementale des maoïstes, ils trouveront de quoi démystifier. Au moment du « Grand Bond en avant », les maoïstes firent de mirifiques promesses, qu'ils furent incapables de tenir. « Certaines erreurs » ont été officiellement reconnues mais en termes si laconiques et si vagues qu'une population plus évoluée n'aurait pu s'en satisfaire. Toute recherche sérieuse sur ces sujets révélerait à coup sûr des anomalies dans le fonctionnement même du Parti chinois et dans ses rapports avec les masses.

Il n'est donc pas douteux que les Chinois des générations futures auront des surprises, qui provoqueront chez eux des crises de conscience, lorsqu'ils seront en mesure d'établir le bilan exact des activités de leurs aînés avant la Libération et dans les débuts de la Chine nouvelle. Pourtant, il n'est pas non plus douteux, selon moi, que ces découvertes seront moins douloureuses que ne furent celles que firent les Soviétiques au moment du XX^{e} Congrès. Car l'histoire maoïste n'est pas hantée par les fantômes des grands dirigeants communistes exécutés au cours d'une lutte sanglante pour le pouvoir. A la différence de Staline, Mao n'a pas exterminé ses prédécesseurs, ni terrorisé ses compagnons de lutte par des purges, et la révolution chinoise n'a pas dévoré ses enfants. A une exception près (Kao Kang) les hommes qui appartenaient au premier gouvernement de la

République populaire sont encore au pouvoir aujourd'hui, seize ans plus tard. Et on est même, parfois, surpris de la stabilité de cette équipe, qui a connu de grands débats, mais qu'aucune lutte fratricide n'a mutilée. Si on se rappelle, de plus, avec quelle assurance paisible Chou En-laï déclare qu'il n'y a pas de camps de concentration en Chine, on se convainc que les révélations qui pourront être faites, après la mort de Mao ou plus tard, auront des conséquences moins graves que celles qui furent faites au XX[e] Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.

La comparaison entre les expériences stalinienne et maoïste pourrait même être très flatteuses pour Mao. En effet, les défenseurs de Staline expliquent que ses méthodes répressives lui étaient « imposées » par le sous-développement économique et social de cette Russie qu'il voulait industrialiser et moderniser dans les délais les plus brefs. Or, en 1949, la Chine n'était guère plus développée que l'U.R.S.S. de 1917 et les ambitions de Mao n'étaient pas moindres que celles de Staline — et cela ne semble pas lui avoir « imposé » le recours continuel à la violence. La base de son système est un endoctrinement poussé mais la contrainte idéologique qu'on voit exercer dans les moments de conflit politique aigu ne devient jamais persécution sanglante.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer également le mouvement des « gardes rouges », qui est dans un sens plus choquant par la nouveauté qu'il représente dans les régimes communistes, que par ses excès. Le recours à une action des masses pour accélérer un processus social, peut ne pas plaire à cause de ses brutales simplifications, mais il ne peut en aucun cas être comparé à une répression bureaucratique et policière. Un mouvement comme celui des « gardes rouges », qui obtient une grande marge de liberté d'action, représente pour le groupe dirigeant un très grand « risque calculé ». Il a fallu que Mao croie vraiment dans le rôle foncièrement positif d'une poussée égalitaire de la base pour se lancer dans une telle entreprise. Et si les « gardes rouges » ont provoqué des conflits sociaux et ne se sont pas conduits comme dans un ballet bien réglé à l'avance, c'est que les germes de ces conflits existaient dans la société, et le Parti, qui a aidé à crever l'abcès, a accepté de payer le prix de l'opération en sacrifiant certains de ses propres cadres. Le prestige de Mao aux yeux du peuple a sans doute augmenté, car il a démontré une fois de plus qu'il est le champion d'une cause et non pas le chef d'un nouveau clan au pouvoir.

Certes, la position de Mao dans son parti n'a jamais été la même que celle de Staline dans le sien. Mao n'a pas eu à s'imposer en déboulonnant des camarades plus glorieux et mieux placés que lui pour revendiquer le pouvoir après la victoire de la Révolution. Il n'a pas eu affaire à un Trotsky. Ce n'est ni Chen Tu-hsiu, ni Li Li-san, ni Wang Ming, ni Chang Kuo-tao ni aucun autre dirigeant du P.C. chinois qui assurèrent la victoire : c'est Mao Tsé-toung et sa stratégie politique qui ont permis le triomphe du communisme en Chine et personne ne le conteste. Mao n'a pas non plus un prédécesseur vénéré, comme Lénine, par rapport auquel il lui faudrait constamment se définir, et dont il devrait se présenter comme le fils spirituel, l'exécuteur testamentaire et le seul continuateur fidèle. Il est son propre Lénine et cela, de toute évidence, a beaucoup simplifié ses rapports avec ses compagnons de lutte.

Mao n'était pas non plus guidé par une théorie solidement établie des conditions de la révolution chinoise. Dans une interview à Anna Louise Strong, en 1946, Liu Shao-chi — actuel président de la République — a remarqué que Marx et Engels avaient développé leur théorie à partir de la situation des pays européens et qu'ils avaient rarement parlé de l'Asie [1]. Leurs principes généraux sur la lutte des classes étaient, bien sûr, universellement valables, mais une théorie marxiste de la révolution en Asie restait à faire : Mao devait donc prendre les initiatives de son choix pour faire une analyse des classes de la société chinoise, et n'était pas contraint à des acrobaties doctrinales pour démontrer qu'elles étaient conformes aux principes marxistes. Il a fait, par exemple, de la paysannerie la force motrice de sa révolution et, pour assurer la cohésion de son armée, il a établi un « code de conduite » purement moral sans se demander si ces solutions étaient conformes à la doctrine. Pour lui, le but était, certes, d'établir une société socialiste, mais il choisissait seul les moyens d'y parvenir — et cela non seulement pendant la guerre civile mais aussi depuis son accession au pouvoir.

On peut se demander si ce « marxisme asiatique » de Mao aurait été reconnu par Karl Marx comme un enrichissement de son système, mais ce problème ne se posera dans toute son acuité

1. Marx a parlé pourtant du « mode de production asiatique », et ce concept a nourri beaucoup de controverses parmi les marxistes jusqu'aux années 30 et au cours des toutes dernières années. Mais les Chinois, tout comme Staline naguère, préfèrent ignorer ce problème et s'en tenir à la périodisation historique européenne.

que quand la Chine sera devenue une société industrialisée, disposant de forces productives suffisantes pour envisager la réalisation pratique de l'utopie marxiste. C'est seulement alors qu'il sera possible de savoir si les inventions maoïstes aident à réaliser une société égalitaire et libre, permettant l'épanouissement complet de l'homme, telle que Marx l'avait envisagée. Pour le moment, les généralisations théoriques de Mao ont simplement pour but d'assurer la cohésion et le développement d'un pays essentiellement paysan et, hier encore, imprégné de valeurs confucéennes, asociales par excellence. La morale maoïste doit, en principe, dicter aux Chinois la conduite à tenir pour créer et faire fonctionner cette société future. Il est trop tôt pour décider si elle n'impose pas un mode de vie fondé sur l'obéissance, plutôt que sur la réflexion, et si elle ne risque pas d'avoir des effets stérilisants à la longue.

Les compagnons de Mao ne sont pas beaucoup plus jeunes que lui et, si l'on peut admirer la stabilité de leur équipe, on doit constater également qu'il arrive peu de sang frais dans le corps dirigeant. Au cours des prochaines années, des jeunes prendront nécessairement la relève et il est légitime de se demander s'ils auront la même envergure que ceux qui ont « fait la Révolution ».

Aux Etats-Unis, on prévoit qu'il y aura sans doute lutte pour le pouvoir et que, vraisemblablement, l'ardeur révolutionnaire sera moins vive chez les successeurs de Mao. Il semble que les Américains prennent ici leurs désirs pour des réalités et que leurs prévisions leur soient inspirées par des comparaisons fallacieuses entre la Russie d'après Staline et la Chine d'aujourd'hui. Les systèmes de ces deux pays sont radicalement différents. Rien ne permet d'affirmer qu'à la mort de Mao se produira le même scénario qu'à la mort de Staline; rien n'indique que ceux qui prendront la relève de la « vieille garde » seront moins messianiques, qu'ils seront moins ardemment dévoués à la cause du « communisme asiatique ». On peut seulement craindre qu'ils ne soient moins souples que leurs prédécesseurs.

Enfin, sur des indices à vrai dire assez minces, nous avons eu l'impression que les dirigeants actuels ont un grand souci d'assurer une succession harmonieuse au grand homme, qui a déjà délégué la plupart de ses pouvoirs à des camarades de confiance. Peut-être est-ce ce même souci qui a suggéré jusqu'ici aux communistes chinois « de ne pas publier une histoire officielle du P.C. de Chine, mais seulement une chronologie des événements et

une collection de documents permettant d'étudier séparément les divers problèmes [1] ».

Prise deux ans après la mort de Staline, quand parvenaient de Moscou les rumeurs de la grande révision, cette décision semble indiquer que les maoïstes sont conscients du caractère provisoire de l'enseignement historique qu'ils dispensent aujourd'hui. Peut-être même envisagent-ils de le modifier bientôt, pour satisfaire les exigences d'une génération plus instruite et plus curieuse, que les simplifications, les naïvetés et les omissions des textes actuels ne satisfont pas. Si les maoïstes réussissaient à procéder à cette révision sans provoquer trop de secousses et de crises, ils démontreraient que la démaoïsation peut être un enrichissement et non un reniement des écrits de celui qui fut, à la fois, le promoteur, le théoricien et l'historien de la révolution chinoise. Et ainsi se vérifierait, une fois de plus, que pour les Chinois, l'expérience russe est beaucoup plus riche d'enseignements qu'ils ne veulent bien le dire.

1. Voir : ENRICA COLLOTTI PISCHEL, **Le origini ideologiche della rivoluzione cinese,** Einaudi, Torino, 1959, p. 284. Remarquons également que le Comité d'Etat chargé de la publication des documents est présidé par Chou En-laï.

CHAPITRE III

L'IDÉOLOGIE DANS LES CAMPAGNES

1. L'ENCERCLEMENT PAYSAN

Aucune statistique récente ne donne le chiffre exact de la population chinoise. Certains officiels parlent de « sept cent cinquante millions de Chinois », d'autres de six cents ou six cent cinquante millions. Leur incertitude est compréhensible : on n'a pas de données précises sur l'accroissement démographique[1]. Mais quel qu'en soit le chiffre total, il est certain que la paysannerie représente de 80 à 85 % de la population. C'est-à-dire que cent vingt millions de familles d'environ cinq personnes vivent à la campagne.

En Chine, nous l'avons dit, les centres urbains « encerclés par les campagnes » sont des îlots constamment battus par le flot de la paysannerie et certaines communes populaires sont, en effet, incluses dans le périmètre des villes qu'elles approvisionnent. Lorsqu'on dit, par exemple, que Kunming, capitale du Yunnan, compte 1 200 000 habitants, il faut entendre qu'il y a, sur ce nombre, environ 800 000 vrais citadins et 400 000 agriculteurs. La vraie Chine c'est toujours la Chine paysanne et elle n'est pas facile à pénétrer. D'abord à cause de l'insuffisance des

1. Au cours d'une interview accordée à Edgar Snow (**Candide,** février 1965), Mao Tsé-toung avoue : « Certains disent que la Chine compte 680 à 690 millions d'habitants, mais je ne le crois pas. » Il a remarqué que les paysans sont responsables d'une certaine confusion dans les statistiques : « ils ne déclarent pas toujours immédiatement les décès pour profiter encore quelques mois des cartes de ravitaillement des morts ».

moyens de transport. Sauf dans le Nord-Est (l'ancienne Mandchourie) et dans les environs des grandes villes, la Chine ne dispose ni d'un réseau ferroviaire ni d'un réseau routier à ses mesures. En 1932, le professeur Tawney avait calculé que, même en construisant 10 000 km de voies ferrées chaque année, il faudrait 80 ans aux Chinois pour avoir un réseau ferroviaire aussi dense que celui de l'Angleterre [1]. Depuis 1949, beaucoup de grandes lignes ont été construites en Chine et les villes les plus importantes sont toutes reliées entre elles. Mais on n'envisage pas encore de construire des lignes pour pénétrer dans les campagnes lointaines [2].

La Chine est un pays de grandes rivières et de grands lacs. Les transports par eau pallient donc un peu cette faiblesse. Un Yangtsé vaut beaucoup d'autoroutes, surtout pour le transport des marchandises. Et, un peu partout, la population travaille en masse à construire des routes avec des moyens très rudimentaires. Près de Nanning, j'ai vu des soldats, des étudiants et des ouvriers, maniant pelle et pioche et charriant la terre dans des paniers en paille, ajouter en quelques heures quelques hectomètres de route au réseau national. Il est vrai que c'était dans la banlieue d'une capitale provinciale et il est douteux qu'un effort de ce genre, bien que spectaculaire et même émouvant, puisse suffire pour doter rapidement la région entière d'un réseau de routes vraiment carrossables.

Pour le moment, en tout cas, atteindre une commune populaire très éloignée d'un centre urbain est pratiquement impossible au visiteur étranger. Je ne peux accuser nos guides d'avoir voulu nous empêcher de voir ces communes lointaines. Certes, ils nous signalaient les difficultés de tel ou tel déplacement et son prix (louer une voiture est ruineux). Mais quand, dans le Yunnan, à l'extrême sud-ouest du pays, nous avons insisté pour visiter une de ces communes et y étudier le problème des minorités nationales (très nombreuses dans cette province) on nous a laissés faire. Notre voiture polonaise, une Warszawa, qui semble avoir la robustesse d'une jeep, n'a pas pu nous mener jusqu'à la commune : nous l'avons abandonnée sur un sentier impraticable et nous avons fait les derniers kilomètres à pied derrière

1. Voir : TAWNEY, **op. cit.**

2. Le réseau ferroviaire chinois a pratiquement doublé depuis 1949 et dépasse actuellement 40 000 km. Citons, à titre de comparaison, la France, qui, avec une surface dix-huit fois plus faible, dispose de plus de 50 000 km de voies ferrées.

un éclaireur venu à notre rencontre. Au village, toute la population nous attendait. Composée pour moitié de Chinois et pour moitié de Sanyis (la minorité nationale) elle paraissait en proie à une excitation et à une curiosité indescriptibles : personne ici n'avait encore jamais vu un Blanc. On nous a installés dans un grand hangar, qui sert d'école, et le président de la commune a fait griller en notre honneur un bon kilo de graines de tournesol, principale richesse du village. Toutes les dix minutes, des gosses, ayant déjoué la vigilance de leur instituteur, se faufilaient dans le hangar pour contempler de plus près nos stupéfiants longs nez. Aucun de nos hôtes n'avait jamais voyagé en train, la moitié n'avait jamais vu de lumière électrique.

Je ne m'attendais évidemment pas à trouver en Chine des fermes modèles « à l'américaine » : encore incomplètes, les statistiques portant sur la mécanisation de l'agriculture et l'électrification des campagnes sont suffisamment éloquentes. D'autre part, des confrères qui connaissent la Chine m'avaient signalé que les tracteurs y étaient rarissimes. Dans le Nord-Ouest, sur les lieux mêmes où Mao a vécu pendant des années avec son état-major, nous avons vu des paysans labourer avec des charrues à soc de bois et, la nuit, les grottes célèbres ne sont pas éclairées : l'électricité est arrivée dans la région, mais elle sert surtout à faire fonctionner le système d'irrigation qui a encore la priorité absolue, et l'éclairage est toujours considéré comme un luxe. Tout cela ne m'a pas surpris : je m'y attendais. Pourtant je n'imaginais pas à quel point la Chine tout entière est marquée et dépendante — on pourrait dire prisonnière — de la pauvreté de ses campagnes.

« Celui qui gagnera la paysannerie gagnera la Chine. Celui qui résoudra le problème de la terre gagnera la paysannerie. » La première partie de cette formule de Mao, vieille de trente ans, s'est vérifiée pendant la guerre civile. En promettant la terre, Mao Tsé-toung a canalisé le mécontentement paysan et l'a utilisé pour abattre l'ancien régime. Après la victoire, il fut tenu de réaliser la seconde partie de sa prédiction : résoudre le problème de la terre. Or, ses adversaires prétendaient que ce problème était insoluble et le Département d'Etat américain n'a pas hésité à l'écrire, noir sur blanc, dans son Livre blanc rédigé sous la direction personnelle de Dean Acheson [1].

En voyageant dans ces campagnes chinoises, on comprend que

1. **United States Relations with China,** Washington, 1949.

les Américains n'avaient pas affirmé cela par mauvaise humeur et comme on lance une malédiction. A partir de chiffres exacts, ils avaient fait des déductions apparemment logiques. Dans ce pays, à peine plus grand que les Etats-Unis, mais trois fois et demie plus peuplé, un dixième seulement de la terre est, à ce jour, cultivable. Cent sept millions d'hectares doivent nourrir 120 millions de familles paysannes et la population urbaine. Dans la commune du Yunnan, 300 hectares de terre médiocre, pratiquement pas de machines agricoles ni d'engrais chimiques, et 350 familles à nourrir. On se dit que même si on distribuait cette terre de la façon la plus équitable, elle ne suffirait pas : comment la Chine pourrait-elle éviter des famines périodiques?

Pourtant, malgré la pénurie des années 1959-1961, dues à des calamités naturelles particulièrement éprouvantes, il n'y a pas eu même un début de famine en Chine. Faut-il donc croire que les maoïstes ont si bien « résolu » le problème de la terre que la production agricole suffit dorénavant à approvisionner le pays et à lui fournir l'excédent nécessaire à l'industrialisation?

M. Wu Chen, vice-ministre de l'Agriculture, nous a fourni, à la fin de notre voyage dans les campagnes, des données économiques. Mais la vraie réponse qu'il nous a fournie — comme tous les Chinois que nous avons interrogés — est une réponse politique. « Nous avons libéré les paysans de l'exploitation. Ils ont trouvé eux-mêmes le moyen de s'organiser d'abord en équipes d'entraide, puis en coopératives, puis en communes. Cette nouvelle organisation a augmenté la production de la terre et a assuré la nourriture à tous. Rien ne résiste à l'homme : ce que vous appelez un miracle n'est que le résultat de l'instauration des communes et nous l'avions prévu depuis toujours. »

Un esprit occidental, pénétré du respect de la technique, a du mal à se contenter de cette explication. Ce volontarisme n'aurait pas dû suffire à résoudre le problème. Pourtant, partout où nous sommes passés, le ravitaillement était assuré. En fait, la réponse de nos interlocuteurs chinois nous indique la clé de voûte de leur système : une politisation poussée, qui permet d'exploiter les ressources au maximum, garantit la subsistance de tous et favorise l'accumulation. Cette constante préoccupation politique devient, en même temps, une valeur — la première, dans l'échelle morale des Chinois — et un moyen d'organisation sociale indéniablement efficace.

Dans aucun pays du monde, les paysans ne sont aussi constamment, aussi systématiquement instruits et endoctrinés. Dans les

villages les plus reculés, dont les habitants ne disposent que d'un équipement archaïque, nous avons trouvé le portrait de Marx et les affiches anti-impérialistes. Dans le village perdu que notre voiture polonaise ne pouvait pas atteindre, le journal de Kunming arrive deux fois par semaine et il est lu collectivement. Ces paysans qui ignorent presque tout des perfectionnements techniques du siècle sont parfaitement au fait de la guerre au Vietnam. Le président de la commune, qui nous reçut dans le hangar, portait à la boutonnière un macaron à l'effigie de Ho Chi Minh. Sur les murs étaient peints des mots d'ordre politiques et accrochés des portraits de Marx, d'Engels et de Lénine. Ce contraste entre l'arriération technique et la politisation la plus avancée, on le constate partout.

Mais l'éducation politique, on ne peut pas la dispenser à des millions de paysans comme un vaccin. Les éducateurs dépendent de leurs élèves et, pour s'en faire comprendre, ils doivent d'abord apprendre d'eux. Dans un pays comme la Chine, qui dépend étroitement de sa paysannerie, la propagande communiste freinerait l'activité des producteurs si elle apparaissait comme une simple contrainte. Parce qu'ils ont vécu longtemps mêlés à la paysannerie et parce que plus de soixante pour cent des membres du Parti en son issus, les maoïstes la connaissent beaucoup mieux que les communistes des autres pays et ont su créer des liens réels entre elle et le Parti. Mieux, l'expérience de Yenan n'a pas seulement permis d'acquérir une meilleure connaissance des campagnes : elle a effacé des différences entre élites politiques urbaines et paysans. Cette unité, le Parti veut la préserver à tout prix : elle est le fondement politique et moral de cette nouvelle société que traverse un grand courant égalitaire. Ce nivellement qui a supprimé les atroces déséquilibres de la Chine de jadis et préfigure la réalisation d'une société communiste où seraient abolies les différences entre villes et campagnes, ne s'est pas, comme le disent nos interlocuteurs, opéré sans erreurs ni tâtonnements. A l'origine, les maoïstes ont espéré unifier la société en « dépaysannant » les campagnes par l'industrialisation. Ils comptaient que les membres des communes deviendraient rapidement à demi ouvriers et que, du coup, l'industrialisation rapide du pays s'accompagnerait d'une « prolétarisation » générale. C'est ce résultat qu'on attendait de l'expérience de 1958 mais la technologie a ses exigences et sa logique, qui ne se laissent ni tourner ni escamoter. Les procédés industriels ne peuvent être appliqués que dans des zones de relative concen-

tration, dotées d'une infrastructure suffisante, et non dans des villages à peine reliés les uns aux autres et démunis d'équipement adéquat. Les hauts fournaux miniature des « aciéries de campagne » n'ont pas mis longtemps à s'éteindre et si les communes populaires ont survécu à cet échec, elles sont aujourd'hui presque exclusivement agricoles.

Les Chinois n'aiment pas parler de cette période. Ils admettent, à contrecœur, avoir espéré, en 1958, un accroissement rapide de la production qu'une série de calamités a freiné. Mais quelles que soient les raisons de leur échec, il se pourrait que les Chinois aient tenté de résoudre — en tout cas ils en ont eu une perception très claire — une contradiction sociale qui existe, inaperçue ou tolérée, dans les autres pays socialistes. En effet, l'organisation coopérative des campagnes — comme par exemple les kolkhozes soviétiques — utilise toujours les formes de production et de consommation familiales, et de ce fait conserve un caractère social arriéré. Un kolkhoze représente une simple addition d'un certain nombre de familles paysannes, qui vivent séparément et exploitent la terre commune uniquement dans le but d'obtenir des revenus individuels supérieurs. La transformation socialiste des campagnes exigera tôt ou tard une modication du mode de production actuel et des rapports sociaux entre les producteurs paysans. C'est ce qu'en 1958 les Chinois avaient cru pouvoir déjà faire.

Leur tentative ayant avorté (et en attendant, peut-être, que leur développement économique soit plus poussé pour la renouveler), ils ne se sont pas avoués vaincus : bien que conditionnée par des moyens de production primitifs, la mentalité paysanne doit être transformée et la fusion des villes et des campagnes, si elle ne peut pas encore être réalisée en ce qui concerne la production, doit l'être en ce qui concerne l'opinion, la culture, la morale. Une société pédagogique et égalitaire ne peut pas avoir deux systèmes d'éducation ni deux codes moraux, les uns pour les villes, les autres pour les campagnes. L'unité de la Chine se manifeste jusque dans l'expérience individuelle de chacun, par les stages obligatoires dans les communes, par le travail manuel imposé aux cadres. On ne peut pas abolir d'un coup les différences de la société, tout Chinois doit donc les éprouver en sa personne pour ne pas oublier, quel que soit son rôle social, le fond douloureux de l'aliénation du travail manuel et du sous-développement.

L'utopie des communes n'ayant pu se matérialiser et le paysan

ne pouvant pas encore devenir ouvrier, ce sont tous les autres qui doivent se rapprocher de lui, « les plus avancés aidant les retardataires ». Un mot d'ordre politique n'a d'efficacité, selon les maoïstes, que s'il peut être suivi à la fois dans les villes et dans les communes. L'attitude vis-à-vis du travail, du pays et d'autrui, les manières de concevoir le mariage et le divorce, bref, les manières de vivre et de penser doivent être, sinon identiques, du moins extrêmement voisines, si l'on veut surmonter les inévitables « contradictions au sein du peuple » et éviter toute coupure entre les différentes couches sociales. Il va de soi que cette conception ne favorise pas les élites urbaines. C'est aussi en ce sens qu'aujourd'hui encore, en Chine, les villes sont « encerclées par les campagnes ».

On m'a souvent dit à Pékin : « Pour comprendre le communisme chinois, il faut comprendre le problème paysan et étudier les communes populaires. » La première des trois « bannières rouges » de la ligne du Parti proclame : « Vive les communes ! » Le gouvernement affirme que « l'agriculture est l'élément de base de l'économie chinoise ». Et beaucoup des conceptions doctrinales de ce que Liu Shao-chi appelait le « marxisme asiatique » sont dictées par ce fait que le pays réel, c'est la paysannerie.

Demain, dans vingt ans peut-être, l'édifice chinois sera profondément modifié par l'industrialisation. Travail et valeurs morales ne seront plus les mêmes et la Chine se pensera différemment. Mais aujourd'hui, c'est encore par la terre qu'il faut commencer, si l'on veut comprendre le socialisme chinois.

2. *UN RACCOURCI VERS LE COMMUNISME*

En avril 1958, dans une région de la province du Honan, à quelque centaines de kilomètres de Pékin, 43 000 paysans, appartenant à 27 coopératives agricoles, décidèrent de se grouper non seulement pour mieux cultiver la terre, mais aussi pour construire des industries locales, creuser des canaux d'irrigation, tracer des routes, bâtir des écoles, bref, pour réaliser des progrès rapides dans tous les domaines économiques et culturels. Peu après, les paysans de la province du Lianoning dans le Nord-Est, firent de même et furent à leur tour imités par les coopérateurs du sud et de l'ouest du pays. A en croire ce qu'on dit aujourd'hui, les paysans chinois ont spontanément pris conscience qu'il leur

fallait établir une nouvelle organisation sociale pour faire face à leurs besoins matériels et spirituels.

Les précurseurs de Honan, qui créèrent la première commune populaire de Chine, la baptisèrent « Spoutnik » pour signifier au monde que leur expérience aurait autant de retentissement que le lancement du premier satellite. Le 7 août 1958, ils publièrent leurs statuts qui devaient servir de modèle et qui peuvent être considérés comme une déclaration d'intentions politiques et économiques. Toute personne d'au moins seize ans jouissant de ses droits civiques et séjournant sur le territoire de la commune pouvait en devenir membre et toucher le prix de son travail [1]. Tout en conservant le principe de la propriété collective de la terre, « Spoutnik » décidait de payer des salaires mensuels, comme dans l'industrie. Il était d'ailleurs prévu que les membres de la commune travailleraient, comme les ouvriers d'usine, selon des horaires fixes avec, par mois, deux jours de repos pour les hommes et trois pour les femmes. Ils mangeraient dans des cantines et confieraient leurs enfants à des crèches, comme le font les travailleurs citadins. La commune construirait des logements nouveaux pour ces paysans-ouvriers et en retiendrait le loyer sur leurs salaires. Elle devait également se charger de l'éducation et de la défense. Elle assurerait d'abord l'instruction primaire, puis plus tard, l'instruction secondaire et plus tard encore, l'instruction supérieure, de tous ses membres qu'elle organiserait, de plus, en milices populaires.

Mao Tsé-toung et d'autres dirigeants du Parti se rendirent sur place pour étudier ces projets et pour surveiller le début de leur réalisation. Puis, le Comité central se réunit dans la ville balnéaire de Peitaiho où, le 29 août 1958, il adopta sa « résolution historique » qui saluait la naissance et souhaitait la multiplication des communes populaires. A la fin de l'automne de la même année, 740 000 coopératives agricoles disparurent pour faire place à 26 000 communes, toutes organisées sur le modèle de « Spoutnik ».

La rapidité foudroyante de cette réorganisation s'explique, selon les Chinois, par une irréversible poussée spontanée de la base ; pour certains commentateurs étrangers elle prouve, au contraire, que l'opération était soigneusement préparée, et de longue date. Quoi qu'il en soit, en quelques semaines, cinq cents millions de

1. Les autres, c'est-à-dire les anciens **landlords**, pouvaient travailler dans la commune mais n'avaient pas de droit de vote et ne pouvaient pas être élus aux postes de commandement.

paysans chinois changèrent radicalement de mode d'existence : une transformation révolutionnaire de cette ampleur et opérée à cette allure est sans précédent dans l'histoire.

Dès qu'ils eurent pris le pouvoir, les communistes chinois se montrèrent extrêmement prudents en tout ce qui concernait les campagnes. Sans jamais critiquer ouvertement les méthodes russes de collectivisation, ils répétaient constamment qu'ils envisageaient des solutions différentes qui tiendraient compte des particularités de la Chine. Et c'est un fait que les premières coopératives (organisées au début très rudimentairement puis, peu après, sur le modèle des kolkhozes) furent édifiées sans violence. La façon brutale dont fut imposée la création des communes populaires contrastait avec l'ancienne « manière douce ». Cette fois les maoïstes semblaient pressés comme s'ils avaient lutté contre la montre. Or, en U.R.S.S. malgré les procédés extrêmement violents appliqués par Staline, il fallut près de trois ans (1929-1932) pour organiser kolkhozes et sovkhozes. Pourquoi Mao a-t-il à ce point brusqué les choses et comment a-t-il pu généraliser à une telle allure le système des communes populaires ?

Tout d'abord, il ne s'agissait pas, pour créer les communes, de grouper des fermes individuelles (comme on avait dû le faire en Russie pour créer les kolkhozes) : les paysans chinois qui vivaient depuis cinq ans déjà en coopératives de différents modèles, donc en collectivité, ne devaient pas renoncer soudainement à des biens personnels. Ensuite, il y avait dans le P.C. chinois, huit millions et demi de paysans, parfaitement intégrés à leur milieu et capables d'éduquer et d'entraîner leurs compagnons — alors qu'en U.R.S.S., c'étaient des militants venus des villes (comme Davydov, le héros des *Terres défrichées* de Cholokhov) qui devaient se charger de le faire. Enfin, en U.R.S.S., la collectivisation a commencé dans un moment où le ravitaillement très mal assuré des villes freinait dangereusement l'ensemble de l'économie et l'exécution du plan quinquennal. En Chine, au contraire, la récolte de 1958 fut quasi miraculeuse[1], c'est pourquoi Mao choisit ce moment pour lancer sa nouvelle politique agricole.

---

1. La récolte de 1958 fut estimée, sur le moment, à 375 millions de tonnes — l'année suivante, on estima qu'elle n'avait été, en fait, que de 250 millions de tonnes, mais même ce chiffre est un chiffre record qui n'avait jamais été atteint avant et ne le fut jamais après. La récolte de 1964, qui fut excellente, fut de 210 millions de tonnes. (Information non publiée mais fournie en privé à des journalistes, dont Edgar Snow.)

Tout cela explique sans doute que la Chine ait pu « accoucher sans douleur » de ses communes alors qu'en U.R.S.S. les kolkhozes ne furent créés qu'au prix d'une terreur impitoyable. Mais ce succès a renforcé la conviction, déjà solide, des maoïstes, qu'il faut donner aux « rapports de production » la primauté sur les « forces productives ».

Dès 1955, Mao avait critiqué ceux qui croyaient indispensable d'avoir des tracteurs et autres machines modernes pour organiser les coopératives agricoles [1]. Selon lui, les nouvelles relations établies entre les producteurs suffisaient pour pallier la faiblesse de moyens mécaniques et pour accroître le rendement des campagnes. Après le lancement des communes, qui constituait pour lui un pas de plus sur le chemin de la révolution ininterrompue, il semble avoir conclu que, grâce à ces rapports de production améliorés, la Chine pourrait rattraper très rapidement son retard économique et en finir définitivement avec son sous-développement. La nouvelle organisation des campagnes devait non seulement permettre « l'accumulation socialiste » nécessaire au financement du plan d'industrialisation — comme jadis en U.R.S.S. — mais aussi transformer la nature et la capacité de production du monde rural. Cette conviction que l'ère de l'abondance va s'ouvrir très bientôt apparaît clairement dans les phases finales de la résolution de Peitaiho : « Il semble que la réalisation du communisme en Chine n'est plus une perspective très éloignée. Nous allons nous servir des communes populaires pour tenter activement d'ouvrir des voies nouvelles vers la société communiste. »

Encouragés par cette prophétie optimiste du sommet, les théoriciens communistes commencèrent à calculer les délais nécessaires pour édifier la société idéale. « Récemment encore, les paysans quinquagénaires craignaient de ne pas vivre assez longtemps pour voir le communisme réalisé. Aujourd'hui, même les octogénaires croient fermement qu'ils auront le bonheur de vivre sous le communisme », écrivait le *Renmin Ribao*. Chen Po-ta, proche collaborateur de Mao Tsé-toung, expliquait pour sa part que, grâce aux communes, les forces productives de la société chinoise allaient se développer à une vitesse sans exemple dans l'histoire et faire disparaître les distinctions entre l'industrie et l'agriculture, entre le travail manuel et le travail intellectuel,

1. MAO TSE-TOUNG : **Sur la question des coopératives agricoles**, éd. en langues étrangères, Pékin, 1955.

permettant ainsi le passage « en douceur » du socialisme au communisme. On fit appel aux classiques du marxisme pour étayer ces affirmations. Il semble que quelques dirigeants aient exprimé des doutes sur la possibilité de réaliser si vite un programme si ambitieux. On les traita de droitiers et on rappela à leur usage la phrase célèbre de Marx, selon laquelle l'humanité ne se pose des problèmes que lorsqu'elle peut les résoudre.

Il va sans dire que les dirigeants locaux, stimulés par toutes ces explications théoriques, multiplièrent les initiatives. Dans certaines communes ils songèrent même à atteindre rapidement une véritable autarcie économique, à supprimer l'argent et à distribuer gratuitement nourriture, vêtement et tout le nécessaire. Les cadres du Parti, formés à Yenan, se rappelèrent qu'à l'époque héroïque l'argent avait pratiquement disparu et qu'après la Libération, pendant une longue période, les dirigeants du P.C. ne percevaient pratiquement pas de salaire. Selon eux, il fallait donc rapidement supprimer les salaires et décider la distribution gratuite des biens. Mao Tsé-toung lui même, visitant une commune de la province d'Anhwei où l'on distribuait gratuitement le riz, aurait dit : « Ce que peut une commune, les autres le pourront aussi. Et ce qu'on peut faire avec le riz, on peut le faire aussi avec les vêtements [1]. »

Ainsi, les communistes chinois croyaient avoir trouvé une recette miraculeuse qui allait permettre à leur pays, conformément à la prophétie de Karl Marx, de « franchir vingt ans en un jour ». La paysannerie chinoise semblait soudain susciter tant d'énergies et produire tant que les prévisions les plus optimistes étaient dépassées. Les rapports qui arrivaient à Pékin de tous les coins du pays signalaient la naissance de petites aciéries locales, d'usines de papier utilisant des procédés artisanaux et même de fabriques de roulements à bille. De nouvelles méthodes de culture donnaient partout des résultats inespérés, au point que dans ce pays surpeuplé on envisagea de réduire la surface cultivée.

L'enthousiasme était tel qu'en novembre 1958, l'organe officiel du Parti dut faire une mise au point pour expliquer que la Chine n'en était pas encore au stade du communisme [2]. Les dirigeants

1. **Communist China 1955-1959, Policy, Documents with Analysis,** par ROBERT BOWIE et JOHN K. FAIRBANK, Harvard University, 1962, p. 28.

2. Article de HSU LI CHUN, dans le **Drapeau Rouge** du 16 novembre 1958.

suprêmes parcouraient sans cesse les provinces et, en décembre 1958, ils se réunirent à Wuhan, pour dresser un bilan de l'expérience des communes. Leur nouvelle résolution commençait par une phrase telle qu'on en trouve rarement dans des documents politiques : « Une nouvelle organisation sociale fraîche comme le soleil du matin est apparue sur les vastes horizons de l'Asie de l'Est. »

Après cet exorde poétique, le Comité central dressait le catalogue de ce qu'il fallait et de ce qu'il ne fallait pas faire. Ainsi le système des salaires mensuels, établis en fonction du rendement, devait être appliqué partout, conformément au principe socialiste : « Chacun selon son travail. » La journée de travail de huit heures (plus deux heures pour les études) devait être maintenue et les travailleurs devaient toujours avoir au moins huit heures pour dormir et quatre heures pour prendre leurs repas. Il n'était pas question d'abréger la durée du travail, même dans les endroits où la main-d'œuvre était abondante, ni de l'allonger, là où elle était insuffisante. Bref, il était prématuré de songer à appliquer le principe : « Chacun selon ses possibilités ; à chacun selon ses besoins », car : « Tout marxiste doit comprendre que le passage au communisme est un processus long et compliqué. »

Les communes étaient ensuite invitées à laisser à leurs membres la propriété de leurs maisons, de leurs petits outils de travail, de leurs animaux domestiques et même de leurs dépôts bancaires. Les membres des communes étaient en outre autorisés à avoir des occupations secondaires, en dehors de leur travail collectif, à disposer librement des envois de leurs parents habitant les villes chinoises ou l'étranger. L'égalitarisme total n'était donc pas du tout à l'ordre du jour et n'y serait vraisemblablement pas avant longtemps.

Après avoir précisé que l'organisation des campagnes restait « socialiste », le Comité central invitait les communes à s'industrialiser « sur une grande échelle » : « Le développement des industries dans les communes populaires non seulement contribuera à l'industrialisation du pays dans son ensemble, mais encore permettra de réduire les différences entre les villes et les campagnes... Chaque commune doit, dans la mesure de ses possibilités, et conformément au plan général, développer sa production d'engrais chimiques, d'insecticides, d'outils, de matériaux de construction et de machines... La production industrielle des communes doit être étroitement liée à l'agriculture, mais elle

doit viser également à satisfaire les besoins de la population rurale en textile et autres biens de consommation. »

Un nombre de plus en plus grand de travailleurs agricoles devait donc être affecté au secteur industriel des communes, dans lequel les paysans chinois allaient faire la preuve qu'il était possible de marier les techniques traditionnelles et artisanales des campagnes avec les méthodes modernes des industries urbaines. Mais tout cela devait être planifié à l'échelle nationale, car la Chine tout entière est un seul échiquier » et aucun « pion » local n'y peut aspirer à l'autarcie. Au contraire, les échanges entre les communes devaient augmenter rapidement.

Finalement, *last but not least*, « la main-d'œuvre, les ressources matérielles et financières des communes doivent être utilisées rationnellement, les prix de revient doivent être réduits et le gaspillage doit être combattu. »

Ces directives précises, développées en grands détails par la presse nationale et locale du Parti, et fondées sur plusieurs mois d'expérience des communes indiquent ce qu'étaient les espoirs maoïstes touchant la transformation du monde rural. Les espoirs étaient fondés sur la croyance étonnante qu'il était possible d'urbaniser assez rapidement les modes de vie et de production des campagnes. Et cela, grâce au seul effort des paysans et sans aide massive des industries des villes. Ces espoirs, exprimés sept ans avant mon voyage en Chine, ont été, on le sait, déçus, mais je voulais, précisément, voir pourquoi le système des communes a changé et ce qu'il est devenu. Il faut ajouter ici que je n'ai eu aucune difficulté pour me documenter sur 1958, l'année « du grand enthousiasme du lancement des communes ». La plupart des résolutions du Parti et des brochures publiées à cette époque sont encore vendues à Pékin. Car, paradoxalement et malgré certaines évidences qui sautent aux yeux, les dirigeants chinois affirment qu'en matière de politique agricole, leurs conceptions n'ont pas changé.

3. *LES COMMUNES D'AUJOURD'HUI*

Une commune populaire aujourd'hui, c'est un Etat en miniature. Elle a son « gouvernement central » qui supervise l'ensemble du domaine, gère ses finances, décide des investissements, contrôle les rapports avec l'extérieur et, enfin, administre le « secteur nationalisé » : dépôts de machines agricoles, ateliers de

réparations, petites industries auxiliaires, etc. Mais ce n'est pas le « gouvernement central » qui régente les activités productives de la base ou s'occupe des rémunérations. Pour cela, il délègue une partie de ses pouvoirs à des sous-organismes, les brigades, qui forment des espèces de « préfectures » lesquelles supervisent à leur tour « les municipalités » qui sont les équipes de base.

Les équipes comptent, en général, une centaine de membres qui vivent dans le même village. Dans un village plus important, on peut constituer deux équipes, mais cela arrive rarement, les villages comptant, en moyenne, de 50 à 60 feux. Chaque équipe envoie son délégué à l'assemblée générale de la commune, une sorte de « parlement » ,qui se réunit au moins deux fois par an pour discuter le plan de production et la « politique des investissements ». Le plan est proposé par les délégués du district, qui l'établissent en fonction des résultats obtenus par l'ensemble des communes de la région, mais chaque commune a le droit de suggérer des modifications avant de l'adopter. Ensuite le travail est réparti entre les équipes, qui sont libres de s'organiser à leur guise. Si une équipe produit plus qu'il n'était prévu, elle touche une prime. Si elle produit moins, elle peut être pénalisée sauf si des calamités naturelles sont cause de son retard. L'équipe touche une somme globale qu'elle répartit entre ses membres, en tenant compte de la contribution de chacun qui est comptabilisée sous forme de « points de travail ». Au sein d'une commune, les revenus des différentes équipes ne sont donc pas les mêmes ni, au sein d'une équipe, ceux des différents travailleurs. Les écarts peuvent être assez grands. Une brigade comporte, en général, une dizaine d'équipes et elle effectue toutes sortes de travaux : irrigation, électrification, transformation des produits agricoles. Elle s'occupe du cheptel sur une grande échelle et peut mettre porcs ou buffles « en pension » chez des membres des équipes qui touchent des « points de travail » pour les soins qu'ils donnent aux bêtes. C'est la brigade enfin qui coordonne tous les travaux agricoles et veille à ce que les équipes les plus avancées aident celles qui piétinent.

Le « gouvernement central de la commune » tire une partie de ses ressources de petites industries (briqueteries, cimenteries, etc.) et boucle son budget avec les bénéfices des brigades et des équipes. C'est lui qui bâtit les écoles, les hôpitaux, les salles de réunion et qui investit pour le bien commun. Il dispose aussi d'un fonds spécial pour aider les familles nombreuses et

pour éviter une trop grande disparité des revenus. Le personnel permanent de cette administration centrale n'est pas très nombreux. Dans les périodes de gros travaux agricoles, il travaille aux champs, comme tout le monde, mais le reste du temps il est payé au mois.

Ce bref aperçu montre que la structure des campagnes chinoises est complexe et permet de comprendre qu'il est extrêmement difficile de juger la situation d'une commune après n'en avoir vu que le quartier général ou une unique équipe, les conditions pouvant être très différentes d'une brigade à l'autre, ou même d'une équipe à l'autre. En conséquence, ce que nous avons pu voir çà et là dans différentes communes et les chiffres que nous avons pu recueillir ne nous permettent pas de dire ce qu'est, en général, la situation matérielle des communes. Nous tenterons donc simplement de dire ce qu'elles représentent idéologiquement et politiquement.

Quelques jours à peine après mon arrivée à Pékin, sous un ciel gris de février, en une heure et demie de voiture, je me suis rendu pour la première fois dans une commune populaire du nom de Chi Tsi Tchin qui signifie : « Verte toute l'année ». Créée en 1958 Chi Tsi Tchin groupe huit mille familles, soit 36 000 personnes qui, réparties en 12 brigades et 125 équipes, cultivent 2 660 hectares. Le responsable, M. Kao Hsiao-cha, nous attend à l'entrée du quartier général et nous conduit dans une petite salle où beaucoup d'autres visiteurs étrangers ont déjà admiré des spécimens des légumes exceptionnellement beaux que « Verte toute l'année » s'enorgueillit de produire. Modestement, M. Kao Hsiao-cha nie que sa commune soit considérée comme « modèle ». Il a trente-huit ans, il est d'origine paysanne, il a déjà reçu beaucoup de journalistes, sait ce qui les intéresse et parle avec une grande aisance en citant des chiffres, et cela sans notes, alors que dans certaines usines les responsables nous lisent leurs exposés. M. Kao est un « paysan très urbanisé ».

— Avant la formation de la commune, dit-il, il y avait 11 coopératives agricoles sur ce territoire. Malgré leurs efforts et leurs désirs, les membres de ces organisations n'étaient pas en mesure de faire les grands travaux nécessaires à la mise en valeur de la terre. Cette région souffre régulièrement de grande sécheresse et, même pendant « les bonnes années », la rareté de l'eau ne permettait pas de cultiver de vastes espaces. Dès que nous avons été formés en commune populaire, nous avons commencé des travaux d'irrigation. Nous avons creusé un canal

de 10 kilomètres qui permet d'irriguer 533 hectares et 410 puits électrifiés qui permettent d'arroser 95 % de terres de la commune !

« Heureusement tout cela fut réalisé dans un temps record car, à partir de 1959 et pendant trois ans de suite, nous avons été victimes d'une sécheresse comme on n'en avait pas vu depuis le début du siècle. Naguère une sécheresse beaucoup moins dure aurait suffi à provoquer l'exode de la population. Cette fois-ci, personne n'a souffert et, mieux encore, le revenu de notre commune, qui était de 8 millions de yuans en 1958, est monté à plus de 13 millions à la fin de ces trois ans.

« Comment cela a-t-il été possible ? poursuit M. Kao. D'abord grâce à la planification ; nous avons choisi les cultures qui résistent le mieux à la sécheresse. Nous avons diminué les surfaces allouées aux céréales pour cultiver plus de légumes et nous avons obtenu des résultats remarquables. Nous avons continué les travaux d'irrigation et de reboisement. A présent, nous avons 498 arroseuses électriques et des milliers d'arbres fruitiers. Notre production de fruits est 65 fois ce qu'elle était à la création de la commune. Nous avons pu thésauriser les fonds nécessaires à la construction de serres et à l'achat de tracteurs et d'autres machines agricoles. En 1964, nous avons vendu à la maison d'Etat spécialisée dans le commerce en gros 120 000 tonnes de légumes.

« Maintenant, vous voulez savoir comment vivent les membres de la commune ? poursuit M. Kao. En 1964, chaque travailleur a gagné, en moyenne, 600 yuans, alors que les dépenses indispensables représentent de 6 à 8 yuans par mois. 70 % d'entre eux ont des bicyclettes et 60 % des postes de radio. Et si je ne peux vous dire, avec précision, combien de montres ils ont achetées, je peux vous dire qu'ils en ont acheté beaucoup. De plus, tous les enfants sont scolarisés et presque tous les adultes ont appris à lire et à écrire. Nous avons en effet, 17 écoles primaires pour 6 500 élèves et 3 écoles secondaires pour 2 650 élèves. Pour les adultes, les cours du soir ont lieu trois fois par semaine. Enfin, nous avons 1 hôpital et 11 cliniques qui donnent des soins gratuits et emploient 32 médecins. Pour les distractions, il y a un cinéma ambulant, des clubs et notre radio à nous, car notre commune a son émetteur[1]. »

1. René Dumont a visité cette même commune un an avant moi et il y a recueilli des renseignements beaucoup plus précis qui ne concordent

Après avoir terminé son discours par quelques phrases de remerciement à Mao Tsé-toung, M. Kao m'invite à visiter les serres, qui sont gérées directement par l'administration de la commune et lui rapportent des bénéfices considérables. Elles sont chauffées au charbon et produisent, chaque hiver, deux récoltes de légumes, l'une à la fin de janvier et l'autre au début du printemps.

A vrai dire, dans son ensemble, la commune ne respire pas la prospérité. En allant vers les serres nous rencontrons beaucoup de paysans très pauvrement vêtus et les gosses eux-mêmes me paraissent infiniment moins soignés qu'à Pékin. Les deux vieux paysans qui nous attendent à l'entrée de la serre n'ont pas non plus l'allure de possesseurs de montres et de bicyclettes, mais ils sont extrêmement fiers de leur installation et de leurs produits. Ils m'offrent aimablement un concombre que je mange, pour leur faire plaisir — et aussi parce que j'aime beaucoup les concombres — et ils me promettent de m'envoyer des légumes à l'hôtel Hsin Chiao à Pékin.

Encouragé par la cordialité générale, je pense pouvoir poser des questions sur les expériences passées et parler, par exemple, des espoirs non réalisés. Je demande donc si la commune a construit les cantines qui, paraît-il, devaient stimuler la vie collective. Les deux vieux paysans sourient toujours aussi amicalement mais ils laissent à M. Kao le soin de répondre :

— Pendant la saison des grands travaux, nous organisons des repas aux champs mais, en général, les gens préfèrent manger chez eux. Pendant l'hiver, le fourneau de la cuisine chauffe la maison et c'est beaucoup mieux qu'une cantine.

Voyant que ce n'est pas en biaisant que j'obtiendrai une réponse nette, j'aborde le sujet de front :

— Mais enfin, en 1958, on avait prévu des cantines et bien d'autres installations communautaires. On avait également prévu de pousser l'industrialisation. Comment cela s'est-il passé chez vous ?

Consternation. Les deux vieux plongent le nez dans leurs concombres et disparaissent prudemment. M. Kao garde un petit sourire et son sang-froid, et, comme s'il n'avait rien entendu, me propose d'aller voir les tracteurs et l'atelier de réparations.

---

pas toujours avec ceux que m'a donnés M. Kao (notamment en ce qui concerne les revenus). Voir : RENE DUMONT, **La Chine surpeuplée,** Editions du Seuil, Paris, 1965.

Le charme est manifestement rompu. Je ne recevrai pas à l'hôtel les légumes de la commune « Verte toute l'année ».

Une dizaine de jours plus tard, je me trouve près de Nankin, dans une commune encore plus hospitalière où l'on me retient à déjeuner. Qui dit « déjeuner » dans un kolkhoze soviétique ou dans une commune chinoise, dit « gueuleton » monstre, copieusement arrosé de vodka ou de vins locaux. Je me souviens, en particulier, d'un repas de ce genre, en 1959, dans la banlieue de Moscou, qui anesthésia complètement les membres de la délégation du parti travailliste britannique, à l'exception d'Aneurin Bevan, particulièrement résistant. Je suis donc un peu inquiet mais, d'autre part, l'alcool délie les langues et porte aux confidences. Mon hôte, M. Li Tsun Win, directeur de la commune « Octobre », paraît d'ailleurs être très ouvert et avant même de nous mettre à table il s'est établi entre nous une sorte de solidarité d'anciens combattants. M. Li est arrivé dans cette commune après sa démobilisation : pendant de longues années, il a combattu dans l'armée de Libération et il est très intéressé quand j'évoque mon passé militaire en U.R.S.S. Cette fois, je suis donc certain que j'obtiendrai quelque informations sur la vie des communes pendant la période du « Grand Bond en avant. »

Chose curieuse, « Octobre », trois fois plus petite que « Verte toute l'année », me paraît plus prospère, bien que les revenus soient inférieurs : 200 yuans par an par travailleur. Mais j'ai peut-être cette impression parce qu'il fait particulièrement beau et parce que M. Li Tsun Win, spontané et apparemment ravi de recevoir des étrangers, ne nous débite pas un récit appris par cœur.

Nous avons bu du vin rosé, légèrement chauffé, à l'amitié entre les peuples en général et entre nous, en particulier. Chaque toast est suivi d'un « campey » ce qui signifie « cul sec ». Nous faisons même un « campey » en l'honneur du peuple albanais qui fournit des semences de navets à la commune. Il va de soi que le peuple français est « campeyé » à la fin de chaque plat et même parfois au milieu des plats. Nous en arrivons donc rapidement au stade où mon hôte et son adjoint, M. Lin Ma Yen, me déclarent qu'ils sont prêts à me dire et à me montrer tout ce que je voudrai. Je pose donc ma question délicate sur le passé.

Le directeur ne se trouble pas trop. Il enlève sa casquette comme si ça devait l'aider à réfléchir puis se lance dans un

discours de plusieurs minutes, que notre interprète note soigneusement avant de le traduire d'un trait lui aussi :

— Il n'est pas juste de dire que notre tentative d'industrialisation n'a pas réussi. La vérité, c'est que nous avons réalisé certains projets et d'autres non. Nous avons, par exemple, construit une petite cimenterie et une verrerie qui fonctionnent toujours et nous rapportent des bénéfices appréciables. Nous fabriquons aussi quelques outils agricoles et nous avons un atelier de réparations pour nos huit tracteurs. Mais il est exact que nous avons abandonné certains travaux que nous avions entrepris. Cela pour une raison simple : des calamités naturelles se sont abattues sur notre pays, et en particulier sur notre région, et nous avons été obligés de nous consacrer à la construction de réservoirs et de chercher, avant tout, à obtenir un bon rendement agricole. A présent 50 % de nos terres peuvent être considérées comme garanties contre les catastrophes éventuelles, mais il reste encore beaucoup à faire. Et notre production (5 250 kg de céréales par hectare en moyenne) pourrait augmenter sensiblement. C'est à elle que nous accordons donc la priorité. Il y a eu, peut-être, un peu de gaspillage pendant la première période, quand nous avons essayé de faire trop de choses à la fois, mais il en reste quand même quelque chose. Les petites entreprises que nous avons montées fonctionnent toujours ; nous avons aussi, dans cette période, beaucoup développé le secteur d'éducation et amélioré les conditions de vie des membres de la commune. Et surtout, nous avons appris que nous sommes capables de fabriquer des choses que les paysans de l'ancienne Chine n'auraient jamais pensé pouvoir produire eux-mêmes.

Je demande s'il ne s'agissait pas « d'urbaniser les campagnes », de construire des cantines, d'instaurer des horaires fixes, bref de faire comme dans les villes. Ne s'est-on pas heurté à des résistances ? N'a-t-on pas échoué ? « Nous vivons mieux qu'en ville », répond M. Li, sans hésiter. Puis, avec bonne humeur, il se met à raconter ses souvenirs militaires, et explique qu'il a toujours préféré se battre et vivre à la campagne : « Quels avantages a-t-on à la ville ? L'électricité ? Nous l'avons ici, aujourd'hui. Le cinéma ? Il y en a un au village qui est ouvert même l'après-midi. Nous pouvons y aller tout de suite, si vous le voulez. » Pourtant, de fil en aiguille (malgré la vigilance de notre interprète, assez cuistre et que je soupçonne avoir édulcoré les propos de M. Li), celui-ci en est venu à faire sinon le procès, du moins une critique assez sévère de certaines entreprises de l'époque du grand

enthousiasme « communal ». Il n'était pas alors directeur de la commune « Octobre ». Celle-ci faisait partie d'une unité beaucoup plus vaste — « trop vaste » — qu'en 1960 on a divisée en quatre [1]. Puis « certains camarades bien intentionnés mais trop zélés ont voulu aller trop vite ». Or, à la campagne il faut se hâter lentement. Enfin le terrain n'avait pas été suffisamment préparé et certains paysans « d'origine aisée ou, disons, moins pauvre ne voyaient pas clairement les buts que nous voulions atteindre. A présent nous prenons notre temps. Chaque nouveau projet de grands travaux ou de réorganisation de la commune, nous le discutons avec tous ses membres, brigade par brigade, équipe par équipe et il m'arrive même de faire du porte-à-porte pour persuader quelques obstinés qui se méfient par principe de toute innovation ».

Le sujet étant épuisé, M. Li remet sa casquette, lève son verre pour un dernier toast et nous propose, si nous aimons les choses anciennes, de nous en montrer une « comme nous n'en avons encore jamais vu ». Il s'agit d'un monastère qui est effectivement un des plus beaux que nous avons visités en Chine. Il s'appelle « Chi Chsa » et date du VI[e] siècle, de la dynastie Sui [2]. Il abrite une très importante collection des livres anciens et sa cour est ornée de magnifiques sculptures bouddhistes incrustées dans le rocher. M. Li n'a pas les clefs de ce merveilleux endroit qui appartient toujours à la communauté bouddhiste, mais il y est reçu avec honneur. C'est que sa commune a donné des sommes importantes pour la restauration et l'entretien du monastère. « Il faut lutter contre les superstitions religieuses, mais cela, c'est un monument culturel », explique M. Li.

Nous ne sommes pas seuls à visiter. Dans le parc flânent de jeunes paysans. Sont-ils venus prier ? M. Li m'assure que non, qu'il les connaît et qu'ils ne sont absolument pas religieux. Ils se promènent, simplement, parce que l'endroit est agréable.

Le village ne paraît pas grouiller d'activité et, en sortant du monastère, nous allons jeter un coup d'œil au cinéma : au beau milieu de l'après-midi, il est bondé d'un public qui, le souffle coupé, regarde un reportage sur la récente session de l'Assemblée

1. Il y a à présent 74 000 communes au lieu des 26 000 créées initialement, mais la division n'a pas été systématiquement opérée. Parmi celles que j'ai visitées deux (« Verte toute l'année » et « Huang Tu » près de Shanghaï) ont gardé leurs dimensions de 1958.

2. La dynastie Sui a régné de 581 à 618 de notre ère.

du peuple à Pékin, comme il regarderait un film policier. Mao Tsé-toung est très applaudi.

Après le cinéma, la verrerie, petite mais en pleine activité. Puis les écoles primaire et secondaire et, enfin, dans l'annexe de celle-ci, où est installée une grande salle de conférences, nous arrivons en pleine réunion « des paysans pauvres de la commune ». Ils sont trois cents, hommes et femmes, peut-être davantage, assis sur des tabourets ou par terre. Ils écoutent le chef de brigade parler des projets d'ensemencement de printemps. Ils ne sont pas, aujourd'hui, plus pauvres que les autres membres de la commune mais ils ont été particulièrement pauvres sous l'ancien régime, c'est pourquoi on les considère comme « l'épine dorsale du collectif actuel ». Ils ont la priorité dans la discussion de tout projet mais, lorsqu'il est adopté, ils sont aussi « les premiers mobilisés pour sa réalisation ».

Le dernier à connaître les plans communaux est toujours l'ex-*landlord*, qui travaille et est rémunéré comme les autres mais qui ne jouit pas des mêmes droits. Je suis allé voir cet ancien potentat du village. C'est un homme âgé, qui vit avec ses enfants et petits-enfants — quatorze personnes en tout — dans une maisonnette de trois pièces et qui ne s'attendait pas à une visite. Toute sa famille se prépare donc à mettre de l'ordre et s'affaire pour nous installer confortablement. On ne peut pas dire que les vêtements du *landlord* soient rapiécés : ils ne sont faits que de pièces de couleurs et de tissus différents. La salle où nous sommes est sombre et ses murs grisâtres sans aucun ornement : pas même un portrait de Mao Tsé-toung.

— Dis-leur combien vous avez gagné cette année, toi et ta famille, dit M. Li avant que j'aie pu poser une question.

Le vieil homme réfléchit, calcule, puis discute avec M. Li sur le chiffre à donner. La difficulté vient — si j'ai bien compris — du fait que M. Li veut que l'ex-*landlord* compte aussi le revenu de son petit lopin personnel, tandis que l'autre ne veut compter que les sommes qu'il a reçues de la commune. On finit par transiger et on annonce 1 000 yuans, mais sans me préciser comment la somme a été calculée. M. Li est ravi et, après avoir obtenu du vieil homme qu'il se déclare satisfait, il me laisse la parole. J'avoue que je suis un peu refroidi par cette scène, d'autant plus que j'ai l'impression que l'ex-*landlord* me regarde avec hostilité. Pour hâter les choses et pour écourter la visite, je me borne à lui demander s'il habitait cette même maison « avant », et combien de terre il avait.

— J'ai toujours habité ici, répond le vieil homme.

Et il promène son regard autour de lui, sur les murs sales, sur sa fille, sur les gamins qui se tiennent à l'entrée de la cuisine, comme s'il voulait laisser entendre qu'avant ce n'était pas la même chose ou me signifier poliment que ma question est stupide : « Croyez-vous qu'un *landlord* qui se respecte aurait habité une maison aussi modeste ? », suggère son visage crispé. Puis, après un instant de silence, il ajoute :

— J'avais 80 *mou* de terre.

A peine plus de 5 hectares. Est-ce possible qu'on soit considéré comme un *landlord* pour avoir possédé si peu ? Je vérifie le chiffre auprès de l'interprète, car l'expérience m'a appris que les chiffres sont souvent déformés dans la traduction, mais le vieil homme maintient qu'il possédait bien 80 *mou,* pas un de plus. Gêné, et ne sachant quelles autres questions poser, je lève la séance.

Une fois dans la rue, en marchant à travers champs pour aller voir les équipes au travail, je demande à M. Li combien de terre possédait sa famille à lui, avant la révolution.

— Elle ne possédait rien. Nous étions métayers et nous travaillions pour des riches, comme celui que vous venez de voir.

— Ils étaient donc nombreux les *landlords* dans votre pays ?

M. Li marche devant moi sur un sentier étroit entre deux champs et je ne vois plus son visage rond sur lequel on peut parfois lire les réponses sans attendre le secours de l'interprète (qui, soit dit en passant, ne cesse de prendre des notes, même en marchant). M. Li met un moment à répondre.

— Ils étaient huit ou dix à avoir beaucoup de terre et à nous exploiter, mais les autres se sont sauvés à la Libération ou ont été jugés pour leurs crimes contre le peuple. Je ne peux pas vous donner plus de précisions : à l'époque j'étais à l'armée. A mon retour, je n'ai trouvé que celui que vous avez vu et qui était le moins mauvais.

J'explique que je n'ignore rien des méfaits de l'ancien régime mais je me demande ensuite si, après tant d'années, ces distinctions ont encore un sens et si une famille doit payer, pendant des générations, pour les péchés de ses pères. Malgré mes précautions, ma question indigne. Après m'avoir juré que les enfants de *landlord* vont à l'école et même à l'université comme tous les autres jeunes Chinois, que les vieux ne manquent de rien s'ils travaillent, M. Li élève le ton :

— Non, vous ne savez rien de l'ancienne Chine ! Si vous la

connaissiez vraiment vous seriez plutôt surpris de notre clémence envers ces gens-là ! Ils n'hésitaient pas, à l'époque, à écraser ceux qui étaient plus pauvres qu'eux, à profiter de leurs malheurs, à piétiner les faibles qui mouraient de faim. Aujourd'hui, ils font figure de victimes parce qu'ils sont obligés de travailler pour vivre, comme nous tous. Mais eux, ils ne laissaient pas du tout vivre les autres. Ils n'aiment pas parler du passé. Nous, si ! Nous n'avons pas honte d'avoir été pauvres, d'avoir été obligés de voler ou de mendier pour survivre. Dans leur monde il n'y avait ni pitié, ni loi, ni justice. Nous, nous pouvons parler du passé parce que nous n'avons pas piétiné ceux qui tombaient d'épuisement et de faim. Nous étions vraiment des victimes, eux, ils n'ont jamais vraiment souffert. C'est d'ailleurs pourquoi ils n'arrivent toujours pas à comprendre ce que nous voulons et ce que nous faisons.

Notre conversation a été interrompue par les chants d'un groupe de jeunes paysannes qui désherbaient un champ et semblaient beaucoup s'amuser. Je ne sais si cette bonne humeur s'expliquait parce que la fin du travail était proche ou si M. Li avait annoncé notre arrivée et suggéré de nous accueillir en musique...

Nous nous sommes quittés tard, après avoir visité la station d'essai agricole et nous être promenés dans les champs avec de jeunes agronomes optimistes. « Dans quelques années, en utilisant plus d'engrais, en sélectionnant mieux les semences, nous pourrons doubler ou tripler notre production », ont-ils conclu en nous invitant à revenir. M. Li, en hôte parfait, nous a accompagnés jusqu'à la frontière de sa commune.

4. LES EXPOSES D'AMERTUME

Il s'appelle Shu Chi Chen. Il a soixante-sept ans, un visage aigu d'oiseau : M. Kao, de la commune « Verte toute l'année », tout en m'affirmant que je peux choisir moi-même mes interlocuteurs paysans, m'a conduit chez lui d'une main ferme. Le vieux Shu m'attend devant sa porte et me fait signe s'approcher : de toute évidence, il a quelque chose à me raconter. Je m'installe sur un tabouret adossé à un mur couvert de portraits de Mao et d'affiches patriotiques. La pièce, très propre et très étroite, est très rudimentairement meublée : une petite table, une commode et quelques tabourets — mais neufs. Une jeune femme

à la longue natte noire, dont les vêtements sont usés mais frais repassés, nous apporte du thé. M. Kao, sa suite et Marc Riboud partent vers des endroits plus animés et plus photogéniques, me laissant seul avec mon interprète et le vieil homme.

M. Shu Chi Chen veut me dire son bonheur : c'est la première fois de sa vie qu'il habite *sa* maison. Il n'a jamais eu de terre, il n'a jamais rien possédé. Il a toujours travaillé pour les autres et était logé, atrocement mal, par ses employeurs exploiteurs. Comble de malheur : sa femme, morte aujourd'hui, ne lui donnait que des filles. Celle qui nous sert le thé, c'est la plus jeune, mais il a eu cinq autres filles, dont trois sont mortes en bas âge. Il a travaillé comme un esclave pour nourrir sa famille inutile, sachant très bien qu'il serait condamné à mendier et à mourir de faim, quand ses forces l'abandonneraient. En effet, qui le soutiendrait ? Qui l'abriterait dans sa vieillesse ? Une fille, dans la Chine d'avant, pouvait devenir, au mieux, une esclave de son mari. Jamais elle ne pouvait devenir un soutien pour son père. Shu ne pouvait pas compter non plus sur la charité des employeurs : les *landlords* ont toujours ignoré ce mot. Même dans ses rêves les plus fous, Shu ne s'est jamais imaginé passant sa vieillesse avec sa famille dans sa propre maison et mangeant à sa faim. Voilà ce qu'il voulait m'expliquer pour que je comprenne qu'il doit tout au président Mao et qu'il aime le Président comme s'il était son père.

Non, il ne travaille plus, ou plutôt il aide ses deux gendres qui habitent avec lui, à cultiver leurs parcelles individuelles (1 *mou* de terre) et il s'occupe de leur porc. Il n'a pas de petits-enfants mais tout espoir n'est pas perdu : ses filles qui ont survécu sont encore jeunes et elles ont survécu parce qu'elle ont eu la chance de grandir après la Libération. La dernière n'est pas encore mariée. A présent, cinq personnes de la famille travaillent « pour la commune » et gagnent assez pour avoir pu construire cette maison avec leurs économies. Jusqu'alors, ils étaient logés par la commune : ce n'était pas mal mais ce n'était pas aussi bien que cette maison toute neuve, confortable et avec l'électricité.

— Posez-moi des questions sur le passé, dit M. Shu Chi Chen (et il m'en souffle aussitôt une) : Demandez-moi pourquoi je n'ai pas noyé mes filles, comme le faisaient souvent les autres à cette époque.

C'est qu'il avait un pressentiment que les choses allaient changer, que cette misère et cette injustice ne pourraient pas durer éternellement. Bien entendu, il n'était pas communiste,

alors, et il ne connaissait pas l'existence du président Mao, mais il savait qu'il n'était pas le seul à haïr l'oppression et que le peuple allait se réveiller et chasser les bandits qui l'exploitaient. Après la Libération il a appris à lire et à écrire — un peu seulement, bien sûr, parce que c'est difficile — et maintenant il comprend mieux le passé et le présent. Il voudrait que j'explique dans mon pays que si « les impérialistes et leurs valets féodaux essayent de revenir en Chine », lui, sa famille et le peuple tout entier les écraseront comme des serpents.

Nous nous quittons là-dessus mais on ne se débarrasse pas des fantômes de l'ancienne Chine en une seule conversation. D'autres témoins, dans les communes et dans les usines, les ont évoqués devant moi. Tout au long de mon séjour je suis tombé — soit par hasard, soit par choix de mes guides — sur des hommes et sur des femmes qui tenaient à me raconter leur vie et leurs souffrances d'autrefois. Le récit de Mme Chang Chiu-hsiang, naguère paysanne illettrée, aujourd'hui député et membre de l'Académie des sciences, mérite d'être rapporté.

J'ai rencontré Mme Chang Chiu-hsiang à la suite d'une sorte de malentendu. Avant d'aller à Sian, j'avais demandé à un confrère italien, Gino Nebiolo, de la *Gazzetta del Popolo*, le nom des personnes que je pourrais interviewer dans cette ville d'où il revenait. Sur la liste qu'il m'avait donnée figurait le nom de Mme Chang, suivi de l'annotation : « Très renseignée sur les transformations dans les campagnes. » C'était tout : ni ses titres, ni son âge n'étaient mentionnés. A Sian, mes guides ont très bien accueilli ma demande de rendez-vous, mais ils ne parlaient pas de Mme Chang sur le ton et avec les mots respectueux qu'on réserve d'habitude aux personnalités politiques importantes. Leur réaction me semblait la même que celle qu'ils avaient eue quand j'avais demandé à voir un match de basket-ball plutôt que d'aller à l'Opéra : moitié surprise, moitié satisfaction. (Eux non plus n'aimaient pas l'Opéra.)

J'ai donc rencontré Mme Chang, dans le salon de l'hôtel du Peuple, et ma première réaction fut l'affolement : la dirigeante très renseignée est une vieille paysanne, toute cassée, avec une espèce de serviette nouée sur ses cheveux blancs et elle parle d'une voix très basse, à peine audible. Mon interprète, M. Wang, qui est professeur assistant de français à la faculté des langues étrangères, est presque obligé de coller son oreille à la bouche de Mme le député et, même ainsi, il semble ne pas tout entendre — ou ne pas comprendre son dialecte. Perplexe, je ne sais pas

trop comment aborder la question des « transformations dans les campagnes ». Mais Mme Chang, malgré son aspect timide et réservé, est parfaitement à l'aise et, sans attendre mes questions, elle commence à raconter sa vie.

— Je suis née en 1910 dans la province de Shantung mais, à huit ans, je suis venue dans le Nord-Ouest. Une inondation a détruit mon village natal et mes parents, complètement ruinés, sont partis chercher fortune à Shensi. Mais la famine régnait partout et mon père n'arrivait pas à nous nourrir. Un jour, il m'a donc vendue pour quinze kilos de céréales à un paysan un peu moins pauvre que lui. Mon nouveau père était gentil avec moi, mais sa femme ne m'aimait pas. Elle me battait, me faisait travailler très dur et m'interdisait d'aller voir mon vrai père et ma famille. Ma nouvelle famille n'était pas bien riche et le devenait chaque jour un peu moins car son chef fumait l'opium, ce dont ses affaires souffraient. Nous mangions peu et dans mon bol il y avait plus d'eau que de riz. Mais bientôt, nous n'eûmes même plus ce minimum et mon père adoptif a dû me vendre comme épouse à un officier. Cela fait, il eut pitié de moi. J'avais treize ans, j'étais trop jeune pour que le mariage fût consommé et mon père adoptif m'a aidée à me sauver avant la nuit de noces. Je suis donc partie sur les routes de Shensi et je me suis mise à mendier. C'étaient des années de famine. Beaucoup d'autres gamines comme moi essayaient d'apitoyer les gens, mais personne ne voulait de nous. Il n'était pas question de se faire adopter, ni même de se faire abriter longtemps par les paysans qui étaient affamés. Un jour, dans un village à moitié abandonné, je suis tombée sur mon père adoptif et sur sa famille qui mendiaient comme moi : la famine les avaient chassés de leur maison. Nous nous sommes de nouveau mis ensemble.

« En traversant le village qui s'appelle aujourd'hui Pa Li-Tien, mon père adoptif a fait la connaissance d'un métayer auquel il m'a vendue pour femme. Mon mari était un très bon planteur de coton mais il n'avait pas de terre à lui et il était très pauvre. De plus, ses deux frères se cachaient chez lui pour échapper à la conscription et ne gagnaient pas leur vie. Heureusement, le paysan riche chez qui il travaillait a accepté que j'aide à la ferme, sans salaire, évidemment, mais contre un peu de nourriture. Ensuite notre situation s'est améliorée parce que les récoltes ont été bonnes plusieurs années de suite, et mon mari a pu cigarettes. Ce n'était pas un vrai commerce, il ne vendait que économiser de quoi ouvrir un stand ambulant pour vendre des

quelques cigarettes au détail mais, pour nous, ce fut quand même une période de relative aisance.

« En 1935, j'ai eu mon premier enfant, une fille, et cinq ans plus tard, j'ai eu un garçon. Nous n'avions qu'un seul lit de terre, comme vous en avez vu sûrement dans des maisons paysannes, et nos vêtements étaient toujours en loques. L'hiver, nous grelottions, car nous n'avions qu'une seule couverture, si rapiécée et si usée qu'elle chauffait à peine. Mais c'est en 1943 que le pire malheur nous arriva. Un soir, les soldats du Kuomintang sont venus arrêter mon mari, parce qu'il avait insulté leur officier qui lui avait volé des cigarettes. Mon mari expliqua que ce n'était pas lui mais un client qui avait protesté en voyant l'officier prendre des cigarettes sans payer, mais ce fut inutile et on le mit en prison.

« J'ai fait des démarches partout et j'ai même vendu notre boutique pour donner des pots-de-vin, mais je n'ai réussi qu'à moitié. On a libéré mon mari pour quarante-huit heures : il devait trouver lui-même le vrai coupable. Le soir même nous nous sommes sauvés dans la montagne. C'était en plein hiver et il neigeait. Nous nous abritions dans les temples en ruine et nous mendiions dans les villages. Un chien a mordu un de mes enfants et nous avions non seulement faim et froid, mais aussi peur de tout le monde...

« Nous avons appris finalement que les soldats du Kuomintang avaient quitté notre village et nous y sommes retournés, mais nous n'y avions plus rien, que des dettes. J'ai donc été obligée de vendre ma fille de huit ans à un paysan riche, pour 50 yuans et une balle de coton. Pour nous, ce fut un nouveau départ : nous avons commencé à faire des espadrilles de coton et cela nous permettait de subsister. Mais ma fille était très malheureuse dans la famille qui l'avait achetée. Elle venait parfois me raconter comme elle était maltraitée, mais je n'avais aucun moyen de l'aider. Un jour elle a même essayé de se pendre et les voisins l'ont sauvée au tout dernier moment.

Mme Chang éclate alors en sanglots. Très gêné, je marmonne quelques mots de sympathie et lui conseille de renoncer à évoquer ces souvenirs. Mais au lieu de traduire, mon interprète me fait signe de patienter et que la narratrice se calmera toute seule. Quant au responsable politique local, qui assiste à l'entretien, il est depuis le début plongé dans une contemplation rêveuse proche de la somnolence — et la scène ne lui arrache pas un mot de commentaire. Est-ce discrétion chinoise ou

connaissent-ils déjà tous deux, ce récit ? J'ai une impression étrange. J'ai toutes raisons de croire que Mme Chang me raconte une histoire vraie (j'en ai entendu d'autres du même genre) mais, en même temps, il me semble assister à un spectacle bien réglé, dans lequel la part de l'acteur et celle de son public sont prévues et codifiées. La crise de larmes est sans doute spontanée mais, en même temps, elle constitue un entracte, parfaitement justifié par la longueur du récit. Je ne me sens pas le courage d'affronter l'acte II et, avec tous les ménagements possibles, je demande qu'on en vienne tout de suite au présent.

Mme Chang m'énumère donc ses richesses actuelles :

— Nous habitons à sept dans une maison de quatre pièces et nous avons sept couvertures. J'ai un pantalon ouaté pour l'hiver et un autre, léger, pour l'été. Mon mari est garde champêtre de la commune et mon fils est électricien. Ma belle-fille travaille dans la même équipe que moi et nous nous entendons très bien. Mes trois petits-enfants vont à l'école ou sont gardés dans une crèche. Ils sont toujours proprement habillés et ne savent même pas ce qu'est la faim. Notre village qui était jadis pauvre est devenu, grâce au président Mao, un village prospère et heureux.

Mme Chang m'a encore récité le menu de ses repas quotidiens et celui de ceux des jours fériés. Son visage était devenu aussi souriant qu'il était tragique l'instant d'avant mais sa voix était toujours très basse et son langage d'une extrême pauvreté. Pourquoi et comment cette femme avait-elle été élue à l'Académie des sciences et à l'Assemblée du peuple, hauts lieux de la culture et de la politique chinoises ?

— Nous avons obtenu de très bons résultats dans la culture du coton et nous avons réussi, par nos propres moyens, à sélectionner des plants géants, alors qu'avant la Libération dans notre province, on ne connaissait que le coton nain, m'explique Mme Chang.

Suivent les chiffres de l'augmentation des récoltes et je crois alors comprendre que cette femme timide est une grande novatrice en matière d'agriculture.

— Ainsi, dis-je, vous avez inventé une nouvelle méthode de culture du coton et vous l'enseignez à présent dans des Instituts scientifiques ?

— Les autres communes ont obtenu des résutats encore meilleurs que les nôtres, répond modestement Mme Chang. Ils n'ont pas grand-chose à apprendre de moi. A l'Institut d'agronomie j'ai simplement raconté ma vie pour que les jeunes d'au-

jourd'hui sachent ce qu'était la Chine d'avant la Libération et combien nous avons souffert.

Je renonce à comprendre les raisons profondes de la carrière de Mme Chang mais, avant de la quitter, je m'enquiers de ce qu'est devenue celle de ses filles qu'elle avait vendue. Là encore, surprise : cette fille vit avec le fils de l'homme qui l'avait achetée autrefois, et elle est parfaitement heureuse. Ils ont cinq enfants et appartiennent tous à la commune prospère de Pa Li-Tien.

Pendant la guerre contre les Japonais et plus tard, pendant la guerre civile, les communistes ont utilisé une technique simple et efficace pour éveiller la conscience politique des paysans : ils réunissaient les villageois et invitaient les plus pauvres d'entre eux à raconter leur vie. Ces « exposés d'amertume » illustraient de façon saisissante les injustices sociales, et les auditeurs comprenaient qu'ils risquaient eux aussi d'en être un jour victimes s'ils ne se groupaient pas pour se défendre comme le leur conseillait le P.C. En écoutant le récit des malheurs des autres, les paysans comprenaient mieux d'où venaient les leurs, qu'ils cachaient souvent par pudeur et qu'ils avaient tendance à attribuer à une malchance particulière. Ainsi ces séances « d'analyse collective » arrachaient les paysans à leur univers familial clos, les rapprochaient de leurs voisins et même des habitants des autres villages et des autres provinces qui venaient parler devant eux.

C'est l'effet produit par les « exposés d'amertume » qui permit aux communistes de créer les associations féminines, de stimuler le moral de leur armée et de miner celui des soldats du Kuomintang. Les femmes, qui n'avaient jamais eu l'occasion de se plaindre à quiconque, purent enfin exprimer publiquement leurs doléances : elles sortaient survoltées des réunions. Les prisonniers du Kuomintang, qu'on ne traitait pas en ennemis, étaient invités, eux aussi, à raconter leurs malheurs devant les soldats rouges [1]. L'histoire d'une vie devenait un argument politique simple mais puissant, capable d'ébranler les habitudes anciennes et de tirer de leur apathie des gens qu'auraient rebutés des exposés doctrinaux.

Cette méthode a si bien fait ses preuves que les communistes veulent l'utiliser aujourd'hui encore pour abattre ce qui subsiste

1. JACK BELDEN, dans **La Chine ébranle le monde,** a souligné le rôle joué par les « exposés d'amertumes » pendant la guerre civile qu'il suivit du côté de l'armée rouge chinoise (Gallimard, Paris, 1951).

encore de l'ancien régime. Mme Chang n'est pas seule à raconter ses malheurs à la jeunesse. Des centaines, sinon des milliers d'autres, le font comme elle, à la radio, à la télévision, dans les usines ou dans les grandes écoles. Dans toutes les communes que j'ai visitées, j'ai entendu des récits où il n'était question que de *landlords* impitoyables, de paysans exploités, d'enfants noyés, vendus ou morts de froid et de faim. Et, partout, des expositions de photos sur les atrocités de l'ancien régime illustrent ces histoires. Mieux, on a gardé intacts certains vestiges de l'ancien régime : ainsi, presque au centre de Shanghaï, on peut visiter un des bidonvilles les plus misérables du monde.

Il est probable que, pour une certaine génération de Chinois, ces dénonciations du passé ont encore une valeur éducative. Elles mettent en garde contre tout relâchement de la discipline qui risquerait de faciliter un retour à l'enfer disparu, et elles font apprécier d'autant plus les réalisations du régime qui a donné un minimum de bien-être et assuré la sécurité à ces hommes qui, il n'y a pas si longtemps, vivaient dans une misère atroce et dans la terreur du lendemain. Enfin, ces récits rappellent qu'un retour au passé n'est ni souhaitable ni possible, et que les pires difficultés actuelles ne sont rien comparées aux souffrances d'autrefois.

Personnellement, en arrivant en Chine, j'étais convaincu que l'ancien régime était moralement et politiquement indéfendable. Mais c'était un savoir abstrait. J'avoue que je ne voyais pas vraiment l'horreur du monde de Mme Chang et des autres. Et même après les avoir entendus, j'ai peine à me représenter l'enfer qu'était leur vie quotidienne — un peu de la même façon que ceux qui n'ont pas connu les camps de concentration n'arrivent pas à réaliser ce que furent les souffrances des déportés.

Toutefois, ces témoignages ne peuvent pas être considérés comme de simples « curiosités historiques ». On dit souvent que les maoïstes sont plus les continuateurs de certaines traditions chinoises que les disciples de Marx et, certes, il serait absurde de nier que subsiste, dans leurs méthodes, une composante traditionaliste. Mais quel autre pays du monde a connu une rupture aussi radicale avec le passé ? Les campagnes russes ont été profondément transformées par la Révolution d'Octobre, puis par la collectivisation. Mais, du temps des tsars, les paysans ne vendaient pas leurs enfants ou leurs femmes et ne vivaient pas dans un état permanent de demi-famine. Et jamais, au

XX[e] siècle, n'a régné, dans les campagnes russes, un système aussi ouvertement fondé sur l'oppression « du plus pauvre » par « le moins pauvre ». En U.R.S.S. et dans les démocraties populaires européennes, j'ai rencontré des gens qui avaient été misérables, je n'ai jamais rencontré personne qui eût un passé aussi atroce que celui de Mme Chang.

La révolution chinoise a fait avancer la paysannerie — c'est-à-dire l'immense majorité de la population — de plus de « vingt ans en un jour ». Elle a supprimé d'un seul coup d'odieuses coutumes qui dataient de plusieurs siècles. Pour la nouvelle génération de Chinois, le passé de leurs parents sera (il est déjà) aussi incompréhensible que pour nous. Je me demande même, par exemple, si les jeunes qui ont grandi après la révolution comprennent bien pourquoi l'article 3 de la loi sur le mariage, promulguée au mois de mai 1950, stipule que la vente des enfants est rigoureusement interdite en Chine.

5. *L'AMOUR ET LA POLITIQUE*

Le club des jeunes, dans la commune Ma Tchi-tsé, près de Sian, c'est une vaste baraque en bois, située en dehors du village, presque en plein champ et que, cet après-midi, le vent de printemps secoue impitoyablement. Le club est désert. Le directeur de la commune m'a averti que les jeunes n'y viennent que le soir « pour chanter des chants révolutionnaires et pour discuter entre eux ». Mais j'ai demandé quand même à le visiter.

Des banquettes de bois, bien rangées, semblent prouver qu'en effet ici on discute plus qu'on ne danse. Aux murs, beaucoup d'affiches calligraphiées en caractères noirs sur papier rouge, et un journal, également manuscrit. « Développons l'éducation scientifique pour lutter contre la superstition », proclame une affiche. Une autre conseille : « Menons une vie laborieuse même pendant le festival de Printemps. » Et je remarque qu'un article manuscrit du journal mural est illustré de quelques dessins d'un couple qui se tient par la main. Dans ce pays aux mœurs austères, ces illustrations incitent à lire le texte avec lequel elles vont. Le voici :

« Dans la province du Heilungkiang, à l'extrême nord de la Chine, il y avait une jeune fille, Hu Shun-tsin, qui, après avoir vécu dans une grande ville et terminé ses études secondaires,

était allée travailler dans une commune populaire. Au début, elle trouvait le travail très dur mais elle était courageuse, décidée et politiquement éduquée. Elle serra les dents : « J'ai des mains « comme les autres, se dit-elle, je dois donc être capable de « m'en servir comme eux. La pratique nous rend endurants, « de même que l'école nous instruit. » Non seulement elle ne boudait pas au travail, mais elle sollicitait les tâches les plus dures.

« Impressionnés, les membres de la commune s'attachèrent à elle et discutèrent, entre eux, de son cas. Certains affirmaient : « Elle est trop belle et trop douée pour épouser un paysan. » Pourtant, Hu Shu-tsin tomba amoureuse d'un jeune agriculteur, Chao Tsia-min.

« Chao Tsia-min était d'une famille très pauvre et, vivant seul avec sa mère, il avait vécu toute son enfance dans une misère noire. Il n'était pas question pour lui d'aller à l'école. C'est seulement après la Libération qu'il apprit à lire et à écrire. Il s'intéressa alors à l'agrotechnique, mais ce qu'il aimait avant tout, c'était le travail aux champs. Il y excellait. Membre des Jeunesses communistes et travailleur acharné, il devint chef d'une brigade de la commune.

« Hu Shu-tsin avait vite remarqué les qualités du jeune brigadier, son honnêteté, son esprit d'initiative, sa puissance de travail, Souvent, elle se disait : « Je suis plus instruite que lui « mais je n'ai pas ses qualités. Nous pourrions nous compléter « l'un l'autre et devenir ainsi tous deux des révolutionnaires « paysans d'un type nouveau. » De plus, elle s'était mise à l'aimer.

« Chao Tsia-min l'aimait aussi, mais il était persuadé qu'une fille comme Hu Shu-tsin ne voudrait jamais l'épouser. Ils travaillaient donc côte à côte et se promenaient souvent ensemble mais sans jamais rien oser se dire de leurs sentiments. Un jour, Hu demanda à Chao : « Quelle femme voudrais-tu épouser ? » « Je suis un paysan, je voudrais une fille qui aime le travail des « champs. » « En connais-tu une qui te conviendrait ? » Chao pensa : « Oui, toi », mais n'osa pas le dire et répondit simplement : « Je crois que oui. »

« Un peu plus tard, au cours d'une nouvelle promenade, Chao demanda à son tour à Hu si elle avait un amoureux et si elle comptait se marier. Hu répondit : « Je compte rester toute ma « vie à la campagne et je voudrais un jeune paysan qui aime

« son travail. » Cette fois ils se comprirent et décidèrent de se marier.

« Il faut ajouter que, depuis l'arrivée de Hu Shu-tsin dans la commune populaire, plusieurs « cadres » venus de la ville lui avaient fait des avances mais qu'elle les avait tous repoussés. Quand on lui demanda pourquoi elle n'avait pas voulu épouser un citadin, elle expliqua : « Ces hommes ne me déplai-« saient pas, mais je ne les connaissais pas assez. Chao Tsia-min, « je le connaissais bien et j'étais sûre que je serais heureuse « avec lui. »

Qui est l'auteur de cette édifiante histoire d'amour ? M. Wang me le dit :

— Elle est extraite de la brochure célèbre *L'Amour, le Mariage et la Famille,* publiée pour le quinzième anniversaire de la Révolution et que tous les jeunes étudient pour mieux comprendre leurs droits et leurs devoirs en ce domaine.

Il ajoute aussitôt qu'il ne s'agit pas d'une fiction mais d'une histoire vécue, particulièrement significative et dont on va bientôt faire un film.

Je demande en quoi le texte affiché est si important. Le directeur répond immédiatement, comme s'il attendait ma question.

— Depuis des millénaires, me dit-il du ton qu'il prendrait dans un meeting, le mariage en Chine était l'affaire exclusive des parents. Moi-même je me suis marié sans connaître ma fiancée et, bien que je fusse d'un milieu assez évolué, je crois que mes parents me l'avaient achetée. C'est seulement depuis la Libération que les jeunes gens ont le droit de décider seuls de leur mariage. Je ne dis pas qu'il n'y a plus en Chine de mariages arrangés à l'ancienne. Malheureusement, il y en a encore : c'est pourquoi il faut que les jeunes apprennent ce que sont leurs droits et qu'ils refusent de se soumettre aux décisions de leurs familles si elles pratiquent encore les mœurs traditionnelles.

— Très bien, dis-je. Mais en quoi l'histoire de Hu Shu-tsin et de Chao Tsia-min est-elle si instructive à cet égard ?

Cette fois, mon interprète, un universitaire, me répond en se fondant, de son propre aveu, sur la brochure qu'il connaît à fond :

1. Le but de l'amour, c'est le mariage. Mais il ne faut pas se marier à la légère. Un jeune Chinois ne doit ni accepter le choix de ses parents ni épouser une personne, si bien soit-elle, qu'il ne connaît pas assez. Dans certains villages, les aînés

voient d'un mauvais œil les filles et les garçons travailler et se promener ensemble et ils tiennent même souvent, sur eux, des propos désobligeants. Les jeunes ne doivent pas tenir compte de ces préjugés, qui sont des survivances de l'ancien régime mais, avant de se lier pour la vie, il faut qu'ils se connaissent bien, comme Hu Shu-tsin et Chao Tsia-min.

2. Certaines jeunes paysannes veulent à tout prix épouser des fils d'ouvriers ou de cadres, parce qu'elles croient que la vie dans les villes est plus facile. Il y a aussi des jeunes filles qui, pour donner leur consentement, exigent des cadeaux, et parfois même des cadeaux chers, comme des montres ou des bicyclettes. Il s'agit, là encore, de mœurs bourgeoises, fondées sur l'égoïsme et sur le goût de l'argent, et qui doivent être activement combattues. C'est l'homme qu'elle épouse qu'une jeune Chinoise doit aimer — pas l'argent. Elle ne doit pas faire de calculs ni espérer des avantages matériels : c'est indigne d'une personne libre et que son travail rend indépendante. Certes, les ouvriers et les cadres sont des éléments idéologiquement avancés, mais les jeunes paysans comme Chao Tsia-min contribuent autant qu'eux à la construction du socialisme et sont aussi dignes qu'eux d'être aimés. Par sa conduite, Hu Shu-tsin a prouvé qu'elle était dégagée de tout préjugé petit-bourgeois et ne faisait aucun calcul.

3. Le meilleur ciment d'un couple, c'est l'intérêt qu'il porte au travail commun et son accord profond sur le plan politique. Chao Tsia-min n'aurait pas aimé Hu Shu-tsin si cette diplômée avait méprisé le travail manuel. Et, de son côté, Hu Shu-tsin n'aurait pas aimé Chao Tsia-min s'il avait été un mauvais travailleur, incapable d'initiative. Tous deux avaient les mêmes idées et savaient que l'avènement du communisme était la meilleure garantie de leur bonheur. Et ils avaient la certitude que leur amour les aiderait à devenir des paysans révolutionnaires de type nouveau, qui contribueraient à la construction du socialisme.

— Ne croyez-vous pas que la beauté de Hu Shu-tsin a joué aussi un certain rôle dans cette affaire ?

Tout le monde se met à rire. Apparemment, personne n'est pressé de reprendre la visite de la commune et, même politisé, l'amour continue d'intéresser. Toutefois, le directeur se ressaisit vite, cesse de rire, semble même un peu gêné de l'avoir fait et commence à parler très sérieusement de la beauté féminine. « On ne peut pas y être insensible, concède-t-il, mais il ne faut

pas y attacher trop d'importance car elle est éphémère et les femmes les plus jolies ne sont pas toujours les meilleures ». L'interprète Wang, qui est célibataire et devrait donc avoir une opinion, se tait soigneusement. Je pose des questions « plus osées » en les enveloppant le plus possible pour éviter de choquer mes interlocuteurs. Pour savoir si les jeunes paysans ont des rapports sexuels avant le mariage, je m'enquiers du sort des mères célibataires. Mais le directeur, apparemment, ignore le sens du terme. Je lui demande donc s'il y a des enfants non reconnus. Il me répond par un immense discours sur la situation privilégiée des enfants. Je pose donc la question des avortements, puisque le contrôle des naissances n'est pas un sujet tabou. Le directeur répond que les avortements sont autorisés en effet, mais mauvais pour la santé. « Chez nous on préfère la stérilisation, mais c'est encore difficile de l'expliquer aux gens. » Nous sommes loin de l'amour et nous n'en approcherons pas davantage avant d'aller visiter la commune.

Ce n'est pas la seule fois que j'ai pu parler de la vie sentimentale en Chine. A Shanghaï, au studio Hai Yé (Hirondelle de mer), on m'a projeté un film qui traite ces sujets avec un certain humour. C'est l'histoire de Li Hsung-hsung, une jeune et belle paysanne de la province du Honan. Li Hsung-hsung n'a qu'un enfant. Elle travaille avec son mari, dans une commune prospère et jouit d'un niveau de vie assez élevé. Sa maison est spacieuse et propre et son enfant aussi mignon que bien soigné. Mais tout ne va pas aussi bien pour les autres membres de la commune, dont certains veulent garder les mœurs anciennes. Li Hsung-hsung, qui n'occupe aucun poste de responsable et dont nous ne savons même pas si elle fait partie des Jeunesses communistes, entre en conflit avec ces attardés et aide la nouvelle génération à se libérer du joug familial. Son mari, beaucoup plus timoré, voudrait vivre en paix avec ses voisins et n'approuve pas le militantisme de sa femme : d'où des scènes de ménage, une brève séparation provisoire et des rebondissements divers. Finalement le mari capitule et le couple réuni reprend, dans une entente parfaite, le combat commun pour le bien commun.

Sur cette anecdote centrale viennent se greffer des épisodes qui sont l'occasion pour Li Hsung-hsung de conseiller et d'aider des jeunes gens. Certains de ceux-ci, en effet, sont prêts à laisser leurs parents décider de leur mariage : c'est qu'ils craignent d'être incapables de bien choisir le compagnon de toute leur vie. Li Hsung-hsung tente de dissiper ces craintes absurdes et leur

conseille, pour commencer, d'aller plus souvent au Club des jeunes ou aux manifestations organisées par la commune, sans écouter les « vieux » qui voudraient les garder à la maison. Plus on participe aux mouvements de jeunesse, plus on est actif en politique et plus on a de chances de trouver un fiancé (ou une fiancée) comme il faut : telle est la première leçon de Li Hsung-hsung, quelle a d'ailleurs tirée de sa propre expérience.

Li Hsung-hsung a ensuite affaire à des jeunes un peu plus « avancés ». Ceux-là savent bien qu'ils ont le droit de se marier comme ils l'entendent, mais ils veulent éviter les conflits avec leurs parents et disent : « S'ils choisissent mal, nous divorcerons plus tard ». Mon interprète m'a expliqué, par la suite, que si des jeunes gens prenaient « cette position absolument incorrecte » (et que Li Hsung-hsung leur fait aisément abandonner), c'est qu'ils interprétaient mal la politique menée naguère par le Parti dans des circonstances historiques données : à la Libération, en effet, le Parti encouragea les femmes, mariées jadis contre leur gré et malheureuses dans leur foyer, à divorcer. Cela ne signifie nullement que le Parti ait jamais eu l'intention de dévaloriser le mariage et de prôner le divorce.

Li Hsung-hsung, enfin, est amenée à se pencher sur le cas de Ho Mei-fei, une charmante jeune fille qui est bien perplexe : ses parents ont décidé de la marier au chauffeur d'un camion qui, une fois par semaine, apporte des engrais chimiques à la commune. Sans consulter leur fille, qui est secrètement amoureuse d'un jeune paysan, ils ont entamé des tractations avec le chauffeur. Il faut préciser ici que ces parents, qui sont d'origine plutôt aisée et se conduisent toujours mal, ont déjà eu des différends avec Li Hsung-hsung qui les soupçonne même de manigancer ce mariage pour utiliser plus tard chauffeur et camion dans des spéculations illégales. Li Hsung-hsung facilite les rendez-vous de Ho Mei-fei avec le jeune paysan qui, lui aussi, est amoureux et elle est même prête à les recevoir chez elle en cas de brouille avec les parents.

Malheureusement, Ho Mei-fei n'a pas la fermeté militante de sa protectrice. Terrorisée par ses parents et pleurant à chaudes larmes, elle va se soumettre à leur volonté. La « famille patriarcale », comme dit mon interprète, est sur le point de gagner, mais Li Hsung-hsung a encore une carte à jouer : faire appel à la conscience du chauffeur. Elle va donc l'attendre sur la route, loin du village, pour lui parler seule à seul. Le chauffeur arrive, endimanché et chargé de cadeaux : il venait précisément se

fiancer. « Comment ! lui dit Li Hsung-hsung. Vous, les ouvriers, qui devriez donner l'exemple de la conscience politique, vous acceptez maintenant les mœurs féodales et les mariages arrangés ? Vous ne connaissez pas le vieux proverbe : « Les « fruits arrachés de force ont un goût amer » ? Comment peux-tu espérer former un couple socialiste avec Ho Mei-fei, alors que tu la connais à peine ? » Convaincu, le camionneur fait demi-tour et toute la famille de la fiancée récalcitrante, réunie au complet pour le repas de fiançailles, attend en vain le promis. Li Hsung-hsung a gagné et, enhardie par ce sauvetage *in extremis*, Ho Mei-fei ose enfin épouser celui qu'elle aimait. Le film se termine sur un plan du jeune couple qui travaille avec ardeur en chantant une chanson composée par le directeur de la commune, à la gloire de Li Hsung-hsung.

Après la projection, il a fallu commenter le film. Cette fois, nous n'étions pas dans un club perdu en pleine campagne, mais entre intellectuels, dans un des plus grands studios de Chine. Le metteur en scène m'a signalé tout de suite que le scénario était inspiré d'une histoire vraie. J'ai fait prudemment quelques réserves de détail :

— Le baiser de cinéma est-il interdit, en Chine, au point que Li Hsung-hsung n'a même pas le droit d'embrasser son mari, quand elle le retrouve après une séparation de plusieurs semaines ? Ce puritanisme n'est-il pas en contradiction avec ce que vous appelez la situation vécue ?

— Ce n'est pas du puritanisme, répond le metteur en scène. C'est une sorte de discrétion que nous observons depuis toujours dans notre pays. Sur le fond, le film n'est pas du tout puritain. Il invite les jeunes à sortir du cercle étroit de leur famille, à devenir indépendants et à choisir eux-mêmes leur époux ou épouse. Croyez-vous qu'il fallait montrer comment on s'embrasse pour nous faire comprendre ?

La discussion s'échauffe rapidement. Depuis que nous nous sommes rencontrés, les cinéastes chinois et moi, nous sommes en désaccord sur presque tout. La question du puritanisme ne pouvait que nous opposer davantage. Pour mes interlocuteurs, la Chine actuelle est antipuritaine, parce qu'elle veut rompre avec la morale confucéenne ultra-puritaine qui sévissait surtout dans les campagnes. Et d'ailleurs, l'émancipation de la femme contribue à la lutte contre le puritanisme. Aujourd'hui tout le monde, homme ou femme, est libre de se marier ou de divorcer comme il l'entend.

En fait, nous ne sommes pas d'accord sur le sens du mot puritanisme. Je ne parle pas du droit de se marier mais de la liberté sexuelle qui, elle, n'existe pas en Chine du fait que le problème du rapport entre hommes et femmes — avec toutes ses implications psychologiques — est escamoté ou nié. Comme dans la Russie stalinienne, les questions personnelles (donc les questions sexuelles) semblent appartenir au domaine maudit de la pensée bourgeoise. Les membres d'une société socialiste seraient-ils donc miraculeusement à l'abri des complexes et des névroses ? N'auraient-ils jamais à résoudre des problèmes moraux personnels ?

Il est vrai que, dans le domaine de la vie privée, les Chinois ne semblent pas se poser les mêmes questions que nous autres Occidentaux — du moins si l'on en juge par leur littérature : certains livres classiques chinois sont très érotiques, mais on n'en connaît pas où soient analysés des sentiments. Mao lui-même a dit à Edgar Snow : « Je ne comprends pas du tout de quoi il est question dans vos romans. » Cette incompréhension est-elle réelle ? On peut en douter : Mao s'est en effet marié trois fois [1]. A son dernier divorce, il a quitté la femme qui l'avait accompagné durant la Longue Marche pour épouser une actrice de Shanghaï (communiste et « yenaniste » elle aussi). Tout cela ne peut certainement pas s'expliquer uniquement par le fonctionnalisme familial ou par la politique.

Cette volonté de simplification, née d'une croyance à une mythique « simplicité morale et psychologique des pauvres », est aujourd'hui utile au régime qui veut orienter les jeunes vers un « fonctionnalisme familial » qui correspond aux intérêts immédiats de la société. L'individu est donc affranchi du joug de la famille patriarcale mais il doit se soumettre aussitôt aux exigences de la collectivité. C'est sans doute un progrès, mais il résulte de l'évolution du rôle social de la famille et non pas de conceptions libérales en matière sexuelle.

Dans l'ancienne Chine, la famille était vraiment la « cellule sociale » et l'unité de production. Les règles confucéennes établissaient les rapports entre père et fils, entre frère aîné et cadets, et dictaient de façon précise les devoirs de chaque membre de la famille. La stabilité de la société était garantie par la stricte observance de ces règles. Paraphrasant le directeur de

1. Quatre fois même, si l'on compte son mariage arrangé par ses parents alors qu'il était encore enfant.

la General Motors, on aurait pu alors dire : « Ce qui est bon pour la famille est bon pour la Chine. »

Ces structures familiales rigides, déjà sérieusement ébranlées par les luttes civiles des dernières décennies, ne correspondent plus, aujourd'hui, à aucune réalité économique et sociale. Rien ne justifie plus leur existence. La famille n'est plus une unité de production, elle n'est plus seule à nourrir ses membres. Les temples des ancêtres ne servent plus aujourd'hui que pour les réunions des communes, et la vie paysanne n'est plus fondée sur les biens familiaux.

Les dramaturges chinois trouvent souvent des moyens surprenants pour le dire. Dans un théâtre de province, j'ai vu un opéra en un acte, entièrement consacré à la discussion entre un mari et sa femme sur l'usage à faire des engrais naturels qu'ils ont accumulés. La femme, plus conservatrice pour une fois, veut en fumer leur champ personnel. Le mari répond que leur terre est déjà suffisamment grasse et qu'il faut donner cet engrais à la commune dont la prospérité profite à tous. La belle-mère intervient, rappelle, avec son « exposé d'amertume » que l'égoïsme risque de ramener le chaos ancien et fait ainsi pencher la balance en faveur du mari. Cet opéra qui, sans nul doute, ne tiendrait pas en haleine des spectateurs parisiens, exprime pourtant une vérité essentielle : c'est qu'aujourd'hui, la vie, l'avenir et la sécurité de chaque paysan dépendent de la commune et non plus de la productivité familiale.

Qui plus est, chacun est devenu indépendant au sein de la collectivité et la société ne se divise plus en clans. La division est aujourd'hui horizontale : hommes et femmes se groupent en fonction de leur âge ou de leurs intérêts professionnels. Les conseils maoïstes aux jeunes Chinois : « Soyez indépendants, choisissez vous-mêmes vos époux », ne sont pas, au fond, tellement différents de ceux qu'on donne depuis déjà assez longtemps aux jeunes Européens. L'expérience de personnages comme Hu Shu-tsin ou comme Li Hsung-hsung, nous pouvons certainement mieux la comprendre que celle de Mme Chang ou d'une de ces femmes aux pieds bandés, qu'on rencontre encore souvent en Chine [1]. On peut même dire que les histoires politico-sentimen-

1. L'usage de bander les pieds s'est généralisé en Chine vers le XVI[e] siècle et était destiné, en particulier, à confiner la femme dans sa maison. Le gouvernement communiste a évidemment interdit cette pratique. Voir l'interprétation des origines de cette pratique chez : ETIEMBLE, **Connaissons-nous la Chine?** Gallimard, Paris, 1964.

tales citées en exemple aux jeunes Chinois, ressemblent un peu à certains récits de notre « presse du cœur », alors que les témoignages de femmes d'avant la Libération [1] nous plongent dans un monde médiéval.

Ce qui frappe, dans ces deux histoires « exemplaires », c'est également le rôle primordial joué par les femmes, qui mènent le jeu et imposent leur volonté. Même dans la commune de Hu et de Chao où le conflit est moins aigu, c'est elle qui prend l'initiative. Quant à Li Hsung-hsung, elle a quasiment le rôle d'une fée bienfaisante. Ce n'est sûrement pas un hasard si les femmes sont ainsi mises en avant. Leur émancipation est symbolique de la destruction des préjugés anciens, car c'est un fait que la femme était la principale victime du « code confucéen » qui ne lui reconnaissait aucun droit. Il est donc possible que, dans la nouvelle génération, les femmes soient les plus ardentes protagonistes du système familial égalitaire.

Les arguments de nos cinéastes sur la supériorité du code moral maoïste seraient difficilement réfutables si le choix dans ce domaine était uniquement entre lui et celui du passé. Or, le côté évidemment puritain du nouveau code choque d'autant plus qu'il est enseigné non seulement dans les campagnes, mais aussi dans les villes, où les traditions à combattre n'étaient pas du tout les mêmes. Dès avant la guerre, des millions de Chinois des villes avaient abandonné l'idée de la « famille patriarcale ». Grâce aux progrès de l'instruction secondaire et supérieure, ils sont aujourd'hui des dizaines de millions, et l'on se demande quelle valeur peuvent avoir pour eux les conseils de Li Hsung-hsung sur la meilleure manière de choisir son époux.

Nous ne savons pas jusqu'à quel point les prescriptions moralistes du régime sont respectées à Shanghaï, où nous avons vu des couples d'amoureux se promener sur le Bund, et à Pékin, où les jeunes ne semblent pas toujours discuter uniquement de la productivité. Derière la façade rigide du puritanisme officiel, une certaine liberté de mœurs semi-clandestine est sans doute pratiquée comme c'était le cas dans la Russie de Staline. Mais la Chine est encore plus rigide, moralement, que ne l'était l'U.R.S.S. Les « mœurs dissolues » sont condamnées avec encore plus de violence, et l'adultère est puni par la loi, ce qui n'a jamais été le cas en Union soviétique.

---

1. Voir à cet égard l'extraordinaire récit de Gold Flower dans **La Chine ébranle le monde**, de JACK BELDEN, p. 303-337.

De plus, il semble évident que les dirigeants chinois sont inquiets de l'accroissement de la population et que leurs conceptions familiales s'en ressentent. Lorsqu'ils conseillent, par exemple, aux jeunes de ne pas se marier trop tôt (trente ans pour les hommes, et vingt-cinq ans pour les femmes), ce n'est pas seulement parce qu'il faut « être mûrs et bien se connaître pour se marier », mais surtout parce qu'il faut limiter le nombre des naissances.

Avant de quitter la Chine nous avons pu nous procurer la fameuse brochure sur *L'Amour, le Mariage et la Famille* et, entre autres mises en garde contre les « mœurs dissolues », nous y avons trouvé celle-ci :

« Il ne faut pas faire la cour et promettre le mariage à plusieurs personnes à la fois. Un jeune qui fait cela ne progresse pas dans ses études, travaille mal, ne participe pas assez à la vie collective. Il risque même de tomber dans les pièges tendus par l'ennemi dans cette époque de lutte des classes où nous vivons. »

Les mauvaises mœurs ne sont donc pas dénoncées au nom d'une morale religieuse ou laïque mais uniquement parce qu'elles peuvent compromettre l'équilibre de la société. Le péché ne conduit pas, en Chine, à l'enfer, mais il facilite la tâche à un démon politique : l'idéologie « bourgeoise et féodale » qui menace en permanence la collectivité et dont chacun doit se garder.

6. *LES DEMONS*

Personne, en Chine, ne m'a intrigué autant que Mlle Kao Mei-tsun, étudiante à l'Institut du pétrole de Pékin. Originaire de la province de Shantung, elle avait six ans au moment de la Libération. Ses parents étaient des paysans pauvres et c'est grâce au nouveau régime qu'elle a pu faire ses études. Elle est une excellente étudiante, mais cela ne l'empêche pas de s'intéresser très vivement à la politique et en particulier aux problèmes « du révisionnisme moderne. »

C'est le révisionnisme qui nous a fourni le prétexte d'une grande discussion. A la Maison des Etudiants, dans la chambre que Mlle Kao Mei-tsun partage avec six autres jeunes filles, j'ai vu affiché, au-dessus de la table de travail, à l'endroit même où partout ailleurs on affiche le portrait de Mao Tsé-toung, celui de Staline. Pourquoi ?

Mlle Kao Mei-tsun s'est enflammée :

— J'espère que vous ne croyez pas les calomnies que les révisionnistes modernes ont déversées sur ce grand marxiste-léniniste ?

Dans ce pays où tout le monde est d'une extrême politesse, il est très rare qu'on attaque ainsi dès la première question, et mon très intelligent interprète, In Sun-lin, n'a pas caché sa surprise. Les autres personnes présentes, le directeur de l'Institut et les camarades de chambre de Mlle Kao Mei-tsun (que j'appellerai Kao), se sont installées, comme pour un spectacle, sur des tabourets ou sur les lits en bois (les seuls meubles de la pièce). Puis, en silence, elles ont attendu avec un air de grande curiosité.

Kao n'est pas ce qu'on appelle une belle fille, mais son visage rond est très expressif et, dans le feu de la discussion, elle s'est mise à ressembler de plus en plus à Li Hsung-hsung, l'héroïne du film dont j'ai parlé. Elle s'exprimait comme elle avec une totale assurance, en se fondant, il est vrai, sur des textes officiels qu'elle connaissait quasiment par cœur. Pourtant, elle n'avait pu prévoir ni que nous allions visiter la Maison des Etudiants, ni que je m'intéresserais particulièrement au portrait de Staline. Non. Mais à en juger par l'étendue de ses connaissances, il était clair qu'elle suivait avec passion le grand débat en cours dans le monde communiste.

Je n'ai pas réussi à l'ébranler le moins du monde dans ses convictions, d'abord parce qu'elles sont d'une solidité à toute épreuve, ensuite parce que Kao refusait de tenir compte de mes arguments s'ils ne s'appuyaient pas sur des faits relatés dans les livres publiés en Chine. Autrement dit, elle refusait de croire presque tout ce que je pouvais dire sur Staline. L'assistance qui augmentait à tout instant (il y avait des gens jusque dans le couloir) approuvait cette méthode de discussion et encourageait Kao du regard et du sourire. Le directeur lui-même hochait la tête en signe d'approbation. Staline était si solidement défendu par ses jeunes partisans chinois que je décidai de le laisser en paix. Avant de prendre congé, j'ai demandé à Kao si elle avait un poste dans le Komsomol de l'Institut.

Instantanément elle a perdu toute verve, tout brio et toute agressivité. Tristement et sans plus oser me regarder en face, elle a avoué, sur le ton de la confession :

— Je ne suis pas encore digne de faire partie de l'Union des jeunesses communistes. Je n'ai pas encore réussi à me débarrasser des influences idéologiques féodales et bourgeoises.

Du coup, je suis devenu indiscret, mais je ne pouvais pas ne pas l'être. Comment était-il possible, en effet, qu'une étudiante modèle, d'origine paysanne et éduquée par le nouveau régime, ait succombé à des influences aussi néfastes, et en quoi cela pouvait-il se manifester? Cette jeune admiratrice de Staline avait-elle eu un *war lord* ou un *landlord* dans sa famille ? Peut-être était-elle, contre toute attente, tombée amoureuse d'un capitaliste national ou, pis encore. d'un visiteur étranger ?

Rien de tout cela. Kao m'a garanti la pureté de ses origines prolétarienne et m'a affirmé n'avoir jamais connu ni *war lord*, ni *landlord*, ni capitaliste national ou autre. Je l'ai crue, mais cela ne faisait qu'épaissir le mystère. Avait-elle de mauvaises lectures? Non, elle ne lit que des livres scientifiques et des documents du Parti. A court d'hypothèses, j'ai fini par demander tout simplement à Kao de quoi, diable, elle avait pu se rendre coupable.

— De rien de particulier, je vous assure, a-t-elle répondu avec le plus grand naturel. Mais nous vivons dans une période de lutte de classes aiguë et l'idéologie féodale et bourgeoise de l'ancienne société est encore bien vivace. Je la combats résolument, mais je ne m'en suis pas libérée suffisamment pour mériter de devenir membre du Komsomol.

Force me fut donc d'accepter l'idée que tout Chinois, jeune ou vieux, porte en lui quelques germes nocifs de l'idéologie bourgeoise et que, même s'il s'efforce de s'en débarrasser, pour préserver sa santé morale et politique, cela lui est extrêmement difficile et ne dépend pas uniquement de sa volonté. En Chine, on ne choisit pas son idéologie, ce sont plutôt les idéologies qui s'emparent des âmes. La bonne, la prolétarienne, en saisit la grande majorité, mais la mauvaise, la féodalo-bourgeoise, en possède encore un bon nombre. Cela pose de graves problèmes non seulement à des individus, comme l'étudiante Kao Mei-tsun, mais à la société tout entière dont l'avenir dépend du succès de la bonne idéologie et de l'échec de la mauvaise.

Nous ne tirons pas cette conclusion d'un cas isolé. Dès qu'on parle aux Chinois de cette lutte des classes à laquelle leur programme attache une grande importance, il vous donnent des explications qui ne correspondent en rien à notre conception des conflit sociaux. Tous les anciens possédants ne sont pas considérés en Chine comme des ennemis à abattre. Aucun mot d'ordre ne proclame qu'il faut liquider physiquement les anciens paysans riches, comme Staline a liquidé les koulaks en Russie.

La lutte de classes d'aujourd'hui n'est donc pas un simple prolongement de celle d'hier, elle n'est pas la manifestation d'une volonté de revanche des prolétaires libérés sur leurs anciens exploiteurs.

Pour les Chinois, c'est par la mentalité qu'on appartient à telle ou telle classe sociale. Un ancien riche, converti au marxisme, peut devenir un communiste irréprochable; un ouvrier ou un paysan pauvre qui s'accroche aux mœurs anciennes est considéré comme infecté d'idéologie bourgeoise ou féodale. Certes, les anciens possédants sont plus enclins à « penser mal » et à bouder la nouvelle société que les paysans ou les ouvriers. Mais il y a tant d'exceptions à cette règle qu'on se demande parfois si la « mauvaise classe » n'est pas composée surtout de travailleurs qui n'arrivent pas à assimiler les principes collectivistes.

Ces définitions nous surprennent et nous paraissent parfois choquantes. Pourtant le problème de la formation des couches ou des groupes sociaux dans une société comme celle de la Chine est un problème très réel. Certes, il n'y a plus en Chine de « classes » dans le sens marxiste de ce terme, mais il y a sûrement des positions et des fonctions sociales différentes qui, par leur nature même, peuvent donner naissance à des mentalités différentes et peuvent favoriser les aspirations à de nouveaux privilèges. Ce n'est pas un hasard si Mao Tsé-toung a été toujours plus préoccupé par ce problème que les autres leaders communistes au pouvoir. La Chine s'engageait dans l'entreprise socialiste à partir d'un niveau beaucoup plus bas que tous les autres pays de l'Est. En Chine, la hiérarchie sociale était toujours plus complexe et moins dépendante de la base économique qu'ailleurs. Les mandarins, qui avaient des pouvoirs exorbitants, n'étaient pas toujours des gros propriétaires. Et même les pouvoirs des *landlords* dans les villages étaient souvent déterminés davantage par leur position sociale que par l'étendue de leur terre. En confiant des fonctions administratives aux bénéficiaires de la révolution, Mao était conscient du danger de susciter « des contradictions au sein du peuple », et la brochure qu'il a publié à ce sujet, au moment de la déstalinisation, constituait la première élaboration originale du problème depuis Trotsky.

Mao expliquait que la révolution n'abolit pas les conflits sociaux, et que ceux-ci restent même les moteurs du progrès pendant toute la période de transition au communisme. Sa thèse était bien plus complexe et nuancée que l'ancienne théorie

de Staline sur l'aggravation de la lutte des classes en période de construction du socialisme, et ne cherchait pas à justifier les abus de l'appareil du parti. Son but était même diamétralement différent.

Selon Mao, en tout cas, la poussée révolutionnaire rencontre inévitablement la résistance des « démons » : il y a d'abord les anciens démons, comme l'arrogance, l'égoïsme, le manque de courage des subalternes, le conformisme ou la résignation ; puis, il y a les nouveaux démons, comme la tentation des privilèges, qui se manifestent chez ceux qui occupent des fonctions au-dessus de la masse, le penchant vers une vie plus facile et enfin l'apparition d'appétits de consommation élitaires. La Chine doit donc lutter contre tous ces démons, et cet énorme brassage d'en haut s'appelle la « lutte des classes ».

Pour mieux illustrer cette singulière situation, nous avons condensé en un seul plusieurs récits sur la lutte de classes à la campagne. Ce n'est pas seulement dans les communes, mais aussi dans les universités que ces explications m'ont été fournies.

Au moment de la Libération, il y avait en Chine *grosso modo* 73 % de paysans très pauvres, 20 % de paysans moins pauvres et 7 % de *landlords* et de koulaks. Par la réforme agraire et la collectivisation ces inégalités ont été supprimées et les communes ont offert à tout paysan les chances d'une vie meilleure. Bien que cette politique corresponde aux intérêts de la grande majorité et que celle-ci détienne le pouvoir politique, les habitudes mentales héritées de l'ancien régime n'ont pas été perdues du jour au lendemain.

Or, le système des communes n'est pas aussi rigide que le croient certains étrangers. Il est façonné chaque jour par les membres des communes qui jouissent d'une grande liberté pour agir sur lui. Les paysans, par exemple, possèdent des bêtes à eux, ils possèdent leurs outils et leurs lopins de terre individuels (beaucoup plus petits, il est vrai, que ceux des membres des kolkhozes soviétiques). Ils sont libres de vendre leurs produits au marché et d'acheter ensuite des produits industriels comme les engrais chimiques.

De plus, dans une commune, la comptabilisation du travail est une affaire complexe qui dépend beaucoup de la coopération et de l'honnêteté de chacun. Il est impossible de fixer des normes de productivité à l'échelle nationale, puisque le rendement agricole est étroitement conditionné par la qualité du sol, par celle de l'outillage et par les conditions climatiques. Il est également

impossible de fixer les revenus des paysans en fonction du nombre d'heures de travail, puisque les travaux agricoles sont très divers. Les communes sont donc obligées d'appliquer un système hybride — certains travaux étant payés à la tâche et d'autres à l'heure — et de laisser une grande autonomie aux équipes.

Ainsi, les paysans « mal influencés » ont la possibilité non seulement d'accorder la priorité aux travaux qu'ils font pour eux-mêmes et de se livrer à des activités commerciales qui frisent l'illégalité, mais encore de tricher avec la commune ou de détourner une partie de la production collective. L'expérience a prouvé que la collectivisation de la propriété ne suffit pas pour empêcher une différenciation des revenus, la formation de cliques de « nouveaux riches » et l'exploitation des paysans honnêtes par ces nouveaux profiteurs. Dans les communes où cela se produit, les « potentats » ruraux d'hier retrouvent leur influence et peuvent même endoctriner les jeunes, en faisant miroiter à leurs yeux la « vie facile ». D'après mes guides, bien qu'il n'y ait pas de fermes privées, on peut, dans certains cas, parler d'une véritable restauration du capitalisme, en ce sens que ce sont les normes capitalistes qui régissent les rapports entre paysans et que la propriété collective sert à l'enrichissement d'une minorité.

Si, au contraire, la base est imprégnée d'esprit collectiviste (comme c'est généralement le cas) les rapports sociaux deviennent de plus en plus communistes. Ainsi, dans les villages où tous accordent vraiment la priorité au bien collectif, il est dès à présent possible de supprimer toute la procédure de comptabilité intérieure, en laissant à chaque membre de l'équipe le soin de déterminer la valeur de son travail. C'est ce qui se fait par exemple dans la brigade de Tachai, dans le Nord-Ouest qui, tout en obtenant des résultats remarquables dans la mise en valeur des terres vierges, a réussi à élever très considérablement le niveau de vie de ses membres. Quand on en arrive à ce stade, le lopin individuel perd de son importance pour les paysans, l'esprit d'entraide se développe et supprime toute différenciation, les jeunes se préoccupent avant tout d'acquérir des connaissances nouvelles qui leur permettront de servir mieux encore la collectivité, et la commune peut investir des fonds de plus en plus importants pour s'équiper et pour développer sa section culturelle.

Ainsi, ayant au départ la même structure interne, les com-

munes peuvent évoluer dans des directions très différentes, suivant les tendances idéologiques de leurs membres. Toute une littérature et tout un art sont consacrés à montrer les conséquences de la bonne ou de la mauvaise conduite des membres d'une commune [1]. Dans certains cas, lorsque les choses tournent vraiment trop mal, le Parti est obligé d'intervenir en mobilisant les paysans pauvres, mais ses possibilités de contrôler « d'en haut » sont assez limitées.

— Il est impossible d'inculquer, par décret, une correcte pensée politique ou d'obliger, par des mesures administratives, des paysans à vivre et à travailler selon des normes qu'ils n'ont pas encore pleinement assimilées, m'a dit avec franchise un très haut personnage du régime. L'éducation est donc la seule arme utilisable et efficace.

« Mais dans les campagnes les communistes ne représentent qu'un peu plus de un pour cent de la population. Ils ne sont pas des prêtres chargés de prêcher l'évangile aux paysans. Feraient-ils des sermons que ceux-ci resteraient sans effet si les masses n'éprouvaient pas le besoin de trouver des solutions nouvelles à leurs problèmes.

« En matière d'éducation politique, les paysans chinois sont donc avant tout des autodidactes. Ceux d'entre eux qui sont déjà communistes les aident bien un peu, mais c'est par l'expérience de tous les jours, par le conflit constant avec les attardés ou avec les irrécupérables, par la recherche de solutions aux problèmes concrets que se forme la conscience politique des travailleurs des communes populaires. Ils sont les seuls et les meilleurs juges de ce qu'ils doivent faire.

---

1. J'ai vu plusieurs opéras et une quantité de films traitant de ces sujets. L'un des plus typiques : **le Village de Fan Choun Lin**, raconte comment un soldat démobilisé, Li Yung-hu, retrouve, après trois ans d'absence, son village entièrement dominé par un ancien koulak, Yen Wan-chen. Les paysans pauvres sont impuissants contre lui, car il a réussi à les diviser et à corrompre certains d'entre eux, y compris le brigadier, qui est le propre frère de Li Yung-hu. La clique du koulak vole les engrais chimiques destinés à la brigade pour les vendre au marché noir et, avec une habileté diabolique, accuse de ces détournements les quelques paysans honnêtes qui tentent de lui résister. Ceux-ci sont donc à la merci des nouveaux riches du village qui ne se contentent pas de mener grand train (vin et viande à tous les repas), mais vont jusqu'à organiser des soirées de débauche pour les jeunes (jeux de cartes surtout) et leur font lire des livres nocifs. Le jeune soldat Li Yung-hu est obligé d'organiser des réunions clandestines pour arracher le pouvoir à ces « capitalistes villageois » mais, bien entendu, il finit par triompher.

« Pourquoi cette auto-éducation paysanne donne-t-elle de si bons résultats dans certaines communes et des résultats nuls ou même désastreux dans certaines autres? Parce que les mœurs et les coutumes anciennes sont difficiles à déraciner. Alors, si la vigilance à l'égard de l'idéologie étrangère se relâche, ne serait-ce qu'un instant, et si on abandonne, ne serait-ce qu'un instant, ses exigences envers soi-même, l'ennemi en profitera aussitôt pour réinjecter ses poisons, dans l'espoir de faire reculer l'entreprise tout entière.

« Cet « ennemi » n'est pas toujours un homme caché qu'il faut démasquer. Il somnole parfois dans les cerveaux de militants bien intentionnés qui veulent s'accorder un répit ou éviter un conflit. Car le vieux proverbe chinois dit avec raison : « Apprendre, c'est ramer à contre-courant. Dès qu'on s'arrête, on recule. » Cela dit, l'excès de zèle est aussi une erreur : un bon communiste doit marcher à la tête des masses, mais sans jamais se détacher d'elles et sans tenter de les entraîner trop vite sur un chemin qu'elles connaissent encore mal.

A l'appui de ces propos que l'on m'a souvent tenus, on me cite toujours des exemples précis. J'ai entendu, par dizaines, des noms de communes, de brigades, de villages qu'on me lançait pour dissiper mes doutes et me prouver que la lutte des classes en Chine n'est pas une vue de l'esprit ni un épouvantail, mais une expérience quotidiennement vécue par des millions de paysans chinois et que, de son issue, dépend la réussite ou l'échec du système des communes populaires.

Que répondre? Cette manière de voir les choses et de procéder est évidemment préférable à celle de Staline, car elle n'implique pas la destruction physique des « éléments socialement coupables ». Mais il faudrait être naïf pour ne pas voir que cette lutte entre la nouvelle mentalité et l'ancienne ne va pas sans une pression constante de la société sur l'individu. En Chine, la lutte des classes n'est pas sanglante et Chou En-laï me l'a fait remarquer avec fierté, mais elle ne se réduit pas à des discussions idéologiques sur les mérites de la morale prolétarienne. Elle se manifeste par un endoctrinement sévère et lancinant qui affecte tous les citoyens, même les plus ouverts. La foi des Chinois dans les possibilités presque illimitées de l'éducation est fondée, selon certains, sur une très ancienne idée chinoise : « L'homme est né bon mais il peut perdre ses qualités s'il est mal éduqué. » Inversement, donc, une bonne éducation peut le

perfectionner. Mao Tsé-toung serait le continuateur de cette doctrine et son mot fameux : « La Chine est une page blanche sur laquelle tout peut être écrit », serait une modernisation de la maxime d'autrefois.

7. *LA PENSEE ET LA RECOLTE*

M. Wu Chen, vice-ministre de l'Agriculture, m'a donné rendez-vous au club international de Pékin, quelques jours avant que je quitte la Chine. Je lui avais demandé si nous pourrions simplement converser sans que je lui soumette un questionnaire écrit et il a accepté. Aucun cérémonial donc pendant notre rencontre. Du côté chinois, personne ne prenait de notes. M. Wu Chen n'avait aucun dossier sous la main et ne m'a cité, de mémoire, que quelques chiffres pour me donner une idée d'ensemble de l'état actuel de l'agriculture chinoise et des perspectives qui s'ouvrent à elle. Il a d'ailleurs commencé en me demandant de lui dire quelle impression m'avaient faite les campagnes et les communes que j'avais vues pendant mon séjour.

J'ai fait de mon mieux pour vanter la beauté des paysages, de ceux du Sud en particulier, qui sont parmi les plus beaux du monde. Après quoi, j'ai avoué franchement que le niveau de vie des paysans chinois m'avait semblé assez bas et leur outillage et leurs méthodes un peu archaïques. Je n'ai pas insisté sur la médiocrité et la rareté des logements surpeuplés, ni sur la modestie des installations communales. J'ai surtout parlé du travail, presque toujours fait à la main ou avec des outils rudimentaires et si anciens qu'ils ne seraient pas déplacés dans un musée. Certes on m'a dit et j'ai constaté que partout, aujourd'hui, on mange à sa faim, ce qui, pour les paysans chinois, est la conquête des conquêtes. Mais on ne peut pas toujours se référer au passé et les hommes ne se nourrissent pas du souvenir des malheurs anciens. Or, étant donné le nombre de Chinois, leurs besoins croissants et le niveau extrêmement bas d'où ils partent, je vois mal comment ils pourront liquider l'héritage écrasant du sous-développement sans un équipement et sans des méthodes agricoles plus modernes.

M. Wu Chen m'a écouté patiemment et sans surprise :

— Par rapport aux autres pays, en effet, m'a-t-il dit, notre agriculture n'est encore que très faiblement mécanisée. Pourtant,

comparé à celui d'autres pays plus modernisés, notre rendement n'est pas trop mauvais. Il n'y a pas si longtemps, il n'y avait strictement que le travail à la main. Aujourd'hui, nous avons environ 120 000 tracteurs et nous utilisons environ 7 millions de tonnes d'engrais chimiques. Il faut tenir compte, aussi, du fait que certaines cultures, comme celle du riz, ne nécessitent pas de grosses machines agricoles. Dans les rizières il nous faut des machines simples, qui ne sont pas du tout « spectaculaires ». Cela dit, il est vrai que nous manquons même de ce matériel. Les plus grands efforts jusqu'à maintenant ont été faits pour l'irrigation : construction de canaux, de réservoirs, installation de pompes électriques ou à moteur Diesel. Résultat, aujourd'hui la sécheresse ne nous fait plus peur ou, en tout cas, nous la redoutons beaucoup moins que les autres calamités naturelles.

— Si votre agriculture obtient déjà des résultats satisfaisants, est-ce que la mécanisation des campagnes a comme objectif essentiel de libérer de la main-d'œuvre pour l'industrie et de lutter contre le surpeuplement des campagnes?

— Les possibilités de nos communes sont immenses et, sans les avoir encore toutes recensées, nous savons déjà que la modernisation de l'agriculture peut permettre de doubler le rendement actuel. Dans des fermes expérimentales et dans des stations d'essai, certaines communes obtiennent jusqu'à 9 tonnes de riz par hectare et cela dans des régions réputées naguère pour leur médiocre fertilité. En plus, nous envisageons la mise en valeur d'immenses terres encore en friche. Actuellement, en Chine, on cultive 107 millions d'hectares, mais les travaux de nos agronomes indiquent qu'on pourrait en cultiver le double. Ce problème nous n'y travaillons pas très activement : ce sera pour plus tard. Aujourd'hui nous nous occupons surtout d'augmenter le rendement des terres déjà exploitées et nous avons toutes les raisons d'être optimistes. N'oublions pas que la science progresse souvent plus vite qu'on ne s'y attendait et qu'avant d'avoir réalisé nos projets actuels, nous aurons certainement découvert de nouveaux moyens de maîtriser la nature.

M. Wu Chen est, on le voit, en complet désaccord avec les experts occidentaux qui estiment que, même considérablement augmentées, les récoltes chinoises ne suffiront pas à nourrir la population si elle continue à s'accroître au rythme actuel. M. Wu Chen n'a même pas voulu aborder le problème du contrôle des naissances et du surpeuplement : il le laisse à un spécialiste que je dois rencontrer après lui. Il se contente d'insister sur les

ressources agricoles énormes et encore inexploitées de la Chine. Selon lui, la modernisation ne fait que commencer et, si grands que soient les efforts actuels, il faudra encore au moins vingt ans pour résoudre quatre problèmes essentiels : mécanisation, électrification, fabrication d'engrais chimiques et irrigation, et quatre autres problèmes à peine moins graves : amélioration de la sélection des semences, emploi massif des insecticides, protection plus efficace des récoltes et développement des techniques pour rendre les terres arables.

Avec une grande autorité, le vice-ministre m'a assuré que, même en tenant compte des calamités naturelles périodiques, l'agriculture chinoise peut accroître sa production de 6 % par an pendant de longues années, au terme desquelles l'emploi de techniques encore plus perfectionnées fera sûrement augmenter ce pourcentage. Mais après avoir fait cette démonstration en l'appuyant sur l'ensemble de l'agriculture japonaise et sur d'autres, M. Wu Chen a soudain déclaré que le vrai problème était ailleurs :

— Notre optimisme, m'a-t-il dit, n'est pas fondé uniquement sur l'utilisation de meilleures techniques. Pour nous, l'état d'esprit des hommes compte autant sinon plus que les méthodes, si perfectionnées soient-elles. Après tout, c'est l'homme qui les applique, les méthodes, c'est lui qui utilise les techniques, c'est lui qui décide de la marche du travail. Si ces décisions sont justes, si elles sont dictées par le souci du bien collectif, tout progresse : la production, la société et l'individu. Nous croyons donc que les forces spirituelles multiplient les forces physiques et qu'en fait, le marxisme-léninisme est la meilleure recette pour obtenir de bonnes récoltes. Cela, c'est le principe central de l'enseignement du président Mao et là où ses idées sont correctement appliquées, les récoltes progressent sensiblement.

Je ne peux pas retenir un sourire que je cache en plongeant le nez dans mon bloc-notes. Pourtant, rien dans cette déclaration sur « l'efficacité productrice du maoïsme » ne devrait m'étonner. Je l'ai déjà entendue plus d'une fois mais, pourtant, ces affirmations sur le rapport direct entre Marx, Mao et la récolte provoquent toujours chez moi un étrange chatouillement intérieur. M. Wu Chen heureusement ne remarque rien et il continue.

Il m'explique que le système des communes est fondé sur des rapports en triangle entre l'individu, la collectivité et l'Etat, qui sont interdépendants. La base jouit de droits et de libertés démocratiques pour organiser son travail, pour décider de tel

ou tel investissement, pour répartir l'argent entre le fonds général, le fonds social et le fonds des rémunérations. Mais elle ne peut résoudre ces problèmes de façon satisfaisante que si elle est consciente du rôle de l'Etat, qui représente la société, et de celui de la collectivité communale, qui garantit la sécurité de chacun. Toute manifestation d'égoïsme, d'âpreté au gain, de sectarisme ou d'esprit de clocher est évidemment préjudiciable à la collectivité et, par contrecoup, à l'individu. Ainsi, me dit M. Wu Chen :

— Vous avez sûrement remarqué que les communes n'obtiennent pas toutes des résultats identiques et que, dans une même commune, des équipes peuvent avoir une productivité, donc des revenus très inégaux. Cela est inévitable, puisque nous appliquons le principe « A chacun selon son travail », mais cela nous préoccupe. Comment faire pour éviter ces différenciations? L'Etat doit-il payer autant que les autres ceux qui réussissent moins bien, souvent parce qu'ils n'ont pas une attitude correcte au travail ? Ce serait absurde. Ce sont les membres des communes qui doivent veiller à ce que les inégalités ne s'aggravent pas, en affectant de très bons travailleurs aux équipes les plus médiocres, en aidant ceux qui sont handicapés par la maladie ou qui ont une famille très nombreuse. Cela exige que les travailleurs de choc et la collectivité fassent des sacrifices, mais nos hommes ont une grande conscience politique et cela se pratique couramment. Et une aide des camarades est toujours plus efficace qu'une aide financière.

— Pourtant, dis-je, d'après le peu que j'ai pu voir, les différences entre communes sont souvent très grandes. J'ai vu une commune, dans la province du Yunnan, où l'on gagne, en moyenne, 50 yuans par an et une autre, près de Pékin, où l'on en gagne 600.

Le chiffre de 50 yuans surprend M. Wu Chen, qui me dit que, vraisemblablement, dans cette commune du Yunnan on doit payer en nature une partie des « points du travail ». Il admet, pourtant, que les différences restent grandes, surtout entre les communes des provinces fertiles et celles des provinces ingrates. Mais il ajoute que l'entraide à la base et les interventions de l'Etat (qui diminue les impôts des communes faibles et leur envoie des cadres expérimentés) permettent de réduire les écarts. « C'est en renforçant leur direction politique que nous aidons le mieux les communes en difficulté », conclut-il, pour réaffirmer la primauté de l'idéologie sur la technique.

Je ne mets pas en question ce que m'a dit M. Wu Chen sur la démocratie intérieure dans les communes : des témoignages nombreux et incontestables confirment que la base, dans les communes, est très souvent consultée [1]. Reste à savoir si cette « démocratisation » tient à ce que les paysans ont une conscience politique très développée ou si elle n'est rendue possible que par les conditions assez primitives dans lesquelles vit la population rurale. Les deux explications ne s'excluent d'ailleurs pas l'une l'autre. Un collectivisme primitif peut être une étape vers une forme plus complexe de démocratie paysanne collective. Une certaine expérience de la vie communautaire peut, si elle est complétée par la propagande et surtout par l'éducation politique, inculquer à ceux qui la vivent ces habitudes de participation active à la vie sociale grâce auxquelles ils pourront en venir au « collectivisme élevé » de demain.

Ce que l'on comprend moins bien, dans le système chinois, c'est le rôle que jouent les petites parcelles de terre attribuées individuellement à chacun. On dit que, pour les cultiver, les paysans négligent un peu le travail qu'ils doivent à la commune — et qu'elles permettent ce « marché libre », qui lui-même permet ces spéculations quotidiennement dénoncées au nom de la révolution. Est-il vrai que les paysans soignent mieux leur terre que celles du collectif?

— Chez nous, répond M. Wu Chen, contrairement à ce qui se passe en U.R.S.S., l'étendue des parcelles privées est strictement limitée. Elles ne dépassent jamais la moitié d'un *mou* (un trentième d'hectare). En fait, ce ne sont que des potagers de quelques dizaines de mètres carrés. Nos statistiques ne tiennent même pas compte de leur production qui est vraiment négligeable. Mais ces potagers améliorent le ravitaillement des familles. Nulle part leur existence ne pose un problème car personne ne songe à « vivre de sa terre ». On distribue cette terre comme une sorte de prime. Et ainsi, le temps libre des gens est, lui aussi, productif. Il s'agit là d'un problème secondaire. L'existence de ces potagers a une certaine efficacité économique immédiate et n'a aucune influence réelle sur la vie politique du village. La lutte des classes n'oppose pas ceux qui travaillent plus sur leur terre que sur les terres collectives à

1. Le livre de JAN MYRDAL, **Un village chinois** (Gallimard, Paris, 1964), constitue sur ce point un document précieux. L'auteur a vécu pendant deux mois dans un village de la province de Shensi et il a recueilli les récits de tous ses habitants.

ceux qui font l'inverse. Elle oppose ceux qui aiment les communes populaires (et qui sont la grande majorité) à ceux qui ne les aiment pas, parce qu'ils restent attachés à l'idéologie anticollectiviste. Quant au marché libre, il joue aussi un rôle positif, en facilitant des échanges périphériques et en influant un peu sur les prix des produits saisonniers ou marginaux, les prix des produits de première nécessité étant, comme vous savez, fixés et garantis par l'Etat.

Il n'y a donc aucune contradiction interne dans le système des communes, qui, selon M. Wu Chen, a, dès 1958, été conçu pour en arriver à sa forme actuelle. Cette dernière affirmation m'a paru un peu hasardée et j'ai rappelé à M. Wu Chen les résolutions de Peitaiho et de Wuhan sur l'industrialisation des campagnes « sur une grande échelle ». Il a admis que des erreurs avaient été commises et que des calamités naturelles avaient détruit certains espoirs, mais, d'après lui, les principes de base sur la propriété collective de la terre et les rémunérations proportionnelles au travail sont les mêmes qu'en 1958. Notre désaccord est devenu plus grave lorsque j'ai fait remarquer que les kolkhozes soviétiques se réclament des mêmes principes.

Cette comparaison a profondément choqué M. Wu Chen. Selon lui, le système soviétique est fondé uniquement sur l'utilisation de fallacieux stimulants matériels et ne laisse aux kolkhozes aucune tâche politique, administrative ou éducative. Tout au contraire, les communes populaires jouent des rôles multiples et sont des foyers authentiques de la vie collective. « Les difficultés agricoles que connaissent les Russes prouvent bien qu'il est vain de compter sur des stimulants matériels pour transformer les rapports de production à la campagne et obtenir de bonnes récoltes. Leur système est en pleine régression : il est économiquement inefficace et il n'est plus un moyen d'arriver à la société communiste. » Avec une satisfaction amusée qu'il cherchait à peine à cacher, M. Wu Chen a ajouté que la Chine exporte déjà d'importantes quantités de viande en U.R.S.S. et est même prête à y envoyer des conseillers agricoles « pour aider les camarades soviétiques à sortir de l'impasse ».

Nous avons ensuite abordé des sujets moins brûlants, tels que la production de cette viande que la Chine exporte, bien que son élevage ne m'ait pas paru florissant. M. Wu Chen a admis qu'en Chine la consommation de viande est encore très faible : 15 à 20 kg par an et par habitant. Mais, même dans ce domaine, les progrès réalisés sont déjà considérables. Avant la

Libération, les paysans chinois étaient convaincus de la justesse du vieux proverbe : « Les légumes et le soja doivent suffire à se nourrir. » Aujourd'hui, la viande n'est plus rationnée car la production permet de satisfaire la demande intérieure et même d'exporter. Il va de soi, continua M. Wu Chen, que les possibilités d'élevage sont loin d'être épuisées et que, dans ce domaine aussi, on n'en est qu'au début.

Le problème du rationnement et de l'importation des céréales a été, lui aussi, rapidement expédié. Il y aura, pendant encore longtemps, des cartes de rationnement dans les villes, pour régulariser la consommation. Mais les rations sont déjà si élevées (entre 20 et 26 kg par mois pour les ouvriers, 18 kg pour les étudiants et 15 kg pour les cadres) que la plupart des travailleurs ne les consomment pas entièrement. Quant aux importations, elles s'expliquent surtout par des considérations logistiques (elle facilitent l'approvisionnement des grandes villes portuaires, comme Shanghaï et Tientsin) et nullement par l'insuffisance de la production qui a dépassé cette année 210 millions de tonnes [1].

Mais M. Wu Chen était pressé de répondre aux critiques de l'agriculture chinoise faites l'année précédente par le « révisionniste Souslov ». Celui-ci, en effet, a osé « nous reprocher d'accorder trop d'attention à notre agriculture. Il croit sans doute que Dieu le Père nous enverra du pain et des matières premières pour notre industrie ». Point par point, avec éloquence et ironie, M. Wu Chen a démoli la conception soviétique de la priorité absolue donnée à l'industrialisation, au détriment du secteur agricole. Il l'a déclarée « antimarxiste, irréaliste et caractéristique de la confusion idéologique des révisionnistes modernes ».

J'ai demandé :

— N'étiez-vous pas influencés vous aussi par cette conception avant votre conflit avec les Soviétiques?

M. Wu Chen a réfléchi un moment :

— Des conseillers soviétiques nous ont engagés dans cette voie, et peut-être, sous leur influence, avons-nous commis quelques erreurs. Mais dès 1957, le président Mao nous a clairement

1. Depuis plusieurs années les Chinois ne publient pas les chiffres de leur production agricole, mais, approximativement, il semble qu'en 1963, leur récolte ait été de 180 millions de tonnes et celle de 1964 de plus de 200 millions.

expliqué que nous devions considérer l'agriculture comme l'élément de base de notre économie. Vous trouverez donc la réponse complète à votre question dans son célèbre discours sur la juste solution des contradictions au sein du peuple.

J'ai promis de relire ces textes [1].

Il était tard quand j'ai quitté M. Wu Chen mais je suis allé me promener longtemps dans les rues désertes de Pékin. J'essayais de faire « coller » les déclarations optimistes de M. Wu Chen avec ce que j'avais vu dans les communes. Personne, aucun discours, aucun raisonnement ne pourra effacer les images de pauvreté que j'ai vues partout dans les campagnes chinoises. Les villages chinois font penser aux trous perdus d'un pays du tiers monde mais, différence capitale, on n'y voit jamais d'enfants rachitiques, ni de crève-la-faim, ni de mendiants. Les écoles, les crèches, les dispensaires, tout cela est encore modeste, mais témoigne des progrès accomplis et surtout de la volonté de sortir de cette malédiction qu'est le sous-développement. Il reste cependant un long chemin à parcourir. Et puisque, pour les Chinois, la solution du problème agricole dépend avant tout de l'adhésion de la paysannerie aux idées socialistes, il faut les adapter au niveau de ceux qu'on peut endoctriner, niveau qui est, évidemment, encore extrêmement bas. Certains économistes européens estiment que l'efficacité des communes vient de ce qu'elles sont très morcelées : l'équipe, unité de base, gère quelques dizaines d'hectares et ses membres peuvent comprendre et discuter les

1. En voici l'extrait auquel se référait M. Wu Chen : « La Chine étant un grand pays agricole... le développement de l'industrie doit s'effectuer en même temps que le développement de l'agriculture. C'est seulement ainsi que l'industrie aura des matières premières et des débouchés et qu'il sera possible d'accumuler des fonds relativement considérables pour créer une puissante industrie lourde. Tout le monde sait que l'industrie légère et l'agriculture sont étroitement liées. Sans agriculture, pas d'industrie légère. Actuellement, les gens ne voient pas encore très clairement que l'agriculture constitue un débouché important pour l'industrie lourde. Cependant, on le comprendra plus facilement lorsque, avec le progrès de la technique agricole et la modernisation de l'agriculture, celle-ci exigera chaque jour plus de machines, d'engrais, d'ouvrages hydrauliques, d'énergie électrique, de moyens de transport, de carburants et de matériaux de construction. Si, dans la période du deuxième et du troisième plan quinquennal, notre agriculture parvient à se développer encore, provoquant ainsi un développement correspondant de l'industrie légère, cela profitera à toute l'économie nationale. Ce développement de l'agriculture et de l'industrie légère assurera des débouchés, ainsi que des fonds à l'industrie lourde qui se développera encore plus vite. » (MAO TSE-TOUNG, **De la juste solution des contradictions au sein du peuple**, Pékin, 1961, p. 70-71.)

conditions de travail les plus favorables pour une exploitation aussi petite. C'est sans doute juste et cela confirme, d'une part, qu'il y a une démocratie élémentaire dans ces communes, d'autre part, que l'arriération intellectuelle de la paysannerie pèse d'un grand poids sur l'ensemble du pays.

Paradoxalement, la pression de la base — qui se fait incontestablement sentir — ne facilite ni la démocratisation ni l'élévation du niveau culturel. Pour mener à bien sa révolution paysanne, Mao est obligé d'aligner les autres secteurs sur le secteur agricole. Nous verrons que cette priorité accordée à la paysannerie donne une coloration particulière à l'idéologie maoïste et qu'elle coûte cher aux élites intellectuelles et techniques auxquelles est refusé le droit de « se détacher de la masse ».

CHAPITRE IV

LA « CORRECTE PENSÉE POLITIQUE » POUR LES VILLES

1. UNE SEULE CHINE

« Le soleil se lève à l'est de la Chine quatre heures plus tôt qu'à l'ouest. Quand l'Oussouri, à l'extrémité orientale du pays, est baignée par les rayons du soleil matinal, il fait encore nuit au Tienchan et au Pamir, à son extrémité occidentale », nous apprend, poétiquement, le manuel officiel de géographie chinoise [1]. Mais toutes les montres de Chine sont à l'heure de Pékin. Si grand est son souci d'assurer l'unité du pays que le gouvernement n'a même pas voulu tenir compte de la course du soleil. Tout, absolument tout, doit contribuer à effacer les divisions et le morcellement anciens. Mao veut que la Chine soit une pour tous ses citoyens et qu'ils vivent tous au même rythme et dans les mêmes conditions.

La moindre nouvelle publiée à Pékin est aussitôt diffusée avec une étonnante rapidité, à travers le pays tout entier. Au mois de mars dernier nous avons vu dans la capitale les premières affiches illustrées qui dénonçaient la répression de la manifestation antiaméricaine des étudiants asiatiques de Moscou ainsi que l'expulsion d'U.R.S.S. de quelques ressortissants chinois blessés par les miliciens soviétiques. Le lendemain nous étions à

1. Voir : JEN YU-TI, **Géographie de la Chine**, éditions en langues étrangères, Pékin, 1965.

Shanghaï : les mêmes affiches étaient déjà en place. Dix jours plus tard nous les avons retrouvées à Kunming, dans le lointain Sud-Ouest : elles étaient un peu jaunies par le temps et, de toute évidence, elles avaient été apposées ici, comme sur tous les murs de Chine, au même moment que dans la capitale.

« Nous sommes 650 millions et nous sommes unis comme un seul homme », proclament les orateurs devant les foules immenses appelées périodiquement à protester « contre les agissements des impérialistes au Congo, au Viet-nam ou à Saint-Domingue ». Une manifestation politique en Chine n'est pas la même chose qu'en Europe. Elle dure plusieurs jours et déferle comme un raz de marée sur tout le pays. Dix-huit, vingt millions d'hommes participent à tour de rôle à ces marches unitaires de protestation. Ce ne sont pas toujours les mêmes, car un grand nombre de travailleurs doit rester en permanence à l'usine ou à l'université, mais une partie du personnel est déléguée et, à en croire leurs camarades étrangers, les étudiants chinois considèrent comme un honneur de figurer parmi les élus.

Nous avons vu une manifestation de ce genre au début de février, juste après le premier raid aérien américain contre le Viet-nam du Nord. C'était fascinant. Place Tien An Men, sur des estrades improvisées, les artistes de l'opéra de Pékin jouaient des pantomimes sur la vilenie des Américains. A tous les coins de rues, des troupes d'amateurs en faisaient autant, tandis qu'à la grande joie des enfants, des fanfares militaires soufflaient des marches à pleins poumons. Un fleuve de manifestants coulait indéfiniment sur l'avenue centrale de la ville, large comme les Champs-Elysées mais beaucoup plus longue. Au deuxième jour, ces cortèges et ces spectacles stupéfiants ne nous étonnaient plus et si, au troisième jour de la manifestation, il n'y avait pas eu un meeting monstre avec la participation de Mao Tsé-toung, nous serions restés à l'hôtel. Il ne faut donc pas s'étonner que les journalistes étrangers qui résident en permanence à Pékin ne se déplacent plus guère pour assister à ces manifestations et ne leur consacrent que quelques lignes dans leurs dépêches. Mais il en résulte qu'à l'étranger, on n'a qu'une très vague idée de ce que sont ces grandes fureurs chinoises.

Ces manifestations ont-elles pour but d'impressionner l'étranger? A mon avis, non. Il m'a semblé que les Chinois avaient besoin de se répéter à eux-mêmes, pour s'en convaincre, qu'ils sont « unis comme un seul homme », tant est encore proche et

cuisant le souvenir des divisions de naguère. Des intellectuels étrangers qui ont choisi la Chine pour nouvelle patrie m'ont tous dit et répété qu'avec nos têtes européennes nous ne pouvions pas comprendre ce permanent souci unitaire des Chinois. Nous vivons dans un monde où, depuis très longtemps, les idées d'unité nationale et d'Etat centralisé courent les rues. En Europe, c'est de la diversification de la société qu'on se préoccupe. Donner des mots d'ordre pour l'unification de la nation n'aurait aucun sens, et lorsqu'on fait des appels à la solidarité nationale, ils viennent toujours de la droite conservatrice et rendent un son creux, bien connu et suspect.

En Chine l'idée d'unité nationale dans le cadre d'un Etat centralisé est neuve, ou plutôt on vient de la ressusciter après des siècles d'une pseudo-union, fondée sur les valeurs de la civilisation paysanne, et qui, en fait, sanctionnait le morcellement du pays. Tout grand mandarin était à lui seul un gouvernement, et, sous prétexte qu'il représentait l'empereur, exigeait la loyauté envers sa propre personne [1]. Sous la république de Chiang Kai-chek, même cet élément faiblement unificateur avait disparu et des millions de paysans des régions excentriques n'avaient jamais entendu parler de Chiang Kai-chek ni du gouvernement de Nankin. Un vieux paysan de la région de Sian m'a expliqué que ni Chian Kai-chek ni même le *war lord* du Shensi n'avaient jamais vraiment existé pour lui et qu'à ses yeux, le pouvoir suprême était incarné par un grand propriétaire terrien surnommé le « Diable n° 1 » et par ses fils, les Diables n^{os} 2, 3, 4 etc. suivant leur âge. Seuls ces « diables » réussissaient à se faire craindre, donc à percevoir des impôts. Avant 1949, Mme Chang Chiu-hsiang n'avait jamais entendu parler ni du gouvernement de Nankin ni de celui de Yenan. Le nom du Kuomintang évoquait pour elle non pas un régime ou un parti politique mais

1. Dans **Un barbare en Asie** (Gallimard, Paris, 1945, p. 178 et 299), HENRI MICHAUX raconte cette histoire qui illustre bien les rapports entre les citoyens et le gouvernement dans la Chine ancienne : « Confucius et ses disciples rencontrèrent un jour une bonne femme. Ils apprennent que son père a été emporté par une inondation, son mari tué par un tigre, son frère piqué par un serpent, et un de ses fils saisi dans une aventure du même type. Alors Confucius déconcerté : « Et vous restez dans un pays pareil? » C'était un petit Etat de Chine qu'elle pouvait aisément quitter pour un autre. La bonne femme donne alors cette réponse adorablement chinoise : « Le gouvernement n'y est pas trop mauvais! » Ce qui veut dire, en bon français, que le commerce marchait, que les impôts étaient modérés ».

les soldats qui, en passant par son village, avaient arrêté son mari. Bref, avant l'arrivée des communistes au pouvoir, la population chinoise n'avait qu'une notion très vague de l'Etat.

Aujourd'hui les Chinois ne sont plus isolés, enfermés dans leurs villages ou dans leurs provinces. Les différences linguistiques ne sont plus un obstacle au vaste brassage des populations et sont d'ailleurs vouées à disparaître, car dans les écoles on apprend aux enfants la même langue, le *pei-hua*, la langue parlée à Pékin.

En parlant avec des étudiants, on constate qu'ils viennent de partout. A l'Institut de l'acier de Pékin, nous avons rencontré des garçons qui venaient de Wuhan, ville qui a pourtant son propre Institut de l'acier. A Sian, nous avons vu des étudiants originaires de Shanghaï, qui est pourtant avec Pékin la plus grande ville universitaire du pays. Même chose pour les cadres industriels : le directeur de l'usine de machines-outils lourdes de Kunming est un « nordique » de Shenyang, et le sous-directeur du combinat métallurgique d'Anshan est au contraire shanghaïen. Parmi les ouvriers spécialisés de Wuhan, il y a un nombre important de Mandchous qui apprennent le maniement des machines à de jeunes paysans venus souvent de villages très lointains.

Les nécessités économiques justifient une circulation de la main-d'œuvre spécialisée. Dans l'ancienne Chine, les industries étaient presque exclusivement concentrées dans la zone côtière (Shanghaï, Canton, Tientsin) et dans le Nord-Est. A présent le gouvernement veut industrialiser toutes les provinces et il a implanté des usines en Mongolie, aussi bien qu'à Szechwan, dans le Shansi ou dans le Yunnan.

Il était donc normal et nécessaire que les habitants de régions depuis longtemps industrialisées aillent aider au démarrage des nouvelles usines et à la formation des paysans devenus ouvriers. Toutefois, il semble que les transferts de personnel d'une région à l'autre soient opérés sur une plus grande échelle qu'il ne serait absolument nécessaire. Il faut sans doute voir dans ce vaste brassage de populations une manifestation de la volonté du gouvernement d'effacer, à tout prix, les frontières invisibles qui, naguère encore, séparaient les Chinois.

Apparemment, on se déplace librement en Chine. Dans les gares, dans les trains, dans les aéroports, je n'ai jamais remarqué qu'on contrôlait les papiers des voyageurs. On m'a assuré qu'étudiants et techniciens pouvaient choisir de travailler dans tel ou tel établissement. Mais le Parti et le gouvernement font souvent appel à leur « dévouement au bien du pays » pour les

inciter à accepter une affectation autre que celle qu'ils avaient demandée. D'autre part, pour certains produits de première nécessité, il y a des cartes de rationnement dont les tickets ne sont « honorés » que dans la ville où elles ont été délivrées et cela limite encore les possibilités de déplacement. Pourtant, chaque fois que nous avons interrogé un de ces innombrables « transplantés », il n'a exprimé aucun regret de sa province natale et s'est même déclaré ravi de son sort — mais cet optimisme un peu excessif paraissait, le plus souvent, de commande.

En plus de ce brassage horizontal des populations il est pratiqué ce qu'on pourrait appeler un brassage vertical et dont la manifestation la plus visible est l'obligation pour les étudiants, les intellectuels et les cadres d'effectuer, pendant une période de l'année, des travaux manuels. Au printemps surtout, on voit des colonnes entières de citadins prendre, sac au dos, le chemin des campagnes où ils participeront aux travaux des champs. Dans certaines régions, au moment de la moisson, des villes se vident des trois quarts de leurs habitants qui vont aider les paysans. Là encore, ce ne sont pas les seules nécessités pratiques qui expliquent cette volonté du P.C. d'imposer à tous une certaine dose de travail manuel : il y a à cela des raisons idéologiques dont la plus évidente est, une fois de plus, d'effacer des frontières invisibles : celles qui séparent les différentes couches sociales — et cela toujours pour renforcer l'unité du pays.

Quoi qu'on ait pu me dire, je ne crois pas que ce mouvement vers les campagnes soit spontané et que les intellectuels et les cadres de Chine acceptent avec enthousiasme d'aller passer quelques mois par an dans une commune pour s'y retremper dans le peuple.

Il saute aux yeux que les conditions de vie à la campagne sont beaucoup plus dures que dans les villes. Si Hu Shu-tsin, jeune étudiante qui s'établit à la campagne et épouse un paysan est citée en exemple, c'est que le mouvement se ferait en sens inverse s'il n'était freiné d'une main ferme. En 1958, lorsque l'industrialisation était en plein essor, une foule immense de paysans déferla sur les villes. Deux ans plus tard, après le « Grand Bond en avant », le rythme s'est ralenti et il a fallu en renvoyer un bon nombre dans leurs villages. Aujourd'hui les transferts de main-d'œuvre sont rigoureusement contrôlés.

En fait, une pression est exercée sur les habitants des villes pour qu'ils aillent dans les campagnes et on considère que les paysans qui vont travailler dans les usines nouvelles ou étudier

dans les universités ont une chance extrême. L'attrait qu'exerce la ville est donc puissant.

Il va de soi que ces grandes migrations, tantôt encouragées, tantôt freinées, ne sont possibles que grâce à l'existence d'une puissante machine administrative qui décide, prévoit, et veille à l'exécution de ces directives. Les Chinois l'admettent volontiers, et ils se déclarent même fiers d'avoir su construire en si peu de temps un grand Etat centralisé comme leur pays n'en a jamais connu dans son histoire. Ils ne nous ont pas donné de chiffres sur le nombre de cadres qu'emploie cette organisation étatique, qui gouverne sept cent millions d'hommes. Mais de toute façon nous pouvons affirmer qu'un Etat de ce genre porte en soi le germe de la bureaucratisation. Nos interlocuteurs chinois le niaient, et ils nous expliquaient que les fonctionnaires vivent chez eux aussi modestement que le peuple et sont astreints à un travail manuel pour se tenir encore plus près de lui.

Pourtant, la grande colère des « gardes rouges » est dirigée contre les gens de l'appareil, et du coup les publications officielles révèlent l'existence de cadres qui abusaient de leur pouvoir, qui commettaient des erreurs et qui se détachaient des masses. Des jeunes enthousiastes ne sont sans doute pas les meilleurs juges de la conduite d'hommes qui ont parfois un passé glorieux de militants. Mais le fait que Mao ait jugé nécessaire d'épurer, avec l'aide des « gardes rouges », la machine étatique chinoise, prouve que le conflit entre la nouvelle bureaucratie et la masse existait, et risquait de s'aggraver avec le temps.

2. *LA RUE*

Il y a en Chine, pays essentiellement rural, dix villes de plus d'un million d'habitants. Parmi elles, Shanghaï, dix millions, et Pékin, sept millions d'habitants[1] sont deux des plus grandes métropoles du monde. Cette Chine urbaine forme à elle seule tout un pays énorme, complexe et varié. Mais, les grandes villes de tous les pays du monde présentant des caractères communs, un Européen se sent moins dépaysé dans les grands centres chinois que dans les campagnes.

Le matin, en voyant les ouvriers chinois partir au travail à

1. Ce chiffre inclut, comme nous l'avons déjà expliqué, un certain nombre de communes suburbaines.

bicyclette ou dans les transports en commun (très souvent munis de leur casse-croûte), on retrouve un peu l'atmosphère de Paris ou de n'importe quelle autre métropole. Certaines villes, qui pendant un siècle ont été « ouvertes aux étrangers » en portent encore la marque. A Shanghaï en particulier on a parfois l'impression de se trouver dans un petit coin d'Europe ou d'Amérique bizarrement transplanté en Extrême-Orient. De la période d'amicale collaboration sino-soviétique restent quelques buildings géants d'un style nullement chinois qui est celui d'une certaine époque culturelle de l'U.R.S.S.

Comme ces éléments de décor nous sont familiers, nous avons souvent tendance à croire que ce qui s'y passe nous l'est également : erreur. La société chinoise fonctionne tout différemment des sociétés occidentales ou des sociétés communistes que nous connaissons et selon des principes qui n'ont encore pratiquement jamais été appliqués ailleurs. Cela est peut-être plus visible encore dans les villes que dans les campagnes.

D'abord, les villes chinoises sont marquées par l'arriération économique du pays. Nos guides ne cherchent pas à nous le cacher et, lorsqu'ils nous promènent, ne font pas de détours pour éviter les quartiers pauvres. Il y a très peu de voitures dans les rues et lorsqu'on arrive, de nuit, dans une grande ville chinoise, le silence et l'obscurité y sont presque aussi profonds qu'en pleine campagne. Apparemment, ici, tout le monde se couche avec le soleil. On ne voit pratiquement aucune fenêtre éclairée et même les larges avenues du centre, bordées souvent de plusieurs rangées d'arbres, sont désertes. L'hôtel où l'on est descendu le soir, on ne le voit vraiment que le lendemain matin, car sa façade et la rue sont plongées dans le noir. Et à l'intérieur même de l'hôtel, où ne sont allumées que des ampoules très faibles, c'est la pénombre.

Le matin, très tôt, on est réveillé par un tonitruant concert d'avertisseurs, à croire qu'une catastrophe a lancé dans les rues des trains entiers d'ambulances. Mais non : ce sont seulement les autobus et quelques taxis qui fendent la foule de cyclistes et de piétons. L'usage des avertisseurs est non seulement autorisé mais obligatoire, et les chauffeurs appliquent le règlement avec enthousiasme.

Dans la foule, des brigades entières d'éboueurs qui, balai en main, dès le matin et plusieurs fois par jour, astiqueront les rues grandes ou petites, avec autant de soin que les couloirs d'un palais. Souvent, fièrement armés de balais, les enfants

qui se rendent à l'école participent à ce nettoyage méticuleux.

A 10 heures précises, nouveau concert qui accompagne un autre exercice national : à tous les coins de rues, des haut-parleurs diffusent une musique rythmée et des commandements qui invitent la population à pratiquer, en masse, la gymnastique. Les autobus continuent pourtant de rouler et certains passants poursuivent leur chemin comme si de rien n'était, mais beaucoup d'autres s'arrêtent et, en pleine rue, se mettent à sautiller, à faire du *shadow boxing* et autres exercices.

Dans les écoles, bureaux, ministères et usines, un quart d'heure d'arrêt : tout le monde descend dans la cour, dans la rue ou monte sur la terrasse et des moniteurs dirigent, au sifflet, la séance collective de culture physique.

C'est également à 10 heures que les grands magasins d'Etat ouvrent. En province, il arrive quelquefois que les clients attendent déjà devant les portes : ce sont les seules queues que nous ayons vues en Chine. Pourtant les magasins ne manquent pas et toutes les villes ont leurs rues commerçantes, bordées de boutiques de toutes sortes aux vitrines agréablement arrangées et dont le personnel est aussi aimable que celui de n'importe quel magasin privé : ce sont le plus souvent des coopératives et parfois des entreprises mixtes « privées-étatisées », le propriétaire ayant « sollicité » la participation du gouvernement à son affaire, et étant, à vrai dire, devenu plus gérant que copropriétaire.

On voit aussi des marchés, couverts ou en plein vent, d'une surprenante propreté, tous regorgeant de légumes. La plupart des restaurants ne sont pas visibles de la rue. Ils sont, le plus souvent, installés dans des cours et comportent plusieurs petites salles où l'on peut s'isoler en famille ou entre intimes. Quelques autres, plus modestes, donnent directement sur la rue et n'ont que des salles communes.

Dès midi, les lieux de divertissement sont ouverts. A Shanghaï, nombre d'amateurs font la queue devant *le Grand Monde*. Cet endroit, qui, du temps des Européens, fut la plus grande boîte-tripot-bordel de l'Extrême-Orient et même du monde, est un énorme bâtiment de plusieurs étages avec terrasses et jardins. Il abrite aujourd'hui onze cinémas, théâtres, music-halls et opéras [1]. Pour 50 fens (un franc) on peut y rester de midi à

1. Les plus grandes troupes de théâtre ou d'opéra disposent d'autres salles où il est souvent très difficile de trouver des places.

10 heures du soir en passant d'une salle à l'autre, au besoin pour discuter avec ses amis sans trop s'intéresser au spectacle.

A Pékin, l'équivalent du *Grand Monde* est installé près du fameux Temple du Ciel, dans un quartier populaire chinois. Alors qu'à Shanghaï aller au *Grand Monde* est pratiquement obligatoire, rien n'est fait ici pour attirer le client étranger. C'est presque par hasard que nous avons découvert cette immense kermesse répartie sur plusieurs ruelles extrêmement animées ; elle est faite d'une quantité de petites salles de spectacle qui semblent provisoires, comme des baraques foraines. Ici, il faut payer chaque fois son entrée, mais c'est très bon marché. Ce sont les magiciens et les acrobates qui semblent attirer le plus de monde mais les « opéras révolutionnaires » font aussi recette.

Avec Marc Riboud, nous sommes allés, sans interprète, de salle en salle, puis nous avons atterri dans un petit restaurant mongol très bon marché. Le garçon a posé devant nous du mouton coupé en tranches très minces et des légumes crus, puis il a posé au milieu de la table une sorte de samovar circulaire, horizontal et plein d'eau bouillante chauffée au charbon de bois. Des sauces diverses sont servies à part, à vous de vous débrouiller. C'était exquis, mais Marc Riboud m'a assuré qu'en aucun autre pays de l'Asie, qu'il connaît bien, il n'aurait osé toucher à la nourriture dans un endroit pareil.

A deux reprises et très longuement, nous nous sommes promenés dans ce quartier où des milliers de personnes de tous âges viennent s'amuser, manger et boire : jamais nous n'y avons vu le moindre service d'ordre, ni un seul milicien. Cette foule, d'une sagesse exemplaire, est aussi dense toute la semaine : cela tient, paraît-il, au fait que les usines ne ferment pas le même jour et que les travailleurs prennent leur jour de congé par roulement. Seuls les écoles et les bureaux restent fidèles à la tradition du dimanche.

Il est, dans la rue, très difficile de « situer socialement » un Chinois d'après ses vêtements, mais, cela dit, l'uniformité de la foule chinoise (« les fourmis bleues ») a été très exagérée par les journalistes occidentaux : il y a, en fait, une grande variété de couleurs et de formes dans les vêtements. A force de se promener dans cette foule pas riche, on finit par repérer les plus pauvres (qui ne sont jamais loqueteux ni « pouilleux »), mais en effet, rien ne permet de distinguer, à première vue, un directeur d'usine de ses ouvriers ou un jeune professeur d'université

de ses étudiants. Nulle part ailleurs je n'avais constaté cet égalitarisme vestimentaire.

Les Chinois semblent être des badauds-nés. Il suffit que l'un d'eux lève le nez vers le ciel pour qu'aussitôt une dizaine d'autres regardent dans la même direction. Un Blanc, avec son long nez stupéfiant peut, quelquefois, se promener dans les quartiers populaires sans attirer l'attention, mais il suffit que quelques gosses se collent à ses pas pour examiner de plus près son extravagant appendice pour qu'une foule de curieux en fasse autant. Tout cela n'est peut-être pas spécifiquement chinois, pourtant le piéton chinois semble avoir une propension marquée à s'attrouper. Ainsi, à Wuhan, je suis resté seul, à la limite d'un vieux quartier de petites maisons basses assez délabrées, Marc Riboud étant parti avec notre interprète à la recherche d'un endroit d'où il pourrait photographier le célèbre pont du Yang-tsé. D'abord, seuls quelques gosses s'intéressèrent à moi. Je leur ai dit bonjour, un des trente mots chinois dont je dispose puis l'un d'eux alla signaler la présence de l'étranger qui disait : *Ni hao* [1] et en quelques secondes un nombre incroyable de gens sortirent des maisons et vinrent m'entourer. Tous voulaient me serrer la main et m'entendre baragouiner : *Wo bou houi suo chung kuo hua* [2]. Tous paraissaient bien disposés à mon égard et je me sentais entouré d'amis, mais en si grand nombre que cela en devenait préoccupant. Notre interprète est enfin venu me délivrer et n'a pas voulu me répondre quand je lui ai demandé comment tant de gens pouvaient tenir dans des habitacles si exigus.

3. *L'ENTASSEMENT SANS CRASSE*

Dans toutes les villes, on nous a fait visiter des cités ouvrières modernes construites près des usines nouvelles, généralement assez loin du centre. Shanghaï est entourée d'une véritable ceinture de cités satellites composées de maisons à l'européenne, à trois ou quatre étages, avec jardins, parcs et lieux de distractions. A Kunming, autour de la principale usine de machines-outils de précision qui ne cesse de s'agrandir, un énorme quartier neuf a

1. « Bonjour ». Littéralement : « toi bien ».
2. « Je ne parle pas chinois ».

surgi. On pourrait multiplier les exemples. Les habitants de ces cités nouvelles semblent avoir une vie plus confortable et disposent de plus d'espace que ceux des vieux quartiers, pittoresques, certes, mais surpeuplés. La construction de logements pour les ouvriers d'une industrie en plein essor n'est pas faite au hasard mais selon des plans précis et rationnels. Pour ne pas trop favoriser les bénéficiaires de l'industrialisation (et aussi pour reloger le plus grand nombre possible d'habitants des taudis), la surface accordée à chaque famille est très limitée, même dans les maisons neuves. On voit couramment six et même huit personnes habiter dans deux pièces de taille très moyenne.

A Pékin nous avons eu une longue entrevue avec M. Chu Yung-yan, vice-directeur du Bureau de l'urbanisation, qui connaissait par cœur le nombre de nouveaux autobus mis en circulation, les mesures exactes de la place de Tien An Men, et encore bien d'autres chiffres, mais qui ignorait malheureusement le rapport du nombre d'habitants de sa ville à la surface habitable. En province nous avons eu plus de chance.

Dans toutes les villes où je suis passé, j'ai demandé à rencontrer le maire et on me l'accordait, en général, très facilement. A défaut du maire lui-même, un de ses adjoints me recevait, discutait avec moi et souvent très longuement. Il n'y a qu'à Nanning, capitale de la région du Kwangsi Chuang, voisine du Viet-nam du Nord que mes hôtes m'ont demandé de leur soumettre un questionnaire écrit. Pris de court et voulant éviter des sujets de politique générale, je me suis borné à poser des questions vagues comme celle-ci : « Quelle est la situation économique de votre ville ? »

Deux jours plus tard, le maire, M. Yuan Hun-tzan, m'a lu un long exposé de la situation, comparable à celui que le président du conseil d'administration d'une grande entreprise présente périodiquement à ses actionnaires. Il m'a d'abord dépeint l'état lamentable de la ville sous l'ancien régime, blâmant sévèrement les militaristes nationalistes et, en premier lieu, Li Tsung-yen [1], le plus puissant et le plus redoutable de la région. Puis il a

1. Après un exil de quinze ans aux Etats-Unis, le général Li Tsung-yen est revenu en 1965 à Pékin et y a été très bien reçu. Originaire de la province du Kwangsi, Li Tsung-yen y a toujours conservé une position solide même après qu'il se fut rallié au Kuomintang, en 1927. Sous le régime nationaliste, il joua un rôle de premier plan et fut même, pendant l'année 1949, président de la République.

énuméré les progrès réalisés et a fini en signalant longuement les insuffisances et les difficultés qui restent à surmonter. Il a insisté notamment sur la médiocrité de l'habitat : « Nous avons à présent 2 mètres carrés et demi par personne : il nous en faudrait au moins 3. »

2 mètres carrés et demi par personne ! Même dans les villes soviétiques les plus surpeuplées, on estime la surface habitable à 7 mètres carrés par personne et chacun s'y plaint, non sans raison, de la crise du logement. On n'arrive vraiment pas à comprendre comment les Chinois peuvent vivre dans un espace presque trois fois moindre. Pourtant, Nanning ne paraît pas plus surpeuplée que les autres villes. C'est plutôt dans les régions du centre, à Changsha et à Wuhan, qu'on a le sentiment d'un entassement humain vraiment impressionnant.

Ce cruel manque de logements en dit long sur la modestie du niveau de vie des Chinois et explique certaines particularités de leur comportement : il les oblige, par exemple, à se coucher tôt en hiver, et en été, au contraire, à profiter le plus tard possible de la fraîcheur de la rue.

Reste à répondre à la question qu'on se pose constamment en Chine : comment le régime a-t-il réussi à discipliner ces hommes qui souffrent de grandes privations et vivent dans des conditions qui, partout et de tout temps, sont génératrices de malpropreté et de maladies et favorisent la délinquance ?

Car c'est un fait : la Chine est propre. On a énormément plaisanté sur l'extermination des mouches (et des rats, des punaises et autres parasites, produits de l'ancienne saleté), mais plus personne ne conteste que la Chine ne soit devenue propre.

Dans ce pays où, avant 1949, il n'y avait pour ainsi dire pas d'installations sanitaires [1], et où tout était « douteux », on peut, aujourd'hui, dans n'importe quel hôtel boire l'eau du robinet. Il n'y a plus de ces épidémies qui ravagent périodiquement les pays sous-développés. Dans aucun pays d'Asie on n'avait encore, à ce jour, obtenu de résultats comparables, et à Pékin la personne que j'ai vue le plus impressionnée par la réussite chinoise en ce domaine était un journaliste anglais accrédité, en permanence, en Inde.

1. Même à Pékin et à Shanghaï, hors des quartiers européens, il n'y avait ni égout ni eau courante, et les rues, presque jamais bitumées, n'étaient jamais nettoyées.

De plus, la Chine est devenue honnête. Il n'est plus nécessaire d'y surveiller ses poches, ni au *Grand Monde* ni dans aucun de ces endroits publics surpeuplés qui sont le terrain favori des pickpockets. On peut laisser, en pleine rue, bagages et paquets dans une voiture grande ouverte sans aucun risque qu'ils disparaissent. Un chauffeur de taxi, à qui un journaliste italien, Gino Nebiolo, avait donné, par mégarde, 20 fens (40 centimes) de trop, l'a recherché toute la soirée pour les lui rendre. Nebiolo ne s'était même pas rendu compte de son erreur et personne n'en avait été témoin.

C'est au point qu'il est même difficile de jeter ou « d'oublier » volontairement un objet dont on veut se défaire. Ainsi, un jour, au cours d'une promenade à Yenan, je me suis acheté un paquet de graines de tournesol grillées. Après en avoir mangé la moitié, j'en ai eu assez. J'ai d'abord voulu donner mon sac à des enfants qui jouaient dans la rue, mais ils l'ont refusé. Je l'ai donc abandonné sur une pierre, convaincu que les gosses le prendraient quand j'aurais disparu. Cent mètres plus loin, une fillette de quinze ans m'a rattrapé, le sac de graines à la main, rouge d'avoir couru mais aussi de colère et m'a vivement sermonné : à ses gestes, sinon à ses paroles (j'étais sans interprète), j'ai compris qu'il ne fallait ni salir la rue en y laissant traîner n'importe quoi, ni tenter des enfants en laissant près d'eux quelque chose de bon qui ne leur appartient pas. J'ai rapporté mon sac de graines à l'hôtel et le lendemain, en partant, je l'ai laissé sur ma table. Une heure plus tard, comme je montais dans l'avion, un garçon de l'hôtel m'a rejoint sur la passerelle d'embarquement : il était hors d'haleine et me tendait le demi-sac de graines de tournesol.

Dans un pays étranger, surtout si l'on ne peut pas s'y passer d'interprète, comme c'est le cas en Chine, il est extrêmement difficile de se faire une idée de ce qu'y sont la criminalité et la prostitution. Certains sceptiques de la colonie diplomatique de Pékin m'ont mis en garde contre un enthousiasme hâtif et m'ont montré un journal de Shanghaï où il était annoncé qu'une usine d'antivols pour bicyclettes avait dépassé de 20 % son plan de production. « S'il n'y avait pas de voleurs en Chine, pourquoi fabriquerait-on des antivols ? » disaient-ils, non sans une apparence de raison [1].

1. On m'a raconté, à Pékin, l'histoire d'un diplomate qui avait décidé de mettre à l'épreuve l'honnêteté chinoise. A quelques mètres de l'hôtel,

D'autres sceptiques m'ont expliqué encore qu'un marin de Hong-kong ou de Singapour un peu dégourdi connaît toujours quelques bonnes adresses où il peut trouver, pour un moment, l'âme sœur.

On pourrait répondre que les antivols sont peut-être destinés à l'exportation et qu'en matière d'âmes sœurs, la vantardise des marins est proverbiale. Mais autant admettre ce que racontent les sceptiques — et l'admettre sans embarras aucun. Il eût été miraculeux qu'en quinze ans, un pays aussi peuplé que la Chine supprimât radicalement chez lui toute criminalité et toute prostitution — et il serait surprenant qu'il arrive à le faire dans un proche avenir. Reste qu'il faut chercher, aujourd'hui, pour trouver voleurs et prostituées et que, lorsqu'on sait ce qu'était Shanghaï, par exemple, en 1949, il faudrait une mauvaise foi furieusement aveugle pour nier que des résultats stupéfiants aient été obtenus.

D'ailleurs, même les pires adversaires du régime communiste le reconnaissent, mais ils attribuent ces résultats à la politique répressive de Mao et aux méthodes d'espionnage et de mouchardage réciproques qu'il impose à la population. Ils affirment que les communistes ont éloigné de Shanghaï et des autres villes « contaminées » des centaines de milliers de suspects et qu'ils ont mis en place tout un réseau de comités de quartiers, de rues et même de maisons qui contrôlent étroitement la conduite de chacun. Ce serait seulement en supprimant toute liberté individuelle que Mao aurait obtenu ces résultats.

Il est en effet plus que probable qu'il y a eu répression et quand les communistes se vantent d'avoir « rééduqué » à une allure record un nombre record de délinquants, ils parlent évidemment par euphémisme. Mais, nulle part dans le monde, la répression toute seule n'est jamais venue à bout de la criminalité ou de la prostitution. Et il faut signaler tout de suite que fort peu de pays économiquement attardés comme la Chine se paient le luxe d'une démocratie parlementaire à l'anglaise et respectent strictement les droits de l'homme. Les pays du tiers

---

il « perdait » son portefeuille dans lequel il n'avait laissé que sa carte de visite et 20 yuans. Deux fois, son portefeuille lui fut rapporté le soir même. La troisième fois, à sa grande surprise, on le lui rapporta avec 50 yuans dedans. Renseignements pris, et après enquête, les autorités chinoises lui avouèrent qu'on n'avait trouvé que sa carte dans son portefeuille et qu'à tout hasard, on y avait mis 50 yuans pour ne pas le lui rendre vide d'argent.

monde sont, pour la plupart, soumis à des dictatures plus ou moins dures, et partout « les hommes forts » au pouvoir qui ont tenté de lutter contre la criminalité et la prostitution ont piteusement échoué.

En Chine, avant la guerre, Chiang Kai-chek avait entrepris une grande campagne « antivice » et lancé personnellement, en février 1934, le mouvement de la « Vie nouvelle » et invité les Chinois à restaurer les quatre vertus traditionnelles de leur civilisation, représentées par les quatre caractères : le « Li » (politesse), le « I » (entraide), le « Lien » (honnêteté et respect des droits des autres) et le « Chih » (loyauté et honneur). « Si ces vertus sont observées, expliquait Chiang Kai-chek dans son manifeste à la nation, la mendicité et le vol seront éliminés, les fonctionnaires seront honnêtes et patriotes, la corruption disparaîtra et les gens travailleront plus et mieux. Si ces vertus sont observées, le désordre social et administratif cessera et les gens auront l'esprit plus militaire... Pour commencer, nous devons acquérir des habitudes d'ordre, de propreté, de simplicité, de frugalité et d'exactitude [1] ».

Le généralissime déclarait, en outre, que les vertus prônées par « la Vie nouvelle » étaient inhérentes au caractère chinois et qu'elles avaient été à l'origine de la réussite des deux anciens et célèbres royaumes, Chi et Chu. Mais Chiang ne comptait pas que ces vertus fleuriraient soudain et spontanément dans le cœur de ses compatriotes. Il avait pris une série de mesures draconiennes, allant jusqu'à interdire, à Canton, que jeunes gens et jeunes filles se promènent ensemble dans les rues ou mangent à la même table dans les restaurants. Dans certaines provinces la police avait la consigne de peinturlurer les bras et les jambes des femmes qui portaient des jupes ou des manches trop courtes. Dans d'autres (Shantung, par exemple) on ordonna de tondre à ras les femmes qui portaient les cheveux courts ou frisés. A Nankin, il était interdit aux fonctionnaires de fréquenter les « maisons de plaisir » sous peine de révocation immédiate. Des semaines nationales de propreté furent organisées, pendant lesquelles il était interdit de fumer dans les rues et dans les lieux publics [2].

---

1. Voir : MAURICE LACHIN, **La Chine capitaliste**, Gallimard, Paris 1938, p. 178.
2. ROGER PELISSIER, **La Chine entre en scène**, p. 267, cite le témoignage d'un journaliste français : « Le mouvement de « **La Vie nouvelle** ». »

Treize cents associations locales, créées dans toute la Chine, enseignaient les 96 principes de la « Vie nouvelle » et veillaient à leur application. La lutte contre les rats et les mouches était inscrite au programme. Les observateurs étrangers ont rapporté d'innombrables incidents cocasses, provoqués par cette politique mais aussi des épisodes sinistres qu'entraînait la contrainte par laquelle on voulait l'appliquer. Selon le grand historien libéral américain John King Fairbank, Chiang Kai-chek s'est attaqué au problème de la régénération sociale de la Chine « avec les méthodes d'un commandant en chef de l'Académie militaire[1] ». Même les partisans du dictateur nationaliste ont déploré « sa volonté de façonner le Chinois nouveau par le fer et par la hache ».

La tentative « moralisatrice » du Kuomintang était vouée à l'échec. La dégradation des mœurs résultait de la détérioration des rapports économiques et sociaux : ni prêche, ni répression ne pouvaient y remédier.

Si les communistes ont réussi là où leurs prédécesseurs ont échoué, c'est que la réforme totale de la société qu'ils ont opérée favorise l'épanouissement des vertus prônées par la « Vie nouvelle. » On est tenté de conclure que l'application des principes marxistes-léninistes a été beaucoup plus efficace que l'évocation de ceux des dynasties Chi et Chu, mais il doit y avoir autre chose, car, dans le domaine de la « vertu », les autres pays communistes n'ont pas toujours enregistré les mêmes succès. Staline a même fait la démonstration irréfutable que les appels au « marxisme-léninisme » ne suffisent pas, seuls, à décider les citoyens à mener une vie exemplaire. Malgré sermons, menaces et violences, il fut en effet impuissant à enrayer la criminalité et à tuer l'esprit asocial en Russie, surtout pendant les années de la Seconde Guerre mondiale. Il est vrai que l'U.R.S.S. connaissait des difficultés effrayantes et que son infrastructure économique était par instants complètement désorganisée. Des lois

---

s'étend à tout le pays... Dès qu'il arrive à l'embouchure du fleuve sur lequel Shanghaï est bâtie, le voyageur est assailli par les slogans qui l'exhortent à être propre, digne, simple et honnête. S'il va jusqu'à Nankin, il trouve ces slogans affichés sur les poteaux télégraphiques, dans les autobus, les bateaux et autres véhicules publics... Dans les agglomérations, un inspecteur sanitaire visite, chaque semaine, chaque maison et y appose une affiche avec la mention « propre », « à peu près propre » ou « sale », suivant les cas. »

1. J.K. FAIRBANK, **op. cit.**, p. 191.

draconiennes contre la spéculation et les délits de droit commun ne suffisaient pas, dans ces conditions, à décourager les citoyens d'attenter aux « mœurs socialistes ». Ils étaient même pratiquement contraints de recourir à tous les moyens pour lutter contre la pénurie : en observant la légalité ils n'auraient pas survécu. Les jeunes Soviétiques, élevés dans la relative prospérité et dans la société plus équilibrée de la période poststalinienne ne peuvent pas imaginer que leurs aînés étaient constamment amenés à prendre le risque d'enfreindre la loi, écrite ou morale. En discutant avec eux, j'ai pu constater (bien que l'U.R.S.S. ne soit toujours pas un pays modèle en ce qui concerne l'hygiène et l'honnêteté) que l'élévation du niveau de vie y avait eu des effets « assainissants » très marqués.

L'histoire chinoise et étrangère prouve donc amplement que la répression et l'évocation de grands principes moraux ne peuvent pas faire oublier les nécessités de la vie quotidienne. Le progrès économique ne suffit certes pas à améliorer le niveau de la moralité des populations, ainsi que le prouve abondamment le développement de la criminalité dans certains pays industrialisés (voir l'Amérique), mais il crée les conditions nécessaires pour qu'une éducation sociale puisse être efficacement assimilée.

Dans la Chine maoïste, cette éducation a porté ses fruits. Force est de constater que, malgré sa pauvreté visible, ce pays a su résoudre un certain nombre de problèmes économiques de base et a réalisé un équilibre économique qui permet à ses citoyens de respecter les règles sociales. Sur quelles bases et comment cet équilibre a-t-il pu être établi, dans une société où, selon nos estimations (approximatives mais plus encore optimistes), le revenu moyen annuel, par tête, n'est encore que de 120 dollars par an ?

Il serait risqué de répondre à cette question en se fiant aux seules proclamations officielles. Néanmoins, on trouve sinon la réponse, du moins des réponses partielles en étudiant trois aspects de la vie économico-politique chinoise. D'abord, la *planification* à la fois très centralisée et très souple qui a permis d'éviter l'inflation qui se produit généralement en période d'industrialisation et de résoudre certains problèmes de marché et d'approvisionnement. Ensuite, le souci constant des Chinois d'améliorer la *qualité* de leur production, pour pouvoir commercer avec l'étranger, ce qui élève indiscutablement le niveau de vie de la masse. Enfin, chose absolument essentielle pour les Chinois,

l'élimination des stimulants matériels et *l'élévation du niveau de conscience politique* des travailleurs.

Ce que nous avons vu et les conversations que nous avons eues ne nous ont pas entièrement éclairés et la vie économique de la Chine nous paraît encore, par certains côtés, énigmatique. Le fait est pourtant que non seulement « ça marche », mais que les résultats obtenus sont impressionnants.

4. LA PLANIFICATION SOUPLE

Dans ces dernières années, peu de voyageurs ont été autorisés à se rendre dans les provinces du Sud-Ouest ; on en a généralement déduit qu'à l'ouest du Yang-tsé, la Chine était moins « présentable » que le reste du pays.

En conséquence, ayant obtenu la permission d'aller dans cette région, et notamment dans la province du Yunnan, nous y sommes arrivés particulièrement « vigilants », prêts à noter toute trace de pénurie ou de misère et à comparer Kunming (la plus grande ville du Sud-Ouest) avec les « villes-expositions » comme Pékin et Shanghaï.

En fait, Kunming supporte la comparaison. D'abord, elle est favorisée par la nature : située presque en zone tropicale mais à une altitude de 1 990 mètres, Kunming jouit d'une température printanière pendant presque toute l'année. Partout des arbres et des jardins. La ville est littéralement innondée de fleurs, et un grand lac, d'un vert étonnant, ajoute encore à sa beauté. Ce n'est pas un hasard si les Français l'avaient choisie comme lieu de villégiature et, dès le début du siècle, l'avaient reliée par un chemin de fer à leur colonie d'Indochine.

Depuis ce temps — et surtout depuis 1949 — Kunming a beaucoup changé. Le vieux centre, jadis entouré de remparts célèbres ne représente plus qu'un tiers de la ville[1]. Partout on

1. « Kunming, capitale du Yunnan, était pour les Américains (pendant la guerre) l'entrée principale de la Chine (...) Ses rues étaient étroites et sales. La ville était une des places fortes des trafiquants d'opium. Jusqu'à la veille de la guerre, les prostituées y étaient parquées dans une rue barrée de chaînes à ses deux bouts. Les familles riches achetaient, pour les servir, des filles esclaves. La province était gouvernée par un curieux personnage, Long-yun, un des partisans les plus fuyants et les moins sûrs du gouvernement nationaliste (...) Sur les soixante-dix mille militaires américains de Chine, la moitié au moins a séjourné, plus ou moins longtemps, dans les hôtels de Kunming qui étaient typiques des hôtels chinois de l'époque. Dans une petite pièce, six à huit hommes étaient entassés sur des cou-

a tracé de larges avenues bordées d'arbres. On a construit des maisons modernes et un grand théâtre. On a installé des « parcs de culture », un zoo, et une exposition permanente qui permet de mesurer les progrès industriels et agricoles de la province. Les nombreux magasins sont abondamment garnis et les habitants sont plutôt mieux vêtus que les autres Chinois. Bref la ville n'offre pas du tout le spectacle misérable auquel nous nous attendions.

Kunming compte plus d'un million d'habitants ; elle est la capitale d'une province qui en compte plus de vingt et qui est grande comme la Pologne ; pourtant elle n'est reliée par aucune voie ferrée au reste du pays. Son seul débouché ferroviaire c'est le chemin de fer de Hanoï, jadis construit par les Français, qui passe sous deux cents tunnels et dont les guides anciens signalent le parcours comme un des plus pittoresques du monde.

Bien sûr, Kunming n'est pas totalement coupée du reste de la Chine : c'est par le Yunnan que passe la fameuse route de Birmanie par laquelle les Américains ravitaillaient Chiang Kai-chek à la fin de la guerre. Toutefois, étant donné le bas niveau de motorisation de la Chine, on pouvait s'attendre que soit très mal assuré le ravitaillement de cette ville dont la population a quadruplé depuis 1949. Il n'en est rien et la prospérité de Kunming est une des illustrations les plus parlantes du gigantesque effort qu'a fait la Chine pour atténuer — et même supprimer — les énormes inégalités qui existaient encore il y a seulement quinze ans, entre ses différentes provinces. Selon M. Li Wei, maire adjoint de Kunming, le gouvernement de Mao a tout fait

---

chettes superposées. Casques, masques à gaz, chaussures, vêtements traînaient en vrac dans une poussière épaisse. Les Américains avaient le cœur soulevé par la crasse et le graillon du mess, qui était pourtant plus propre que la majorité des mess chinois, et la nourriture leur donnait la diarrhée ou la dysenterie (...) Les soldats américains qui travaillaient dans la journée n'allaient guère en ville qu'à la tombée de la nuit. Une ou deux fois par semaine — ou plus, s'ils en avaient la permission — les hommes se précipitaient en ville en quête de distractions, d'alcool et de femmes. Ils se faisaient plumer par les racoleurs et les gangsters chinois (...) le nombre des maladies vénériennes était énorme. » (THEODORE H. WHITE ET ANNALEE JACOBY : **Thunder out of China,** Victor Gollancz, Londres, 1947).

Dans **Journey to the beginning,** Edgar Snow décrit aussi les conditions d'insalubrité et les mœurs de pirates qui sévissaient à Kunming lorsqu'il y passa avant la guerre. Il parle notamment du travail des enfants dans les mines d'étain et du banditisme qui rendait pratiquement impossible toute sortie hors de la ville.

pour « permettre aux provinces périphériques de marcher sur deux jambes : une que le gouvernement central leur fournit, l'autre qu'elles se fabriquent elles-mêmes. »

La « jambe gouvernementale » c'est, évidemment, l'industrie lourde. Avant la guerre il y avait à Kunming un embryon d'industrie. Les mines de la région, mines de cuivre et mines d'étain (celles-ci fournissant les deux tiers des exportations chinoises de ce métal) étaient exploitées depuis longtemps. Aujourd'hui, on a découvert dans la province des gisements de fer et de houille, et une grande aciérie a été construite. Dès 1938 fonctionnait une usine (propriété d'un « capitaliste bureaucrate ») qui travaillait surtout à la transformation des matières premières importées. Après 1949 elle a été reconvertie pour fabriquer de l'équipement minier. Elle fabrique, à présent, des machines-outils lourdes de précision : elle fut, en 1958, la première usine de Chine à le faire et c'est elle qui produisit les quatre modèles de 5 à 9 tonnes qui furent envoyés à l'Exposition chinoise de Paris [1].

Cette usine clé dépend évidemment du ministère de l'Industrie lourde, mais son développement a entraîné celui de tout le secteur industriel de Kunming et de toute la province du Yunnan : des entreprises auxiliaires ont été créées, de nouvelles usines ont été équipées avec ses machines, des routes ont été tracées, des écoles de techniciens et des habitations nouvelles ont été construites. La grande usine de Kunming a même son propre journal.

Jusqu'ici l'histoire de Kunming est conforme au schéma classique de l'industrialisation réalisée par le centre autour d'un certain nombre d'entreprises pilotes régionales. Mais l'exemple de Kunming devient particulièrement significatif quand on constate que cet essor industriel rapide n'a suscité aucun des

1. Le directeur de l'usine, M. Fan Tzi-tan, ancien ouvrier métallurgiste de Shenyang, nous a longuement parlé de la visite des experts soviétiques qui, en 1957, avaient été appelés à donner leur avis sur les possibilités de produire à Kunming des machines de précision de ce type. Les Soviétiques auraient donné un avis négatif : « Avec l'équipement dont vous disposez et étant donné le peu de formation technique de vos ouvriers, vous ne pouvez pas fabriquer des machines de précision. » Ils ont insisté notamment sur l'absence d'ateliers à température constante nécessaire à ce genre de fabrication. Mais, selon M. Fan Tzi-tan, les Russes ont sous-estimé l'ingéniosité et les capacités d'innovation des Chinois. « Nous avons une température constante dans notre ville pendant presque toute l'année, dit-il. C'était déjà un début. » A l'en croire, quelques mois à peine après la visite des pessimistes experts soviétiques, l'usine sortait sa première machine de précision. Depuis, évidemment, elle a parfait son équipement et elle continue de s'agrandir.

déséquilibres (classiques eux aussi) qui accompagnent presque inévitablement un afflux massif de main-d'œuvre (répétons-le : en quinze ans, la population de la ville a quadruplé). C'est surtout sur ce phénomène rare que nous avons interrogé M. Li Wei :

— Les responsabilités, explique-t-il, sont partagées entre le gouvernement central et la municipalité. A Pékin par exemple, on décide d'augmenter la production des machines-outils ou de créer de nouvelles usines à Kunming, mais c'est nous qui sommes chargés de veiller au bien-être des travailleurs. En conséquence, nous avons notre mot à dire sur l'emplacement choisi pour les usines : elles ne doivent pas occuper des espaces cultivables, ni être trop éloignées des centres commerciaux, ni incommoder les gens d'aucune manière. C'est nous qui prenons en charge les nouveaux ouvriers et devons leur assurer le logement, les transports, les soins médicaux et, bien entendu, le ravitaillement (en tenant compte des possibilités des communes populaires suburbaines). Tout cela coûte cher. Pour faire face à ces dépenses, le gouvernement nous permet donc de prélever une partie des investissements prévus pour le développement des usines. Nous sommes donc les premiers intéressés à la réussite du plan gouvernemental : si la production de l'industrie centrale augmente d'un pied, les crédits que nous recevons et le niveau de vie, dans notre ville, augmentent d'un pouce.

« En plus du plan gouvernemental, il y a un plan provincial auquel nous collaborons dans les mêmes conditions. Et nous-mêmes nous établissons notre propre plan. Nous le réalisons avec ce que nous avons « gagné » en travaillant aux deux autres et qui ne nous sert pas seulement à régler les dépenses sociales mais aussi à créer des usines qui, celles-là, ne dépendent que de nous. Certaines industries (transformation des produits agricoles, textile, confection) ne nécessitent que des investissements relativement faibles qui, de plus, s'amortissent rapidement. Pour que ces industries légères soient rentables, il suffit d'utiliser rationnellement les matières premières et de s'adapter le mieux possible aux besoins des consommateurs. D'ailleurs, au départ, nous recevons l'aide et les conseils des provinces déjà spécialisées dans ce que nous entreprenons.

M. Li Wei est originaire de Shanghaï. En 1937, il était à Yenan. Bien que depuis le début de sa carrière révolutionnaire il ait, chaque semaine sans en manquer une, travaillé au moins deux jours de ses mains, il a l'air d'un intellectuel à 100 %. Il a un

esprit très systématique mais ne donne jamais l'impression de réciter un catéchisme. Il a reconnu que le système économique chinois actuel est très complexe et qu'il s'est formé par étapes, non sans que de graves erreurs aient été commises. Selon lui, la situation à Kunming est encore loin d'être parfaitement satisfaisante, car certaines industries municipales n'arrivent pas encore à obtenir les normes de qualité fixées par le plan national. Il m'a semblé que si le gouvernement manifestait des exigences dans tous les secteurs, la municipalité ne jouissait pas d'une aussi grande autonomie que M. Li Wei prétendait.

— Si, m'a-t-il répondu. Nous sommes entièrement responsables de notre plan local, mais les prix des marchandises sont fixés, à l'échelle nationale, en fonction de leur qualité. Ainsi, une cotonnade doit avoir telle et telle caractéristique pour que les organisateurs de la distribution acceptent de nous l'acheter pour la vendre au prix fixé. Ils peuvent nous la refuser. Nos entreprises municipales ne sont donc rentables que si la qualité de leur production satisfait aux exigences du gouvernement qui sont établies en fonction de celles des consommateurs.

Ce qui est vrai pour l'industrie l'est également pour l'agriculture. Kunming est entièrement approvisionnée en fruits et en légumes par ses communes populaires suburbaines avec un minimum d'intermédiaires et de frais de transports, ce qui les met à un prix inférieur au prix moyen national. Un tiers de la viande et des céréales consommées proviennent également des communes et M. Li Wei souhaite réduire encore davantage, à l'avenir, « les importations des autres provinces. »

En me raccompagnant à mon hôtel, M. Li Wei s'est plaint de l'incompréhension que le système chinois rencontre auprès des étrangers. Un journaliste français, auquel il avait exposé ses préoccupations et exprimé cette volonté que sa province se suffise à elle-même, lui a tenu un discours sur la nocivité de cette politique qui consiste à « ne compter que sur ses propres forces ». D'après ce journaliste, la Chine était un pays très retardataire parce qu'elle vivait repliée sur elle-même sans vouloir rien apprendre de l'étranger. M. Li Wei trouve absurde et injuste cette manière de voir les choses.

— Si, dit-il, nous pouvons produire nous-mêmes sur place des marchandises dont les anciens *war lords* du Yunnan n'imaginaient même pas l'existence, c'est grâce au plan national et à l'aide de l'Etat. C'est l'Etat qui nous a permis d'exploiter les ressources dont nous disposions et de nous développer. Même

lorsque nous arriverons à satisfaire nous-mêmes tous nos propres besoins, nous ne serons pas pour autant des régionalistes. Nous contribuerons à la vie économique du pays. De la même façon, la Chine ne peut contribuer à la vie économique de l'ensemble du monde que si elle est d'abord capable de developpèr son propre potentiel économique.

Depuis six ans déjà, la Chine ne publie plus de statistiques économiques. Il est très difficile d'estimer ce que peut être sa production globale et plus encore ce que peut être sa production dans tel ou tel secteur particulier. Les experts soviétiques qui, jusqu'en 1960, ont travaillé en Chine font état d'énormes gaspillages résultant d'une multiplicité d'expériences et de recherches avortées [1]. Mais ce serait un euphémisme de dire que leurs témoignages ne sont pas toujours impartiaux.

En effet, dans un pays de la taille de la Chine et qui dispose d'extrêmement peu de moyens de transport, il est probable que seule la production des biens de consommation dans les différentes provinces pouvait empêcher que ne se marquent de trop grandes inégalités dans le niveau de vie des habitants.

Nous n'avons pas les moyens de juger de l'efficacité et de la rentabilité d'un système qui, tout en se voulant et tout en étant très centralisé, encourage toutes les initiatives locales. Mais nous avons pu constater que la quantité et la qualité des marchandises proposées dans toutes les villes que nous avons visitées satisfont la demande et semblent même la dépasser.

A l'Exposition industrielle de Kunming nous avons vu des radios, des bicyclettes, des vêtements de confection, des textiles de tout ordre et une masse de produits de l'industrie métallurgique que la province du Yunnan fabrique aujourd'hui alors qu'elle ne le faisait pas voici quinze ans. Mais c'est un fait que le prix des produits industriels reste très élevé par rapport à celui des produits agricoles [2].

---

1. On imagine, en effet, qu'à l'époque où chaque commune populaire devait s'industrialiser par ses propres moyens, les municipalités, grandes ou petites, devaient former des projets bancals qui allaient contre la « logique industrielle ». Dans les villes, cependant, le départ entre entreprises viables ou non viables devait être fait plus rapidement.

2. A titre d'exemple, voici certains prix affichés dans des magasins d'Etat. Mais d'abord : le yuan vaut environ 2 francs (ou 3 schillings ou 40 cents). Il est divisé en 10 maos et en 100 fens. La plus grande coupure en circulation est de 5 yuans (10 francs) et la plus petite pièce est 1 fen (2 centimes).

Ces indications sont nécessaires mais le mode de consommation et le

Mais nulle part nous n'avons vu les signes de la pénurie — tels que les queues devant les magasins comme on en voit encore parfois dans des pays socialistes beaucoup plus riches que la Chine. Les diplomates étrangers de Pékin, qui connaissent les pays de l'Est européen reconnaissent tous qu'en Chine la machine centralisée tourne avec bien plus de souplesse.

Cette réussite et, pour ne pas dire cette abondance, disons cette satisfaction assurée des besoins vitaux stimulent évidemment la population et cimentent solidement l'unité nationale. Un jeune Chinois d'aujourd'hui sait qu'il ne sera plus, toute sa vie, cantonné dans son village ni même dans sa province et il sait que son travail contribue à l'élévation du niveau de vie de tous — donc du sien.

Cette dernière phrase risque de sonner comme un slogan de propagande politique. Peut-être, et tant pis. N'importe quel voyageur pourrait l'écrire après avoir séjourné quelque temps en Chine ; à condition, bien entendu, qu'il soit de bonne foi, qu'il ait de vagues notions de ce qu'était la Chine il y a encore quinze ans et qu'il ait — c'est peu demander — assez d'intelligence pour ne pas se référer constamment à la surabondance des pays repus d'Europe et d'Amérique.

---

système salarial chinois sont si différents des nôtres que bien des comparaisons qu'on pourrait faire, en s'en tenant aux seuls chiffres, ne seront pas justifiées.

Produits agricoles

Riz (1 kg) : 20 fens (rationné).
Pommes de terre (1 kg) : 5 fens.
Chou (1 kg) : 10 fens.
Tomates (1 kg) : 2 fens.
Œufs (les 10) : 45 fens.
Epinards (1 kg) : 5 fens.
Beurre (1 kg) : 8 yuans, 40 fens.
Salami de Szechwan (1 kg) : 4 yuans.
Lait (1 litre) : 20 fens (pour les enfants).
Vin (1 litre) : de 1,5 à 3,2 yuans.

Produits industriels

Pantalon (toile) : 9,12 yuans.
Pantalon (gabardine) : 36,50 yuans.
Chemise (homme) : 6 à 8,70 yuans.
Chaussures (toile) (homme) : 4,45 yuans.
Chaussures (cuir) : de 15 à 36,80 yuans.
Veste fantaisie (fem.) : de 31 à 37 yuans.
Coton imprimé (femme) : 3,20 yuans le mètre.
Chaussures à talon (chic) : 16,30 yuans.
Radio (poste à lampes) : 60 yuans.
Bicyclette : de 166 à 190 yuans.

Mme Hélène Marchisio a fait un relevé des prix comparés dans plusieurs villes, qui est plus complet que celui-ci (surtout en ce qui concerne les produits alimentaires) et qui prouve que, d'une province à l'autre, les écarts sont faibles (Voir : CHARLES BETTELHEIM, JACQUES CHARRIERE, HELENE MARCHISIO : **La Construction du socialisme en Chine,** Maspéro, Paris, 1965, p. 122-124).

5. *DE L'EPAISSEUR DE LA TRANCHE DE MOUTON*

Le haut lieu de la cuisine mongole à Pékin, c'est un vieux restaurant, situé au centre la ville, au cœur du marché couvert Tung-An, toujours grouillant de chalands qui fouillent dans ses stands extrêmement divers, y compris dans ceux des bouquinistes où l'on trouve encore beaucoup de vieux livres en langues étrangères. Le restaurant en question est relativement petit et sa « capacité productive » est d'autant plus réduite qu'il accorde à ses clients non pas un salon privé par groupe mais très souvent deux. Dans le premier, on mange les aliments qu'il faut faire bouillir (on le fait soi-même, le principe étant celui que nous avons décrit à la page 225) ; dans le second, il y a des fourneaux miniatures à charbon de bois sur lesquels vous faites griller la viande de mouton qu'on vous a servie découpée et dûment préparée. Pour nos bourses européennes, les repas succulents qu'on fait ici ne sont pas chers (5 yuans par personne au plus), mais pour les Chinois ils sont évidemment un luxe.

Or, quelques années après la Libération (on ne nous a pas précisé la date), au moment de l'offensive socialisante, les autorités, soudain, s'inquiètent du caractère trop « select » de ce restaurant et décrètent qu'il faut l'ouvrir plus largement au peuple. Pour ce faire, un seul moyen : servir beaucoup plus de repas pour en faire baisser le prix de revient. Le vieux Chef qui, depuis toujours, découpe lui-même la viande et au besoin aide les clients peu doués, déclare tout net qu'il ne peut pas accepter ces nouvelles normes de travail. C'est un homme à principes, terriblement intransigeant, et on n'arrive pas à le faire changer d'avis. On le remplace donc par des cuisiniers plus jeunes, plus dynamiques qui acceptent, eux, de travailler à la chaîne pour un plus grand nombre de clients. Au début, il y a foule, en effet, et puis il y a moins de monde et puis presque personne : même les vieux habitués ne viennent plus. On n'y comprend rien : en effet, le restaurant mongol ne sert que des produits crus qui proviennent toujours de chez le même fournisseur et sont, par conséquent, toujours de la même qualité. On cherche et on finit par comprendre ce qui a causé la désaffection des clients : les nouveaux cuisiniers n'ont pas le coup de main et n'arrivent pas à découper la viande de mouton en tranches suffisamment fines — condition nécessaire pour faire de la bonne cuisine mongole.

Il se trouve qu'un des vieux habitués déçus du restaurant est un ami du président Mao et qu'il lui raconte l'affaire. Mao en tire aussitôt la conclusion : « Il faut rendre son poste au vieux cuisinier et le laisser faire à sa manière. Mieux vaut progresser plus lentement que de sacrifier la qualité. Quant aux jeunes cuisiniers, ils ne doivent pas être renvoyés mais apprendre du vieux Chef à découper comme il faut. Quand ils sauront le faire, on pourra ouvrir le restaurant à un plus large public. »

Ce jugement salomonesque de Mao ne fut pas seulement connu à Nan Haï (le parc voisin de l'ancienne cité impériale où se trouvent les résidences des principaux dirigeants du pays). Il fut aussi connu de tous les cadres qui en tirèrent des leçons, chacun dans son domaine : c'est ce qu'on raconte et c'est sans doute vrai car, selon les Chinois (et pour les Chinois), d'exemples simples et imagés on peut dégager des leçons essentielles. En l'occurrence (d'après l'ami chinois qui m'a raconté cette histoire et m'en a garanti l'authenticité), Mao, par son jugement sur l'affaire du restaurant mongol avait rappelé une idée qu'il avait émise à l'époque héroïque de Yenan : « Tout ce que l'ancienne Chine savait faire, la Chine nouvelle le fera — et mieux. »

L'ardeur que l'on a mise, de 1958 à 1960, à préparer et à réussir le « Grand Bond en avant » aurait-elle fait oublier cette résolution ? Les réponses des Chinois, qui savent pourtant faire sa part à l'autocritique, ne sont jamais catégoriques. C'est : « Oui, des erreurs ont été commises » ; ou : « Oui, nous manquions d'expérience. » L'essentiel, conclut-on, c'est que dans la période de rajustement (terminée à la fin de 1964) la plupart des erreurs aient été corrigées et que la promesse faite par Mao, à Yenan, ait été tenue. Après quoi, on vous déclare que, dans toutes les branches de l'industrie, la qualité des produits chinois s'améliore aussi rapidement que leur nombre augmente et on vous assure, sans toutefois vous donner ni chiffres ni statistiques, que ça n'est pas peu dire.

Comment vérifier ? Si l'on compare avec le passé, il faut, sans hésiter, donner raison aux Chinois. Leur pays produit actuellement les marchandises les plus variées, de l'équipement industriel lourd et même des bombes atomiques, chose dont l'ancienne Chine n'aurait pas même pu rêver. Mais dire si la production chinoise (surtout dans le domaine de l'industrie lourde) égale, en qualité, celle des autres pays et si elle augmente vraiment à pas de géant, c'est une autre question à laquelle même un technicien aurait du mal à répondre.

Nous avons visité des usines, notamment des usines de produits chimiques, entièrement équipées de machines fabriquées en Chine. Nous avons vu que la plus grande partie de l'équipement d'usines aussi complexes que celle de matériel d'optique de Shanghaï était également « made in China. » A Wuhan et à Shenyang, on nous a promenés dans des usines géantes qui fabriquent des machines lourdes pour équiper les aciéries nouvelles. Enfin, à Ming Hang, cité satellite de Shanghaï, on nous a fait admirer la presse hydraulique de 12 000 tonnes (une des machines les plus difficiles à mettre au point, il n'y en a que neuf dans le monde entier), que les Chinois ont construite « en comptant sur leurs propres forces. » Et les chaînes de camions à Chang-chun et celles de tracteurs à Loyang (héritage de l'aide russe d'avant 1960) marchent à présent avec des pièces de rechange et des machines chinoises.

En 1949, à la fin de la guerre civile, la Chine ne produisait que 158 000 tonnes d'acier par an. Aujourd'hui selon les estimations « modestes » elle en produit plus de 12 millions et elle peut, chaque année, monter toute seule des aciéries nouvelles qui en produisent un million et demi. Cela suffit à classer la Chine parmi les grandes puissances industrielles. La variété de sa production sidérurgique doit également être satisfaisante puisque la Chine n'importe presque plus les aciers de qualité dont elle a besoin.

Paradoxalement, pendant les neuf premières années du régime, alors que le P.C. pratiquait une politique économique « modérée », personne ne contestait que les Chinois ne fissent d'énormes progrès. Les résultats qu'ils obtinrent pendant la période de remise en ordre de l'économie (1949-1952) et pendant celle d'application du premier plan quinquennal (1953-1957) ont impressionné même les observateurs les plus antimaoïstes. Après avoir passé au crible les statistiques officielles de Pékin, l'économiste américain William H. Hollister a conclu que, grâce au plan quinquennal, le revenu national brut de la Chine avait augmenté de 11 % par an alors que dans la même période celui de l'Inde n'avait augmenté que de 4 % [1].

Et d'autres observateurs américains, comme A. Doak Barnett admettaient que « la Chine communiste sera sans doute capable de se doter, dans un temps relativement court, d'une industrie

1. WILLIAM H. HOLLISTER, **China's gross national product and social accounts, 1950-1957,** Glencoe, The Free Press, N.Y: 1958, p. 132, 133.

lourde encore plus forte que celle du Japon, seul pays d'Asie industrialisé à ce jour[1].

Mais, lorsqu'en février 1958, le Congrès du Peuple à Pékin approuva le nouveau plan quinquennal qui proposait d'effectuer le « Grand Bond en avant » et d'avancer à une cadence encore jamais atteinte nulle part, au défi de toutes les lois économiques classiques, un peu partout dans le monde on a montré un scepticisme qui se trouva d'ailleurs, assez rapidement, justifié par les faits. Nous avons déjà vu qu'il fallut renoncer à la tentative d'industrialisation des communes populaires. Beaucoup d'autres projets durent aussi être abandonnés : trop d'ambition, trop de zèle, tout cela conduisit au gaspillage et apporta beaucoup de déceptions.

Après avoir, en 1959, à l'occasion de son dixième anniversaire, dressé le bilan de ses réalisations, le gouvernement chinois décida de ne plus publier de statistiques[2]. Depuis on peut (et on ne s'en prive pas) parler de l'échec du « Grand Bond en avant » et douter de la réalité des progrès de la Chine. Et comme, de plus, après le départ des techniciens soviétiques (en 1960) les Chinois durent renoncer à certains grands projets en cours de réalisation, on peut logiquement penser qu'il y a vraiment une « crise chinoise. »

Pourtant une chose nous a frappés : c'est que plus de la moitié des usines « lourdes » que nous avons visitées ont été construites (et beaucoup d'autres sensiblement agrandies) pendant la période du Grand Bond. Il semble donc que la Chine

---

1. A. DOAK BARNETT, **Communist China and Asia,** Vintage Book, Random House, N.Y. 1961, p. 38.

2. Voici quelques extraits du discours que Chou En-laï prononça à l'époque :

« Notre production industrielle et agricole globale est, aujourd'hui, 5,3 fois supérieure à celle de 1949. La production industrielle s'est multipliée par 11,7. Notre production d'acier est de 12 millions de tonnes, c'est-à-dire 76 fois les 158 000 tonnes de 1949 ; celle du charbon est de 335 millions de tonnes, soit plus de 10 fois les 32 430 000 tonnes de 1949 ; celle de l'électricité est de 39 000 millions de kw/h, soit 9 fois les 4 310 000 de 1949 ; celle du coton est de 8 200 000 balles soit 4,5 fois les 1 800 000 balles de 1949. En 1958, la Chine est à la septième place pour la production mondiale de l'acier, à la troisième place pour celle du charbon, à la onzième pour celle de l'énergie électrique et à la seconde pour celle du coton. En 1949, le capital industriel fixe de la Chine était estimé à 13 milliards de yuans. La valeur des capitaux fixes investis dans ces huit dernières années représente 45 milliards de yuans... Nous sommes capables, à présent, de produire 500 différents types d'acier et 6 000 types de laminés. » (CHOU EN-LAI, **A Great Decade,** Foreign Lan-Press, Pékin, 1959).

ait progressé au cours de ces années néfastes, assombries, on le sait, par une série de calamités naturelles [1].

Les Soviétiques soutiennent même la thèse qu'il y a eu surproduction dans l'industrie lourde chinoise. Selon eux un « goulot d'étranglement » s'est formé pendant la période du Grand Bond parce que la Chine ne pouvait ni utiliser ni exporter l'équipement lourd qu'elle produisait, aveuglément, avec le seul souci d'en produire le plus possible. Leurs arguments ne m'ont pas paru convaincants, d'autant moins qu'ils tendaient à justifier le retrait précipité des techniciens soviétiques par le fait que les conseils de modération aux Chinois tombaient dans des oreilles de sourds. Mais on nous a cité nombre de faits précis qui montrent que, dans le Nord-Est par exemple, l'industrie a connu des mésaventures comparables à celle du restaurant mongol : l'énorme accroissement quantitatif de la production nuisait à sa qualité et ne correspondait plus à la demande.

Certaines explications chinoises semblent d'ailleurs confirmer cette thèse. « Nous avons compris que huit à dix millions de tonnes d'acier de bonne qualité et d'un type adéquat nous étaient plus nécessaires que dix-huit millions de tonnes d'acier ordinaire, a dit, pour justifier la politique de « réajustement » de l'industrie, Po I-Po, vice-premier du gouvernement et président de la Commission économique d'Etat [2].

Et dans son rapport au Congrès du Peuple de 1964, Chou En-laï a déclaré que cette politique avait été « réalisée pour l'essentiel » et que la gamme de la production chinoise « s'était enrichie, ces quatre dernières années, d'environ 24 000 variétés nouvelles, c'est-à-dire de trois fois plus que durant le grand essor de 1958 à 1960. » Selon lui, la qualité s'est beaucoup améliorée et « pour certains produits, nous avons atteint, ou presque, le niveau des meilleurs du monde [3]. » Toujours dans le même rapport, le Premier chinois parle de l'augmentation globale de

1. « Il saute aux yeux que le fameux « Bond en avant » commencé en 1958, même s'il a mal fini, n'a pas été la faillite complète qu'on a parfois décrite à l'étranger. Il a, pour le moins, laissé derrière lui un nombre considérable de bâtiments, d'établissements, de constructions de tous ordres. Des usines d'abord et un nombre incroyable de cités ouvrières qui naissaient en même temps qu'elles ; et puis une quantité énorme de bâtiments publics et de grands travaux ». (ROBERT GUILLAIN, **Dans trente ans la Chine,** éd. du Seuil, Paris 1965, p. 24.

2. ANNA LOUISE STRONG, **China's Communes,** New World Press, Pékin, 1964, p. 209.

3. **Pekin Information,** n° 1, janvier 1965.

la production qui est, en 1964, supérieure de 15 % à celle de 1963.

Ces affirmations de Chou En-laï n'ont évidemment pas suffi à dissiper les doutes des observateurs étrangers qui attendent toujours la publication des chiffres précis du IIIe plan quinquennal chinois (1966-1970), qui est déjà, théoriquement, en cours d'exécution, et la « discrétion » des officiels chinois sur ce sujet est le thème constant des conversations dans la « communauté diplomatique » de Pékin. Ce silence anormal autorise, en effet, toutes les hypothèses. « Ce plan n'existe peut-être même pas, disent les uns. Sans l'aide des économistes soviétiques, les Chinois n'étaient pas capables de l'établir et n'osent pas l'avouer. » Selon d'autres, les Chinois le taisent pour cacher au monde leurs colossales dépenses militaires. D'autres encore prétendent qu'en donnant des chiffres précis sur leur potentiel économique les Chinois risqueraient de dévoiler l'importance (ou la faiblesse) de leur arsenal nucléaire. D'autres enfin, les plus prudents, se contentent de soupçonner les Chinois de n'avoir pas encore surmonté la crise de surproduction et de ne pas utiliser à plein l'industrie lourde déjà existante.

Le gouvernement chinois est évidement seul responsable de ce climat de scepticisme, car il n'essaie même pas de donner une explication plausible de son silence. « Nos statistiques sont uniquement à usage interne », disent les dirigeants chinois et ils estiment avoir ainsi répondu à tout. Il ne nous appartient pas d'expliquer (et moins encore de justifier) cette attitude, mais il est certain qu'elle provoque un certain malaise. En visitant les usines, même les plus belles, nous étions sur nos gardes et nous modérions notre enthousiasme. Devant chaque atelier « fermé pour travaux », devant chaque machine « momentanément arrêtée », nous devenions soupçonneux. Ainsi, lorsque nous avons visité le combinat métallurgique d'Anshan, qui n'est évidemment pas un « village Potemkine », sa grande usine de rails était « en remonte » pour quelques heures. C'était peut-être parfaitement normal mais, dans le doute où nous vivions, cet arrêt nous a, disons, intrigués.

Cela dit malgré notre « méfiance » professionnelle, nous n'avons jamais eu l'impression que les usines chinoises tournaient au ralenti et n'utilisaient pas à plein leur potentiel. Sans reprendre à notre compte les déclarations officielles sur l'essor et le perfectionnement continus de l'industrie, nous pouvons dire que tout ce que nous avons vu nous a convaincus que le scepticisme grinçant de la colonie diplomatique de Pékin n'était

pas justifié. Sans doute l'industrie lourde chinoise ne se développe-t-elle plus aussi rapidement qu'au début de la période du Grand Bond — elle avait alors priorité absolue — et ce n'est pas encore à la fin du III[e] plan quinquennal que sa production globale dépassera celle de la Grande-Bretagne. Mais elle progresse quand même vite : il n'est, pour s'en convaincre, que de voir les énormes quantités de machines lourdes qui sortent des usines de Shenyang, de Wuhan, d'Anshan, de Kunming — sans parler des usines de Shanghaï qui reste la première ville industrielle de Chine. Il crève les yeux qu'un pays capable de produire un tel équipement a « décollé », qu'il a franchi une étape décisive sur la voie de l'industrialisation — même si, dans certaines circonstances, le rythme de son développement peut se ralentir : ainsi, il semble aujourd'hui que si la Chine avance moins vite c'est qu'on y donne la priorité à la qualité — et que peut-être on y prépare, pour bientôt, un nouveau Bond en avant pour lequel l'élan sera mieux pris.

Au cours de nos « inspections » d'usines, nos guides insistaient toujours pour que nous examinions les plaques, rivées aux machines, qui en signalent l'origine. Ils voulaient, le plus souvent, nous faire constater qu'elles étaient de fabrication chinoise. Mais ils voulaient aussi, en d'autres occasions, nous faire constater qu'elles étaient d'origine russe, et cela pour « démentir l'assertion calomnieuse de Souslov qui, dans son rapport de février 1964, a affirmé que les Chinois tentaient d'effacer les traces de l'aide soviétique ». Et c'est un fait que les machines d'origine soviétique portent encore leurs inscriptions en russe [1].

A vérifier ainsi les « plaques d'identité » des machines, nous avons eu des surprises. A Chang-chun, nous avons visité la grande usine de camions de quatre tonnes, « Libération », qui fut entièrement équipée par les Russes au cours du premier plan quinquennal chinois (1953-1957). Dans l'atelier des moteurs, quatre machines neuves, portaient l'inscription « Made in U.S.A. » [2] « Oui, nous a expliqué paisiblement notre guide, nous

1. Nos guides ne manquaient jamais de préciser que « ce que Souslov appelle l'aide soviétique, les Chinois l'avaient payée au prix fort ». Sans doute, mais il est certain que l'équipement russe a considérablement facilité le départ.

2. Sur une de ces machines, il était même écrit : « Property of the U.S. Government ».

les avons achetées parce que cet atelier a été très agrandi : nous fabriquons beaucoup plus de moteurs que de camions. Le surplus sert aux pompes d'irrigation des communes populaires. » « Mais l'embargo américain ? » Le guide sourit : « C'est leur affaire, pas la nôtre. »

On voit aussi des machines d'origine européenne ou japonaise. Toujours avec le plus grand naturel, les guides expliquent : « Nous comptons toujours avant tout sur nos propres forces, mais quand c'est nécessaire nous achetons à l'étranger. » Quelquefois, et même souvent, des techniciens étrangers viennent installer et faire démarrer les machines fournies par leur pays. Même dans le lointain Harbin, il y avait dans notre hôtel un ingénieur suisse qui « accompagnait » ses machines. Et il y a, à Pékin, beaucoup plus de techniciens étrangers que de journalistes ou d'invités.

Les Chinois évitent maintenant de s'adresser à un unique fournisseur et éparpillent leurs commandes extérieures. Cela leur permet de faire jouer la concurrence entre vendeurs occidentaux et les met à l'abri des caprices ou des revirements politiques des gouvernements. Aucun pays d'Europe n'est pour elle « le plus favorisé » et le rapprochement avec la France n'a pas valu de conditions spéciales aux commerçants et aux industriels français. « Les affaires sont les affaires » : malgré son hostilité à l'égard du gouvernement Wilson, la Chine passe de grosses commandes en Angleterre (notamment dans le domaine des industries chimiques) [1]. Et Japonais, Italiens et Allemands de l'Ouest, si pro-américains qu'ils soient, cherchent tous à se placer sur le marché chinois [2], d'une part parce qu'il offre des débouchés très intéressants pour certaines usines en difficulté [3], d'autre part

1. Selon le **Sunday Times** du 17 octobre 1965, sur quinze usines complètes commandées par la Chine aux pays occidentaux, la Grande-Bretagne doit en fournir quatre. La première (Humphreys and Glasgow chemical fertiliser Plant) est déjà en construction dans la région de Szechwan. Toutes sont d'une valeur moyenne de 3 à 4 millions de livres sterling.

2. Pendant l'hiver 1965 les Chinois ont conclu des accords avec les industriels de l'Allemagne fédérale qui doit construire prochainement des aciéries dans le nord-ouest de la Chine d'une capacité totale de 4,5 millions de tonnes. Quant aux Italiens, ils auraient obtenu la commande d'une raffinerie de pétrole et ils fournissent déjà des engrais chimiques.

3. Tel est, semble-t-il, le cas de Berliet qui a vendu pour six millions de dollars de camions aux Chinois (et qui doit en vendre encore davantage) au moment où il envisageait une sérieuse réduction de la semaine de travail.

parce que les Chinois, s'ils sont des acheteurs exigeants, ont déjà la réputation d'être particulièrement « réguliers. »

Lorsqu'on constate cet acroissement des importations étrangères, dont le total représente aujourd'hui six cents millions de livres sterling par an, on est naturellement amené à poser une question : où la Chine trouve-t-elle des devises fortes pour s'acquitter ?

Certains ont « accusé » les Chinois d'être secrètement « alimentés » par leurs riches compatriotes du Sud-Est asiatique et de bénéficier d'opérations commerciales « très capitalistes » effectuées à Hong-kong. Les Anglais également les fournissent en devises pour assurer l'approvisionnement de leur enclave coloniale en Chine (ils achètent même l'eau potable à Canton). Ces explications auraient pu suffire lorsque la Chine ne commerçait qu'à peine avec le monde capitaliste : c'était encore le cas de 1953 à 1957. En effet, les échanges avec l'U.R.S.S. représentaient alors 56,39 % et ceux avec les démocraties populaires 19,10 % de l'ensemble du commerce extérieur chinois.

Mais le volume des échanges avec l'U.R.S.S. n'a cessé de décroître depuis 1960, de même que celui des échanges avec les démocraties populaires. Aujourd'hui, la plus grande partie du commerce extérieur chinois se fait avec les pays non communistes et si l'on sait ce que sont les ambitions des vendeurs japonais [1] et européens on peut prévoir que, d'ici peu, c'est un milliard de livres sterling par an que représenteront les importations chinoises : il est évident qu'une telle somme ne peut être fournie chaque année par quelques riches Chinois de l'extérieur ni provenir de quelques opérations occultes.

Non. Si les Chinois peuvent importer de plus en plus, c'est qu'ils exportent de plus en plus. Pas seulement, comme autrefois, des matières premières, des métaux précieux ou des produits agricoles tels que soja ou thé, mais aussi des textiles de toutes sortes, des produits artisanaux et des produits manufacturés.

En mai 1965, un confrère anglais qui revenait de la Foire bisannuelle de Canton nous a assuré que les acheteurs étrangers y avaient « raflé » deux cent cinquante millions de livres sterling

1. Le ministre des Affaires étrangères japonais, M. Etsusaburo Shiina a déclaré, au début de 1965, qu'il espérait qu'avant 1970 les échanges sino-japonais porteraient sur un milliard de dollars. Quelque temps après, le gouvernement Sato ayant refusé aux Chinois de leur faire crédit pour l'achat de bateaux, ceux-ci passèrent commande aux Français qui, prêts à leur accorder des facilités de paiement, eurent la surprise de les voir payer comptant.

de marchandises chinoises. La Foire ne durant que quelques jours, on peut soupçonner le confrère d'un brin de lyrisme. Pourtant c'est un fait que dans toutes les usines de textile que nous avons visitées, les ateliers d'emballage regorgeaient de caisses portant l'inscription « Made in China » et qui n'étaient donc pas destinées au marché intérieur. C'est également un petit fait, mais parlant, qu'il y a, au centre de Hong-kong, un magasin d'Etat chinois de trois étages qui est, en permanence, aussi grouillant de clients que les Galeries Lafayette à la veille de Noël et où, comme aux Galeries Lafayette, on trouve littéralement de tout et à des prix assez bas. Or, Hong-kong est sans doute le lieu du monde le plus (et le mieux) approvisionné en biens de consommation venus de partout : il ne doit donc pas être facile d'y vendre de la camelote, même à bon marché.

Ce qui nous ramène à nos moutons, ou plutôt à « l'épaisseur de la tranche de mouton » du restaurant mongol de Pékin dont l'histoire est révélatrice du souci chinois de la qualité.

L'industrie légère, disent les économistes chinois, constitue un chaînon entre la production agricole et l'industrie lourde. On peut dire aussi que c'est sur leur industrie légère que les Chinois comptent pour se faire une place dans le commerce mondial. Si elle n'est pas le moteur du progrès chinois, elle fournit l'essence qui peut le faire tourner et comme il se trouve que, par le passé, c'est dans le domaine de l'industrie légère que les Chinois ont acquis le plus d'expérience, ils l'ont mise à profit.

En les écoutant parler de la « nécessité d'approvisionner convenablement le peuple », ou dire qu' « il ne sert à rien d'augmenter les revenus du peuple si l'on ne lui fournit pas en même temps les marchandises dont il a besoin », certaines analogies vous viennent aussitôt à l'esprit. Au lendemain de la guerre civile, en 1921, Lénine et son équipe tenaient un langage à peu près semblable. Leur pays venait de subir une épreuve terrible : il avait vécu, pendant plusieurs années, sous le régime du « communisme de guerre », caractérisé par la mobilisation totale des ressources et la militarisation de la population. Il lui fallait un répit et les Bolcheviks le lui accordèrent. Ce fut la N.E.P. (la Nouvelle Politique Economique) grâce à laquelle, effectivement, on vit, pendant quelques temps, réapparaître les biens de consommation. Longtemps après qu'on y eut renoncé, en 1927, tout un folklore populaire clandestin évoquait le temps de la N.E.P. comme celui d'une vie meilleure. Vrai ou faux, on se

le racontait encore de bouche à oreille en 1939, lorsque je suis arrivé en U.R.S.S.

Après l'effort du « Grand Bond », les Chinois auraient-ils conclu, comme Lénine quarante ans plus tôt : « Nous avions été trop loin... Nous ne nous étions pas assuré une base assez solide... Les masses ont senti ce que nous-mêmes n'arrivions pas à formuler clairement, à savoir que le passage direct à des formes purement socialistes, à une distribution purement socialiste, était au-dessus de nos forces et qu'à moins de reculer et de nous limiter à des tâches plus faciles, nous risquions d'aller au désastre [1]. » Et la période chinoise de « consolidation et de rajustement » de l'économie ne correspond-elle pas à celle de la N.E.P. soviétique ?

Peut-être. Mais en U.R.S.S., en 1921, l'économie n'était pas encore entièrement socialisée et il suffisait de renoncer aux restrictions du « communisme de guerre » pour que les entrepreneurs privés se chargent de la production des biens de consommation et de leur distribution. Les campagnes russes n'étaient pas encore collectivisées et la suppression des réquisitions forcées a permis de revenir à la traditionnelle économie du marché. Certes, les industries lourdes, les banques et les moyens de transports restèrent aux mains de l'Etat qui ne manquait pas de moyens pour contrôler les autres secteurs, mais, pour l'essentiel, la N.E.P. sanctionna la création de l'économie mixte.

En 1960, rien de tel n'était possible en Chine [2]. Le gouvernement et le P.C. n'avaient personne à qui déléguer des pouvoirs pour « ranimer » l'industrie des biens de consommation et le commerce intérieur. Ils furent obligés de le faire eux-mêmes, dans le cadre socialiste déjà existant qu'ils n'envisageaient pas

---

1. Voir : ISAAC DEUTSCHER, **Staline,** éd. française, Gallimard, Paris, p. 180.

2. Il est juste de souligner que la Chine a commencé à appliquer sa politique de « rajustement » dans des conditions incomparablement meilleures que l'U.R.S.S. En 1921, la Russie était ravagée par sept ans de guerre, étrangère et civile. Sa classe ouvrière était décimée, sa paysannerie ruinée et sa bourgeoisie soit en exil, soit en prison. C'était les pires conditions pour appliquer une politique de socialisation rapide. La Chine, elle, a connu des difficultés plus de dix ans après la mise en place du nouveau régime, à la suite d'une période de croissance trop « volontariste » et trop coûteuse, mais qui n'a nullement appauvri le pays. Il suffisait parfois de ralentir le rythme « de la course en avant » pour que la tension économique baisse. Et, en tout cas, les moyens de la « consolidation et du rajustement » existaient.

un instant de modifier. La tâche n'était pas facile. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler les déboires qu'ont connus les autres pays socialistes confrontés au même problème. Il semble bien que les gouvernants chinois aient inventé des solutions qui permettent la production et la distribution « purement socialistes » de marchandises capables d'affronter la concurrence mondiale.

L'importance de cette réussite n'est pas à souligner. On sait, en effet, combien, depuis quelques années, est apparue douteuse la possibilité d'arriver à une production diversifiée des biens de consommation et à leur distribution efficace sans avoir recours à l'initiative privée et sans intéresser matériellement les travailleurs.

Un grand nombre d'Occidentaux, partisans de la propriété publique des moyens de production en sont venus à la conclusion que l'industrie légère et le commerce devaient être abandonnés aux capitalistes, seuls capables de les faire marcher. Même en U.R.S.S., où un tel retour en arrière est impossible, les économistes tentent de faire jouer les mécanismes de la concurrence et du marché pour « réanimer » ces secteurs.

La Chine est peut-être l'exception qui confirme la règle, mais ses industries de biens de consommation et ses services fonctionnent sans recourir aux stimulants matériels. Certes, les entreprises y sont autorisées à conclure des contrats bilatéraux entre elles, et le commerce en gros est régi par des règles très souples, mais il ne semble pas que les producteurs participent aux bénéfices ni que le personnel touche des pourcentages sur la vente. C'est un détail sans doute, mais personne, en Chine, n'accepte jamais un pourboire. Autre détail, les hôtels pour les étrangers sont plus que convenables, alors qu'on ne peut pas toujours en dire autant des hôtels des autres pays socialistes. Mais (et il ne s'agit plus ici de détails) il nous paraît peu vraisemblable que dans des villes de province, comme Nanning ou Kueilin (où doivent passer, tout au plus, six étrangers par an), on ait garni les boutiques uniquement pour les impressionner. A Nanning, nous sommes entrés dans un restaurant populaire où le personnel tenait une réunion politique et, par simple curiosité, nous avons regardé le menu : seize différents plats de poisson y figuraient, dont aucun ne coûtait plus de 50 fens (1 franc).

Il y a, bien sûr, des ombres à ce tableau. Dans les magasins, très souvent il y a beaucoup plus de vendeurs qu'il n'en faudrait.

Dans une boutique d'antiquités de Changsha où la demande semble très faible (trois fois nous y sommes allés et les trois fois nous étions seuls clients), il y en avait six, plus empressés les uns que les autres. Dans les hôtels de province, construits au temps de la grande affluence des techniciens soviétiques et qui sont aujourd'hui déserts, il semble qu'on ait gardé presque tout le personnel. Dans les grands magasins il y a une quantité incroyable de commis. La plupart sont des apprentis, disent, lorsqu'on s'en étonne, les Chinois qui pourraient ajouter que tout cela tend à prouver qu'ils ne se soucient pas beaucoup du coût des services et que, dans l'immédiat, les consommateurs ne peuvent qu'en profiter.

Les étrangers expliquent souvent le bon fonctionnement de l'industrie légère et de la distribution en Chine par la vieille tradition commerciale de ce pays et aussi par les faveurs que le nouveau régime a accordées aux cadres compétents, même lorsqu'ils étaient d'anciens possédants. De fait, les communistes ont été extrêmement indulgents envers ceux qui se sont ralliés et, on l'a déjà vu, la « bourgeoisie nationale » est représentée par une étoile sur le drapeau rouge. Les anciens capitalistes — il en reste 90 000 rien qu'à Shanghaï — travaillent toujours, et nous avons eu un entretien avec l'un d'eux — bien entendu à Shanghaï [1]. M. Liu Lei-I perçoit 5 % d'intérêts annuels sur la valeur de ses entreprises (nationalisées en 1953) mais en argent non convertible et qui ne peut être investi. Autant dire qu'il remet la presque totalité de ces sommes à la banque nationale et qu'en fait, le régime lui permet seulement de satisfaire largement ses besoins de consommation individuelle. Cela ne coûte pas grand-chose au pays au service duquel M. Liu Lei-I met d'ailleurs sa grande expérience et ses connaissances techniques [2].

1. Fils d'un des plus grands capitalistes de Shanghaï, M. Liu Lei-I a fait ses études à Cambridge. Il sympathisait (prudemment) avec les communistes avant leur victoire car, dit-il, « de toute façon, les affaires ne pouvaient pas marcher plus mal que pendant la dernière période du Kuomintang ». Il est à présent le vice-président de la Chambre de Commerce, directeur d'une usine et député au Congrès du Peuple.

2. La politique tolérante pratiquée à l'égard des capitalistes nationaux était certainement bénéfique pour le relancement de l'économie au moment de la création du nouveau régime. Il est probable que Mao Tsé-toung envisageait de la pratiquer pendant une longue période, comme il l'avait annoncé dans son essai sur la démocratie nouvelle. Mais les circonstances l'ont obligé à mettre l'accent, depuis plusieurs années déjà, sur l'égalitarisme et les stimulants politiques considérés désormais comme le principal moteur du développement. Dans le cadre social qui s'est formé,

Une autre explication encore de la réussite de la Chine en matière d'industrie légère est qu'elle a été poussée par une impérieuse nécessité. « Notre pays a souffert de diverses calamités, m'a dit M. Yuang Lung-kwei, un des plus importants économistes chinois. La calamité de nos erreurs, les calamités naturelles des années 1959 et 1960 et enfin la calamité russe. » Et il ajoute que la Chine a une grande reconnaissance à l'égard de Khrouchtchev. « En effet, il a voulu nous détruire en rappelant ses techniciens et en déchirant tous les contrats passés avec nous. Mais, ce faisant, il nous a simplement obligés à ne compter que sur nos propres forces et à trouver des solutions originales. » Il y a certainement du vrai dans cette explication caustique, mais il faut encore ajouter que, depuis 1960, pour éviter l'asphyxie, la Chine est contrainte d'augmenter ses importations en provenance du monde non communiste et qu'elle ne peut les payer qu'avec les produits de son agriculture et ceux de son industrie légère. L'agriculture est donc aujourd'hui considérée comme le « secteur de base » mais, peu à peu, ce sont les biens de consommation qui devraient figurer en tête de liste des exportations chinoises.

Cette obligation absolue pour la Chine de concentrer ses efforts sur un secteur en général négligé par les autres pays socialistes (tout au moins au premier stade de leur développement), il est évident que le consommateur chinois en tire avantage. Pour pouvoir être « compétitive » sur les marchés du Sud-Est asiatique, la Chine en effet doit améliorer la qualité des produits

---

il n'y avait plus de place pour les capitalistes nationaux et leur présence détonnait.

J'avoue que cette contradiction dans la politique maoïste sautait aux yeux : d'une part ils prêchaient un égalitarisme quasi évangélique, et d'autre part ils maintenaient les privilèges de quelques milliers de Chinois, qui avaient droit à un niveau de vie beaucoup plus élevé que tous les autres, parce qu'avant la révolution déjà ils étaient riches. Cette contradiction pouvait évidemment être résolue d'une manière moins violente que celle qu'ont employée les « gardes rouges ». Depuis la fin d'août 1966, ils ont assiégé les demeures des capitalistes nationaux, ont exigé qu'ils rendent à l'État tous les objets de valeur et commencent à mener une vie vraiment prolétarienne. Même la veuve du Dr Sun Yat-sen, bien qu'elle ne soit aucunement capitaliste et qu'elle reste vice-présidente de la République, a été prise à partie par les jeunes égalitaristes parce que sa maison à Shanghaï leur avait paru trop bourgeoise. Chou En-laï a dû prendre sa défense au cours d'un meeting à Pékin. Mme Sun Yat-sen pourra sans doute continuer à vivre comme avant, mais il est plus que probable que les capitalistes nationaux ne toucheront plus leurs rentes.

qu'elle exporte, et elle améliore nécessairement, du même coup, les produits destinés au marché intérieur.

Mes interlocuteurs chinois n'ont jamais accepté aucune des différentes explications « occidentales » de leur réussite : ils ne veulent pas admettre que ce qui se passe chez eux puisse dépendre, si peu que ce soit, du commerce international ni de l'héritage technique de l'ancien régime.

Selon eux, leurs succès économiques dans tous les domaines sont dus uniquement à une adhésion étroite aux désirs des masses. Ils parlent longuement des possibilités qu'ont les consommateurs d'exprimer leurs préférences avant que les modèles définitifs ne soient mis en vente, du contrôle qu'exercent les organismes de distribution sur les producteurs et de la loi qui punit les fournisseurs de marchandises non conformes au contrat signé. Bref, ils veulent prouver que la vie économique fonctionne selon des mécanismes démocratiques.

Ils n'arrivent pas toujours à nous convaincre parce qu'un grand nombre de mesures analogues ont été prises ailleurs sans donner des résultats très brillants et parce que tous les pays socialistes se vantent toujours que leur économie est démocratique. D'ailleurs, comment se fait-il que les « mécanismes démocratiques » n'aient pas pu éviter « la calamité des erreurs » au moment du Grand Bond en avant ? Les Chinois ne se laissent pas troubler par ce genre de question. « Aucune de nos conceptions n'a changé depuis 1958 et le « Grand Bond » continue. Il figure toujours parmi les trois « bannières rouges du Parti. » Alors, comment comprendre ce qu'est la politique de réajustement et les succès qu'elle a obtenus ?

— Une chose vous a sûrement aidés lorsque vous avez eu des difficultés : c'est que vous êtes les continuateurs d'une vieille civilisation riche d'expérience et capable de s'adapter, dis-je, un peu pour le provoquer, à celui qui m'a raconté l'histoire du restaurant mongol. N'est-ce pas le vieux Chef qui a sauvé le restaurant parce qu'il savait, depuis toujours, découper le mouton en tranches assez minces ?

— Pas du tout. Dans cette affaire, c'est le Parti qui a joué le rôle décisif parce qu'il était près des masses et qu'il a su satisfaire leurs revendications. C'est le Parti qui a permis au vieux Chef de mettre ses compétences au service du peuple et ce n'est pas pour gagner de l'argent que celui-ci a repris son poste.

A qui que l'on s'adresse en Chine, on finit toujours par s'entendre affirmer la même chose : « Pour que l'économie socialiste

marche, il faut que les citoyens soient animés de l'esprit socialiste. Il faut qu'ils soient *rouges* et *experts*. Et dans la bataille pour la qualité de la production, le facteur « conscience politique » joue un rôle encore plus important que partout ailleurs. » Et c'est beaucoup dire quand on sait quel rôle elle joue déjà « ailleurs. »

6. *LES « CINQ HAO[1] » DE L'OUVRIER CHINOIS*

Elles se ressemblent, ces usines socialistes, qu'elles soient russes ou chinoises, tchèques ou polonaises. Elles ont été construites « en vitesse » et les constructeurs n'avaient pas le temps de fignoler le décor. Ce n'est pas qu'elles soient délabrées. Non, tout marche bien et des produits très souvent excellents y sont fabriqués sous nos yeux, mais on se demande toujours par quel miracle. Même les usines toutes nouvelles sont rapidement vieillies et comme prématurément ridées. C'est qu'on ne songe jamais à les embellir. Les machines sont soigneusement entretenues, mais tout le reste peut se lézarder, noircir et s'écailler sans que cela gêne personne.

En Chine, comme si l'on voulait compenser les insuffisances esthétiques, on placarde partout des slogans rouges. Et quand je dis partout, c'est partout. Il y en a sur les murs intérieurs et extérieurs des ateliers, des cantines et des locaux administratifs. Comme ils sont — évidemment — rédigés en chinois, ils évoquent vaguement des peintures abstraites. Des artistes amateurs illustrent aussi de dessins les panneaux d'affichage. C'est l'actualité politique qui les inspire : scènes de la guerre du Viet-nam ; caricatures contre l'O.N.U., cette araignée qui attire les victimes dans ses toiles, où les Américains viennent les dévorer ; avions « U.S. » tombant en flammes (la craie rouge ne manque pas en Chine). A côté de ces dessins vengeurs, des images plus pacifiques. La course à la production (l'inévitable émulation socialiste) est symbolisée ici par une compétition d'avions (ou parfois de chevaux) marqués aux couleurs des ateliers ou des équipes, couleurs qui sont celles des petits drapeaux qu'on retrouve dans l'usine, plantés sur des machines.

Même dans les ateliers les plus actifs, il y a toujours un coin

1. **Hao** : ce qui est « bien », est représenté en chinois par les caractères suivants : femme + enfant = « bien ».

tranquille où les ouvriers peuvent s'installer pendant les pauses : ils y trouvent des brochures ornées du portrait de Mao, composées d'extraits de ses œuvres — et, à en juger par leur aspect culotté, il est clair que ces brochures sont très lues.

Autre élément de décor de l'usine socialiste, le tableau d'honneur, dont la taille et l'emplacement varient selon les entreprises mais qui est, en Chine, toujours rouge avec des lettres d'or. Y figurent les portraits, dorés eux aussi et souvent entourés de fleurs, des ouvriers méritants. Les visiteurs sont reçus dans des salons aménagés à leur intention où sont exposés les produits de l'usine et souvent affichés les graphiques de sa progression. Un hôte — mais le plus souvent une hôtesse — offre aux visiteurs thé et cigarettes. Il est courant que le directeur ou un de ses adjoints viennent eux-mêmes parler de leur usine mais ils ne vous reçoivent jamais dans leur bureau. Une fois pourtant, nous sommes entrés dans un bureau directorial, Marc Riboud ayant insisté pour photographier le directeur chez lui. C'était à l'usine de camionnettes à trois roues de Shanghaï. Le bureau était meublé d'une table de bois très simple, de chaises et de quelques fauteuils de cuir qui dataient visiblement de l'ancien régime. Sur la table, un seul téléphone, quelques crayons et stylos à billes. Aux murs, qui auraient eu bien besoin d'un coup de peinture, étaient affichés des slogans à demi décollés. Le poêle était allumé, ce qui est un luxe à Shanghaï où même les écoles ne sont pas chauffées, car on estime que le climat y est assez doux pour éviter d'y gaspiller du combustible [1].

Rien, on le voit, dans ce décor, ne tend à faire sentir l'importance du personnage qui s'y tient. C'est exactement le contraire de ce qui se passe en U.R.S.S. où tout est fait pour donner du poids à celui qui commande et le différencier des autres, selon le principe de *edinonatchalstvo* (le pouvoir à un seul visage). Le « patron » soviétique est installé dans un bureau luxueux et se distingue de ses subalternes par son allure et sa mise.

Dans une usine chinoise on risque toujours de prendre le directeur pour un manœuvre et inversement. Il nous a même

1. Cette usine, la « Shanghaï automobile Manufactory works », est située dans le district industriel d'An Tin, à 30 kilomètres du centre de la ville. Elle fabrique des véhicules à trois roues (15 par jour) imités d'un modèle assez répandu au Japon mais « adaptés aux conditions chinoises ». L'usine a été construite à partir d'un grand atelier de réparations qui avait appartenu à un « capitaliste bureaucratique ». Elle doit s'agrandir rapidement et plusieurs ateliers étaient déjà en construction quand nous l'avons visitée.

semblé, parfois, que les travailleurs de l'usine, qui ne connaissent pas personnellement les dirigeants, s'y trompaient eux aussi et, en tout cas, qu'ils ne leur devaient — et ne leur accordaient — aucune marque extérieure de respect.

Une autre chose nous a surpris, lors de nos visites d'usines : notre hôte ne semblait jamais pressé. C'était normal lorsque celui qui nous recevait était le *public relations man* de l'entreprise (ou, du moins celui qui en faisait fonction, car le poste n'existe pas) ; ce l'était moins lorsque le directeur en personne nous prenait en charge, ce qui arrivait souvent. Il nous guidait alors dans les ateliers, dans les cantines, dans les maisons ouvrières et presque dans les crèches : cela lui prenait parfois une bonne demi-journée et personne ne venait le relancer pendant la tournée. Quand, en plus, ce haut personnage nous rappelait fièrement que, conformément aux prescriptions du Parti, il travaillait deux ou trois matinées par semaine comme un simple ouvrier pour ne pas se couper des masses, on en venait à se demander quand il trouvait le temps de diriger l'usine.

Du coup, touchés et mis en confiance par l'amabilité de ces chefs qui se mettaient en quatre pour nous, nous nous sommes risqués à leur poser une question absurde : en quoi consiste le travail d'un directeur d'entreprise ? Ils nous ont répondu sans se formaliser et même sans s'étonner.

Le rôle d'un directeur est limité du fait de sa subordination au Comité du Parti qui, dans chaque entreprise, forme, selon l'expression en usage, le « noyau décisif. » Ce comité compte jusqu'à quinze membres, élus par les communistes de l'entreprise pour une durée de un an et qui peuvent être réélus. C'est lui qui dirige tous les domaines de la vie de l'entreprise et tranche, en définitive, de tous les problèmes importants, qu'il s'agisse du plan de production ou de l'organisation des loisirs. Le directeur est ensuite chargé de l'exécution. Il est chargé également de faire la liaison entre l'entreprise et les autorités supérieures du ministère dont il dépend directement.

Mais, dans une vaste entreprise, doivent souvent se poser des problèmes imprévus qu'il est urgent de résoudre. Réunira-t-on pour le faire, quinze personnes qui travaillent dans différents ateliers et pas nécessairement aux mêmes heures ? Ou s'en remettra-t-on au secrétaire du Comité, seul membre permanent ? Si oui, c'est lui qu'on doit considérer comme le véritable directeur de l'usine, le directeur en titre n'étant, en somme, que le chef de

la section technique. Ce n'est pas si simple, répondent les Chinois.

D'abord, le plus souvent, le directeur fait partie du Comité. Ensuite les travailleurs ont aussi leur Comité qui est élu par un scrutin à deux tours[1] et doit être associé à toute décision nouvelle. Enfin, m'a-t-on dit, « l'autoritarisme est sévèrement réprouvé en Chine et personne n'a le droit d'ordonner que soient adoptées ses solutions personnelles. Pour trouver les solutions correctes, il vaut mieux discuter à plusieurs et longuement, qu'agir vite et de manière irréfléchie. » J'étais de mauvaise humeur et j'ai dit, bêtement : « J'espère que ce principe ne vaut pas pour les pompiers. » Mon interlocuteur n'a pas bronché : « Si. Il vaut *aussi* pour les pompiers. »

Donc, la direction est assurée collégialement par l'Administration, le Comité du Parti et le Comité des travailleurs. Mais qui arbitre les conflits qui peuvent éclater entre ces trois organismes ? « Il n'y a pas de conflits, vous répond-on, car tout le monde travaille pour le même but. » J'insiste : « Mais le Comité des travailleurs a-t-il le droit de s'opposer aux décisions du Comité du Parti si celui-ci prend une solution qui déplaît aux ouvriers ? » Réponse : « Le Comité du Parti ne prend jamais de décisions qui déplaisent aux ouvriers. » J'essaie encore de discuter mais mes interlocuteurs n'abandonnent pas un iota de leur thèse sur la représentativité des comités et l'harmonie parfaite qui règne entre eux.

Pourtant tout n'est pas soumis à la discussion. En Chine, une usine n'est jamais une unité autonome et il n'est pas question qu'elle se gère elle-même, en toute indépendace, au profit de ses ouvriers. Elle travaille dans le cadre du plan central (ou dans celui du plan local, ce qui revient au même, celui-ci étant intégré à celui-là) et elle doit accepter les normes et les règlements fixés pour l'ensemble des industries. S'ils ne sont pas respectés, cela entraîne des sanctions — presque toujours individuelles : un comité tout entier ne saurait être faillible mais « un directeur l'est et doit prendre ses responsabilités. » Cette phrase est la seule où mes interlocuteurs aient fait se rejoindre les mots « directeur » et « responsabilité » — ce qui m'a fait comprendre que le directeur joue, tout de même, un rôle important : c'est

1. Dans les grandes entreprises, les assemblées générales des travailleurs sont rares. Mais les ouvriers sont divisés en équipes et le chef élu de chacune d'elles participe à l'élection du Comité des travailleurs.

lui qui doit veiller au respect des normes et des règlements.

Mais que fait le directeur lorsqu'il constate que l'équipement de tel atelier est trop usé ou insuffisant pour assurer l'exécution du plan dont il est responsable ? Il convoque le Comité du Parti qui examine si le budget de l'usine permet d'acheter des machines neuves ou plus perfectionnées, à supposer qu'il y en ait de disponibles. Ce n'est pas toujours le cas et ces solutions simples ne sont pas toujours applicables. Le Comité du Parti décide alors de résoudre le problème « par nos propres forces » et consulte le Comité des travailleurs. On finit toujours par faire appel aux « ouvriers vétérans », personnages bien réels bien qu'auréolés de légende. Ceux-ci, dit-on à Shanghaï, ont « des doigts de pianistes » et, malgré mon incompétence technique, j'ai pu constater leur étonnante habileté et leur ingéniosité. Un ou deux des « ouvriers vétérans » viennent donc ausculter les machines défaillantes. S'ils les connaissent mal, ils y travaillent, au besoin, quelques jours pour se familiariser avec elles. Ensuite, ils les « bricolent » et leurs doigts de pianistes font, paraît-il, des miracles. Si les machines sont vraiment irrécupérables, on fait appel au Centre.

Et, à propos de l'adresse et de l'ingéniosité des « ouvriers vétérans » (et des autres ouvriers chinois) ceci : dans un vieux quartier de Shanghaï qui est nettoyé mais porte encore les marques de ses origines bidonvillesques, en bordure d'une étroite ruelle de terre battue, est construit un vaste hangar mal couvert et délabré qui a l'air de tout sauf d'une usine. Pour y entrer, on traverse un appentis de bois sans lumière, puis on se trouve sous le hangar où, dans un incroyable fouillis, dans un bric-à-brac ahurissant, s'affairent fébrilement plusieurs centaines d'ouvriers. On se dit que, dans ce foutoir, ils peuvent, au mieux, fabriquer des clous. Ils y fabriquent des tubes d'acier sans soudure de toutes dimensions et de toutes formes — et même de formes irrégulières, ce qui est un travail de précision particulièrement difficile et délicat. Les outils et les machines dont ils disposent, ils les ont tellement trafiqués pour les rendre propres à cet usage qu'on peut dire qu'ils les ont inventés : c'est le pur chef-d'œuvre du bricolage ; on se dit qu'avec ces vieilles machines rafistolées, il est impossible de faire un travail de précision, et pourtant les tubes en sortent et à grande vitesse.

M. Tsao, directeur de l'usine [1], vif et disert, a trente-neuf ans

1. La « Yung Chin Seamless Tubes Factory of Shanghaï » a été construite en 1957 à partir d'un atelier spécialisé dans la finition des tubes

mais ne les paraît pas. Fils d'un ouvrier agricole de la province du Shantung, il s'est enrôlé dans la VIII[e] armée de route en 1944 et c'est avec elle qu'il est arrivé à Shanghaï. Il n'a aucune formation technique ni aucune formation scolaire : il a « tout appris dans l'armée » et rien à l'école. Mais il connaît sur le bout du doigt son usine et peut vous expliquer, en détail, toutes les inventions de ses « ouvriers vétérans » et bricoleurs géniaux.

« Certains doutaient de la possibilité de faire ces tubes dans une usine aussi petite », me dit M. Tsao. Je ne sais pas s'il faut me scandaliser de ce scepticisme ou avouer que, bien qu'on les fasse sous nos yeux, j'en doute encore moi-même. Je ne fais ni l'un ni l'autre et je demande : « Vous n'avez aucun technicien ici ? » « Si. Certains ouvriers vétérans ont été promus techniciens et quelques jeunes, très doués, étudient à l'Institut de technologie tout en continuant à travailler », répond M. Tsao, qui y va aussitôt du refrain bien connu : « Notre succès est dû à la combinaison de trois facteurs : le leadership du Parti, l'initiative des ouvriers, jeunes et vieux, et l'énergie de la direction. » Je n'ai pas demandé de précision sur le fonctionnement pratique de l'usine : M. Tsao me montrait un tube de fabrication particulièrement délicate que l'usine avait mis au point après six mois d'essais.

Quelques semaines plus tard, dans le Nord-Est, à Anshan, en visitant une autre usine de tubes d'acier sans soudure où tout était moderne, mécanisé, énorme, je pensais avec une vague nostalgie au hangar de Shanghaï où les ouvriers fabriquaient les mêmes tubes quasiment à la main. Et, chaque fois qu'on me montrait une usine moderne après m'avoir montré, dans une autre ville, sa sœur aînée semi-artisanale, j'éprouvais le même sentiment. Bien sûr, l'usine d'Anshan rend plus que le hangar de M. Tsao, Bien sûr, l'usine moderne de camions de Chang-chun[1]

---

importés. Elle produit actuellement 900 différents types de tubes réguliers et 80 types de tubes irréguliers. Il y a 340 ouvriers dans l'usine, dont 24 femmes. Le salaire moyen : 68 yuans. M. Tsao gagne 104 yuans par mois et il est père de 5 enfants. Sa femme est ouvrière en textile, gagne 82,5 yuans. La mère de celle-ci habite avec eux dans un appartement de 40 mètres carrés dans un vieux quartier de la ville.

1. « L'usine de camions n° 1 » de Chang-chun a été construite de 1953 à 1956 sous la direction de techniciens soviétiques. Elle est la reproduction (réduite) de l'usine Likhatchov de Moscou. Sa production actuelle fait l'objet de discussions car, selon certains techniciens, elle devrait produire davantage. Il semble qu'elle sorte de 80 à 100 camions par jour. La section de l'usine consacrée à la fabrication de voitures légères était « en remonte » lors de notre visite. L'usine compte 23 000 ouvriers.

rend plus que cette usine de Shenyang ou que cet ancien atelier de l'armée de Libération à Nankin [1], tous deux agrandis tant bien que mal et qui fabriquent « avec des bouts de ficelle » la première, de très solides tracteurs, le second, des camions de 2,5 tonnes [2]. Mais des usines modernes nous en avons vu en Europe et c'est dans ces usines « de fortune » que se manifestent, évidemment, de la façon la plus éclatante la débrouillardise, la patience et l'adresse incroyable des ouvriers chinois : d'où notre goût pour elles — goût « touristique », il faut l'avouer, et que ne partagent certainement pas les Chinois — d'abord parce qu'elles sont moins rentables que les autres, ensuite parce qu'elles témoignent du retard du pays, obligé d'utiliser, jusqu'aux limites du possible, ses moindres ressources. Toutefois — et cela les Chinois l'admettent volontiers — elles sont une excellente école pour les jeunes ouvriers qui n'y apprennent pas seulement à servir une chaîne mais aussi à prendre des initiatives.

Dans les usines modernes, on voit mal comment même le plus ingénieux des « ouvriers vétérans » pourrait apporter une « contribution novatrice » à la production. Tout au plus pourra-t-on le féliciter s'il arrive, sans aucune formation scientifique, à se servir d'un tableau de commandes électroniques [3]. Pourtant, même dans ces usines, nos hôtes continuaient à parler de « l'initiative des masses », sans, toutefois, nous citer des exemples très convaincants de ses effets. A Anshan, faute de pouvoir nous dire qu'un ouvrier vétéran avait perfectionné le four Martin, on nous montrait des échantillons des types d'acier que la Chine ne produisait pas autrefois. Et on continuait à nous dire que tous les succès étaient dus à l'alliance Parti-masses-direction.

---

1. Ici aussi, des techniciens soviétiques avaient affirmé qu'il était impossible de construire un camion.

2. Parmi les usines de ce type, la place d'honneur doit revenir à l'usine de machines agricoles de Sian. Construite en 1931, à l'époque héroïque de la République de Kiangsi, elle se retrouva, après la Longue Marche, à Yenan où son équipement fut complété par du matériel pris aux Japonais et où elle produisait des mines et des grenades. En 1949, une centaine d'ouvriers la réinstallèrent à Sian dans un ancien atelier de tissage dont l'insuffisance les obligeait à travailler, en partie, en plein air. Aujourd'hui, 1 300 ouvriers y travaillent, dont seulement 12 vétérans de l'époque de Yenan. L'usine produit des charrues à double soc et des semeuses à douze rangs.

3. Le directeur de l'usine d'engrais chimiques de Wou-chin nous a parlé d'un de ses ouvriers, Tsou Tchin-ying. D'origine paysanne et aux trois quarts illettré, Tsou ne pouvait évidemment pas lire des formules chimiques notées en caractères latins. A force de patience, il s'est inventé un système pour les déchiffrer. Ainsi pour lui CO devenait : un demi-zéro plus un zéro. Grâce à cela il est devenu capable de contrôler une machine.

En fait, dans le secteur avancé, la contribution ouvrière du progrès, c'est la conscience au travail et l'effort pour s'instruire, et ce dernier point est très important si l'on songe au nombre d'ouvriers chinois qui viennent droit de leurs campagnes à l'usine et aux graves problèmes que pose partout ce genre de transplantation. Il y aurait donc au moins cette part de vérité dans la thèse officielle : la démocratie interne dans les entreprises et les rapports constants entre les dirigeants et la base facilitent l'intégration des paysans et l'éducation ouvrière.

Mais la « conscience socialiste » suffit-elle seule à stimuler les énergies ou tente-t-on de le faire par d'autres méthodes ? Et qui sont ces ouvriers inscrits au tableau d'honneur ? J'ai fini par poser la question à M. Tsung qui nous pilotait, à Pékin, dans l'usine de machines-outils n° 1 et je l'ai formulée, tout naturellement, en ces termes : « Qui sont les stakhanovistes ? »

A ma vive surprise, M. Tsung, cinquante ans et membre du Parti depuis sa jeunesse, ne comprit pas ma question : il n'avait jamais entendu parler de Stakhanov [1]. Je lui ai dit qui c'était. « Il s'agit, chez nous, d'autre chose, m'expliqua M. Tsung. Ce ne sont pas les travailleurs qui ne font que dépasser les normes que nous inscrivons au tableau d'honneur. Ce sont ceux qui observent le mieux les « cinq hao [2] ».

Pas mécontent de voir que s'il ignorait Stakhanov j'ignorais, moi, les « cinq hao », M. Tsung me conduit devant le tableau où ils sont affichés. Les voici :

1. Avoir une correcte pensée politique.
2. Pratiquer l'entraide entre camarades pour renforcer l'unité du collectif.
3. Apprendre auprès des plus avancés et apprendre aux retardataires.
4. Savoir innover et économiser en travaillant.
5. Remplir les normes de production.

— Très bien, dis-je à M. Tsung. Mais il n'y a que la cinquième condition dont on peut savoir, sans erreur possible, si elle est remplie. Comment, selon les autres critères, pouvez-vous décider que tel ouvrier est plus méritant qu'un autre ?

— Nous ne décidons rien, répond M. Tsung. Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui décident. Nos ouvriers sont organisés

1. Alexis Stakhanov, mineur russe du Donbass qui, pour avoir extrait 14 fois plus de charbon que ne le demandaient les normes, fut cité en exemple à tous.
2. Voir note p. 256.

en équipes (de 104 membres au maximum) qui forment les collectifs de base. Chaque équipe élit son chef et répartit le travail entre ses membres. Les salaires mensuels ne sont pas tous égaux : il y en a huit catégories qui correspondent aux différents niveaux de compétence : ce sont les ouvriers de l'équipe qui décident du passage de l'un d'eux d'une catégorie à l'autre. Ce sont également eux qui, lorsque l'équipe a touché une prime pour avoir dépassé les normes, décident s'il y a lieu de la partager entre tous ou seulement entre les plus méritants. Ce sont enfin eux qui proposent au Comité des travailleurs d'inscrire au tableau d'honneur non pas ceux qui sont simplement les plus rapides au travail, mais ceux qui observent le mieux les « cinq hao. » Et le Comité choisit parmi les candidats que lui proposent les équipes.

Il y a là tout un programme et on peut se poser des questions : si c'est l'équipe qui fait passer ses membres d'une catégorie salariale à l'autre, c'est elle qui décide du revenu de chacun : cela ne risque-t-il pas, presque automatiquement, d'amener des conflits avec la direction qui paye ? Et si (sans parler des primes) une équipe touche chaque mois une somme fixe, la manière dont elle est distribuée ne risque-t-elle pas de créer des différends entre ses membres ?

M. Tsung m'écoute en souriant et, de derrière ses lunettes, son regard me dit très clairement que je ne comprends rien à l'homme socialiste : « Nos ouvriers ne travaillent pas pour de l'argent mais pour un idéal. Ils pensent d'abord au bien collectif, au socialisme : ces querelles mesquines et égoïstes dont vous parlez ne peuvent donc pas avoir lieu. »

Dans vingt-cinq usines, j'ai posé les mêmes questions. Vingt-cinq fois on m'a répondu les mêmes choses en s'étonnant discrètement que je puisse soupçonner un instant les ouvriers socialistes de s'intéresser à leurs salaires et de pouvoir se disputer à leur propos. Dirai-je que ces réponses, la vingt-cinquième fois, je les écoutais encore avec, moi aussi, un discret étonnement ?

Car, enfin, que gagne un ouvrier chinois ? A Pékin, le salaire moyen est de 60 yuans ; à Shanghaï et dans le Nord-Est, de 70 yuans ; à Kunming de 50 yuans. Le salaire minimum varie de 28 à 35 yuans. Les apprentis ne touchent que 19 yuans, soit de quoi payer la cantine et le dortoir. Les allocations familiales, qui diminuent après le second enfant, pour décourager la natalité, permettent d'arrondir les budgets des pères de famille, et si l'on ajoute certains avantages autres (les bleus de travail, très bon marché, sont même gratuits pour les apprentis), on arrive

à ceci que les ouvriers les moins payés gagnent de quoi se nourrir et se vêtir, mais absolument rien de plus. A moins qu'un couple ne touche double salaire [1] ou que l'un de ses membres ne touche régulièrement des primes, acheter une bicyclette de 180 yuans est pour lui un problème presque insoluble — et pourtant on peut considérer une bicyclette comme un objet de première nécessité.

Nous ne donnons pas ces chiffres pour dénigrer le système chinois — le simple fait que tous les Chinois aient aujourd'hui l'assurance qu'ils peuvent et pourront vivre de leur salaire, constitue un progrès colossal — mais nous voulons simplement indiquer que le désir de gagner un peu plus d'argent n'aurait rien d'asocial. Aucun des vingt-cinq responsables d'usines à qui j'ai parlé — et dont beaucoup, rappelons-le, étaient d'origine paysanne ou prolétarienne — n'a jamais, une seconde, accepté cette idée. « Nos ouvriers, disaient-ils, savent que les progrès de la production provoqueront l'élévation du niveau de vie de tous. C'est pour cela qu'ils doivent s'entraider, apprendre auprès des plus avancés et apprendre aux retardataires. »

Est-ce par instinct de classe qu'ils connaissent ces vérités sur le rôle et les devoirs de chacun dans la société?

— L'origine sociale prédispose, en effet, les travailleurs à bien se comporter. Mais, pour qu'ils puissent agir consciemment et constamment pour le bien du pays et pour le leur propre, il faut qu'ils soient animés de la « correcte pensée politique » — qui est le critère essentiel, à l'usine comme dans la vie tout entière.

Vous pouvez chercher toutes les explications que vous voudrez au comportement des masses chinoises : les dirigeants et les cadres vous écouteront sans hostilité, mais avec un rien de dérision. Pour eux, une chose compte, et une seule, « la correcte pensée politique » — clé de voûte du système maoïste.

7. « APPRENDRE CHEZ LEI FENG »

En arrivant à Canton nous avons vu, placardés sur tous les murs, d'énormes portraits d'un jeune soldat. Un soldat, ça a les sourcils froncés, l'air farouche, ça brandit un fusil et ça crie : « Sus à l'ennemi ! » Le soldat de Canton n'avait pas d'arme

1. En 1958 et jusqu'au Grand Bond, la plupart des femmes travaillaient. Lorsque le rythme se ralentit, ce sont elles qu'on débaucha les premières. Aujourd'hui, dans les villes, il n'y a que 60 % de femmes qui travaillent.

mais des livres sous le bras et non seulement il ne criait pas, mais il arborait un sourire d'une suave bonté. « Qui est-ce? » avons-nous demandé. « C'est Lei Feng, l'idole de la jeunesse chinoise », nous a répondu l'interprète. « Pourquoi ? Qu'a-t-il fait pour mériter cet honneur ? » « Rien de très particulier. Il aidait le peuple parce qu'il avait une correcte pensée politique. »

Nous débarquions, nous n'avons pas insisté. Une semaine plus tard, à Pékin, nous avons demandé à des ouvriers ce qu'ils faisaient de leurs loisirs. Presque tous étaient allés, le dimanche précédent, « voir le film sur Lei Feng » et ils l'avaient trouvé extraordinaire, formidable, très bien. Nous avons regardé avec encore plus de respect le soldat Lei Feng dont l'image était, ici aussi, affichée sur tous les murs. De toute évidence, cette idole des jeunes était aussi celle des adultes. Nous savions alors ce qu'était la « correcte pensée politique » et nous avons demandé à interviewer ce jeune militaire qui la pratiquait si bien : « Il est mort l'année dernière, dans un accident de voiture, nous a dit l'interprète. Mais allez donc voir le film qui raconte sa vie : il a été tiré du journal intime que tenait Lei Feng. Vous saurez tout. »

Le soir même, nous sommes allés au cinéma. Première séquence, Lei Feng rencontre un groupe de jeunes pionniers [1], il joue avec eux jusqu'au moment où l'un des gamins remarque trois cicatrices sur la main du soldat : « Dans quelle bataille as-tu été blessé? » demande-t-il. Cette question assombrit Lei Feng qui s'immobilise. *Flash-back :* une masure sous la neige, malmenée par le vent d'hiver. Celle d'une famille de paysans pauvres. S'y trouve seul, un enfant en haillons et pieds nus. Son père, explique un narrateur, est mort torturé par les Japonais, sa mère s'est suicidée après avoir été violée par les soudards du Kuomintang, son frère aîné est mort de la tuberculose qu'il avait contractée en travaillant, dès l'âge de dix ans, dans une usine. Son frère cadet est mort de malnutrition. A sept ans, Lei Feng est seul dans un monde hostile — et déjà la salle est en larmes.

Le petit Lei Feng sort de la cabane pour ramasser du bois mort. Une hideuse sorcière l'attrape : c'est la femme du *landlord.* Elle traîne l'enfant jusque sur le perron de son immense maison bien chauffée. Son *landlord* de mari vient à sa rencontre : longue robe de soie, pipe à la bouche et toute la méchanceté

1. L'équivalent des scouts.

de l'ancien régime sur le visage. La mégère suggère qu'on coupe la main du petit voleur de bois. Son seigneur et maître approuve. Tac, tac, tac : trois coups de serpe sur la main de l'orphelin : musique dramatique, la salle frémit d'horreur.

Retour à Lei Feng adulte, entouré des pionniers qui essuient leurs larmes avec leurs foulards rouges. « Chaque fois que je regarde ma main, leur dit Lei Feng, je sens se raviver ma haine contre mes ennemis de classe. » Mais ceux-ci sont vaincus par l'armée du Peuple et Lei Feng est pris en charge par le nouveau régime. On le loge, on le nourrit, on le soigne, on l'habille : « Ce furent les premiers vêtements décents que j'ai portés », notera-t-il plus tard dans son journal. Puis, malgré son jeune âge, « il prend part à la lutte contre le *landlord*, expose ses griefs personnels contre lui et participe à la distribution aux paysans pauvres des biens mal acquis du propriétaire [1]. »

Lei Feng va ensuite à l'école, apprend le métier de chauffeur-mécanicien et se retrouve dans un détachement motorisé de l'armée de Libération. Il écrit dans son journal « J'ai été sauvé au prix du sang et de la vie de mes aînés révolutionnaires. Le grand parti communiste et le président Mao m'ont sauvé! Je suis décidé à consacrer ma vie à la cause communiste. » Mais, avec l'inexpérience de la jeunesse, Lei Feng s'imagine encore que se consacrer à une cause c'est lutter les armes à la main. Apprenant un jour, par la radio, qu'un groupe de saboteurs nationalistes s'est infiltré dans une province de la côte, Lei Feng se précipite chez le commissaire politique et se porte volontaire pour aller les combattre. Charmante naïveté : la Chine, pour se défendre, ne compte pas sur les élans spontanés des soldats. Elle a, partout, assez de troupes pour liquider « les malveillants envoyés de Chiang Kai-chek ». Avec patience et bonté, le commissaire explique à Lei Feng que les temps ont changé : aujourd'hui, c'est le front pacifique de la construction socialiste qui est le plus important pour le Parti. Lei Feng repart avec quatre volumes des œuvres de Mao, cadeau du commissaire, les lit et comprend : un soldat doit aider la population à travailler et à vivre. Selon la glorieuse tradition de « Paluchun », la VIII[e] armée de route, il doit vivre pour la collectivité sans songer à son confort, à son intérêt, ni à sa gloire — et refuser toute récompense et

1. Ces épisodes ne figurent pas dans le film, mais la phrase citée vient d'un article de Mme Soong Ching-ling, vice-présidente de la République (**Pekin Review**, mai 1965).

même tout remerciement pour les services qu'il rend : « Ce n'est pas moi qu'il faut remercier, dit-il, mais notre armée et le parti qui l'a formée et qui l'inspire. » Bref, il assimile la « correcte pensée politique. » En résultent des perfections qui le mènent à accomplir une interminable liste de bonnes actions : son camion est le mieux entretenu de l'armée, il conduit comme un dieu, il porte l'enfant d'une paysanne, sous une pluie battante, pendant des kilomètres, et il ne peut pas passer à proximité d'un chantier sans se ruer, manches retroussées, pour aider les travailleurs. Il est arrivé à un tel désintéressement qu'il refuse de se payer même une limonade afin d'envoyer la totalité de sa solde aux victimes des inondations.

D'être si vertueux, Lei Feng ne tire aucune supériorité sur ses camarades qui le sont moins. Il ne les prêche même pas. Mieux : il aide les paresseux en faisant leur travail pendant qu'ils dorment ce qui, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ne les confirme pas dans leur paresse : le geste de Lei Feng les touche, éveille leur conscience et fait plus que de longues discussions pour les rendre meilleurs et plus collectivistes. A cet égard, l'exemple du soldat Wang Da-li est caractéristique. Grand, beau, passionné de basket-ball, Wang Da-li est un esprit futile : il dépense toute sa solde en distractions, sans rien envoyer à sa vieille mère à qui même il n'écrit jamais. Si l'on ne nous dit pas qu'il court les filles c'est qu'une telle chose est inconcevable dans le cinéma chinois, le plus puritain du monde — mais il a bien une tête à ça. Un épisode montre à quel point la pensée de Wang Da-li n'est pas « correcte. » Plusieurs dimanches de suite, Lei Feng va travailler sur un chantier, sans, bien entendu, vouloir donner son nom, de crainte d'une récompense. Résolu à connaître le nom de ce bienfaiteur admirable, le directeur du chantier fouille la vareuse de Lei Feng, y trouve une enveloppe à l'adresse de Mme Wang Da-li (on verra bientôt pourquoi), en conclut que c'est la mère de Lei Feng, fait établir un superbe diplôme d'honneur au nom de Wang Da-li et l'envoie au régiment. Loin de refuser ce diplôme qu'il n'a pas mérité, Wang Da-li l'accepte sans broncher et même s'en fait gloire — à la vive hilarité du public.

Suite : son village étant inondé, Wang Da-li se voit accorder une permission pour aller aider sa famille. Honteux de lui avoir si peu écrit et de ne jamais lui avoir envoyé un sou, il se demande avec inquiétude comment sa vieille mère va le recevoir : elle lui saute au cou et le remercie, avec des torrents de larmes, des

lettres et de l'argent qu'elle a reçus chaque mois — de Lei Feng, on l'a deviné. Wang Da-li le devine aussi et, cette fois, les écailles lui tombent des yeux ; pénétré de la « correcte pensée politique », il porte, sous la pluie, les enfants, les paquets, les vieillards et aide les aveugles à traverser les rues. Si bien qu'il est digne, à la mort de Lei Feng, de recevoir en héritage les quatre volumes du président Mao.

Le public sort en sanglotant. Gino Nebiolo m'a même dit avoir vu, dans un cinéma de la banlieue de Sian, le public se lever comme un seul homme, à la fin du film et scander pendant cinq bonnes minutes : « Honneur à Lei Feng ! »

Le lendemain, nos guides nous ont demandé ce que nous pensions du film et du personnage de Lei Feng et, très souvent, par la suite, des intellectuels et des dirigeants nous ont posé la même question ; nous ne savions pas où nous fourrer. Suivant les cas nous répondions lâchement et rapidement : « Le plus grand bien » ou nous évitions de répondre. Quelquefois, quand nous pensions pouvoir le faire sans choquer ceux qui nous interrogeaient, nous leur avons laissé entendre — en termes cent mille fois plus modérés que ceux que je vais employer — que l'espèce de culte voué à ce saint communiste puant de vertu nous semblait assez niais : on ne nous comprenait absolument pas. « Mais, nous répondait-on, nous n'avons rien inventé. Lei Feng a vraiment existé et tout ce qu'on raconte de lui est vrai. D'ailleurs, il y a en Chine des centaines de milliers de Lei Feng et nous nous en félicitons : ce n'est qu'avec des hommes pareils qu'on peut aller vers la société collectiviste. »

La discussion tournait en rond. Nos interlocuteurs essayaient de nous convaincre de la supériorité des stimulants politiques et de la « correcte pensée » sur les stimulants matériels préconisés par les révisionnistes, alors que nous nous interrogions sur la valeur des qualités de Lei Feng. L'histoire du petit orphelin, victime de l'ancien régime à qui la révolution a donné une nouvelle et immense famille est sans doute émouvante. L'amour ardent de Lei Feng pour tous ses frères et sa volonté de se fondre dans la collectivité nationale sont édifiants. Mais en quoi est-il un militant modèle ? Quand se manifestent ses « convictions politiques », comment voit-il l'avenir, bref en quoi est-il un « communiste exemplaire ? »

Les Chinois n'ont aucune difficulté à nous convaincre que la société socialiste fonctionne d'autant mieux qu'elle est plus capable de susciter l'adhésion consciente de tous les citoyens : c'est

une des idées essentielles du socialisme. Nous comprenons également très bien qu'en Chine, où les avantages matériels sont très chichement distribués, la conscience politique des travailleurs doit jouer un rôle déterminant. Sans elle, le système complexe de planification centralisée (mais où de vastes secteurs sont laissés à l'initiative régionale ou locale et où toutes les décisions sont discutées par des comités divers) ne pourrait jamais fonctionner : il serait paralysé par les rivalités, chaque région, chaque ville, chaque entreprise essayant d'obtenir le maximum pour elle, sans se soucier des autres. Des ouvriers à qui on demande, sans augmenter leur salaire, d'aller d'une province à l'autre pour « aider les retardataires », doivent croire à un idéal collectif pour accepter ces sacrifices. Le slogan selon lequel il faut « être rouge et expert » semble donc parfaitement adapté aux conditions dans lesquelles se développe la société chinoise.

Pourtant, la leçon qu'on peut tirer de l'histoire de Lei Feng est une leçon de morale et non une leçon de socialisme. Lei Feng ne discute jamais de politique avec ses camarades. Il convertit le frivole Wang Da-li, non pas en lui expliquant des principes politiques ou en évoquant devant lui un avenir meilleur, mais uniquement en prêchant d'exemple. Le socialisme en Chine n'est-il donc que la vertu ?

Il faut croire que oui, puisque Mao Tsé-toung en personne a lancé le slogan « Apprendre chez Lei Feng » et puisque nous avons entendu souvent des Chinois très cultivés et pas du tout naïfs, parler, sans l'ombre du plus léger sourire, de l'exceptionnelle valeur d'exemple de ce héros et nous assurer que Lei Feng n'avait pu devenir ce qu'il était que pour avoir assimilé l'essence des œuvres politiques de Mao. *Avant* d'avoir lu, il était simplement bien intentionné, *après* il a compris ce qui était son devoir et le rôle qu'il devait jouer dans la société et il est devenu vertueux, donc communiste.

Dans son éloge funèbre du docteur canadien Béthune qui avait rejoint la VIII[e] armée de route, Mao Tsé-toung déclarait : « Un homme peut avoir de plus ou moins grandes capacités. Mais s'il s'est libéré de tout égoïsme, il est déjà une personne noble et pure qui ignore les sentiments vulgaires, une personne utile au peuple. » Il ajoutait qu'un tel homme ne choisirait jamais de « se charger des fardeaux légers pour laisser les plus lourds aux autres », qu'il serait enthousiaste et chaleureux avec ses camarades et avec le peuple. Puis, il affirmait : « Ceux qui ne sont pas

tels ne peuvent être considérés comme des communistes ou, en tout cas, pas comme des communistes purs. »

Lei Feng, les « cinq hao », la « correcte pensée politique », tous les us et coutumes de la Chine d'aujourd'hui sont déterminés, en grande partie, par cette définition maoïste de « l'homme noble » et du « communiste pur. » Mao ne demande pas à ses compatriotes d'accomplir des exploits (chacun peut faire, sans peine ni génie, des bonnes actions à la Lei Feng), il leur demande simplement d'être vertueux et « dévoués au peuple ». Et, depuis Yenan, il n'a jamais cessé de prêcher cette nouvelle morale avec une ardeur d'évangéliste. Les « lourds fardeaux » ne manquent pas en Chine et c'est un fait qu'elle a besoin de beaucoup de « saints » qui s'en chargent volontairement pour servir la cause commune. Peut-être même ne pouvait-elle s'en sortir qu'en créant ce climat de religiosité collectiviste et en demandant à chacun le renoncement à soi. Bien qu'elle ait grand besoin de techniciens et de Stakhanovs, la Chine ne peut s'offrir le luxe d'entretenir une élite « technico-stakhanoviste » : elle fait donc appel à l'altruisme et au désintéressement de tous. Contrairement à ce qu'affirment certains Occidentaux, il n'y a rien là d'absurde ni de contraire aux lois économiques et cette manière de faire est parfaitement adaptée à un pays pauvre et surpleuplé qui veut surmonter son sous-développement.

Il n'empêche que l'enseignement politico-moral dispensé en Chine nous a souvent paru abusivement simpliste et parfois même appauvrissant. Même si Mao pense pouvoir inculquer l'altruisme à 650 millions d'hommes, n'aurait-il pas dû tenter en même temps de leur inculquer quelques autres qualités nécessaires à l'homme communiste et n'aurait-il pas pu choisir un modèle un peu moins élémentaire que Lei Feng ?

Ces questions nous amènent à un autre problème essentiel qui se pose à la Chine, celui de sa « grande révolution culturelle. » Elle était déjà en cours lors de notre séjour, mais au printemps 1966, elle s'est intensifiée et s'intensifie aujourd'hui encore : elle ne sera considérée comme accomplie, nous a-t-on assuré, que lorsque tous les Chinois seront devenus des Lei Feng [1], ce qui sera long.

1. En 1960, un autre soldat a été promu à titre posthume, au rang de « héros exemplaire ». Il s'appelle Wang Kié et « il donna héroïquement sa vie pour sauver ses camarades au cours d'un accident. Il étudia assidûment les œuvres de Mao et mieux que personne sut en trouver l'application pratique ». **Pekin information,** n° 22, du 30 mai 1966.

CHAPITRE V

L'INTROUVABLE CULTURE PROLÉTARIENNE

1. « LA REVOLUTION ININTERROMPUE » DANS LA CULTURE

Au mois d'août 1966, le monde a appris avec stupéfaction que les « gardes rouges » s'attaquaient aux monuments du passé, aux noms poétiques des rues de Pékin et aux objets précieux de l'art ancien. Cette tempête a troublé même les amis de la Chine. Pourtant, dès le début du siècle, l'élite intellectuelle chinoise s'insurgeait contre l'ancienne civilisation et la reniait totalement. Un homme de grand savoir, qui ne le cédait en rien, en fait d'élégance spirituelle, aux plus raffinés intellectuels d'Occident, Chen Tu-hsiu, invitait déjà la jeunesse chinoise à la destruction radicale du passé et jugeait utile d'insulter publiquement Confucius.

Pourquoi cette rage iconoclaste ravage-t-elle périodiquement la Chine? Pourquoi les révolutionnaires chinois préconisaient-ils une rupture totale avec la culture de leur pays? Pourquoi aujourd'hui de nouveau les maoïstes donnent-ils à la « révolution culturelle » une signification qui va bien au-delà de la culture, au sens où nous entendons ce mot, et voient-ils en elle un moyen pour changer radicalement les mœurs?

Parce que, en Chine, la culture a, depuis des siècles, servi à conserver l'ordre établi, comme peut-être nulle part ailleurs dans le monde. Pendant plus de deux millénaires les règles confucéennes ont constitué le seul ciment véritable qui assurait la cohérence de l'Empire du Milieu, suppléant à la fois à la religion

et à l'Etat. Ce sont elles qui étouffaient tout élan de progrès et fournissaient une structure invisible à ce pays aux dimensions d'un continent. La Chine a été ébranlée par des secousses sociales immenses et des révoltes paysannes sonnaient périodiquement le glas des dynasties « qui avaient perdu le mandat du ciel », mais aucune conception nouvelle ne filtrait pour autant dans le vase clos d'une civilisation fondée sur l'inégalité perpétuelle des hommes et sur la résignation des gouvernés devant l'élite gouvernante.

Fermée au reste du monde et fermée à sa propre société, cette culture splendide est devenue l'image même de la Chine immobile. Le ferment révolutionnaire ne pouvait venir que du dehors, au lieu de surgir du fond du pays souffrant. C'est en cela que la révolution chinoise se différencie déjà des révolutions qui ont eu lieu naguère en Europe. Quand, pendant la Révolution française, les Jacobins placèrent la déesse Raison, femme magnifique aux seins découverts, sur l'autel de Notre-Dame, leurs attaques destructrices contre la religion se faisaient au nom d'une philosophie des lumières profondément enracinée dans le pays et qui avait depuis longtemps précédé l'éruption révolutionnaire. En Russie également, la culture de la révolution s'était infiltrée dans les couches libérales, puis socialistes, et avait donné naissance à des idées qui étaient des composantes réelles de la culture russe, bien avant octobre 1917. Rien de tel en Chine. Les révolutionnaires chinois n'avaient pas d'héritage culturel à exploiter. Ni le Dr Sun Yat-sen ni Mao Tsé-toung n'ont pu puiser en lui : « La Chine était une page blanche. »

La culture révolutionnaire doit donc s'enfanter en Chine dans un déchirement douloureux. Et en même temps on ne lui demande rien de moins que de devenir le nouveau ciment de la société. Elle est donc l'affaire du pays tout entier, l'alpha et l'oméga de son progrès social. Pour nous, habitués que nous sommes à une civilisation de consommation qui considère la culture comme l'un des produits de la société, et certainement pas comme le produit fondamental, il n'est pas facile de comprendre cette passion farouche que manifestent les Chinois à l'égard de tout ce qui concerne les idées. Nous ne comprenons ni leur confiance totale dans les « bonnes » valeurs ni leur méfiance absolue à l'égard des valeurs qu'ils jugent « maléfiques ». Notre respect pour le passé et le présent de la culture est teinté d'un grand scepticisme au sujet de son influence réelle sur les mécanismes fondamentaux de la vie. En Chine,

les idées sont tout : ces dépossédés n'avaient que leur foi dans les nouvelles valeurs pour changer leur monde. Tout au long du combat maoïste les mots « révolution » et « conduite selon les règles nouvelles » étaient synonymes.

Le drame chinois ne réside pas tant dans la volonté de détruire l'ancienne culture que dans la difficulté de définir les idées et les valeurs qui doivent être mises à sa place. « La destruction s'accompagne tout naturellement de la construction », affirment fièrement les jeunes Chinois, mais nous n'avons pas toujours eu l'impression que c'était bien vrai. Aussi, dès qu'on s'éloigne du secteur économique et qu'on aborde les problèmes culturels, le dialogue avec les Chinois devient difficile. Dans une usine, nous pouvons être sceptiques ou admiratifs, mais nous comprenons les arguments de nos guides. Il n'en est pas de même quand on visite les institutions culturelles, et cette difficulté n'est pas uniquement due à notre optique d'étranger : elle a produit de singuliers déchirements au sein même de l'élite intellectuelle chinois.

En fait, « la nouvelle culture prolétarienne » que les maoïstes ont conçue dans le grand élan de leur révolution semble se former très lentement, décevant cruellement des espoirs peut-être utopiques. On se penche sur elle tantôt avec patience tantôt avec la hâte d'un chirurgien. Mais comme, dans les deux cas, les résultats ne sont ni rapides ni toujours heureux, on s'en prend aux intellectuels.

« Les hommes issus de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie sont faibles de caractère. » Cela est écrit dans tous les manuels chinois et mille exemples plus ou moins vérifiables sont cités à l'appui de cette thèse. Et nos interlocuteurs, qui partagent cette conviction, nous déclarent que la grande majorité des intellectuels chinois sont précisément d'origine bourgeoise ou petite-bourgeoise. La conclusion s'impose : le régime ne peut pas vraiment tabler sur la combativité de ces intellectuels qui, en raison de leur « tare originelle » risquent d'avoir des défaillances dans les moments difficiles. Pourtant la Chine a besoin des intellectuels qui sont « les ingénieurs des âmes » selon la formule de Staline que Mao a reprise à son compte. Comment résoudre cette contradiction ?

Il n'est pas certain que les Chinois y soient parvenus. En principe, l'intellectuel peut tremper son âme au contact du peuple et, en participant à des travaux manuels, acquérir des qualités qui assureront sa solidité révolutionnaire. Il peut même,

ainsi, devenir un communiste exemplaire, libéré de tout égoïsme et de toute vanité. Pourtant, les « épurations intellectuelles » font surtout des ravages parmi les écrivains et les artistes communistes qui, depuis longtemps, ont prouvé leur dévouement à la cause et leur abnégation. Les explications que les Chinois nous donnent de ce phénomène sont manifestement trop simplistes.

Dans un salon du grand Palais du Peuple où seuls les personnages de premier plan donnent leurs rendez-vous, nous avons été reçu par M. Kuo Mo-jo, président de l'Académie des sciences, historien et dramaturge célèbre, qui n'a adhéré au Parti qu'en 1958 mais qui, depuis plus d'un quart de siècle, militait aux côtés des communistes. A soixante-dix ans, M. Kuo Mo-jo est en pleine forme, très sûr de lui et plein d'esprit. Tout en nous régalant d'anecdotes antirévisionnistes, il nous a longuement vanté la supériorité du système chinois. Quelques mois plus tard nous avons appris avec stupeur que ce même Kuo Mo-jo avait fait son autocritique et déclaré que l'œuvre de toute sa vie méritait d'être brûlée.

La directrice des deux quotidiens de Pékin (qui est aussi maire adjoint de cette ville), Mme Fan Chin, n'était pas moins à l'aise que Kuo Mo-jo lorsqu'elle nous a longuement parlé de son expérience de militante pendant la guerre antijaponaise[1] et de son travail actuel. Elle nous a assurés qu'elle n'avait jamais cessé de faire ses stages annuels aux champs et qu'elle s'y sentait toujours chez elle. Elle nous a fait visiter les bureaux du *Beijin Ribao* (*le Quotidien de Pékin*) et du *Beijin Wanbao* (*Pékin-Soir*). Le rédacteur en chef de ces deux journaux, M. Hue Chuan, nous a longuement parlé du combat antirévisionniste de la presse chinoise. Quelques mois plus tard, Mme Fan Chin a été relevée de ses fonctions et la rédaction des deux quotidiens « a été réorganisée. »

Enfin, nous avons visité les universités de Pékin et de Nankin, dont l'atmosphère studieuse et paisible, ne laissait nullement présager le déferlement prochain de la « vague de colère » des étudiants contre leurs recteurs qui furent tous deux destitués pour révisionnisme.

Toutes ces mesures prouvent que la « grande révolution culturelle » selon la formule lancée au printemps 1966, a fait beau-

1. Voir p. 122 à 125.

coup de victimes parmi des personnes qui nous avaient paru être des gardiens fidèles de l'orthodoxie maoïste, auxquels on n'aurait jamais prêté ni penchants égoïstes ni faiblesses petites-bourgeoises. Cela dit, l'épuration qui sévit en Chine depuis le mois d'avril 1966 ne nous a pas vraiment stupéfiés. Tous nos interlocuteurs, en effet, insistaient sur les insuffisances du front culturel et sur son inefficacité dans la lutte pour la formation de l'homme socialiste. Un responsable de l'enseignement supérieur nous a dit franchement que la proportion d'étudiants d'origine prolétarienne était toujours trop faible et que le système tout entier devait être réorganisé pour que soient plus étroitement mélangés travail manuel et études. Des responsables de la propagande et de la culture nous ont souvent déclaré qu'il n'y avait que 20 % de véritables communistes parmi les intellectuels et que ce pourcentage trop bas ne pourrait augmenter qu'au prix d'une lutte idéologique rigoureuse. D'autres déclarations nous donnaient à entendre que la majorité des intellectuels n'était pas tout à fait à la hauteur et que le Parti s'en plaignait.

J'avoue que cela nous semblait paradoxal : nous avions l'impression, au contraire, que la vie culturelle en Chine était déjà politisée à outrance et que les intellectuels y étaient plus mobilisés « au service du peuple » que dans aucun autre pays communiste. Nous n'étions nullement scandalisés qu'on leur demandât de travailler aux champs ou à l'usine : dans la situation particulière de la Chine, cette obligation de partager « les souffrances du sous-développement » nous semblait moralement justifiée. Après tout, quand l'immense majorité des citoyens doit fournir le maximum d'efforts pour le bien commun, il est normal que les « travailleurs de la tête » marquent leur solidarité et leur compréhension à la base. Mais nous voyons mal comment, dans ce domaine, on pouvait leur demander plus et comment un intellectuel pourrait faire son travail si, au lieu de deux mois par an, il devait en passer six ou huit dans une commune populaire. De même nous nous demandions quels résultats obtiendrait l'enseignement chinois quand tous les étudiants en seraient à travailler autant sinon plus dans les champs que dans les facultés.

En lisant les réquisitoires du printemps 1966, on peut se demander s'il s'agit uniquement d'empêcher que ne se creuse un fossé entre les intellectuels et la masse. Et on a un peu l'impression que les intellectuels chinois ont été choisis comme boucs émissaires et qu'on les rend arbitrairement responsables de ce

que « l'homme socialiste exemplaire » dont rêvent les maoïstes met longtemps à venir au monde.

Pour les communistes chinois, la lutte de classes — nous l'avons vu — c'est surtout celle qui oppose les hommes qui ont la « correcte pensée politique » à ceux qui s'accrochent aux valeurs de l'ancienne société. Selon les maoïstes, un *landlord* dépossédé peut, aujourd'hui encore, pervertir toute une commune populaire en fournissant aux jeunes de la mauvaise littérature et en leur donnant le goût de la vie asociale [1]. Une brebis galeuse peut, dans certains circonstances, contaminer le troupeau tout entier et freiner, désastreusement, le progrès social. Mais cette brebis galeuse n'est pas nécessairement d'origine bourgeoise, donc facile à repérer. Très souvent elle est d'origine prolétarienne et c'est la mauvaise compréhension d'un opéra ou d'un livre qui lui a communiqué le virus. On dirait parfois que, pour les maoïstes, la grande masse est encore semblable à un enfant qui, suivant les influences qu'il subit et l'éducation qu'il reçoit, peut devenir un délinquant ou un modèle de vertu. Cela, ils ne l'avoueront jamais. Ils professent au contraire que l'homme pauvre est le meilleur mais, lorsqu'on parle avec des doctrinaires chinois de l'influence de l'art et de la littérature sur la masse, on peut douter qu'ils en soient absolument convaincus.

Les maoïstes jugent de la valeur d'une œuvre selon deux critères. D'abord, ils veulent qu'elle soit accessible et qu'elle plaise au peuple. Ensuite, il faut qu'elle renforce ses sentiments collectivistes. Ils ont constaté, par exemple, que les opéras traditionnels, qui mettent en scène des empereurs, des princes et leur concubines, démobilisaient les masses, propageaient les superstitions et faisaient par conséquent, le jeu de « l'ennemi de classe. » A la demande de militants d'avant-garde qui signalaient ce phénomène, le répertoire théâtral a donc été radicalement renouvelé.

On a constaté ensuite que même certains opéras modernes qui, à un moment donné, avaient joué un rôle éducatif, devaient être remaniés pour continuer à être joués. Ainsi, la valeur éducative de *La Fille aux cheveux blancs*, célèbre opéra, créé à Yenan, en 1944, est considérée aujourd'hui comme nettement insuffisante. Il raconte l'histoire (vraie, paraît-il) d'une jeune paysanne, esclave du hobereau du pays et que l'armée rouge chinoise recueille dans un village perdu des montagnes. Le père de

1. Voir p. 205 la note sur le film **Le Village de Fan Choun Liu.**

l'héroïne, illettré et misérable, l'a vendue par erreur : plus exactement, il s'est fait rouler par le hobereau qui lui a fait apposer, par ruse, son empreinte digitale-signature au bas d'un acte de vente. Quand il comprend ce qui lui est arrivé, le malheureux père se suicide de chagrin. Sa fille réduite en esclavage ne peut espérer de secours de personne et son malheur est tel que ses cheveux en blanchissent — d'où le titre. Il s'agit, on le voit, de dénoncer les mœurs atroces de l'ancienne Chine.

Aujourd'hui ce n'est pas assez : les paysans ne doivent pas être présentés comme des victimes passives. On a donc modifié l'histoire. Le père ne se suicide plus, il est tué par les valets du seigneur à l'issue d'un combat héroïque. Sa mort cause une violente indignation chez les gens du village et entre alors en scène un personnage qui n'existait pas dans la version originale, un militant communiste qui organise les paysans et recrute pour l'armée rouge chinoise. Quant à la fille aux cheveux blancs, elle n'est plus présentée comme une esclave écrasée mais comme une prisonnière de guerre qui ne cesse de manifester sa haine de classe au seigneur. Elle s'engagera elle aussi et, fusil au poing, ira se battre pour la Révolution.

Les auteurs de la première version n'ont pas été accusés rétrospectivement de révisionnisme pour avoir diffusé un opéra insuffisamment didactique mais de nombreuses condamnations de ce genre ont été prononcées, surtout depuis l'épuration d'avril 1966.

Un des cas les plus « parlants » est celui de M. Teng Tao insuffisamment didactique, mais de nombreuses condamnations qui, jusqu'à ces dernier temps, dirigeait le *Renmin Ribao*. Il était, en fait, le journaliste n° 1 du pays et sa prose était largement diffusée, même dans d'autres journaux que le sien. En 1961, M. Teng Tao a publié une suite de chroniques dans le quotidien du soir de Pékin (celui que dirigeait Mme Fan Chin) et les a réunies par la suite en un recueil publié sous le titre *Propos du soir à Yenchan*. Dans l'une de ces chroniques intitulée « Se préoccuper de tout », il parlait du parti Tonglin qui représentait l'aile progressiste des propriétaires fonciers sous la dynastie des Ming. Dans une autre, il parlait des « Grands Lettrés de jadis ». Dans une autre encore, de l'utilisation rationnelle de la main-d'œuvre pendant la période des « Royaumes combattants ». De toutes ces études historiques l'auteur tirait des enseignements pour le présent et, sur le moment, ses conclusions allusives ne frappèrent ni ses supérieurs au Parti, ni les nombreux experts qui dépouil-

lent la presse chinoise à l'étranger. En 1966, cinq ans plus tard, des critiques plus vigilants à Pékin découvrirent que les intentions de Teng Tao étaient révisionnistes, qu'il avait célébré les opposants de la dynastie Ming pour inciter les Chinois à former une opposition contre Mao, qu'il avait salué les grands lettrés pour inviter les intellectuels à la rébellion contre le Parti, auquel, dans son étude sur la période des « Royaumes combattants », il reprochait « par la bande » de mal utiliser la main-d'œuvre dans la Chine d'aujourd'hui.

« Nous sommes déterminés à liquider complètement toutes les idées anciennes, toute la culture ancienne, toutes les mœurs et habitudes anciennes, par lesquelles les classes exploiteuses ont empoisonné la conscience populaire pendant des millénaires », a déclaré Chou En-laï, à Bucarest, le 18 juin 1966, lorsqu'on lui a demandé en quoi consistait la grande « révolution culturelle » dans son pays.

Pourtant si l'on étudie de près les batailles culturelles menées par les communistes dans le dernier quart de siècle, on constate que les victimes n'en sont pas des traditionalistes, attachés aux mœurs anciennes mais, au contraire, des intellectuels d'avant-garde qui furent les premiers à répondre à l'appel de la révolution. La vérité, c'est que les maoïstes veulent un certain type d'intellectuels issus du peuple et capables de former « l'homme socialiste » tel qu'ils le conçoivent, et qu'à leurs yeux les hommes de « grande culture » — à l'exception peut-être des scientifiques — sont trop imprégnés de valeurs « non prolétariennes » pour pouvoir « servir le peuple », quelque désir qu'ils en aient et quelques efforts qu'ils fassent. De là vient qu'ils tombent en disgrâce, les uns après les autres : ils sont contaminés « de naissance ».

2. *LE CHANT RETICENT DES ALOUETTES MONGOLES*

« Aux jours sombres de la répression de 1927, un grand nombre d'intellectuels, issus de la petite-bourgeoisie, qui avaient adhéré au parti communiste et qui manquaient de résolution, se retirèrent du Parti », affirme-t-on dans les *Récits de l'armée rouge chinoise* publiés à Pékin en 1961. Il suffit pourtant de lire les biographies des intellectuels chinois les plus connus pour se convaincre du contraire. A l'exception de Hu Shih, philosophe libéral qui, n'ayant jamais été communiste, n'a pu déserter

les rangs du Parti [1], la plupart des grands essayistes, romanciers ou poètes se sont rapprochés du Parti après les massacres de Shanghaï. Kuo Mo-jo, Mao Tun, Yu Ta-fu, Chou Tso-jen, Pa Chin, Chao Shu-li, Ting Ling et beaucoup d'autres suivirent l'exemple de Lu Hsun et proclamèrent plus que jamais leur volonté de s'engager politiquement. Tout les poussait vers les communistes, seuls adversaires conséquents de l'ordre établi et, quels que fussent leurs désaccords théoriques avec le marxisme, ils se retrouvèrent tous dans la Ligue des écrivains de gauche de Shanghaï, directement inspirée par le P.C. Vivant en liaison constante avec les intellectuels étrangers et imbus des théories libertaires occidentales, ils ne pouvaient s'accommoder d'un régime d'oppression médiévale qui ne laissait aucune place à la culture, qu'elle soit traditionnelle ou moderne. Nulle part ailleurs la concordance entre les revendications culturelles et la lutte révolutionnaire ne fut plus étroite qu'en Chine au lendemain de la trahison de Chiang Kai-chek.

Bourgeois ou petit-bourgeois d'origine, ces hommes n'en ont pas moins mené la lutte clandestine à Shanghaï d'abord, puis rejoint Yenan, la capitale spartiate des communistes. A cet égard, l'histoire de Mme Ting Ling, écrivain célèbre, si elle n'a rien d'exceptionnel, est tout de même instructive.

Née dans une famille aisée du Hunan, Ting Ling était l'amie d'enfance de la première femme de Mao Tsé-toung, Yang Kai-hui. Après avoir fait ses études, elle s'établit à Shanghaï où ses premiers écrits lui valurent une grande notoriété. Elle détestait Chiang Kai-chek et, bien qu'elle ne fût pas membre du P.C., elle fréquentait les milieux de gauche. Cela suffit pour que les « Chemises bleues » du dictateur s'intéressent à elle. Un jour, en 1931, elle fut arrêtée, emmenée à Nankin et jetée en prison.

A Shanghaï, on disparaissait facilement, à cette époque [2], mais Ting Ling était célèbre et avait des amis, parmi lesquels Agnes Smedley, qui lança une grande campagne internationale de protestation. L'affaire fit un tel bruit que Chiang Kai-chek dut céder. En 1933, Ting Ling fut libérée et retourna à Shanghaï. Elle était, en prison, devenue communiste.

Elle fut l'une des premières à rejoindre Mao Tsé-toung à

1. Hu Shih fut (jusqu'à sa mort en 1962) président de l'Académie des sciences à Formose, après avoir été ambassadeur de Chiang Kai-chek aux Etats-Unis pendant la dernière guerre.

2. Le mari de Ting Ling est un des quarante écrivains de la Ligue qui furent mystérieusement assassinés dans la rue.

Yenan. Il l'accueillit à bras ouverts et lui confia la rédaction en chef des pages littéraires de l'organe central du P.C. *La Libération.*

Les intellectuels n'étaient naturellement pas seuls à prendre le chemin de Yenan. En 1940 et 1941, les militants arrivèrent plus nombreux que jamais : les dirigeants du Parti décidèrent alors d'accélérer la formation politique des nouveaux venus. Leurs écrits étaient presque tous consacrés à la question « Comment devenir un bon communiste? » et ils y répondaient en prônant les études collectives, la critique et l'autocritique et le travail auprès des masses. En février 1942, en inaugurant l'Ecole centrale du Parti, Mao Tsé-toung définit le « style de vie » qu'il exigeait de tous en insistant sur la nécessité d'aider le peuple dans tous les domaines.

Un mois plus tard, un intellectuel très connu, Wang Shih-wei, publiait un essai, *Le Lys sauvage,* dans lequel il déclarait que « même sur le soleil il y a des taches » et que la critique seule peut aider à les faire disparaître. Il fallait du courage à Wang Shih-wei pour lancer cette offensive : il était connu pour ses traductions des classiques du marxisme mais, jusqu'en 1938, il avait été très proche des trotskystes. Le Parti lui avait pardonné mais était parfaitement capable de rouvrir son dossier.

Personne ne pouvait faire un reproche pareil à Ting Ling qui, elle aussi, s'était jetée dans la bataille et, le 8 mars 1942, publia un essai *Réflexions sur la Fête des Femmes* où elle dénonçait des contradictions flagrantes entre l'action du Parti et ses proclamations de principe. Trois jours plus tard, le célèbre poète Ai Ching attaqua à son tour, en faisant paraître un article qui fit sensation : « Comprendre et respecter les écrivains. » Il y expliquait notamment que l'écrivain n'est pas « une alouette mongole qui ne chante jamais que des louanges ». D'autres écrivains publièrent des textes qui allaient aussi dans ce sens.

Sur cette crise qui s'est produite en pleine guerre et dans une région complètement coupée du reste du monde, les informations sont nécessairement fragmentaires. On sait que le mécontentement des intellectuels n'était pas provoqué par les difficultés matérielles, dont aucun ne parlait, mais par le dirigisme culturel qui était soudain devenu d'une rigidité qu'ils estimaient inacceptable. Paradoxalement, leurs écrits revendicatifs paraissaient dans les journaux officiels du Parti, lequel semblait accepter que soit entamée une véritable discussion sur le rôle de l'intellectuel dans la société communiste.

Malgré ce climat de tolérance exceptionnelle, les dirigeants communistes ne changeaient pas d'un iota leur conception du rôle des intellectuels et, après trois mois de polémique, le 3 mai 1942, Mao convoqua les écrivains et artistes à une « causerie sur l'art et la littérature ». Une semaine plus tard, il eut avec eux une deuxième entrevue à huis clos, puis, le 21 mai, il tira les conclusions et mit un point final à la controverse. La doctrine culturelle qu'il a formulée au cours de ces causeries est toujours en vigueur en Chine.

Mao a condamné toute forme d'art qui n'a pas ses racines dans le peuple et qui ne sert pas à son éducation politique. Il invitait les intellectuels à être intraitables avec leurs ennemis de classe mais à être devant le peuple « humbles comme le bœuf devant l'enfant », selon l'image utilisée naguère par Lu Hsun. Selon lui, toute œuvre d'art reflète le sentiment de classe; l'art non politique n'a jamais existé et n'existera jamais. Le prolétariat doit avoir son art à lui, un art révolutionnaire, inspiré par la sagesse populaire et qui l'aide à remplir sa mission historique. Le Parti représentant l'expression la plus haute de la conscience prolétarienne, donc de l'idéologie, donc de la culture, est seul juge du caractère prolétarien de chaque œuvre d'art, de son utilité et de sa qualité. Il a le droit et le devoir de critiquer les créateurs mais il est, lui, par définition, à l'abri de la critique puisque critiquer le Parti, c'est critiquer le prolétariat, donc faire offense au peuple.

Beaucoup d'observateurs ont cru déceler dans les « Causeries de Yenan » des accents typiquement chinois et ont même prétendu qu'elles avaient marqué le début de la « sinisation » du P.C. de Chine. Pourtant, ce qui frappe surtout dans ce texte c'est la stricte adhésion de Mao à l'orthodoxie culturelle soviétique, formulée par Staline. La conception de « l'art utilitaire », déterminé politiquement, et la condamnation des thèses bourgeoises sur l'art pour l'art, ont été enseignées dans toutes les écoles d'U.R.S.S. à partir des années 30. Le droit du Parti — c'est-à-dire de ses dirigeants — de se considérer comme l'incarnation du prolétariat et le gardien de ses valeurs spirituelles a été également proclamé en U.R.S.S. longtemps avant les « Causeries de Yenan ».

S'il y a donc une originalité chez Mao, elle réside d'abord dans sa franchise et dans sa foi dans les vertus de la persuasion. Mao n'a pas hésité à affirmer que la première tâche des intellectuels est de populariser la culture dont le niveau ne s'élèvera que plus

tard, lorsqu'elle sera répandue dans les masses. Il a expliqué également qu'il vaut toujours mieux « guérir les maladies idéologiques que tuer les malades ». Il faut noter aussi que le ton de Mao était infiniment plus modéré que celui, furieusement injurieux, des doctrinaires soviétiques. Dans ses « Causeries », bien qu'il polémiquât et qu'il réfutât les critiques des intellectuels, Mao n'offensait nommément aucun d'eux et ne proférait aucune menace.

Cette méthode douce était sans doute efficace et, bien que de très nombreux intellectuels de Yenan doutassent probablement de la possibilité de créer un art uniquement inspiré du folklore, ils acceptèrent la tâche que Mao leur assignait. Après tout, il leur demandait « d'apporter un peu de chaleur à ceux qui souffrent du froid », et personne en Chine ne pouvait rester sourd à un appel à l'extension de la culture. De plus, Mao promettait aux intellectuels qu'ils connaîtraient un grand bonheur spirituel s'ils savaient se rendre utiles au peuple et il leur expliquait que ce n'était qu'ainsi qu'ils pourraient, un jour, créer une culture moderne bien supérieure à l'ancienne.

Les intellectuels se lancèrent donc à corps perdu dans les séances de critique et d'autocritique (instaurées dans le cadre de la campagne de Chen-feng : rectification des erreurs) avec l'espoir qu'ils se rapprocheraient ainsi du peuple qu'ils voulaient servir. Seul Wang Shih-wei refusa de suivre le mouvement. Même après les « Causeries », il continua de défendre son point de vue. On l'accusa de trotskysme, on exerça sur lui des pressions, on tenta de le persuader : en vain. Le 2 juin 1942, il donna sa démission du Parti, travailla désormais à Yenan comme ouvrier dans une fabrique d'allumettes mais ne fit jamais son autocritique [1].

Parmi ceux qui, apparemment, approuvaient Mao du fond du cœur, il faut citer Chéou Yang. Ecrivain et critique littéraire, il était lui aussi, comme Mao et comme Ting Ling, originaire du Hunan. Il avait fait ses études à Shanghaï, puis milité dans la Ligue des écrivains de gauche. Chéou Yang a toujours été partisan d'une culture nationale, réaliste et accessible au peuple. A Yenan où il était directeur du Département de l'Education de la région-frontière Shensi-Ningsia-Kansu (c'est-à-dire, pratiquement, ministre de l'Education) il contribua à la lutte contre les modernistes

1. Voir : **China Quarterly** n° 17, article de M. GOLDMAN : « Writer's criticism of the Party in 1942. »

en traduisant les *Relations entre l'art et la réalité* de Chernyshevski, critique russe du XIX^e^ siècle, admirateur de Fourier et partisan d'un « art pour les masses ». Après les « Causeries », Chéou Yang fut nommé de surcroît directeur de l'Académie des beaux-arts Lu Hsun (pour y interdire la peinture abstraite qui, paraît-il, y sévissait de manière alarmante), et il devint avec Ting Ling, coprésident de l'Association des écrivains de la république du Nord-Ouest.

Après cet orage du printemps 1942, il n'y eut, pendant quelques années, rien à signaler sur le front culturel. On faisait la guerre; les intellectuels se consacraient essentiellement à leur travail de militants et de propagandistes étroitement liés au peuple et ne pouvaient plus douter de servir la cause qui ne cessait de gagner du terrain et à laquelle se ralliaient des régions entières cependant que l'armée populaire allait de victoires en victoires. Ting Ling, par exemple, suivit l'armée de Libération dans le Nord et y participa à la redistribution des terres : elle a raconté cette expérience dans son roman *Le Soleil brille sur la rivière Sang-Kan* qui obtint le Prix Staline en 1951 et fut traduit en quatorze langues. Mao, qui avait beaucoup d'amitié pour elle, la citait volontiers en exemple à toute la famille littéraire.

Celle-ci s'agrandit considérablement après la proclamation de la République populaire. Le 19 juillet 1949, fut créée à Pékin la Fédération nationale de littérature et d'art présidée par Kuo Mo-jo. Les communistes s'y assurèrent les postes de commande mais ils n'y étaient pas moins nettement minoritaires. Plus tard, on créa également une association des écrivains présidée par Mao Tun, vétéran des batailles communistes et ancien compagnon de Lu Hsun. Chéou Yang en devint le vice-président actif. Paradoxalement, les conflits qui y éclatèrent (sous des prétextes divers) n'opposaient pas les communistes aux intellectuels moins politisés mais les communistes entre eux. Comme toujours la discussion portait sur le rôle de la culture dans la société nouvelle et sur les rapports entre intellectuels et dirigeants du Parti : de quelle autonomie peuvent jouir les intellectuels communistes? Par quel moyen peuvent-ils le mieux aider à la construction du socialisme?

Il va de soi que ceux qui n'avaient pas les mêmes conceptions que les dirigeants étaient dénoncés comme « mauvais esprits ». Ting Ling fut de ceux-ci. Collaboratrice du *Wenyi Bao*[1] principal

1. **Wenyi Bao** « Littérature et Art » fut un bimensuel à grand tirage, et, paraît-il, de très haute qualité.

journal littéraire du pays, elle fut accusée par le toujours vigilant Chéou Yang d'avoir « usé de l'autorité dont l'avaient investie le Parti et le peuple pour former une petite clique dans le but de satisfaire son ambition de régner sur le monde littéraire » et d'avoir, de connivence avec Fong Hsiué-fong [1], rédacteur en chef du *Wenyi Bao*, fait de ce journal « leur propriété privée » et de « s'irriter dès que quiconque y touchait ».

On connaît assez ce genre d'accusation portée contre les « ambitions qui trahissent la confiance du Parti » pour deviner qu'en fait les rédacteurs du *Wenyi Bao* avaient simplement, sur la manière de développer, en temps de paix, une culture révolutionnaire, des idées qui n'étaient pas celles du Parti — ce qui, pour les orthodoxes, était intolérable.

Ting Ling et Fong Hsiué-fong jouissant d'un grand prestige et ayant beaucoup d'amis, le Parti, qui ne voulait pas s'aliéner les intellectuels, ne brusqua pas les choses et hésita très longtemps à les déloger de leurs postes.

En 1953, Fong présenta au second Congrès des écrivains un rapport dans lequel il critiqua, point par point, la politique culturelle menée par le gouvernement depuis la Libération. Cette fois, les orthodoxes jugèrent que la mesure était comble : le rapport fut rejeté et la rédaction de *Wenyi Bao* remaniée.

Fong et Ting Ling s'inclinèrent mais Chéou Yang ne les lâcha pas pour autant : « Ils considérèrent toujours, écrivit-il, la réorganisation du *Wenyi Bao* comme une vengeance du Parti dirigée contre leurs personnes, ils en gardèrent un profond ressentiment et n'eurent plus qu'une idée en tête : faire casser la décision du Parti et reprendre leurs postes. »

Ceux qui connaissent mal le Parti auront peine à comprendre ce qu'il y a de honteux pour un rédacteur en chef limogé à se sentir offensé et à souhaiter reprendre ses fonctions : aux yeux des orthodoxes, pourtant, avoir ces sentiments est un défi à l'autorité des dirigeants, seuls juges compétents de ce qui est bon pour tous et pour chacun. Accepter leurs décisions ne suffit pas : il faut le faire avec joie et même reconnaissance, sous peine d'être accusé de déloyauté envers le Parti et le peuple.

---

1. Ecrivain, militant communiste depuis les années 20, Fong Hsiué-fong n'alla jamais à Yenan : arrêté à Shanghaï en 1936 par les « Chemises bleues » de Chiang Kai-chek, il passa sept ans dans un camp de concentration du Kuomintang. A l'époque de la Ligue des écrivains de Shanghaï, il était connu comme adversaire de la culture nationale et il écrivit dans son **Essai sur l'infiltration étrangère** que « même le viol donnerait des fruits. »

De fait, encouragés par leurs amis, Ting Ling et Fong Hsiué-fong ne disaient pas merci et pensaient même, dit-on, à fonder leur propre journal. Si la chose est vraie, il faut en conclure que la Chine était alors vraiment beaucoup plus « libérale » que les autres pays communistes, où un tel projet eût été inconcevable.

Cela se passait en 1953. Alors qu'à Moscou la mort de Staline proquait un commencement de « dégel », en Chine, la lutte pour la socialisation de l'économie et contre les mœurs anciennes devenait de plus en plus âpre. Les intellectuels étaient de nouveau mobilisés et les « individualistes » étaient soumis à des pressions de plus en plus fortes. L'idée d'aller au peuple pour l'aider dans sa nouvelle tâche était une fois de plus à l'ordre du jour et Ting Ling n'y était pas opposée. Dans un article, « Vie et Création » [1], elle expliquait au contraire que l'écrivain doit vivre parmi les gens qu'il veut peindre et qu'il ne peut traduire avec force une expérience que s'il l'a vécue. Elle s'opposait toutefois au « travail sur commande » et revendiquait le droit de l'intellectuel engagé à l'indépendance par rapport à la hiérarchie culturelle qui ne juge pas toujours selon de bons critères et peut faire obstacle à la « spontanéité de la création ».

Au même moment, un autre grand écrivain communiste, Hu Feng, envoya au Comité central un mémorandum de 300 000 mots pour protester contre « les cinq poignards plantés dans le crâne des écrivains », à savoir : l'obligation d'adopter une vision marxiste du monde; la fusion des écrivains avec les ouvriers et les paysans; la refonte de la pensée; l'emploi d'un style national dans les lettres et dans les arts; l'utilisation de la littérature à des fins politiques. Hu Feng allait donc beaucoup plus loin que les premiers rebelles puisqu'il demandait carrément que l'Etat cessât de s'occuper des affaires culturelles. Son mémorandum n'en fut pas moins publié et même distribué comme supplément gratuit du *Wenyi Bao*, le journal que Ting Ling avait dirigé naguère.

Le 5 février 1955, Chéou Yang passa à la contre-offensive et critiqua durement ce libelle au Congrès de l'Union des écrivains. Hu Feng accepta de faire son autocritique et l'affaire paraissait classée quand soudain le *Renmin Ribao* du 16 mai 1955 rendit publiques des lettres que Hu Feng avait adressées à plusieurs de ses amis pour les inviter à des activités contre-révolutionnaires. Le 24 mai, sous le titre : « Seconde série de faits concer-

1. Paru dans **Chinese Literature**, 1954, n° 3.

nant la clique de Hu Feng », parurent d'autres lettres encore plus compromettantes que les premières. On publia aussi des lettres de la femme de Hu Feng. Cette correspondance était émaillée d'insultes graves contre le Parti et contre Mao en personne. Le journal ne précisait pas comment toutes ces lettres lui étaient parvenues [1] : comme il est hautement improbable que les quelque vingt correspondants de Hu Feng aient tous, spontanément et au même moment, communiqué leurs lettres au *Renmin Ribao,* il est évident qu'on se les est procurées par des méthodes policières — en principe condamnées.

Chéou Yang, en février 1956, tira la leçon de l'incident : ceux qui ne suivent pas la ligne du Parti pensent en contre-révolutionnaires, ce qui les conduit, tôt ou tard, à agir en contre-révolutionnaires.

Du coup, il y eut beaucoup d'autocritiques à Shanghaï et à Pékin. Ting Ling et Fong Hsiué-fong firent la leur. Le passé de ces intellectuels militants interdit de mettre leur courage en doute : ils tenaient, par-dessus tout, à participer à la construction de la société socialiste. En conséquence, une fois encore ils se soumettaient à la discipline et acceptaient de renoncer à leur indépendance — avec l'espoir, sans doute, que ce ne serait que pour un temps.

Ils n'en pensaient pas moins et on le comprit au cri de soulagement qu'ils poussèrent lorsqu'en février 1957, Mao Tsé-toung les invita à parler librement.

La Chine avait été moins ébranlée que les autres pays communistes par les révélations faites sur Staline au XX[e] Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. Bien qu'ils eussent abondamment proclamé les mérites de Staline, les dirigeants chinois ne s'étaient pas alignés servilement, avaient toujours décidé seuls de leur politique et n'avaient pas à se justifier des mêmes erreurs que les Soviétiques. La Chine populaire ne devait pas son existence à l'U.R.S.S., l'infaillibilité de Staline n'était pas pour elle un dogme, elle ne se sentait donc pas tellement « déchirée ». Pourtant, elle faisait encore, à l'époque, partie de la grande famille communiste et les événements de Pologne et de Hongrie (pour ne parler que des pays les plus affectés) amenèrent ses dirigeants à se poser des questions. Partout, s'imposait la nécessité de réviser certaines notions, et les Chinois, comme les autres, décidèrent de

1. Simone de Beauvoir dans **La Longue Marche** (Ed. Gallimard, Paris, 1957, p. 382), affirme que cette correspondance était apocryphe.

libéraliser leur régime. Mao, d'ailleurs, avait pressenti la tempête de la déstalinisation : avant même que Khrouchtchev ait prononcé son réquisitoire contre Staline, il avait, en janvier 1956, prononcé un discours (non publié) dans lequel il évoquait pour la première fois un principe de l'époque des « Royaumes Combattants[1] » : « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent. »

Mais ce n'est que le 27 février 1957, lors de la onzième session élargie de la Conférence suprême de l'Etat, qu'il expliqua clairement comment cette célèbre formule pouvait être appliquée dans la Chine nouvelle. Il invitait ses concitoyens à critiquer, sans crainte et sans restriction, ce qui n'allait pas dans le régime, afin que des idées nouvelles se dégagent qui « faciliteraient les transformations socialistes ». Il ajoutait : « Le marxisme est une vérité scientifique et ne craint pas la critique. Si le marxisme craignait la critique, s'il pouvait être démoli par la critique, il ne serait bon à rien. » Enfin, il accusait les « méthodes simplistes » utilisées pour résoudre les problèmes d'ordre spirituel d'être « non seulement inefficaces, mais encore nuisibles ». Les « opposants » triomphèrent et une nouvelle « campagne de rectification » commença où c'était, cette fois, les accusés de naguère qui tenaient le rôle de procureurs.

Ainsi, Ting Ling attaqua ouvertement son vieil ennemi Chéou Yang et le somma de préciser ce qu'il entendait par la « loyauté à l'égard du Parti et du peuple » qu'il avait si souvent évoquée pour interdire toute critique et toute discussion.

D'autres écrivains attaquèrent encore plus violemment, comme on peut le voir d'après ces quelques extraits d'articles publiés dans les journaux culturels. « Il n'y a, dans notre littérature, aucune parole sincère, aucune parole qui vienne du cœur parce que, dans notre société, le travail créateur n'est pas libre... » « Un écrivain qui ne peut faire un pas sans d'abord regarder furtivement à droite et à gauche pour s'assurer qu'il n'est pas surveillé, n'est pas du tout à l'aise pour écrire... Il peut avoir en tête l'idée la plus émouvante ou la plus importante, mais il n'ose l'exprimer que platement, de crainte qu'elle ne choque. » « Plus l'organisation est forte, moins l'individu l'est... » « Le réalisme socialiste exige de l'écrivain de ne voir la réalité qu'à travers « l'esprit socialiste », notion subjective et abstraite. S'il le fait, son œuvre n'a plus rien de littéraire et ne peut que servir de véhicule à

1. De 475 à 221 av. J.-C.

certaines idées politiques... » « La littérature soviétique de ces vingt dernières années est d'un niveau très nettement plus bas que celle des vingt années précédentes où l'on n'avait pas encore inventé le réalisme socialiste. » « La littérature chinoise s'est appauvrie pendant les quinze années qui ont suivi les « Causeries de Yenan [1] ».

Les intellectuels n'étaient pas les seuls à émettre des critiques. Pendant quelques semaines du printemps 1957, tout le monde put écrire au *Renmin Ribao* ou à son journal local pour exprimer les plaintes, même les plus amères, et les lettres étaient publiées sans commentaires. Aucun sujet n'était tabou : le correspondant pouvait aussi bien dénoncer une injustice dont il avait été victime que proclamer son opposition de principe au communisme. Les journaux publiaient aussi des caricatures qu'on leur avait envoyées et qui ridiculisaient les hauts dirigeants : sur l'une d'elles on voyait l'équipe maoïste, groupée à l'étage supérieur d'une tour fortifiée plantée sur un roc séparé du pays par une série d'immenses fossés. La légende disait, sobrement : « Application de la ligne de masse. »

Jamais la presse communiste (ni, d'une manière générale, la presse politique) n'a, avec tant de tolérance et presque d'humilité, ouvert ses colonnes à des critiques qui, pratiquement, pouvaient porter sur tout. Mais c'est précisément cette acceptation de toutes les critiques, publiées sans que soit fait le départ entre les articles sérieux et les outrances passionnelles, qui finit par faire douter de la pureté des intentions de ceux qui avaient lancé la campagne des « Cent Fleurs ». Ne voulaient-ils pas discréditer tous les mécontents en assimilant les protestataires sérieux aux fantaisistes, aux grincheux systématiques et aux délirants? Ne voulaient-ils pas prouver que tous ceux qui critiquent rejettent l'idée même de la construction socialiste et préconisent le retour à l'ancien régime? On est d'autant plus justifié de poser ces questions qu'en Chine le Parti tenait la situation bien en main et que le pays ne traversait pas une crise comme, en 1956, la Hongrie ou la Pologne, où la censure (même dans cette période de flottement) étouffait les critiques trop virulentes.

Ce n'est évidemment pas par masochisme ni parce qu'ils y

---

1. Nous avons relevé ces citations de Wu Tsu-kang et de Tsing Chao-yang dans le réquisitoire que prononça, contre les « droitiers » Chéou Yang remis en selle quand fut abandonnée la « politique des Cent Fleurs » (Chéou Yang, **Un grand débat sur le front littéraire**, éditions en langues étrangères, Pékin, 1959).

étaient contraints que les journaux du P.C. chinois publiaient des articles ouvertement anticommunistes, comme celui qui rappelait aux maoïstes : « La Chine n'est pas votre propriété exclusive, elle appartient à 600 millions de Chinois, y compris les contre-révolutionnaires [1] ». Les maoïstes avaient certainement une idée derrière la tête en pratiquant cette stupéfiante tolérance. Laquelle?

Il est difficile de croire que Mao ait lancé cette campagne pour amener les mécontents à se découvrir, à se dénoncer eux-mêmes. Un plan aussi machiavélique n'aurait pu germer que dans l'esprit d'un super-policier et Mao ne s'est jamais montré tel. Et même en admettant que le pouvoir l'ait corrompu et changé en un dictateur sans scrupules, dans un régime policier comme l'était celui de Staline, on arrête les suspects et on leur arrache des aveux, les chefs d'Etats policiers préférant d'habitude la discrétion et évitant de se laisser critiquer publiquement par leurs futures victimes.

Nous n'avons pas, avouons-le, une explication satisfaisante de cette affaire des « Cent Fleurs » dont on ne trouve aucun équivalent dans les autres pays communistes. Constatons donc simplement qu'en juin 1957, à l'ère de la critique ouverte a succédé celle de l'autocritique des accusateurs de la veille. Là encore on a pu constater les excès les plus surprenants. Même les deux leaders de la Ligue démocratique, le Dr Lo Lung-chi et Chang Po-chung, qui n'avaient jamais été communistes, ont battu leur coulpe parce que leurs critiques avaient été « nuisibles au grand parti communiste ».

Les réunions des différentes associations culturelles se multiplièrent et les mécontents y furent violemment dénoncés comme droitiers et même comme scissionnistes. Selon leurs accusateurs orthodoxes, leurs interventions n'avaient pas été faites dans un esprit conforme à la formule : « unité-critique-unité » qui permet une discussion constructive. Devant l'Association des écrivains chinois, Chéou Yang affirma même que Ting Ling, Fong Hsiué-fong « et leur clique » préparaient délibérément une scission pour le prochain Congrès national des écrivains, qui devait se tenir en octobre 1957. Comme il était de nouveau en position de force, il n'hésita pas à évoquer des histoires très anciennes, alla jusqu'à reprocher à Ting Ling la manière dont, en 1933,

1. Voir : Edgar Snow, **The other side of the river**, Gollancz, Londres, 1963, p. 395.

elle était sortie des prisons du Kuomintang et insinua qu'elle avait donné des gages à l'ennemi. Ensuite, il examina l'œuvre tout entière de Ting Ling, du roman *Journal de Mademoiselle Sophie* dont l'héroïne « est une nihiliste et une individualiste fervente » jusqu'au roman *J'étais au village Hsia* dans lequel Ting Ling « idéalise une femme utilisée comme prostituée par les Japonais [1] », en passant par les œuvres critiques de la période de Yenan. Et Chéou Yang concluait : « Les incendies que les droitiers ont allumés dans les cercles littéraires ont flambé avec plus de force qu'il y a quinze ans à Yenan, mais aujourd'hui les forces de la révolution sont bien plus grandes qu'il y a quinze ans. Les incendiaires se sont brûlés eux-mêmes et Ting Ling et ses pareils se sont totalement démasqués... La seule solution pour les droitiers, c'est de se repentir et de prendre un nouveau départ. Le Parti et le peuple sont prêts à les aider à s'amender. »

Le chemin du repentir passe d'habitude par une commune populaire où l'on est astreint au travail manuel [2], mais il paraît que Ting Ling, cette fois encore, resta à Pékin. Sa disgrâce définitive date (selon des sources non officielles) de 1959 et elle serait liée au limogeage du maréchal Peng Teh-huai, le ministre de la Défense, accusé de « tendances droitières ». Nous ne connaissons pas tous les dessous de l'affaire qui s'est conclue par l'élimination de ce personnage, un des plus prestigieux de la vieille garde maoïste. Plus politique que militaire, Peng Teh-huai ne nourrissait sûrement aucune ambition bonapartiste et il est probable que son désaccord avec les autres dirigeants portait avant tout sur l'attitude à tenir vis-à-vis de l'U.R.S.S. et sur la modernisation de l'armée chinoise. Ses faits d'armes de la guerre civile sont toujours glorifiés dans les musées et dans les manuels, mais son départ a coïncidé avec une nouvelle « épuration antidroitière » opérée dans le pays et dans les milieux littéraires.

Agnes Smedley a réuni naguère dans un même chapitre de

1. Le Prix Staline de Ting Ling, **Le soleil brille sur la rivière Sang-Kan**, ne fut pas rétrospectivement condamné par Chéou Yang parce qu'il avait été « écrit avec l'aide du Parti ».

2. « Une très haute personnalité m'a affirmé que seules les personnes coupables « d'actes de violence » avaient été arrêtées et qu'aucun critique ou déviationniste n'avait été puni », écrit Edgar Snow dans **The other side of the river** (p. 403), en soulignant que, selon les Chinois, les confessions publiques et autres humiliations ne sont pas considérées comme des punitions.

Battle Hymn for China Peng Teh-huai et Ting Ling, la seconde l'ayant pilotée à travers l'armée du premier. Elle les présente tous deux comme des personnages exceptionnels et ils sont pour elle de vivants symboles de cette révolution chinoise qui unissait dans un même combat une intellectuelle raffinée et un général issu des couches les plus arriérées de la paysannerie [1]. Il serait déplacé d'ironiser sur ce jugement mais, en relisant ces pages, en se replongeant dans l'atmosphère de l'époque héroïque, on est inévitablement amené à se dire que ce « mariage » de l'élite intellectuelle et de la paysannerie révolutionnaire portait en lui les germes de dissensions futures.

La guerre et la révolution ont sûrement été une merveilleuse école pour les masses paysannes mais tout le monde n'a pas les talents et l'envergure d'un Peng Teh-huai et le passage de l'armée « éducatrice » de Mao Tsé-toung n'a pas remédié définitivement à l'arriération terrifiante de la paysannerie. Que des milliers d'intellectuels soient allés vivre dans ces villages primitfs, c'était un geste symbolique et sans doute nécessaire pour faire disparaître certains préjugés contre les « lettrés » mais cela ne suffisait pas à supprimer totalement l'analphabétisme. Il était pratiquement impossible de combler l'abîme qui séparait l'intelligentsia de Shanghaï ou de Pékin, polyglotte, internationaliste, ouverte à tous les courants de la pensée moderne, de la masse de paysans pauvres qui formaient les troupes du Parti et la force de frappe de la Révolution.

Répandre la culture parmi les masses était en Chine un problème plus énorme et plus difficile que partout ailleurs. Apprendre à lire, à écrire et à calculer à des centaines de millions d'hommes est une tâche effrayante et, nous le verrons, les communistes chinois l'ont abordée avec une détermination qui leur fait honneur. Mais il faudra sans doute plus d'une génération pour que le niveau moyen de culture s'élève de telle sorte que la masse puisse accéder à la véritable littérature et à l'art. Pour le moment, elle est sensible à des œuvres d'un niveau moins qu'élémentaire. Le journal du soldat modèle Lei Feng a été tiré à des millions d'exemplaires pour céder la place, sur la liste des best-sellers chinois, au *Journal de Wang Kié*, l'homme modèle

1. Pendant son enfance, Peng Teh-huai faillit être exécuté par sa famille, réunie en tribunal, pour avoir offensé sa grand-mère. Miraculeusement sauvé par un de ses oncles, il fit une carrière militaire brillante et, selon Agnes Smedley, pourtant biographe de Chu Teh, c'est lui qui fut le véritable cerveau de l'armée rouge chinoise.

de 1966. Ayant constaté que ces œuvres « font du bien », les dirigeants communistes demandent aux intellectuels d'en produire de semblables — et rien d'autre. Ils proclament même que seuls cette littérature et cet art sont révolutionnaires, parce qu'ils incitent les paysans, les soldats et les ouvriers à se conduire en bons collectivistes.

C'est trop demander à des hommes de grande culture qui, malgré les stages qu'ils font dans les communes ou dans les usines, ne peuvent se transformer en paysans ou en ouvriers-écrivains.

Simone de Beauvoir, qui était pourtant en Chine pendant la période des Cent Fleurs, notait alors que la politique culturelle maoïste était impraticable. Elle écrivait :

« La seule action authentique qui s'ouvre à l'intellectuel, c'est précisément d'écrire : faire des stages plus longs, partager le travail des ouvriers, des paysans, ce sera toujours une façon de *s'informer* et non pas de *vivre*... On est en droit de penser que, tant qu'ils se borneront à « aller aux masses », les écrivains resteront impuissants à les exprimer. Ce qu'il faudrait, c'est qu'ils « viennent des masses ». Il y a déjà de jeunes auteurs qui sortent des couches populaires; seulement, sauf de rares exceptions, ils ne sont pas encore vraiment des écrivains. Sans tradition, sans assurance, maîtrisant à peine le langage, ils éprouvent devant le papier blanc ce vertige qui saisit habituellement les gens incultes : ils sont les premiers à se soumettre aux conventions et aux clichés. On observe un divorce entre matière et forme : les aînés possèdent l'instrument, mais non l'expérience vivante qu'ils se proposent de traduire; les jeunes, en qui s'incarne le mouvement de l'histoire, manquent de technique et de connaissances. La littérature chinoise aura ses chances quand se sera opérée une réconciliation; un jour, pour les ouvriers et les paysans, la culture sera devenue chose familière, le langage ne les intimidera plus; alors ils seront capable de parler d'eux-mêmes avec franchise. En attendant, la littérature ne peut guère être qu'une pré-littérature; c'est ce que prévoyait Mao Tsé-toung quand il disait à Yenan que la culture ne saurait s'élever qu'après s'être universellement répandue[1]. »

Mais Simone de Beauvoir ne pouvait pas savoir que cette lente entreprise de création d'une culture nouvelle s'accompagnerait, à partir de 1962, d'une sorte de « révolution ininterrompue » qui

1. SIMONE DE BEAUVOIR, **La Longue Marche**, p. 309-310.

élimine à chaque étape quelques créateurs de l'ancienne école — tous vétérans de la Révolution — et qu'elle provoquerait une véritable furie d'accusations contre les lettrés « non prolétariens » qui mènerait ceux-ci à d'absurdes autocritiques.

Il est symbolique que l'autocritique de Kuo Mo-jo ait suivi de peu le Congrès des écrivains d'origine ouvrière et paysanne au cours duquel Chéou Yang a fait l'inévitable éloge de Lei Feng et de Wang Kié. Or, Kuo Mo-jo a beau promettre d'aller « au peuple » pour se pénétrer, humblement, de sa sagesse profonde, il a beau jurer qu'il n'a pas peur de se salir les mains dans la boue des campagnes, il n'écrira jamais le *Journal de Lei Feng* et il le sait fort bien lui-même. Il n'est, d'ailleurs, que le dernier sur une longue liste d' « anciens » qu'on considère désormais comme inutiles et qui n'arrivent pas à se faire au climat culturel de la Chine d'aujourd'hui. Un an avant lui, Mao Tun, le plus célèbre écrivain communiste chinois de ce siècle (Lu Hsun n'ayant pas été membre du Parti), a été démis de son poste de ministre de la Culture et est tombé en disgrâce. Yang Hsien-chen, philosophe communiste, directeur adjoint de l'Ecole des cadres du Parti, fut publiquement blâmé comme « conciliateur » et partisan des théories idéalistes de Deborine [1]. Depuis le printemps 1966, les choses ont empiré : les victimes sont à la fois plus nombreuses et plus violemment prises à partie; on les a même accusées de fomenter un complot contre la sûreté de l'Etat.

Le drame de cette génération d'intellectuels communistes est d'autant plus déchirant qu'ils ne refusent nullement le rôle des « alouettes mongoles » et qu'ils voudraient bien, pour la plupart, chanter les louanges du Parti. Seulement le Parti estime qu'ils chantent d'une façon trop savante qui déroute le peuple et qu'ils sont donc devenus inutiles sinon dangereux.

J'aurais aimé rencontrer certains de ces « déviationnistes ». J'avais rédigé un questionnaire sur les problèmes culturels et établi une liste de personnalités (parmi lesquelles Mao Tun) dont j'estimais qu'elles pourraient y répondre. Il n'y eut rien à faire et je ne vis personne.

— Mais nos dirigeants sont eux-mêmes des intellectuels! s'exclama en riant un haut fonctionnaire du ministère des Affaires

1. A.M. Deborine, philosophe « menchevik », adhéra au P.C. de l'U.R.S.S. en 1928, et dirigea la revue **Sous le drapeau du marxisme.** Ses interprétations doctrinales attirèrent sur lui les foudres de Staline. Il est revenu de déportation en 1955 et il est considéré comme une victime « des erreurs de la période du culte de la personnalité ».

étrangères, après avoir lu ma question sur les rapports entre les intellectuels et le Parti. Le président Mao Tsé-toung est historien, poète et philosophe..., répétait-il comme pour me convaincre que mes préoccupations étaient sans objet. Ensuite de quoi, il me promit de se mettre en contact avec les responsables de la culture et, quelques jours plus tard, il m'annonça l'heureuse nouvelle : le directeur adjoint du département de la Culture et de la Propagande du Comité central du P.C. chinois allait répondre en personne à mes questions. « Comment s'appelle-t-il ? », demandai-je. « Chéou Yang », répondit le fonctionnaire. Il ajouta que si je m'intéressais à la culture chinoise, je devais connaître ce nom et, en un sens il avait raison : personne ne s'est autant agité pour défendre l'orthodoxie que l'ancien accusateur de Ting Ling ; sur toutes les étagères de l'hôtel Hsin Chiao traînaient ses discours aux intellectuels où il expliquait « les tâches de combat qui s'imposent aux travailleurs de la philosophie et des sciences sociales » ou encore « ce qu'est la voie de la littérature et de l'art socialistes en Chine ». Les petits factums de cet orthodoxe militant, on les trouvait aussi dans les gares, dans les aéroports, partout. Ils étaient les textes autorisés destinés à éclairer le peuple sur les buts et les principes du régime. Mon haut fonctionnaire avait donc raison : personne mieux que Chéou Yang ne pouvait me faire connaître comment on concevait officiellement, en Chine, la vie culturelle.

3. *LES « MARXISTES », LES « HEGELIENS » ET LES « PATRIOTES »*

En lisant ses discours, j'imaginais Chéou Yang grand, maigre, austère, avec un visage crispé et sans doute des lunettes. L'homme qui se trouve devant moi est trapu, plutôt large d'épaules, il a un visage rond, des cheveux clairs coupés en brosse, et il sourit presque continuellement. Très détendu, il s'assied près de moi, comme s'il avait l'intention de me donner, de temps en temps, quelques tapes amicales sur l'épaule, à la slave. Il y a d'ailleurs quelque chose de russe dans son allure et dans sa manière d'être — à tel point que je pense un moment lui parler russe, mais il ne le sait pas. Près de lui, une charmante interprète en pantalon étroit, plus élégante et plus svelte que celles que nous avons rencontrées jusqu'ici. Chéou Yang m'an-

nonce que l'entretien aura lieu en français. Installés à une table, deux assesseurs chinois, dont un représentant des Affaires étrangères, prennent des notes.

Sans doute par habitude de parler en public, Chéou Yang ponctue ses phrases d'intonations fortes, qui invitent aux applaudissements. A la fin de chacune de ces périodes, il s'esclaffe de satisfaction et se tourne vers moi pour voir si je suis impressionné et convaincu. En fait, je suis surtout surpris, car rien ne se passe comme je l'avais prévu. Je commence par poser une question qui se veut perfide et gênante : que pense Chéou Yang de l'interventionnisme culturel du P.C. soviétique et de la qualité de l'art réaliste socialiste russe? Loin d'y flairer un piège, Chéou Yang accueille ma question comme si elle lui causait un plaisir inespéré.

— Bien sûr, l'art et la littérature soviétiques ne valent rien (un geste définitif de la main souligne cette affirmation). Ils sont plats et sans vie, illisibles et insignifiants.

Je dresse l'oreille : la nuit précédente, j'ai lu un texte de Chéou Yang où il accusait âprement Ting Ling « et sa clique » de manquer de respect envers la culture soviétique. Je n'ose pas le lui rappeler mais je lui demande pourtant de développer un peu ce qu'il vient de me dire.

— C'est très simple. Les Soviétiques ont opté pour une théorie absurde. Selon eux, après la nationalisation des moyens de production, la lutte de classes s'arrête et l'harmonie se met à régner entre ceux qu'ils appellent les ouvriers, les paysans, et les « travailleurs intellectuels ». Les conflits qui, toujours selon eux, n'existent plus dans la vie, on ne doit pas les retrouver dans l'art ni dans la littérature. C'est là leur version du « réalisme socialiste ». Les vrais marxistes-léninistes voient les choses très différemment : d'abord, l'esprit et l'idéologie des classes possédantes survivent longtemps à la révolution et ne peuvent pas être éliminés par décret. Le rôle du Parti est d'analyser correctement les rapports de classes pour déceler les antagonismes qui subsistent. Même la classe ouvrière a ses contradictions internes. La paysannerie est encore plus morcelée, et quant aux intellectuels, ils ne forment même pas une classe : ils sont une couche sociale divisée suivant les attitudes politiques. Les Soviétiques n'ont pas su faire cette analyse. C'est pourquoi ils n'ont pas su mener la lutte contre l'idéologie bourgeoise ni former une nouvelle génération de créateurs prolétariens. Leur art n'est ni réaliste ni socialiste; il est une simple variété de l'art bourgeois.

C'est fortement parler. Je demande alors comment, un demi-siècle après la Révolution d'Octobre, les intellectuels russes sont retombés dans l'esprit bourgeois et ce qui a causé cette régression.

Chéou Yang n'est toujours pas le moins du monde embarrassé.

— C'est très simple. Incapables de diriger la vie culturelle, les Soviétiques ont d'abord essayé d'obliger les artistes à travailler sur ordre et ont pris des mesures de répression contre les réfractaires. Le président Mao nous a maintes fois expliqué que cette politique est à la fois indigne de marxistes et absolument inefficace. On ne fabrique pas des marxistes par la force. La seule arme, c'est l'éducation et la persuasion. En U.R.S.S., comme c'était prévisible, les brimades n'ont donné aucun résultat et, après avoir stérilisé toute une génération de créateurs, les dirigeants soviétiques se sont résignés à acheter des œuvres conformes à leur conception d'une société harmonieuse. Oui, à les acheter, et même très cher. Savez-vous combien gagne un écrivain soviétique? crie Chéou Yang, le visage crispé d'indignation. Savez-vous combien gagne un académicien? Comparez avec le salaire d'un ouvrier russe et vous verrez que la différence est encore beaucoup plus grande que chez vous en France.

Chéou Yang est lancé : pas question de placer un mot.

— C'est ainsi qu'ils ont fabriqué une couche intellectuelle complètement coupée du peuple, retranchée dans ses datchas, qui ne pense qu'à l'argent et au confort. Comment s'étonner dans ces conditions que les idées bourgeoises les plus éculées aient ressuscité? Lisez donc ce qu'écrivent les Russes! Croyez-vous qu'ils parlent de la lutte de classes ou de l'oppression colonialiste? Absolument pas. Ils prêchent la réconciliation universelle, une prétendue harmonie entre tous les hommes, riches et pauvres, exploiteurs et exploités, impérialistes et colonisés. Ils appellent cela de l'humanisme ! Et c'en est un, mais le plus bourgeois possible, celui-là même que Marx et Lénine ont dénoncé comme l'expression parfaite de la duperie et de l'hypocrisie bourgeoises. Ils nous expliquent aujourd'hui qu'il y a des valeurs universelles, indépendantes des classes sociales, que la nature humaine est immuable et qu'un de ses traits essentiels est un égoïsme inné. Croyez-moi, c'est un de leurs dirigeants culturels qui m'a dit tout cela. Que voulez-vous, ils sont tous conditionnés par leur vie de luxe et ne se rendent même plus compte que leur pseudo-universalisme vient tout droit de Kant et non pas de Marx.

Ayant ainsi réglé son compte à l'intelligentsia soviétique, Chéou Yang réarbore son sourire bonhomme et me demande

si j'ai bien suivi son argumentation. Je réponds par une question : A quel moment, selon lui, cette décadence a-t-elle commencé en U.R.S.S.? Chéou Yang voit bien, cette fois, qu'il y a un piège mais il reste tout sourire.

— Vous voulez dire que tout cela, c'est la faute de Staline? C'est en partie vrai. Nous avons dit que Staline a commis des erreurs graves et qu'il a souvent appliqué de très mauvaises méthodes. Par exemple, nous considérons sa Constitution de 1935 comme indéfendable et elle a sûrement contribué à la dégénérescence des conceptions culturelles soviétiques. Mais Staline était néanmoins un communiste, un révolutionnaire, et il a dirigé l'U.R.S.S. dans des conditions particulièrement difficiles, lorsqu'elle était soumise à l'encerclement capitaliste. A cette époque, personne encore n'avait l'expérience de ce qu'était la construction du socialisme et une entreprise si gigantesque ne va jamais sans erreurs. Mais Staline était intransigeant sur certains principes fondamentaux. Il n'était pas un capitulard comme Khrouchtchev qui ne rêvait que de se réconcilier avec les impérialistes et sous la direction de qui le P.C. de l'U.R.S.S. a abandonné toute aspiration révolutionnaire et communiste. Voilà la vérité!

Cette vérité, je la connais : on me l'a assenée à chacune des nombreuses occasions où j'ai parlé de Staline en Chine : inutile de discuter. J'en reviens à la politique culturelle chinoise :

— Puisque vous condamnez l'interventionnisme et puisque vous jugez si sévèrement l'expérience soviétique, pourquoi avez-vous renoncé à la politique des Cent Fleurs?

— Qui vous a dit que nous avions abandonné cette politique? réplique Chéou Yang, sincèrement étonné et chaudement approuvé par ses assesseurs. Ce n'est pas vrai. Nous sommes toujours fidèles au principe : « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent. » Nous ne disons pas à nos artistes comment ils doivent peindre ou écrire — ni quoi. Tous peuvent choisir librement les thèmes et la forme de leurs œuvres. Nous publions souvent des livres très controversés et parfois même des livres franchement exécrables, comme ceux par exemple d'un certain Nikita Khrouchtchev. Bientôt nous publierons également les écrits de Chiang Kai-chek.

Les assesseurs de Chéou Yang apprécient la plaisanterie et la charmante interprète s'esclaffe, en la traduisant, mais mon rire est visiblement forcé. Chéou Yang sent tout de même qu'il n'a pas vraiment répondu et enchaîne :

— Bien sûr, nous avons notre idée de la culture et nous

n'abandonnons pas les artistes à eux-mêmes. Pour que leur art serve le peuple, comme nous le souhaitons, il faut développer la conscience politique des créateurs. C'est là le problème clé de la politique culturelle. Si l'artiste accepte les valeurs collectivistes, s'il assimile le marxisme, son œuvre reflétera nécessairement notre époque et sera utile au peuple. Aussi, au lieu de dire aux écrivains ce qu'ils doivent écrire ou aux peintres comment ils doivent peindre, nous leur donnons une éducation politique et nous leur faisons comprendre la réalité de notre pays et du monde.

— Autrement dit, vous ne conseillez les intellectuels que dans le domaine politique?

Chéou Yang me regarde du coin de l'œil, vaguement inquiet. Peut-être comprend-il le français, ou a-t-il flairé l'ironie. Il devient très sérieux.

— La grande majorité de nos intellectuels, 90 % environ, sont favorables au socialisme et voudraient contribuer à son succès. Ce sont des patriotes qui savent combien notre pays a souffert avant la Libération. Mais ces mêmes intellectuels sont pour la plupart d'origine bourgeoise ou petite-bourgeoise et ils n'ont pas la conscience de classe prolétarienne. Certes, ils s'efforcent d'assimiler le marxisme-léninisme mais cela ne leur est pas facile. Une minorité d'entre eux, 20 % au maximum, a réussi aujourd'hui à assimiler la méthode dialectique et sait s'en servir pour l'analyse et pour la création. Ceux-là sont de véritables communistes. Il y en a d'autres, 20 % encore environ, qui sont idéologiquement très près de nous, mais qui ne sont pas encore des marxistes accomplis. Leur dialectique reste plus hégélienne que marxiste. Comme le président Mao l'a dit dans ses « Causeries de Yenan », certains peuvent, leur vie durant, entendre le son de l'idéologie prolétarienne sans jamais parvenir à l'assimiler vraiment.

Chéou Yang, l'air grave, plonge un instant en lui-même. Ce qu'il vient de dire sur la difficulté de dépasser Hegel évoque peut-être le souvenir d'amis personnels qui ne l'ont pas surmontée... De mon côté, je compte : vingt et vingt quarante, et je demande ce qu'il en est des autres, les 60 %.

— C'est simple, répond Chéou Yang. Ils sont encore idéologiquement disponibles. En tant que patriotes, fiers des réalisations de la Chine populaire, ils sont pour nous, pour le socialisme. Mais, marqués par les vieux préjugés anticollectivistes, ils ne comprennent pas toujours le peuple et subissent parfois des influences idéologiques étrangères au socialisme. Certains, 10 %

environ, nous sont même systématiquement hostiles. C'est pourquoi, comme je vous l'ai déjà dit, on ne peut pas considérer les intellectuels comme une couche homogène ni renoncer à lutter pour en amener le plus possible dans notre camp.

Sans que je le lui aie demandé, Chéou Yang m'explique alors son cas personnel. Lui aussi, il est d'origine non prolétarienne et il a eu beaucoup de mal à devenir un communiste conséquent. Il a eu la chance que le Parti l'aide dès ses « premiers pas politiques » mais il comprend tout de même les difficultés :

— Rien ne nous avait préparés à ajuster notre conscience aux nouveaux rapports de production, à l'infrastructure économique d'une société telle qu'il n'en avait encore jamais existé dans l'histoire.

Paraphrasant Mao, il m'explique qu'il y a des choses qu'on ne peut pas apprendre dans les livres et que seules la pratique et la vie peuvent enseigner. Par ce biais, il en arrive au principe essentiel de la doctrine chinoise : la nécessité du travail manuel pour les intellectuels et pour les cadres.

— Croyez-vous que ce prétendu « travail forcé » soit indispensable à notre économie? Au contraire. Nos économistes vous diront même que c'est le contraire qui est vrai : la participation des intellectuels à la production coûte plus qu'elle ne rapporte. Dans les travaux manuels, le rendement des intellectuels est faible, or, à l'usine ou dans les communes populaires, ils continuent à toucher leurs salaires habituels. Non, il ne s'agit ni de les exploiter ni de les brimer. Il s'agit pour nous de former des intellectuels connaissant la vie, car la société a absolument besoin d'eux.

Je demande qui décide quand et où un intellectuel doit aller faire son stage « manuel ». Les réponses de Chéou Yang sont assez vagues : il semble que cela varie beaucoup suivant les lieux et les circonstances. Mais Chéou Yang insiste sur le fait que tout est toujours réglé à l'amiable, et que tous les problèmes sont résolus par la discussion et la persuasion.

— Parfois, nous sommes obligés de convaincre non pas les intellectuels mais les dirigeants des communes, qui ne tiennent pas tellement à les recevoir. Il y a quelques jours, j'ai eu à étudier le cas d'un écrivain : il désirait prolonger son stage aux champs mais les membres de la commune estimaient qu'ils perdaient trop de temps à lui apprendre à travailler la terre. Dans certains secteurs de notre société, les divisions sont encore très marquées et les préjugés tenaces. Les paysans ne sont pas

encore habitués à voir des intellectuels travailler de leurs mains. Dans l'ancienne Chine, les lettrés se laissaient pousser les ongles pour marquer qu'ils appartenaient à la classe supérieure qui ne se salit pas les mains : le peuple s'en souvient encore, et c'est aussi pour cela que nous voulons que les intellectuels prouvent que cette époque est révolue et que les barrières dressées entre les hommes doivent disparaître.

J'admets que ces stages puissent être utiles pour l'unification sociale de la Chine, mais je demande s'ils ne risquent pas de nuire aux travaux des créateurs.

— Pour nous, un intellectuel doit connaître son pays et son époque de l'intérieur, s'il veut la comprendre et la restituer dans son œuvre. Gœthe disait avec raison que l'écrivain se développe en même temps que le monde où il vit. Si le monde progresse, l'écrivain s'épanouit, si le monde est en régression, l'écrivain se replie sur lui-même. Nous vivons aujourd'hui la période ascendante de l'époque socialiste. Nous sommes donc persuadés que nos intellectuels se trouvent dans une situation privilégiée et qu'ils sauront créer cet art prolétarien qui jusqu'ici n'a jamais existé. Mais pour cela, il faut qu'ils soient des participants, des combattants et non pas des observateurs qui décrivent de l'extérieur les phénomènes sociaux nouveaux. Voilà la différence entre notre conception et celle des Soviétiques qui suggéraient à leurs écrivains d'aller dans les kolkhozes ou les usines regarder travailler les paysans et les ouvriers. Les « observateurs » de ce genre ne peuvent produire que des œuvres statiques, plates; ceux qui participent pleinement à leur monde en y travaillant sont, au contraire, capables de le peindre avec force et richesse.

Avec lyrisme, et en rappelant fréquemment les « Causeries de Yenan », Chéou Yang évoque ce que sera l'art prolétarien né d'une fusion de l'intellectuel intégré au peuple et de la nouvelle société qui l'inspire.

Lorsqu'il a fini, je parle de l'exposition de peinture moderne que j'ai vue au musée de Pékin et du côté académique (je n'ose pas dire « soviétique ») des toiles exposées. Puis je rappelle les critiques de Gramsci sur le « sens commun » du peuple. Je sais que l'autorité du fondateur du P.C. italien ne contrebalancera pas celle de Mao mais j'ai besoin de m'appuyer sur une autorité et j'en prête même à Gramsci plus qu'il n'en a dit. J'explique donc que, selon lui, le peuple n'est jamais tout à fait une « page blanche », que même s'il n'a pas accès à la culture, il est influencé par le climat culturel de son pays et que ses goûts en sont pro-

fondément marqués. Chéou Yang, qui n'a probablement jamais entendu parler de Gramsci, reste de glace. Mais son ignorance me fournit un léger avantage. Ne sachant pas au juste qui je cite, il n'ose pas rejeter mes arguments comme « révisionnistes » ou « hégéliens ». Il essaie de contourner l'obstacle et veut bien admettre que la peinture chinoise est encore dangereusement académique. Mais ce qui pour nous est le résultat inévitable d'une certaine conception de l'art dit prolétarien, n'est pour Chéou Yang que la conséquence d'erreurs commises dans l'application de l'actuelle politique culturelle.

— Au début, dit-il, nous n'avons pas accordé assez d'importance au travail manuel pour les intellectuels, c'est pourquoi certains d'entre eux connaissent très mal le peuple. En conséquence, leurs œuvres ne sont pas toujours bonnes et nous les critiquons, comme vous venez de le faire, à juste titre.

— Ce que je critique, ce sont vos principes. Je crains fort qu'ils ne mènent fatalement à l'académisme, dis-je, et j'ajoute que je crois dangereux de juger de la qualité d'une œuvre à sa seule popularité.

Chéou Yang bondit.

— Il n'y a pourtant pas d'autre critère! Un artiste ne peut pas travailler uniquement pour sa femme et pour sa nièce. Il doit servir le peuple et accepter son jugement. Chaque classe forge son art et sa culture. Le prolétariat qui est au pouvoir et qui est en train de transformer la Chine a le droit d'avoir son art et sa culture à lui. Et ils seront bien meilleurs que ceux des autres classes, parce que le prolétariat est plus noble, plus juste et moralement plus propre que la bourgeoisie et toutes les autres classes qui dominaient l'ancienne société.

On se croirait soudain dans un meeting et, pour renouveler l'atmosphère, je change brusquement de sujet. Je demande à Chéou Yang de me parler de certains articles parus récemment en Chine, qui, à en croire les traductions publiées en Europe, exprimaient des jugements très sévères sur Shakespeare, sur la littérature et sur la musique européenne, classique et contemporaine.

— Cela n'est pas tout à fait vrai, répond Chéou Yang. Dans nos écoles théâtrales, nous faisons lire et jouer Shakespeare et Molière et nous ne dénigrons pas du tout la culture classique. Le problème, pour les marxistes-léninistes, n'est pas d'accepter ou de rejeter l'héritage des époques précédentes. Ce que nous voulons, c'est analyser ces œuvres et expliquer leur origine sociale et

politique pour les rendre accessibles à notre peuple. Les œuvres classiques peuvent être extrêmement utiles si, grâce à elles, le peuple comprend mieux les sociétés dans lesquelles elles ont été créées. Mais elles peuvent être aussi très nuisibles et très dangereuses si on les diffuse telles quelles et sans commentaire, car elles risquent de donner aux lecteurs des préjugés qui ne sont plus de notre âge. Bref, nous voulons être les maîtres et non pas les esclaves de l'héritage culturel. Nous ne croyons pas qu'il y ait des œuvres intouchables, insurpassables et au-dessus de toute critique. Selon nous, il y a des choses qu'on ne peut pas apprendre chez les classiques. Shakespeare était grand, mais il n'a pas vécu l'expérience du socialisme. Nos jeunes ont besoin d'un théâtre qui reflète cette expérience, car elle est la leur.

Puis, pour opposer cette attitude marxiste-léniniste à celle des « révisionnistes », Chéou Yang me cite le cas de Lukacs, « ce vétéran des révisionnistes », qui a loué de manière extravagante la littérature bourgeoise du XIX^e^ siècle et l'a présentée comme inégalable.

— Pourquoi a-t-il commis ces erreurs et pourquoi l'apprécie-t-on tellement en Russie? dit Chéou Yang. Parce que ni lui ni les autres révisionnistes ne croient à la possibilité de l'art socialiste. Leur respect de la bourgeoisie les empêche d'imaginer que la société collectiviste puisse donner naissance à un art mille fois supérieur. Nous, sans nier que l'humanisme individualiste bourgeois ait joué un rôle positif pendant une certaine période historique, nous sommes convaincus que l'humanisme prolétarien en jouera un beaucoup plus grand. Certes, la bourgeoisie a détrôné Dieu pour mettre l'homme au centre du monde. C'est son mérite. Mais l'homme qu'elle a ainsi placé sur un piédestal, c'est *son* homme, un bourgeois égoïste, imprégné des valeurs de la société de l'argent. Selon nous, cet homme n'est pas admirable ni, heureusement, éternel. Dans notre société, un homme différent et bien meilleur est en train de se former. Lei Feng était un tel homme et il en existe des millions d'autres comme lui. C'est là notre espérance.

J'enregistre en silence — ce qui est pris pour une approbation — et je prends congé.

Un vieux proverbe russe dit : « Heureux celui qui croit, il a chaud dans la vie. » Chéou Yang, avec son art prolétarien à venir, m'a paru être heureux. Rien ne semblait pouvoir ébranler ses certitudes, aucun argument d'un non-croyant ne semblait pouvoir entamer sa bonne conscience de pourfendeur d'hérétiques. Aussi,

au printemps 1966, quand la presse chinoise insinua qu'une « haute autorité culturelle » avait, depuis longtemps, protégé les intellectuels mal-pensants, l'idée ne m'a pas effleuré qu'il pouvait s'agir de Chéou Yang.

Pourtant le 1er juillet 1966, une dépêche de l'A.F.P. reproduisait ces lignes publiées par la revue doctrinale *Drapeau rouge*. « Chéou Yang s'oppose à la ligne définie par Mao Tsé-toung dans les domaines littéraire et artistique. Il protège la clique antiparti qui défend l'art capitaliste et féodal. »

Et ce n'était que le début. Au fur et à mesure que la « grande révolution culturelle » progressait, les attaques contre Chéou Yang redoublaient. Personne n'a été pris à partie aussi violemment que lui. Au mois d'août 1966, le département de Propagande du Comité central a même lancé un appel pathétique : « Tenons bien haut le grand drapeau rouge de la pensée de Mao Tsé-toung et dénonçons énergiquement Chéou Yang, grand maître de la bande noire dans les milieux littéraires et artistiques. » Et voici comment, depuis, la presse chinoise définit le leader déchu : « Représentant de la bourgeoisie glissé dans les rangs du Parti; représentant des propriétaires fonciers et des éléments dégénérés; révisionniste contre-révolutionnaire à cent pour cent; recruteur de déserteurs et renégats; criminel; admirateur de Khrouchtchev; vieux renard; loup féroce; vipère ayant belle apparence ; dieu de justice de la bourgeoisie ; Lucifer. »

Ce qui frappe dans ce réquisitoire, c'est à la fois le ton et le vocabulaire qui tranchent avec les accents modérés qui caractérisaient les « Causeries de Yenan » de Mao Tsé-toung. Jadis Mao Tsé-toung utilisait un langage moderne et internationaliste et il se servait sobrement de références chinoises. Les documents d'aujourd'hui sont aussi violents que schématiques et se servent d'images qui semblent sortir directement du « passé superstitieux » comme par exemple : « Au printemps 1957, des monstres et des démons de toute sorte apparurent les uns après les autres. » Bien qu'ils jurent fidélité à la pensée de Mao, les accusateurs de Chéou Yang paraissent avoir une conception naïve et simpliste de la culture et du rôle des intellectuels, conception qu'on ne trouve guère dans les écrits de Mao lui-même.

Mais pourquoi cette gauche prolétarienne — car c'est ainsi que se définissent les accusateurs — a-t-elle choisi Chéou Yang comme principale cible à sa fureur? Dans les articles à son sujet je relève d'abord un certain nombre de falsifications polémiques qui me laissent perplexe. On prête au malheureux Chéou Yang

des idées contre lesquelles il s'était insurgé vivement lors de mon entretien avec lui. On l'accuse, par exemple, d'avoir considéré le « réalisme bourgeois du XIX^e siècle » comme le sommet des arts, alors qu'il m'a expliqué exactement le contraire. On prétend qu'il a été solidaire de Ting Ling pendant les controverses de Yenan en 1942 et qu'il a été son protecteur pendant la crise des « Cent Fleurs » en 1957, alors qu'il a été, au contraire, son principal adversaire. On nous le présente comme un admirateur de Khrouchtchev, alors qu'il m'a parlé avec un mépris total de l'ancien Premier soviétique.

Il est probable pourtant que Chéou Yang a commis des crimes bien plus réels aux yeux des « gardes rouges » : tout en étant partisan de l'art au service du peuple, il semble avoir revendiqué une certaine autonomie pour le secteur culturel, une « coordination indirecte » et un endoctrinement plus prudent. Il aurait déclaré, pour défendre les livres non strictement politiques, « que ce n'est pas en parlant tous les jours du président Mao qu'on applique le mieux la pensée de Mao », et qu'il faut laisser à l'artiste la liberté de choisir le sujet de son œuvre. Finalement il aurait soutenu que la qualité de l'œuvre d'art ne dépend pas uniquement de son contenu, et il aurait attaché de l'importance aux artistes, aux grandes personnalités intellectuelles et aux spécialistes.

Ces prises de position ne contredisent nullement sa thèse principale sur le caractère utilitaire de la culture. Dans une discussion libre, Chéou Yang aurait probablement pu démontrer que sa méthode d'action avec les intellectuels aurait été plus efficace que celle qu'emploient les « gardes rouges ». Mais la gauche prolétarienne n'a pas son souci de conquérir les intellectuels, précisément parce qu'elle ne reconnaît plus aux hommes de culture un rôle particulier dans la société qui les différencie objectivement des autres. Bon gré mal gré, Chéou Yang considérait que les intellectuels forment une couche sociale. La gauche prolétarienne estime que ce qui les sépare du reste du peuple résulte de l'héritage de l'ancienne époque et doit être aboli et non pas confirmé sous une forme quelconque.

Voilà ce qui, selon nous, expliquerait la fureur des « gardes rouges » contre Chéou Yang, partisan de méthodes et d'un mode de vie différents, plutôt qu'adepte d'une théorie antimaoïste de l'art et de la littérature. Et si l'on écrit tant de longs articles contre lui, c'est que la question des intellectuels enrage particulièrement les « gardes rouges ». Ils se sont attaqués aussi à

d'autres privilégiés, les capitalistes nationaux ou les bureaucrates, mais la neutralisation de ceux-ci est plus facile, leur influence sur les esprits étant nulle. Les intellectuels, au contraire, possèdent des moyens de persuasion, savent charmer les esprits et restent, quoi qu'on en fasse, une couche sociale. Chéou Yang voulait déjà que chaque paysan et ouvrier devienne un écrivain et qu'ainsi s'enfante la culture prolétarienne. La gauche prolétarienne va plus loin que lui : en attendant que le peuple tout entier s'intellectualise, elle refuse le droit d'existence à une élite même issue du peuple.

« Nous ne voulons pas de spécialistes », s'écrient certains jeunes ouvriers chinois, tandis que les étudiants demandent qu'on raccourcisse le temps d'étude. Il serait erroné de voir dans ces manifestations uniquement un mépris de la culture. Les mêmes ouvriers antispécialistes se sont acharnés sur les mathématiques supérieures pour construire, par exemple, des bouteilles à oxygène en acier que la Chine était obligée d'importer à des prix exorbitants et que les spécialistes chinois croyaient impossible de produire sur place [1].

Les étudiants savent que de longues études supérieures exigent une stricte sélection entre eux, favorisant les plus doués et créant une différenciation pour toute la vie. Or, la culture reste un fait aristocratique qui assure des privilèges à ceux qui savent, donc qui peuvent, qui s'interrogent, donc qui doutent. Et pourtant la culture reste aussi le grand but de l'homme nouveau et une société en pleine expansion ne peut se fonder sur le principe : « Culture pour tous ou pour personne. » Nous assistons donc à une convulsion qui risque de faire beaucoup de dégâts et qui est née d'une singulière hâte à faire disparaître l'inégalité humaine. La Chine a tellement souffert des privilèges qu'elle semble préférer s'appauvrir — momentanément on l'espère — par un effort total et utopique d'égalité, plutôt que de permettre aux différences sociales de se reformer en son sein.

4. CENT FLEURS DE LA MEME ESPECE

Jamais, dans aucun théâtre de Chine, ni à Pékin ni en province, je n'ai vu une place inoccupée. Partout, les salles étaient combles et partout j'avais pour voisins des ouvriers sortis directement

1. **Pekin Information,** n° 30 du 25 juillet 1966.

des usines ou des paysans venus des communes suburbaines. C'est dire que l'effort chinois pour, selon la formule consacrée, rendre la culture accessible au peuple, est une réussite incontestable. J'aurais dû être moins surpris que personne en voyant des prolétaires au théâtre dans un pays communiste : pendant ma « période soviétique », j'ai été témoin des efforts énormes que fait le régime pour permettre à toutes les couches de la population d'assister aux spectacles les plus divers.

En pleine guerre, les Russes continuaient d'aller au théâtre, s'écrasaient dans les cinémas et, quand une ville était libérée, parmi les premiers bâtiments reconstruits, il y avait toujours les salles de spectacle.

Bien qu'ayant vécu cette expérience, j'ai souvent été frappé dans certaines salles de spectacle chinoises par le caractère vraiment prolétarien du public. La nature des spectacles et le cadre dans lequel ils se déroulent accentuent encore leur caractère populaire. Les salles, surtout en province, sont souvent extrêmement modestes et construites avec le seul souci de pouvoir y placer le plus de monde possible. Pas de foyers ni de bars : pendant les entractes, les spectateurs restent à leur place. Autre particularité : pour aider les spectateurs à comprendre le texte d'un opéra on le projette sur des écrans disposés de chaque côté de la scène.

Si le spectacle « normal » est dépouillé, en Chine, de tout cérémonial, il en est tout autrement pour les représentations de gala données à Pékin dans la salle de concerts du Palais du Peuple. Notre séjour coïncidait avec le renouvellement du répertoire théâtral qui, conformément à la décision des autorités, doit désormais refléter les préoccupations vécues des Chinois. Diplomates et journalistes furent donc conviés à la première d'un spectacle de ballets dont l'argument était tiré de thèmes contemporains et à celles d'opéras nouveaux dont l'action se déroule à l'étranger, au Congo ou au Viet-nam. Ces festivités réunissaient toujours un public élégant et se déroulaient selon le rite international, avec longues discussions dans les salons et devant des buffets bien garnis. Aux étrangers, elles fournissaient même l'occasion (rare) de rencontrer en privé des officiels chinois et de causer avec eux de choses parfois très éloignées du théâtre.

La curiosité de nos hôtes pour ces nouveautés était égale à la nôtre. Tous se réjouissaient de la modernisation du répertoire et expliquaient que le public chinois était las des anciens spectacles peuplés de princes, d'empereurs et de leurs concubines.

Les opéras contemporains auxquels nous avons assisté sont de deux types : les uns sont inspirés par la littérature révolutionnaire qui évoque la résistance au Kuomintang ou aux Japonais. Les autres sont directement inspirés par l'actualité — chinoise ou mondiale. Le nombre de spectacles différents présentés en quelques mois donne une haute idée de la fécondité des dramaturges chinois mais on constate à les voir qu'ils ne sont souvent que les variations sur un même thème.

Ainsi *Le Rocher rouge* et *La Lanterne rouge*, deux opéras inspirés par l'histoire récente, comportent quelques scènes presque semblables. Dans l'un, ce sont les policiers du Kuomintang qui interrogent les prisonniers communistes, dans l'autre, ce sont les Japonais, mais leurs méthodes (tentatives de corruption d'abord, puis tortures) et les discours qu'ils tiennent à leurs victimes sont presque identiques. Nous avons retrouvé les mêmes scènes dans un opéra du deuxième type où ce sont les Américains et des Sud-Vietnamiens à leur solde qui appliquent ces méthodes à leurs prisonniers du F.N.L.

Autre similitude : ici et là, le héros n'a été pris que par la trahison d'un camarade « faible », qui (un hasard, sans doute) est toujours un intellectuel. Malgré leur schématisme, les opéras de guerre sont fertiles en rebondissements très vivants, jamais ennuyeux et le public « marche » à fond. A Sian, où nous avons vu *Le Rocher rouge*, mes voisins sanglotaient quand Chiang, militante communiste, d'abord torturée dans les locaux de la « Sino-American Cooperation Organization », était ensuite fusillée, par les nationalistes, sur le Rocher rouge. Pourtant ces spectateurs ardents ne réagissent pas comme ceux du Moyen Age qui, après avoir vu « la Passion », voulaient lapider l'acteur qui tenait le rôle de Judas. A Shanghaï, le rôle du colonel japonais, personnage négatif et odieux de *La Lanterne rouge* était joué par Yuan Chi-kai, qui est un acteur extraordinaire. Fascinée, la salle applaudissait (ce qui est rare en Chine) chacune de ses tirades, sans tenir compte de leur contenu : c'était assez surprenant — mais cela prouvait du goût pour le bon théâtre.

Le chef-d'œuvre de l'art consacré à l'histoire récente c'est *L'Orient est rouge*, une superproduction, chantante et dansante qui retrace, en quatre heures, l'épopée maoïste tout entière. Des moyens immenses ont été mis en œuvre pour la réalisation de ce spectacle grandiose préparé pour le 15e anniversaire de la République populaire et auquel participent plus de 3 000 acteurs.

Nous n'avons vu que des extraits de cette œuvre, qui n'est représentée dans son ensemble qu'en de très grandes occasions.

Un autre ballet contemporain, *Le Détachement rouge des femmes*, raconte l'histoire d'une paysanne de l'île de Hainan. Opprimée par le *landlord*, battue par ses sbires, laissée pour morte dans une forêt, l'héroïne est sauvée par un détachement de partisans, composé en majorité de femmes. Ses débuts de guerrière sont plutôt malheureux : incapable de comprendre la tactique de la guérilla, la brave paysanne tire à contretemps sur l'ennemi, ce qui fait échouer le plan d'enlèvement du *landlord* et fait subir à son détachement des pertes inutiles. Le commissaire politique pardonne à la nouvelle recrue qui, avec le temps, devient une combattante exemplaire et même lui succède quand il est tué dans un engagement. Le thème de ce ballet s'apparente un peu à celui de *Die Massnahme*, de Bertolt Brecht où un jeune combattant, passionné mais insuffisamment mûr, se montre incapable de respecter les règles de la lutte collective, rate ses coups et nuit gravement à ses frères d'armes. Mais, alors que Brecht pousse au tragique l'incapacité de son héros de se fondre dans le groupe qui finit par le tuer, avec son consentement, le ballet chinois finit bien et tend à démontrer qu'avec un peu de patience et beaucoup de persuasion, on peut récupérer les combattants les moins doués pour la discipline. Cet « éloge de la persuasion » a servi de thème à plusieurs autres pièces chinoises.

Le Détachement rouge des femmes connaîtrait le même succès en Europe que les spectacles naguère présentés par l'Opéra de Pékin. Le décor et les costumes sont beaux, le rythme très rapide et « les batailles », dansées par des ballerines-acrobates en uniforme, sont étonnantes.

A Yenan, pendant la guerre, les artistes chinois faisaient déjà du théâtre didactique et de propagande. Ils continuent aujourd'hui et les « traîtres » sont évidemment les Américains. Nous avons vu ainsi, à l'occasion des manifestations populaires, jouer sur la place centrale de Pékin un impromptu où figuraient Johson, Taylor (son ambassadeur d'alors à Saïgon), des politiciens sud-vietnamiens corrompus et des aviateurs américains prisonniers de partisans. Nous avons également vu des opéras entiers consacrés aux événements du Viet-nam (*Les Lettres du Sud* et *Feu de la colère sous les cocotiers*) et à la lutte des lumumbistes au Congo (*Tambours de guerre sous l'équateur*).

Cette forme de théâtre, pour avoir la valeur que Brecht lui

conférait, exige des innovations constantes : en Chine, les spectacles se répètent tant qu'on a une impression de sclérose. Quand on a vu une fois Johnson engueuler Taylor, qui engueule ensuite le commandant en chef américain (toujours un peu ivre) qui engueule à son tour de tremblants pantins sud-vietnamiens, on a tout vu sur le sujet.

Le hasard a voulu qu'en 1959, j'aie accompagné la délégation du parti travailliste britannique à Moscou. Elle fut invitée à la première d'un ballet soviétique à thème contemporain : *Les Sentiers de la colère,* dont l'action se déroulait en Afrique. Les Anglais, très gênés, virent évoluer sur la scène leurs compatriotes (ou des personnages qui ressemblaient fort à des militaires britanniques) toujours munis de bouteilles de whisky et rayonnants de stupidité. A l'entracte, ils se permirent de faire quelques réserves sur cet aspect du spectacle sans penser que leurs sentiments anticolonialistes et antiracistes allaient, à cause de cela, être mis en doute par leurs hôtes russes. L'incident faillit même devenir sérieux, les chefs travaillistes ayant nettement refusé d'écouter les leçons d'anticolonialisme qu'on leur administrait. Fort de cette expérience, j'ai préféré ne pas dire à mes accompagnateurs chinois que leurs impérialistes de théâtre titubaient un peu trop et tenaient des propos un peu trop simplistes.

Les opéras et pièces qui traitent des problèmes intérieurs chinois sont d'un didactisme parfois audacieux. Comment ne pas saluer le courage de ce dramaturge dont j'ai parlé qui, chargé d'expliquer aux paysans qu'ils ne doivent pas garder pour leurs jardins leurs engrais naturels, mais les donner à la commune, arrive à bâtir une pièce sur ce sujet? Tout un répertoire traite ainsi des problèmes les plus terre à terre qu'à ma connaissance, jamais les Soviétiques n'ont osé aborder avec tant de naturel. A Kunming, capitale d'une province où il y a d'importantes minorités nationales, nous avons vu un opéra dénonçant les superstitions chez les Yis; à Sian, nous en avons vu un sur la manière dont les bergers doivent protéger les moutons pendant l'orage; à Wuhan, un autre sur l'entraînement des aviatrices. J'en passe. Dans toutes les œuvres, il y a toujours quelques personnages négatifs (généralement d'origine bourgeoise), ce qui permet aux dramaturges de créer un suspense et d'expliquer encore mieux, à la fin, pourquoi les bons ont vaincu.

Ce qui est pénible, dans ces opéras, ce sont les moments voués au culte de Mao. Les héros se recueillent devant son portrait, afin que nul n'ignore que c'est lui qui leur inspire leurs bonnes

actions. Dans l'opéra sur les aviatrices, après un accident à l'entraînement, le commissaire politique décrète : « Tous les vols sont arrêtés pour cinq jours et tout le monde doit immédiatement se mettre à l'étude des œuvres du président Mao. » On voit ensuite les apprenties pilotes plongées dans les livres — à la suite de quoi, il n'y a plus d'accidents. On pourrait citer cent exemples et, étant donné le climat qui règne en Chine, on ne devrait pas s'en étonner. Pourtant, joué et mise en scène, ce culte ardent de Mao est beaucoup plus choquant que dans la vie quotidienne.

Les arts graphiques, plus encore que les autres, servent à alimenter ce culte. Photos géantes ou non dans les immeubles officiels et, dans toutes les habitations ouvrières ou paysannes, affiché à la place d'honneur, un portrait de Mao. Ceux de ses portraits peints qu'on voit le plus souvent, représentent Mao dans une maison paysanne, parlant au peuple : son hôte fume la pipe, les enfants se pressent à la porte et tout le monde le regarde avidement, sauf le chat qui lui tourne le dos — c'est une bête ; Mao inaugurant le Palais du Peuple à Pékin, entouré des représentants de toutes les nationalités ; Mao marchant en tête de la colonne de l'armée rouge qui termine victorieusement la Longue Marche ; Mao seul, en chemisette blanche, chapeau de paille à la main et sourire aux lèvres.

Contrairement à ce qu'on pourrait attendre, ces tableaux (sauf le second qui est franchement hideux) ne sont pas laids — et, si « socialistement réalistes » qu'ils soient, on y sent l'influence de la vieille tradition picturale chinoise : ils témoignent d'une certaine patte et ils ont un charme que n'ont jamais les œuvres lourdes à la Guerassimov.

Avec les dramaturges, les cinéastes et tous les artistes que nous avons rencontrés, nous nous sommes efforcés d'éviter les discussions théoriques, comme celle que nous avions eue avec Chéou Yang, et de nous renseigner sur les conditions de vie et de travail des intellectuels, mais l'art prolétarien, « mille fois supérieur à tous les autres », revenait sans cesse sur le tapis, et aussi la décadence de l'art soviétique, sans parler, bien sûr, de celle de l'art bourgeois occidental. En écoutant ces discours nous mesurions soudain la force de la tendance isolationniste qui se manifeste un peu plus chaque jour en Chine. Tout ce qui vient de l'U.R.S.S. et du bloc communiste (à l'exclusion de la Corée du Nord et du Viet-nam) est révisionniste et corrompu.

Tout ce qui vient de l'Occident est au mieux, bourgeois, au pis impérialiste, et doit, en conséquence, être considéré comme suspect sinon activement combattu. N'a de valeur que l'art prolétarien chinois.

Nous avons rencontré quelques personnes âgées fort au courant de la littérature étrangère et qui pouvaient parler de Brecht, de Sartre, d'Ibsen ou de Shaw, mais nos jeunes interlocuteurs ne connaissaient même pas ces noms. Si M. Chao-Sin, secrétaire de la section communiste de l'Association théâtrale de Chine pouvait nous expliquer, par exemple, dans quelle mesure Brecht avait été influencé par le théâtre chinois, un jeune metteur en scène de Shanghaï ignorait jusqu'au nom de Brecht. Et, si le directeur artistique du studio « Hai-Yé », M. Li Tsé-wu trouvait qu'il y a du bon et du mauvais chez Sartre, un jeune scénariste n'en avait jamais entendu parler.

Mais « les vieux qui savent » défendent les mêmes théories que les « jeunes isolationnistes », et parfois avec encore plus d'ardeur. Presque tous sont d'origine bourgeoise et ne manquent pas de le signaler sur le ton de la confession.

— *Le Rocher rouge* vous a plu ? Que voulez-vous, c'est un ouvrier qui l'a écrit et c'est toujours notre meilleur livre, m'a dit très sincèrement un écrivain de « l'ancienne époque ».

D'autres nous sortaient la même antienne sur les prolétaires qui connaissent mieux la vie, sont « politiquement meilleurs » et, par conséquent, supérieurs dans tous les domaines. J'ai, un jour, essayé d'en consoler quelques-uns en leur rappelant que Marx était d'origine bourgeoise et savait pourtant plus de choses que bien des ouvriers, mais je m'adressais à des sourds. D'ailleurs, le président Mao a déjà expliqué dans les « Causeries de Yenan » pourquoi Marx a pu devenir Marx tout en étant bourgeois.

Le seul espoir d'effacer cette tare qu'est l'origine bourgeoise, c'est, pour les intellectuels, le travail manuel, qui les met en contact avec les masses. On en parle donc et l'on vous en montre les résultats immédiats : « Voici mes tableaux d'*avant* et voici ceux d'*après* », dit un peintre. C'était des paysages qui ne m'ont pas paru très différents mais je me suis gardé d'en rien dire.

Un acteur célèbre de l'Opéra de Pékin, Li Hé-tsen, qui est, lui, d'origine plus humble a néanmoins bénéficié énormément de son stage dans une usine : « J'ai quarante-trois ans et je travaille à l'Opéra depuis l'âge de neuf ans. Il y a quatre mois encore, je jouais le rôle du gouverneur d'une province, quand soudain on m'a confié le rôle principal dans une pièce moderne,

Nous ne devons pas oublier ! Je comprenais très bien que le peuple veuille voir ce genre d'opéras, mais j'avais peur : je ne savais pas si j'étais capable d'incarner un ouvrier. Le Parti m'a conseillé d'aller dans une usine et, pendant six semaines, j'ai travaillé comme simple manœuvre. Ensuite, j'ai invité mes camarades de l'atelier aux répétitions et leur ai demandé leur avis. Ils se sont moqués de moi : « Un ouvrier ne parlerait jamais comme ça ; pourquoi fais-tu ce geste-là ? » et ainsi de suite. Puis, ils m'ont montré ce que je devais faire pour jouer convenablement ce rôle. Grâce à eux j'ai obtenu un énorme succès et la pièce aussi. »

Critique de la base, plus autocritique, plus le travail aux côtés du peuple, coutumes et rites nouveaux ne manquent pas dans ce monde culturel chinois qu'un fossé, chaque jour élargi, sépare chaque jour davantage des milieux culturels étrangers. Paradoxalement, les membres de lointaines communes nous posaient des questions sur nous et sur les pays d'où nous venions, mais jamais les intellectuels qui, eux, ne faisaient même pas cet effort de courtoisie qui consiste à renvoyer de temps en temps la balle en répondant aux questions par des questions. Jamais les dramaturges ne nous ont interrogés sur les pièces qui se jouent chez nous, ni les cinéastes sur les films, ni les écrivains sur nos goûts littéraires. J'avais l'impression qu'ils ne « voulaient pas le savoir » et surtout que, pour eux, des hommes qui ne font ni critique, ni autocritique, ni travaux manuels, ne peuvent pas avoir de goûts ni même, à vrai dire, d'existence réelle.

« Nous trouvons plus facilement un langage commun avec les Africains ou les Asiatiques qu'avec les Européens », m'a déclaré un jeune intellectuel de Shanghaï qui, renseignements pris, n'était jamais sorti de Chine et n'avait sans doute rencontré que quelques délégués de passage. Mais (comme c'était le cas en U.R.S.S.) ce sont précisément ces jeunes produits de l'isolationnisme qui prennent toujours le ton le plus tranchant dans les discussions et qui proclament avec le plus d'assurance la supériorité culturelle de leur pays. Quand ils s'embrouillent en citant les classiques du marxisme, les plus âgés volent à leur secours et reprennent (en renchérissant parfois jusqu'à l'absurde) leurs arguments sur la culture prolétarienne — à tel point que je me suis parfois demandé s'ils ne voulaient pas nous signifier, en « en remettant » ainsi, qu'il ne fallait pas prendre tout ça au sérieux. Car, est-il possible qu'un homme de théâtre qui a séjourné longtemps en Europe et en Amérique puisse affirmer,

sans ironie, que le meilleur film qu'il ait jamais vu c'est *Lei Feng* et que sa plus chère ambition est de pouvoir l'adapter pour la scène ?

Il faut pourtant croire que oui et, en tout cas, aucun artiste, aucun intellectuel n'a formulé devant moi la moindre critique contre le régime actuel. Il est certain que l'exaltation politique est ici dix fois plus vive qu'elle ne l'a jamais été dans la Russie de Staline et que les intellectuels consentent des sacrifices matériels infiniment plus grands. La contrainte seule ne peut expliquer cette activité frénétique des bâtisseurs de la « culture prolétarienne » chinoise. Ces hommes n'ont pas été comblés d'honneurs comme naguère les chantres du stalinisme. Ils n'ont ni voitures particulières, ni beaux appartements, ni datchas, ni magasins réservés, mieux approvisionnés que les autres et ils vont effectivement travailler la terre. Après quoi ils se frappent la poitrine en se reprochant de n'être pas assez prolétaires. Il faut donc qu'ils croient vraiment que leurs efforts donneront de beaux fruits et peut-être sommes-nous trop blasés pour les comprendre.

Un art nouveau va naître en Chine : il sera nécessairement un art religieux, difficilement accessible aux non-initiés et que même les spécialistes de la Chine traditionnelle auront du mal à comprendre, mais, quelque forme qu'il prenne, il ne sera pas un art internationaliste, et même s'il célèbre la lutte des Africains et des Latino-Américains contre leurs oppresseurs, il aura ses racines dans la paysannerie chinoise et restera chinois. Trotsky disait naguère que si l'on plante un haricot dans un pot de fleur, il ne faut pas s'attendre à voir pousser un grand arbre fleuri. L'expérience russe lui a donné raison et le haricot stalinien n'a pas donné grand-chose. Celui que les maoïstes sont en train de planter est sans doute différent et la terre qui remplit le pot est bien chinoise, mais il s'agit encore d'un haricot et d'un pot et il faudrait un miracle pour qu'il en sorte un arbre.

5. *LA QUATRIEME GENERATION ; ET QUE FAIRE POUR QUE LA CINQUIEME SOIT MOINS NOMBREUSE*

Les pensionnaires de la garderie d'enfants, près de l'usine textile n° 3 de Pékin, se sont alignés par rang de taille (80 centimètres à 1 mètre) et, à notre entrée, dans la salle de jeu, ils ont entonné :

Nous sommes la quatrième génération de la Libération,
Les continuateurs de la Révolution.
Impérialistes, pas d'illusions,
Nous ne serons jamais révisionnistes,
Nous deviendrons de vrais marxistes-léninistes !

Notre escorte, particulièrement nombreuse ce matin (six ou sept personnes), est emballée par le chœur de ces marxistes miniatures. La directrice de l'usine prend dans ses bras une fillette qui a particulièrement bien chanté et l'embrasse avec tendresse. Les autres adultes suivent son exemple : on a l'impression d'assister aux retrouvailles d'une famille longtemps séparée. Puis une fillette de cinq ans, ravissante à croquer, avec ses nattes, son visage rond et ses petits yeux souriants, me saute dans les bras en souhaitant la bienvenue à l'oncle étranger. Aussitôt toute la classe se précipite sur moi et des dizaines de petits bras m'agrippent. Je ne sais pas si cette fraternisation était inscrite au programme ou si, simplement, ayant surmonté leur timidité, les représentants de la quatrième génération de la Libération veulent voir de plus près mon nez de tamanoir et mon visage blanc. Mes guides me délivrent et s'excusent : « Que voulez-vous ? Ils ont la chance de vivre à notre époque et ils débordent de joie et d'énergie. »

Si même on leur fait chanter des chansons dont le texte peut nous surprendre, il est certain que les enfants de la quatrième génération sont vraiment privilégiés et je ne peux que reprendre à mon compte cette affirmation de Robert Guillain : « Quand on me demande si les Chinois d'aujourd'hui sont plus heureux que ceux d'hier, il y a au moins une réponse que je peux faire avec certitude : c'est que les petits Chinois n'ont jamais été aussi heureux qu'aujourd'hui, ni d'ailleurs aussi nets, aussi bien tenus et bien élevés, aussi réjouissants à voir [1]. »

Toutes les crèches, toutes les garderies et toutes les écoles qu'on nous a fait visiter, même dans les villages les plus pauvres, sont de véritables oasis de bonheur qui témoignent, de façon émouvante, des progrès de la société chinoise. Certes, en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires aussi, on pense d'abord aux enfants, qui sont particulièrement choyés. Mais les Chinois partaient de beaucoup plus bas, leur pays était beaucoup plus pauvre et leur population enfantine, déjà immense, s'accroît

1. ROBERT GUILLAIN, **Dans trente ans la Chine**, Ed. du Seuil, Paris, 1965, p. 167.

de douze à quinze millions par an : il leur a fallu, là où il n'y avait strictement rien, créer un nombre prodigieux de crèches, de garderies et d'écoles.

Cela dit, il n'y en a pas encore assez et la scolarisation, en principe obligatoire, ne paraît pas achevée. Dans les villages, on voit des gosses aller en colonnes à l'école, mais d'autres restent à la maison, gardés par leurs grands-parents et parfois par leur mère qui doit ainsi renoncer à un travail et à un salaire. Les responsables locaux et nationaux ne nous ont d'ailleurs pas caché que la société chinoise n'est pas encore en mesure de prendre en charge toute la population enfantine et ils reconnaissent que les enfants sont un poids pour les familles et surtout pour les femmes.

Les Chinois sont, en théorie, résolument antimalthusiens et nient qu'il y ait, pour leur pays, un problème démographique. Le ministre de l'Agriculture soutient que la terre chinoise peut largement nourrir la population en plein accroissement, les planificateurs de l'industrie affirment que le problème de l'emploi ne les inquiète pas et les idéologues déclarent que c'est le nombre qui fait la force de la Chine et, au ministère de la Santé, les responsables du département des Femmes et des Enfants vous expliquent que le contrôle des naissances n'est une nécessité que parce qu'il assure la liberté de la femme et l'équilibre de la famille.

Les spécialistes occidentaux de la Chine affirment au contraire que la démographie galopante est, pour ce pays, un danger redoutable. Faute de statistiques, il est très difficile de trancher. On peut toutefois dire que les Chinois savent que le problème se pose mais refusent de l'admettre pour ne pas démentir un certain nombre de leurs proclamations antérieures et pour ne pas se voir reprocher d'abandonner la tradition antimalthusienne du mouvement ouvrier. Ce qui compte, en définitive, c'est ce qu'ils font et non les raisons pour lesquelles ils le font — et il est visible qu'ils s'efforcent très activement d'établir le contrôle des naissances.

La directrice du département des Femmes et des Enfants nous a déclaré que le taux d'accroissement de la population est d'environ 2 % et que l'objectif est de le réduire de moitié. Pour cela, on fait de la propagande pour les contraceptifs et, aux couples qui ont déjà deux ou trois enfants, on recommande la stérilisation. A Sian, nous avons vu un film consacré à ce problème. Il racontait, de façon très vivante, l'histoire d'une femme accablée

d'enfants qui, d'abord très réticente, finit par aller demander des conseils à l'organisme chargé du contrôle des naissances. Là, une doctoresse lui énumère tous les moyens d'éviter d'avoir des enfants : surveiller « les jours », user d'un pessaire, se faire stériliser. (Il n'est pas question de la pilule, mais, selon Edgar Snow, ce procédé aussi intéresse les Chinois qui cherchent à le mettre au point.)

Dans la seconde partie du film, légèrement comique, c'était à un homme qu'un médecin proposait la stérilisation. Cette idée révoltait le héros, et, à la grande joie du public, il protestait qu'il voulait bien ne plus avoir d'enfants mais refusait de devenir un eunuque. Le docteur le rassurait sur ce point et lui disait même qu'une seconde opération pourrait le rendre de nouveau fécond.

Dernier plan du film : ce mâle sourcilleux allongé sur la table d'opération et souriant.

Pourtant, si les contraceptifs sont en vente partout — et à très bon marché — il ne semble pas que la propagande pour la stérilisation arrive à convaincre tout le monde; on dit que cette opération peut altérer la santé des femmes. La directrice du département des Femmes, elle-même, nous a affirmé que l'opération réussissait mieux aux hommes, mais que ceux-ci, malgré toutes les explications qu'on leur donne, restent méfiants. D'après elle, c'est surtout la survivance des conceptions anciennes de la famille qui fait obstacle à l'établissement généralisé du contrôle des naissances. Naguère encore, dans les campagnes, avoir des enfants, c'était un peu faire un placement, prendre une assurance sur la vieillesse. Aujourd'hui, c'est l'Etat qui prend les vieillards en charge, mais on ne se défait pas vite d'habitudes enracinées depuis si longtemps.

Cela dit, dans les villes, la natalité a beaucoup baissé au cours de ces dernières années, et c'est surtout dans les campagnes qu'on fait une propagande qui n'agit que lentement. « Il était beaucoup plus facile d'expliquer aux gens que c'est honteux d'être sale que de leur faire accepter le contrôle des naissances », conclut la directrice.

Mais l'Etat ne se décourage pas et use d'un autre moyen pour limiter le nombre des naissances : c'est le « contrôle des mariages ». La loi chinoise autorise le mariage à dix-huit ans pour les femmes et à vingt ans pour les hommes. C'est une limite d'âge très élevée pour un pays où naguère les parents mariaient de

tout jeunes enfants et, de plus, on fait pression pour que les femmes ne se marient pas avant vingt-cinq ans, et les hommes avant trente.

La directrice m'a expliqué qu'on voulait par là protéger les femmes pour lesquelles il serait dangereux d'avoir des enfants trop tôt et elle a terminé en me parlant de l'avortement, qui peut être pratiqué librement et gratuitement quand les deux époux sont d'accord, et cela même dans des endroits où les installations hospitalières sont très rudimentaires. Mais, tout en perfectionnant les méthodes d'avortement, les spécialistes chinois du contrôle des naissances recommandent évidemment l'usage des contraceptifs et la stérilisation.

« Que pense-t-on de cette question dans votre pays ? Quelles méthodes contraceptives utilisez-vous ? Nous manquons d'expérience et nous avons grand besoin de conseils en ce domaine. Si vous êtes un ami de notre pays, dites-nous franchement tout ce que vous savez », m'a enfin demandé, à mon extrême embarras, Mme la Directrice. J'ai répondu comme j'ai pu. Puis la conversation est redevenue plus familière et, une fois de plus, j'ai demandé comment étaient traitées les mères célibataires pour tenter de savoir si les femmes étaient libres d'avoir des rapports sexuels en dehors du mariage. La directrice m'a répondu avec une grande aisance : « Si vous savez combien on aime les enfants dans notre pays, vous comprenez bien qu'il n'y a pas de père qui n'épouse la mère de son fils. Nous n'avons pas de problèmes de ce côté-là, comme nous n'avons pas d'enfants abandonnés ni même d'orphelins. Oui : les enfants qui ont perdu leurs parents sont toujours adoptés par une famille proche à laquelle des institutions apportent leur aide. »

Enfin, nous sommes revenus à la question initiale : combien y a-t-il d'enfants dans les crèches et les écoles, et qui décide de ceux qui iront ? Réponse : les crèches et les écoles sont ouvertes, en priorité, aux enfants dont les deux parents travaillent. Le but est, naturellement, qu'elles soient ouvertes à tous, ne serait-ce que quelques heures par jour. Il ne sera vraisemblablement pas atteint avant une vingtaine d'années et il faudrait que d'ici là, le taux de natalité diminue.

6. *SUR LES « SENTIERS ESCARPES DE LA SCIENCE »*

M. Hu Cha, directeur de l'Enseignement supérieur au ministère de l'Education nationale, est très maigre et très grand. Il a une allure et un ton professoraux très intimidants.

— Voyons d'abord quelques chiffres, dit-il. Il y a en Chine de 35 à 40 millions d'adultes qui suivent les cours élémentaires du soir. Il y en a 5 millions qui, le soir aussi, suivent des cours secondaires et environ deux cent mille personnes, qui étaient illettrées avant la Libération, poursuivent des études jusqu'au niveau universitaire sans quitter leur travail. Nous avons encore 100 millions d'enfants dans les écoles primaires et 15 millions de jeunes gens dans les écoles secondaires. Les études primaires obligatoires durent six ans, les études secondaires comportent deux cycles de trois ans, jalonnés d'examens de passage. Enfin, nous avons environ un million d'étudiants dans les écoles techniques, qui sont d'un niveau correspondant à celui du deuxième cycle de l'école secondaire. Dans les universités, nous avons presque un million d'étudiants à plein temps, plus quelque 500 000 étudiants par correspondance, qui continuent leurs études tout en travaillant. Au total, un Chinois sur quatre étudie actuellement d'une manière ou d'une autre.

Dans aucun domaine, la Chine n'a fait des progrès aussi gigantesques que dans celui de l'éducation. En 1948, 85 % de la population était illettrée, 20 % seulement des enfants étaient scolarisés, et il n'y avait que 150 000 étudiants dans les universités. Pourtant, M. Hu Cha ne semble pas du tout porté à l'autosatisfaction. Aussitôt après m'avoir ébloui avec ses chiffres astronomiques, il passe à l'autocritique et me signale ce qui ne va toujours pas. Il déclare d'abord qu'il sera sans doute impossible de supprimer totalement l'analphabétisme en Chine, parce que certaines catégories de la population sont pratiquement irrécupérables et parce que la volonté d'unifier la langue parlée et d'imposer partout le même dialecte (celui de Pékin) a rendu l'alphabétisation plus difficile encore dans les régions périphériques. Combien reste-t-il de Chinois illettrés ? M. Hu Cha me dit qu'il est difficile de donner un chiffre précis du fait qu'après avoir suivi les cours du soir, beaucoup d'adultes redeviennent analphabètes, mais que, même en tenant compte de ce phéno-

mène, on peut dire qu'il n'y a pas plus de 20 % d'illettrés dans le pays.

Si les maoïstes se sont résignés au fait qu'un certain nombre de Chinois adultes n'apprendront jamais à lire et à écrire, il se sont, en revanche, donné comme objectif prioritaire de scolariser tous les enfants. Selon M. Hu Cha, les ambitions du régime sont loin d'être réalisées, car le niveau de l'enseignement (surtout dans les provinces excentriques) est encore assez bas, ce qui réduit énormément le nombre d'enfants capables de suivre des études secondaires, puis d'accéder à l'Université. Des réformes sont donc à l'étude et il est probable que le système actuel sera prochainement modifié pour permettre à un plus grand nombre de jeunes de faire des études supérieures.

Nous en venons aux problèmes universitaires dont, comme son titre l'indique, M. Hu Cha est particulièrement chargé. Il me parle d'abord de l'ancienne Chine où non seulement le nombre des universités mais aussi leur qualité étaient dérisoires. En 1947, il y avait 154 612 étudiants et 16 914 enseignants. L'enseignement supérieur était encore marqué par les traditions confucéennes. Les rarissimes facultés de sciences ne faisaient que préparer quelques fils de famille aux examens d'entrée des universités étrangères — principalement américaines. On n'accordait que très peu de place à la recherche scientifique et, conformément à la tradition du mandarinat, on enseignait surtout les « classiques » aux étudiants sans leur donner aucune formation culturelle moderne et on en faisait ainsi des « lettrés » inutiles. M. Hu Cha poursuit :

— Un effort gigantesque a donc été entrepris pour réformer l'Université, mais le manque de professeurs — surtout dans le domaine scientifique — freinait le progrès. On a donc gardé dans les universités, en qualité de chercheurs et d'assistants, la plupart des jeunes diplômés. Grâce à eux, on a pu créer des instituts techniques et, aujourd'hui, 50 % des étudiants chinois reçoivent une formation scientifique dans 323 spécialités, y compris la physique nucléaire et l'électronique. Le pourcentage d'enseignants par rapport aux étudiants reste très élevé — un enseignant pour sept élèves — et l'âge moyen de nos professeurs varie de trente à trente-cinq ans. Grâce à cette politique, nous pouvons envisager avec optimisme l'avenir de nos instituts scientifiques. Ils fourniront au pays, qui en a besoin, des spécialistes de plus en plus nombreux et de mieux en mieux qualifiés.

M. Hu Cha prend l'exemple de la géologie. Dans l'ancienne Chine, il n'y avait que 250 géologues, formés, pour la plupart, à l'étranger. Ce n'est qu'en 1952 qu'a été créé, à Pékin, l'Institut de géologie. Au départ, 310 étudiants et quelques professeurs recrutés à l'Université et à l'Institut polytechnique de la capitale. Aujourd'hui, avec 4 000 étudiants et 800 enseignants, cet Institut peut fournir des cadres à ceux qu'on a fondé dans les provinces. M. Hu Cha, sans me donner de précisions, m'assure que, dans le domaine de la recherche nucléaire, des progrès encore plus spectaculaires ont été réalisés.

Puis il en vient à la question du recrutement des étudiants. D'abord, un bref rappel de ce qui en était sous l'ancien régime : Les étudiants étaient alors tous d'origine bourgeoise et venaient uniquement des grandes villes. Les provinces éloignées n'avaient souvent aucune université, quant aux enfants des paysans et des ouvriers, ils ne pouvaient même pas rêver de faire jamais des études. Le nouveau régime a naturellement voulu, par tous les moyens, permettre aux fils de prolétaires d'accéder à l'Université et aussi aider les provinciaux, jusqu'ici défavorisés, en leur réservant un certain nombre de places dans les universités de Pékin et de Shanghaï, mais aussi en créant, dans toutes les provinces, même les plus reculées, des instituts et des universités qui sont souvent des « succursales » de ceux des grandes villes.

— Mais, dit M. Hu Cha, dans les premières années qui ont suivi la Libération, les candidats d'origine prolétarienne aux études étaient rares. En 1952, le pourcentage d'étudiants d'origine ouvrière ou paysanne est de 20,46 % ; en 1958, de 36,42 % ; en 1962 de 42,34 % ; cette année, il est de 49,65 % [1]. C'est encore trop peu. Tous nos jeunes désirent étudier. Je crois même qu'il y a peu de pays au monde où la soif d'apprendre soit aussi vive que dans le nôtre. Mais nous ne pouvons pas sacrifier la qualité à la quantité et admettre dans nos universités des étudiants insuffisamment préparés.

Pour toutes les grandes écoles de Chine il y a un concours d'entrée et, en moyenne, six candidats s'y présentent pour chaque place disponible. Les examens ont lieu à la même date dans toute la Chine (généralement en juillet), et les épreuves sont les mêmes. Pour les instituts scientifiques, ces examens portent sur six matières : mathématiques, chimie, physique, sciences poli-

1. Ces pourcentages valent uniquement pour les universités. La grande majorité des étudiants par correspondance est d'origine prolétarienne.

tiques, langues étrangères, langue et littérature chinoises. Pour les autres facultés ils portent sur quatre matières : histoire, langue et littérature chinoises, langues étrangères et sciences politiques. Les étudiants en philosophie et en économie subissent une épreuve de mathématiques. Pour les langues étrangères, les candidats ont le choix entre le russe et l'anglais, seules langues enseignées aujourd'hui dans les écoles secondaires. Mais on forme déjà des professeurs de français, langue qu'on pourra bientôt choisir.

A notes égales, le candidat d'origine prolétarienne a la priorité. Les recalés ont le droit de se présenter encore deux fois aux concours des deux années suivantes. L'âge limite pour entrer à l'Université est de vingt-cinq ans (vingt-sept pour les démobilisés), mais les études par correspondance permettent aux travailleurs plus âgés de continuer à étudier aussi longtemps qu'ils le désirent.

Tous les étudiants ont droit à une bourse et à un logement dans les cités universitaires, mais environ 20 % d'étudiants d'origine non prolétarienne (M. Hu Cha évite d'employer le mot « bourgeois ») renoncent à ces avantages et vivent aux frais de leurs familles. L'internat n'est obligatoire que dans les instituts pédagogiques. La bourse est de 18 yuans par mois, alors que se nourrir ne revient jamais à plus de 14 yuans; les étudiants particulièrement pauvres touchent une prime supplémentaire pour s'acheter des vêtements. Enfin, chaque étudiant a droit à un voyage gratuit par chemin de fer pour aller passer les vacances dans sa famille.

En échange de ces avantages matériels, les étudiants doivent-ils s'engager à travailler ensuite, pendant quelques années, à des postes qui leur sont assignés par l'Etat, comme c'est généralement le cas dans les autres pays communistes ? Ma question surprend M. Hu Cha : « Ce problème ne se pose pas chez nous. S'ils ont des raisons valables de le faire, nos diplômés peuvent exprimer le désir de travailler dans telle ou telle entreprise. Mais en général, tous veulent aller là où ils seront le plus utiles et où ils pourront le mieux servir le peuple. Ils n'entrent pas en rivalité pour obtenir les postes les plus lucratifs ou des sinécures. » M. Hu Cha sourit à l'idée que cette pensée ait pu m'effleurer.

Un autre problème qui « ne se pose pas en Chine » est celui des étudiants qui abandonnent leurs études en cours de route. M. Hu Cha ne semble pas comprendre qu'il puisse même se poser.

« Il y a peut-être quelques étudiants qui abandonnent pour raison de santé, mais ils sont si rares qu'on n'en tient pas compte dans les statistiques ! » De même, selon M. Hu Cha, presque tous les étudiants réussissent aux examens de passage de fin d'année. Certains sont évidemment moins doués que la moyenne, mais les professeurs, qui vivent en contact étroit avec leurs élèves, s'en occupent tout particulièrement et la collectivité étudiante, très bien organisée et très vigilante, aide également ces « camarades plus faibles ».

— Comme vous le savez sans doute, on pratique chez nous, sur une vaste échelle, la critique et l'autocritique et cela nous permet d'assurer de bonnes études à tous.

Je demande des précisions : Qui organise les séances d'autocritique ? Y parle-t-on uniquement des études ou aussi de problèmes personnels ? Sont-elles fréquentes ? Ont-elles lieu en présence des professeurs ou seulement entre étudiants ? M. Hu Cha sourit de nouveau.

— La critique et l'autocritique aident l'étudiant à résoudre certaines contradictions dans sa vie et dans son travail. Et ces séances ne constituent nullement une pression de la collectivité sur l'individu, comme le croient certains Européens. Un étudiant n'est pas mûr, ni idéologiquement ni professionnellement. C'est un être jeune qui est en proie à de nombreux problèmes et il a besoin d'en discuter avec ses camarades. Les professeurs interviennent peu dans ces discussions, mais évidemment ils s'y intéressent beaucoup et, s'ils les surveillent, c'est justement pour éviter que certains n'y soient trop malmenés ou qu'on n'y dise rien d'intéressant. Ce système peut vous déplaire mais, à notre avis, il donne d'excellents résultats.

Je n'insiste pas et M. Hu Cha passe à un sujet moins litigieux.

— Nous avons parlé jusqu'ici des problèmes généraux de notre politique de l'enseignement, mais, pour en comprendre l'essence, il faut que vous réalisiez que notre but n'est pas de former de purs spécialistes, aux compétences étroitement limitées à un seul domaine. Ce qui nous différencie des éducateurs capitalistes ou révisionnistes, c'est précisément que nous refusons de former des spécialistes qui connaissent leurs livres et leurs chiffres mais rien de plus. Nous voulons former des hommes blèmes de notre pays et du monde et capables d'accomplir des tâches très diverses. Nous n'avons pas besoin d'une élite égoïste et détachée du peuple, qui serait une sorte de nouveau mandaricomplets, compétents certes, mais aussi ouverts à tous les pro-

nat scientifique : il nous faut des travailleurs intellectuels vivant au niveau du peuple et l'aidant dans son travail.

Nous parlions depuis plus de deux heures et le nom du président Mao n'avait pas été prononcé une seule fois. A l'instant même où je remarquais cette anomalie, et comme s'il avait deviné ma pensée, M. Hu Cha me cite les « Causeries de Yenan. »

— Dès 1942, le président Mao nous a mis en garde contre les connaissances purement livresques et s'est moqué de ces intellectuels qui récitent l'*AntiDühring* d'Engels par cœur mais ne savent rien faire dans la vie.

J'ai donc droit, une fois de plus, à un condensé des « Causeries de Yenan » qui, depuis que je suis en Chine, sont devenues mon *AntiDühring* et que je pourrais réciter à l'envers.

M. Hu Cha en vient aux conclusions. On a beaucoup fait, en Chine, pour allier la théorie à la pratique, la science à la politique, mais les résultats ne sont pas encore satisfaisants et de nouvelles réformes sont à l'étude. On consacrera plus de temps à l'éducation idéologique et aux travaux pratiques. Plusieurs instituts ont déjà adopté un système où les étudiants consacrent une moitié de leur temps aux études et l'autre au travail manuel. A Shanghaï, dans le grand « Institut technologique », sans interruption dans la production, les étudiants suivent des cours trois après-midi par semaine, préparent à domicile les compositions de fin d'année et, le reste du temps, travaillent de leurs mains. Selon M. Hu Cha, les résultats sont très encourageants et les travaux théoriques de ces étudiants-ouvriers sont aussi bons que ceux des étudiants à plein temps. Mais il n'est pas certain que ce système soit adopté partout. Beaucoup de problèmes restent à résoudre, à commencer par celui de la recherche scientifique qui exige la présence assidue des chercheurs. Une chose est pourtant acquise : avant 1970 l'enseignement supérieur chinois sera transformé pour devenir plus pratique, plus « proche du peuple et de la vie. »

— Cette réforme ne risque-t-elle pas d'allonger la durée des études et de ralentir la formation des cadres scientifiques ?

— Nullement, répond M. Hu Cha. Nous avons une conception marxiste de l'éducation et, selon nous, diversifier les activités des étudiants augmente le rendement au lieu de le freiner. Karl Marx a indiqué dans le premier volume du *Capital* qu'à partir de l'âge de neuf ans, un enfant devrait consacrer un tiers de sa journée aux études, un tiers aux travaux manuels et un tiers aux loisirs. Seul un tel emploi du temps peut assurer le développe-

ment harmonieux, intellectuel et physique, de l'homme. Travailler de ses mains ne gêne aucunement un étudiant dans son travail intellectuel. Et M. Hu Cha ajoute : Un adulte, bien entendu, n'a pas besoin d'autant de loisirs qu'un enfant de neuf ans.

M. Hu Cha me rappelle que Marx préconisait que soient supprimées les différences entre le travail manuel et le travail intellectuel. Je pourrais répondre que, pour ce qui est des enfants, ils travaillaient dix heures par jour dans les usines au temps où Marx écrivait, et que, pour lui, les différences entre travail manuel et travail intellectuel ne pourraient disparaître que lorsque la technologie en serait arrivée à supprimer pratiquement le travail manuel. Marx aspirait à libérer l'homme du travail manuel « aliéné » que les Chinois, aujourd'hui, pour d'évidentes raisons matérielles et de pédagogie sociale, ne peuvent même pas rêver de supprimer — mais ils n'aiment pas qu'on insinue que *leur* Marx est très particulier. Un jour que j'avais osé dire que l'idée chinoise du travail venait plutôt de Fourier que de Marx, je me suis fait solidement rabrouer. Je m'abstiens donc et, après m'avoir assuré que ni les enseignants ni les étudiants chinois ne redoutent les difficultés, M. Hu Cha conclut sur une citation de Marx, extraite d'une lettre de mars 1872 au citoyen Maurice La Chatre :

« Il n'y a pas de route royale de la science et ceux-là seulement ont une chance d'atteindre ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés. »

Les événements de l'année 1966 ont chargé cette citation finale d'encore plus de sens : en attendant que la réforme de l'enseignement soit faite, les autorité chinoises ont décidé de suspendre les examens d'entrée pour l'année scolaire 1966-67 : elles ont envoyé les étudiants déjà admis dans des communes et les ont invités à grossir les rangs des « gardes rouges ». Les « sentiers de la science » sont donc plus escarpés que jamais en Chine — mais pas au sens où Marx l'entendait.

7. *QUAND LA PROSE DU RENMIN RIBAO CONCURRENCE CELLE DE TOLSTOI ET DE BALZAC*

La conduite des étudiants chinois dans les pays de l'Est, où ils étaient nombreux, a suscité une véritable légende. Leurs professeurs et leurs camarades n'en revenaient pas de leur acharnement au travail et de l'incroyable austérité de leur vie. Les jeux

et les distractions ne les intéressaient aucunement, et ils s'excusaient de ne pas y participer, en se disant moralement obligés d'apprendre très vite pour s'acquitter de leur dette envers le peuple qui leur avait donné la chance d'étudier. Même pendant la période du dégel, après 1956, il était vain d'essayer de les faire sortir de leur coquille. Ils semblaient indifférents aux remous qui agitaient les milieux universitaires et continuaient à mener, comme si de rien n'était, la même existence laborieuse. Bien que leurs bourses fussent très modestes, ils arrivaient à faire des économies et, en vrais Lei Feng, les envoyaient aux organisations anti-impérialistes ou à leurs familles.

A force d'entendre raconter ces histoires, je m'étais forgé une idée des étudiants chinois de Chine : des jeunes gens puritains, perpétuellement plongés dans leurs livres et vivant dans des universités silencieuses comme des monastères. Or, si les universités chinoises ressemblent à celles d'un autre pays, c'est à celles des Etats-Unis. Elles forment de petites villes un peu à part, avec, le plus souvent, des parcs, des pelouses et des quantités de terrains de sport sur lesquels il y a presque toujours foule. Etudiants et enseignants (porteurs de macarons de couleurs différentes qui les distinguent les uns des autres) vont, viennent, se promènent et discutent dans une atmosphère très détendue et même joyeuse. Un brouhaha assourdissant marque la fin des cours, on se bouscule dans les cantines, et les pavillons sont pleins de rires.

La proportion d'étudiants, par rapport à l'ensemble de la population, est encore faible (1 pour 600 environ), mais il semble bien que ceux qui ont réussi à trouver une place dans ces campus fleuris y passent les meilleures années de leur vie, qu'ils ont peu de soucis matériels et beaucoup de distractions. Aucun luxe, bien sûr. Dans les chambres des pavillons on dort à sept, dans des lits en bois superposés. Sur un huitième lit qui tient lieu d'étagère sont rangées les valises, en bois elles aussi, où chacun garde ses affaires. Quelques tabourets et une table occupent le peu de place qui reste : on travaille dans les bibliothèques. Garçons et filles sont souvent logés à des étages différents dans un même bâtiment, mais les flirts et les amours sont sévèrement déconseillés par les autorités — et passer outre peut conduire à l'expulsion. Les Occidentaux de Pékin vous disent que si les étudiants sont si vivement encouragés à faire du sport c'est pour qu'ils dépensent ainsi leur trop-plein d'énergie.

Les universités et les instituts ont presque toujours leur club où ont lieu les séances de cinéma, les représentations de troupes

théâtrales d'amateurs et les conférences. Les internes n'ont donc pas besoin d'aller en ville pour se distraire et, à en croire les étudiants français, actuellement assez nombreux à Pékin, leurs camarades chinois provinciaux ne semblent avoir aucune envie de passer leurs soirées dans la capitale. Certains, après cinq années d'études, ne connaissent de Pékin que la place de Tien An Men, où ils sont allés à l'occasion de manifestations politiques.

La bonne humeur qui règne dans les campus facilitait beaucoup les contacts. Les étudiants accouraient au-devant de nous mais ils étaient plutôt timides, surtout les filles, et se bornaient à répondre à nos questions sans nous en poser beaucoup. Mais parfois certains d'entre eux, négligant nos guides officiels, parlaient avec nous des sujets les plus divers : aussi bien du temps que font perdre aux filles les longues tresses qu'elles portent que des films étrangers qu'ils avaient vus [1]. A l'Institut de l'acier de Pékin, les étudiantes de quatrième année nous ont reçus dans une de leurs chambres et nous ont dit ce qu'était leur emploi du temps. Réveil à 6 heures. Toilette. A 7 heures, ouverture de la cantine. De 8 à 11 h 30, cours. A midi, déjeuner. Quelquefois, mais pas tous les jours, il y a, à partir de 14 heures, d'autres cours, le plus souvent facultatifs. Jusqu'au dîner, qu'on sert à partir de 17 h 30, chacun dispose de son temps. De 19 heures à 21 h 30, spectacles, conférences ou réunions et, à 22 heures, extinction des feux.

Dans cet institut, pour 5 200 étudiants dont 900 jeunes filles, il y a 70 professeurs et 890 assistants. C'est dire qu'élèves et enseignants sont en contact très étroit, et leurs liens sont encore renforcés du fait qu'ils vont deux fois par an, tous ensemble, travailler dans des communes populaires ou dans des usines. Ces stages de travail manuel, nos étudiants en parlaient gaiement, comme de vastes pique-niques.

Dans chaque université, nos guides nous montraient avec fierté la bibliothèque, généralement installée dans de grands bâtiments à part, qui comportent aussi des chambres pour les professeurs. On nous accordait toujours la permission de visiter le « secteur étranger » généreusement approvisionné par les Soviétiques en ce qui concerne les ouvrages techniques. Par discrétion, je n'ai pas fait de recensement précis, mais j'ai l'impression que 90 % d'entre eux étaient en russe. Beaucoup de revues soviétiques

1. Un film français, **Tamango,** remportait justement un grand succès en Chine, ainsi qu'un admirable film américain, maudit dans son pays, **Le Sel de la terre.**

aussi et même de traductions russes de livres de science occidentaux. Quant à la littérature proprement dite, il ne semble pas qu'on ait éliminé celle de l'ancienne époque, ni l'étrangère. A Wuhan, nous avons vu des livres de D.H. Lawrence et, à Kunming, des livres du très impérialiste Théodore Roosevelt.

Nos guides insistaient pour nous montrer les traductions des classiques européens, qui sont effectivement nombreuses et sont, en gros, celles qu'on trouve dans les bibliothèques d'U.R.S.S. et des démocraties populaires : Tolstoï, Gorki, Dickens, Balzac et Mark Twain occupent des places honorables, mais on les rencontre évidemment moins souvent que Marx, Engels, Lénine et Staline, dont les œuvres, publiées dans les éditions les plus diverses se trouvent absolument partout. Dans les salles de travail, très souvent, nous avons pu constater que des étudiants qui lisaient un livre en russe ou en anglais parlaient à peine cette langue.

Pour tenter de juger du niveau des études, j'ai demandé à assister au cours de français, d'anglais et de russe — toutes langues que je connais.

A Nankin, dans la classe de français de quatrième année, vingt-deux étudiants, sous la direction d'un professeur quinquagénaire, discutaient de l'affaire Henri Martin.

— Pourquoi Henri Martin s'est-il engagé comme volontaire dans l'armée française ? demande le professeur à l'élève Wang. « Il voulait combattre les Japonais et libérer l'Indochine de leur joug, répond Wang. Mais il s'est aussitôt rendu compte que les impérialistes français voulaient l'utiliser pour maintenir leur régime colonial. » Wang parle correctement mais très lentement et en cherchant ses mots. Le professeur demande à un autre étudiant de dire devant quelle situation Henri Martin s'est trouvé en Indochine. « Le peuple indochinois *prendre* les armes pour lutter contre le colonialisme. » Ce deuxième étudiant parle vite mais n'utilise guère les verbes qu'à l'infinitif. Un troisième élève est chargé de poursuivre le récit : Henri Martin quitte l'armée et lutte contre la sale guerre d'Indochine. Enfin, une jeune fille raconte son procès et sa condamnation à cinq ans de prison. Les deux derniers élèves parlent correctement mais avec tant d'accent qu'on perd une partie de leurs propos. Le cours terminé, le professeur se précipite vers moi et me dit sur un ton d'excuse : « Que voulez-vous, ils ne sont pas très forts. » Je le rassure poliment et lui demande si ses élèves ont lu le livre sur l'affaire Henri Martin, préfacé et « monté » par Sartre

il y a quelques années. « Ils ne sont pas assez forts pour lire le livre tout entier ; ils en ont lu des résumés. » « Et savent-ils qui est Sartre ? » Le professeur sourit sans répondre et mes guides me tirent par la manche : dans un autre bâtiment, le cours d'anglais va commencer.

Dans la classe d'anglais, il y a aussi une vingtaine d'étudiants. Leur professeur, assez jeune, parle, à ma grande surprise, avec un accent américain très prononcé. Il raconte d'abord, longuement, l'histoire d'une famille d'Europe centrale qui a émigré en Amérique à la fin du siècle dernier et il explique, en termes pathétiques, le sort misérable qui l'y attendait. « Le régime capitaliste est fondé sur l'oppression des pauvres. Cela, vous le savez (tout le monde hoche la tête). Mais, de la fin de la guerre de Sécession à 1900, 14 millions de personnes, chassées de leur pays par l'injustice et obligées de se réfugier aux Etats-Unis, y ont subi des vexations incroyables. » Suit un exposé, assez confus, puis les élèves, qui ont pris des notes, sont conviés à répondre à des questions comme celle-ci : « Quel était, en Amérique, le sort des émigrés d'Europe centrale à la fin du siècle dernier ? » Ils le font en répétant presque mot pour mot — et avec l'accent américain — ce que vient de dire leur professeur.

Je ne suis pas resté jusqu'à la fin du cours parce qu'on m'attendait à la classe de russe : douze étudiants seulement et de première année, donc d'un niveau très bas. Là aussi, tout était politisé et on résumait, très sommairement, l'histoire de la Révolution d'Octobre. Le professeur était une femme, diplômée de l'Institut des langues étrangères de Harbin, et parlait très bien le russe.

A Kunming, on n'enseigne pas le français, mais j'ai assisté à des cours d'anglais et de russe et j'ai eu la même impression qu'à Nankin. En Chine, on étudie une langue étrangère sur des textes politiques, sans presque s'occuper des classiques de la littérature : résultat, les étudiants n'acquièrent qu'un vocabulaire fonctionnel très pauvre. Quand j'ai parlé aux professeurs, même à ceux du célèbre Institut de Harbin où, depuis 1949, sont formés les professeurs et les traducteurs de langue russe, ils m'ont parus un peu gênés, ils ont invoqué la nécessité d'apprendre vite les rudiments indispensables et m'ont assuré que ceux qui poursuivaient leurs études au degré supérieur étudiaient très sérieusement les classiques. Malheureusement, des enseignants français qui exercent actuellement en Chine m'ont dit que c'était inexact.

Depuis leurs brouilles avec les communistes étrangers, les Chinois recrutent en Europe occidentale des professeurs de langues sans tenir aucun compte des critères politiques. Il semble même qu'appartenir à un P.C. autre que le chinois soit à leurs yeux un mauvais point. Les enseignants signent un contrat de deux ans et sont très honnêtement payés. Les Français sont, pour la plupart, de jeunes sinologues qui veulent profiter de leur séjour pour perfectionner leur chinois. Ils n'avaient jamais imaginés qu'ils enseigneraient leur langue à partir de textes politiques du *Renmin Ribao* traduits en un français souvent incorrect qu'il vaut mieux pour eux ne pas corriger. Dans chaque faculté, il y a, en effet, un comité qui approuve les programmes et guide les professeurs ; bref, qui exerce un contrôle politique très strict. Les Chinois sont extrêmement hospitaliers et tolérants à l'égard de leurs hôtes enseignants, ils sont prêts à leur faciliter leur séjour, mais ils sont intraitables lorsqu'il s'agit du contenu et des méthodes de l'enseignement.

Je dois ajouter que mes interprètes étaient toujours extrêmement studieux, et qu'ils profitaient de chaque instant de liberté pour se perfectionner. Mais lorsque, dictionnaire en main, ils travaillaient, c'était toujours sur la traduction russe ou anglaise des neuf lettres du Comité central du P.C. chinois au P.C. de l'U.R.S.S. ou sur un texte du même ordre.

« Nous voulons apprendre à nos élèves l'internationalisme, le patriotisme et la morale communiste », m'a dit le doyen de la faculté de sciences politiques à Nankin. Et un professeur de Kunming : « Nous accordons une importance particulière aux cours sur l'histoire du mouvement ouvrier international pour que nos étudiants comprennent bien que, depuis sa naissance, ce mouvement a été marqué par la lutte entre les marxistes révolutionnaires et les opportunistes capitulards. » Les manuels sont des compilations faites par des professeurs « avec l'aide de comités spécialisés délégués auprès de la faculté. » Et les principales matières à examen sont : « Les œuvres du président Mao ; l'histoire du P.C. de Chine ; l'histoire du mouvement ouvrier ; l'économie politique et la logique. » De plus, les événements politiques, intérieurs ou internationaux, font l'objet de séminaires réguliers. Et les classiques du marxisme ? On les étudie également, bien sûr, pour éclairer les cours d'histoire.

A Kunming, j'ai assisté à un cours de sciences politiques : une centaine d'étudiants de quatrième année écoutaient, dans un grand amphithéâtre, un exposé sur *L'Etat et la Révolution*, de

Lénine. Le professeur avait trente ans au plus et parlait, comme dans un meeting, sur un ton d'une extrême violence, qui surprenait un instant mais qui était en fait parfaitement approprié au contenu de son discours par lequel il voulait prouver que, si Lénine était vivant, il serait l'adversaire implacable des « révisionnistes modernes ».

— Lénine a démontré, affirmait l'orateur, qu'il ne suffit pas de parler de la lutte des classes pour être révolutionnaire. Pour mériter ce titre, il faut, avant tout, accepter le principe de la dictature du prolétariat. (Quelques citations à l'appui et la suite :) Etudiez, en tant qu'exemple négatif, le programme adopté par le XXII[e] Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., que les Soviétiques veulent nous présenter comme une contribution au marxisme : vous constaterez qu'il abandonne, qu'il rejette la notion fondamentale de la dictature du prolétariat.

Pendant une heure entière, le professeur a réfuté, point par point, le programme du XXII[e] Congrès et, dans le feu du discours, m'a paru avoir un peu oublié *L'Etat et la Révolution*. Les étudiants prenaient sagement des notes, bien que tous les arguments de leur professeur soient imprimés dans plusieurs des innombrables brochures publiées contre les révisionnistes modernes qu'on trouve à tous les coins de rues.

Ces expériences m'ont suffi. Je n'ai plus demandé à assister à d'autres cours de sciences politiques mais plutôt à une de ces séances de critique et d'autocritique, qui jouent — d'après mes guides — un rôle déterminant dans la formation de la conscience politique chez les étudiants. Ces réunions se déroulent d'habitude le soir, après les classes, et on nous a répondu qu'elles étaient privées. Nous avons insisté et enfin, un samedi soir, à Harbin, nos guides épuisés par nos questions et ne sachant plus trop quoi faire de nous, ont accédé à notre demande.

Il y avait, dans la grande salle du club universitaire, presque pleine, plus de quatre cents étudiants. Sur l'estrade, derrière une table au tapis rouge, six sévères personnages (quatre professeurs et deux étudiants, à en juger par leur âge) formaient le bureau. On nous a installés au premier rang, au moment même où un étudiant commençait son discours à la tribune. Il était « en dimanche », parlait d'une voix grave et, bien qu'il lût son texte, paraissait très nerveux :

— Je suis entré à la faculté de langues étrangères parce que je voulais devenir interprète. J'ai toujours pensé que les interprètes ont une vie intéressante et facile. Ils circulent en voiture

avec les étrangers et les accompagnent à travers le pays. Ils sont bien payés aussi et ne manquent de rien. J'enviais donc leur sort. Certes, je n'ai jamais été contre le socialisme et je ne me rendais même pas compte que mon ambition était foncièrement égoïste et asociale. J'étais simplement imprégné d'égoïsme et d'individualisme, ce qui m'empêchait de comprendre que pour être un vrai révolutionnaire, je dois me soucier du bien du peuple et non pas de mon confort personnel. Un jour, on nous a annoncé que seuls les premiers reçus deviendraient interprètes et que les autres seraient versés dans l'enseignement. Aussitôt, j'ai redoublé d'efforts et je suis devenu l'un des meilleurs de ma classe. Mais j'ai fait tout cela en pensant à moi et à mon avenir, et non pour être utile et pour servir le peuple.

Tous les assistants écoutaient d'un air grave dans un silence de plomb. L'étudiant but une gorgée d'eau et reprit d'une voix qui tremblait un peu :

— C'est en lisant les lettres de notre parti au P.C. de l'U.R.S.S. à propos du révisionnisme moderne que j'ai commencé à m'interroger sur mes pensées et sur ma conduite. Notre parti a démontré aux Soviétiques que leur cupidité et leur goût de la vie facile les avaient conduits à abandonner tous les principes marxistes-léninistes. « Et moi? me suis-je demandé. Ne suis-je « pas également préoccupé de mon confort ? » Je me suis alors jeté sur les œuvres du président Mao. J'ai relu son article « Servir le peuple » et j'ai médité ce qu'il dit de Lei Feng. Puis j'ai pensé : « Moi aussi je suis fils de pauvres, comme l'était Lei Feng. Mon « père aussi est mort de faim. Jamais je ne serais devenu étu- « diant dans l'ancienne Chine, féodale et capitaliste. Comme « Lei Feng, je dois tout au président Mao et au grand parti « communiste. Comment puis-je donc me soucier égoïstement de « mon bien-être au lieu de mettre toutes mes forces au service « du peuple ? »

A ce moment, un membre du præsidium a hoché la tête d'un air approbateur et la salle a éclaté en applaudissements, mais le discours était loin d'être terminé : l'étudiant en avait long à raconter sur sa vie et son travail *après* cette salutaire prise de conscience révolutionnaire, mais l'atmosphère était moins tendue et il semblait même que l'attention se relâchait. Pour reprendre son public en main, l'étudiant piqua son récit d'anecdotes qui firent une ou deux fois rire la salle — mais qui, mal traduites, ne m'ont pas fait rire, moi : il y était question des méthodes qui permettent d'étudier les livres politiques dans le tramway.

Aucune discussion ne suivit cette confession. Il ne s'agissait pas vraiment d'une séance de critique et d'autocritique mais d'une réunion où devaient être faits des exposés présentant une valeur éducative. Mes guides m'expliquèrent que l'étudiant que nous avions entendu était particulièrement brillant et savait très bien analyser ses problèmes, mais que d'autres avaient besoin de critique et d'aide extérieure pour comprendre et rectifier leurs erreurs de pensée et de conduite.

J'ai demandé en quoi consistaient les interventions et cette « aide extérieure » de la collectivité, et s'il n'arrivait pas que certains la refusent avec vigueur. En vain. Mes guides se sont bornés à me répondre que chacun sait en Chine que les séances de critique et d'autocritique ont pour objet de mieux intégrer l'individu à la collectivité et non de l'en exclure, et que c'est pour cela qu'elles sont non seulement acceptées mais appréciées par tous. Les enseignants et les étudiants français de Pékin n'ont pas confirmé entièrement cette thèse officielle, car ils ont l'impression que leurs élèves, leurs camarades ou leurs collègues, sortent, quelquefois, de ces séances très troublés, pour ne pas dire plus. Mais ils n'ont pas pu, eux non plus, recueillir de témoignages précis des principaux intéressés, qui ne font jamais de confidences sur ce sujet.

Pendant que j'essayais de comprendre cet aspect « politico-moral » de l'enseignement chinois, Marc Riboud, qui a été ingénieur, cherchait à se faire une opinion sur les laboratoires et l'équipement des facultés de sciences. Il a pu assister à certaines séances de travaux pratiques et photographier des instruments de recherche, souvent *made in China.* Mais il a eu l'impression que tout ce qu'on lui a montré allait avec un enseignement assez élémentaire, susceptible de former assez rapidement des techniciens mais non des savants.

Il y a évidemment en Chine d'autres instituts où l'on fait des recherches plus poussées, où l'équipement est adapté à l'âge atomique : le fait que les Chinois aient la bombe suffit à le prouver mais il semble que ces instituts dépendent, comme en Russie, de l'Académie des sciences et, malgré nos demandes réitérées, nous n'avons jamais pu en visiter.

Dans des conversations privées, de hauts fonctionnaires nous ont assuré que le Parti n'intervenait jamais dans le domaine de la recherche fondamentale et que la Chine n'a pas commis l'erreur russe d'imposer aux savants un Lyssenko ou de déclarer « impies » les théories d'Einstein. Avant même que nous ne

leur posions la question, ils tenaient à nous dire que le principe des « cent fleurs et cent écoles » est strictement appliqué dans le domaine scientifique.

Je ne comprends donc toujours pas pourquoi on a systématiquement refusé de nous faire visiter les laboratoires de l'Académie des sciences. Sans beaucoup y tenir, je risque l'hypothèse que nos guides ne voulaient pas nous montrer des organismes dont, presque fatalement, étant donné la nature de leur travail, les membres vivent dans des conditions privilégiées. Ils tenaient avant tout à nous faire sentir les efforts gigantesques qui sont faits dans leur pays pour populariser la science, pour ouvrir les universités aux étudiants d'origine prolétarienne et pour former des « intellectuels de type nouveau, liés au peuple ». Ils y sont arrivés : il me paraît certain qu'aujourd'hui, en Chine, toutes les conditions sont réunies pour que l'instruction et la culture se répandent suivant une progression géométrique. La Chine sera, sans aucun doute possible, le premier pays d'Asie à éliminer totalement l'analphabétisme, à assurer l'instruction de tous les enfants et à avoir (en valeur absolue) autant d'étudiants — et du même niveau — que les nations les plus développées. On peut faire cette « prophétie » en se fondant sur le nombre d'enseignants en formation et sur le fait qu'existe déjà une infrastructure universitaire solide qui ne cesse de se renforcer.

Mais la qualité? Il est probable que, dans le domaine scientifique, la quantité finira automatiquement par donner la qualité : plus il y a de diplômés, plus il y a de chances que certains d'entre eux deviennent des savants, capables de donner une impulsion nouvelle à la recherche. Dans un système aussi dynamique que celui de la Chine, le développement des forces productives garantit le développement de la science et de la technologie. Il en va autrement pour tout ce qui touche aux lettres, à la philosophie et aux sciences sociales. Ici, le savoir brut n'est rien si ne s'y ajoutent pas l'esprit critique, la curiosité intellectuelle, le goût de l'expérience personnelle et du risque dans la pensée : or, dans leurs universités, les étudiants ne semblent qu'apprendre par cœur des formules. Rien n'est fait pour les inciter à penser par eux-mêmes, de façon originale. Sur ce point, quand on connaît le précédent soviétique, on s'inquiète.

Pendant l'époque stalinienne, beaucoup de responsables, parfaitement conscients des insuffisances de l'enseignement, concluaient néanmoins que les livres, quels qu'ils soient, donnent le goût de la connaissance et qu'en conséquence, à elle seule, l'aug-

mentation prodigieuse du nombre des étudiants en U.R.S.S. finirait nécessairement par provoquer une maturation politique et intellectuelle : on sait qu'il n'en a rien été. Au moment de la déstalinisation, quand les principes anciens ont été remis en cause, nombre des diplômés politiques de l'époque précédente sont tombés dans un scepticisme ou dans un cynisme parfaitement stériles. Et la Russie ne nous envoie toujours pas les livres d'histoire, d'économie ou de philosophie qui, en étudiant la période stalinienne et la réalité soviétique actuelle, apporteraient une contribution vraiment appréciable à la culture mondiale.

8. *L'OCEAN ARMÉ*

Jamais nous n'avons demandé à rencontrer des militaires ni à visiter des casernes. Fort de mon expérience soviétique, j'évite toujours de m'intéresser aux questions militaires dans les pays communistes. On sait, en effet, qu'on ne fera qu'éveiller les soupçons en posant des questions auxquelles ne pourront être fournies que des réponses dilatoires — ou pas de réponse du tout.

Mais les hommes — et les femmes — en armes sont si nombreux en Chine que, même en détournant la tête à leur passage, on n'arrive pas à les éviter. Ce ne sont pas des militaires à proprement parler, mais des « miliciens populaires ». Sur les pelouses de l'université de Changsha nous sommes tombés sur des filles et des garçons en « position de tireur couché » qui visaient un invisible ennemi et manœuvraient les leviers d'armement de leurs fusils. Ils ne tiraient même pas à blanc, non : ils faisaient seulement *le geste* de tirer. Cela nous a paru si bizarre qu'oubliant notre décision de négliger tout ce qui touche à l'armée, nous avons demandé à les voir de près. Nos guides ont très facilement accepté et ont même semblé trouver que c'était une bonne idée.

Le « chef du détachement » était un étudiant de deuxième année, d'origine paysanne. Il avait dix-neuf ans mais en paraissait moins et il était d'une timidité pas du tout martiale. « Comment êtes-vous devenu le chef ? » « On m'a élu. » « Avez-vous suivi des cours spéciaux ? » Très gêné, le chef m'explique qu'il a la confiance de ses camarades mais qu'il n'en sait pas plus qu'eux dans le domaine militaire. Puis, soudain éloquent, il se lance dans un petit discours : « Le président Mao nous a dit

que la Chine tout entière doit être comme un océan armé dans lequel tout envahisseur se noierait. Nous sommes tous des soldats et nous nous entraînons au métier des armes, comme nos pères l'ont fait pour chasser les Japonais, les Américains et leurs laquais du Kuomintang. »

Les leviers d'armement ne claquent plus : le « détachement » est trop intéressé par notre conversation pour continuer l'exercice. Sous le regard bienveillant des professeurs de notre escorte, le jeune chef me dit ce que sont les milices. Comme lycéen en Pologne, avant 1939, j'ai fait, moi aussi, de la préparation militaire comme en font ces jeunes Chinois. Mais nous portions des uniformes et nous étions encadrés par des militaires de carrière qui devaient, plus tard, nous prendre en charge à plein temps, lorsque nous ferions notre service. En Chine, la milice est composée d'hommes qui ont déjà fait leur temps et de jeunes qui ne porteront peut-être jamais l'uniforme. Tout le monde, hommes et femmes, doit savoir utiliser une arme, mais très peu de citoyens servent dans l'armée régulière, bien qu'en principe, la loi prévoie la conscription générale. Quand j'ai demandé à mon étudiant-chef s'il n'irait pas à l'école des élèves officiers, il a paru tout surpris et m'a répondu, en rougissant : « Je ne sais pas si j'aurai l'honneur d'être appelé dans l'armée de Libération : seuls les meilleurs y vont. »

Plus tard, à Pékin, des amis non chinois m'ont permis de comprendre ce qu'il y a de paradoxal dans la situation militaire de ce pays. Si la Chine appliquait à la lettre sa loi sur la conscription et si elle mobilisait pour trois ans et demi tous les jeunes, elle aurait une armée permanente de quelque trente millions d'hommes et peut-être plus : entretenir une telle armée, en temps de paix, serait aussi ruineux qu'inutile. Il n'y a donc qu'un Chinois sur douze ou quinze qui fasse son service. L'instruction militaire des autres est confiée à la milice, qui ne coûte pas cher : elle n'a pas d'uniforme, pratiquement pas d'armement et elle a l'avantage de maintenir le pays dans une atmosphère de mobilisation générale qui stimule l'esprit révolutionnaire.

Les stratèges chinois, encore marqués par l'expérience de la dernière guerre, sont convaincus que seul le peuple en armes peut rendre la vie intenable à un envahisseur même cent fois mieux équipé que lui, comme l'étaient les Japonais.

Il n'y a plus de défilés militaires en Chine : il semble qu'on les ait supprimés après la brouille avec l'U.R.S.S. Ni le 1er Mai, ni le 1er Octobre, l'armée ne sort de ses casernes. Mais il suffit

de la moindre manifestation anti-impérialiste — et il y en a souvent — pour que les rues de Pékin (et des autres villes) se remplissent de colonnes de ces civils armés, qui défilent d'une manière qui scandaliserait les professionnels et, devant les tribunes officielles, les premiers rangs sont toujours réservés aux miliciens d'élite, le torse bardé de cartouchières, comme les marins de Kronstadt. Combien y a-t-il de miliciens en Chine ? Suivant différentes estimations, de 25 à 100 millions — mais la question est sans importance. Ce qui est évident c'est qu'en cas de danger, l'armée chinoise ne manquerait pas de réservistes.

Une autre chose est évidente, c'est qu'un jeune paysan enrôlé dans l'armée se considère effectivement comme un heureux élu. Etre logé, nourri, vêtu et recevoir un peu d'argent de poche, c'est la fortune dans un pays qui a su vaincre la famine mais qui est toujours sous-développé et où il faut travailler dur pour gagner son pain. Et l'armée chinoise accorde à ses membres plus que la tranquillité matérielle : elle veille à leur instruction, à leur formation professionnelle et politique, à leur santé. Bref, tout en instruisant militairement ses recrues, elle leur assure un avenir civil aussi bien que la meilleure des écoles.

Ce n'est pas un hasard si, dans les films chinois, on vous montre souvent un soldat démobilisé qui devient le responsable de son village ou l'ouvrier d'élite de son usine. Bien entendu, la réalité est moins belle et tous les anciens soldats ne font pas de brillantes carrières. Mais le fait est que j'ai souvent vu des responsables (économiques ou politiques) qui avaient été formés par l'armée. La plupart l'avaient été pendant l'époque héroïque de la guerre civile ou immédiatement après, mais l'ambition déclarée de l'armée chinoise est, encore aujourd'hui, de remplir son rôle d'éducatrice.

Ce « secret politico-militaire » m'a été révélé spontanément par M. Chen Chun, rédacteur en chef adjoint du *Renmin Ribao*[1] Nous avions parlé d'abord de son journal puis nous en étions venus à la politique internationale et, bien entendu, nous nous étions accrochés à propos de Staline. J'essayais de dire que la

1. Le **Renmin Ribao** — « le quotidien du peuple » — organe central du P.C. de Chine, est le plus grand journal du pays. Il tire à 1 500 000 exemplaires et est imprimé simultanément à Pékin, à Shanghaï, à Kharbine, à Canton, à Kunming, à Wuhan, à Urumchi, à Chengtu et à Sian. Ses quinze principaux rédacteurs sont nommés par le Comité central et ses éditoriaux (signé généralement **l'Observateur**) sont pour la plupart écrits par de hauts dirigeants, quelquefois même par Chou En-laï. Le prix du journal varie suivant le nombre des pages : 1 page = 1 fen (2 centimes).

position des Chinois dans leur querelle avec l'U.R.S.S. serait beaucoup plus forte s'ils ne prenaient pas la défense de Staline. M. Chen Chun sursaute : « Nous venons juste de supprimer les grades dans notre armée. Voilà un acte précis, plus démocratique que tous ceux qui ont été accomplis en U.R.S.S. depuis le XX[e] Congrès. C'est cela, le retour au léninisme, car Lénine n'a jamais voulu d'une armée avec épaulettes dorées, généraux couverts de médailles et officiers payés comme des ministres bourgeois. Notre conception des milices populaires et de l'armée du peuple vient tout droit de Lénine et a été merveilleusement adaptée aux conditions chinoises par le président Mao. Nous avons gagné toutes nos batailles avec cette armée sans grades, démocratique et égalitaire qui est appuyée par les milices populaires. »

La suppression des grades dans l'armée chinoise venait à peine d'être décrétée que la communauté diplomatique de Pékin se perdait en hypothèses sur le sens de cette mesure. Les porte-parole officiels ne l'éclairaient guère et, comme d'habitude, renvoyaient les questionneurs aux textes publiés, textes très longs et farcis de formules marxisto-chinoises qui rendent leur lecture particulièrement ardue. Et voici que j'ai devant moi un des principaux journalistes du pays qui, sans que j'en aie parlé, traite de ce sujet épineux et le présente même sous un angle inattendu car, bien qu'il n'use pas du terme, il me laisse entendre que la réforme de l'armée a un caractère antistalinien. Je renonce donc, pour la seconde fois, à mes résolutions de ne pas aborder les problèmes militaires et je bombarde M. Chen Chun de questions sur les raisons et le but de cette réforme.

— Les grades d'officiers ont été introduits chez nous en 1955, répond-il tranquillement. Il est probable que l'influence soviétique était pour quelque chose dans l'adoption de ce système qui, d'ailleurs, à l'époque, avait ses avantages. Mais jamais nous n'avons eu une armée strictement hiérarchisée où le soldat devient un robot et où les officiers ont des pouvoirs illimités. Nous sommes toujours restés attachés au principe de la camaraderie dans l'armée, à celui de la discussion et de la discipline consentie et non pas imposée. Comme vous le savez, tous nos officiers étaient tenus de faire des stages à la base et, un mois par an, ils redevenaient simples soldats. Nous avons toujours été très vigilants et nous n'avons jamais permis que des galons confèrent à ceux qui les portent d'extraordinaires privilèges, comme c'est le cas dans certains autres pays.

L'allusion au pays des « généraux constellés de médailles » était très claire et il faut reconnaître que M. Chen Chun a raison : les militaires chinois que nous avons vus pendant notre voyage étaient beaucoup moins rutilants que leurs homologues soviétiques, et, même avec leurs épaulettes, les officiers ne se distinguaient guère des soldats et ne portaient ni bottes étincelantes, ni vareuses taillées sur mesure. Soldats et officiers, avec leurs chaussures de toile et leurs uniformes toujours trop larges, semblaient tout fraîchement débarqués de leur campagne. Je le dis à M. Chen Chun et j'ajoute qu'à nos yeux d'Européens, l'armée chinoise semblait déjà si égalitaire que nous ne voyions pas comment on pouvait encore la démocratiser. Il répond :

— Selon l'expression célèbre du président Mao, une armée n'est vraiment efficace que lorsqu'elle est dans le peuple comme un poisson dans l'eau. Or, seule une armée profondément démocratique et égalitaire peut rester près du peuple, l'aider dans son labeur et vivre avec lui. La menace qui pèse sur notre pays s'est aggravée ces derniers temps, à la suite de l'agression américaine au Viet-nam et de la trahison des révisionnistes modernes. Un grand débat a donc été organisé dans l'armée et, après plusieurs mois de discussions à tous les échelons, la décision a été prise de resserrer encore les liens entre l'armée et le peuple en supprimant les grades et en donnant aux militaires une éducation politique encore plus poussée.

Les responsables économiques m'avaient déjà expliqué que « l'homme compte plus que les machines, puisque c'est lui qui s'en sert » et je ne suis donc pas surpris d'entendre, dans la bouche de M. Chen Chun, la même formule adaptée à l'armée : « Le soldat compte plus que les armes », etc. Mais je voudrais en savoir plus long sur ce « vaste débat » entre militaires. Qui en a pris l'initiative ? Comment était-il mené ? Et comment se fait-il que personne, en dehors de l'armée, n'ait su qu'il avait lieu ? Mes questions ne déroutent nullement M. Chen Chun.

— Le Parti, chez nous, intervient dans tous les secteurs, et il porte une attention particulière à l'armée. Nos meilleurs militaires sont communistes. Je dirais même qu'ils sont d'autant meilleurs qu'ils sont plus communistes. Ce sont eux qui ont provoqué le débat et qui l'ont mené, en accord étroit avec les instances supérieures du Parti. Mais tout le monde a participé à la discussion, je le répète, car c'était le seul moyen d'arriver à des solutions.

Je demande de nouveau pourquoi personne n'a rien su de

ce débat *avant* que la réforme soit annoncée, alors qu'il doit être bien difficile de faire discuter des millions de soldats sans que personne ne se doute de rien. Mon scepticisme semble égayer M. Chen Chun.

— Nous ne voulions pas porter ce débat sur la place publique et nous nous félicitons que, grâce à la discipline et à la conscience de nos soldats, le secret ait été bien gardé. Pour vous, la démocratie c'est le parlementarisme bourgeois. Nous, nous pratiquons des débats démocratiques d'un autre type, sur une beaucoup plus grande échelle — et ils sont autrement efficaces.

Là-dessus, M. Chen Chun me dit qu'il est membre du P.C. depuis trente-huit ans et qu'il peut me donner d'autres exemples des mœurs démocratiques qui sont pratiquées dans le Parti et dans l'armée. Comme M. Chen Chun paraît avoir au plus quarante ans, je reste sans voix et il commence à me parler de sa longue expérience de militant.

M. Chen Chun n'a pas été soldat mais il en a recruté un grand nombre à la barbe du Kuomintang et des Japonais. Ce travail clandestin lui a appris les vertus de la patience et de la démocratie. Car dans les « bases libérées » sur les arrières de l'ennemi, tout, absolument tout, était réglé par la discussion et par la persuasion. Les communistes n'enrôlaient pas les paysans de force dans leur armée ou dans les milices : ils les éduquaient et ne leurs confiaient des armes que lorsqu'ils étaient assurés de leur volonté de se battre.

M. Chen Chun ne m'a pas fait de révélations sensationnelles. D'autres m'avaient déjà parlé du patient travail qu'ont fait les communistes pour éveiller la conscience politique et la combativité des masses paysannes, qui devinrent leur force de frappe. Mais, lié à l'examen de la récente réforme de l'armée, ce rappel historique m'a permis de mieux comprendre le rôle très particulier de l'armée rouge dans le monde paysan. L'armée, pour les maoïstes, a toujours été une sorte de laboratoire politico-pédagogique où ils mettaient au point les moyens les plus efficaces d'inculquer la pensée et de faire adopter le style de vie révolutionnaire aux soldats d'abord, à l'ensemble de la population ensuite. Toutes les méthodes d'endoctrinement, d'études par groupes, de critique et d'autocritique, d'éducation liée à la production et de production liée aux exercices militaires, ont été appliquées d'abord dans la VIII[e] armée de route. Le soldat formé à cette école était, en fait, un civil politisé, capable à la fois de

manier les armes et de donner l'exemple aux autres, non seulement dans le combat, mais aussi dans le travail.

Les ministres et les officiers de Chiang Kai-chek (et nombre de ses conseillers américains) ne prenaient pas au sérieux cette armée rouge qui passait la moitié de son temps à faire la moisson ou à organiser des meetings et ils tournaient en dérision les milices populaires, composées d'amateurs : de plus, un caporal nationaliste touchait une plus grosse solde que le commandant en chef communiste[1]. Mais au moment du grand choc, c'est l'armée professionnelle de Chiang Kai-check, bien payée, bien entraînée et bien armée, qui se désintégra, alors que les « bases libérées » tenaient bon. Les dirigeants du P.C. ont acquis la conviction que l'armée doit consacrer une moitié de son activité aux tâches civiles et rester intégrée dans la société civile à moitié militarisée, elle, par les milices. Aujourd'hui qu'ils sentent un danger, ils se soucient avant tout de fondre encore plus étroitement l'armée et le peuple.

Tel est, selon M. Chen Chun, le sens de la récente réforme militaire. Mais on peut se demander pourquoi il est nécessaire de renforcer les liens entre les soldats et la population. La symbiose serait-elle insuffisamment réalisée ? M. Chen Chun m'a répondu par les théories classiques de la révolution ininterrompue et de la lutte de classes qui se poursuit dans la période de transition qui mène à l'avènement de la société communiste. Il semble pourtant que le vrai problème soit ailleurs.

Malgré l'attachement aux traditions de Yenan, l'armée chinoise d'aujourd'hui n'est plus la même qu'à l'époque héroïque. Elle doit donner une formation plus poussée à son personnel et le soldat chinois apprend à présent beaucoup plus que les 800 caractères qu'il faut connaître pour lire un texte simple.

Le sort du soldat est comparable, à bien des égards, à celui d'un étudiant qui vit, lui aussi, aux frais de l'Etat et acquiert des connaissances qui le placent au-dessus du travailleur moyen. Quoi qu'on puisse dire ou faire, tous deux sont des privilégiés qui ont devant eux un avenir plus ouvert que le citoyen moyen. A nous autres, Européens, ces étudiants, qui vivent à sept dans une chambre et touchent des bourses dérisoires, et ces soldats, pauvrement vêtus, qui construisent des routes, ne semblent pas du tout enviables : ils le sont pour le Chinois moyen.

---

1. Chu Teh touchait 5 dollars par mois. Voir : HARRISSON FORMAN, **op. cit.**

Et la même chose se produit dans tous les pays qui essayent de surmonter leur retard économique. Mais partout ailleurs qu'en Chine, on se résigne à ce que les besoins croissants des classes moyennes, nées du processus d'industrialisation, soient les premiers satisfaits ou à ce que l'armée se substitue à l'appareil de l'Etat. On constate si régulièrement ce nouveau déséquilibre social dans les pays du tiers monde qu'il semble inévitable. La Chine fait exception à la règle et montre une détermination quasi obsessionnelle d'empêcher la formation de couches privilégiées, civiles ou militaires. Pour cela des mesures purement économiques seraient insuffisantes. On peut réduire au minimum l'éventail des salaires, on peut refuser des primes à la compétence — et nous avons vu que c'est souvent le cas en Chine — mais il reste impossible de payer moins un ingénieur qu'un manœuvre ou de mal nourrir les militaires. Pour tuer dans l'œuf toute mentalité « élitaire » le moyen le plus efficace, selon les Chinois, n'est pas économique mais idéologique : c'est l'éducation politique à haute dose.

— Le soldat doit être modeste, conscient de sa dette envers le peuple et envers le Parti qui lui ont confié les armes, me dit M. Chen Chun. La dette d'un responsable (on ne dit plus « officier ») est évidemment encore plus grande et il doit donc être encore plus modeste. Et remplacez les mots « soldats et armes » par « étudiant et livres », et vous trouverez le principe qui régit la vie universitaire et qui vaut aussi pour les intellectuels et les artistes qui ne doivent pas, eux non plus, oublier un instant ce qu'ils doivent au peuple, au président Mao et au Parti.

L'exemple de Lei Feng prouve de plus qu'il ne suffit pas d'être modeste mais qu'il faut encore « servir le peuple » par de bonnes actions quotidiennes. Et toute une littérature, bâtie autour des œuvres de Mao, tend à démontrer que l'homme du peuple est, en tout état de cause, le meilleur de tous, le plus propre moralement, et le plus nécessaire à la société. Tous les moyens de la propagande sont utilisés pour que chacun se pénètre de ce système de valeurs. Dans ces conditions, il n'y a aucun risque que se forme un esprit de corps chez les spécialistes civils ou militaires : c'est plutôt le danger d'un militantisme poussé trop loin qui les guetterait. Et ce n'est pas un hasard si les gardes rouges se composent essentiellement d'étudiants et sont appuyés dans leur action par les militaires.

L'armée chinoise vit donc dans la hantise d'être utile. Il faut qu'elle serve le peuple tous les jours et, en temps de paix, elle

ne peut le faire qu'en travaillant [1]. D'ailleurs, même en temps de guerre, les Chinois n'ont pas la même idée de l'héroïsme que les autres militaires. A cet égard, le cas de Luo Cheng-kiao, qui est vénéré par la nation entière pour son action dans la guerre de Corée, est exemplaire.

Les volontaires chinois en Corée ont réussí à repousser l'armée américaine jusqu'au 38e parallèle et à la tenir en échec pendant deux ans. Ce qu'ils considèrent comme une victoire. Pourtant Luo Cheng-kiao, fils d'un paysan pauvre de la province du Hunan est le héros le plus fameux de cette guerre — si fameux que, pour honorer sa mémoire, on a donné son nom à une montagne et à une rivière. Qu'a donc fait Luo Chen-kiao? Peut-être a-t-il tué beaucoup d'Américains puisqu'il a pris part à de nombreuses et meurtrières batailles — mais de cela personne ne parle. Ce qui lui a valu la gloire, c'est qu'il mourut noyé le 2 janvier 1952, après avoir plongé dans un trou de glace d'une rivière gelée pour sauver un enfant coréen.

« Soyons tous soldats! » Ce slogan chinois veut dire en fait : « Soyons tous comme Lei Feng et Luo Cheng-kiao! » Il invite à vivre selon un certain style qu'on acquiert mieux et plus vite dans l'armée, mais que les civils aussi ont les moyens de faire leur. De même, l'art militaire n'est pas, selon les Chinois, l'apanage d'une élite de professionnels, mais peut être assimilé par tous : il suffit de s'appliquer et les milices sont précisément organisées pour l'enseigner à tous. Dès l'école, les gosses apprennent à manier des fusils en bois, en même temps qu'à faire des bonnes actions à la Lei Feng.

Lorsqu'on est en Europe, ces mots d'ordre et les articles enflammés du *Renmin Ribao* qui appellent à la militarisation du

---

1. Au cours de l'année 1966, l'armée de Libération a été chargée — comme à l'époque de Yenan — de la gestion d'une partie du secteur industriel et agricole du pays. Elle doit construire des usines et mettre en valeur des terres vierges pour augmenter la capacité économique de la Chine. En même temps, Lin Piao, le chef de l'armée, a été promu au rang de numéro 2 du régime, rang que Chu Teh, son prédécesseur à l'époque héroïque, n'avait cessé d'occuper jusqu'à la victoire de 1949.

ROBERT GUILLAIN a publié dans le **Monde** du 20 et 21 septembre 1966, deux articles exhaustifs sur le rôle de l'armée chinoise dans la nation et sur les raisons de la montée de Lin Piao dans la hiérarchie communiste. Il y démontre que l'armée est surtout un instrument politique entre les mains des maoïstes et que les spéculations de certains commentateurs occidentaux au sujet d'un prétendu conflit entre les militaires chinois et le P.C. sont dénuées de tout fondement. Son analyse des documents récents de Pékin recoupe entièrement les impressions que nous avons rapportées de notre voyage en 1965.

pays font peur. On pense inévitablement aux slogans des pays fascistes et il vous vient à l'esprit des images de soldats casqués et bottés, intoxiqués de nationalisme et possédés par l'esprit de conquête. Chaque année, les ennemis de la Chine se présentent aux Nations unies avec un plein dossier de coupures de presse chinoises et démontrent qu'un pays qui fait une propagande militariste si intense est nécessairement belliqueux et ne peut donc pas siéger dans une assemblée qui est censée protéger la paix mondiale.

Pourtant, même des journalistes et des professeurs anticommunistes qui ont fait le voyage de Chine, comme le professeur Hugh Trevor-Roper [1], admettent que les soldats chinois « leifengisés » ne ressemblent en rien à ceux de Hitler. D'autres anticommunistes se moquent même des Chinois qui seraient atteints, selon eux, du « complexe de Yenan » et en retard d'une guerre. Leur armée, disent-ils, est adaptée à des batailles qui n'auront plus jamais lieu puisque nous sommes à l'âge atomique.

N'étant ni stratège ni prophète, je ne me sens pas habilité à juger de la valeur de l'armée chinoise ni à prévoir ce que serait une nouvelle guerre. Je parlerai plus loin de la manière dont les Chinois voient la situation internationale et de leur politique d'armement atomique et je répète que je n'ai pas visité de casernes et que je ne sais donc pas ce qu'on y apprend aux jeunes recrues. Toutefois je crois pouvoir dire que l'armée chinoise est essentiellement défensive et que, vivant en symbiose complète avec un peuple de 650 millions d'habitants, tous entraînés, pour la soutenir, à la guérilla, elle me paraît indestructible.

A son retour de Chine, il y a environ dix ans, le maréchal Montgomery fit une conférence privée devant les membres de la Chambre des communes. Il y affirma que la première règle, et la plus impérieuse, de la stratégie occidentale devrait être : « Ne plus jamais débarquer un seul soldat sur le continent chinois. » Les jugements politiques du maréchal Montgomery sont peut-être sujets à caution, mais on ne peut lui dénier une certaine compétence dans le domaine militaire.

1 Voir : **Sunday Times,** novembre 1965.

CHAPITRE VI

LA CHINE ET LE MONDE

1. UNE SOCIETE DE CONTESTATION

Lorsque j'ai quitté la Chine en 1965, l'escalade militaire américaine dans le Sud-Est asiatique n'en était qu'à ses débuts. A présent, la perspective d'un affrontement direct entre l'Amérique et la Chine paraît plus proche que jamais. Selon certains commentateurs aussi avisé qu'Edgar Snow, la guerre sino-américaine a déjà virtuellement commencé.

Nous ne savons pas jusqu'où peut aller cet affrontement. Ce qui est certain en revanche, c'est que les Chinois l'ont prévu et qu'ils acceptent de relever le défi américain. « Les Chinois pensent que les Américains sont des hommes logiques » — a écrit l'été dernier Edgar Snow dans *le Nouvel Observateur*. Or, ils savent que le but des Etats-Unis dans le Sud-Est asiatique n'est pas de conquérir un territoire mais de démontrer à l'échelle planétaire que les révolutions et les guerres de libération ne sont plus possibles dans le monde actuel, parce que l'Amérique est suffisamment puissante pour les écraser. La logique de cette politique qui se propose de freiner par la force l'expansion du communisme conduit les Américains à attaquer la Chine, seule puissance socialiste qui mise aujourd'hui ouvertement sur le développement rapide des révolutions dans le monde.

« Mais pourquoi ces Chinois ne se contentent-ils pas de construire tranquillement leur communisme, chose qu'ils font si bien,

et pourquoi se lancent-ils avec leur huit millions de bicyclettes [1] à l'assaut de géants armés jusqu'aux dents, comme les Etats-Unis et l'U.R.S.S.? » se demanda à son retour de Pékin, en 1965, M. Giorgio La Pira, ancien maire de Florence. Ce professeur italien, très catholique, est trop intelligent pour croire que les Chinois menacent militairement les Etats-Unis et l'U.R.S.S., mais comme il combat depuis longtemps pour un rapprochement entre l'Est et l'Ouest qui garantirait la paix, il a été agacé en Chine — comme tant d'autres Européens de bonne volonté — par les diatribes quotidiennes contre les Américains impérialistes, les Russes « révisionnistes » et la nouvelle Sainte-Alliance qui les unit, selon les Chinois.

En fait, malgré leurs outrances verbales, leur langage stéréotypé et leur tendance à faire des procès d'intention à ceux qui ne sont pas d'accord avec eux, les Chinois n'ont rien perdu de leur lucidité dans l'examen de la situation internationale. Les événements de cette dernière année leur donnent raison bien plus qu'à leurs détracteurs. Il y a un an, beaucoup d'analystes politiques pensaient que la guerre vietnamienne pourrait trouver une solution dans le cadre de la coexistence, car la pression de l'U.R.S.S., des mouvements de la paix pro-soviétiques, ou de ceux du tiers monde suffirait pour faire reculer les Américains. Mais c'était un vain espoir, vite déçu par l'arrogance de la puissance américaine, et tous ceux qui ont misé sur cette carte doivent se demander si leur interprétation de la politique américaine au Viet-nam n'était pas fondée sur une grande illusion. A présent on constate que les pressions polies et modérées n'ont pas empêché la progression de l'escalade, et on voit mal comment elles pourraient la stopper demain. L'absence d'une action décisive antiaméricaine de la part de l'U.R.S.S. équivaut, selon les Chinois, à une complicité avec l'agresseur, donc à une trahison. La politique soviétique est peut-être plus complexe que cela, mais il reste que Moscou n'a toujours pas averti solennellement Washington que la violation du 17e parallèle ou une attaque contre la Chine serait considérée par elle comme un *casus belli*. En l'absence d'un tel avertissement, les Chinois ont le sentiment qu'ils sont abandonnés à eux-mêmes et qu'ils doivent être prêts à se mesurer seuls avec la super-puissance américaine.

1. M. La Pira paraphrase ici Mussolini qui parlait volontiers des « huit millions de baïonnettes italiennes ».

Toute l'évolution récente de la Chine est déterminée par cette perspective.

Pourquoi donc cette société de pauvres qui a besoin plus que toute autre d'une longue période de paix pour s'industrialiser, accepte-t-elle de porter le fardeau d'une guerre longue et épuisante avec un pays incomparablement plus riche qu'elle? Nous avons vu dans les chapitres précédents que la Chine n'est pas en crise et qu'aucune nécessité intérieure ne la pousse à l'aventure. Mais les Chinois sont convaincus que les Etats-Unis ne renonceront pas à leur croisade anticommuniste en Asie aussi longtemps qu'ils ne se trouveront pas enlisés dans un pays pratiquement imprenable. Ils connaissent bien ou mal l'Amérique, mais leur analyse politique aboutit à la conclusion qu'une telle guerre prolongée provoquera une crise aux Etats-Unis et ébranlera le système d'alliances américain.

Les Européens se demandent parfois pourquoi, malgré cette conviction sur l'inévitabilité de la guerre anti-impérialiste, les Chinois n'essaient pas de gagner du temps, pourquoi ils ne sont pas enclins à un compromis au Viet-nam, qui remettrait l'épreuve de force à plus tard et permettrait à la Chine de perfectionner son armement atomique et classique. Mais les Chinois croient qu'aucun compromis n'est réalisable, à moins qu'on accepte d'infliger une humiliation aux Vietnamiens et de décourager ainsi pour des dizaines d'années toutes les tentatives révolutionnaires dans le tiers monde. Pour les Chinois aussi, la guerre au Viet-nam dépasse le cadre du Viet-nam. C'est là que les Américains veulent démontrer qu'ils peuvent écraser toute révolution. S'ils y arrivaient, ce serait un désastre, et pas seulement pour le Viet-nam du Sud.

En revanche si, dans leur rage belliciste, les Américains finissaient par brûler les étapes de l'escalade jusqu'à s'attaquer à la Chine, ils bouleverseraient du même coup toutes les données de la politique mondiale. L'Union soviétique et les mouvements communistes seraient mis brutalement devant leurs responsabilités : malgré la campagne qu'ils mènent depuis quelques mois pour mettre en doute le caractère socialiste de la Chine, comme s'ils voulaient s'assurer un alibi pour une éventuelle non-intervention, l'attaque américaine contre la révolution chinoise serait le choc le plus profond que le mouvement ouvrier international aurait connu depuis 1917. Il semble que les Chinois n'ont pas tort de penser que l'alliance atlantique qui craque déjà de plusieurs côtés ne survivrait pas à la guerre élargie

en Asie, et qu'à l'intérieur des Etats-Unis l'opposition, aujourd'hui encore assez symbolique, deviendrait une force puissante.

Céder au chantage des Américains au Viet-nam ou ailleurs, c'est selon les Chinois compromettre pour des décennies les chances de progrès. Relever le défi américain c'est, malgré le risque atroce, la seule possibilité de provoquer une crise profonde dans le camp américain, crise à laquelle le mouvement ouvrier a tout à gagner. La Chine est la seule à avoir fait un tel choix. L'Union soviétique et le mouvement communiste international le redoutent. Mais cette différence d'attitude n'est pas le fait du hasard et elle confirme simplement que la révolution chinoise est un autre communisme, de plus en plus différent de celui du bloc soviétique.

Cet autre communisme ne s'est pas formé en un jour, et la Chine n'a pas cherché sciemment à devenir ce qu'elle est. Les Chinois proclament aujourd'hui qu'ils sont très satisfaits de n'avoir plus à compter que sur leurs propres forces pour se défendre ou pour s'industrialiser. Mais le fait est qu'au cours de ces dix-sept dernières années, leur pays a durement souffert des pressions de toutes sortes qu'ont exercées sur lui les Américains d'abord et les Soviétiques ensuite. Dès 1949, tout en démontrant dans leur Livre blanc que la Chine se trouve en permanence au bord de la famine et qu'elle ne peut pas vivre de ses seules ressources, les Américains ont établi contre elle un blocus impitoyable.

En 1960, au moment précis où la Chine connaissait des difficultés économiques particulièrement graves, l'U.R.S.S. a rappelé ses techniciens et a cessé toutes livraisons à la Chine, même celles qui avaient déjà été payées. Aujourd'hui, la Chine est le seul pays du monde dont le revenu soit inférieur à 120 dollars par an et par habitant, qui ne reçoive aucune aide extérieure et auquel, pis encore, on n'accorde pas de crédit à long terme même pour ses achats de céréales. Pour comble, la Chine aide déjà un certain nombre de pays d'Afrique et d'Asie et elle est même la seule à leur accorder des crédits sans aucun intérêt! Tels sont les faits qu'on ne peut ignorer si l'on veut comprendre la vision que les Chinois ont du monde. Si la Chine, aujourd'hui, attaque avec fureur — mais seulement en paroles — l'Amérique et l'U.R.S.S., c'est qu'elle a subi, de la part de l'une et de l'autre, des coups terribles qui visaient à l'asphyxier pour abattre son gouvernement ou le contraindre à l'obéissance.

Certes, les Américains et les Soviétiques n'ont pas mené contre

les Chinois une action concertée; ils ont essayé les uns comme les autres d'aider la Chine — les Etats-Unis celle de Chiang Kaï-chek, les Russes celle de Mao — mais la générosité de leurs intentions ne les empêchait pas de concevoir la Chine uniquement comme un satellite et un allié obéissant en Asie. Dès que la Chine a refusé de vivre sous la tutelle de quiconque, son existence même est devenue un défi au monde.

Un défi d'abord parce que la Chine a survécu à toutes les ruptures et a prouvé, à la stupéfaction générale, qu'elle est capable de trouver les moyens et les ressources pour se développer toute seule. A présent, elle rentre sur la scène mondiale comme un grand pays complètement indépendant et personne ne doute que, dans un temps relativement court, elle sera devenue l'une des grandes puissances industrielles. Qui plus est, contrainte à un isolement farouche, la Chine a été obligée d'adopter des valeurs radicalement différentes de celles qui régissent toutes les autres sociétés industrielles, y compris les sociétés socialistes. Elle est devenue une société qui conteste les valeurs des autres, et qui se propose de prouver que les siennes sont plus efficaces et meilleures.

Or la Chine, c'est un quart de l'humanité. On ne peut pas la considérer comme un petit laboratoire social périphérique, facile à ignorer ou à isoler par un nouveau cordon sanitaire. La société de contestation chinoise trouble donc les grands d'aujourd'hui, non pas parce qu'elle a des visées expansionnistes; les Américains et les Russes savent que la Chine veut moins et en même temps plus que cela ; elle ne menace pas militairement les deux Grands mais elle met tout en cause parce qu'elle se propose comme le modèle d'une autre société.

Ce modèle inquiète l'Amérique. Cette révolution des pauvres, qui veut orgueilleusement se garder telle, risque tôt ou tard, par son exemple, de provoquer dans tous les pays sous-développés des mouvements d'une ampleur imprévisible. Ce modèle inquiète également l'U.R.S.S. parce qu'il nie ses propres choix et se propose comme un concurrent au leadership du mouvement communiste mondial. Pour ces deux puissances enfin, la Chine, par sa seule présence, intervient en gêneuse dans le dialogue qu'elles ont commencé et voudraient bien poursuivre.

Nous analyserons brièvement dans ce chapitre les principales étapes du processus qui a donné naissance à la société de contestation chinoise. Nous croyons, en effet, que les perspectives mondiales de la Chine sont inséparables de la structure interne qu'elle

s'est donnée et aussi que l'attitude du monde à l'égard de la Chine est bien davantage déterminée par la peur qu'inspire sa vocation communiste que par la crainte du prétendu péril jaune.

En août 1965, un journaliste anglais du *Times* terminait un article par ces mots : « Si la Chine connaissait tout d'un coup la prospérité, Mao en serait très ennuyé. » Ce paradoxe n'en est pas tout à fait un : la Chine, en effet, est le seul pays du monde dont le but ne soit pas d'arriver à la prospérité telle que nous l'entendons. Selon les maoïstes, l'appétit occidental pour les biens de consommation individuels n'est pas « naturel » mais est, au contraire, la manifestation d'une grave aliénation qui fait oublier à l'homme que la véritable source du bonheur et de la liberté c'est la vie collective.

Certes les Chinois recherchent le progrès matériel pour élever le niveau de vie collectif. Ils veulent plus d'écoles, plus d'universités, plus de salles de spectacles, plus d'hôpitaux. Mais cette amélioration ne doit en aucun cas éveiller des appétits individuels, ce qui aurait pour résultat la formation de couches sociales privilégiées. Pour les Chinois, les différences de salaires qui existent encore chez eux doivent peu à peu disparaître. Et l'avènement de la société vraiment égalitariste est pour eux assez proche : c'est qu'ils ne se proposent pas d'y satisfaire tous les besoins des hommes (selon les principes du communisme), mais seulement les besoins élémentaires qui leur permettront de subsister pendant la « période de lutte des classes à l'échelle mondiale ».

Bref, Mao veut une Chine riche mais peuplée de citoyens volontairement austères parce que libérés de la plupart des besoins matériels. Certes, cette richesse sera longtemps relative : il y a 650 millions de bouches à nourrir et, à supposer (comme le faisait le journaliste du *Times*) qu'une série de récoltes miraculeuses et d'inventions extraordinaires permettent soudain aux Chinois de progresser à pas de géant, le surplus de leur consommation serait consacré au perfectionnement de l'édifice social tout entier ou à aider les « pays frères » et pauvres, mais le système empêcherait que ne commence la néfaste course à la consommation individuelle qui mène au « révisionnisme moderne ».

Cette attitude est absolument originale. Les comparaisons entre l'expérience chinoise et certaines expériences soviétiques seraient toutes fallacieuses, parce que les buts recherchés ici et là n'étaient pas les mêmes. L'U.R.S.S. a connu des périodes

d'extrême austérité, pendant le communisme de guerre, par exemple, et on y a eu recours aux stimulants politiques pour faire démarrer le premier plan quinquennal, mais jamais on n'y a considéré comme définitive, et moins encore comme idéale, une organisation fondée sur la restriction volontairement acceptée et permanente de la consommation individuelle.

On aurait également tort de mettre en cause le modèle chinois parce que l'éventail des salaires reste encore assez ouvert (surtout dans le domaine rural) et de conclure que, dans certaines circonstances, d'autres pays ont été (ou sont) aussi égalitaires que la Chine. On n'arriverait ainsi qu'à prouver une chose, c'est qu'il est plus facile de réglementer la consommation dans un pays riche que d'assurer la subsistance de tous dans un pays pauvre. Ainsi il est peut-être vrai que, dans l'Angleterre de sir Stafford Cripps, la consommation ait été réglementée de façon aussi ou plus égalitaire que dans la Chine de Mao. Mais l'Angleterre n'a pas fait de cette égalité un principe moral et elle a renoncé à ce système aussitôt qu'elle l'a pu. En Chine au contraire, on prône, avec une conviction et une ferveur dont il est peu d'exemples, les vertus de l'égalitarisme et on proclame, du même ton, la supériorité morale de ceux qui ne possèdent rien.

Une question pourtant se pose dont discutaient tous les observateurs étrangers, lors de mon séjour à Pékin : cette entreprise sera-t-elle menée à terme? Selon certains, la doctrine maoïste a été inspirée par l'expérience des hommes de Yenan et disparaîtra avec eux. Dans leur république phalanstérienne du Nord-Ouest les gouvernants actuels de la Chine avaient prouvé son extraordinaire efficacité, et elle leur avait apporté l'équilibre et une sorte de bonheur puritain. Ils voudraient que leur expérience se perpétue, mais les jeunes générations n'ont ni les mêmes motivations ni les mêmes perspectives d'avenir, et dès qu'elles seront au pouvoir, automatiquement tout changera.

Selon d'autres, l'idéal égalitaire n'est dicté que par les nécessités du moment. La Chine a besoin que tous ses travailleurs produisent le plus possible mais elle ne peut pas les payer, et si même elle le faisait, comme elle ne peut pas approvisionner le marché, ce serait l'inflation permanente. Les maoïstes remplacent donc salaires et biens de consommation par des « nourritures spirituelles », mais ils n'auront plus de raisons de le faire quand leur pays sera plus riche.

D'autres enfin soulignent que la centralisation accélérée du

pays provoque la prolifération d'une bureaucratie hiérarchisée. Selon eux, le travail manuel imposé aux cadres, la critique et l'autocritique, les manifestants des « gardes rouges », toutes les coutumes et tous les rites maoïstes ont pour fin d'empêcher que ce nouveau mandarinat ne se constitue en une classe qui se considérerait comme supérieure. En vain : à la longue, la bureaucratisation faussera fatalement l'expérience chinoise et provoquera de graves contradictions internes. Sur ce problème précis, des comparaisons avec l'U.R.S.S. viennent à l'esprit qui ne sont peut-être pas toutes trompeuses.

Bref, il est trop tôt pour préjuger de l'avenir de la société égalitariste de la Chine. Pour le moment toutefois, elle représente déjà une réalité, qui n'a pas de précédents et qui n'est pas facile à comprendre pour les Occidentaux, même lorsqu'ils ont une formation marxiste. Ce n'est pas un hasard si les publications qui nous parviennent de Pékin nous paraissent souvent encore plus indéchiffrables que celles de l'U.R.S.S. de jadis. En fait, le maoïsme ne relève que partiellement du marxisme, dont il a emprunté certains concepts pour les adapter à une situation précapitaliste dans un pays essentiellement paysan. Le système social chinois n'a pas grand-chose à voir avec la démocratie prolétarienne, conçue naguère par les grands révolutionnaires d'Occident, et qui exigerait le dépérissement de l'Etat alors que les Chinois sont en train de fortifier celui-ci par tous les moyens, y compris par la récente « révolution culturelle ». Même la notion de la lutte de classes — nous l'avons vu — a été adaptée en Chine d'une manière qui modifie profondément la conception marxiste originelle. La Chine représente surtout, à mon avis, l'étonnante incarnation d'un rêve égalitariste de paysans pauvres. Pourtant même si cette société chinoise ne correspond pas au modèle de la révolution tel que les penseurs marxistes l'avaient conçu il y a un siècle, elle n'en est pas moins pour autant une réalité révolutionnaire capable d'influer et de peser profondément sur l'évolution du mouvement ouvrier tout entier, y compris en Occident.

D'ailleurs le modèle chinois ne se considère ni comme définitif ni comme éternel. Ses prémisses seront nécessairement révisées au fur et à mesure de l'industrialisation qui entraînera, ici comme ailleurs, une transformation de la vie et des valeurs. L'aggravation de la situation internationale actuelle et la perspective d'un conflit armé avec les Etats-Unis ne facilitent évidemment pas cette transformation. En attendant, la force, la réalité profonde

de la Chine résidera avant tout dans sa nature de contestation totale.

Ce n'est pas un hasard si les Chinois ne se décrivent jamais si bien que lorsqu'ils s'opposent aux « révisionnistes soviétiques » ou aux capitalistes occidentaux. S'ils ne réussissent pas toujours à démontrer la supériorité morale de l'austérité, ils n'ont aucun mal à dénoncer la corruption et l'immobilisme qui sévissent dans les sociétés bourgeoises ou embourgeoisées. Leurs modèles de valeurs sont simplistes, mais leur dénonciation des valeurs d'une société de consommation porte, et reste valable. L'expérience chinoise est donc aussi scandaleuse que le fut jadis la révolution bolchévique. Elle l'est même davantage en ceci qu'aujourd'hui le monde ne doute plus (comme il le faisait en 1917) qu'une expérience socialiste puisse réussir malgré l'hostilité du monde. De plus, les Chinois ne font pas appel au seul prolétariat, mais aussi à tous les exploités du tiers monde, formant ainsi une immense armée de la révolte dont ils pensent qu'elle encerclera la forteresse capitaliste et que, accélérant l'histoire, elle brûlera les étapes de la révolution fixées par les théories du mouvement ouvrier des pays avancés.

La Chine semble donc s'opposer à tout et à tous. Son défi serait peut-être moins dangereux pour les Etats-Unis, ou pour l'U.R.S.S., s'ils disposaient de solutions pour empêcher « cette paupérisation absolue » des pays sous-développés par rapport aux pays industrialisés. Chaque année les statistiques des Nations Unies démontrent en effet que l'abîme entre les nations riches et celles qui, au cours du siècle dernier, ont pris du retard dans leur développement économique, se creuse de plus en plus. Les Américains dépensent plus pour le papier d'emballage de leurs produits de consommation que les Indiens pour leur nourriture. Les hommes d'Etat se succèdent à la tribune de Manhattan pour déplorer cet état de choses. Mais personne n'a trouvé un moyen non révolutionnaire pour assurer la promotion des pays du tiers monde. Jusqu'à ce jour, l'aide américaine n'a permis à aucun pays de vaincre le sous-développement et, là où les inégalités sociales choquantes subsistent, les slogans sur la démocratie et la liberté ne sont qu'une façade hypocrite à laquelle personne ne peut croire. La prise de conscience est peut-être lente dans ces pays, mais la réussite chinoise peut l'accélérer singulièrement. Les Américains le savent si bien qu'ils n'ont pas tout à fait tort dans leur logique pharisienne de vouloir empêcher la Chine de réussir.

A l'U.R.S.S. qui, elle, souhaite la promotion socialiste du tiers monde, la Chine pose un problème différent. C'est que la Russie vit un moment de son évolution sociale et politique où elle est intéressée, avant tout, au maintien de l'équilibre international et donc soucieuse d'arriver à une entente avec les Américains. Mais étant donné sa tradition prolétarienne, toute opposition, même tactique, des mouvements révolutionnaires des pays pauvres à sa politique est pour elle un déchirement. Elle ne peut ni condamner, ni freiner ces mouvements sans perdre ses droits au leadership du monde communiste, mais elle ne veut pas non plus être amenée à soutenir des révolutions qui auraient échappé à son contrôle et l'entraîneraient dans une voie où elle ne veut pas se risquer.

La « dissidence » chinoise menace les Soviétiques aussi bien dans leur propre pays, qui n'est pas encore arrivé à surmonter la crise idéologique de la déstalinisation, qu'au sein du mouvement communiste international. Pour en garder le contrôle, l'U.R.S.S. doit faire la preuve que sa politique n'est pas seulement plus réaliste mais plus efficace, à long terme, que celle des Chinois, et cela dans le moment où elle souhaite une accalmie internationale pour remettre de l'ordre chez elle. C'est cette contradiction qui semble la paralyser.

Mais le parti soviétique apparaît de plus en plus fragile, ses choix de moins en moins soutenables. Depuis le jour de la signature, en 1963, d'un accord entre l'U.R.S.S., les Etats-Unis et l'Angleterre au sujet de l'arrêt des expériences nucléaires qui devait inaugurer l'ère de coexistence pacifique, les Etats-Unis ont fomenté une dizaine de coups d'état contre-révolutionnaires en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, tandis que les alliés et les protégés de l'U.R.S.S. n'ont réussi nulle part à avancer d'un pas ni à gagner un pouce de terrain. La « modération » de l'U.R.S.S. n'a pas suffi pour assainir le climat international, elle a seulement permis aux Américains de prendre l'initiative d'une grande contre-offensive de droite. Et, si les Etats-Unis n'ont pas réussi à imposer partout la « pax americana » ce n'est pas tant à cause de la résistance vigoureuse de l'U.R.S.S., mais parce que la force, dans certaines circonstances, ne peut rien contre une organisation révolutionnaire solide et soutenue par le peuple.

Mon séjour en Chine a coïncidé avec l'intensification de la guerre au Viet-nam qui a mis en évidence aussi bien l'impuissance des Américains face à un mouvement révolutionnaire que le manque d'énergie des réactions soviétiques. L'U.R.S.S. ne

pouvait pas, au nom de la paix mondiale, abandonner le Viet-nam, mais, pour stopper les bombardements américains, il aurait fallu qu'elle aussi entreprenne l'escalade — ce qu'elle ne voulait pas faire non plus. Et l'indépendance de fait du F.N.L. sud-vietnamien, qui n'aurait pas consenti à réduire ses activités pour lui permettre de trouver un terrain d'entente avec les Etats-Unis, réduisait encore ses possibilités d'action. Les Soviétiques voyaient bien que chaque raid américain, en même temps qu'il écrasait les villages vietnamiens, compromettait chaque jour un peu plus leur espoir de coexistence pacifique.

La guerre du Viet-nam démontrait — et démontre — aussi bien l'impossibilité d'un accord russo-américain touchant les révolutions du tiers monde que l'impossibilité d'une entente sino-russe où ne seraient pas remis en cause des principes idéologiques opposés, profondément enracinés dans un pays et dans l'autre. Jusqu'à ce jour, l'attitude chinoise de contestation radicale semble donc exaspérer tous les conflits politiques. C'est là, nous le verrons, la raison et de sa force et aussi de son isolement.

2. *LA CROISADE DES PHARISIENS*

La foi des Américains dans les vertus de la libre entreprise et de la course individuelle à la richesse n'a d'égale en ardeur que la foi des Chinois dans les vertus du collectivisme et de l'austérité la plus stricte. L'Amérique dans le bloc capitaliste, la Chine dans le bloc socialiste ont pris, en ce domaine, des positions extrêmes et cela en raison de leur histoire. C'est un fait que l'Amérique est devenue le pays le plus prospère du monde dans le cadre de la libre entreprise. C'en est un autre que la Chine n'a retrouvé son unité et n'a commencé à s'industrialiser que grâce au collectivisme. Pour les Américains, leur système est un modèle dont l'histoire prouve qu'il est seul capable d'assurer le bien-être et la liberté. Pour les Chinois, leur expérience fait la preuve que c'est le collectivisme seul qui peut émanciper l'humanité et en assurer la vraie liberté. Il est évident que, pour deux sociétés aux principes si radicalement opposés, les mêmes mots ne peuvent avoir le même sens et, en Chine, on le vérifie à tout moment.

A Pékin, par exemple, dans un des plus grands musées de la Chine, sont affichées des coupures de presse et des proclamations officielles américaines. Les conservateurs de ce musée

militaire n'ont aucune crainte que le public soit influencé par ces textes qui chantent les louanges de la démocratie américaine. Ils savent au contraire que lesdits textes alimenteront l'hostilité des Chinois contre les Etats-Unis « défenseurs hypocrites de l'injustice universelle ».

Tout est d'ailleurs ingénieusement combiné à cet effet. Dès l'entrée, dans la cour du musée sont exposés les vieux avions américains abattus pendant la guerre civile et les avions-espions ultra-modernes tout récemment abattus. Un guide nous explique que tous ces appareils ont été, au mépris des lois internationales, utilisés contre la Chine qui, depuis vingt ans, doit faire face à une sournoise mais systématique agression des Etats-Unis. Il nous énumère ensuite, en détail, toute une série de forfaits des Américains qui « se sont emparés de l'île chinoise de Taiwan, y entraînent des saboteurs et les débarquent en Chine, naviguent dans les eaux territoriales de la Chine et violent constamment son ciel ». Rien que de vrai : les Américains ne songent même pas à cacher qu'ils font en effet tout cela « pour contenir la Chine et pour défendre leur intérêt national ».

Cet exposé liminaire terminé, nous avons demandé à visiter le musée. Notre guide a souri : « Il est très grand, vous savez... » De fait, le musée est un gratte-ciel qui domine de très haut Pékin, ville horizontale [1]. Et notre guide récite : « Ce musée militaire de la République de Chine a été construit en 1959, en deux cent soixante-quatre jours, avec l'aide de la population de Pékin. Il a été inauguré pendant les fêtes du 10e anniversaire de la Libération. Neuf autres énormes immeubles ont été construits pour la même occasion. Celui-ci est un des plus grands. Quatre-vingt-quinze mètres de haut, soixante mille mètres carrés de surface. La visite des huit salles d'exposition représente un parcours de douze kilomètres sept cents. »

Le cœur nous a failli : nous avons visité une seule salle, celle qui est consacrée à la guerre de Corée.

A l'entrée, bien en évidence, la déclaration du président Truman, dénonçant l'agression communiste et annonçant l'envoi de troupes américaines en Corée. Je pourrais la lire en anglais mais, pour m'assurer qu'elle est fidèle, je demande qu'on m'en lise la traduction. « L'Amérique ne cherche à conquérir aucun terri-

1. Dans le Pékin impérial, il était interdit de rien construire de plus haut que la « Cité interdite » (résidence de la famille régnante) qui ne comportait que des bâtiments à un seul étage. Tout Pékin est donc fait de maisonnettes entassées dans la « cité chinoise » et la « cité tartare ».

toire, aucune richesse nouvelle, mais elle est résolue à défendre, avec l'aide de Dieu, la liberté et la démocratie menacées par la subversion et l'invasion communistes. » Mon interprète et les deux officiers qui m'accompagnent sont parfaitement à l'aise. « L'hypocrisie des impérialistes ne connaît pas de limites, me dit l'officier le plus âgé. Ils disaient la même chose quand ils luttaient contre nous pendant la guerre de Libération. Ils ont tué des millions des nôtres mais c'était pour notre bien. »

Il hausse les épaules et m'entraîne devant un numéro d'*U.S. News and World report* soigneusement encadré : « Voilà leur véritable but de guerre », dit-il et il me commente la carte qui orne la couverture. De la Corée du Sud part une grande flèche noire qui traverse la Corée du Nord, la Mandchourie, la Sibérie, l'Oural et pointe vers Moscou. Une branche annexe de la flèche est pointée sur Pékin. La Corée du Sud apparaît ainsi comme la plate-forme de départ d'une guerre anticommuniste menée contre les Soviétiques et les Chinois.

Plus loin sont affichés des textes extraits de *Time* et du *Wall Street Journal*, tous furieusement anticommunistes, et dont l'un proclame qu'il « était temps de punir les Rouges de leur agression et de supprimer définitivement la menace qu'ils constituent ».

J'ai probablement déjà lu tout cela à l'époque mais sans croire que ces déclarations belliqueuses reflétaient vraiment l'état d'esprit des gouvernants américains. Mais pourquoi et comment un Chinois ne les aurait-il pas prises au pied de la lettre de même que tous les autres articles affichés ici où il est dit et même parfois crié hystériquement, qu'il faut bombarder le « sanctuaire chinois » et peut-être même à coups de bombes atomiques?

Nous arrivons enfin devant le livre du général Clark où ce militaire écrit : « Il m'est échu l'honneur douteux d'être le premier officier supérieur de l'armée américaine à signer l'armistice, au terme d'une guerre que mon pays n'a pas gagnée. » A côté du livre du général, le témoignage de sa femme : le général Clark a pleuré en rentrant chez lui. Mes guides sont rayonnants : « Le président Mao a toujours dit que les hommes sont plus forts que n'importe quelle arme. Les impérialistes l'ont appris à leurs dépens en Corée, mais la leçon ne leur a pas suffi et ils n'ont pas changé : regardez ce qu'ils font au Viet-nam. »

Cent fois, en Chine, j'ai entendu dire les mots *Mai-Kuo tsoui*, l'impérialisme américain (littéralement : l'impérialisme du « Beau Pays »). Cette expression n'est pas abstraite pour les Chinois :

elle évoque, très précisément, des souvenirs de la guerre civile et des images d'avions écrasant des villages. Partout sont exposées des photos du Viet-nam bombardé : nous les avons vues nous aussi, en Europe, mais les Chinois, eux, peuvent vraiment s'identifier aux Vietnamiens : ils ont la même couleur de peau, ils vivent dans des villages semblables et leurs dirigeants ne leur cachent pas que, demain, ils peuvent être, à leur tour, inondés de bombes par la démocratique Amérique « qui ne cherche à conquérir aucun territoire » mais n'hésite pas à arroser de napalm ceux qui n'ont pas la même idée qu'elle de la liberté et de la justice.

Les Américains ne nient pas que les Chinois aient de bonnes raisons de les redouter — et même ils s'en félicitent. Sans la crainte que nous leur inspirons, disent-ils, les Chinois, ces « hitlériens de l'Asie », l'auraient déjà envahie tout entière. Ayant ainsi assimilé la Chine à l'Allemagne nazie, les militaristes de Washington n'ont plus aucun scrupule et ils considèrent que tout ce qu'ils entreprennent contre elle est justifié aux yeux de leur pays et du reste du monde : qui pourrait en effet les blâmer d'avoir écrasé dans l'œuf la subversion des S.S. jaunes?

Que les Américains aient choisi cet alibi est significatif. A première vue, il aurait été plus logique de comparer Mao à Staline qu'à Hitler. Mais l'histoire a prouvé que le régime de l'U.R.S.S. pouvait évoluer alors que le nazisme était immuablement exécrable. Si donc on envisage de régler le problème chinois par des moyens militaires extrêmes, mieux vaut prouver tout de suite que seuls ces moyens seront efficaces et que tout compromis mènerait à des Munich désastreux. Personnellement, je ne suis pas certain que l'opinion américaine accepterait facilement une guerre préventive contre la Chine ni que le « grand alibi » du Pentagone la convainque absolument mais, là encore, je ne peux pas savoir ce que j'en penserais si j'étais chinois.

La menace très grave et très réelle qui pèse depuis des années sur la Chine n'explique pas seule toute sa politique intérieure et extérieure — non plus que l'encerclement de la Russie n'expliquait toute la politique de Staline. Mais il est indéniable qu'en Russie naguère et en Chine aujourd'hui, le sentiment constant d'insécurité mène à une vision manichéenne du monde et donc à l'extrémisme. La démesure et la violence de la propagande anti-américaine que font les Chinois peuvent parfois nous faire sourire ou nous heurter. Les Américains sont accusés de péchés historiques qu'ils n'ont pas commis : ils ne sont pas responsables par

exemple, de toutes les agressions qu'a subies la Chine, au XIX^e^ siècle, et l'Angleterre n'avait nul besoin des encouragements de Washington pour mener la guerre de l'opium. Mais, de ces excès verbaux, il serait profondément injuste de conclure qu'il faut, dans le conflit qui les oppose, renvoyer Américains et Chinois dos à dos. En fait, l'histoire de ce conflit illustre à merveille la manière qu'ont les Américains de s'acharner contre les mouvements d'émancipation d'inspiration communiste partout dans le monde.

La révolution chinoise n'a pas triomphé à la suite d'un coup d'Etat habilement mené par une poignée de conspirateurs communistes. Elle a mûri pendant vingt-cinq ans sous les yeux mêmes des Américains qui étaient, à l'époque, les étrangers les plus solidement représentés en Chine et les mieux renseignés sur sa situation. Les documents, publiés en 1949, par le Département d'Etat, prouvent que les Américains ne se faisaient pas d'illusions sur Chiang Kai-chek, qu'ils savaient fort bien que la corruption régnait à Chungking, pendant la guerre, ou à Nankin, après la capitulation du Japon. Néanmoins, sans rien faire pour obliger leur allié à assainir son régime, ils ont continué à approvisionner ses caisses et à équiper son armée.

En même temps, pendant la guerre contre le Japon, ils étaient profondément intrigués (on peut même dire fascinés) par le phénomène maoïste. Ils avaient leur mission à Yenan et étaient très renseignés sur la façon très particulière dont les communistes combattaient l'ennemi commun. Pourtant, même à cette époque, jamais ils n'osèrent leur apporter une aide matérielle (comme les Anglais firent à Tito) ni faire pression sur Chiang Kai-chek pour qu'il lève le blocus du Nord-Ouest. Cela sans doute pour ménager le généralissime dont ils pensaient que sa Chine pèserait d'un poids déterminant dans la politique asiatique qu'ils entendaient mener après la guerre.

Plus tard, le général Patrick J. Hurley (célèbre pour avoir négocié, au Mexique, les accords pétroliers avec le président Cardenas) tenta d'intégrer les communistes au régime de Chiang Kai-chek. Convaincu que les maoïstes n'étaient que des rebelles paysans, il alla jusqu'à demander à Staline en personne s'il fallait les considérer ou non comme de vrais communistes. Staline répondit de façon assez vague pour ancrer le général Hurley dans son idée et lui assura que l'U.R.S.S. souhaitait l'avènement en Chine d'un régime démocratique dont le gouvernement serait présidé par Chiang Kai-chek. Mais, bien entendu, les efforts

d'intégration du brave général Hurley restèrent vains, d'une part parce que les maoïstes étaient de vrais communistes, d'autre part parce que Chiang était à peu près aussi démocrate que Franco. La guerre civile était donc inévitable et, lorsqu'elle éclata, les Américains se retrouvèrent, une fois de plus, du côté de Chiang puisqu'ils ne pouvaient se ranger du côté des maoïstes qui se disaient communistes et dont le drapeau portait des mots d'ordres scandaleux pour un Américain même libéral.

Après la défaite des nationalistes, M. Dean Acheson expliqua que son pays avait tout tenté pour éviter cela — mais en vain. Il voulait d'abord, par là, répondre aux maccarthystes qui criaient que « la Chine était perdue pour les Etats-Unis », comme si elle leur avait jamais appartenu. Mais, après avoir ainsi admis, sans s'en rendre compte, que la révolution maoïste était légitime en ce sens qu'elle était l'effet d'un mouvement populaire irrésistible, il proclama que les Etats-Unis ne reconnaîtraient pas le nouveau régime qui s'était instauré d'une façon non démocratique. Il décida même d'isoler rigoureusement la Chine pour précipiter la chute de ce nouveau régime et la restauration de l'ancien.

« Les chefs politiques américains ont toujours eu du mal à comprendre les raisons sociales et politiques de la montée du communisme, écrivait Aneurin Bevan en février 1955. Pour y arriver, il leur faudrait analyser à fond et sincèrement ce qu'est l'*american way of life*, analyse qui les mènerait peut-être à des conclusions gênantes pour leur politique. Ils ont trouvé plus rassurant de forger une sorte de démonologie du communisme — l'Amérique jouant le rôle du tueur de démons. »

Comment pouvaient réagir les maoïstes devant cette attitude violemment hostile des Américains? Et que pouvaient-ils dire aux révolutionnaires des autres pays sinon : « Les impérialistes américains essayeront par tous les moyens de vous abattre. Préparez-vous à lutter contre eux, les armes à la main »? Et les Américains semblent s'appliquer à leur donner raison quand ils signifient au monde entier qu'ils juguleront par la force tout mouvement révolutionnaire, où qu'il se produise. Tout mouvement révolutionnaire de gauche, s'entend. Car les Américains sont toujours les premiers à soutenir — quand ils ne les ont pas fomentés — les coups de force militaires contre les gouvernements démocratiques, comme ce fut le cas, par exemple, au Guatemala et au Brésil.

Il y a pis et plus sot : en tentant d'asphyxier la Chine qui était,

en permanence, au bord de la famine et en la menaçant de ses bombes, l'Amérique a contribué à la « durcir » et à en faire ce qu'elle est aujourd'hui. Mao pouvait-il procéder autrement qu'il a fait pour vaincre le sous-développement de la Chine avec ses seules ressources? Pouvait-il réagir aux menaces atomiques américaines autrement qu'en proclamant la supériorité de l'élément humain dans toute guerre, quelle qu'elle soit? Pouvait-il rassurer son peuple autrement qu'en lui affirmant que l'impérialisme serait vaincu lors de la prochaine guerre — dont, soit dit en passant, contrairement à ce qui s'est écrit cent fois, il n'a jamais dit qu'elle était souhaitable? Et enfin, la société « apostolique » chinoise peut-elle vivre repliée sur elle-même alors que seules de nouvelles révolutions, éclatant dans d'autres pays, éloigneraient la menace et desserreraient l'étau américain?

Pendant seize ans, les Etats-Unis ont refusé de reconnaître l'U.R.S.S. : cela n'a pas fait tomber le régime soviétique. Tant pis, ils recommencent, en mieux, avec la Chine; il y a maintenant près de dix-sept ans qu'ils refusent de la reconnaître. Cela dit, dans toute folie il y a un grain de raison. On doit reconnaître que le « cordon sanitaire » établi autour de l'U.R.S.S. lui a créé beaucoup de difficultés et a peut-être diminué son pouvoir d'attraction sur les pays occidentaux, la propagande antisoviétique exploitant largement ces difficultés et les attribuant au seul système communiste. Pour « décommuniser » leurs ouvriers, les capitalistes des pays occidentaux leur parlaient du niveau de vie très bas des ouvriers russes, mais ils étaient en même temps obligés d'accepter de nombreuses réformes sociales pour tenter d'étouffer le ferment révolutionnaire et, ils y sont, en certaines occasions, dans les pays anglo-saxons surtout, parvenus.

Mais ce qui s'est produit avec l'U.R.S.S. ne semble pas pouvoir se reproduire avec la Chine. La révolution maoïste n'a pas été, au départ, isolée : la Chine faisait partie d'un camp socialiste déjà très puissant. Et, en abattant les vieilles féodalités, Mao a fait faire à son pays un bond en avant comme n'en a fait aucun autre pays du tiers monde. Or c'est aux pays sous-développés que la Chine veut aujourd'hui se donner en modèle. La propagande antichinoise des Américains a donc parfois des effets de boomerang. Des éditorialistes pharisiens, comme Joseph Alsop et consorts, annoncent, périodiquement, en s'en réjouissant de manière abjecte, des famines en Chine qui ne sévissent, heureusement, que dans leur imagination, mais leurs éditoriaux, on les lit souvent dans des pays à gouvernements pro-américains où

la famine sévit réellement. Tôt ou tard, la vérité finit par se savoir et elle est alors doublement défavorable aux Américains, d'abord parce qu'il est écœurant de voir le pays le plus gavé du monde se réjouir que d'autres — fussent-ils communistes — souffrent de la faim, ensuite parce qu'on découvre que ce n'est pas en Chine mais dans leur camp — en Amérique centrale ou en Amérique du Sud par exemple — que les gens meurent de malnutrition. Après la révolution, un ouvrier russe mangeait moins bien qu'un ouvrier français, mais, aujourd'hui, un paysan du Kwantung mange beaucoup mieux qu'un paysan de Kerala en Inde — et cela se sait en Asie.

De plus, le développement des pays sous-développés qui bénéficient de l'aide américaine est extrêmement lent : quelques réformes sociales, quelques améliorations du système économique ne suffisent pas à le précipiter et moins encore à permettre une nouvelle distribution des revenus dont bénéficieraient les plus défavorisés. L'aide américaine ne profite, en fait, qu'à une petite aristocratie civile ou militaire et n'augmente pas le niveau de vie général. Certes, dans certains cas d'urgence, l'aide américaine limite le nombre des victimes d'une famine, mais elle ne résout aucun problème de fond et n'assure jamais le développement des forces productives qui, seul, pourrait parer, une fois pour toutes, au danger de famine. Il résulte de tout cela que le tiers monde pro-américain est aussi corrompu et vulnérable que l'était la Chine de Chiang Kai-chek : le seul exemple du Viet-nam du Sud d'aujourd'hui suffit à le prouver.

De la guerre qui le ravage, nous ne parlerons qu'en fonction des répercussions qu'elle a sur la Chine. Pour les Chinois, elle fournit la démonstration éclatante de la justesse de leur thèse selon laquelle « l'impérialisme n'a pas changé de nature » et celle de la fausseté des thèses soviétiques selon laquelle de profondes modifications de l'équilibre mondial interdisent aujourd'hui aux grandes puissances de recourir à la force et permettent d'espérer un passage pacifique au socialisme. Le fameux « équilibre de la terreur » n'a pas empêché les Américains de soutenir, de toutes les manières, les divers gouvernements de Saïgon qui, n'ayant aucune base populaire, ont refusé d'organiser les élections prévues par les accords passés à Genève en 1954. Il ne les empêche pas de bombarder, depuis février 1965, le Viet-nam du Nord, pays indépendant avec lequel ils ne sont pas en guerre et allié de l'U.R.S.S. et de la Chine.

Pour mener la guerre au Viet-nam, les Etats-Unis n'ont même

pas cherché à se faire mandater par l'O.N.U. où, grâce notamment aux voix de leurs satellites sud-américains, ils auraient probablement pu avoir la majorité. Ils ont estimé qu'ils étaient assez forts pour violer les lois internationales sans discussion dans un forum quelconque. Ils ont débarqué 350 000 soldats au Vietnam et inondent de napalm ou de produits chimiques qui tuent la végétation, les régions tenues par le Viet-cong. Les Chinois n'ont qu'à puiser dans la presse occidentale pour y trouver cent témoignages qui font la preuve de ce qu'ils affirment : à savoir que l'Amérique en écrasant, au mépris de toute loi, un petit pays — l'un des plus pauvres du monde — se conduit exactement comme doit fatalement se conduire une puissance impérialiste.

Dans les colonies occidentales de Pékin et même parmi les diplomates de pays amis des Etats-Unis, je n'ai pas souvent trouvé des défenseurs de leur politique. Certains prétendaient sinon la justifier, du moins l'expliquer par la crainte qu'ont les Américains de perdre la face et de voir tous les pays du Sud-Est asiatique se tourner contre eux. « Plus ils sont impopulaires, plus ils doivent recourir à la force pour rétablir l'équilibre et pour pouvoir négocier un compromis acceptable. » Mais quel compromis pourrait mettre fin à une guerre civile qui oppose les Vietnamiens antiaméricains (c'est-à-dire l'énorme majorité du pays) à une poignée de militaires qui ont lié leur sort à celui des Américains et ne représentent absolument qu'eux-mêmes. Pour que l'Amérique sauve la face, il faudrait que les Vietnamiens du Sud acceptent un régime qui n'a d'existence que grâce à elle et contre lequel ils se sont insurgés — autrement dit, il faudrait qu'ils s'avouent vaincus. C'est vraiment beaucoup demander à des hommes qui ont terriblement souffert de ce régime et qui font la guerre depuis des années.

Il est toujours dangereux d'établir des parallèles historiques mais il semble pourtant que la situation des Américains au Vietnam est, à peu de chose près, la même que celle des Français en Algérie à la fin de la guerre. Ici et là deux grandes armées étrangères se sont aliéné la population au lieu de se la rallier et ont ainsi supprimé toutes possibilités de compromis — à supposer qu'il y en ait eu au départ. La « paix des braves », l'autodétermination, l'appel à la « troisième force », toutes ces tentatives de compromis ont échoué en Algérie, et les Français — bien que pratiquement maîtres du terrain sur le plan militaire — ont dû signer les accords d'Evian et transmettre le pouvoir au F.L.N. Les Américains sont peut-être même encore

plus mal placés au Viet-nam puisqu'ils n'ont pas un million de colons de leur nationalité pour les soutenir et aussi parce que, leurs bombardiers tuant beaucoup plus de civils vietnamiens que de maquisards, ils sont encore plus haïs au Viet-nam que ne l'étaient les Français en Algérie.

Lorsque j'étais en Chine, il était constamment question, à propos du Viet-nam, de compromis du type « paix des braves ». J'interrogeais alors les Chinois — et même une fois, le premier ministre, Chou En-laï — sans donner mon avis personnel et même en me faisant, parfois, l'avocat du diable, ce qui les agaçait profondément, mais ne les empêchait pas de m'exposer patiemment ce qu'ils pensaient. Leur thèse est simple : si les Américains veulent quitter le Viet-nam et négocier comme les Français ont négocié à Evian, rien de plus facile, ils n'ont qu'à accepter ce que propose Ho Chin Minh et le F.N.L. du Sud Viet-nam. La Chine appuierait, de tout son poids, une négociation qui porterait là-dessus, mais toute autre négociation serait une prime à l'agression et encouragerait les Américains à faire dans d'autres pays ce qu'ils font au Viet-nam. En effet, si on leur accordait que la force les autorise à se maintenir au Viet-nam pourquoi n'y auraient-ils pas recours ensuite contre la Chine, contre la Corée ou contre tout autre pays qui ferait sa révolution? Après chaque agression, ils demanderaient à négocier une paix de compromis et garderaient, chaque fois, une partie de ce qui ne leur appartient pas.

Le maréchal Chen-yi m'a signalé l'erreur d'appréciation que commettent des Européens bien intentionnés qui, à son avis, se laissent abuser par la « campagne de paix » américaine. Pour lui, si les Américains se maintiennent au Viet-nam, le peuple vietnamien et demain d'autres peuples connaîtront des souffrances pires encore que celles de la guerre actuelle. Mais comment le David vietnamien arrivera-t-il à battre le Goliath américain déterminé à gagner coûte que coûte?

La réponse des Chinois à cette question exprime parfaitement leur vision du monde. « Le peuple vietnamien pourra tenir dix ans, vingt ans, cent ans s'il le faut parce qu'il combat pour une cause juste. Les impérialistes, eux, dans le même temps seront harcelés partout dans le monde, parce qu'ils sont haïs des peuples qui veulent se libérer de leur oppression. A la longue, ils n'auront plus assez de troupes ni d'avions pour lutter sur tous les fronts et, de plus, le peuple américain lui-même finira par se révolter contre sa classe dirigeante. »

L'affaire de Saint-Domingue a naturellement apporté de l'eau

au moulin chinois. A Pékin, de grandes affiches montraient Johnson assis non seulement sur le volcan asiatique mais aussi sur un cactus sud-américain, et un grand meeting fut organisé au stade municipal où, en l'absence de tout Dominicain, ce fut un étudiant de Haïti qui expliqua, en français, à la foule, la situation de l'île tout entière. Visiblement, les événements de Saint-Domingue surprirent autant les Chinois que les Américains mais ils prouvaient qu'il y a des forces révolutionnaires même en des lieux où l'on n'en soupçonnait pas l'existence.

Pour en revenir à la guerre du Viet-nam, la presse chinoise donne une place énorme aux manifestations pacifistes qui se déroulent aux Etats-Unis. La colonie diplomatique de Pékin s'en amusait. Dans les dîners d'ambassades on se moquait de la méconnaissance profonde qu'ont les Chinois de la société américaine. Certains comparaient la naïveté des maoïstes à celle des Russes de l'époque stalinienne qui montaient en épingle les moindres manifestations de l'opposition aux Etats-Unis, y voyaient les signes avant-coureurs d'une révolution et prédisaient périodiquement une crise aussi grave que celle de 1929. D'autres, plus indulgents, expliquaient que si les Chinois prennent facilement leurs désirs pour des réalités, c'est parce qu'il attachent une grande importance aux mouvements menés par des étudiants, ceux-ci ayant toujours joué dans leur pays un rôle important — ce qui n'est pas du tout le cas en Amérique.

Mes guides m'interrogeaient fréquemment sur tel article de Walter Lippmann ou sur telle déclaration pacifiste de Martin Luther King. L'un d'eux m'a même demandé quelle serait la réaction du peuple américain si les « militaristes » osaient franchir le 17e parallèle ou bombarder la Chine. J'avoue que je suis resté coi. Si j'avais répondu que le peuple américain ne broncherait pas, j'aurais fait de l'antiaméricanisme systématique. Mais je ne voulais pas non plus dire à mes interlocuteurs que, comme ils aimeraient le penser, le peuple américain se soulèverait. J'ai essayé un jour, très discrètement, d'insinuer que les articles de Walter Lippmann n'exprimaient pas la pensée de la grande masse américaine mais, manifestement, on ne m'a pas suivi.

En d'autres occasions, le ton changeait radicalement, et des Chinois fulminants nous montraient des articles de la presse occidentale, où on les accusait d'être responsables de la prolongation de la guerre au Viet-nam, ou, au contraire, comme l'a fait le « Confidential Report » de *l'Economist* de rechercher,

au détriment des Vietnamiens, un arrangement avec les Américains. « Nous sommes liés aux Vietnamiens comme les dents aux lèvres. Tout ce qui les frappe nous frappe aussi, tout ce qui les menace nous menace. Comment peut-on être assez stupide pour porter de semblables accusations qui ne tiennent compte ni de la politique ni de la géographie? » m'a dit un des directeurs du ministère des Affaires étrangères avant de m'expliquer que la Chine était prête à tous les sacrifices dès que le Viet-nam les lui demanderait, puis de me laisser entendre que, si les Américains franchissaient le 17e parallèle, ils trouveraient devant eux les mêmes « volontaires chinois » qui les ont repoussés en Corée.

Souvent, je retrouvais ces mêmes déclarations privées dans des notes officielles du ministère des Affaires étrangères qu'on nous distribuait, un peu solennellement, comme si elles avaient contenu des révélations inédites. Et quand les Vietnamiens du F.N.L. tenaient des conférences de presse, ils ne disaient, non plus, jamais rien de nouveau.

Pourtant toutes ces conversations, notes et conférences étaient révélatrices du climat oppressant d'insécurité absolue qui régnait en Chine, en 1965. Personne n'y souhaitait, bien au contraire, une nouvelle guerre avec les Etats-Unis — fût-elle localisée, comme en Corée — mais tout le monde pensait que la Chine ne pouvait rien faire pour écarter ce danger.

Même les diplomates les plus anticommunistes de Pékin reconnaissaient que la Chine ne voulait pas la guerre, et que l'accusation de bellicisme portée contre elle en Occident était absolument injustifiée. Qu'il y ait la guerre ou la paix en Asie, cela dépend de la seule Amérique, et, plus le temps passe, plus il est impossible de croire à « l'agression des hitlériens chinois » que le Pentagone se donne comme alibi. Le seul pays qui, en 1965 et en 1966, dans l'Asie sous-développée, use de la force — et de la force la plus brutale — c'est l'Amérique, le pays le plus riche du monde. C'est un fait et le plus retors des anticommunistes ne peut le nier.

Nous avons quitté la Chine à bord d'un avion pakistanais qui allait de Shanghaï à Dacca et, aussitôt après le décollage, l'hôtesse nous a apporté un paquet de revues américaines. D'un seul coup nous avons replongé dans le monde occidental. *Life* nous apprenait combien il faudrait de mégatonnes pour détruire tous les Chinois : il en faudrait 30 000 et l'Amérique en dispose. C'est un savant très sérieux qui a fait ce calcul et plusieurs

millions d'Américains ont pu lire cela. Et deux jours plus tard, dans le *Statesman* de Calcutta, on pouvait lire une lettre d'une journaliste américaine qui reprochait aux Indiens de ne pas aider les Américains au Viet-nam et leur disait notamment ceci : « Croyez-vous que les dollars que nous vous donnons poussent tout seuls sur les pelouses de la Maison-Blanche? »

Devant le pharisaïsme sans limites de certains Américains, on en vient, malgré tout, à croire possible le réveil de l'autre Amérique. Et ce qui se passe depuis quelque temps aux Etats-Unis semble indiquer que, si attachés qu'ils soient aux valeurs de leur société, des Américains de plus en plus nombreux — et pas seulement des étudiants, comme le prouve l'action du sénateur Fullbright — estiment que leur gouvernement fait preuve d'une arrogance et d'un cynisme excessifs en voulant maintenir, par la force, dans le monde entier, un statu quo économique et social qui ne profite qu'aux nations riches et, en premier lieu, aux Etats-Unis.

Mais ce réveil se limite encore aux cercles universitaires et n'a pas touché le puissant mouvement syndical des Etats-Unis. Les ouvriers américains semblent encore accepter docilement la thèse officielle selon laquelle l'Amérique lutte au Viet-nam pour stopper l'agression sino-vietnamienne contre le très démocratique régime des militaires de Saïgon. Et, ce qui est plus grave, à force de répéter que leur action au Viet-nam est désintéressée, la majorité des *policy-makers* à Washington — sans parler des militaires — ont fini par se convaincre qu'effectivement ce sont les autres qui sont les agresseurs, que ce sont les Vietnamiens, les Chinois, les conspirateurs communistes du monde entier qui ont envahi le Viet-nam, et non pas eux, les démocrates, les chrétiens, dignes descendants de Jefferson et de Lincoln.

Cette bonne conscience des Américains a été maintes fois décrite en Europe [1] mais elle n'est pas pour nous rassurer. Les hommes qui croient qu'ils sont dans leur droit lorsqu'ils mènent une guerre anticommuniste peuvent précipiter le monde dans un cataclysme imprévisible. Ils sont d'autant plus dangereux qu'ils se sentent forts, qu'ils s'appuyent sur un pays qui connaît une période de prospérité sans égale, et qu'ils ont le sentiment d'avoir une occasion unique de détruire le communisme — alors

1. Claude Julien lui a consacré récemment un excellent article dans **le Monde** du 7 août 1966.

qu'ils ont laissé échapper une « occasion » semblable, après la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'ils avaient le monopole des armes atomiques. Après, ils seraient prêts, bien entendu, à organiser une bonne paix dans le monde et à aider généreusement ceux qui auraient pâti de leurs bombes. En se regardant dans la glace, ils ne voient pas des visages de croisés, prêts à tout, mais au contraire de *do-gooders*, ils se voient comme des hommes au cœur pur, plein d'intentions humanistes. Ils s'étonnent même que tous les Occidentaux ne comprennent pas leur grandeur d'âme.

I. F. Stone a relevé récemment sur une affiche de recrutement de marines cette phrase symbolique : « La *pax romana* fut la plus longue période de paix qu'ait connue l'humanité. Engagez-vous dans les marines pour assurer la *pax americana*. » Je me demande dans quel manuel d'histoire les recruteurs militaires du Pentagone ont trouvé cette révélation sur les bienfaits contestables de la paix romaine, mais la comparaison est significative. Beaucoup d'Américains croient que leur pays est si puissant et si riche qu'il peut jouer le rôle qui, à un moment de l'histoire antique, a été celui des Romains. Et, au Congrès américain, il ne manque pas de modernes Caton pour proclamer que *ceterum censeo Carthaginem delendam esse*, Carthage étant évidemment aujourd'hui la Chine. Il me semble toutefois que si l'on veut s'en tenir au parallèle historique entre Rome et Washington, il serait plus juste de comparer les Chinois aux premiers chrétiens, et non pas aux Carthaginois.

Certes, même les cercles dirigeants des Etats-Unis ne représentent pas un bloc homogène et attaché à une seule politique, qui mène inéluctablement à la guerre anticommuniste élargie en Asie. La raison peut encore triompher à Washington, et il n'est pas impossible que l'administration de Johnson recule devant le danger que représenterait un tel conflit. Mais si nous, Européens, pouvons nourrir de tels espoirs, je ne m'étonne pas que les Chinois, eux, se préparent surtout au pire.

Car ils savent non seulement qu'il y a des Américains — et non des moindres — qui veulent les détruire ou les « atomiser », mais aussi que les Etats-Unis soutiennent le régime de Chiang Kai-chek à Formose avec une armée d'un million d'hommes et qu'ils croient encore à la vieille devise : *Let's Asians fight Asians* (Laissons les Asiatiques se battre entre eux). Or, la Chine ne se sentira pas en sécurité — et personne ne peut le lui reprocher — tant que dureront toutes ces menaces et ces

chantages. Même dans la meilleure hypothèse d'un assagissement des Etats-Unis, la paix sino-américaine ne sera pas facile à établir. Et il faut être très optimiste pour l'envisager en ce moment, car l'engrenage de l'escalade pousse les Américains plutôt dans le sens opposé.

3. *PEKIN A L'HEURE DE LA GRANDE BROUILLE*

Les capitales communistes ne sont pas, en général, pour un journaliste, l'endroit idéal où discuter des affaires du bloc. Les responsables marquent une grande réticence à parler des « conflits de famille » devant les étrangers qui ne trouvent à se mettre sous la dent que quelques « histoires » qui circulent dans le public ou des versions parlées de ce qu'ils ont déjà lu dans la presse officielle. Je doutais d'autant plus de pouvoir parler avec les Chinois du conflit sino-soviétique que je suis arrivé en Chine dans une période de trêve.

Au lendemain de la révolution de palais du 14 octobre 1964 qui évinça Khrouchtchev, l'U.R.S.S. et la Chine reprirent langue. Chou En-laï, à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre se rendit à Moscou et fut chaleureusement applaudi, lors d'une grande réception au Kremlin. De toute évidence, les négociations avaient repris, en privé, et, dans certains milieux communistes occidentaux, on affirmait même qu'un accord avait été conclu entre MM. Chou En-laï, Kossyguine et Brejnev. Quoi qu'il en fût, la conférence qui devait avoir lieu le 15 décembre 1964 et à laquelle Khrouchtchev avait convoqué les P.C. de vingt-six pays pour préparer un Congrès communiste mondial dont les Chinois ne voulaient pas entendre parler, fut ajournée *sine die*.

Il ne s'agissait certes pas d'une nouvelle lune de miel. On en eut une preuve particulièrement nette lorsque M. Kossyguine arriva à Pékin le 6 février 1965. Kossyguine, en route pour Hanoi, faisait simplement escale à Pékin et ne pouvait donc s'attendre à une réception éclatante. Mais lorsqu'il descendit de son avion, on put lire clairement la contrariété sur son visage pourtant toujours maussade : pas un soldat, pas une fanfare, pas la plus modeste cérémonie. Chou En-laï, aussi crispé que son hôte, l'attendait en bas de la passerelle et l'emmena en trombe.

Le lendemain, comme pour saluer l'arrivée de Kossyguine à Hanoi, les Américains commençaient à bombarder le Viet-nam du Nord, et, le soir même, commencèrent à Pékin de grandes

manifestations antiaméricaines qui devaient continuer pendant plusieurs jours et dont la plus énorme fut un meeting monstre tenu, le 10 février, sur la place de Tien An Men, devant Mao Tsé-toung en personne. Ce meeting devait avoir lieu le matin, et Kossyguine, revenant de Hanoi, devait débarquer à Pékin le même jour à 14 heures : personne ne songea à retarder le meeting de quelques heures pour lui permettre d'y participer.

Cette fois, pourtant, Mao Tsé-toung, entouré de toute son équipe dirigeante reçut Kossyguine et, cinq jours plus tard, Pékin célébra avec beaucoup d'éclat le quinzième anniversaire du pacte d'amitié et d'assistance mutuelle conclu, en 1950, entre l'U.R.S.S. et la Chine. Bien qu'ayant des vues différentes, les deux alliés cherchaient manifestement un terrain d'entente. A ce moment, jamais nos guides ne disaient un mot contre l'U.R.S.S.

Et puis le 17 février, nous fûmes invités au banquet donné en l'honneur de Julius Nyerere, président de la Tanzanie. On nous avait cent fois vanté la splendeur des réceptions données dans le grand Palais du Peuple et l'excellence de la cuisine. Nous ne fûmes pas déçus : la salle de réception peut recevoir cinq mille invités admirablement installés et servis. L'atmosphère était cordiale, mais nous eûmes des surprises.

Dès l'apéritif, avant l'arrivée des invités d'honneur, plusieurs diplomates et confrères soviétiques, plus souriants les uns que les autres, viennent me souhaiter la bienvenue. Or, mes relations avec les officiels soviétiques que j'ai pu rencontrer ont toujours été de pure politesse et, depuis 1963, elles sont même carrément froides, suspecté que je suis d'être en bons termes avec quelques jeunes intellectuels moscovites pas trop bien vus et d'avoir même aidé l'un d'eux, Evtouchenko, à publier son livre en France. Cette cordialité des Russes de Pékin me surprend donc, mais je décide d'en profiter et je leur demande de but en blanc : « Où en êtes-vous avec les Chinois? » Réponse, tout aussi directe : « Rien n'a changé depuis le mois d'octobre, quoi qu'en disent certains. D'ailleurs la conférence des vingt-six partis aura lieu à Moscou le 1er mars. » Et, pour m'expliquer la situation, les Russes m'invitent à dîner avec eux le surlendemain.

Seconde surprise au milieu du repas. Mon voisin chinois, haut fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères, cesse brusquement de me parler de la cuisine chinoise et me demande : « Que pense-t-on, dans les milieux de gauche européens, de la nouvelle équipe dirigeante soviétique? » Je réponds qu'on la

connaît très peu et qu'on comprend mal ce qui se passe, ni Khrouchtchev ni ses successeurs n'ayant exposé publiquement ce qui les opposait — puis je demande à mon tour : « Et vous, qu'en pensez-vous? » « Nous aussi, nous les connaissons très peu », répond mon voisin et il passe à un autre sujet.

Deux jours plus tard, j'arrive à l'ambassade soviétique. Elle est située dans un grand jardin qui était jadis, celui du séminaire de l'église orthodoxe. De style stalinien pompeux, ce bâtiment est entouré de toute une série de maisons où logent le personnel et les journalistes. Cette petite enclave russe dans Pékin a aussi ses écoles, sa piscine et son théâtre et l'on y vit comme en Russie.

A table, vins et cognac russes réchauffent rapidement l'atmosphère et, au dessert, mon voisin entre dans le vif du sujet :

— Nous avons proposé aux Chinois de cesser la polémique et de chercher ensemble ce qui nous unit, mais ils ont tout de suite posé des conditions inacceptables. « Soit, nous a dit Chou En-laï. Aimons-nous, mais d'abord faites la politique que nous préconisons : désavouez le Khrouchtchev du XX^e^ Congrès, réhabilitez Staline et prenez les Américains à la gorge. » De la folie, comme vous voyez.

— Nous, dit un autre, nous sommes des *liudi diélovyé*, des hommes pratiques. Nous avons dit que nous aiderions le Viet-nam et, faites-nous confiance, il ne manquera de rien. Eux, tout ce qu'ils savent faire, c'est défiler en criant dans les rues de Pékin. En quoi cela aide-t-il les Vietnamiens ?

Je remarque que l'aide soviétique n'empêche pas les Américains de bombarder le Viet-nam du Nord. « Attendez un peu. On ne transporte pas du matériel lourd comme des allumettes. »

Je réponds qu'il n'y a pas dix jours que les Américains bombardent, mais que leur premier raid a eu lieu au mois d'août. « C'est la faute de Khrouchtchev, réplique mon voisin. Aujourd'hui nous avons une équipe *diélovaya*, une équipe d'hommes pratiques. »

Et là, je constate que les Soviétiques ont changé : pour une fois, ils ne sont pas tous du même avis et ils entament une discussion serrée. Deux convives soutiennent que les seuls responsables sont les Chinois dont l'attitude affaiblit le camp socialiste : « S'il n'y avait pas cette polémique, jamais les Américains n'auraient osé bombarder le Viet-nam du Nord, ni en août ni maintenant. Les responsables sont ceux qui prolongent la polémique et refusent l'action commune. » « La refusent-ils vrai-

ment ? » demandé-je incrédule. Tout le monde me saute dessus. « Comment? Vous ne savez donc pas? De quoi croyez-vous que Kossyguine leur a parlé? Et on ne vous a pas dit comment ce vieux fou de Mao l'a traité? »

J'avoue mon ignorance et j'ai droit, pour commencer, à une violente diatribe contre Mao qui pousse, selon les Russes, la paresse jusqu'à refuser d'apprendre aucune langue « civilisée », ne sait même pas le *pei-hua* (la langue de Pékin), parle seulement le hunanais que personne ne comprend, ce qui lui interdit de paraître à la télévision, et se croit tout permis, comme jadis Staline, même d'insulter les gens.

Je demande ce que Mao a fait à Kossyguine, en m'engageant à n'en rien écrire immédiatement. On m'explique. Kossyguine a proposé qu'à la conférence des vingt-six partis prévue pour le 1er mars, soit prononcée une déclaration solennelle en faveur du Viet-nam et il a énuméré toute une série de mesures tendant à rendre efficace l'aide sino-soviétique. C'est d'abord Chou En-laï qui lui a répondu « avec son pédantisme habituel » en critiquant violemment le principe de cette conférence, héritée de Khrouchtchev, organisée d'une manière qui déplaît au P.C. chinois, et en exigeant que l'U.R.S.S. désavoue la politique menée depuis le XXe Congrès. Kossyguine a demandé alors qu'on ne parle plus du passé et qu'on se borne à étudier la conférence sous l'angle de l'efficacité immédiate. Obstinément Chou En-laï a remis son disque : l'annulation de la conférence doit prouver au monde que l'U.R.S.S. a changé radicalement d'orientation politique. Soudain Mao qui semblait somnoler, a interrompu Chou En-laï. « Vous voyez, Kossyguine, notre Premier ministre, est votre ami. Il vous donne de bons conseils parce qu'il se fait des illusions sur vous. Moi pas. Moi je vous dis : votre conférence, faites-la donc pour montrer au monde que vous êtes des scissionnistes de la même farine que Khrouchtchev. »

Sur cette dernière réplique de Mao, tous mes Russes ne sont pas d'accord : la moitié d'entre eux soutiennent que Mao a dit : « Chou En-laï est votre agent » et non pas « votre ami ». S'ensuit une longue discussion : cette phrase annonce-t-elle la disgrâce prochaine de Chou ou la confusion entre « agent » et « ami » vient-elle simplement de ce que Mao parle le hunanais que personne ne connaît vraiment bien? Quoi qu'il en soit, tout le monde est d'accord pour conclure que Mao n'a pas voulu entendre parler d'aide commune au Viet-nam, ni de déclaration commune, ni de rien de commun entre la Chine et l'U.R.S.S., tant que les diri-

geants soviétiques ne seraient pas revenus, en les condamnant publiquement, sur leurs erreurs des dix dernières années. Les choses en sont restées là et mes Russes m'annoncent fièrement que la conférence du 1er mars aura lieu [1].

En les quittant ce soir-là et toutes les autres fois que je les ai rencontrés, j'ai eu l'impression que, dans cette affaire, l'amour-propre des Soviétiques était engagé et que la seule idée de céder aux Chinois leur était devenue intolérable. D'ailleurs, comment pourraient-ils souhaiter se réconcilier avec un pays où règne, à leurs yeux, la folie stalinienne poussée à son paroxysme? Pour eux, jusqu'en 1957, jusqu'à la fin du premier plan quinquennal réalisé avec l'aide de l'U.R.S.S., la Chine était un pays normal et même « en bonne voie ». Après quoi Mao, pris de mégalomanie, s'est proclamé le nouveau Staline, a décidé d'ignorer toute loi économique ou humaine, et les appels à la raison que lui ont adressés l'U.R.S.S. et d'autres pays communistes n'ont fait que le rendre plus intraitable. L'U.R.S.S., impuissante, n'a pu qu'assister au spectacle incroyable du « Grand Bond en avant », de l'enrégimentement des paysans, du développement monstrueux du culte de la personnalité. Pire : la mégalomanie des Chinois les a amenés à mépriser, de manière écrasante, le reste du monde, à prendre, follement, leurs adversaires pour des « tigres de papier » et donc à jouer avec le feu. Cette façon de voir les choses est très discutable mais c'est, à quelques nuances près, celle de tous les Soviétiques de Pékin.

Certes, il serait risqué d'affirmer que l'attitude de la petite colonie de Pékin reflète l'opinion de l'Union soviétique tout entière. Pourtant, ces diplomates et ces journalistes, qui tous ont étudié la Chine dans les instituts orientalistes de Moscou, y

1. Les Chinois, eux aussi, ont révélé, mais bien plus tard, quelques détails sur la fameuse rencontre Mao Tsé-toung-Kossyguine et, évidemment, leur version est très différente de celle que m'avaient présentée mes interlocuteurs soviétiques. A en croire les maoïstes, le Premier ministre de l'U.R.S.S. a surtout essayé de persuader le leader chinois que les Américains font l'escalade au Viet-nam pour pouvoir quitter ce pays dans les meilleures conditions, « sans perdre la face ». Comme on l'imagine, il n'a pas convaincu Mao Tsé-toung, qui se serait borné à demander quelle serait la réaction soviétique si les Américains attaquaient la Chine. Et, toujours selon les Chinois, Kossyguine aurait refusé de répondre à cette question, de même qu'il a refusé de faire une déclaration solonnelle pour avertir les Etats-Unis que l'U.R.S.S. considérerait une attaque contre la Chine comme une attaque contre son propre territoire. Mais il faut remarquer que ni Moscou ni Pékin n'ont rendu public le compte rendu précis de ce dialogue au sommet sino-soviétique du 10 février 1965.

ont ensuite séjourné des années et parlent couramment chinois, sont les principaux informateurs de leur pays sur les questions chinoises. Et s'ils sont, depuis quelque temps, assez confinés dans leur ambassade, *avant* ils pouvaient voyager librement à travers toute la Chine, accompagner les techniciens russes qui y travaillaient, suivre de très près le développement du pays. Tous parlaient avec méfiance sinon avec scandale de l'expérience chinoise : le recours aux « stimulants politiques », l'égalitarisme systématique, le travail manuel imposé aux cadres, tout cela leur paraissait hérétique et vain — sans parler, bien entendu, du culte de Mao qui leur rappelle leurs plus mauvais souvenirs.

Quand j'ai été un peu plus lié avec eux, je leur ai demandé, en confidence, s'ils n'estimaient pas que l'U.R.S.S. n'avait pas commis des erreurs en Chine — si, par exemple, elle n'avait pas eu tort de rappeler tous ses techniciens en 1960. Ces gens n'avaient pas d'œillères, ils parlaient assez lucidement du passé récent de leur pays, reconnaissaient qu'aujourd'hui encore tout n'allait pas pour le mieux, et plusieurs regrettaient même Malenkov « l'homme le plus intelligent de l'ère poststalinienne » — mais ils refusaient tous d'admettre que l'U.R.S.S. eût la moindre part de responsabilité dans le conflit qui l'oppose à la Chine. « La folie, m'a dit l'un d'eux, était déjà en germe dans les têtes maoïstes du temps de Yenan et même sans doute avant. Nous n'avons rien pu faire et nous ne pouvons toujours rien faire pour empêcher qu'elle ne se manifeste au grand jour. » Ce disant, comme ses amis, il se plaçait au point de vue « psychologique », sans vraiment tenir compte des conditions matérielles dans lesquelles est né le maoïsme et qui l'ont fait ce qu'il est. Ni lui ni ses amis ne croyaient donc à la possibilité d'une évolution de la Chine, d'un changement d'attitude des Chinois après l'industrialisation, ni donc à celle d'une réconciliation même encore lointaine. « Depuis 1957, nos chemins sont devenus divergents et ils ne se recroiseront plus. Cela dit, mieux vaut n'en pas parler », concluaient-ils, conformément à la ligne de Moscou selon laquelle il faut éviter d'envenimer la polémique [1].

Les Chinois, eux, étaient moins scrupuleux. Même pendant la trêve, leurs journaux reproduisaient des articles de communistes

1. Les Soviétiques se sont abstenus d'engager une polémique publique avec les Chinois jusqu'au mois d'août 1966. C'est seulement après la publication à Pékin de la résolution du Comité central du P.C. de Chine au sujet de la « révolution culturelle » qui prenait violemment à partie le « révisionnisme » soviétique, que Moscou a commencé à contre-

albanais ou japonais qui attaquaient le « khrouchtchevisme sans Khrouchtchev » et critiquaient violemment le principe de la conférence du 1er mars. Malgré l'absence de sept des vingt-six partis invités (chinois, japonais, vietnamien, coréen, indonésien, roumain et albanais), la conférence se tint, à Moscou, à la date prévue. Elle ne donna pas grand-chose, et l'opposition du P.C. italien empêcha que ne fût prise une décision nette touchant le Congrès de tous les P.C. du monde qu'elle avait pour principal objet de préparer, mais elle déchaîna la fureur des Chinois dont les langues se délièrent, d'abord en privé, puis en public. Certains d'entre ceux qui, jusqu'au 1er mars, disaient « très mal connaître la nouvelle équipe soviétique » se mirent même à en parler savamment.

Au début de mars, à l'occasion de la visite du président pakistanais Ayoub Khan, furent organisés de grands meetings et aussi des réceptions au cours desquelles nos hôtes chinois nous expliquèrent longuement pourquoi le « khrouchtchevisme sans Khrouchtchev » était encore plus néfaste que celui « avec ». Les Soviétiques étaient invités à ces festivités. Pour donner une idée du ton des conversations entre Russes et Chinois, je citerai ce fragment de dialogue que j'ai surpris un soir :

— Quel temps fait-il dans votre pays? demande un haut fonctionnaire chinois au correspondant d'un journal de Moscou.

— Mon pays est très grand et le temps varie d'une région à l'autre. Mais je crois que, dans l'ensemble, il fait beau.

— J'en suis ravi pour vous, dit le Chinois, suave. Cela vous évitera peut-être d'avoir à acheter des millions de tonnes de blé à vos amis américains.

---

attaquer, en mettant notamment en cause le caractère socialiste de la société et de la politique chinoises. Plus tard, au mois de septembre 1966, les correspondants soviétiques à Pékin ont publié des reportages extrêmement violents contre les « gardes rouges », au point que, selon les Chinois, l'agence Tass est devenue la principale source de propagande antimaoïste pour les Occidentaux.

Deux remarques s'imposent à ce sujet : les correspondants soviétiques sont les seuls journalistes étrangers en Chine qui parlent couramment la langue du pays. Cela leur permet de lire les innombrables affiches et tracts qui ont paru au cours de la campagne des « gardes rouges », alors que leurs confrères occidentaux ont du mal à les déchiffrer. Ensuite, les journalistes soviétiques sont encore plus isolés dans leur ghetto diplomatique que tous les autres et il va de soi que cette attitude des Chinois à leur égard ne les incite pas à faire des commentaires nuancés.

Enfin, il faut répéter qu'aucune censure n'existe à Pékin et qu'aucun correspondant étranger n'a été, à notre connaissance, expulsé de Chine parce que ses articles avaient déplu.

— Sans doute, réplique le Russe, plus suave encore. Je vous souhaite quant à moi, de n'avoir plus besoin de blé australien ou canadien.

De grinçants, les rapports devinrent franchement hostiles après l'incident du 5 mars 1965, où des étudiants asiatiques allèrent manifester devant l'ambassade américaine de Moscou et se firent refouler par les miliciens soviétiques avec un zèle et une vigueur que les Chinois estimèrent excessifs et politiquement significatifs. « Quels sont vos alliés? Quels sont vos ennemis? » demandait le lendemain le *Renmin Ribao* qui publiait, en première page, deux photos : l'une de policiers américains matraquant des manifestants noirs, l'autre de miliciens soviétiques matraquant des manifestants jaunes — ce qui était une manière de dénoncer, sans mots, mais nettement, le racisme des Blancs, américains ou russes. Dans l'après-midi du 6 mars, une manifestation eut lieu devant l'ambassade soviétique de Pékin : quelques centaines de personnes seulement y prirent part mais c'était la première fois qu'on criait, dans la capitale chinoise, des slogans hostiles à l'U.R.S.S.

Pendant dix jours, la presse chinoise consacra des colonnes et des colonnes à la manifestation de Moscou et à ses suites [1], mais en évitant de traiter à fond du conflit sino-soviétique. Aussi lorsque, le 17 mars, j'allai interviewer Chou En-laï [2] je doutais fort qu'il accepterait de m'en parler.

J'avais rédigé et envoyé le questionnaire écrit qu'on m'avait demandé, quelques semaines plus tôt, c'est-à-dire pendant la période de trêve, et j'avais évité d'y lever ce lièvre. Mais l'interview ayant fini par prendre un ton pas du tout officiel, je me risquai à poser la question « par la bande » en demandant ce que pouvait signifier la conférence du 1er mars pour le mouvement ouvrier international. « Je vous remercie de prendre intérêt au mouvement ouvrier international », répondit froidement Chou En-laï. C'était me remettre à ma place, mais j'insistai. Je dis que des événements de ce genre concernaient la gauche tout entière qui, plus que jamais, s'interroge sur l'U.R.S.S. mais n'arrive pas non plus à comprendre clairement ce que veut la Chine. Du coup, Chou En-laï s'adoucit et se mit à me parler comme je n'aurais jamais espéré qu'il pût le faire.

---

1. Les Chinois se sont plaints que leurs étudiants aient été mal soignés dans les hôpitaux de Moscou. Les Soviétiques, eux, accusèrent les étudiants chinois de simulation et en expulsèrent quelques-uns.

2. On trouvera le texte intégral de cette interview dans les annexes.

Je dois dire ici que Mme Kung Peng, ministre adjoint des Affaires étrangères qui avait arrangé cette interview, m'avait averti qu'à certaines de mes questions Chou En-laï répondrait *off the record* et que je ne devrais pas publier toutes ses réponses. Une heure après que j'eus quitté le Premier, elle me téléphona à l'hôtel pour me le rappeler. Bien que les dépêches de presse ne soient pas censurées à Pékin, je n'ai donc rien envoyé à Paris avant d'avoir obtenu l'imprimatur des Affaires étrangères. Lorsque je la relis, cette interview me semble d'un ton nettement diplomatique qui n'était en fait pas celui de Chou En-laï. Je ne peux toujours pas publier ce qu'on m'a prié de garder pour moi, mais je voudrais essayer de dire l'impression que m'a laissée cette rencontre.

Chou En-laï est un « vétéran des rapports sino-soviétiques ». Bien avant la victoire des maoïstes, il avait été chargé, plusieurs fois, de négociations souvent très délicates avec Moscou. Lorsqu'il parle de l'arrogance des Soviétiques et leur reproche de se conduire en « parti père » sans jamais traiter les autres en égaux, il pense sans aucun doute à des expériences qu'il a vécues lui-même à une époque où, étant en position de faiblesse, il ne pouvait pas claquer les portes — comme il l'a fait en 1961 en quittant ostensiblement le XXII[e] Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. pour protester contre l'excommunication des Albanais par Khrouchtchev.

Malgré cela, il m'a parlé sans amertume ni rancune de l'U.R.S.S. et n'a pas mis en cause le système soviétique. Il n'en critiquait que les dirigeants qui, au lieu de s'améliorer, empirent d'une génération à l'autre et semblent avoir complètement perdu de vue l'idéal qu'ils devaient défendre. Pour lui, il y a d'abord eu Staline, grand révolutionnaire mais personnage très discutable. Staline changeait souvent d'idées, il a fait beaucoup de gâchis et de ravages mais il avait une excuse : il lui fallait défendre, à tout prix, le pays de la Révolution, encerclé par les capitalistes. Quoi qu'on puisse penser, la seule existence de l'U.R.S.S. a aidé tous les mouvements révolutionnaires, y compris la révolution chinoise. Après toute une série de victoires du communisme, on pouvait espérer que succéderait à Staline un camarade plus souple et plus internationaliste, mais ce fut Khrouchtchev qui entra en scène et reprit à son compte, en l'empirant, tout ce qu'il y avait de mauvais dans la politique stalinienne. Vinrent ensuite Kossyguine et Brejnev, et l'espoir qu'ils seraient d'une autre trempe fut détruit lors d'une seule rencontre au Kremlin.

Tout d'abord, les nouveaux leaders soviétiques ont fait une analyse de la situation internationale qui ressemblait en tout point à celle que leur prédécesseur avait faite à l'époque de son plus grand enthousiasme pour une entente avec les Etats-Unis. A les en croire, la politique khrouchtchevienne de coexistence était un succès, et elle devait continuer coûte que coûte. Ensuite Kossyguine et Brejnev ont montré la même ignorance des problèmes chinois que Khrouchtchev, au point que Chou En-laï aurait eu du mal à comprendre ce qui les séparait de leur ancien chef de file. De toute évidence, ils étaient des adeptes de la même école et, si leurs manières étaient différentes, leur doctrine était exactement la même que celle de Khrouchtchev.

Certes, tout ne peut pas être ramené à une question de personne et Chou En-laï admettrait parfaitement que toute société « produise » les dirigeants qu'elle mérite. Pourtant, comme les autres dirigeants chinois, tout en s'indignant de l'évolution récente du système soviétique, il semble croire qu'une bonne équipe révolutionnaire arrivant au pouvoir pourrait rapidement et sans trop de peine corriger ces erreurs et même que, si la masse soviétique comprenait à quel point ses chefs se sont écartés du chemin du communisme, elle saurait bien les changer — et que cela arrivera tôt ou tard, car la base reste communiste comme elle l'était du temps de Staline. Tout espoir n'est donc pas perdu, mais c'est sur les forces populaires qu'il faut compter et non sur les dirigeants. Le devoir des révolutionnaires du monde entier est donc d'aider à ce réveil des masses soviétiques en dénonçant, sans aucun ménagement, les machinations des continuateurs de Khrouchtchev — mais seuls les Soviétiques pourront, le jour venu, mettre de l'ordre dans leur maison.

Voilà ce que m'a semblé être la position de Chou En-laï pour qui rien d'irréparable ne s'était encore produit en U.R.S.S. Il ne m'a pas parlé de restauration du capitalisme ni de Sainte-Alliance américano-soviétique. Il m'a dit, au contraire, et avec beaucoup de conviction qu'en cas de conflit généralisé en Asie, les Soviétiques combattraient aux côtés des Chinois contre les Américains et causeraient ainsi au président Johnson une vive et pénible surprise.

Pourtant, deux jours plus tard, le *Renmin Ribao*, dans un premier article sur la conférence du 1er mars, attaquait l'U.R.S.S. en termes furibonds qui contrastaient étrangement avec la modération de ceux qu'avait employés, devant moi, Chou En-laï.

Pour l'organe central du P.C. chinois, l'irréparable s'était déjà produit en Union soviétique dont le système économique était désormais modelé sur celui de sa nouvelle alliée, l'Amérique.

Il est évident que la position chinoise n'avait pas pu radicalement changer en deux jours. Je suis sûr que Chou En-laï ne m'avait pas exposé son opinion personnelle, différente de celle de son gouvernement. Je ne vois donc qu'une seule explication plausible à ces attaques : les Chinois accusaient « préventivement » les Soviétiques de trahison pour stimuler la base soviétique dont ils souhaitent le réveil. Je pense également que, selon leur habitude, ils simplifiaient et grossissaient à outrance pour toucher à coup sûr leurs militants qui pouvaient, avec raison, s'inquiéter que ne soit pas réalisé, contre l'agression américaine au Viet-nam, un front commun sino-soviétique.

Quoi qu'il en soit, la parution de cet article provoqua, dans toute la Chine, un déchaînement d'antisoviétisme. Nous étions alors à Shanghaï et nos guides revenaient constamment sur ce sujet, avec une insistance pénible. Nous pensâmes d'abord qu'ils étaient particulièrement bavards et sectaires mais, par la suite, dans les villes de province, nous eûmes à subir les mêmes furieuses diatribes — au point qu'il m'arriva souvent, pour laver l'U.R.S.S. d'accusations qui me semblaient absurdes, de rapporter des propos que m'avait tenus Chou En-laï : sans grand résultat d'ailleurs, la parole d'un étranger ne faisant pas le poids, en Chine, contre un article du *Renmin Ribao*. D'ailleurs, en province, les invectives officielles n'indignaient pas les gens et les surprenaient moins encore. Dans les années précédentes, on les avait tant montés contre les Soviétiques qu'ils prenaient pour argent comptant les accusations les plus outrancières. Tous étaient convaincus, sur la foi d'innombrables documents « antirévisionnistes » qu'on leur avait fournis, que la Chine devait lutter sur deux fronts : contre le capitalisme et contre le khrouchtchevisme.

Devant mon scepticisme et pour me prouver que l'U.R.S.S. était bel et bien en train de restaurer le capitalisme, mes interlocuteurs me bombardaient de citations d'un auteur difficile à récuser : Khrouchtchev en personne [1]. Mais Khrouchtchev n'a jamais été un théoricien et il ne faut pas chercher une théorie

1. L'édition chinoise de ses œuvres ne contient pas le fameux « rapport secret » du XX[e] Congrès. Quand on le fait remarquer aux Chinois — qui en critiquent souvent certains passages — ils rétorquent qu'il n'a jamais été, non plus, publié en U.R.S.S.

cohérente du développement du communisme dans ses discours de circonstance, truffés de proverbes ukrainiens. Si Khrouchtchev est devenu populaire chez les Occidentaux, c'est précisément parce qu'il n'était pas, comme Staline, un prophète implacable et que, dans ses improvisations joviales, il humanisait le visage de son pays. Je l'ai suivi, en 1959, dans sa tournée américaine. Il crevait les yeux que sa présence physique, son allure d'homme comme les autres et la sympathique simplicité de sa femme faisaient tomber bien des préjugés antisoviétiques pourtant solidement enracinés en Amérique. Il eut encore plus de succès en Europe où l'anticommunisme est moins universel et moins farouche. Si Khrouchtchev a beaucoup aidé à la détente et à la coexistence pacifique, ce n'est pas parce qu'il parlait de paix — les dirigeants soviétiques l'ont toujours fait — c'est parce que sa personne même était le symbole d'une Russie plus ouverte, plus tolérante et moins repliée sur elle-même.

Nous savions que des conflits graves avaient opposé les Chinois à Khrouchtchev qui, malgré son apparente bonhomie, avait appliqué contre eux des sanctions économiques impitoyables. Mais ses œuvres, que l'on propose à l'indignation des Chinois, ne sont accompagnées d'aucun commentaire rappelant ses « turpitudes » : on a estimé que leur seule lecture suffirait largement à scandaliser. Et de fait, les Chinois sont choqués jusqu'au fond de l'âme par ces propos de Khrouchtchev qu'ils me citaient constamment : « Plus on a à manger, plus on est démocrate. » « Le socialisme est une bonne chose mais, avec du beurre, il est encore meilleur. » « Chaque chose mûrit en son temps et quand les capitalistes verront comment prospère notre société socialiste, ils se convertiront tout seuls. » « Ceux qui mangent de la soupe claire et se partagent, à cinq, un pantalon, n'ont pas le droit de parler de communisme. »

La dernière citation sur « la soupe claire » visait évidemment les Chinois mais risquait de faire boomerang étant donné les difficultés de ravitaillement que connaissait l'U.R.S.S. et, en ce domaine, les Chinois n'avaient aucun complexe d'infériorité par rapport aux Russes. Mais que Khrouchtchev proposât constamment comme objectif principal l'accroissement de la consommation individuelle les révoltait. En ce qui concerne la coexistence pacifique, ce n'est pas tant le principe que les Chinois discutent (ils prétendent même l'avoir posé les premiers), c'est le sens que Khrouchtchev lui a donné et les arguments qu'il a choisis pour convaincre ses interlocuteurs occidentaux —

arguments qui tendent, selon les Chinois, à prouver aux capitalistes la valeur d'une société socialiste par sa capacité de produire en masse des biens de consommation. « Si c'est là la mesure du progrès, alors l'Amérique est plus communiste que l'U.R.S.S., puisqu'elle est très en avance dans la production des biens de consommation » — plaisanta un de mes guides.

En Europe et en Amérique, j'ai rencontré des gens de diverses couleurs politiques qui souriaient des naïvetés qui émaillaient les discours de Khrouchtchev sur la compétition pacifique entre les deux systèmes. Les Chinois, eux, ne s'y arrêtaient pas car l'idée de base de Khrouchtchev leur paraissait tellement *immorale* qu'il n'était pas même possible d'en discuter. Et la sincérité de leur indignation fait sentir l'abîme qui sépare ces tenants de la société de contestation du monde embourgeoisé. A distance, j'avoue que je ne réalisais pas à quel point, pour les maoïstes, convaincus de la supériorité de l'homme altruiste, « le plus propre de tous », chaque parole, chaque promesse de Khrouchtchev pouvait paraître hérétique, corruptrice et néfaste. Et lorsqu'en mars 1965, Pékin déclara que « les successeurs de Khrouchtchev étaient encore pires et encore plus dangereux que lui » ceux-ci devinrent aussitôt pour les militants l'incarnation du mal et donc facilement assimilables aux impérialistes américains.

Quand, après avoir entendu les Russes de Pékin, on entendait les provinciaux chinois, on mesurait quel long chemin avaient fait, dans des directions opposées, les deux Grands du communisme. Mais on se disait ensuite qu'U.R.S.S. et Chine sont toutes deux dirigées par un parti monolithique et tout-puissant, fort capable de faire accepter un brusque changement de ligne, et cela d'autant plus facilement qu'une menace extérieure le justifiait. Il me semblait donc que Chou En-laï voyait clairement la situation quand il affirmait que, dans le cas d'un conflit élargi à toute l'Asie, Chinois et Soviétiques se retrouveraient dans le même camp. Or, les Américains semblaient résolus à continuer l'escalade et le risque d'une guerre généralisée devenait chaque jour plus grand.

Pourtant, lorsqu'en mai je revins à Pékin, les rapports sino-soviétiques loin de s'être améliorés, s'étaient encore détériorés. Les Chinois tempêtaient plus que jamais contre la collusion américano-soviétique et les Russes étaient de plus en plus braqués contre les Chinois.

« Alors ? Ils vous ont dit beaucoup de mal de nous ? » me demanda un Russe. Et, sans attendre ma réponse, il m'expliqua

ce qui s'était passé pendant mon absence. Les Chinois étaient devenus franchement impossibles. Ils sabotaient presque ouvertement l'aide soviétique au Viet-nam : ils interdisaient le survol de leur territoire aux avions soviétiques chargés de techniciens, ils freinaient le transport du matériel lourd, s'ingéniaient à créer toutes les difficultés possibles et de plus accusaient les Soviétiques de ne rien faire. « Cela est trop absurde pour que nous répondions et nous continuons à éviter la polémique. »

En fait, la colonie russe n'était pas du tout sereine. D'abord, elle était profondément affectée par les nouvelles du Viet-nam qui prouvaient l'inefficacité de l'aide militaire soviétique : malgré le fameux matériel lourd, les raids américains sur le Viet-nam du Nord continuaient. Bien qu'ils ne voulussent à aucun prix d'une guerre totale contre les Etats-Unis, mes Russes souhaitaient ardemment les voir prendre, au Viet-nam, une sévère leçon qui leur aurait rappelé la puissance militaire de l'Union soviétique. Cette leçon en serait d'ailleurs une aussi pour les Chinois auxquels elle prouverait que, si l'U.R.S.S. n'exporte pas de révolutions, elle est capable d'empêcher les impérialistes d'exporter des contre-révolutions — démonstration qui doit être faite pour que se poursuive la coexistence pacifique et pour que les Chinois soient discrédités aux yeux des révolutionnaires du monde entier à qui la stratégie soviétique apparaîtra comme la seule efficace. Bref, les Russes avaient toutes raisons de vouloir durement contrer les Américains au Viet-nam mais constataient, avec amertume, qu'ils n'y parvenaient pas.

Pourtant, bien que rien de très spectaculaire ne se fût encore produit, les Américains avaient déjà compris, à en croire mes Russes, que l'aide soviétique au Viet-nam les gênait considérablement. Johnson a commencé à parler de négociations inconditionnelles alors que, jusqu'ici, il ne voulait même pas en entendre parler. Pendant tout le mois de mai 1965 des propositions de règlement négocié du conflit ont été faites, surtout par les pays du tiers monde. Chaque fois, la colonie russe de Pékin frissonnait d'un espoir chaque fois déçu, Moscou s'alignant aussitôt sur Hanoi et Pékin qui repoussaient ces offres comme insincères et proclamaient catégoriquement que la seule négociation possible devait être engagée sur les quatre points de Ho Chi Minh — ce que refusaient les Américains.

Mes Soviétiques ne se prononçaient pas contre ces quatre points mais tous laissaient clairement entendre que, sans l'intransigeance chinoise, une négociation serait possible et que les

Viet-namiens avaient tout à y gagner. Leurs griefs contre la Chine s'aggravaient donc chaque jour : elle sabotait l'aide militaire au Viet-nam, elle refusait toute action commune par crainte de prendre des risques, alors qu'elle incitait les autres à se battre, tout cela pour pousser l'U.R.S.S. à la guerre totale contre les Etats-Unis. « Si les Chinois étaient vraiment solidaires des Viet-namiens comme ils le prétendent, disaient les Soviétiques, ils ne refuseraient pas un accord même partiel avec nous et ils mettraient fin à cette polémique imbécile. »

A ces arguments, les hauts fonctionnaires chinois du ministère des Affaires étrangères en opposaient d'autres tout aussi recevables. Selon eux, c'était pour masquer leur peu d'empressement à fournir du matériel que les Russes avaient inventé que les Chinois faisaient obstruction à son transport. « Les trains soviétiques ont au contraire priorité absolue. Ce n'est tout de même pas notre faute s'ils sont rares et chargés de vieux matériel », m'a dit l'un d'eux. Et il me cita des articles parus dans la presse occidentale où il était « prouvé irréfutablement » que les Russes ne s'engageaient au Viet-nam que juste assez pour l'amener à négocier dans les conditions définies par Johnson. « Ils jouent double jeu. Ils sont plus astucieux que Khrouchtchev, mais nous les démasquerons quand même. L'écran démagogique derrière lequel ils se cachent est plein de trous et on peut déjà voir que ce qu'ils veulent, c'est dominer le monde avec les Américains. Ils prétendent leur faire la guerre en Asie mais, dans le reste du monde, ils les embrassent : les relations diplomatiques, les échanges culturels, le commerce, tout continue comme avant. Est-ce que l'U.R.S.S. faisait des échanges culturels avec l'Allemagne pendant la dernière guerre mondiale ou avec les Etats-Unis pendant la guerre de Corée ? »

Je rappelai que pendant la guerre de Corée, Moscou n'avait pas rompu les relations diplomatiques avec Washington puis, me faisant l'avocat du diable, je dis que la politique vietnamienne des Russes avait changé depuis le départ de Khrouchtchev : en août 1964, celui-ci n'avait pas réagi au raid américain sur le Viet-nam du Nord alors que ses successeurs ont aujourd'hui nettement pris position. Mon interlocuteur sourit de ma naïveté. « Khrouchtchev laissait les Américains se débrouiller tout seuls. L'équipe actuelle veut les aider. Kossyguine est venu nous dire qu'il fallait les aider à sauver la face. Ce qu'il veut, en fait, c'est que les Vietnamiens capitulent sans trop perdre la face. Comment peut-on discuter avec un agresseur qui entend

se maintenir par la force dans un pays où il est installé, en violation de toutes les lois ? Comme l'a dit Chou En-laï, la seule manière de sauver la face, pour un brigand, c'est de restituer ce qu'il a volé. »

Deux amis de mon hôte renchérissaient : « Pourquoi les Soviétiques ne démentent-ils pas lorsque la presse occidentale écrit qu'ils ont promis d'amener le Viet-nam à discuter avec Johnson ? Pourquoi ne font-ils rien pour empêcher les Américains de transférer au Viet-nam leurs troupes stationnées en Europe ? Pourquoi continuent-ils à préparer, contre le P.C. chinois, ce qu'ils appellent la conférence communiste internationale ? »

Bref, je devais comprendre ce dont mes interlocuteurs sont profondément convaincus, à savoir que les Russes veulent aider les Américains contre les Vietnamiens et contre les Chinois pour ensuite se partager le monde avec eux.

Au printemps 1965, l'atmosphère politique de Pékin était vraiment déroutante : les troupes américaines débarquaient en masse au Viet-nam, tous les observateurs estimaient que la Chine était de plus en plus menacée, et les Chinois attaquaient avec presque autant de violence l'Amérique, leur agresseur en puissance, et l'U.R.S.S., le seul pays qui pouvait en principe retenir l'Amérique de continuer l'escalade et de bombarder la Chine. Mais, pour les Chinois, les Américains poursuivraient l'escalade parce qu'ils étaient assurés de la complicité soviétique.

Dans le même temps, les délégations russes, civiles ou militaires, en route pour Hanoi, faisaient escale à Pékin, le maréchal Chu Teh était invité à l'ambassade soviétique pour fêter le 20e anniversaire de la victoire sur Hitler et, dans tous les cinémas de Chine, on projetait, à cette occasion, des vieux films à la gloire de l'armée soviétique.

C'était un étrange fouillis : la Chine accusait les Soviétiques de complicité avec les Américains mais laissait passer leur matériel destiné au Viet-nam. Les Etats-Unis clamaient que les livraisons d'armes légères chinoises aux maquisards du Viet-cong constituaient une agression contre leur allié de Saigon mais faisaient silence sur l'arrivée, au Viet-nam du Nord de matériel lourd soviétique qu'on utilisait contre leurs aviateurs. Les Russes enfin ne rompaient ni avec les Chinois qui les insultaient quotidiennement ni avec les Américains qui bombardaient quotidiennement un de leurs alliés, et prêchaient, à la fois, la coexistence pacifique et la lutte contre l'impérialisme.

Rarement un conflit localisé a mis en lumière des contradic-

tions aussi flagrantes entre les proclamations et les agissements des grandes puissances. Russes et Chinois réagissaient de la même façon contre l'intervention américaine au Viet-nam, mais leurs divergences idéologiques étaient si marquées qu'ils n'arrivaient pas à conclure un accord pour coordonner leur action. Pour qu'elles puissent élaborer et appliquer une stratégie commune, il aurait fallu que la Chine ou l'Union soviétique désavoue sa politique internationale. Ni l'une ni l'autre n'acceptait de le faire, ce qui aggravait encore la méfiance qui régnait entre elles.

La volonté de s'opposer efficacement aux Américains n'aurait-elle pas justifié que l'on renonçât, fût-ce momentanément, à la polémique ? « Non, m'a répondu catégoriquement le maréchal Chen-yi, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères. Au contraire, cette polémique aide les peuples du monde entier à discerner le vrai du faux, à faire la différence entre la véritable lutte anti-impérialiste et celle qui n'est qu'un faux-semblant. » Mais en cas d'extension de la guerre au Viet-nam, la Chine croit-elle à la possibilité d'une action commune avec l'U.R.S.S. ? « Une action commune concertée, répond le maréchal, exige, au départ, une connaissance commune des agresseurs et une même détermination de les combattre. Si cette entente est réalisée, l'action commune deviendra possible. Autrement, elle ne l'est pas. »

C'était sans réplique, mais les Soviétiques n'avaient aucune envie de modifier leur optique internationale et d'adopter la thèse des Chinois pour leur prouver qu'ils « connaissaient » les Américains exactement comme eux. J'avais donc l'impression, en allant des Soviétiques aux Chinois, d'assister au dernier acte de la grande brouille entre les deux grandes puissances communistes. Devant l'agression américaine au Viet-nam, la solidarité (on peut même dire l'instinct de conservation) aurait dû jouer. Mais non : le fossé est trop profond entre les communistes chinois qui prônent l'austérité égalitaire et les communistes soviétiques en quête d'abondance. Pourtant les Américains prouvaient chaque jour qu'ils ne voulaient nullement établir un directoire commun avec les Soviétiques mais, au contraire, leur dicter leurs conditions dans le Sud-Est asiatique. Certes, ils ménageaient le communisme russe qui leur paraît moins dangereux que le Chinois mais ils ne cachaient pas qu'il n'est pour eux de bons communistes que morts. Dans une telle situation, tout pronostic était impossible touchant la coexistence russo-américaine ou une rupture définitive entre Pékin et Moscou. « La guerre ne se

déroule pas toujours selon la volonté humaine », m'avait dit Chou En-laï. Dieu sait quelles surprises la guerre du Viet-nam peut encore apporter !

4. *LA DEUXIEME BOMBE CHINOISE*

Le vendredi 14 mai 1965, au soir, la radio, la télévision et des éditions spéciales des journaux de Pékin annonçaient fièrement la nouvelle : une deuxième expérience atomique avait été réussie quelque part en Chine[1]. Pendant toute la soirée et toute la journée du lendemain les Chinois nous annoncèrent et réannoncèrent la nouvelle. Ils jubilaient, grillaient visiblement d'envie de nous commenter l'événement en termes lyriques mais se retenaient, la morale maoïste préconisant la modestie et condamnant la vantardise.

La colonie étrangère de Pékin, elle, ne fut guère secouée par l'explosion : la presse américaine l'annonçait depuis plusieurs semaines et puis c'est surtout lorsqu'un pays réussit sa première expérience qu'on en parle et, en octobre 1964, on avait longuement épilogué sur l'entrée de la Chine dans le « club atomique ». On s'était déjà étonné que ce pays sous-développé prétendît — et pût — rivaliser avec les pays avancés. Des experts, après examen des retombées de la bombe chinoise avaient conclu qu'elle était sans doute plus perfectionnée que la française. D'autres s'étaient demandé si les Chinois étaient en mesure de construire les fusées nécessaires à la « livraison » de la bombe sur le sol américain. On avait mené des enquêtes pour voir si cette explosion avait augmenté ou non le prestige de la Chine aux yeux du tiers monde qui, dans sa grande majorité, est violemment « antiatomique. »

Que pouvait-on ajouter à tout cela en mai 1965 ? Peu de chose — d'autant moins que tout le monde, à Pékin, était convaincu que cette seconde explosion atomique chinoise ne modifiait en rien les données du problème n° 1, la guerre du Viet-nam. En effet, pour que la bombe chinoise devienne « dissuasive » et impressionne vraiment les Américains, il aurait fallu que la Chine fasse la preuve — par exemple en lançant un spoutnik — qu'elle était capable de riposter atomiquement à un bombarde-

1. Le 9 mai 1966, les Chinois ont fait exploser leur troisième bombe, une bombe A dopée.

ment atomique. Or, tout le monde pensait que la Chine ne disposerait pas de missiles intercontinentaux avant plusieurs années et que sa bombe ne pouvait donc inquiéter les Etats-Unis.

Certains affirmaient même que le fait qu'elle possédât la bombe augmentait le danger qui pesait sur la Chine : les Américains pourraient en effet être tentés de détruire ses installations atomiques pour éviter que ne s'établît entre elle et eux l'équilibre de la terreur déjà établi entre eux et l'U.R.S.S. « Les Chinois doivent être prudents, me disait un expert militaire occidental de Pékin. Les Américains ont à la fois les moyens et l'envie de dévaster leur pays et l'U.R.S.S. n'a ni désir, ni raisons très impérieuses de défendre des alliés assez insupportables. Bien sûr, aucun bombardement, si terrifiant qu'il soit, ne pourrait détruire totalement la Chine et, en se lançant dans cette aventure, les Américains prendraient des risques énormes. Reste qu'ils pourraient, en quelques heures, annihiler tous les progrès que la Chine a réalisés dans les seize dernières années. » Le même expert reconnaissait cependant que, si les Chinois survivaient à la période critique actuelle, gagnaient la course contre la montre qui les oppose aux Américains et réussissaient, avant que l'irréparable se soit produit, à forger une force de frappe qui ait un vrai pouvoir de dissuasion, ils tireraient de leur investissement atomique d'énormes dividendes politiques. Ce jour-là, en effet, les Américains seraient obligés de considérer comme définitif l'établissement du régime de Mao. Du coup la quarantaine politique et le blocus économique imposés à la Chine, et l'entretien du « régime de rechange » de Formose ne seraient plus justifiés, même aux yeux des Américains qui, fidèles à leur tradition pragmatique, préféreraient voir les Chinois siéger dans les organismes internationaux à l'écart desquels ils les tiennent actuellement.

Soit, répondaient les diplomates de Pékin plus économistes que militaires. Mais ne pensez-vous pas que les Chinois auraient pu obtenir le même résultat plus vite et à meilleur compte ? Les armes atomiques sont déjà hors de prix pour les pays riches. Pour en fabriquer, la Chine doit se saigner aux quatre veines et renoncer à progresser dans certains domaines civils essentiels. N'aurait-il pas mieux valu, pour elle, hisser le drapeau de la non-violence et attendre tranquillement que ses ennemis en viennent à la reconnaître comme l'ont fait la plupart des grands pays européens ? Et qui peut affirmer que les Chinois ne cherchent qu'à assurer leur sécurité, alors que leur but avoué est

de renverser, par l'extension de leur révolution à d'autres pays, l'équilibre entre les deux blocs ?

Entendre ces discussions me rajeunissait : j'en avais entendu de semblables, dans les années 1948-50, quand les Occidentaux se demandaient quel usage l'U.R.S.S. ferait de l'arsenal atomique qu'elle était en train de se forger. L'exemple soviétique ne permet pas d'affirmer qu'une fois atomiquement armée, la Chine assurée de pouvoir se défendre deviendra plus modérée et plus consciente du danger nucléaire, mais on est en droit de le penser.

Ce qui me semblait paradoxal, à Pékin, c'était de voir les Soviétiques partager les appréhensions des Occidentaux et se demander si ces Chinois fanatiques ne risquaient pas d'utiliser leurs bombes pour exporter leur révolution. A vrai dire, c'était même les Russes qui parlaient avec le plus d'inquiétude de « l'obsession atomique chinoise » qui, selon eux, était pour beaucoup dans la détérioration des rapports sino-soviétiques. Sur ce dernier point, d'ailleurs, les Chinois n'auraient pas pu leur donner tort : en 1963, ils ont eux-mêmes déclaré que la rupture du contrat qui, jusqu'en 1959, les avait liés aux Soviétiques était la preuve définitive que ceux-ci avaient trahi. Mais, à ce sujet, un retour en arrière s'impose.

En 1948, Staline a avoué à Kardelj qu'il avait conseillé aux maoïstes de dissoudre leur armée pour arriver à un accord avec Chiang Kai-chek, que ceux-ci avaient, à Moscou, feint d'accepter de le faire mais s'en étaient ensuite bien gardés. Avec une modestie chez lui tout à fait inhabituelle, Staline ajoutait que les maoïstes avaient eu raison et lui tort. De ce témoignage unique mais difficilement contestable, rapporté par Dedijer[1] dans un livre qui fut un best-seller, beaucoup ont déduit que les Chinois avaient fait leur révolution sans l'aide de Staline et même contre lui.

C'est aller un peu vite et l'affaire est plus complexe. D'abord, les ennemis de Mao n'ont pas cru un instant que l'U.R.S.S. resterait neutre, et si Chiang Kai-chek a voulu, à tout prix, empêcher les communistes de s'installer en Mandchourie, c'est qu'il était convaincu du contraire. Contre l'avis de ses conseillers américains, il a lancé ses meilleures armées dans le Nord-Est parce qu'il croyait, avec raison, qu'une république maoïste, établie dans un pays riche et adossé à l'U.R.S.S., deviendrait une forte-

1. VLADIMIR DEDIJER : **Tito parle,** éd. Gallimard, Paris, 1953.

resse inexpugnable. Chiang Kai-chek est tombé dans le piège mandchou et y a tout perdu, mais ce piège, Mao n'avait pu le tendre que parce qu'il savait pouvoir compter sur l'appui, moral et matériel, de l'U.R.S.S.

Après la débâcle de ses armées dans le Nord-Est, seuls les Américains auraient pu sauver la Chine nationaliste en morceaux, mais il leur aurait fallu accepter les risques d'une intervention directe et massive. S'ils n'ont pas bougé, ce n'est pas parce qu'ils redoutaient une longue guerre de guérillas (ils n'avaient pas encore été échaudés comme ils le sont aujourd'hui au Viet-nam), c'est parce que le gros de leurs troupes était bloqué en Europe, continent, à leurs yeux, beaucoup plus important et beaucoup plus menacé que l'Asie.

En établissant le blocus de Berlin, en provoquant le « coup de Prague », en s'arrangeant pour créer par tous les moyens une atmosphère de tension en Europe, il est certain que Staline voulait, avant tout, défendre les intérêts de l'U.R.S.S. et non pas détourner les Américains de l'Extrême-Orient. Reste que son action profitait aux communistes chinois — et plus qu'ils n'auraient pu l'espérer. Après sa victoire, Mao a déclaré : « Sans l'Union soviétique, sans la victoire sur l'hitlérisme, sans la naissance des démocraties populaires en Europe, la pression, sur nous, des forces de la réaction internationale aurait été infiniment plus forte. Aurions-nous alors pu vaincre ? Certainement pas [1]. » Admettons qu'il ne le croyait pas tout à fait, qu'il voulait simplement rendre hommage à l'U.R.S.S. et à Staline, il reste que, même si les Chinois sont convaincus qu'ils auraient vaincu dans quelques circonstances que ce fût, ils reconnaissaient alors (et ils reconnaissent encore aujourd'hui) que l'Union soviétique leur a beaucoup facilité la tâche.

La politique de Staline leur profitait même si directement que leur sort était lié au sien. Ils établissaient leur régime dans le climat de la guerre froide, et l'Amérique leur était tout aussi hostile parce qu'ils étaient alliés de Staline que parce qu'ils étaient communistes. Ils vivaient dans la même insécurité que l'U.R.S.S., car ils savaient qu'en cas de guerre, l'Amérique disposant du monopole de fait des armes atomiques, étendrait très probablement le conflit à l'Asie et que c'était pour cela qu'elle entretenait, à Formose, le régime de Chiang Kai-chek. Bref, à sa naissance, la Chine n'avait qu'un seul allié : la Russie de Staline.

1. **Izvestia** du 6 novembre 1949.

A la fin de décembre 1949, Mao se rendit donc à Moscou. Six semaines plus tard, Chou En-laï pour la Chine et Vychinsky pour l'Union soviétique signaient le fameux pacte d'assistance mutuelle qui fut l'occasion de pompeuses cérémonies et de très nombreux et solennels discours.

L'article premier de l'annexe de ce pacte fut tout particulièrement remarqué. Il concernait la coopération économique et disait : « Le gouvernement de l'Union soviétique accorde au gouvernement de la république populaire de Chine un prêt de 300 millions de dollars américains évalués au taux de 35 dollars pour une once d'or pur. Compte tenu des dévastations exceptionnelles provoquées en Chine par les actions militaires qui se sont déroulées sur son territoire, ce prêt est accordé au taux de faveur de 1 % seulement d'intérêt par an. » Un autre article précisait que la Chine devait avoir fini de rembourser avant la fin de 1963.

Certes, les Russes consentaient d'autres avantages matériels aux Chinois : ils s'engageaient à leur restituer le chemin de fer mandchourien, et les ports de Dairen et de Port-Arthur. Il n'en restait pas moins qu'étant donné les besoins de la Chine, un prêt de 300 millions de dollars était dérisoire. Certains membres du gouvernement travailliste anglais (qui reconnut le régime de Mao le 5 janvier 1950) estimaient donc que la Chine chercherait à se faire ouvrir ailleurs de nouveaux crédits et que l'attitude politique intelligente envers une nouvelle révolution serait de l'aider à surmonter ses difficultés — non d'essayer de l'étrangler. C'était, en particulier, le point de vue d'Aneurin Bevan qu'il n'a jamais cessé de défendre, même aux pires moments de la guerre froide. Malheureusement, en 1950, l'Angleterre n'était plus le banquier du monde et n'avait pas les moyens d'aider seule la Chine. De plus, la plupart des travaillistes n'avaient pas l'indépendance d'esprit et la lucidité de Bevan et voulaient éviter tout conflit avec les Etats-Unis.

De rares Américains, comme Edgar Snow, expliquaient à leurs compatriotes que la Chine n'avait pas une vocation de satellite de l'U.R.S.S. et qu'elle ne pouvait en devenir un — mais ils n'avaient pas assez d'audience pour infléchir la politique de Washington et les foudres maccarthystes menaçaient ces audacieux qui osaient parler de « titisme chinois ». Les choses empirèrent encore lorsqu'en juin 1950, éclata la guerre de Corée et qu'en octobre de la même année, G.I.'s et « volontaires chinois » s'affrontèrent directement au nord du 38e parallèle. Les Améri-

cains durcirent encore leurs positions : ils inclurent Formose dans leur « périmètre de défense nationale » (en fait, selon les Chinois, ils l'annexèrent) et leur VII[e] flotte reçut mission de défendre coûte que coûte Chiang Kai-chek.

On connaît mal l'histoire secrète de la guerre de Corée. Etant donné le climat politique qui régnait à l'époque en Amérique, elle éclatait si bien à point que l'hypothèse d'une provocation américaine n'est pas à rejeter sans examen. Elle a été avancée notamment par le journaliste américain, non communiste, I. F. Stone [1]. Selon lui, les Coréens du Nord sont tombés dans un piège qu'avec l'aide des Américains, les Coréens du Sud leur avaient tendu. Il va sans dire que cette version des événements est contestée. Pour beaucoup, c'est Mao qui fut l'instigateur de cette guerre : pour lui, d'une part, la Corée, traditionnellement, appartenait à la zone d'influence chinoise et, d'autre part, il voulait renforcer les défenses de sa frontière mandchoue. Pour d'autres, la guerre fut décidée conjointement par Staline et Mao, lors de leur unique rencontre à Moscou : Mao payant sa dette politique à l'Union soviétique en fixant en Extrême-Orient les Américains dont la pression sur l'Europe deviendrait moins forte. Pour d'autres encore, dont Edgar Snow, il n'est pas exclu que Staline ait seul déclenché la guerre dans l'idée qu'un affrontement direct des Chinois et des Américains éviterait un titisme chinois et ruinerait définitivement toute possibilité d'entente entre les deux pays.

Encore une fois, il ne s'agit là que d'hypothèses : jamais, dans leurs polémiques les plus âpres, Russes et Chinois ne se sont accusés mutuellement d'avoir provoqué le conflit et le dossier n'a jamais été ouvert.

Toutefois, une chose est certaine : en 1950, les Chinois, qui terminaient leur guerre civile, n'étaient pas en Corée du Nord alors que les Russes s'y trouvaient. En bonne logique, les représailles américaines auraient dû être dirigées contre l'U.R.S.S. plutôt que contre la Chine. Or, les Américains se vengent encore aujourd'hui sur les Chinois de la guerre de Corée mais ils ont voulu oublier le rôle joué dans l'affaire par l'U.R.S.S. Ainsi ils ne lui contestent pas le droit, qu'ils refusent à la Chine de siéger à l'O.N.U. Ainsi encore, ils entretiennent avec l'U.R.S.S. des rapports économiques et culturels mais ils établissent un blocus de fait de la Chine. Si les Américains appliquent ainsi

1. I. F. STONE, **The hidden story of the Korean War.**

deux poids, deux mesures, ce n'est pas qu'ils pensent que les maoïstes soient plus « coupables » que les Soviétiques, c'est plutôt qu'ils estiment que le régime soviétique, définitivement installé, ne peut plus être abattu alors que celui de Mao peut encore l'être.

Paradoxalement, les Chinois ne se plaignent pas de l'attitude américaine, qui leur semble l'attitude normale d'une puissance impérialiste, mais ils commencent à révéler que, dans l'affaire coréenne, les Soviétique se sont également mal conduits. On m'a laissé entendre à Pékin que, la guerre finie, ils avaient présenté leur note comme s'ils étaient de simples marchands de canons et non des alliés dans un combat commun. Ils auraient même fait figurer sur la facture les frais de déplacement et d'entretien de leurs correspondants de guerre en Corée du Nord... Les comptes définitifs ayant été réglés après la mort de Staline, c'est à ses successeurs que les Chinois imputent cette sordide mesquinerie.

Il semble pourtant que la guerre de Corée avait déjà gravement détérioré leurs rapports avec Staline. Là encore, le dossier n'est pas ouvert et on manque de précisions, mais il y a un témoignage important à ce sujet, celui de Khrouchtchev, et un événement le confirme : le brusque changement d'attitude des Chinois dans les négociations de paix, quatre jours après la mort de Staline. Donc, dans un discours privé, prononcé devant les dirigeants du P.C. polonais, Kkrouchtchev a accusé Staline d'avoir, dans ses derniers jours, provoqué une périlleuse tension sino-soviétique [1]. Et le fait est que dès que Staline fut mort, Chou En-laï proposa un plan de paix en Corée, très semblable à celui des Indiens (que les Chinois jusqu'alors avaient toujours refusé). De ce jour, les négociations de Pan-mun-jom purent aboutir rapidement, ce qui était depuis longtemps, semble-t-il, le souhait de Mao qui, en 1953, avait des tâches écrasantes à accomplir en Chine et ne tenait nullement à rester englué dans le bourbier coréen.

C'est en 1953 que fut entreprise la réalisation du premier plan quinquennal chinois dont les Soviétiques de Pékin m'ont parlé beaucoup plus que les maoïstes : c'est que, selon eux, il a été conçu et réalisé presque uniquement grâce à leurs pays et que la Chine d'aujourd'hui ne tient encore debout que grâce au capital amassé pendant ces cinq années. Les chiffres qu'ils

1. **New York Times** du 4 juin 1956. Cité d'après A. DOAK BARNETT, **Communist China and Asia.**

donnent semblent difficilement contestables. Les Occidentaux reconnaissent, eux aussi, que la Chine a fait de grands progrès pendant cette période. Et, en particulier dans le Nord-Est, il est visible que les Russes ont monté d'énormes entreprises et fourni, en quantité, du matériel lourd. Les Chinois n'en parlent pas moins de l'aide soviétique avec une « ingratitude » amèrement ironique.

« Les Russes ne nous ont jamais rien donné pour rien. Et si vous voulez voir les factures, vous constaterez que nous avons payé leurs machines plus cher qu'elles ne valent », m'a-t-on dit et répété. C'était façon de parler. Du prix des machines, je suis bien incapable de juger et d'ailleurs on ne m'a pas montré les factures. Mais j'ai déjà entendu Yougoslaves et Polonais se plaindre naguère de la dureté des Russes en affaires. Et, de façon plus générale, j'ai constaté que les pays communistes (Union soviétique en tête) tentent volontiers de prendre des avantages commerciaux les uns sur les autres et partagent au moins une conviction solide, à savoir que « les autres » essayent de les exploiter.

Le responsable de cet état de choses est évidemment Staline qui, pendant trente ans, a régné en maître sur le monde communiste et y a introduit ces mœurs égoïstes fort peu conformes à la doctrine de l'internationalisme prolétarien. Dans ces conditions, il était impossible d'inventer un système d'intégration économique des pays socialistes.

C'est de cela (et non de quelques anomalies commerciales) que les Chinois ont souffert — de même d'ailleurs que les Russes — après la mort de Staline. Les Russes ont fait de plus grands efforts pour permettre à la Chine de réaliser son premier plan mais, en même temps, ils ont modifié leur politique à l'égard du tiers monde et se sont mis à accorder aussi des crédits à des pays non communistes — et cela sans consulter personne. D'autre part, les Chinois constataient qu'ils recevaient une aide insuffisante, que les méthodes préconisées par les experts russes n'étaient pas applicables à leur pays et que leur économie se développait à un rythme trop lent pour satisfaire les besoins créés par une industrialisation « à la russe ». Mais il n'y avait, ni à Moscou ni à Pékin, aucun organisme, aucune assemblée des pays du bloc communiste où ils puissent discuter de ces problèmes. De plus, la lutte qui se déroulait en U.R.S.S. pour la succession de Staline, causait des remous politiques dans le camp socialiste tout entier. Et les Chinois — comme les autres — se trouvaient souvent mis devant des faits accomplis dont ils n'ap-

prouvaient pas du tout qu'ils le fussent. Ainsi ils n'avaient pas été avertis lorsqu'en avril 1955, Khrouchtchev alla à Canossa, chez Tito, ni lorsqu'en février 56, au XX[e] Congrès, il prononça le fameux « rapport secret » sur Staline.

Avant tout préoccupé de la situation intérieure de l'Union soviétique, Khrouchtchev voulait parer au plus pressé, sans tenir aucun compte des réactions des « camarades » étrangers. Il n'avait pas conscience de toucher à l'héritage commun de tous les communistes du monde, il ne pensait pas qu'il allait provoquer, involontairement, des crises dans tous les pays de son camp. Lorsqu'elles éclataient comme, à l'automne 1956, en Pologne et en Hongrie, il hésitait, improvisait et, parfois, aggravait dangereusement la situation par des manifestations de force inutiles (en Pologne, par exemple) ou en faisant des promesses qu'il ne pouvait pas tenir. En Hongrie, il s'était engagé à ne pas intervenir militairement et à retirer ses troupes. Cela encouragea les rebelles au lieu de les calmer, et quatre jours plus tard, Khrouchtchev lançait ses chars sur Budapest.

Un Chinois « très haut placé » m'a dit un jour à Pékin : « Je ne peux pas croire qu'un homme politique déclenche des crises d'une extrême gravité sans en avoir d'abord pesé les conséquences et sans avoir établi une stratégie à long terme. En regardant Khrouchtchev, on avait l'impression qu'il ne savait pas où il allait. Par exemple, il a dénoncé tapageusement Staline et le stalinisme sans proposer un plan de réforme ni aucune doctrine de remplacement. Aujourd'hui nous savons qu'il ne voulait que détruire pour asseoir son régime personnel et instaurer la politique révisionniste mais, sur le moment, nous n'arrivions pas à comprendre où il voulait en venir. »

Personnellement, je ne pense pas que Khrouchtchev ait nourri d'aussi noirs desseins. Mais il est certain que les Chinois, plus dogmatiques et plus prévoyants, ont été souvent déroutés par Khrouchtchev, et que Mao lui-même a dû faire des prodiges oratoires pour expliquer à ses compatriotes les déclarations inattendues et souvent contradictoires du leader soviétique.

C'est dans ce climat que les Chinois durent prendre des décisions touchant leur second plan quinquennal et leur politique au sein du bloc. Pour les affaires chinoises, ils choisirent de faire « le virage à gauche » et ce fut « le Grand Bond en avant » ; et comme attitude au sein du bloc communiste, ils choisirent la défense du « monolithisme militant. »

En quelques mois, les dirigeants chinois se métamorphosèrent.

Jusqu'alors, dans tous les pays de l'Est, on admirait la prudence et le doigté avec lesquels ils menaient la collectivisation, on citait leur formule : « Pour diriger une coopérative, il faut choisir l'homme le plus patient et le mieux élevé » et, soudain, ils créaient les communes populaires avec une précipitation sans exemple et faisaient du militantisme la vertu cardinale. En Europe on parlait encore de la modération presque « fabienne » avec laquelle ils socialisaient le secteur urbain, qu'ils étaient déjà lancés à corps perdu dans la course à l'industrialisation et supprimaient les stimulants matériels pour les travailleurs. Les Polonais se souvenaient encore des encouragements à lutter pour la démocratisation du bloc qu'on leur avait prodigués en 1956 à Pékin quand, en octobre 1957, Mao leur déclarait, d'un ton catégorique, que le bloc devait rester uni sous la direction d'un seul leader, l'U.R.S.S. Bref, si les Chinois n'étaient pas devenus fous, ils étaient devenus totalement incompréhensibles pour leurs partenaires.

Pourtant, la « folie » des Chinois pouvait s'expliquer. L'expérience des « Cent Fleurs » leur avait appris qu'il ne suffit pas d'inviter à la critique pour trouver des idées nouvelles permettant de créer un socialisme plus ouvert et plus efficace. Ils avaient appris également que l'industrialisation « à la russe », même adaptée à leur pays, y donnait des résultats médiocres, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique [1]. et que, si l'on continuait dans cette voie sans tenir compte du mécontentement populaire, on risquait d'être obligé de recourir à la terreur et de voir se répéter le drame stalinien. Or, bien qu'il ait défendu et défende encore Staline, Mao n'approuve pas ses méthodes et n'a jamais voulu les appliquer en Chine. Ne pouvant ni « libéraliser » ni procéder comme pour le premier plan quin-

1. Les Chinois ne nient pas que leur économie ait fait de grands progrès pendant la période du premier plan quinquennal, de même qu'ils reconnaissent que l'Union soviétique les a aidés pendant cette période à construire cent soixante-six entreprises industrielles. Mais les experts économiques soviétiques auraient imposé un système de rémunération calqué sur celui de leur pays, et cette politique des revenus aurait suscité des déséquilibres sociaux très dangereux pour la cohérence de la société chinoise. Les économistes chinois m'ont affirmé à plusieurs reprises que la compétition pour les primes de production avait provoqué une baisse de la tension morale et politique dans la classe ouvrière chinoise. Ils ne m'ont évidemment pas donné des preuves précises à l'appui mais j'ai eu l'impression que, selon eux, le mécontentement populaire qui s'était manifesté publiquement pendant la période des Cent Fleurs, en 1957, résultait principalement de la mauvaise politique sociale et économique appliquée pendant le premier plan quinquennal.

quennal, Mao, qui devait « trouver quelque chose », eut alors recours aux méthodes qui avaient réussi au temps de Yenan et entreprit de transformer la Chine entière en un gigantesque phalanstère égalitariste.

Personne, à Pékin, ne m'a donné en ces termes l'explication du grand virage de 1957, mais il semble bien qu'elle soit la bonne, à en croire tous les témoignages qu'on recueille sur ce qu'était, à l'époque, la situation dans tous les secteurs de la vie économique et sociale.

Cela ne veut pas dire que la décision chinoise était historiquement nécessaire, qu'il était impossible d'en prendre une autre et que toutes les erreurs qui ont pu en découler soient justifiées. Il y avait sans doute d'autres solutions acceptables. Mais, étant donné l'insuffisance de l'aide soviétique et la tension internationale, étant donné l'expérience vécue par les maoïstes et leur formation intellectuelle, il était logique qu'ils opèrent le virage à gauche.

Conséquence de cette nouvelle orientation de la politique intérieure des Chinois : la radicalisation de leur politique étrangère. Organiser la « révolution ininterrompue » en Chine n'avait de sens que si l'on envisageait un mouvement révolutionnaire mondial. Comme naguère aux anciens de Yenan, Mao devait expliquer à ses militants qu'ils luttaient sur un secteur limité de l'immense front qui, sur la terre entière, oppose les exploités aux exploiteurs, les pauvres aux riches. Pour qu'une doctrine puisse remplacer les stimulants matériels il faut qu'elle soit universaliste et exaltante. On peut dire qu'en un sens, en rejetant le modèle stalinien, Mao a repris à son compte bon nombre d'idées trotskystes : il n'en était peut-être pas conscient et, en tout cas, il ne tenait pas à le proclamer publiquement. Au contraire : pour assurer ses arrières, Mao avait besoin que restât monolithique le bloc de l'Est, garant de sa sécurité et seul disposé à l'aider. On peut supposer que les Chinois auraient accepté que la famille communiste internationale se réorganisât, se démocratisât et fût moins centrée sur Moscou, mais seulement si cela avait dû renforcer sa cohérence et sa combativité. Mais, à l'époque, étant donné ce qui se passait dans leurs pays, ni Khrouchtchev ni les rebelles des démocraties populaires n'envisageaient rien de pareil : la déstalinisation avait déchaîné des forces centrifuges dans le monde comuniste et chaque parti national cherchait plus à retrouver son indépendance qu'à mettre au point un nouvel internationalisme démocratisé. Devant cette

situation, il semble que Mao ait choisi de garder l'ancien système : un bloc monolithique et l'U.R.S.S. à sa tête.

Et nous en revenons ici à la bombe. Mao, en effet, n'acceptait le leadership soviétique que faute de mieux et il avait pris des assurances. A la conférence de tous les partis communistes, tenue à Moscou en novembre 1957, il plaida éloquemment pour le P.C. de l'U.R.S.S., parti-guide, mais le 15 octobre précédent, il avait conclu un accord avec les Soviétiques aux termes duquel ceux-ci aideraient, techniquement et matériellement, à la formation de l'arsenal atomique chinois. On constata rapidement qu'il s'agissait d'un marché de dupes et que cet accord « atomique », loin d'améliorer les rapports sino-soviétiques, contribua au contraire à les détériorer. Il est donc intéressant de savoir comment et pourquoi il fut conclu et surtout pourquoi Mao y attachait tant d'importance.

Il faut noter d'abord que la presse soviétique n'a jamais dit un mot ni de la conclusion ni de la rupture de ce pacte et que, dans leur polémique avec les Chinois, les dirigeants russes n'en ont jamais fait mention. Les Chinois, eux, en parlent volontiers mais ne sont guère convaincants. Ils se réfèrent à Lénine qui, dans *La Maladie infantile du communisme*, a écrit que l'armée rouge commettrait une erreur et même un crime si elle ne cherchait pas à se donner toutes les armes dont disposent ses ennemis : la Chine populaire étant, depuis sa naissance, en conflit ouvert avec l'Amérique, puissance atomique, il était donc de son devoir de se donner la bombe. Cela paraît logique mais on peut quand même se demander pourquoi la Chine ne se sentait pas suffisamment protégée par le bouclier atomique de l'Union soviétique, laquelle, à l'automne 1957, avait lancé le premier spoutnik et montré ainsi, au monde entier, qu'elle disposait des moyens de riposter à toute agression contre le camp de l'Est.

C'est là, précisément, qu'on en vient au cœur du problème. En 1957, Mao n'avait déjà plus aucune confiance dans les dirigeants soviétiques : cela est confirmé par tous les dirigeants communistes qui lui rendirent visite à l'époque et, précisément, pour se plaindre, eux aussi, de Moscou. Il fallait donc à la Chine sa propre force de frappe. Mais deux puissances atomiques alliées doivent élaborer une stratégie commune, chacune étant capable de provoquer un conflit dans lequel l'autre serait automatiquement engagée. Elles doivent s'épauler militairement et politiquement, elles doivent passer des accords qui les lient étroite-

ment et qui ne peuvent être conclus que dans un climat de confiance où le contrôle réciproque est possible.

D'autre part, Mao craignait peut-être déjà que le fait qu'ils détenaient le monopole des armes atomiques ne provoquât un rapprochement des Russes et des Américains et même ne créât une complicité entre eux. C'est la thèse des admirateurs de Mao qui le félicitent d'avoir, en 1957, prévu l'installation du « téléphone rouge » qui relie, aujourd'hui, le Kremlin à la Maison-Blanche : si elle est juste, on peut supposer que Mao, dès cette époque, souhaitait empêcher l'établissement de cette ligne très spéciale.

Quoi qu'il en fût, convaincu qu'après la signature de leur pacte atomique, Union soviétique et Chine seraient unies pour le meilleur et pour le pire et que, dans ce couple, seule la Chine avait une politique et une doctrine solides, Mao pouvait se permettre, sans crainte, de préconiser le leadership de l'U.R.S.S. dans le camp socialiste : il se disait qu'en fait, il y aurait deux chefs du mouvement communiste international : l'un officiel, l'Union soviétique, l'autre doctrinal, la Chine.

Toujours en 1957, Mao prononça deux discours à Moscou : le premier à la Conférence des partis communistes, le second à l'Université. La teneur n'en fut révélée qu'en 1963 et 1964, lorsque Russes et Chinois commencèrent à polémiquer : c'est que les adversaires trouvaient dans les textes les preuves soit de l'irresponsabilité soit du génie de leur auteur. Pour les Soviétiques, Mao, dans ses discours, étalait son ignorance crasse de ce que sont les armes nucléaires et y manifestait une dangereuse propension à jouer avec le feu. Il y reprenait l'expression, lancée par lui en 1946, de l'impérialisme « tigre de papier », oubliant simplement que ce tigre était pourvu de crocs atomiques. Il y affirmait que l'humanité survivrait à une guerre atomique et continuerait, une moitié en eût-elle péri, de marcher vers le communisme. Et il terminait sur une métaphore météorologique : « Le vent d'est l'emporte sur le vent d'ouest » que Mikhail Souslov, idéologue du Kremlin, déclara en 1964 être « totalement dépourvue de signification de classe ».

Les Chinois interprètent tout autrement les discours de leur président. Bien qu'armé jusqu'aux dents et « féroce comme un tigre », l'impérialisme n'en est pas moins une force condamnée, un résidu de l'histoire voué à être balayé. Il n'osera pas déclencher une guerre mondiale qui serait nécessairement sa fin. D'ailleurs, que peuvent les bombes américaines contre la Chine? Elles

n'ont pu venir à bout de petits pays comme la Corée et le Vietnam. Que les bombes soient aujourd'hui atomiques ne change rien au mécanisme de la lutte des classes et ne doit pas décourager les mouvements révolutionnaires. L'impérialisme est en crise et là où les contradictions sont les plus flagrantes, dans le tiers monde, souffle plus fort le vent révolutionnaire.

La résolution finale de la conférence de 1957 était rédigée en termes assez vagues pour que Chou En-laï puisse, aujourd'hui encore, affirmer qu'elle contenait « un bon nombre de principes révolutionnaires » et pour que les Soviétiques la considèrent comme conforme aux principes posés au XX[e] Congrès. A l'exception du yougoslave, tous les Partis l'ont signée, mais ce document si discuté par la suite, est entaché d'une contradiction interne : il était dit, en effet, que chaque pays communiste était libre de faire sa propre politique intérieure mais devait participer à une stratégie anti-impérialiste commune, menée sous l'égide de l'Union soviétique.

Or, il est évident que la Chine du « Grand Bond en avant » et des communes populaires, l'U.R.S.S. du plan septennal d'abondance, la Pologne de la décollectivisation partielle et tous les autres pays communistes qui avaient à résoudre des problèmes particuliers, ne pouvaient avoir le même point de vue sur les affaires internationales. Et malgré la liberté proclamée, pour chaque pays, de mener sa politique intérieure comme il l'entendait, on ne ménageait pas les critiques aux « camarades ». Khrouchtchev critiquait durement le système des communes populaires et Mao ironisait sur les innovations économiques des Russes. Toutefois, cela se passait en privé, la Convention de 1957 interdisant formellement toute critique publique des affaires intérieures des autres. On se rattrapait dans le domaine de la politique internationale. Bien qu'à l'époque Soviétiques et Chinois n'eussent pas à se reprocher de « crimes » bien précis, les uns ne manquaient pas une occasion de dénoncer, comme non conformes aux engagements pris en 1957, les commentaires que faisaient les autres sur l'action des impérialistes — et réciproquement.

En principe, une différence d'accent entre Moscou (qui dialoguait avec l'Ouest) et Pékin (qui s'adressait au tiers monde) aurait pu faciliter l'application d'une stratégie commune. Mais pour que cette division du travail soit efficace, il aurait fallu qu'un accord complet soit réalisé sur le fond : comme il n'en était rien, les deux Grands du communisme se gênaient cons-

tamment l'un l'autre. Khrouchtchev estimait que la propagande chinoise l'empêchait de vaincre la méfiance des Américains et de les persuader qu'il souhaitait sincèrement la coexistence pacifique. Pour les Chinois, l'attitude trop conciliante de l'Union soviétique était cause que leurs appels aux révolutionnaires restaient sans effet.

Nous ne savons de quel incident précis Khrouchtchev a pris prétexte pour rompre, unilatéralement, le 20 juin 1959, le pacte atomique sino-soviétique [1]. Les Chinois prétendent aujourd'hui que Khrouchtchev n'a pris cette décision que pour s'en vanter, trois mois plus tard, devant Eisenhower, lorsqu'il le rencontra à Camp David. Si cela était, l'administration d'Eisenhower n'ayant jamais été un modèle de discrétion, les « milieux bien informés » l'auraient certainement appris : or, tous les spécialistes occidentaux ignoraient l'existence de cet accord atomique sino-soviétique et il paraît, de plus, peu vraisemblable que les Chinois aient attendu quatre ans pour dénoncer cette « trahison » s'ils en avaient eu la preuve.

Reste que la logique du rapprochement américano-russe exigeait qu'on mît un frein aux ambitions des Chinois. Khrouchtchev avait besoin que les promesses qu'il faisait au nom du camp socialiste soient tenues, bon gré mal gré, par tous ceux qui y appartenaient et, pour plus de sûreté, il rompit l'accord atomique sino-soviétique.

En mettant ainsi les Chinois devant le fait accompli, il obtint exactement le contraire de ce qu'il attendait. La Chine ne renonçait pas à fabriquer la bombe et, de la rupture du pacte, elle conclut que son partenaire l'avait abandonnée et qu'elle n'avait plus beaucoup d'obligations à son égard : de ce jour, d'abord discrète puis de plus en plus violente, fut lancée la grande offensive antisoviétique des Chinois.

Il ne faudrait pas conclure, toutefois, que c'est sur la seule question atomique que Russes et Chinois se sont séparés : leur

1. Beaucoup de commentateurs estiment que la crise dans le détroit de Formose, au mois d'août 1958, a décidé Khrouchtchev à stopper les fournitures atomiques à la Chine. C'est à cette occasion que le Premier ministre soviétique aurait compris que les Chinois voulaient des armes atomiques pour satisfaire leurs revendications territoriales et tout d'abord pour libérer Formose. Il est certain que les Soviétiques ont montré peu d'empressement à aider la Chine à s'emparer même des îles côtières comme Quemoï et Matsu, et que leur prudence a été très mal interprétée à Pékin. Mais la rupture du pacte atomique s'est produite presque un an plus tard, et il est légitime de penser que Khrouchtchev avait des raisons plus immédiates pour prendre cette décision.

divorce fait seulement la preuve qu'une alliance atomique ne suffit pas à lier indissolublement deux pays qui, intérieurement, évoluent dans des sens opposés et qui ne donnent pas la même signification aux mêmes mots. Il fait également la preuve que les professions de foi anti-impérialistes ne déterminent pas seules la forme d'une société, et que deux pays aux systèmes et aux besoins différents peuvent, tout en les proclamant, mener deux politiques extérieures très différentes.

La visite, en 1957, de Mao à Moscou aurait pu donner de tout autres résultats si, compte tenu du fait qu'elles sont inégalement développées, Union soviétique et Chine avaient mis au point une stratégie commune, adaptée à ce qu'elles sont l'une et l'autre. Pour y parvenir, il aurait fallu abandonner les principes qui, jusqu'alors, avaient régi les rapports entre communistes. Il aurait fallu que l'Union soviétique renonçât à son leadership de fait et que la Chine admît l'existence d'un mouvement nouveau dans des pays confrontés à des problèmes tout autres que les siens.

On parlait encore de monolithisme mais, en fait, il n'y avait plus ni internationalisme ni conception commune de la révolution mondiale. Pour leur redonner vie, il aurait fallu rouvrir le dossier et refaire l'histoire du communisme mondial, ce que ne voulaient, à aucun prix, ni les Chinois ni les Russes — l'outrance verbale même du « rapport secret » de Khrouchtchev contre Staline en était un signe. Restaient les réalités, les systèmes et les besoins de chaque pays. Restait que par la seule énormité de son expérience, sans avoir à le dire, la Chine se présentait en candidate au leadership, exercé jusqu'ici par l'Union soviétique.

Ces problèmes ne furent pas abordés. On s'en tint à des généralités sur la solidarité anti-impérialiste et il parut facile de conclure un accord atomique. Il était, pourtant, illusoire et paradoxal pour les deux Grands du communisme de vouloir fonder leur alliance sur un pacte de cette nature.

J'ai exposé cette façon de voir à un de mes Russes de Pékin — celui qui regrettait Malenkov et était le plus capable de reconnaître certaines erreurs de son pays. Nous avons discuté toute une matinée, dans le Temple du Ciel, au centre d'une muraille circulaire qui provoquait de curieux effets acoustiques mais où nous étions plus assurés de n'être pas entendus qu'à l'ambassade soviétique ou à l'hôtel Hsin Chiao. Même dans ces conditions, mon Russe n'a pas voulu admettre que les responsabilités pussent être partagées dans cette affaire et qu'en 1957, Khrouchtchev comme Mao avaient aidé à réaliser les conditions du divorce

futur. Selon lui, à cette époque, les Chinois auraient pu obtenir beaucoup de l'U.R.S.S., où ils jouissaient d'un prestige et d'une popularité énormes. Ils avaient même été, moralement, les grands bénéficiaires du XX[e] Congrès car, en dénonçant les folies et les crimes de Staline, Khrouchtchev avait, implicitement, rendu hommage à leur sagesse et les avait félicités d'avoir réussi la collectivisation des terres et commencé l'industrialisation sans tomber dans les excès staliniens. Mao était alors, en Union soviétique, considéré comme un grand homme. Les étudiants moscovites étudiaient ses écrits sur la « ligne de masse » et en concluaient que, si Staline, autrefois, avait écouté la voix de la base comme font les Chinois, l'Union soviétique n'aurait pas vécu des années d'enfer. « Si Mao avait su jouer de son crédit moral, disait mon Russe, et s'il était venu simplement nous demander de l'aide, il aurait trouvé chez nous assez de volontaires pour construire en Chine, une douzaine de Magnitogorsk. Mais il était en proie à une vertigineuse ambition atomique et ne pensait qu'à sa bombe. D'ailleurs, à l'université, il a beaucoup déçu ses jeunes admirateurs. J'ai entendu son discours : ce n'était pas un homme qui parlait, c'était un dieu qui daignait révéler quelques vérités à de simples mortels. Le lendemain le *Renmin Ribao* a rendu compte de la réunion en des termes tels que nos journaux ne les ont pas reproduits pour ne pas nuire à Mao. On lisait, entre autres, dans l'article : « Pendant qu'il parlait, quelques « grains de poussière sont tombés de la manche de sa vareuse, « et désormais cette tribune de l'université de Moscou sera chère « à l'humanité tout entière. » Que voulez-vous, même aux pires moments du culte de la personnalité, chez nous, on n'a jamais parlé comme ça de Staline. »

5. *LA NAISSANCE D'UNE HERESIE*

Dans un avion chinois, l'hôtesse de l'air ne vous demande pas si vous avez soif ou envie de lire : elle distribue à tout le monde thé et brochures politiques, traduites en toutes les langues et même en russe. Ces brochures qui traitent toutes du différend sino-soviétique, on les retrouve à l'aéroport, dans les hôtels, partout où il peut se trouver des étrangers.

Les titres en sont alléchants : « D'où proviennent les divergences? » « Pourquoi Khrouchtchev a-t-il quitté la scène politique? » Tout le monde souhaiterait connaître les réponses à ces

questions brûlantes, mais le lecteur non averti est déçu. La plupart des brochures sont composées de sermons adressés par le P.C. de Chine au P.C. russe et des réponses des sermonnés, toujours publiées en annexe. En général des résumés en ont été publiés dans la presse occidentale et le texte complet n'y ajoute rien, sinon une certaine obscurité née de la répétition inlassable des mêmes dénonciations du « révisionnisme moderne » et du dogmatisme.

Le lecteur occidental reste incrédule et pense : « Ils ne publient pas tout. Ils ont dû se dire leurs quatre vérités en privé et bien plus clairement. » Je ne suis pas certain qu'il ait raison. Les communistes entre eux parlent de la même façon qu'en public et les textes doctrinaux échangés entre P.C. soviétique et P.C. chinois donnent une idée très juste du ton des débats idéologiques entre dirigeants de différents partis. C'est au point qu'à mon avis, les historiens de l'avenir qui auront accès aux archives communistes y trouveront peu de documents révélateurs. Les textes publiés par les P.C. sont rédigés dans un langage quasi liturgique, pour des initiés, et, à force de parler de symptômes d'une crise plutôt que de ses causes profondes, ils n'élucident jamais les problèmes dont ils traitent : la réalité n'y entre pas.

On le voit de façon particulièrement nette si l'on examine les versions officielles qu'ont données Russes et Chinois de deux événements à la suite desquels l' «hérésie chinoise » n'a cessé de se développer : la rencontre en septembre 1959, de Khrouchtchev et Eisenhower à Camp David et le rappel des techniciens russes travaillant en Chine, en juillet 1960.

Aujourd'hui, les Chinois affirment inlassablement que la rencontre de Camp David a marqué un tournant dans la politique de l'Union soviétique qui, depuis, a cessé d'être communiste pour devenir ouvertement révisionniste. C'est à Camp David que Khrouchtchev et Eisenhower se sont mis d'accord, sinon pour se partager le monde, du moins pour y maintenir le statu quo. Poussée par son chauvinisme de grande puissance, l'U.R.S.S., en échange de quelques avantages, a abandonné aux Américains, les révolutionnaires du monde entier. En fait, c'est bien une Sainte-Alliance américano-soviétique qui a été scellée à Camp David.

Aussitôt après, disent mes guides, « Khrouchtchev a eu l'impudence, alors qu'il était à Pékin pour le dixième anniversaire de la République populaire de Chine, de faire, devant Mao en personne, l'éloge d'Eisenhower, chef des pirates américains ». M. Kuo Mo-jo, vice-président de l'Assemblée du peuple, vibrait encore d'indigna-

tion en me racontant cette scène à laquelle il a assisté. « Cela s'est passé le 30 septembre 1959, au banquet inaugural, donné à cinq mille invités dans le Palais du Peuple. Khrouchtchev s'est levé et a fait tout un discours pour expliquer que le président des impérialistes américains s'était récemment métamorphosé en un bouddha débonnaire et qu'il fallait être aveugle pour ne pas le voir. »

M. Kuo Mo-jo m'assure que ces propos le scandalisèrent — lui et tout le monde [1]. Pourtant personne ne répondit à Khrouchtchev et ce n'est que trois mois plus tard, en janvier 1960, que le *Renmin Ribao* étudia le « cas Eisenhower ». L'auteur de l'article ne soufflait mot d'une « trahison » russe ni de la conclusion d'une Sainte-Alliance. Il se bornait à dire, en termes très modérés, que Eisenhower n'avait pas accepté le principe de la coexistence pacifique, qu'il voulait simplement gagner du temps pour combler le retard américain en matière de fusées, le *missile gap*. Cette « mise en garde amicale » aux Soviétiques qui risquaient de se faire rouler par les Etats-Unis était appuyée de citations de la presse américaine elle-même. C'était tout. Rien dans ce texte ne permettait de deviner combien était profonde l'indignation des Chinois ni de conclure qu'ils considéraient déjà Khrouchtchev comme un traître.

On peut d'ailleurs se demander s'ils le croyaient vraiment. On continuait à construire des palais de l'Amitié sino-soviétique à Pékin et à Shanghaï, on agrandissait (à Sian, par exemple) les hôtels destinés aux techniciens soviétiques et, dans l'enseignement supérieur, les instituts de langue russe étaient toujours favorisés. Je n'ai trouvé dans aucune brochure une explication de cette situation paradoxale. Quelquefois — rarement et en privé — des amis chinois en risquaient une : « Notre différend

1. En fait, ce n'est pas à ce banquet, mais le 6 octobre, à Vladisvostok, que Khrouchtchev a parlé d'Eisenhower le plus chaleureusement. « Nous avons eu avec le président des Etats-Unis une conversation franche sur les moyens de garantir la paix. Je dois dire que j'y ai pris plaisir : Eisenhower est intelligent et comprend la gravité de la situation internationale (...) S'il déclare que j'ai peur de la guerre et si je lui réponds que c'est lui qui en a peur, cela ne nous mènera à rien. Nous resterons face à face comme deux coqs prêts à se battre. Je le lui ai dit et il m'a répondu « Je suis un militaire et je vous avoue que je redoute beaucoup la guerre » (...) Je lui ai dit encore : « Si nous comprenons tous les deux quelles souffrances affreuses la guerre peut causer aux peuples, pourquoi ne pas nous entendre et mener une action commune pour préserver la paix ? » Et il m'a répondu : « Eh bien, entendons-nous. » (**Confrontations**, éditions en langues étrangères, Moscou, p. 492-493.

avec Khrouchtchev concernait seulement les partis et nous ne voulions pas qu'il ait des répercussions sur les rapports entre Etats. » Mais il n'est guère possible de dissocier l'Etat du P.C. dans des pays où ce dernier est tout-puissant et où, en règle générale, les mêmes hommes occupent des postes clés dans le Parti et dans le gouvernement. Les discussions entre P.C. dégénèrent donc fatalement en conflits plus ou moins « chauds » entre Etats. C'est si vrai qu'à l'intérieur du mouvement communiste mondial, les P.C. qui ne sont pas au pouvoir dans leur pays ont tendance, lorsqu'ils s'opposent, à parler comme s'ils y étaient : on l'a vu, par exemple, lors des discussions qui ont eu lieu entre les P.C. français et italien, après le XX[e] Congrès. Bref, entre eux, les P.C. emploient facilement le langage d'une diplomatie pharaonienne : cela aussi fait partie de leur héritage stalinien.

Pour ce qui est des rapports qu'entretient un gouvernement communiste avec les pays occidentaux, ils sont, depuis toujours, en contradiction avec la vocation révolutionnaire du P.C., et sa solidarité de principe avec les forces d'opposition de ces pays. Ce problème s'est posé dès la création de la République des Soviets qui était obligée d'entretenir des relations diplomatiques avec des gouvernements contre lesquels elle engageait les P.C. locaux à lutter.

L'affaire de Camp David posait un problème de même nature, sinon identique. « Nous voulons vivre en paix et en amitié avec vous », déclara Khrouchtchev dès son arrivée en Amérique. Rien de plus normal : en tant que pays, l'U.R.S.S. n'est pas en conflit direct avec l'Etat américain. Mais l'Amérique proclame qu'elle est opposée à tout changement révolutionnaire dans le monde; elle garantit la sécurité (euphémisme pour : stabilité interne) à quarante-deux pays de tous les continents et elle est même prête à intervenir pour défendre certains régimes dits « neutralistes pro-occidentaux ». Or, bon nombre de ces pays « garantis » par l'Amérique sont soumis à des dictatures, à des oligarchies féodales ou capitalistes, ce qui y crée des conflits sociaux et y suscite des mouvements révolutionnaires auxquels aucune voie pacifique n'est ouverte. Le P.C. de l'U.R.S.S. croit que les luttes révolutionnaires menées dans ces pays sont justes et ne peut demander à ses camarades communistes d'y renoncer : le ferait-il qu'il ne serait pas toujours écouté, les révolutions n'éclatant pas toujours « sur l'ordre de Moscou » et ne se laissant pas facilement mettre sous le boisseau.

Les Américains, de leur point de vue, étaient pourtant justifiés

de répondre à Khrouchtchev : « Vous ne pouvez devenir notre ami tant que vous soutiendrez ceux qui luttent contre des gouvernements qui sont nos amis. Donnez-nous des gages de bonne volonté, usez de votre influence pour que cessent les révolutions et nous passerons avec vous tous les accords que vous voudrez touchant la coexistence pacifique. »

Il n'y avait d'ailleurs là rien de nouveau : à Yalta, en 1945, Staline, Roosevelt et Churchill avaient signé un pacte où étaient données, implicitement, des garanties réciproques de ce type[1]. Ce pacte resta pratiquement lettre morte et il ne causa guère que des rancunes et des méfiances qui empoisonnèrent l'atmosphère politique de l'après-guerre. Pourtant Khrouchtchev ne voyait pas d'autre moyen de mettre un terme à la guerre froide que celui qui consistait à conclure, de nouveau, avec les Etats-Unis, un pacte de ce type.

En tentant d'y parvenir, il ne « révisait » en rien la doctrine et la tactique traditionnelles de l'Union soviétique : au contraire, il continuait Staline et, comme lui, estimait que les intérêts de l'U.R.S.S. primaient ceux de tous les P.C. du monde — l'avenir de la révolution mondiale dépendant bien plus du renforcement l'U.R.S.S. que de toute autre victoire.

Mais Staline était un véritable pape dans l'Eglise communiste

---

1. En février 1945, à Yalta, Staline, Roosevelt et Churchill ont voulu prévoir l'avenir de l'Europe d'après guerre. Chacun d'eux estimait que son pays avait des intérêts vitaux à y défendre. Pour éviter des conflits, juste au moment de la victoire, chacun décida d'admettre que les intérêts des deux autres étaient légitimes.

Ainsi Staline obtint le droit d'installer des « gouvernements amis » dans les pays limitrophes de la Russie mais il accorda en échange que dans certains pays occidentaux où les communistes étaient très forts, ceux-ci ne s'opposeraient pas au rétablissement de la démocratie parlementaire. Certains autres pays, par exemple la Yougoslavie, auraient un régime chèvre-chou. On vit à l'usage que les interprétations différentes que donnaient du pacte ses signataires et aussi la poussée des forces nationales de chaque pays, en rendaient l'application pratiquement impossible. L'exemple de la Yougoslavie est typique : Tito et ses partisans, ayant pris le pouvoir tout seuls, n'avaient aucunement l'intention de le partager de moitié avec des partis pro-occidentaux. Dans certains autres pays, en Pologne par exemple, se manifestait un mouvement anticommuniste : les Occidentaux protestaient alors que « gouvernement ami » ne signifiait pas, comme le voulaient les Russes, « gouvernement communiste ».

Enfin les luttes politiques et sociales dont la France et l'Italie furent le théâtre indiquaient que Staline ne « contenait » pas, comme il s'était engagé à le faire, les communistes de ces pays — encore que, selon certains historiens, il les ait sérieusement freinés.

On ne sait toujours pas, aujourd'hui, qui a gagné à cette tentative manquée d'orienter l'évolution de l'Europe par un pacte secret.

et sa tactique n'était pratiquement jamais contestée par aucun militant [1]. Il pouvait passer n'importe quel accord avec les Occidentaux (et même avec Hitler...) sans se faire traiter de « révisionniste moderne ». Khrouchtchev n'avait pas un aussi grand pouvoir sur les communistes étrangers qui étaient déjà au pouvoir dans douze pays et que les « révélations sur Staline » avaient rendus terriblement méfiants. Pour parler au nom de l'U.R.S.S. et au nom du communisme mondial, il eût fallu que Khrouchtchev en eût reçu mandat après avoir élaboré, avec les représentants de ces pays, une stratégie commune. Aucun organisme n'existait qui aurait permis que cela fût réalisé et d'ailleurs Khrouchtchev, pas plus que Mao, n'avait envie de le créer.

Après son fameux discours sur Eisenhower, Khrouchtchev quitta Pékin sans signer de déclaration commune avec Mao, mais on peut imaginer ce qu'était la position de ce dernier. « Négociez comme vous voulez avec Eisenhower, a-t-il dû lui dire en substance, mais si les accords que vous signez ne nous conviennent pas, nous ne les reconnaîtrons pas et nous conseillerons aux camarades étrangers d'en faire autant. » Jamais personne n'aurait tenu pareil langage à Staline et c'est la relative faiblesse de la position de Khrouchtchev qui explique le coup de théâtre qui se produisit, dix mois après cette rencontre.

Qui a eu tort dans cette affaire de Camp David? On peut répondre que tout le monde avait raison. Khrouchtchev avait raison de dire que la tension russo-américaine risquait de déclencher une cataclysmique guerre atomique. Les Chinois avaient raison de dire que Moscou et Washington n'avaient pas le droit de disposer du monde ni de faire cesser, par décret, la lutte de libération des peuples opprimés. Mao faisait remarquer que les Etats-Unis continuaient d'intervenir militairement contre les mouvements révolutionnaires, que leur intérêt exigeait le maintien du statu quo dans le monde entier et qu'enfin ils refusaient de reconnaître quatre pays communistes, dont la Chine, et ne perdaient pas l'espoir de les « récupérer » un jour. « Comment pouvez-vous être l'ami d'un tel pays? demandaient les Chinois à Khrouchtchev. Et ne risquez-vous pas de démoraliser les militants en prêchant la paix et l'amitié avec l'Amérique? »

Khrouchtchev estimait que le danger atomique primait tous les autres, qu'il fallait d'abord trouver un moyen de l'écarter,

1. Toutefois, ses ordres ne furent suivis ni en Yougoslavie ni en Chine, après la guerre.

d'organiser le désarmement, et qu'ensuite seulement, on pourrait fixer des règles de la coexistence qui modifieraient le statu quo défavorable aux mouvements révolutionnaires. Il pensait aussi que les Américains n'étaient pas pressés d'aboutir à un accord même limité — soit par anticommunisme viscéral, soit par conviction que l'U.R.S.S. souffrait plus qu'eux de la guerre froide. Il ne pouvait donc pas admettre que les Chinois mènent une furieuse campagne révolutionnaire ni qu'ils exploitent contre lui (dans son propre parti et dans les partis étrangers) tous les échecs qu'il pourrait essuyer dans son entreprise.

Or, c'est précisément ce qu'ils se mirent à faire. En juin 1959, après la rupture du pacte atomique, les Chinois n'avaient pas fait d'éclat : c'était une « affaire entre Etats ». Après la rencontre de Camp David ils n'en firent pas non plus : ils n'avaient comme griefs précis contre Khrouchtchev que les louanges qu'il avait adressées à Eisenhower. Mais, au printemps 1960, lorsque les rapports soviéto-américains se gâchèrent, ils ouvrirent aussitôt un « second front » sur les arrières de Khrouchtchev. Ils le firent sans remords et même avec bonne conscience, convaincus de rendre service non seulement au mouvement ouvrier mondial mais encore à l'U.R.S.S. que Khrouchtchev menait au désastre.

Le 1er mai 1960, un avion espion américain U.2 fut abattu dans la région de Sverdlovsk, au cœur de la Russie. Cet appareil n'était certainement pas le premier à survoler le territoire soviétique, mais, cette fois, le pilote, indemne, était prisonnier et prêt à tout avouer. Astucieusement, Khrouchtchev laissa les militaires américains se perdre en explications confuses et mensongères : ce qu'il voulait, c'était exploiter l'affaire contre « les militaristes américains, partisans de la guerre froide » tout en mettant Eisenhower hors de cause. Il était convaincu que celui-ci, pour se sortir d'un mauvais pas, saisirait la perche tendue, dirait que les militaires avaient agi à son insu et les condamnerait publiquement. Du coup, il donnerait raison à Khrouchtchev dont, depuis la rencontre de Camp David, le leitmotiv était le suivant : « Certains milieux américains veulent poursuivre la guerre froide mais Eisenhower est contre eux. »

Malheureusement, Eisenhower réagit tout autrement et comme s'il avait, au contraire, voulu donner raison à Mao. Il se déclara responsable du vol de l'U.2, refusa de faire des excuses à l'Union soviétique et ajouta même que le viol de l'espace aérien des pays de l'Est était nécessaire pour assurer la protection des « intérêts nationaux des Etats-Unis ».

A la suite de cette affaire, la conférence au sommet qui devait se tenir à Paris entre l'U.R.S.S., les Etats-Unis, l'Angleterre et la France avorta et les Chinois eurent la satisfaction de pouvoir dire qu'ils l'avaient prédit. Pourtant leur triomphe ne fut pas complet : Khrouchtchev ne perdit pas le contrôle de son Parti et annonça qu'il irait à New York en septembre, pour continuer à l'O.N.U. sa campagne de paix.

Cette fois les maoïstes décidèrent d'agir. Lors d'une réunion, tenue à Pékin, en juin 1960, du Conseil général de la Fédération mondiale des syndicats, ils s'opposèrent à la résolution soviétique qu'ils jugeaient trop « coexistentialiste ». Puis ils invitèrent à une réunion privée les syndicalistes étrangers communistes et, pour la première fois, leur dirent ce qu'ils avaient sur le cœur et accusèrent Khrouchtchev de sacrifier les mouvements révolutionnaires du tiers monde et d'être un « révisionniste moderne ». Leurs déclarations firent l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel pur. Les communistes savaient bien que tout n'allait pas pour le mieux entre Pékin et Moscou mais ils ne savaient pas combien le désaccord était profond et n'attendaient pas qu'on leur demande de prendre parti. C'était également la première fois, en trente ans, qu'ils entendaient des communistes accuser le glorieux P.C. d'U.R.S.S. de trahir l'orthodoxie marxiste.

Le délégué soviétique Grichin quitta ostensiblement la salle; les autres restèrent pétrifiés et muets. Puis comme un délégué européen, ayant retrouvé l'usage de la parole, essayait de dire qu'il s'agissait peut-être d'un malentendu, les Chinois lui répondirent par une question : « Pourquoi détestez-vous tant les révolutionnaires du tiers monde [1]? »

Les Soviétiques ne mirent pas longtemps à rendre coup pour coup. A la fin de ce même mois de juin 1960, à Bucarest, se tenait le congrès du P.C. roumain. Des dirigeants communistes de plusieurs pays étaient invités : devant eux, en séance privée, Khrouchtchev en personne fit le procès du dogmatisme des Chinois, dénonça leur nostalgie du stalinisme et leur conduite inquali-

1. Voici la version chinoise de l'événement (extrait de **D'où proviennent les divergences**, éditions de la Cité, Lausanne, 1963, p. 16) : « En mai 1960 après le survol de l'U.R.S.S. par l'avion espion américain U.2, la conférence au sommet des quatre puissances qui devait avoir lieu à Paris fut annulée. Nous avions alors espéré que les camarades qui approuvaient si chaudement le prétendu « esprit de Camp David » tireraient de cela une leçon et renforceraient l'unité des partis frères et des pays frères pour la lutte contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme américain. Nos espoirs furent déçus : en juin 1960, à la session du conseil

fiable dans le conflit frontalier qui les opposait à l'Inde. Tous les délégués étrangers se rallièrent à Khrouchtchev, sauf celui de l'Albanie et bien entendu celui de la Chine, Peng Chen [1] qui resta intraitable.

Mais Khrouchtchev n'avait rien à gagner à ce que la polémique s'envenimât. L'important, pour lui, c'était de faire taire les Chinois et de leur faire reconnaître son autorité pour pouvoir négocier librement avec l'Ouest. En appeler aux partis frères pour faire pression sur les Chinois n'aurait pas été efficace : Khrouchtchev décida donc d'agir seul — et sans scrupules.

Au début de juillet 1960, il réunit le Comité central du P.C. de l'U.R.S.S. et, au cours d'une session qui dura trois jours, exposa son plan antichinois. Le communiqué final annonça laconiquement : « Le Comité central a approuvé la conduite de son premier secrétaire à Bucarest et sa politique générale. »

C'était tout. Il n'était pas question d'annoncer publiquement qu'une guerre économique allait être déclenchée contre la République Populaire de Chine. Elle l'était, pourtant : tous les experts et techniciens soviétiques travaillant en Chine reçurent l'ordre de la quitter dans les délais les plus brefs. Ils devaient emporter avec eux tous les plans des entreprises en construction et ne faciliter en rien la tâche à leurs successeurs chinois. De plus, toutes les livraisons à la Chine de matières premières, de pièces détachées ou de pièces de rechange étaient suspendues.

Les Chinois, nous l'avons vu, parlent aujourd'hui beaucoup de cette « calamité russe » de 1960 et affirment que leur industrie en a subi des dommages plus graves qu'elle n'aurait subi d'une invasion armée. Il n'y avait plus en Chine à ce moment-là que 1 720 experts russes [2], mais ils occupaient tous des postes clés. La

---

général de la Fédération mondiale des syndicats, les camarades de certains partis frères refusèrent de condamner Eisenhower, propagèrent des idées erronées et, de plus, combattirent les idées justes des camarades chinois. »

1. Cela n'empêcha pas Khrouchtchev, le 1er octobre 1960 de faire, à l'O.N.U. l'éloge de Peng Chen. « Le représentant des Etats-Unis a fait état ici d'un discours du camarade Peng Chen. Je connais bien Peng Chen, et si vous pouviez le voir vous comprendriez qu'il n'est pas tel qu'on vous l'a présenté ici. C'est un honnête homme, très estimé dans son pays. Le représentant des Etats-Unis a cité des phrases du camarade Peng Chen dans lesquelles celui-ci traite l'Amérique de puissance impérialiste. Mais serait-ce une nouveauté, messieurs ? Cela, tous les oiseaux le chantent sur les toits. »

2. Au total 10 800 techniciens soviétiques ont travaillé en Chine entre 1953 et 1960.

grande aciérie de Wuhan, équipée par les Russes, fut presque totalement paralysée pendant un mois par le départ de six ingénieurs. Dans les usines de camions de Chang-chun, il n'y avait pas de techniciens russes, mais le manque de pièces détachées freinait terriblement la production. On pourrait citer cent autres exemples.

Le blocus économique est l'arme à laquelle on recourt pour renverser le régime d'un pays sans l'attaquer militairement : on comprend que les Américains s'en servent contre la Chine, mais quel intérêt Khrouchtchev pouvait-il penser avoir à asphyxier la Chine? L'écroulement du communisme en Chine aurait été une défaite pour les communistes du monde entier et, de plus, il aurait compromis la sécurité de l'U.R.S.S. en tant qu'Etat.

Ce n'était pas la première fois que l'Union soviétique sévissait contre un pays frère. Douze ans plus tôt, en 1948, Staline avait établi le blocus de la Yougoslavie mais, avant de prendre cette décision, il avait fait excommunier Tito par le Kominform où siégeaient les représentants des neufs plus grands P.C. européens. Les sanctions appliquées par Staline ne frappaient donc pas des camarades mais des « traîtres », et l'écroulement du régime de Tito aurait renforcé l'Eglise de Staline — au prix, modeste, d'une petite perte territoriale pour le camp de l'Est.

Staline a échoué, comme on sait. Tito n'est pas tombé, il a continué son expérience socialiste et cet échec, les successeurs de Staline le payent encore : l'autorité de l'U.R.S.S. sur les P.C. étrangers en a été durablement ébranlée. Pourtant, on a peine à comprendre que Khrouchtchev, après avoir sévèrement reproché à Staline la « grande erreur de 1948 », ait commis la même mais à une échelle monumentale : quoi qu'on puisse penser d'elle, la Chine est mille fois plus importante pour le camp socialiste que ne l'a jamais été la Yougoslavie; de plus elle n'a pas été excommuniée par le Kominform aujourd'hui disparu, ni même simplement par l'U.R.S.S. et sa perte ne pouvait que menacer l'unité du camp communiste.

Alors? Khrouchtchev, c'est l'évidence, ne pouvait pas souhaiter l'écroulement des maoïstes : il espérait seulement que son coup de matraque économique les obligerait à capituler politiquement. Son pays courant au désastre sans l'aide économique soviétique, Mao irait à Canossa-Moscou, renoncerait à ses prétentions doctrinales et l'U.R.S.S. reprendrait toute son autorité.

Rien de cela ne se produisit et, dans cette affaire, Khrouchtchev

a simplement perdu le peu de contrôle qu'il exerçait sur la Chine. On peut comprendre, toutefois, qu'il ait pensé amener facilement Mao à résipiscence. Aujourd'hui encore les Soviétiques sont convaincus que la Chine n'a progressé que grâce à l'aide qu'ils lui ont accordée pour réaliser son premier plan quinquennal et qu'à l'époque, les interventions doctrinales des maoïstes freinaient plus qu'elle n'accéléraient le développement économique.

Khrouchtchev, lui, ne cachait pas son mépris pour le système des communes populaires et son scepticisme quant à l'efficacité des stimulants politiques : il devait avoir la conviction absolue que la Chine lui devait tout et le comprendrait dès qu'elle serait privée de son aide. Or, son coup de poker n'a rien donné précisément parce que le système chinois avait sa dynamique propre et une capacité d'adaptation assez grande pour survivre à la « calamité russe ».

Les ouvriers du Nord-Est industriel dont les usines fermaient provisoirement leurs portes retournaient dans les campagnes où les communes populaires, après maints tâtonnements et maintes réoganisations, fonctionnaient maintenant assez bien pour les accueillir. Dans ce pays où était enfin éliminée la menace de la famine qui, depuis des siècles, y avait fait des ravages, on s'arrange mieux qu'ailleurs de difficultés passagères même si elles sont graves.

De plus, en 1957, déjà, lorsque la Chine opéra son virage à gauche, Mao souhaitait qu'elle pût se passer rapidement de toute aide étrangère et devenir, pour les pays du tiers monde, un modèle plus séduisant et plus imitable que l'Union soviétique. Il est probable que si le « Grand Bond en avant » (freiné par les difficultés que nous avons décrites) avait mené aux résultats escomptés, c'est la Chine qui, quelques années plus tard, aurait demandé le départ des techniciens russes. Leur présence était doublement gênante. D'abord, sur le plan éducatif : il était difficile d'expliquer aux militants pourquoi les « camarades soviétiques » devaient habiter dans des hôtels de luxe et toucher de très gros salaires alors que, selon Mao, un communiste doit travailler pour un idéal et mépriser le confort. Ensuite, parce que tant que les Russes étaient là, le système chinois ne faisait pas ses preuves, et ses succès pouvaient être attribués à l'aide soviétique.

En 1960, la Chine avait encore besoin des béquilles russes et n'avait donc aucun intérêt à envenimer le conflit avec Khrouchtchev : c'est lui qui l'a contrainte à rompre et qui, apprenti

sorcier, a provoqué le développement de l'hérésie chinoise et lui a même donné des couleurs héroïques. Abandonnés à eux-mêmes dans des circonstances dramatiques, les maoïstes ont dû se faire plus extrémistes encore. Leurs ressources ayant diminué, ils devaient, plus que jamais, recourir aux stimulants politiques afin d'obtenir des travailleurs un effort supplémentaire, les endoctriner toujours davantage, mener des campagnes anti-impérialistes et antirévisionnistes de plus en plus dures. Mais le système chinois ayant triomphé, et la Chine s'étant libérée de ses obligations envers l'U.R.S.S., elle pouvait enfin se donner en modèle aux pays du tiers monde.

« Nous sommes les seuls à pouvoir industrialiser un pays sous-développé sans aide extérieure et sans provoquer, en le faisant, la formation de nouvelles couches sociales privilégiées. Nous avons résolu le problème de la terre en créant les communes populaires dans lesquelles nos paysans ont le sentiment de travailler pour la communauté en même temps que pour eux-mêmes. » Voilà ce que disent aujourd'hui les Chinois aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui ont à résoudre les mêmes problèmes. Et, dans les moindres propos des Chinois, on sent une allusion critique aux Russes qui ont, eux, des « nouveaux riches » et qui ont imaginé un système kolkhozien tel qu'avec deux fois et demie autant de terres cultivables que les Chinois, ils n'arrivent pas à nourrir une population trois fois moindre. M. Kuo Mo-jo a terminé sa diatribe contre Khrouchtchev par cette phrase vengeresse : « Le sol russe est devenu semblable à son crâne : rien n'y pousse. »

Cela dit, Khrouchtchev n'est pas seul responsable de l'hétérodoxie chinoise qu'il a héritée du stalinisme mais, par son « erreur de calcul » de 1960, il en a fait une véritable hérésie, solidement installée au cœur de l'Eglise communiste. En tentant de parer au danger qu'elle présentait, il a essayé, en 1964, de l'excommunier, mais cette tentative lui a coûté le pouvoir sans que soit, pour autant, réglée la question du dogme.

On estime généralement que l'opposition chinoise à la signature d'un accord entre l'U.R.S.S., les Etats-Unis et l'Angleterre en août 1963 pour interdire les essais nucléaires dans l'atmosphère a poussé Khrouchtchev à vouloir excommunier les maoïstes. C'est un fait qu'au printemps et pendant l'été 1963, les rapports sino-soviétiques se sont singulièrement aggravés, et que c'est seulement à cette époque que les Chinois ont publié leur pro-

gramme en vingt-cinq points pour l'opposer à la ligne préconisée par l'U.R.S.S.

Personnellement je crois néanmoins que l'événement décisif dans la grande dispute entre Pékin et Moscou a eu lieu au cours de l'été 1960, car c'est depuis cette date que les Chinois, libérés malgré eux de toute tutelle soviétique, ont commencé à vivre comme une entité à part, qui n'était plus intégrée au bloc par aucun lien précis. En signant les accords avec les Américains et les Anglais, trois ans plus tard, Khrouchtchev a simplement prouvé qu'il ne tenait plus à maintenir même la façade d'une diplomatie commune, estimant que, libéré de l'hypothèque chinoise, il pourrait mieux défendre les intérêts de l'U.R.S.S. et de ses alliés. Mais ce faisant, il renonçait également à des atouts qui auraient pu lui servir plus tard dans ses négociations avec les Occidentaux ; ceux-ci ne redoutant plus que l'U.R.S.S. fasse volte-face et adopte la ligne dure préconisée par Pékin.

De quelque côté que l'on retourne le dossier de la dispute entre Khrouchtchev et Mao, on constate que l'intransigeance n'a pas été payante pour les Soviétiques.

6. LES FRONTIERES DE L'EMPIRE DU MILIEU

Chaque fois que j'évoquais avec des Soviétiques le départ de Chine de leurs techniciens, cela me rappelait les discussions que j'avais eues quelques années plus tôt, à Washington, avec les kennedystes, à propos de leur fiasco de la baie des Cochons. Dans les deux cas, on admettait l'échec qui était, en effet, trop flagrant pour pouvoir être nié. Mais c'était tout. Le principe du blocus économique d'une nation amie ne scandalisait pas plus les Russes que la tentative de renverser par la force le régime d'un pays voisin ne scandalisait les Américains. « Il y a quelque chose qui n'a pas marché » (*Something went wrong*), reconnaissaient-ils les uns et les autres, mais ce « quelque chose » ne concernait que l'exécution.

Pour posséder une si bonne conscience, il faut évidemment avoir la certitude que l'adversaire ne mérite que le « châtiment de son crime ». Et les Américains l'avaient sans aucun doute. Ils condamnaient notre « naïveté européenne » qui nous amenait à croire que c'était la politique des Etats-Unis à l'égard de Cuba (refus d'acheter le sucre, représailles pétrolières, débarquement de la baie des Cochons) qui avait poussé la révolution cubaine

vers le communisme et contribué à l'éclosion de cette première démocratie populaire dans les Caraïbes. « Nous avons les preuves que Castro a toujours été un communiste de stricte obédience et qu'il n'a fait que cacher son jeu pour tromper aussi bien son peuple que celui des Etats-Unis », assuraient les Américains.

Historiquement et moralement, l'Amérique s'estimait donc absoute de tout ce qu'elle pouvait entreprendre contre ce « tricheur qui avait trahi la révolution cubaine »...

Les Soviétiques de Pékin n'étaient pas moins scandalisés par les critiques européennes à propos de l'affaire de 1960; et notamment par celles que contenait le fameux testament de Togliatti, paru d'ailleurs dans la *Pravda*, à l'automne 1964, où le secrétaire du Parti italien reprochait à Khrouchtchev ses mesures de rétorsion économiques contre la Chine. « Comment se fait-il qu'un homme aussi intelligent que Togliatti n'ait pas compris la véritable nature de la dissidence chinoise ? me demandaient-ils d'un air peiné. Ne savait-il pas que, dès septembre 1960, nous avions offert aux Chinois la normalisation de nos rapports économiques et que ce sont eux qui ont refusé? » Et, à défaut de pouvoir convaincre feu Togliatti, ils m'expliquaient alors, en long et en large, l'essence du « complot maoïste » qui ressemblait comme deux gouttes d'eau, sa coloration politique mise à part, au « complot castriste » dont étaient « victimes » ces pauvres Américains.

Car, selon mes interlocuteurs russes, Mao Tsé-toung a toujours été, et avant toute chose, un nationaliste chinois, désireux de ressusciter l'ancien Empire du Milieu dans toute sa splendeur. Mais il avait été évidemment obligé de camoufler ses desseins aux Soviétiques pour obtenir leur aide dans des périodes particulièrement difficiles. Ce n'était qu'après avoir accédé au pouvoir qu'il avait jeté bas son masque pseudo-communiste pour se conduire presque ouvertement comme l'héritier de l'Ancien Empire. Cette « folie maoïste », toujours d'après mes Soviétiques, aurait germé dans la tête de Mao, bien avant l'époque de Yenan, bien avant même la fondation du P.C. chinois. « Il est convaincu, m'assuraient-ils, que les 4 000 ans d'histoire de la Chine lui confèrent une écrasante supériorité sur tous les autres pays. Pour Mao, nous sommes tous des barbares, aussi bien vous que nous. Et pour nous autres, Russes, ce complexe de supériorité est un grave sujet de préoccupation. Car il n'est guère enviable d'avoir la plus longue frontière du monde — comme c'est malheureusement notre cas — avec un pays aussi « supérieur » que la Chine. »

Staline certes, a manqué de perspicacité à l'époque où il avait encore les moyens de « sauver le Parti chinois » en empêchant Mao d'en prendre la tête. Mais Khrouchtchev, comme Kennedy avec Cuba, ayant hérité d'une situation épineuse, pour ne pas dire inextricable, n'a pu que sauver les meubles en contrant de son mieux la mégalomanie chinoise. D'abord par des avertissements, puis, comme ils restaient sans effets, par des mesures plus radicales. N'est-il pas injuste de les lui reprocher, en oubliant la perfidie de l'adversaire? Peut-on perdre de vue qu'à l'époque les Chinois commençaient déjà à mettre en cause non seulement la politique mais aussi les frontières de l'U.R.S.S.? Les Soviétiques ne s'indignaient qu'en privé de notre « partialité européenne ». Officiellement ils ne devaient pas faire état des divergences frontalières entre les deux « pays frères » mais nombre d'entre eux m'ont assuré, à titre confidentiel, que cette affaire était l'aspect du litige sino-soviétique qui les préoccupait le plus. Et je n'étais pas le seul à recevoir ce genre de « confidences ». Tous les étrangers de Pékin savaient que les Russes étaient, avant tout, soucieux d'assurer la sécurité de la Sibérie et de leurs républiques asiatiques menacées par la Chine.

Les diplomates avaient un peu trop tendance à prendre à la lettre les récriminations privées de leurs collègues soviétiques. Ramené à une classique rivalité entre nations, le conflit entre l'U.R.S.S. et la Chine leur devenait tout de suite beaucoup plus compréhensible. On parlait donc beaucoup, dans les milieux étrangers de Pékin, de la fameuse carte d'Asie publiée par les Chinois en 1964, où étaient incorporés à leur pays un certain nombre de territoires qui faisaient légalement partie de l'Union soviétique. On discutait la déclaration de Mao aux socialistes japonais sur le fait que la Russie était toujours bénéficiaire de traités injustes imposés jadis à la Chine. On calculait enfin les avantages que cette Chine surpeuplée pourrait tirer de l'annexion d'une Sibérie aux trois quarts vide et aux ressources encore pratiquement inexploitées.

Tout le monde parlait donc, à Pékin, de cette « gigantesque frontière commune », tout le monde, sauf les Chinois. Aucun de ceux avec qui je me suis entretenu n'a soulevé une seule fois le problème. Pas une seule fois, je n'ai entendu reprocher aux révisionnistes soviétiques, coupables de tant d'autres péchés, d'occuper illégitimement une partie de la Chine. Lorsqu'ils dénonçaient devant moi le « chauvinisme soviétique », les Chinois s'en prenaient uniquement à la manière dont les Russes traitaient

les autres pays du camp socialiste ou les partis communistes étrangers; et ce « chauvinisme » se manifestait essentiellement, selon eux, dans la volonté de l'U.R.S.S. d'imposer au mouvement ouvrier international des directives uniquement dictées par son intérêt égoïste de grande puissance. Mais, à aucun moment, je le répète, mes interlocuteurs chinois m'ont évoqué devant moi le problème de la frontière sino-soviétique [1].

Admettons que je sois tombé sur des Chinois particulièrement discrets et qu'il est délicat de formuler un jugement à partir d'une expérience aussi limitée. Nous savons tous, néanmoins, à quoi ressemble un pays travaillé par une vertigineuse volonté de puissance et braqué sur des problèmes de frontière. Nous en avons connu en Europe, il n'y a pas si longtemps. Aujourd'hui encore, il suffit de mettre le pied en Allemagne fédérale pour voir à tous les coins de rues des cartes signalant les tronçons de territoires « occupés » par les Russes (Allemagne de l'Est) ou par les Polonais (au-delà de la ligne Oder-Neisse) et barrés d'un lapidaire *Niemals !* (Jamais !) Il y a également, en Chine, des cartes affichées sur les places publiques mais ce sont celles de Formose et elles portent des légendes qui dénoncent l'occupation de l'île par les Américains. Nulle part, dans aucune région de Chine, je n'ai vu cette fameuse carte de 1964, réclamant l'annexion de territoires soviétiques.

Je me faisais traduire quotidiennement les journaux chinois, aussi bien à Pékin qu'en province ; jamais je n'y ai relevé la moindre allusion à un litige frontalier avec l'U.R.S.S. J'ai assisté à des dizaines de meetings, petits et grands, et aucun orateur n'a soulevé le problème. Faut-il donc croire que Mao cache son jeu à son propre pays? Ou bien alors, le nationalisme est-il si profondément ancré dans l'esprit des Chinois (« Pensons-y toujours, n'en parlons jamais ») qu'ils connaissent suffisamment tous leurs griefs vis-à-vis des Russes et qu'il n'est pas nécessaire de les leur rappeler ?

Cela dit, il est évident que les Russes redoutent la puissance

1. Certes, dans les notes et documents que Moscou et Pékin ont échangés pendant la période de la grande polémique publique de 1963 et 1964, les deux partis ont mentionné périodiquement des incidents frontaliers, surtout dans la région du Sin-Kiang, pour s'accuser réciproquement d'avoir emmené de force des populations plus ou moins nomades. Mais mes interlocuteurs chinois en 1965 ont éludé toutes les questions à ce sujet, considérant que la situation est à présent stabilisée. Devant leur mutisme, qui me paraissait significatif, je n'ai pas poursuivi l'enquête à ce sujet.

chinoise en Asie, non pas tant à cause de son caractère nationaliste qu'en raison de leurs propres difficultés à résoudre les problèmes des nationalités au sein de l'Union soviétique. Les maoïstes n'ont jamais recouru à des ruses ou à des camouflages pour cacher que leur combat révolutionnaire avait sa « composante nationale ». La Chine a été jadis un grand empire mais, lorsque Mao et ses troupes sont entrés en scène, elle n'était plus qu'une colonie humiliée et pillée par des puissances européennes qui profitaient de l'absence quasi totale de sentiment national dans la population. La civilisation chinoise est vieille de 4 000 ans, personne ne l'ignore, mais elle enfermait l'individu dans le cadre familial, sans lui donner la moindre notion de solidarité nationale. Elle offrait une certaine stabilité à une société paysanne protégée par la Grande Muraille mais ne lui permit pas de résister aux nations fortement structurées qui envahirent la Chine au XIX[e] siècle. Mao, parfaitement conscient de cet état de choses, a très ouvertement proclamé que le P.C. chinois devait mobiliser les masses pour la lutte anti-impérialiste et pour la Révolution. Ces deux principes ont toujours été proclamés par le Parti, et c'est pourquoi, en Chine, le mot « révolution » est synonyme de « libération ». Il n'y avait aucune contradiction entre les impératifs révolutionnaires et les aspirations nationales. Aucun communiste chinois n'a jamais eu de crise de conscience parce qu'il était obligé de jouer le rôle de Piémontais, de réunificateur de son pays.

Il en fut tout autrement en Russie au moment de la Révolution de 1917. L'empire des tsars opprimait, en effet, des dizaines de nationalités agglomérées à la couronne, provoquait pour les diviser des querelles byzantines, utilisait le nationalisme grand-russien pour freiner leur émancipation et raffermir son pouvoir. Dans un tel climat, communisme et nationalisme ne pouvaient que s'opposer et, bien avant 1917, les révolutionnaires avaient été obligés, dans leur propagande, d'opposer la solidarité de classe à une fallacieuse solidarité nationale. Mais, aussitôt après la victoire d'Octobre se sont posés les problèmes et ont commencé les déchirements. En proclamant le droit des peuples à l'autodétermination, Lénine pensait susciter des remous partout dans le monde où une telle initiative n'avait jamais été prise. Ce fut d'ailleurs le cas en Chine, comme nous l'avons vu. Mais, dans l'ancien empire des tsars, cela risquait de déchaîner les sentiments antirusses des nationalités opprimées et d'entraîner la désintégration partielle du pays. Rosa Luxembourg, qui n'était

pourtant pas une « révolutionnaire totalitaire », a sévèrement reproché à Lénine d'avoir lancé ce mot d'ordre d'autodétermination : « Au lieu de défendre, avec bec et ongles, l'intérieur de l'Empire russe comme étant la terre de la révolution, au lieu de poser comme loi suprême de leur politique la cohésion et l'union inséparable des prolétaires de toutes nationalités sur le territoire de la Révolution russe, les Bolcheviks par leurs phraséologie sur le « droit de la libre disposition allant jusqu'à la séparation des Etats », ont, au contraire, fourni à la bourgeoisie des pays limitrophes les prétextes les plus spécieux et les plus précieux pour justifier ses menées contre-révolutionnaires. »

En fait, les Bolcheviks ont tout fait pour englober la plupart des nations de l'ancien empire tsariste dans la république des Soviets. L'éducation de masse et le nouveau mode de vie devaient, selon eux, extirper les anciens préjugés, et ils insistaient sur le fait que « la terre de la révolution » n'avait plus à rien à voir avec l'ancien empire russe ; en démystifiant l'histoire, ils espéraient rassurer les anciennes victimes des tsars et poser les fondements d'une solidarité populaire entre tous les citoyens de l'U.R.S.S. Certes le droit à la sécession des républiques incluses dans la Fédération soviétique devint vite purement théorique, et la volonté de lutter contre toute discrimination qui favoriserait les Russes n'était pas toujours très ferme. Mais pendant de longues années, toute allusion péjorative à l'égard d'une minorité nationale, toute profession de foi raciste furent néanmoins sévèrement punies par la loi en U.R.S.S.

Vingt ans de cette politique n'ont pas suffi à transformer radicalement la mentalité des nations intégrées au sein de l'Union soviétique peut-être parce qu'elle était basée surtout sur la répression, et non pas sur l'éducation profonde. Lorsqu'en 1941, Staline fit soudain appel au patriotisme russe (plutôt que soviétique), lorsqu'il commença à exalter les mérites de généraux tsaristes comme Souvorov ou Koutouzov, il reconnaissait implicitement que, devant l'invasion allemande, le nationalisme russe lui paraissait devoir être plus efficace que l'internationalisme prolétarien. Ce revirement, qui allait poser des problèmes de conscience aux communistes russes (et étrangers), était lourd de conséquences pour l'avenir. Car, même après la victoire, Staline ne devait pas juger utile de revenir aux théories anciennes. Son toast célèbre au banquet du Kremlin, en mai 1945, porté à « la santé et à la gloire du grand *peuple russe* » (et non pas soviétique) amorçait une nouvelle campagne de glorification

des mérites militaires et culturels de la Russie qui ne pouvait guère plaire aux nations minoritaires de l'U.R.S.S. ni à ses alliés des démocraties populaires. C'était vraiment beaucoup demander, par exemple aux Polonais, de célébrer le souvenir d'un Souvorov qui avait été le « bourreau de Varsovie ». La manifestation la plus déplorable de cet étrange nationalisme stalinien devait être la renaissance d'un antisémitisme quasi officiel, dans les dernières années de la vie du dictateur soviétique.

La déstalinisation a certes, en partie, remédié à ces erreurs et à ces excès. L'un des premiers actes des successeurs de Staline fut d'affirmer que le prétendu « complot des blouses blanches » (pure et simple manœuvre antisémite) était une invention. N'empêche que le nationalisme russe est toujours à l'honneur en U.R.S.S. et que son contenu et sa forme n'ont rien à voir avec celui que les fondateurs de la République des Soviets voulaient établir sur la « terre de la révolution ». Le problème de l'intégration des différents peuples au sein de l'U.R.S.S., comme celui de ses rapports avec les démocraties populaires, sont loin d'être résolus et, dans certaines républiques d'U.R.S.S. comme, par exemple, le Kazakhstan ou l'Ouzbekistan, les sentiments anti-russes pourraient facilement devenir explosifs, si une autre « patrie du communisme », asiatique celle-là, leur offrait de plus larges perspectives de développement autonome. La croissance de la Chine, la force d'attirance qu'elle peut avoir demain si elle propose des solutions plus séduisantes aux problèmes des minorités, constituent donc une menace réelle pour les Soviétiques; et il n'est pas étonnant de voir déjà l'U.R.S.S. accuser la Chine de jouer la carte de la solidarité asiatique contre les « Blancs » et de propager, parmi ses voisins, le mot d'ordre « même race, même culture ». Mais, encore une fois, je n'ai jamais rien entendu ni vu en Chine qui indiquât que cette campagne fût menée.

Reste que la propagande chinoise insiste tout particulièrement sur sa solidarité avec les pays sous-développés, habités en majorité par des hommes de couleur. De là à conclure que les « Blancs » sont moins bons, moins dignes de la sympathie des masses révolutionnaires, il n'y a qu'un pas... Il ne semble pourtant pas que les maoïstes l'aient franchi. Bien au contraire, ils semblent tout faire pour empêcher les manifestations de xénophobie antiblanche ou d'esprit revanchard — esprit naguère fort répandu en Chine, à la fin d'un siècle de « colonisation blanche ».

Dans sa préface au livre de Roger Pélissier sur l'histoire récente de la Chine, Robert Guillain écrit :

« Saviez-vous vraiment comment l'Occident pendant plus d'un siècle a traité la Chine et les Chinois? Le saviez-vous vraiment, directement?... La colère actuelle de la Chine, son humeur ombrageuse et rebelle n'ont-elles pas leur explication, d'abord, dans plus d'un siècle de cruauté et de rapacité occidentales? Je ne sais pas s'il existe un péril jaune, mais demandez donc aux Chinois ce qu'ils pensent du péril blanc. »

Des millions de Chinois qui ont connu cette sinistre époque sont encore vivants; et lorsque la responsable du « musée-bidonville » de Shanghaï vous déclare qu'elle était mendiante avant la libération, on comprend assez facilement qu'elle ne porte pas dans son cœur les anciens maîtres blancs de sa ville natale. Ce fut une chance pour toutes les puissances naguère présentes en Chine qu'elle ait retrouvé son indépendance grâce à des hommes résolument antiracistes et antixénophobes. Dans les quatre volumes des « œuvres du président Mao » que les Chinois étudient avec tant d'application, ils apprennent, entre autres, que ce qui sépare les hommes ce n'est pas la différence de couleur de leur peau ni la différence de nationalité, mais la différence de classe qui oppose, dans le monde entier, les pauvres aux riches et les exploités aux exploiteurs.

Des diplomates étrangers m'ont néanmoins affirmé qu'il y avait eu, dans toute la Chine, un grand nombre de manifestations xénophobes et antiblanches en particulier après le départ des techniciens soviétiques en 1960. En principe ces récits sont plausibles, car, en cette pénible occasion, beaucoup de Chinois ont constaté qu'une fois encore une nation blanche, la Russie, s'en prenait à leur pays. Mais je n'ai jamais rencontré un témoin occulaire de ces incidents ; aucun de nos guides n'a jamais insinué devant moi que Khrouchtchev pouvait avoir eu des « motivations racistes » et aucun diplomate étranger n'a jamais prétendu que le P.C. chinois avait essayé de présenter l'affaire sous ce jour.

Partout en Chine, on m'a même expliqué que la « méchanceté » de Khrouchtchev était uniquement due à son « révisionnisme moderne » et que les experts soviétiques étaient tous de « bons camarades » qui partaient les larmes aux yeux, en jurant de revenir. Cette version peut paraître embellie, mais elle est en grande partie confirmée par le seul témoignage existant en Occident à ce sujet, celui du chimiste soviétique Mikhaïl Klotchko, actuellement réfugié au Canada. « Ma conscience professionnelle, écrit-il, s'insurgeait contre les directives de notre ambassade qui nous invitaient à saboter par un départ aussi

précipité qu'incompréhensible l'œuvre que nous avions entreprise. »

Au lendemain de la manifestation des étudiants asiatiques à Moscou, au mois de mars 1965, le *Renmin Ribao* a fait allusion au racisme des miliciens soviétiques. A mon retour en Europe, des Occidentaux, présents ce jour-là à Moscou, m'ont assuré que les forces de l'ordre moscovites ne s'étaient guère gênées pour vitupérer la « racaille jaune ». Les dirigeants chinois se sont donc montrés plutôt modérés en ne disant pas ouvertement, eux aussi, contre quoi ils s'insurgeaient, pour éviter sans doute de jouer des sentiments antiblancs de leurs compatriotes.

Il y a deux ans, la Chine a demandé à une des démocraties populaires européennes de rappeler son ambassadeur à Pékin qui, légèrement ivre, avait tenu, au cours d'un banquet, des propos antisémites. Incident mineur, sans doute, mais qui prouve bien que les Chinois sont plus des « intégristes communistes » que des racistes. Et on pourrait multiplier les anecdotes qui vont dans ce sens.

Le paradoxe, dans la situation de la Chine, me semble même résider dans le fait qu'elle est obligée d'adhérer à l'idée du « socialisme dans un seul pays » tout en restant animée d'un esprit révolutionnaire qui fait davantage penser à celui de la Russie de l'époque héroïque qu'au stalinisme. L'isolement actuel de la Chine, son sentiment d'insécurité, sa conviction qu'elle peut réussir son expérience socialiste en « comptant sur ses propres forces » recréent le climat politique de l'U.R.S.S. lorsque, cernée par le « cordon sanitaire » des puissances hostiles européennes, elle se battait pour rattraper son effrayant retard économique. Mais les Chinois ne semblent pas croire que leur expérience puisse les mener au communisme si le monde ne change pas. Leur foi dans les révolutions imminentes du tiers monde et dans la solidarité entre tous les peuples opprimés les amène à penser qu'il n'y a, pour leur pays, ni sécurité ni avenir véritablement assurés sans une vaste révolution anti-impérialiste qui changerait radicalement la face du globe.

Si la Chine n'avait pas cette optique, elle n'aurait pas de raisons valables d'envenimer sa polémique actuelle avec l'U.R.S.S : elle y gagnerait sur le plan économique aussi bien que sur celui de la sécurité. Mais les Chinois ne se résignent pas à l'idée de voir le communisme s'embourgeoiser, transiger avec les impérialistes et par là même retarder l'avènement de cet ordre nouveau qu'ils souhaitent voir s'instaurer dans le monde

entier. Leur acharnement n'est ni impérialiste ni raciste : il résulte d'un « messianisme communiste » comme on n'en avait pas vu depuis les années 20 en U.R.S.S.

Cette vision du monde explique également la « patience » des Chinois vis-à-vis des représentants du tiers monde qu'ils essaient de gagner à leur cause, alors qu'ils se montrent intraitables avec les communistes étrangers qui font preuve d'un esprit insuffisamment combatif en ne se déclarant pas 100 % d'accord avec Pékin. Pendant mon séjour, le président de la Tanzanie, Nyerere, a partout été fêté et applaudi, bien qu'il ait nettement déclaré qu'il voulait avoir des amis à l'Ouest aussi bien qu'à l'Est. En revanche, la délégation du P.C. italien, qui se rendait pourtant à Hanoi pour marquer sa solidarité avec le Viet-nam, n'a eu droit qu'à deux lignes dans le *Renmin Ribao* où l'on signalait simplement qu'elle avait été reçue par le secrétaire général du Parti chinois, Teng Hsiao-ping.

Mais la patience et les bonnes intentions des Chinois ne suffisent pas apparemment à convaincre les leaders du tiers monde de s'insurger contre les Etats-Unis ou de refuser l'aide des « révisionnistes » soviétiques. La Chine n'a pas gagné de nouveaux alliés en Asie, en Afrique et en Amérique latine, malgré ses promesses et ses appels anti-impérialistes. Ces échecs ont sûrement contribué à aggraver le climat intérieur de la Chine, car ils renforcent son isolement et démontrent la vanité de certains de ses espoirs immédiats. C'est donc un problème grave pour la Chine, qui n'est pas une simple puissance nationaliste, mais veut avoir une stratégie à l'échelle mondiale, et plus particulièrement à l'échelle du tiers monde.

7. *ENTRE NEHRU, AYOUB KHAN ET AIDIT*

Les Soviétiques ne sont pas les seuls voisins des Chinois à avoir des inquiétudes pour leurs frontières. Les Indiens en ont également et, à première vue, elles sont plus justifiées, puisqu'ils sont déjà deux fois entrés en conflit armé avec les Chinois dans la région de l'Himalaya. En 1959, ce ne fut pas grave. En 1962, ce le fut beaucoup plus : il s'agissait presque d'une véritable guerre. On se souvient, en effet, que l'armée chinoise avait alors infligé aux Indiens de sévères défaites et que, si elle avait pu ou voulu pousser ses avantages, les centres vitaux, en Inde, auraient été rapidement menacés. Les Etats-Unis, avec leur spectaculaire

pont aérien, établi entre Francfort et New Delhi, modifièrent rapidement les données du problème, et les Chinois rebroussèrent sagement chemin après avoir rendu aux Indiens leurs prisonniers et leur matériel de guerre abandonné pendant la retraite et en leur proposant de régler le litige par voie de négociations.

Dans une guerre de ce genre, le vaincu essaie toujours d'expliquer sa défaite par la perfidie de l'ennemi : troupes secrètement massées, attaque-surprise, etc. Les Indiens n'ont pas manqué de présenter les choses ainsi et, vu l'intensité de la propagande américaine sur le bellicisme de Mao, ils n'eurent aucun mal à convaincre l'opinion occidentale qu'ils avaient été victimes d'une agression caractérisée. Même les communistes européens acceptèrent la version indienne, et, tout en évitant de stigmatiser leurs « camarades chinois », ils n'ont pu s'empêcher de leur marquer leur réprobation. Togliatti, le premier, fit publiquement de graves réserves sur l'attitude chinoise dans Himalaya, au X[e] Congrès du Parti italien en décembre 1962.

Les Chinois lui ont répondu vertement en refusant de plaider coupables, en soutenant que c'était bien l'Inde qui avait entamé les hostilités et en s'indignant contre ce « parti frère » incapable de reconnaître le véritable agresseur. J'ai assisté, avec quelques confrères, lors de la visite à Pékin du président du Pakistan, Ayoub Khan, à la projection de films documentaires sur la guerre sino-indienne de 1962. Pour une fois, nous n'avions pas besoin d'interprètes, les films étant commentés en français.

Il serait évidemment présomptueux de formuler un jugement définitif sur le conflit sino-indien après avoir simplement vu quelques films nécessairement partisans. Ils m'ont néanmoins appris certaines choses qui ne corroboraient pas — bien au contraire — la version indienne des événements, un peu trop hâtivement acceptée en Europe. La frontière himalayenne entre l'Inde et la Chine comporte deux tronçons distincts assez arbitrairement fixés, en 1914, par le diplomate britannique Mac Mahon (on l'appelle d'ailleurs « ligne Mac Mahon »). Le tracé de cette frontière avantage évidemment ce qui était alors une colonie anglaise, et aucun gouvernement chinois ne l'a jamais acceptée telle quelle. Le tracé du tronçon oriental annexe à l'Inde les meilleures terres cultivables de la région, mais ce n'est pourtant pas à ce propos que le conflit a éclaté.

Le secteur occidental, cause du litige, passe par l'inaccessible chaîne de montagnes du Karakoram et il a une certaine impor-

tance pour les caravanes chinoises qui passent du Tibet au Sin-kiang. En effet, la Chine, ayant rétabli sur le Tibet une souveraineté que personne ne lui contestait, a vite ressenti le besoin d'une voie d'accès plus large vers Lhassa et décidé de transformer en route carrossable de simples sentiers. Il a fallu plusieurs années de travail et des frais considérables pour mener le projet à bien. Ce n'est qu'en 1957 qu'a été ouverte l'autoroute Sin-kiang-Tibet, à la grande fierté des Chinois qui la considèrent comme une prodigieuse réussite. Les Indiens, qui n'en ont appris l'existence que par les photos publiées dans la presse de Pékin, ont aussitôt déclaré que le plateau d'Aksai Chin qu'elle traversait faisait partie de leur territoire national. « Comment aurions-nous pu faire ces travaux immenses sur un territoire appartenant à l'Inde sans que les Indiens s'en soient aperçus ? » demandait ironiquement le commentateur du film chinois.

Non seulement les Indiens ne savaient pas au juste ce qui se passait dans cette espèce de no man's land, situé d'ailleurs, d'après les Chinois, au nord de l' « illégale ligne Mac Mahon », mais l'accès leur en était particulièrement difficile. Quand ils connurent l'existence de l'autoroute, il leur fallut plus d'un an pour se frayer un passage à travers les montagnes et pour y établir des postes militaires. Parvenus en 1959 à proximité du plateau d'Aksai Chin, les Indiens exigèrent le départ des Chinois dont la présence, selon eux, constituait « une agression caractérisée contre leur pays ». Le litige frontalier éclata au grand jour. Il coïncidait d'ailleurs avec un net refroidissement des rapports sino-indiens dû, pour une grande partie, à la répression par la Chine d'une révolte religieuse au Tibet.

Les Chinois multiplièrent les offres de négociation, et, en avril 1960, Chou En-laï alla même à New Delhi proposer à Nehru un compromis qui équivalait pratiquement au maintien du statu quo : la Chine acceptant comme définitif le tracé de la frontière orientale, bien qu'il avantageât nettement l'Inde. Celle-ci, en échange abandonnerait ses revendications dans le secteur occidental. « Nous avons réglé, disait encore le commentateur d'un des films chinois, nos litiges avec le Pakistan, le Népal et la Birmanie dans ce même esprit de conciliation et de concessions mutuelles. Ces frontières nous ont été imposées par les impérialistes, dont nous étions tous les victimes, et il était de notre devoir d'en finir avec ces séquelles de l'ancienne colonisation. »

Mais les Indiens refusèrent de négocier ou, plus exactement, ils exigèrent, pour le faire, que la Chine acceptât d'abord leurs

revendications. Entre-temps, ils avaient continué à renforcer leurs bases pour récupérer « leur territoire militairement attaqué ». Des fac-similés de journaux chinois, insérés dans un des films, rappellent les avertissements donnés par Pékin à New Delhi sur les risques d'incidents et les propositions de retrait simultané des troupes chinoises et indiennes à 20 kilomètres de la « frontière » pour éviter le pire. Les Indiens se montrèrent intraitables, « leur campagne belliciste antichinoise redoubla de violence » ; des fragments d'actualités indiennes en apportent la preuve.

Le 14 octobre 1962, une semaine avant le début des hostilités, le *Renmin Ribao* lançait un nouvel et solennel appel à l'Inde : « Nous voulons à tout prix éviter de nous battre avec vous... Réglons le litige de façon pacifique... Renoncez à vos projets agressifs et n'interprétez pas nos offres pacifiques comme une preuve de faiblesse... Ne vous embarquez pas dans une aventure inutile, etc. » Mais le ministre indien de la Défense, Krichna Menon répondait, le lendemain même, dans une allocution prononcée à Bengalore : « Nous nous battrons jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière arme pour chasser les Chinois de la terre indienne sacrée qu'ils ont illégalement occupée. »

« Le 20 octobre, dit gravement le commentateur de l'un des films, les troupes indiennes déclenchèrent une vaste offensive et infligèrent de très lourdes pertes aux gardes-frontières de l'armée de Libération. » Les images qui suivent illustrent un rapide retournement de la situation : c'est la riposte chinoise et la grande retraite de l'armée indienne. Des quantités impressionnantes d'armes américaines sont abandonnées par les Indiens, des régiments entiers capitulent, bref c'est la débâcle. Les Chinois n'en profitèrent pas pour annexer des territoires qu'ils ne revendiquaient d'ailleurs pas et rétablirent l'ancien statu quo. L'un des films que j'ai vus était entièrement consacré à la restitution à l'Inde de ses prisonniers et de toutes les armes « made in U.S.A. » soigneusement nettoyées par les Chinois. Le commentaire soulignait fièrement qu'une telle restitution était sans précédent dans l'histoire des guerres.

Les Chinois, d'ailleurs, n'ont probablement pas tout dit. Les films ayant été tournés avant 1963, c'est-à-dire avant que n'éclate au grand jour leur polémique avec Moscou, ils évitent discrètement de parler de l'armement soviétique des Indiens, alors qu'ils ont, plus tard, accusé l'U.R.S.S. d'en avoir fourni de grandes quantités « aux agresseurs indiens de la Chine populaire ».

Ces films ont essentiellement pour but d'infirmer la thèse indienne de l'attaque-surprise des Chinois et ils sont assez convaincants. On peut, en effet, se demander pourquoi le *Renmin Ribao* aurait, juste à la veille de l'agression, donné des avertissements sur le danger de guerre ce qui aurait mis les Indiens sur leurs gardes. Et ces énormes quantités de matériel américain devaient également se trouver effectivement sur le futur théâtre des opérations pour que les Chinois aient pu s'en saisir aussi rapidement. Enfin, les images ne pouvaient pas être truquées : on ne nous montrait pas simplement des images de stocks d'armes avec, en gros plan, l'inscription « U.S. », on nous montrait la cérémonie de leur restitution à l'Inde, à laquelle assistaient des officiers supérieurs indiens et chinois qui examinaient soigneusement mitrailleuses et canons. Les Chinois ne se seraient quand même pas payé le luxe de faire cadeau aux Indiens de tout cet armement américain uniquement pour tourner un film de propagande —et les Indiens, de leur côté, ne se seraient pas négocié du litige et s'est peu à peu aliéné les sympathies d'un grand nombre de pays qui, en 1962, lui étaient nettement favorables. Il est difficile de comprendre les raisons de cet entêtement de New Delhi qui a considérablement nui au prestige de prêtés à cette comédie.

On sait que, depuis, l'Inde a continué de refuser le règlement l'Inde dans le tiers monde, l'a rendue plus étroitement dépendante de l'Amérique et a rendu suspect son « neutralisme » politique. Le bien-fondé des revendications indiennes dans l'Himalaya ne paraît pas du tout établi aux spécialistes des Affaires indiennes, et, de toute manière, on comprend mal pourquoi New Delhi tient tant à récupérer ces plateaux montagneux et quasi désertiques qui ne peuvent avoir pour l'Inde aucune valeur économique ni stratégique.

Mais la Chine n'est-elle pas également perdante dans l'affaire ? On peut se le demander. Ne valait-il pas mieux pour elle céder les territoires en cause, malgré les investissements qu'elle y avait faits, et conserver à ce prix l'amitié de l'Inde, qui lui avait été si précieuse au cours des années précédentes ? C'était l'avis des Soviétiques qui, dès le début du litige, estimaient que les Chinois auraient dû se montrer moins intransigeants même s'ils avaient raison sur le fond. Ils rappelaient, à ce propos, le précédent russo-finlandais, lorsque Lénine au lendemain de la révolution, avait « sacrifié » certaines régions frontalières et géographiquement hybrides pour ne pas envenimer ses relations avec la répu-

blique finlandaise. Mais la polémique entre Pékin et Moscou a rapidement débordé le problème sino-indien pour mettre en évidence la différence d'optique des deux capitales sur les rapports que le bloc communiste devrait avoir avec le tiers monde.

Les Soviétiques disent qu'ils restent attachés à la thèse soutenue jadis par Lénine (et érigée en dogme par Staline) : la révolution, dans les pays anciennement colonisés, doit d'abord passer par un stade bourgeois [1]. Dans des sociétés où le prolétariat est virtuellement inexistant, il ne peut évidemment y avoir de révolution prolétarienne, tandis que la bourgeoisie nationale, soucieuse de se libérer de la tutelle des impérialistes, représente déjà une force importante et, d'une certaine façon, progressiste. Les communistes doivent donc soutenir cette bourgeoisie, stimuler ses sentiments anti-impérialistes, l'aider à moderniser son pays et y créer les conditions de futures transformations plus profondes. Ce soutien à la bourgeoisie est même immédiatement rentable car il affaiblit les positions du camp occidental : n'étant plus le seul fournisseur, tel pays capitaliste ne peut plus dicter ses conditions politiques à son ancienne colonie. Ainsi, Nasser a pu résister, en 1956, au chantage des Occidentaux qui n'acceptaient de financer la construction du barrage d'Assouan que s'il renonçait à la nationalisation du canal de Suez : c'est qu'il pouvait compter sur l'aide de l'U.R.S.S.

L'Inde est, aux yeux des Russes, un parfait exemple de l'efficacité de leur thèse. Bien que le parti du Congrès soit un parti typiquement bourgeois, Nehru a réussi à lui donner une certaine orientation socialisante, et la politique indienne a énormément gêné les Occidentaux pendant la guerre froide, à tel point que John Foster Dulles la considérait comme « immorale ». Les

1. En fait, la controverse qui a opposé Lénine au communiste indien Roy en 1920 concernait l'attitude que les communistes devaient prendre à l'égard de la bourgeoisie nationale pendant la période de la lutte anticolonialiste, et non pas les rapports entre les pays socialistes et les pays ex-colonisés. Les références au léninisme des dirigeants actuels de l'U.R.S.S. sont donc assez arbitraires mais elles font partie du dossier soviétique que nous avons tenu à présenter tel quel dans un souci d'objectivité.

Il faut remarquer également que Staline invoquait souvent sa théorie de la révolution par étapes pour freiner le militantisme des partis communistes et pour éviter des explosions qui auraient pu être dangereuses pour sa forteresse soviétique. Après la Deuxième Guerre mondiale, il a montré en tout cas très peu d'empressement à aider les pays ex-colonisés, préférant garder ses ressources pour le développement de l'U.R.S.S. C'est seulement après sa mort que le Kremlin a commencé à s'intéresser aux pays neutralistes du tiers monde.

besoins économiques de l'Inde sont tels que Nehru n'aurait pu continuer longtemps sa politique s'il n'avait pu compter que sur l'aide occidentale. Mais comme il bénéficiait également de l'assistance du bloc de l'Est, les Occidentaux le ménageaient pour éviter de se l'aliéner. L'U.R.S.S. a ainsi assuré une grande marge de manœuvre politique à tous ces pays qui essaient d'échapper au néo-colonialisme. Les révolutionnaires de ces pays bénéficient également de cette politique du fait que la popularité de l'U.R.S.S. augmente leur audience dans les masses.

Les Chinois considèrent cette politique comme aberrante. Pour eux, les révolutions prolétariennes peuvent avoir lieu aussi bien dans des pays sous-développés et essentiellement ruraux — et ils en ont fait la preuve. Seuls les soulèvements populaires de masse peuvent représenter une force à la fois révolutionnaire et nationale susceptible de garantir l'indépendance des nations colonisées ou récemment affranchies. Les régimes de bourgeoisie nationale ne sont donc ni efficaces ni nécessaires, et cette étape sur le chemin du socialisme peut être brûlée. Les soulèvements populaires ne sont pas, d'ailleurs, obligatoirement communistes au départ : il suffit qu'ils soient révolutionnaires et résolument anti-impérialistes ; l'hostilité du camp adverse les obligera, de toute façon, à évoluer vers l'extrême gauche et donc, rapidement, vers le marxisme-léninisme : l'exemple de Cuba le prouve de façon éclatante.

Le devoir des communistes est donc, selon les Chinois, d'aider les véritables révolutionnaires issus du peuple et de ne pas être dupes de la phraséologie socialisante ou pseudo-nationaliste des politiciens bourgeois qui, tôt ou tard, finissent par tomber dans les bras des impérialistes. Le phénomène indien est pour les Chinois une vivante illustration de leur thèse. Nehru a été un des premiers chefs d'Etat à venir à Pékin, en 1954, et c'est à cette occasion que Chou En-laï a formulé ses cinq points « de coexistence pacifique » basés sur la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays intéressés. L'année suivante, au cours de la conférence afro-asiatique de Bandung, tous les participants, après avoir follement acclamé Nehru et Chou En-laï, s'engagèrent à conclure des accords sur ces bases.

Mais le parti de Nehru, le Congrès, n'est rien d'autre qu'une variante indienne du Kuomintang. Quand les mouvements populaires ont commencé à accentuer leur pression en Inde, le Congrès a aussitôt cherché un dérivatif anticommuniste. La « découverte » soudaine de « l'agression chinoise sur le plateau d'Aksai

Chin » a marqué le revirement politique de la bourgeoisie indienne désireuse à la fois de détourner les masses de leur combat social et d'obtenir une « garantie de stabilité » des Etats-Unis. La politique de Nehru n'avait donc plus rien de neutraliste, elle faisait « objectivement, militairement et économiquement » le jeu du camp impérialiste. C'est pourquoi le P.C. chinois a proposé en 1960 à Moscou — et la conférence des 81 l'a acceptée — cette résolution finale : « Les communistes dénoncent les tentatives de l'aile réactionnaire de la bourgeoisie de faire passer ses intérêts égoïstes de classe pour les intérêts de toute la nation ; ils dénoncent l'utilisation démagogique, faite dans le même but, des mots d'ordre socialistes par ces politiciens bourgeois. » Après avoir signé ces déclarations, disent les Chinois, l'U.R.S.S. n'aurait jamais dû continuer à aider l'Inde, et la Chine aurait agi avec la plus grande légèreté en s'inclinant devant les revendications de Nehru.

Les Chinois ne disent pas qu'ils ne veulent rien avoir de commun avec les régimes qui ne sont pas prolétariens à cent pour cent. Le seul critère qui, d'après eux, doit guider les communistes dans leur attitude à l'égard du tiers monde, c'est l'anti-impérialisme de ces pays ; une bourgeoisie nationale a toujours une aile progressiste qui, rejetant son égoïsme de classe, s'oppose à ses anciens oppresseurs et joue ainsi un rôle historique important et méritoire. Il faut donc l'aider et les forces révolutionnaires du pays en profitent. Mais si l'aile réactionnaire réussit à supplanter l'aile progressiste, cette aide doit immédiatement cesser, car il est absurde d'aider ses ennemis. En fait, les Chinois généralisent ainsi l'expérience qu'ils ont faite au temps du Kuomintang. Quand Sun Yat-sen était à sa tête, le Kuomintang était avant tout anti-impérialiste et le P.C. avait parfaitement raison de le soutenir. Mais lorsque Chiang Kai-chek eut remplacé Sun Yat-sen le P.C. eut tort de continuer à collaborer avec lui. Or, Nehru qui, pendant un temps, a eu une position assez semblable à celle de Sun Yat-sen, s'est, sous la pression des événements, transformé en Chiang Kai-chek.

Nehru s'est « démasqué », dit-on à Pékin, lorsqu'il a attaqué la Chine et sa métamorphose est facile à comprendre. Mais comment savoir si Nasser, par exemple, n'est pas en train de se transformer de la même manière ? Les communistes chinois peuvent-ils faire dépendre leurs relations avec un pays donné de sa fidélité à une ligne politique anti-impérialiste bien définie ? Et la Chine ne coopère-t-elle pas avec des pays entretenant de

bons rapports avec les Etats-Unis et bénéficiant même de leur aide ?

Les contradictions de la politique chinoise vis-à-vis du tiers monde et la difficulté qu'éprouvent les Chinois à mener cette politique selon leurs propres critères se sont surtout manifestées depuis que les maoïstes « volent de leurs propres ailes » et ne peuvent plus expliquer leurs actions ambiguës par le fait qu'ils observent la discipline imposée par le bloc de l'Est.

Depuis 1963, bien qu'ils nient vouloir fonder une nouvelle Internationale, les maoïstes ne se gênent pas pour organiser partout où ils le peuvent, des partis « marxistes-léninistes », indépendants des P.C. déjà existants. Le 14 juin 1963, ils ont lancé leur manifeste en 25 points qui constitue la charte de ces mouvements révolutionnaires opposés au « révisionnisme conciliateur » des Soviétiques. Le moment était bien choisi car le prestige de l'U.R.S.S. avait sérieusement baissé depuis l'automne précédent, à la suite de la crise des Caraïbes. Les militants avaient d'abord qualifié d'absurdes les accusations américaines selon lesquelles les Russes avaient installé des fusées à Cuba. Quelques jours plus tard, ils durent reconnaître quelles étaient fondées et encaisser, par-dessus le marché, le sage mais humiliant « déballonnage » soviétique ; ils n'étaient donc pas particulièrement enthousiastes. En Amérique latine, la ligne chinoise avait, si l'on ose dire, le vent en poupe et en Asie presque tous les P.C. se « sinisaient » à vue d'œil.

Tous ces mouvements, malgré le dévouement de leurs militants, n'ont pas réussi à créer des maquis comme jadis en Chine (à l'exception du Venezuela et du Guatemala où ils existaient d'ailleurs avant). Les Chinois disent qu'ils n'en ont pas été tellement étonnés, car ils savent d'expérience que les soulèvements populaires exigent de longues années de préparation. Ce qui importait surtout pour eux, c'était que ces mouvements prennent un bon départ, commencent à s'incruster dans la population et s'aguerrissent. Un autre de leurs buts était de forcer l'Amérique, « le gendarme international », à disperser ses forces. Seule, disent les Chinois, cette politique de harcèlement peut empêcher les interventions contre-révolutionnaires américaines et réduire le risque d'une nouvelle guerre mondiale.

La Chine promettait évidemment son aide inconditionnelle à tous ces groupements marxistes-léninistes. Mais l'expérience a prouvé que ceux-ci étaient obligés de dépenser davantage d'énergie à lutter contre les groupements rivaux fidèles à l'U.R.S.S.

qu'à harceler l'ennemi commun. Le personnel politiquement formé est de toute façon peu nombreux dans les pays du tiers monde où les masses ne semblent pas répondre facilement aux appels au combat. Le « gendarme américain » n'a donc pas eu souvent besoin d'intervenir avec ses troupes : les oligarchies locales ont été suffisamment fortes pour mater elles-mêmes ces révolutions embryonnaires. Les Chinois s'entêtent à croire — ou du moins ils répètent comme s'ils le croyaient — que ces succès de la droite sont très éphémères et que demain des révolutions éclateront partout. Mais en attendant, ils essayent de trouver des alliés même parmi les régimes qui peuvent difficilement passer pour révolutionnaires, expliquant qu'ils stimulent ainsi leurs sentiments anti-impérialistes. Cette politique est éminemment pragmatique, au point qu'on peut se demander en quoi elle se différencie au juste de celle de l'U.R.S.S., qui essaye elle aussi de gagner de l'influence dans les mêmes pays.

Ces questions viennent souvent à l'esprit surtout lorsqu'on réfléchit à la manière dont les Chinois mettent en pratique leur politique « d'alliance avec toutes les forces anti-impérialistes ». J'ai eu l'occasion de voir cela d'assez près au cours de mon séjour, notamment lorsque j'assistais à Pékin aux innombrables réceptions en l'honneur du président de la République islamique du Pakistan, Ayoub Khan. Le Boeing 707 américain de la P.I.A. qui l'avait déposé à l'aérodrome de Pékin était déjà le signe des attaches bien connues des Pakistanais avec les Etats-Unis. Mais ce qui méritait d'être vu, c'était les extraordinaires tenues de nouveaux riches du Président et des membres de sa suite, singuliers hôtes de marque de la Chine populaire. Ces gens étaient vraiment l'incarnation parfaite, ou plutôt la caricature de ce régime semi-féodal et de bourgeoisie nationale qui règne au Pakistan. Et, comme s'ils avaient voulu prouver qu'ils étaient toujours semi-colonisés, ils s'étaient fait accompagner de quelques conseillers militaires britanniques, caricaturaux, eux aussi, avec leur stick sous le bras et leur moustache à la colonel Blimp. Les enfants chinois qui formaient des haies d'honneur dans les rues de Pékin devaient être profondément ahuris par ce cortège de personnages qu'ils n'avaient jamais vus de leurs yeux mais que leurs manuels décrivent d'habitude comme l'ennemi.

Personne ne peut reprocher aux Chinois de vouloir détacher les Pakistanais de leurs alliés du S.E.A.T.O. pour avoir un « voisin explosif » de moins. Mais Ayoub Khan ne s'était pas converti

politiquement pour les beaux yeux de Liu Shao-chi. Le flirt sino-pakistanais s'était développé parallèlement et proportionnellement à la détérioration des rapports entre Pékin et New Delhi. Les Pakistanais étaient venus chercher en Chine un allié pour appuyer leurs revendications sur un Cachemire occupé par les Indiens. Du coup, la Chine acceptait d'être mêlée à un litige entre les héritiers de l'ancienne colonie britannique, conflit lourd de passions religieuses, raciales et nationales, mais sans la moindre signification de classe. Car, même en admettant la justesse de la thèse chinoise sur l'évolution politique de l'Inde, il est difficile de croire que la bourgeoisie indienne soit plus réactionnaire et plus liée aux impérialistes que la bourgeoisie pakistanaise.

La teneur des discours prononcés au cours des banquets en l'honneur d'Ayoub Khan était d'ailleurs déroutante. Certes, personne ne s'attendait à entendre les Chinois critiquer le régime de leur invité ou évoquer le sort de leurs camarades du Pakistan où le P.C. est interdit et ses dirigeants en prison. Mais il me semblait quand même que, sans froisser personne, les Chinois auraient pu marquer, fût-ce très légèrement, ce qui les sépare de cette république islamique. Or tous les toasts étaient portés soit à l'éternelle et immuable amitié sino-pakistanaise, soit à la condamnation des réactionnaires indiens. Je ne fus donc pas étonné lorsque, quelques mois plus tard, la Chine prit position pour le Pakistan lors du nouveau conflit armé au Cachemire dans lequel elle faillit même intervenir directement.

C'était logique : la Chine ne pouvait se permettre de « perdre » à la fois l'Inde et le Pakistan et elle savait qu'une défaite au Cachemire pourrait être fatale à Ayoub Khan. Mais en s'engageant ainsi à protéger coûte que coûte leur allié, les Chinois ne cautionnaient-ils pas un régime qu'on peut difficilement présenter comme celui de « l'aile progressiste de la bourgeoisie nationale » ?

A peine les armes s'étaient-elles tues au Cachemire qu'un autre pays du Sud-Est asiatique, l'Indonésie, était violemment et cruellement déchiré. Au mois d'octobre 1965, l'armée indonésienne, équipée en grande partie par l'U.R.S.S., s'emparait du pouvoir et commençait un massacre de communistes comme on en a rarement vu dans l'histoire. Le président Soekarno, grand ami des Chinois, relégué à un rôle purement honorifique, n'avait pu empêcher le déchaînement de la campagne anticommuniste ni le revirement du pays. Pour les Chinois, les événements d'Indonésie étaient une véritable catastrophe sur le plan politique et sur le

plan humain : non seulement leurs camarades mais leurs ressortissants (la colonie chinoise est très importante en Indonésie) étaient victimes d'un véritable génocide sans qu'ils puissent rien faire pour les défendre. La tragédie indonésienne exige quelques explications.

Certes, les maoïstes ne pouvaient avoir, à propos de l'Indonésie, les mêmes sentiments de culpabilité que Staline lorsque Chiang Kai-chek, retournant sa veste, massacra les communistes de Shanghaï en 1927. Les Chinois n'avaient pas le contrôle direct du Parti indonésien, comme Moscou l'avait du P.C. chinois, à l'époque du Komintern. De plus, leur « ami » Soekarno n'avait pas retourné sa veste, puisque l'armée indonésienne avait agi autant contre lui que contre les communistes (bien qu'il se soit, personnellement, mieux tiré de l'affaire). Pourtant Pékin ne se sentait pas la conscience nette.

Le parti communiste indonésien était, en effet, devenu plus chinois que celui de Chine et son chef, Aidit, plus maoïste que Mao. Ayant opté sans réserves pour les thèses politiques de Pékin, sa presse les diffusait avec plus de passion encore que le *Renmin Ribao*. Les dirigeants du P.C. italien, venus à Djakarta, en visite de courtoisie, au mois de mai 1965, et dont on savait qu'ils n'étaient pas du même bord, avaient été obligés de parler, lors d'un meeting, sous des banderoles vouant aux gémonies les « révisionnistes » et devant un portrait de Mao grandeur nature. Cela pour dire que Pékin avait tout de même une certaine influence sur le parti communiste indonésien.

D'ailleurs les Chinois ne me cachaient pas qu'ils étaient fiers d'avoir Aidit et son parti dans leur camp et, lorsque je leur demandais quelle était la situation en Indonésie, ils me répondaient invariablement et joyeusement : « Elle est tellement bonne que l'Indonésie fournira peut-être la preuve que le passage pacifique au socialisme est à présent quand même possible et, bien que nous ayons toujours prétendu le contraire, nous ne nous en plaindrons pas si les événements nous donnent tort. » Quatre mois plus tard, les militaires indonésiens exterminaient les meilleurs militants du P.C., y compris Aidit.

S'ils ont réussi leur coup avec une désarmante facilité, c'est uniquement parce que les militaires étaient les seuls à préparer la prise du pouvoir tandis qu'Aidit et ses amis ne luttaient que pour infléchir la politique de Soekarno dans le sens anti-impérialiste. Super-maoïstes en paroles, ils n'ont jamais songé à appliquer la tactique maoïste dans leur propre pays et ils

n'étaient absolument pas préparés à se battre les armes à la main. Cela dit, leur confiance dans le régime de Soekarno pouvait peut-être s'expliquer par leur volonté de ne pas créer de troubles dans cette Indonésie qui, telle qu'elle était, représentait déjà un précieux atout pour la Chine.

Le maire de Pékin, Peng Chen, assistait à Djakarta au 45e Congrès du P.C. d'Indonésie, quelques semaines avant l'insurrection des militaires. Son discours fut si violemment antisoviétique que Moscou, hostile en principe à la polémique, se crut obligé d'y répondre et de démentir certaine de ses allégations sur la collusion russo-américaine. Toute la péroraison de Peng Chen était effectivement consacrée à dénoncer la « nouvelle Sainte-Alliance » russo-américaine et à prêcher, en priorité, le combat contre elle. A aucun moment, Peng Chen n'a cru devoir rappeler aux militants indonésiens cette leçon essentielle de Mao selon laquelle chaque parti communiste doit d'abord s'occuper de la situation politique dans son propre pays et l'analyser le plus correctement possible. C'était pourtant le moment ou jamais de le faire.

Peng Chen est tombé en disgrâce peu après son retour de Djakarta, et il est permis de penser que les « mauvais conseils » qu'il a donnés aux camarades indonésiens y sont pour quelque chose. Peng Chen n'était pas seulement le dernier responsable communiste chinois à avoir séjourné en Indonésie et à s'être adressé aux militants du Parti d'Aidit : depuis plusieurs années, il s'occupait activement des rapports entre le P.C. chinois et les autres partis frères et il avait pris part aux congrès du P.C. italien en 1956, roumain en 1960, soviétique en 1961 et indonésien en 1965. Le désastre qui suivit de peu ce dernier congrès devait logiquement mettre en cause sa gestion de la section internationale du P.C. chinois.

Après un désastre politique, tous les partis — prolétariens ou pas — recherchent un bouc émissaire. Mais Peng Chen n'élaborait pas seul la politique chinoise dans le tiers monde, dont les événements d'Indonésie ont prouvé qu'elle était — c'est le moins qu'on puisse dire — erronée.

Les Chinois ont de bonnes raisons de croire à l'instabilité des régimes instaurés dans les pays récemment décolonisés et de dénoncer leur incapacité à se développer avec l'aide des puissances occidentales qui entraîne le néo-colonialisme. Leur refus de croire à la possibilité de partager le monde en zones d'influence entre les grandes puissances semble également confirmé

par les événements. Mais les Chinois n'arrivent pas à expliquer les mécanismes qui commandent l'évolution des pays anciennement colonisés. Leurs schémas sur « la bourgeoisie nationale progressiste » et « la bourgeoisie nationale réactionnaire » sont vraiment un peu simplistes : ils ne rendent compte ni du phénomène indonésien ni du phénomène algérien, par exemple, pour ne rien dire du phénomène congolais. Pour comprendre les raisons des insuccès chinois il faut, à mon avis, revenir au problème de base de la politique communiste depuis la naissance de la III[e] Internationale. Un parti qui a conduit la révolution à la victoire dans son pays n'est pas nécessairement le meilleur conseiller pour les camarades qui luttent dans une autre partie du monde. Sa tendance à recommander les recettes qui ont réussi chez lui est fort naturelle et son prestige est tel que ces recettes sont acceptées comme si elles constituaient des armes infaillibles. Or, les révolutions ne s'exportent pas et ne s'imitent pas : elles sont enfantées par des nécessités qui sont différentes dans chaque pays.

Qui plus est, les leaders d'une révolution victorieuse ont forcément les yeux fixés d'abord sur leur propre pays et choisissent le langage et les arguments qui sont susceptibles d'être les mieux compris chez eux, mais qui risquent de trouver peu d'écho dans des pays qui ont d'autres traditions et d'autres méthodes de lutte politique. Enfin, *last but not least*, les mouvements révolutionnaires qui sont dans l'opposition ont tellement souffert dans le passé de leurs camarades au pouvoir — plus précisément de Staline — qu'à présent quand ils font le bilan de leurs anciennes expériences, ils redoutent de devenir de nouveau des instruments entre les mains d'un grand et prestigieux parti qui gouverne une nouvelle « terre de la révolution «. Les intentions des maoïstes sont sans doute beaucoup plus pures que ne l'étaient celles de l'ancien dictateur soviétique, mais en le défendant, ils ne font que renforcer les suspicions engendrées par le souvenir du stalinisme. Paradoxalement, l'hypothèque que Staline a léguée au mouvement communiste tout entier pèse sur la Chine plus encore que sur les autres partis. C'est pourquoi l'histoire de l'autre communisme, celui que la Chine veut incarner, ne sera déchiffrable, à mon avis, que le jour où toute la lumière sera faite sur le dossier du stalinisme.

8. *LA « CONSCIENCE MALHEUREUSE » DU COMMUNISME*

Peu avant notre départ de Pékin, les responsables du service de presse du ministère des Affaires étrangères ont organisé en notre honneur un dîner d'adieu : pour nous, ce n'était évidemment pas le moment rêvé pour exposer sur la crise du mouvement communiste, une opinion qui risquait de froisser nos hôtes. Mais la coutume chinoise veut qu'à la veille de se séparer, pour manifester son amitié, on expose ses critiques. Nos convives avaient insisté pour que nous formulions les nôtres, nous assurant qu'ils respectaient ceux qui exprimaient franchement leur opinion, si critique qu'elle soit, sur la politique chinoise.

J'ai alors essayé d'expliquer quel était, à mon avis, le point le plus faible des positions du P.C. chinois : son incapacité à exposer au monde les lignes directrices de la politique maoïste, incapacité qui résulte d'un attachement superficiel mais entêté à la mythologie stalinienne.

— Le paradoxe de la Chine, ai-je dit, c'est qu'elle est la contestation vivante du stalinisme, mais qu'elle refuse de l'admettre et donne même l'impression qu'elle souhaite le retour du mouvement ouvrier à la prétendue « bonne époque » de naguère. Ce que vous faites chez vous, Staline l'aurait condamné, et vous le savez vous-mêmes. Ce que vous reprochez à la politique soviétique actuelle, on pouvait déjà le reprocher à la politique stalinienne. Après tout, Khrouchtchev n'est pas tombé du ciel dans son fauteuil du Kremlin : il est le produit de la société stalinienne et le continuateur d'une tradition établie par l'ancien dictateur, selon laquelle l'intérêt soviétique prime tous les autres au sein du mouvement ouvrier. Si vous voulez que cet état de choses change, pourquoi ne luttez-vous pas contre l'héritage de l'ancienne époque, au lieu de le défendre ?

Nos hôtes m'ont interrompu :

— Khrouchtchev était un flatteur, qui a fait son chemin dans la hiérarchie soviétique en chantant sans pudeur les louanges de Staline. Les deux premiers volumes de ses Œuvres complètes que nous avons publiées consistent uniquement en discours dithyrambiques. C'est ainsi qu'il a réussi à tromper la vigilance des communistes russes et à installer au pouvoir une clique à lui, révisionniste et prête à tout pour s'assurer des privilèges.

Nous savons qu'il y a eu des erreurs du temps de Staline, mais l'U.R.S.S. était alors autre chose que ce qu'elle est à présent et l'internationalisme communiste était fort différent de celui que les révisionnistes préconisent aujourd'hui. Voilà pourquoi nous défendons Staline, et nous croyons que la base communiste, en Union soviétique et ailleurs, comprend notre point de vue mieux que vous.

— Comment expliquez-vous pourtant que cette base « saine » du P.C. de l'U.R.S.S. ait permis à un vil flatteur de prendre le pouvoir et de le conserver dix ans dans un grand pays comme l'Union soviétique? Ne croyez-vous pas plutôt que les Soviétiques jugent bien autrement que vous la nature et la qualité des « erreurs » de Staline ? En admettant que vos hypothèses sur Khrouchtchev et ses successeurs soient justifiées, ne croyez-vous pas que le chemin d'un changement possible passe par la démocratisation de la Russie, donc par la déstalinisation ?

Il y eut un moment de consternation. Après quoi mes hôtes se bornèrent à me répondre par un discours sur les limites de la démocratie parlementaire de type anglais et sur le fait que le mouvement ouvrier n'a rien à voir avec des conceptions bourgeoises de ce genre.

— Inventez donc une autre démocratie, mais avouez qu'un système dans lequel n'importe quel aventurier (puisque c'est ainsi que vous appelez Khrouchtchev) peut rester dix ans au pouvoir, à la tête d'un parti de 14 millions de membres et d'un pays de 200 millions d'habitants, n'est quand même pas un système prolétarien digne de ce nom ?

Mes hôtes se sont déclarés d'accord pour reconnaître que la démocratie fonctionne d'une manière « très particulière » en U.R.S.S., et ils m'ont assuré qu'en Chine des mesures ont été prises pour que les masses participent à la politique et pour qu'on discute réellement au sein du Parti. Ce n'est pas la structure monolithique du Parti qui doit être dénoncée, selon eux, mais le style que les Soviétiques lui ont donné et surtout leur refus délibéré d'entretenir avec les masses des rapports corrects. Puis, à ma grande satisfaction, ils ont reconnu que toutes ces anomalies datent de l'époque de Staline et ils ont enchaîné sur l'ancien thème : la chose essentielle, c'est de retrouver la combativité communiste qui existait avant la déstalinisation.

Chacun est évidemment resté sur ses positions mais nous nous

sommes séparés amicalement, en nous promettant de reprendre la discussion dans quelques années.

Cette conversation finale m'a beaucoup frappé, bien que j'eusse très souvent discuté sur le même thème pendant mon séjour de quatre mois en Chine. Cent fois j'avais essayé d'évoquer devant les Chinois les souvenirs précis de mon long séjour dans la Russie de Staline pour démontrer que la façade idéologique de la Russie d'alors ne servait qu'à cacher une réalité qui n'était pas socialiste. Personne ne m'avait traité de menteur, et certains avaient même étayé mon témoignage par des faits qu'ils avaient vécus eux-mêmes en Russie. Pourtant, à la fin de ces débats, comme pendant ce dîner d'adieu, mes Chinois poussaient toujours le même soupir : « Oui, mais il y avait quand même à cette époque, un esprit combatif chez les Soviétiques, il existait un internationalisme communiste, et les révisionnistes ont détruit tout cela. » Cette étrange nostalgie mérite d'être expliquée.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, et particulièrement après la victoire de la révolution chinoise en 1949, le camp communiste paraissait en pleine expansion. L'Amérique avait un arsenal atomique plus puissant que l'U.R.S.S., mais cela n'empêchait pas Staline de diriger un « empire » comme il y en a eu peu dans l'histoire, se réclamant d'une doctrine totale et cohérente, doué d'un dynamisme économique incontestable et garantissant sa solidité par des réformes sociales fondamentales et irréversibles. Sa force résidait dans la manifestation rigoureuse de l'économie des différents pays du bloc et, comme disaient ses partisans, dans le caractère « scientifique » des analyses politiques de Staline et des autres dirigeants communistes. C'était l'heure de la grande orthodoxie laïque, observée par des millions de fidèles à qui le royaume de la terre était promis. La force de cette orthodoxie était même telle que beaucoup d'hommes qui vivaient à l'intérieur de l'« empire » l'acceptaient, tout en sachant que les faits qu'elle proclamait quotidiennement ne concordaient nullement avec la réalité vécue.

Après la mort du dictateur, il y a eu une période de flottement et d'inquiétude mais la stabilisation d'une nouvelle équipe dirigeante en U.R.S.S. a bientôt redonné confiance aux fidèles. En février 1956, à la tribune du XX[e] Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., Khrouchtchev a dressé un bilan orgueilleux de la situation du camp communiste. Il a affirmé que le monde était divisé désormais en deux systèmes : l'un socialiste, l'autre impérialiste, et que le premier ne le cédait au second ni par la force ni par la

capacité productive. Toutes les conditions de la lutte des classes à l'échelle internationale étaient ainsi bouleversées : le système socialiste se sentait capable de battre son rival dans la compétition économique et de garantir à chaque pays la possibilité d'évoluer vers l'indépendance et le socialisme, sans que le chantage militaire ou la répression des forces impérialistes puisse l'arrêter.

Dix ans se sont écoulés depuis le jour de cette proclamation solennelle, et le système socialiste n'existe plus en tant qu'unité cohérente. Certes, dans aucun pays de l'Est le capitalisme n'a été rétabli et plus d'un milliard d'hommes vivent toujours sous des régimes communistes. Mais l'orthodoxie qui fournissait le ciment du système s'est désagrégée.

Ce n'est pas tant le camp impérialiste mais celui de l'Est qui s'est divisé sous la poussée des événements. Du coup, les conquêtes des régimes progressistes dans le tiers monde, qui paraissaient déjà consolidées, se sont révélées fragiles. Le grand schisme n'a épargné aucun mouvement révolutionnaire, et la droite en a profité partout. Les partis communistes occidentaux piétinent tandis que, dans les démocraties populaires européennes, la résurrection des sentiments nationalistes semble mener vers une lente désagrégation des régimes.

Comment expliquer ces changements des dix dernières années? Peut-on les attribuer, comme le font les Chinois, aux « crimes » personnels de Khrouchtchev? Résultent-ils de l' « irresponsabilité » des maoïstes, comme le prétendent les Russes? Ne faut-il pas chercher les véritables raisons de la crise dans des défauts de doctrine et de structure du bloc, c'est-à-dire dans des phénomènes qui, sans se manifester, étaient déjà sous-jacents à l'époque du grand optimisme communiste ?

C'est l'élargissement du système soviétique après 1945 qui a produit les germes de dissenssion devant miner à la fois l'orthodoxie et le monolithisme. Tant que l'U.R.S.S. fut le seul pays socialiste, donc le seul rempart du mouvement communiste international, sa propre conception de la révolution et du monde conserva une validité incontestée pour tous les partis. Cette conception était certes une « idéologie » fondée sur des dogmes invérifiables mais elle avait en même temps une base réelle dans le premier Etat socialiste du monde, qui devait faire face à de difficiles problèmes intérieurs et internationaux. Seules les révolutions manquées en Europe et en Chine avaient parfois démontré le manque de clairvoyance des dirigeants du Komintern et leur incapacité à guider efficacement le mouvement communiste

à l'échelle mondiale. Mais les défaites de partis qui n'étaient pas au pouvoir ne pouvaient suffire à ébranler les certitudes d'une société structurée telle que l'U.R.S.S. L'Union soviétique était dotée d'une « fausse conscience » mais c'était tout de même ce pays, qui par sa seule existence, avait assuré l'expansion du système communiste. La fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S., que Staline exigeait des communistes, était un choix apparemment difficile pour ceux-ci mais ils l'acceptaient toujours. Certes, Staline abusait souvent de la fidélité des camarades étrangers, les entraînant dans des batailles qui ne servaient pas toujours leur propre cause ; mais cela n'empêchait pas les communistes d'avoir le sentiment d'appartenir à une famille unie et, en faisant des sacrifices pour l'U.R.S.S., de manifester cet internationalisme prolétarien que les Chinois évoquent toujours.

Après 1945, pourtant, l'U.R.S.S. n'était plus le seul pays socialiste. Les démocraties populaires d'Europe orientale étaient nées grâce à l'armée rouge, mais cela n'empêchait pas chacune d'elles de représenter une société particulière, avec ses problèmes concrets à résoudre. Dès ce moment, il devint évident que le dogme soviétique ne pouvait plus s'appliquer à la réalité nouvelle qui s'était créée. Mais Staline ne sut pas donner une structure originale au bloc socialiste et chercha simplement à le modeler sur les réalités soviétiques. Il croyait pouvoir gérer le bloc tout entier comme il gouvernait l'U.R.S.S. L'orthodoxie devait être respectée partout, même là où elle ne convenait pas aux sociétés existantes. Du coup, les partis communistes des démocraties populaires, au lieu de devenir les promoteurs de nouvelles expériences sociales, se firent les porte-parole du modèle soviétique, se coupant chaque jour davantage des masses de leur propre pays. Une telle politique devait tôt ou tard susciter une réaction. Presque immédiatement après la mort de Staline, des fissures apparurent dans l'édifice de son empire.

Pourtant, en 1956, au moment du XX[e] Congrès, les Soviétiques croyaient encore leur système assez solidement assis pour pouvoir dénoncer certaines erreurs du passé sans risquer de l'ébranler. Mais quand la déstalinisation révéla l'existence de forces centrifuges, provoquant l'Octobre polonais et l'insurrection de Budapest, les dirigeants soviétiques firent prudemment marche arrière, se contentant de faire le procès de Staline et non pas du stalinisme. Certes, ils se rendaient compte enfin que le protectorat trop rigide de l'U.R.S.S. sur ses partenaires ne pouvait plus être maintenu et ils essayèrent de l'assouplir. Mais ils n'osèrent

pas changer le système tout entier, parce qu'ils ne pouvaient pas impunément donner une structure démocratique au mouvement communiste mondial et admettre la libre discussion, entre « partis frères », tout en conservant en U.R.S.S. un système fondé sur l'existence d'un Parti monolithique, seul détenteur d'une doctrine sacro-sainte. Or, ils redoutaient une démocratisation véritable en U.R.S.S. : elle risquait de provoquer des réactions en chaîne qui échapperaient à leur contrôle et transformeraient la nature même du pouvoir qu'ils exerçaient.

Bien entendu, Khrouchtchev a révisé certaines méthodes gouvernementales héritées du stalinisme, mais l'espoir de voir le P.C. de l'U.R.S.S. rénover la théorie communiste en supprimant le décalage entre les dogmes de l'ancienne époque et la réalité nouvelle s'est révélé vain. Incapables de trouver des principes adaptés aux mouvements diversifiés et susceptibles de leur donner du dynamisme réel, les partis communistes se sont repliés sur la défense formelle d'un monolithisme qui n'avait plus aucun contenu. Derrière la façade officielle, les différentes réalités ont continué à se développer en contraste flagrant avec les définitions stéréotypées des documents communs. L'abîme entre la réalité et la théorie a conduit la plupart des partis à une méfiance totale à l'égard de l'idéologie, à un empirisme pur et simple, à une baisse de ton moral et à l'abandon de ce sentiment internationaliste qui naguère constituait un lien entre les communistes. C'est ainsi que, rétrospectivement, l'époque stalinienne est devenue, pour beaucoup de communistes, l'époque des grandes erreurs et même des atrocités mais aussi celle d'une foi révolutionnaire que rien n'a remplacée depuis.

Parce qu'il n'a pas été capable de mener à bien une déstalinisation réelle ni de créer une nouvelle théorie du mouvement ouvrier, le camp socialiste n'a cessé, depuis 1956, de se débattre entre l'absence totale de principes et les nostalgies staliniennes. Le seul leader communiste européen qui ait pressenti cette crise, Palmiro Togliatti, réclama, dès le lendemain du XX^{e} Congrès, une révision réelle et profonde du système. Malheureusement, il fut sévèrement rappelé à l'ordre par Moscou et très faiblement soutenu par ses propres camarades.

Les communistes savaient bien que tout n'allait pas pour le mieux dans le meilleur des mondes soviétiques. Mais les partis des démocraties populaires, chacun de son côté, essayaient de défendre au mieux leurs propres intérêts et de se rallier les

masses en insistant sur les aspects nationaux de leur programme, si négligés du temps de Staline. Ils devinrent ainsi pour l'U.R.S.S. des alliés assez imprévisibles. La logique de leur reconversion vers le pragmatisme nationaliste les poussait plutôt vers un esprit de clocher que vers des réflexions originales susceptibles d'enrichir le débat entre les communistes. Aucun de ces partis n'avait d'ailleurs assez de poids pour se permettre de contester le leadership soviétique et de réclamer une nouvelle organisation du camp.

Un seul pays était assez puissant pour dénoncer la « fausse conscience » soviétique : c'était la Chine. Les maoïstes ont critiqué, nous l'avons vu, beaucoup d'anomalies qui existaient dans le camp socialiste. Mais ils n'ont pas su les expliquer. Et au lieu d'exiger des dirigeants soviétiques qu'ils abandonnent des prétentions doctrinales sans rapport avec la réalité historique nouvelle, ils leur ont reproché de s'être éloignés du stalinisme. Ce faisant, ils ont détruit encore davantage le monolithisme de l'ancienne époque et ont donné à tous les partis — même à la minuscule Albanie — la possibilité de contester la ligne politique de Moscou. Dans cette affaire, pourtant, il ne s'agissait pas simplement d'assurer davantage d'indépendance aux petits partis. La crise ne se limitait pas à la nature des rapports formels entre Moscou et les anciens membres du Komintern; elle résidait en grande partie dans la crise de la doctrine et de la pensée du mouvement ouvrier.

En achevant de déchirer le voile du monolithisme, la Chine n'a donc rien résolu. Mais on peut dire que l'hérésie maoïste a transformé l'ancienne « bonne conscience » du mouvement communiste en ce que Hegel appelait une « conscience malheureuse ». C'est à cause du défi chinois que les communistes ont été obligés de constater que leur vision du monde était brusquement contredite par l'évolution de la réalité. Or, leurs anciennes méthodes d'analyse ne leur permettaient pas d'expliquer cet éclatement d'éléments imprévisibles. Ni Moscou ni Pékin n'ont été capables de donner naissance à un système nouveau pour vérifier leur théorie et interpréter leur société. La Russie et la Chine ont préféré se présenter chacune de son côté comme la seule gardienne authentique du communisme et, depuis plusieurs années déjà, nous assistons non pas à un débat rationnel mais à un festival de « belles âmes ». Une telle polémique ne pouvait pas faciliter la compréhension mutuelle : elle risque plutôt de faire s'évanouir l'idéologie communiste « dans les vapeurs sans forme

qui se dissolvent dans l'air », conformément à l'image poétique du grand philosophe prussien [1].

Certes, la crise ne se situait pas uniquement au niveau des consciences. L'incompréhension sino-soviétique résultait — nous l'avons dit — des contradictions réelles et profondes qui opposaient ces deux pays. L'Union soviétique n'a révisé qu'en apparence l'ancienne conception de la stratégie mondiale du communisme. Malgré les discours sur l'indépendance de chaque parti communiste, pour Moscou, l'avenir du mouvement ouvrier s'identifie toujours avec la puissance de l'U.R.S.S. Une Russie plus forte pourrait garantir le passage pacifique au socialisme. Une Russie plus riche pourrait aider le tiers monde. Une Russie plus prospère, avec un niveau de vie plus élevé, serait le grand modèle du socialisme. Une Russie réussissant à développer ses capacités productives démontrerait l'infériorité du capitalisme. Les déboires des dix dernières années, la dissidence chinoise, la vague nationaliste des démocraties populaires, tout cela n'a pas ébranlé la vieille conviction des Soviétiques, et c'est le 7 septembre 1966 que la *Pravda* [2] a expliqué, une fois de plus, que tous les problèmes du monde communiste se réduisent à la fidélité aux buts de l'U.R.S.S., à l'acceptation de *sa* tactique et de *sa* stratégie internationale. Et comme il se trouve qu'en ce moment l'U.R.S.S. a besoin non seulement d'une période d'accalmie, mais aussi d'un accord avec les Etats-Unis, elle essaye de forcer tous les autres partis à se montrer raisonnables et patients.

Cette tactique ne date pas d'aujourd'hui, et c'est à cause d'elle que le conflit sino-soviétique est devenu si explosif. Dès le lendemain de la rencontre Eisenhower-Khrouchtchev à Camp David, en 1959, les Chinois ont contesté avec exaspération la vision soviétique des rapports avec les Etats-Unis. Dès cette date, les maoïstes ont affirmé que l'Amérique cherchait à gagner du temps pour mieux contre-attaquer et qu'elle n'accepterait jamais le glissement vers le communisme en Asie et en Amérique latine. Deux visions du communisme en ont résulté : la Chine est devenue le symbole de la hâte révolutionnaire, même au prix des plus grands sacrifices; l'U.R.S.S., l'image de la construction pacifique, même au prix de compromis et d'un freinage des mouvements révolutionnaires. Tous les problèmes qui ont pu surgir dans l'arène

1. Toutes les expressions entre guillemets sont empruntées à *la Phénoménologie de l'Esprit* de HEGEL, éd. fr. Aubier, vol. I, p. 176 et suiv.
2. Dans un grand article théorique signé par Yuri Arbatov.

internationale ont donc été interprétés d'une manière diamétralement opposée par Moscou et par Pékin.

Une telle divergence, aggravée par l'évolution interne de ces deux sociétés n'a pas tardé à engendrer une division dans tous les domaines et a donné naissance à deux idées du socialisme, à deux communismes différents. C'était pourtant l'issue que les deux antagonistes redoutaient le plus. Pour le monde communiste, *la* révolution ne peut faire place à *des* révolutions sans que l'ensemble de la vision marxiste, le grand messianisme révolutionnaire, s'écroule. Si le communisme cesse d'être une unique vision de l'Histoire, une vérité de l'homme, s'il est remplacé par plusieurs « visions scientifiques », se contredisant les unes les autres, il cesse du même coup d'être la *grande vérité*, et ne devient qu'une des utopies politiques de notre temps.

Le chemin vers la scission était donc long. Depuis dix ans, ou presque, les Russes et les Chinois s'accusent mutuellement d'être des scissionnistes tout en jurant qu'ils désirent maintenir à tout prix l'unité du mouvement ouvrier. Apparemment, entre 1960 et 1963, ils ont fait quelques tentatives pour parvenir à un semblant d'accord. Au mois de novembre 1960, ils ont même convoqué la « conférence des 81 Partis », la plus importante que le mouvement communiste ait jamais tenue. Elle s'est ouverte quatre mois à peine après le départ de Chine des techniciens soviétiques : les deux partis étaient alors à couteaux tirés et s'ils réussirent quand même à publier une déclaration commune, celle-ci ne servait guère qu'à masquer au monde extérieur la profondeur de leur désaccord.

La résolution finale de cet étrange « traité de paix idéologique » sino-soviétique était assez vague pour que Pékin et Moscou puissent l'interpréter chacun à sa manière : aujourd'hui encore, les deux partis s'entre-déchirent et s'accusent des pires forfaits tout en proclamant, tous deux, leur fidélité à la déclaration commune de 1960.

Les Chinois avaient, eux, quelque raison d'être satisfaits de cette conférence qui avait fait la preuve que Moscou ne pouvait plus les excommunier. Pour les Soviétiques, c'était en effet le moment ou jamais d'obtenir de l'ensemble du mouvement communiste qu'il condamnât la Chine : l'énorme majorité des délégués, vieux staliniens fidèles, par tradition, à l'U.R.S.S. était prête à suivre Khrouchtchev. La déstalinisation, qui a suscité des crises de conscience chez beaucoup de communistes, n'a guère renouvelé le personnel dirigeant et les « anciens du Komintern »

n'envisageaient pas facilement de se rebeller contre l'U.R.S.S.

Mais, dans une Eglise, on ne peut excommunier que pour une faute contre une orthodoxie rigoureuse. Or, que pouvait reprocher l'U.R.S.S. à la Chine pour démontrer qu'elle avait trahi le communisme au point qu'elle méritait d'être exclue du mouvement ouvrier international ? Pouvait-elle lui reprocher d'avoir supprimé les stimulants matériels et de pratiquer l'égalitarisme ? Evidemment non. Elle aurait pu reprocher au P.C. chinois son sectarisme et le schématisme de son idéologie, mais à quel P.C. ne peut-on pas reprocher les mêmes choses ? Tout ce que les Russes pouvaient dire, c'était que l'ardeur révolutionnaire des Chinois les rendait trop impatients, mais cette critique risquait surtout de valoir aux Chinois un surcroît de sympathie de la part des militants dont les partis ne sont pas encore au pouvoir.

Après que Russes et Chinois se furent mille fois « en privé » accusés de trahison, la polémique éclata au grand jour. Khrouchtchev ayant fini par estimer que les Chinois seraient moins dangereux à l'extérieur qu'à l'intérieur du mouvement, il prit donc, au début de 1964, l'initiative de convoquer une nouvelle conférence qui aurait exclu les Chinois : c'était trop tard. Il n'était plus suivi ni par certains partis européens, pourtant traditionnellement antichinois (comme par exemple le P.C. italien) ni — ce qui était beaucoup plus grave — par son propre parti. Sa chute a été provoquée par une série d'événements complexes, mais ses déboires avec les Chinois y sont pour beaucoup.

Les successeurs de Khrouchtchev décidèrent de suspendre la polémique dans l'espoir que, avec le temps, ils arriveraient ou bien à isoler la Chine, ou bien à trouver un modus vivendi avec elle. Mais les événements en Asie n'ont pas accordé à l'U.R.S.S. les délais nécessaires pour mener à bien sa tentative. En commençant à bombarder systématiquement le Vietnam du Nord au mois de février 1965, les Américains ont placé l'U.R.S.S. et la Chine devant le problème crucial qui était depuis toujours à la base de leurs discussions : comment définir la politique américaine dans le Sud-Est asiatique, et quelle tactique lui opposer ?

Pour la Chine, il n'y avait pas d'hésitation possible : en attaquant le Vietnam du Nord les Américains avaient attaqué le bloc tout entier. La guerre au Vietnam du Sud pouvait à la rigueur être considérée comme une guerre civile, locale, mais du moment que les Américains s'en prenaient à un pays du camp de l'Est, c'était une épreuve de force qui s'engageait entre les deux

systèmes. L'U.R.S.S. devait donc se considérer comme victime de l'agression tout autant que le Vietnam du Nord et la Chine, et elle devait agir en conséquence. Pour elle comme pour la Chine, le but prioritaire devait être : chasser les Américains du Vietnam en gagnant coûte que coûte la guerre qu'ils avaient déclenchée.

Les dirigeants soviétiques ont refusé cette analyse. Ils n'ont pas coupé les ponts avec les Etats-Unis. Pour eux, l'affaire du Vietnam n'est pas un affrontement global des deux camps, mais plutôt une aventure malheureuse des « forces réactionnaires du Pentagone » qu'il faut contrer, certes, mais sans augmenter la mise et risquer un conflit plus vaste. Selon Moscou, la guerre du Vietnam reste un incident local qu'il faut désamorcer pour empêcher que le foyer d'incendie ne s'étende. Aussi, bien qu'agacés par les Américains, les Soviétiques n'ont nullement apprécié l'intransigeance des Chinois et redoutent qu'à cause d'eux la guerre au Vietnam ne devienne un conflit entre les deux extrémismes. Tout en aidant les Vietnamiens, l'U.R.S.S. continue à rejeter la thèse chinoise, trop « schématique », sur la lutte des classes au niveau international.

Les conséquences politiques et idéologiques de cette attitude n'ont pas tardé à éclater. Bien qu'elle envoie des armes aux Vietnamiens, la Russie a bonne presse aux Etats-Unis. Un peu partout on découvre qu'elle est une puissance responsable, attachée à la paix, préconisant un socialisme respectueux, réaliste, sans fureurs idéologiques et morales, capable d'attendre, encline à la médiation, bref elle est l'image d'un communisme assagi que même les anticommunistes de vieille souche peuvent accepter sans trop de crainte. Cette popularité inespérée de l'Union Soviétique a facilité, en Europe, les campagnes contre la guerre au Vietnam et — qui sait ? — à la longue, le choix soviétique pourrait même se révéler efficace, car l'abîme entre les « croisés » américains et l'opinion mondiale se creuse chaque jour davantage ; demain la pression de Washington deviendra peut-être telle que l'Amérique sera contrainte de stopper sa guerre en Asie. Tout dépend du temps que les opérations au Vietnam accorderont, ou n'accorderont pas, aux « gradualistes » soviétiques.

Mais, comme on pouvait s'y attendre, la Chine n'a vu dans la tactique prudente de l'U.R.S.S. que la preuve d'une connivence des Soviétiques avec l'impérialisme. Elle a donc refusé tout accord partiel avec les Russes au sujet de l'aide au Vietnam,

estimant que même la plus anodine des déclarations communes fournirait un alibi aux Soviétiques alors qu'ils devraient être mis en accusation devant les militants du monde entier pour le double jeu qu'ils mènent.

Pour le moment, cette attitude intransigeante a conduit la Chine à l'isolement, car les communistes étrangers ne comprennent ni son acharnement antisoviétique ni son refus de coopérer avec les Russes contre l'ennemi commun. Les dirigeants soviétiques ont refusé pendant plus d'un an de répondre aux attaques chinoises et ont même affirmé au cours du XXIII[e] Congrès de leur P.C. qu'ils espéraient toujours une réconciliation avec les « camarades chinois ». Ils n'ont passé à la contre-offensive qu'au mois d'août 1966 et ont axé leur propagande sur un seul thème : « C'est vous qui trahissez la cause commune en refusant l'unité que nous vous offrons. » Et comme, presque en même temps, les « gardes rouges » apparaissaient dans l'horizon politique chinois, l'agence Tass devint la grande pourvoyeuse d'informations sur les désordres, les tueries, les insultes au Parti, à la culture et au socialisme qui avaient lieu en Chine. Presque tous les partis communistes s'en sont émus, et chacun à son tour a lancé contre les Chinois un anathème reproduit aussitôt sans commentaires dans la *Pravda*. La scission semble donc consommée.

En fait, selon les Soviétiques, il n'y a même pas lieu de parler de scission puisque la Chine est seule, et en s'excluant elle-même de la famille communiste mondiale, elle ne risque plus d'entraîner avec elle plusieurs partis qui, naguère encore, sympathisaient avec Pékin. Beaucoup de commentateurs acceptent cette thèse et croient que l'intransigeance chinoise a refait autour de l'U.R.S.S. l'unité du mouvement communiste international.

Il me semble pourtant qu'il n'en est rien. Dans cette nouvelle épreuve, l'U.R.S.S. n'a remporté que des victoires à la Pyrrhus. D'abord, la polémique avec Mao, même menée avec des arguments plus prudents que du temps de Khrouchtchev, a contribué encore davantage à désintégrer ce qui restait du ciment internationaliste qui unissait hier les communistes et les rattachait à l'U.R.S.S. Les partis qui se sont éloignés de la Chine ne se rapprochent pas pour autant de Moscou. Ils optent pour l'indépendance totale plutôt que pour un réalignement quelconque. L'appel à la fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S. ne trouve plus guère d'écho.

Ensuite, les critiques chinoises ont influencé la base des partis bien plus que l'attitude prosoviétique des dirigeants ne le lais-

serait supposer. Les militants communistes, même s'ils ne comprennent pas l'intransigeance chinoise, se posent néanmoins beaucoup de questions sur la réalité et la politique soviétiques. Ils sentent que le choix modéré de l'U.R.S.S. pourrait peut-être lui apporter un jour des succès diplomatiques, mais, en attendant, ce choix exige de la base une conduite si prudente qu'elle engendre la dépolitisation et le découragement le plus profond.

Il faut donc se rendre à l'évidence : l'unité du mouvement communiste n'existe plus, et la Russie seule ne pourra plus jamais la refaire autour d'elle. La Chine, même isolée, reste le protagoniste réel du débat entre les communistes, et aucune excommunication ne l'empêchera de représenter une réalité bien solide, avec son dynamisme propre et ses buts à elle. La Chine, c'est l'autre communisme et, que cela plaise ou non, ce communisme-là est appelé à jouer un rôle important dans l'histoire de nos jours.

Il ne nous appartient pas de faire des prophéties mais, en cet automne 1966, la situation en Asie est telle que les événements risquent de se précipiter. Si les Etats-Unis se décident à attaquer la Chine, l'Union soviétique ne pourra pas nier que cette fois il s'agit d'un conflit global entre les deux systèmes. Elle sera obligée de se définir par rapport à celui-ci, et cela constituera en soi un moment historique décisif. Si au contraire les Américains se résignent à quitter le Vietnam, la victoire de la révolution vietnamienne produira nécessairement un nouvel essor du communisme en Asie et le rôle de la Chine sera plus important que jamais. Quel que soit l'angle sous lequel on envisage le proche avenir, on retrouve donc cette donnée fondamentale : la Chine est au centre de la politique mondiale et trop de chose dépendent d'elle pour qu'on puisse se contenter de la condamner ou de l'ignorer. Il serait plutôt temps de la comprendre.

PETITE CHRONOLOGIE

1915. Chen Tu-hsiu, professeur non conformiste et futur secrétaire général du P.C., fonde la revue **La Jeunesse.** Mao Tsé-toung y collaborera sous un pseudonyme.
1917. Révolution bolchévique en Russie.
1918. Chen Tu-hsiu et Li Ta-chao, deux éminents intellectuels, se prononcent en faveur de la révolution soviétique et organisent des cercles d'études marxistes. Mao Tsé-toung, âgé de vingt-cinq ans, devient assistant bibliothécaire à l'université de Pékin et le collaborateur de Li Ta-chao.
1919. Quatre cents étudiants chinois partent pour la France : parmi eux, Chou En-laï, Li Li-san et Teng Hsiao-ping, qui y formeront la section communiste chinoise à Paris en décembre 1920.
1919 (30 avril). A Versailles, les vainqueurs de la Première Guerre mondiale décident de transférer au Japon les anciennes concessions allemandes dans la province de Shantung.
1919 (4 mai). Grande manifestation des étudiants de Pékin devant le « quartier des légations » contre la décision de Versailles. Début du « mouvement du 4 mai » qui appelle tous les Chinois à la lutte anti-impérialiste.
1919 (14 juin). Mao Tsé-toung organise à Changsha un cercle marxiste qui publie son propre journal.
1919 (28 juin). La délégation chinoise refuse de signer le traité de Versailles.
1920 (novembre). Sun Yat-sen, fondateur et leader du Kuomintang retourne à Canton, et, sous la protection du général Chen Chiung-ming, y forme un régime indépendant.
1921 (7 avril). Sun Yat-sen, élu à Canton, à la présidence de la République, proclame sa détermination de mette fin au « war-lordisme » et de réaliser l'unité de la Chine.
1921 (1er juillet). Douze représentants des cercles marxistes fondent à Shanghaï le P.C. chinois. Chen Tu-hsiu, qui ne participe pas à la réunion, est élu secrétaire général du P.C.
1922 (12 janvier-8 mars). Grande grève des marins et des dockers de Hong-kong.
1922 (1er mai). Ier Congrès de la Fédération du Travail de Chine à Canton.
1922 (15 juin). Le général Chen Chiung-ming prend le pouvoir à Canton. Sun Yat-sen se réfugie à Shanghaï.
1922 (juillet). IIe Congrès du P.C. chinois à Shanghaï.

1923 (27 janvier). Sun Yat-sen signe à Shanghaï un accord avec Adolf Yoffé, représentant du gouvernement soviétique. Objet : l'aide de l'U.R.S.S. au Kuomintang et la coopération à établir entre ce parti et les communistes.

1923 (23 février). Retour de Sun Yat-sen à Canton, qui redevient sa capitale.

1923 (juin). Le III[e] Congrès du P.C. chinois accepte la coopération avec le K.M.T. préconisée par le Komintern.

1924 (20 janvier-1[er] février). I[er] Congrès du nouveau Kuomintang à Canton. Les communistes entrent dans les organismes dirigeants et Mao Tsé-toung est élu membre suppléant du Comité central de ce parti.

1924 (5 mai). Création de l'Académie militaire de Whangpoa, dirigée par Chiang Kai-chek, avec Chou En-laï comme commissaire politique et le futur maréchal Vassili Blücher comme principal conseiller soviétique.

1924 (novembre). Sun Yat-sen se rend à Pékin pour négocier avec les **war lords** du Nord l'unification pacifique du pays.

1925 (11 janvier). IV[e] Congrès du P.C. chinois à Shanghaï.

1925 (12 mars). Mort de Sun Yat-sen à Pékin.

1925 (19 avril). Grèves dans les usines textiles japonaises installées en Chine.

1925 (30 mai). La police anglo-américaine de Shanghaï tire sur les manifestants antijaponais qui défilent sur la Nankin Lu, et tue douze étudiants et ouvriers chinois.

1925 (1[er] juin). Grève générale à Shanghaï.

1925 (11 juin). Les marins britanniques tirent sur les manifestants chinois à Hankow.

1925 (19 juin)-1926 (10 octobre). Grève de Hong-kong et boycott des marchandises anglaises à Canton.

1925 (23 juin). Les soldats anglais et français mitraillent les manifestants chinois à Canton.

1925 (20 août). Assassinat à Canton de Liao Chung-kaï, leader de l'aile gauche du Kuomintang.

1926 (4 janvier). II[e] Congrès national du Kuomintang à Canton.

1926 (20 mars). Coup de force de Chiang Kai-chek à Canton. Le futur généralissime nationaliste s'assure le contrôle du Kuomintang et pose des conditions draconiennes aux communistes pour poursuivre la coopération au sein du « bloc uni ».

1926 (mars). Mao Tsé-toung publie son premier essai important : **Analyse des classes de la société chinoise.**

1926 (9 juillet). L'Armée nationale, commandée par Chiang Kai-chek, commence « l'expédition vers le Nord » pour libérer la Chine des **war lords.**

1926 (12 juillet). L'Armée nationale occupe Changsha.

1926 (7 septembre). L'Armée nationale occupe Wuhan.

1927 (1[er] janvier). Wuhan est proclamé capitale de la Chine. Wang Ching-wei forme le gouvernement national et confie deux ministères aux communistes.

1927 (19 février). Grève générale à Shanghaï.

1927 (22 février). Tentative d'insurrection ouvrière à Shanghaï.

1927 (21 mars). Succès de la nouvelle insurrection ouvrière à Shanghaï.
1927 (22 mars). Les troupes de l'Armée nationale entrent à Shanghaï déjà libéré par les insurgés communistes.
1927 (mars). Parution du **Rapport sur le mouvement paysan du Hunan,** de Mao Tsé-toung.
1927 (24 mars). L'Armée nationale entre à Nankin. Les navires de guerre des Occidentaux bombardent la ville.
1927 (6 avril). Raid des policiers du **war lord** Chang-Tso-lin contre la légation de l'U.R.S.S. à Pékin. Li Ta-chao et vingt-cinq autres communistes sont arrêtés, et seront exécutés trois semaines plus tard.
1927 (12 avril). Coup de force anticommuniste de Chiang Kai-chek à Shanghaï.
1927 (17 avril). Le gouvernement de Wuhan condamne Chiang Kai-chek et appelle à la continuation de la coopération entre le Kuomintang et les communistes.
1927 (18 avril). Chiang Kai-chek forme un gouvernement séparé à Nankin.
1927 (27 avril-11 mai). Le V[e] Congrès du P.C. de Chine à Wuhan se prononce pour le maintien du front commun avec le Kuomintang de gauche.
1927 (26 juillet). Les leaders du Kuomintang de Wuhan se rallient à Chiang Kai-chek et rompent avec les communistes.
1927 (1[er] août). Les détachements de Ho Lung et de Yeh Ting s'emparent de Nanchang et forment « l'armée rouge » de Chine. Début de la lutte armée des communistes chinois pour la prise du pouvoir.
1927 (7 août). Chu Chiu-paï remplace Chen Tu-hsiu au poste de secrétaire général du P.C.
1927 (8 septembre). Insurrection paysanne dans la province du Hunan, organisée par Mao Tsé-toung et connue sous le nom de « soulèvement de la récolte d'automne ».
1927 (novembre). Chu Chiu-paï présente son rapport au Comité central sur la nécessité d'intensifier la lutte armée dans les villes et dans les campagnes.
1927 (11-13 décembre). La « Commune de Canton » est écrasée dans le sang après trois jours de combats.
1928 (janvier-mars). Mao Tsé-toung et Chu Teh rassemblent les débris de leurs troupes, les conduisent dans la montagne de Ching kanshan et y organisent la première « base révolutionnaire ».
1928 (18 juin-11 juillet). VI[e] Congrès du P.C. de Chine à Moscou, Chu Chiu-paï cède le poste de secrétaire général à Hsiang Chung-fa. Li Li-san devient « l'homme fort » de la nouvelle direction du Parti.
1928 (5 octobre 1928). Mao Tsé-toung publie son essai : **Pourquoi le pouvoir des Soviets peut exister en Chine.**
1929 (28 janvier). L'armée rouge de Mao et Chu Teh descend des montagnes de Ching kanshan et occupe une partie de la province du Kiangsi.
1930 (juin). Li Li-san ordonne une offensive de l'armée rouge contre des centres urbains.
1930 (29 juillet). L'armée rouge de Peng Teh-huaï occupe Changsha.
1930 (5 août). Peng Teh-huaï doit évacuer Changsha. Les troupes de Chu Teh et de Mao se portent à son secours et commencent le siège de la ville.

1930 (13 septembre). Mao, Chu Teh et Peng Teh-huaï décident de désobéir au Comité central et lèvent le siège de Changsha.

1930 (30 septembre). Le Comité central du P.C. donne raison aux « dissidents » et reproche à Li Li-san sa « déviation gauchiste ».

1931 (21 juin). Assassinat à Shanghaï du secrétaire général du P.C. Hsian Chung-fa.
Wang Ming et Po Ku deviennent les dirigeants suprêmes du Parti.

1931 (18 septembre). Invasion japonaise de la Mandchourie. Le gouvernement de Chiang Kaï-chek décide de s'adresser à la Société des Nations à Genève, mais de ne pas résister militairement.

1931 (7 novembre). I[er] Congrès de Soviets de Chine à Juichin. Mao est élu président de la République soviétique de Chine.

1932 (28 janvier). Les Japonais assiègent Shanghaï. La XIX[e] armée chinoise du général Tsai Ting-kaï leur oppose une résistance aussi inattendue qu'héroïque.

1932 (3 mars). Le général Tsai Ting-kaï évacue Shanghaï et se replie, avec son armée, dans la province du Fukien.

1932 (juin). Echec d'une nouvelle offensive de Chiang Kai-chek contre les « bases rouges » de Kiangsi.

1932 (12 décembre). L'U.R.S.S. établit des rapports diplomatiques avec le régime de Chiang Kai-chek à Nankin.

1933 (20 novembre). Chiang Kai-chek liquide l'armée « dissidente » de Tsai Ting-kai à Fukien, sans que les communistes se portent au secours de celle-ci.

1934 (janvier). Nouvelle offensive générale de Chiang Kai-chek contre la « République soviétique de Kiangsi ».

1934 (octobre). Début de la « Longue Marche ».

1935 (6 janvier). Mao Tsé-toung est élu président du P.C. à l'issue de la session élargie du Bureau politique, tenue à Tsunyi, dans la province du Kweichow.

1935 (octobre). Les troupes de Mao atteignent le Nord-Ouest et terminent la « Longue Marche ».

1935 (16 décembre). Grande manifestation antijaponaise des étudiants de Pékin.

1936 (5 mai). Le Comité Central du P.C. propose à Chiang Kai-chek d'arrêter les hostilités et de faire front commun contre les Japonais.

1936 (9 décembre). Chiang Kai-chek arrive à Sian pour lancer une nouvelle campagne anticommuniste.

1936 (12 décembre). Arrestation de Chiang Kai-chek à Lintung par ses subordonnés et son transfert à Sian où Chou En-laï négocie avec lui l'arrêt de la guerre civile et l'établissement d'un front commun antijaponais.

1937 (7 juin). Les Japonais attaquent le pont Marco-Polo près de Pékin. Début de la guerre nippo-chinoise.

1937 (22 septembre). Le Kuomintang et le P.C. appellent la nation à lutter contre les Japonais. L'armée rouge devient « La VIII[e] armée de Route » qui reste indépendante, mais combat aux côtés de l'armée nationale de Chiang Kai-chek.

1937 (13 décembre). Les Japonais occupent Nankin. Le gouvernement chinois se retire à Wuhan.

1938 (27 octobre). Les Japonais occupent Wuhan. Le gouvernement chinoise se retire à Chungking.

1938 (18 décembre). Wang Ching-wei, N° 2 du Kuomintang, se rallie aux Japonais. Deux ans plus tard (en 1940) il formera à Nankin un gouvernement fantoche projaponais.
1939 (1er septembre). Les Allemands attaquent la Pologne. Début de la Deuxième Guerre mondiale.
1940 (27 septembre). Signature à Berlin du « pacte tripartite » entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon.
1941 (6 janvier). Les troupes du Kuomintang attaquent la « IVe Nouvelle Armée » communiste dans la province d'Anhweï.
1941 (22 juin). L'Allemagne attaque l'U.R.S.S.
1941 (7 décembre). L'aviation japonaise attaque la flotte américaine à Pearl Harbor.
1941 (22-24 décembre). Conférence militaire anglo-américano-chinoise à Chungking.
1942 (mai). « Causeries sur l'art et la littérature » de Mao Tsé-toung à Yenan.
1943 (11 janvier). A Chungking, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis signent avec Chiang Kai-chek un accord selon lequel, après la victoire, les droits d'exterritorialité des étrangers en Chine seront supprimés.
1943 (22-26 novembre). Rencontre Roosevelt-Churchill-Chiang Kai-chek au Caire.
1944 (avril-mai). Nouvelle offensive japonaise en Chine.
1944 (18 juin). Les Japonais occupent Changsha.
1945 (4-12 février). Conférence de Yalta entre Roosevelt-Churchill-Staline. L'U.R.S.S. s'engage à entrer en guerre contre le Japon trois mois après la fin des hostilités en Europe.
1945 (23 avril-11 juin). VIIe Congrès du P.C. de Chine à Yenan. Mao réclame un gouvernement de coalition pour éviter une nouvelle guerre civile.
1945 (8 mai). L'Allemagne capitule sans condition.
1945 (6 août). Les Américains lancent la bombe atomique sur Hiroshima.
1945 (9 août). L'U.R.S.S. entre en guerre contre le Japon.
1945 (28 août). L'ambassadeur américain Hurley accompagne Mao Tsé-toung à Chung king pour négocier avec Chiang Kai-chek.
1945 (2 septembre). Le Japon capitule sans condition.
1945 (10 octobre). Publication à Chung Kin d'un communiqué sur les négociations entre le Kuomintang et le P.C.
1945 (16 décembre). Conférence anglo-américano-soviétique à Moscou qui préconise une solution pacifique du problème chinois.
1946 (4 mai). Le parti communiste décide de procéder à la réforme agraire dans les régions qu'il contrôle. Les terres des grands propriétaires seront confisquées sans compensations et distribuées aux paysans pauvres.
1946 (juin). Début de la guerre civile.
1946 (22 juin). Le P.C. chinois proteste contre l'aide américaine à Chiang Kai-chek et baptise son armée « Armée de Libération nationale ».
1947 (19 mars). Les troupes du Kuomintang occupent Yenan.
1948 Grande contre-offensive communiste en Mandchourie. Les garnisons nationalistes de Chang-chun, et de Shenyang capitulent.

1948 (21 avril). Les communistes réoccupent Yenan.
1949 (31 janvier). Les communistes entrent à Pékin.
1949 (21 avril). Les communistes traversent le Yang Tsé-kiang.
1949 (23 avril). Chute de Nankin.
1949 (1er octobre). Mao Tsé-toung proclame à Pékin la République populaire de Chine.
1949 (20 décembre). Mao Tsé-toung et Chou En-laï en visite officielle en U.R.S.S.
1950 (5 janvier). La Grande-Bretagne reconnaît le gouvernement de Pékin.
1950 (14 févier). Signature à Moscou du pacte d'amitié et d'assistance sino-soviétique.
1950 (30 avril). Loi sur le mariage qui autorise le divorce et interdit la vente des enfants.
1950 (25 juin). Début de la guerre de Corée.
1950 (30 juin). Décret sur la réforme agraire dans l'ensemble de la Chine.
1950 (25 octobre). Les « volontaires chinois » entrent en Corée.
1951 (21 février). Loi sur « la suppression des activités contre-révolutionnaires ».
1951 (23 mai). Accord sur la libération pacifique du Tibet.
1951 (10 juillet). Début des négociations d'armistice en Corée.
1952 (janvier-juin). Campagne des « 3 anti » (contre la corruption, le gaspillage et la bureaucratie) et des « Cinq Anti » (corruption de fonctionnaires, fraude fiscale, fraude commerciale, détournements des biens publics, extorsion de renseignements économiques au détriment de l'Etat).
1952 (15 septembre). L'U.R.S.S. cède à la Chine le chemin de fer de Changchun et dissout les compagnies mixtes.
1953 (15 février). Le Comité central du P.C. appelle les paysans à se grouper en coopératives.
1953 (6 mars). Mort de Staline.
1953 (27 juillet). Signature de l'armistice en Corée.
1953-1957. Premier plan quinquennal chinois. Accroissement de l'aide soviétique à la Chine.
1954 (6 février). Session plénière du Comité central qui condamne, à titre posthume, Kao Kang, l'un des principaux dirigeants du pays, qui s'était suicidé à Shenyang.
1954 (26 avril-21 juillet). La Conférence de Genève met fin à la guerre d'Indochine, et décide la division temporaire du Viet-nam en deux états (le Nord-Vietnam, capitale Hanoi et le Sud-Vietnam, capitale Saïgon). Des élections générales devaient être organisées au plus tard en 1956, élections par lesquelles les Vietnamiens devaient décider la réunification de leur pays ou maintenir le statu quo.
1954 (15 septembre-28 septembre). Première session de l'Assemblée nationale chinoise qui approuve et promulgue la nouvelle Constitution de la République chinoise.
1955 (18-24 avril). Conférence des pays d'Asie et d'Afrique à Bandung, en Indonésie.
1955 (27 avril). L'U.R.S.S. s'engage à aider la science chinoise dans toutes ses recherches y compris les recherches nucléaires.
1955 (26 mai). L'U.R.S.S. abandonne à la Chine Port-Arthur et Daïren.

1955 (31 juillet). Mao Tsé-toung fait un rapport sur « le développement des coopératives agricoles en Chine ».

1956 (janvier). Dans une conférence du Comité central sur les intellectuels, Mao Tsé-toung parle pour la première fois des « Cent Fleurs ».

1956 (février). XX[e] Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. Dans son fameux rapport secret, Nikita Khouchtchev attaque violemment Staline.

1956 (15 septembre-27 septembre). VIII[e] Congrès du P.C. de Chine à Pékin.

1956 (19 octobre). L'ouverture de la 8[e] session du C.C. du Parti Ouvrier Unifié de Pologne provoque un voyage impromptu de Khrouchtchev et de plusieurs autres dirigeants soviétiques qui veulent empêcher que Gomulka soit élu à la direction du Parti polonais.

1956 (20 octobre). Gomulka est élu, malgré l'opposition soviétique. Vague antistalinienne en Pologne.

1956 (24 octobre). Une manifestation propolonaise à Budapest donne le signal de l'insurrection hongroise.

1956 (30 octobre). Déclaration solennelle du gouvernement soviétique sur les nouvelles conditions de la coopération et de l'amitié entre l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes. L'U.R.S.S. s'engage à retirer ses troupes des démocraties populaires qui le demanderaient.

1956 (2 novembre). Le gouvernement chinois approuve publiquement la déclaration soviétique du 30 octobre.

1956 (4 novembre). Les troupes soviétiques interviennent à Budapest contre les insurgés hongrois.

1956 (29 décembre). Le **Renmin Ribao** publie l'essai « Encore au sujet de l'expérience historique de la dictature du prolétariat ».

1957 (janvier). Chou En-laï visite la Pologne, la Hongrie et l'Allemagne de l'Est.

1957 (27 février). Mao Tsé-toung s'adresse à la Conférence suprême de l'Etat et invite les Chinois à formuler des critiques constructives pour aider à l'édification du socialisme. Début de la période des « Cent Fleurs ».

1957 (8 juin 1957). Editorial du **Renmin Ribao** attaquant « les droitiers et les bourgeois » qui, sous prétexte de critiquer, ont prêché la contre-révolution ». Fin de la période des « Cent Fleurs ». Les mandats de 40 députés à l'Assemblée nationale sont invalidés. Beaucoup d'intellectuels, dont Ting Ling, la femme écrivain la plus célèbre du pays, sont sévèrement blâmés et font leur autocritique.

1957 (15 octobre). Signature à Moscou d'un accord secret sino-soviétique portant sur la fabrication d'armes atomiques en Chine.

1957 (6-20 novembre). Conférence à Moscou de tous les partis communistes au pouvoir. Discours de Mao sur l'unité communiste, sous la direction de l'U.R.S.S. C'est là qu'il déclare : « Le vent de l'est l'emporte sur le vent de l'ouest ».

1958. La Chine entreprend son deuxième plan quinquennal et s'engage dans le « Grand Bond en avant ».

1958 (29 août). A Peitaho, la session spéciale du Comité central approuve le lancement des communes populaires.

1958 (10 décembre). Une nouvelle résolution du Comité central, réuni à Wuhan, tend à « modérer » le mouvement des communes.

1959 (17 mars). Le Dalaï Lama fuit Lhassa après l'écrasement d'une révolte religieuse tibétaine par l'armée chinoise.

1959 (avril). Mao Tsé-toung démissionne de son poste de Président de la République. Liou Shao-chi lui succède.
1959 (20 juin). L.U.R.S.S. dénonce son pacte atomique avec la Chine.
1959 (28 août). Le Comité central admet que les statistiques sont d'un optimisme excessif et réduit les objectifs du plan.
1959 (15-28 septembre). Visite de Khrouchtchev aux Etats-Unis et sa rencontre à Camp David avec le général Eisenhower.
1959 (30 septembre). Khrouchtchev assiste à Pékin aux fêtes du dixième anniversaire de la Chine populaire.
1960 (1er mai). Un avion espion américain U-2 est abattu dans la région de Swierdlowsk en U.R.S.S.
1960 (juin). Polémique sino-soviétique à Pékin dans le cadre du Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale et à Bucarest en marge du Ve Congrès des communistes roumains.
1960 (juillet). L'U.R.S.S. rappelle ses techniciens de Chine et annule tous les contrats commerciaux avec ce pays.
1960 (novembre). Conférence de 81 partis communistes du monde entier, réunie à Moscou. Elle se termine par une résolution de compromis.
1961 (février). Chou En-laï quitte ostensiblement la salle du XXIIe Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. pour protester contre les attaques de Khrouchtchev contre l'Albanie.
1961 (17 avril). Tentative américaine de renverser le régime de Fidel Castro à Cuba, échec de la Baie des Cochons.
1962 (octobre). Nouvelle épreuve de force russo-américaine dans les Caraïbes. L'U.R.S.S. accepte de retirer les fusées qu'elle avait installées à Cuba. Pékin accuse Moscou de mener une politique « à la fois aventurière et capitulationniste ».
1962 (22 octobre). Les escarmouches à la frontière sino-indienne prennent les proportions d'une petite guerre. Les Chinois repoussent les troupes indiennes, puis se retirent et rendent aux Indiens leurs prisonniers et même leur matériel de guerre.
1963 (14 juin). Le P.C. chinois publie les « propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international » en 25 points.
1963 (juillet). La rencontre des deux Partis, à Moscou, ne donne aucun résultat.
1964 (7 février). Le Comité central du P.C. de l'U.R.S.S. approuve le rapport antichinois de Souslov et propose la convocation d'une nouvelle conférence communiste internationale. La Chine refuse d'y participer, ainsi que la plupart des P.C. asiatiques.
1964 (22 avril). Le Comité central du parti communiste italien se prononce également contre le projet de conférence.
1964 (30 juillet). Khrouchtchev convoque pour le 15 décembre 1964 une réunion de 26 Partis, chargée de préparer une conférence mondiale des P.C.
1964 (26 août). Palmiro Togliatti meurt à Yalta, et y laisse son « mémorandum à Khrouchtchev », très critique à l'égard de la politique soviétique.
1964 (15 octobre). Le Comité central du P.C. de l'U.R.S.S. destitue Khrouchtchev et nomme Brejnev au secrétariat général du Parti et Kossyguine à la présidence du Conseil.
1964 (16 octobre). La Chine fait exploser sa première bombe atomique.

1964 (6 novembre). Chou En-laï arrive à Moscou pour le 47e anniversaire de la Révolution d'Octobre.

1965 (7 février). Les Américains commencent à bombarder systématiquement le Viet-nam du Nord, le jour même de la visite de Kossyguine à Hanoi.

1965 (10 février). La rencontre Mao Tsé-toung—Kossyguine à Pékin n'aboutit à aucun accord sur l'aide commune sino-soviétique au Viet-nam.

1965 (1er mars 1965). 19 Partis au lieu de 26, se réunissent à Moscou, malgré l'opposition du P.C. chinois. Bien qu'aucune décision n'y soit prise sur l'hypothétique conférence mondiale des partis communistes, Pékin lance une grande campagne contre « le scissionnisme des révisionnistes modernes ».

1965 (14 mai). Explosion de la deuxième bombe atomique chinoise.

1965 (30 septembre). Coup d'état militaire à Djakarta et massacre des communistes indonésiens.

1966 La Chine commence son IIIe plan quinquennal, mais ne rend pas publics les objectifs qu'elle se propose d'atteindre.

1966 (9 mai). Explosion dans le Sin-Kiang de la troisième bombe atomique chinoise (bombe A dopée).

1966 (avril-mai). « Révolution culturelle » en Chine. Limogeage du maire de Pékin, Peng Chen et destitution de plusieurs responsables culturels, dont Chéou Yang.

1966 (août). La XIe session du C.C. du P.C. de Chine fixe les grandes lignes de la « révolution culturelle »; et le 18 août, après un meeting monstre à Pékin, apparaissent « les gardes rouges ».

ANNEXE N° 1 QUELQUES DONNEES SUR LES COMMUNES VISITEES PAR L'AUTEUR

NOM	ETENDUE	MEMBRES	EQUIPES	BRIGADES	EQUIPEMENT	RENDEMENT	REVENU ANNUEL PAR TETE
CHI-TSI-TCHIN **(Verte toute l'année)** Près de Pékin. Créée en août 1958	2 660 ha	36 000 (8 100 fermes)	125	12	19 tracteurs, 41 puits électrifiés, 498 arroseuses élec., 10 machines semi-mécan. canal irrig. 10 km	115 000 t de légumes 2 430 t de fruits blé	600 yuans
OCTOBRE Près de Nankin Créée le 1-9-1958	723 ha	10 546 (1 857 fermes)	89	7	8 tracteurs 8 réservoirs verrerie, cimenterie	5 250 kg de blé par ha	200 à 220 yuans
HUANG TU A 25 km de Shanghaï Créée en sept. 1958	2 116 ha	19 650 (3 942 fermes)	134	16	5 tracteurs 2 camions 3 bateaux 13 stations d'irrigat. 62 pompes	6 705 kg de riz par ha	500 yuans

LON CHAN **(Source du dragon)** Près de Kunming	1 200 ha	22 000 (5 123 fermes)	192	20	15 tracteurs 1 camion Quelques repiqueuses semi-mécan. Bétail	riz	196 yuans
LIN KUO-PO (A l'entrée de la forêt) (Minorité nationale SANYIS)	300 ha	1 556 (359 fermes)	17	7	Bétail	Maïs, riz, patates, tournesol	50 yuans + riz
SHAO-SHAN (village natal de Mao) Près de Changsha. Créée en août 1958	800 ha cultivés	10 720 (2 412 fermes)	137	11	2 tracteurs 91 pompes Diesel 19 pompes électriques	4 750 kg de riz par ha	160 yuans
MAO TCHI-TZE Près de Sian Créée en août 1958	1 660 ha	9 865 (1 700 fermes)	70	19	20 km canaux 3 stations hydrauliques 51 charrues à double soc	3 000 kg de blé par ha Légumes, fruits	420 yuans
FERME D'ETAT à 10 km de Nanning Créée en 1952	5 320 ha (2 000 cultivés. 25 % riz; 25 % ananas)	2 210 ouvriers et cadres				2 000 kg de riz par ha 2 000 t d'ananas	directeur: 1 152 yuans secr. P.C.: 1 320 agronome : 900 ouvriers : de 324 à 540 + primes

ANNEXE N° 2

Quelques données sur les industries et les salaires en Chine

Dans l'industrie chinoise, l'éventail des salaires est très peu ouvert. Le rapport du salaire le plus bas au salaire le plus haut est dérisoire, de un à trois. Dans des entreprises d'une même branche qui dépendent du même ministère, il peut y avoir de légères différences. Citons, à titre d'exemple, ce que sont les salaires mensuels dans les trois usines de machines-outils lourdes que nous avons visitées.

	Wuhan	Kunming	Shenyang
Salaire minimum	32,5 yuans	30 yuans	37,5 yuans
Salaire moyen	50 »	52 »	74 »
Salaire maximum	104 »	104 »	112 »

A Shanghaï, à l'usine de moteurs Diesel, salaire maximum : 123 yuans. A l'usine d'engrais chimiques Won Chin, salaire maximum : 128 yuans. A l'usine de postes radio n° 4, salaire maximum : 123 yuans. Mais dans l'usine de vêtements n° 2 de la même ville, le salaire maximum n'était que de 78 yuans (le double du salaire minimum : 39 yuans) et dans l'usine d'impression sur tissus de Sian, le salaire maximum n'était que de 80 yuans.

Tous les directeurs d'usine que nous avons rencontrés gagnaient plus que les ouvriers les mieux payés, mais leurs salaires n'étaient pas identiques. Voici quelques exemples :

M. Tchin, directeur de l'usine d'engrais Wou Chin (Shanghaï) : 181 yuans
M. Liu » de l'usine de postes radio N° 4 (Shanghaï) : 128 yuans
M. Fan » de l'usine de mach. lourdes (Kunming) : 165 yuans
M. Chen » de l'usine d'instr. optiques (Shanghaï) : 140 yuans
M. Ian » de l'usine de camionnettes (Shanghaï) : 154 yuans
M. Kang » de l'usine de chaudières (Harbin) : 190 yuans

Les techniciens sont classés en 24 catégories et touchent des salaires correspondants. Un ingénieur débutant touche un salaire inférieur au salaire moyen des ouvriers, mais l'ingénieur en chef d'une usine touche plus que le directeur.

Trois fois, nous avons rencontré des ingénieurs en chef qui gagnaient plus de 200 yuans par mois. M. Tsou Pei-chin, de l'usine Ming Hang, près de Shanghaï, gagnait 210 yuans. L'ingénieur en chef de l'usine de chaudières de Harbin en gagnait 205, et 205 également celui de l'usine de machines lourdes de Kunming.

L'apprentissage en usine dure trois ans et ce que gagne l'apprenti est plutôt une bourse qu'un salaire : 18 à 20 yuans par mois — à peu près ce que touche un étudiant. Il y a énormément d'apprentis et si on leur ajoute les étudiants qui, chaque année, font un stage d'au moins un mois dans les usines, on se rend compte que celles-ci disposent d'une très nombreuse main-d'œuvre très peu rémunérée.

A travail égal, les femmes touchent le même salaire que les hommes. En cas de grossesse, on leur accorde, pendant 70 jours, une réduction des heures de travail et elles ont, au moment de l'accouchement, 56 jours de congé. L'allocation familiale est de 4 yuans par mois pour le premier

enfant, de 8 pour le second mais seulement de 2 pour le troisième (lutte contre la natalité). L'âge de la retraite est 55 ans pour les femmes et 60 pour les hommes. La retraite est au maximum de 70 % du salaire et seulement de 50 % si l'on a moins de 15 ans d'ancienneté — ce qui, étant donnée la « jeunesse » de l'industrie chinoise, est le cas le plus fréquent.

ANNEXE N° 3

Les institutions et le personnel dirigeant de la République populaire de Chine

En vertu de la Constitution, adoptée le 20 septembre 1954, **l'Assemblée nationale populaire** est « dépositaire de la souveraineté du peuple chinois ». Elue au suffrage universel (l'âge minimum des électeurs étant 18 ans) pour une durée de quatre ans, cette assemblée désigne le président de la République et ses deux vice-présidents. Le premier président ainsi élu fut Mao Tsé-toung, mais au mois d'avril 1959, il a demandé à être libéré de cette charge pour pouvoir consacrer plus de temps à ses travaux théoriques. Le 27 avril 1959 et le 30 décembre 1964, l'**Assemblée nationale populaire** a élu puis réélu **Liu Shao-chi** au poste de **président de la République de Chine.**

Les deux vice-présidents sont : **Tung Pi-wu** (né en 1886), l'un des fondateurs du P.C. chinois et **Mme Soong Ching-ling** (née en 1891) veuve du docteur Sun Yat-sen. Le mandat du président et des vice-présidents est de la même durée que celui des membres de l'Assemblée, c'est-à-dire 4 ans. Les prochaines élections doivent avoir lieu en 1968.

L'**Assemblée nationale populaire,** composée de 1 226 membres, ne siège qu'une fois par an, sauf cas d'urgence. Au cours de cette session elle désigne le Premier ministre et examine la gestion de son gouvernement. Depuis 1949, le Premier ministre est toujours le même : **Chou En-laï** (né en 1896). Son gouvernement, appelé **Conseil d'Etat,** compte 16 vice-premiers ministres et une trentaine de ministres.

La plupart des vice-premiers sont également chargés des ministères les plus importants. Ainsi :

Lin Piao (né en 1907) est vice-premier et ministre de la Défense nationale.

Chen Yi (né en 1901) est vice-premier et ministre des Affaires étrangères.

Li Hsien-nien (né en 1908) est vice-premier et ministre des Finances.

Po I-po (né en 1907) est vice-premier et président de la Commission économique.

Lu Tung-I (né en 1907) est vice-premier et ministre de la Culture (mais d'après les nouvelles de juillet 1966 il aurait été limogé).

En cas d'absence de Chou En-laï, le premier ministre par intérim est généralement **Teng Hsiao-ping** (né en 1902) qui est vice-premier (sans autre charge ministérielle) mais également secrétaire général du Parti.

L'**Assemblée nationale populaire** ne siégeant qu'une fois par an, délègue ses pouvoirs, entre deux sessions, à un comité restreint, chargé de contrôler l'activité du gouvernement et de se prononcer sur tout ce qui est de la compétence de l'Assemblée. Ce **Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire** est présidé par le maréchal **Chu Teh** (né en 1886), assisté

de 13 vice-présidents (parmi lesquels **M. Kuo Mo-jo** et plusieurs personnalités non communistes). Il est composé de 65 membres et son secrétaire général en titre est **Peng Chen** (né en 1901) qui semble être en disgrâce, encore qu'on n'ait pas annoncé officiellement son remplacement.

Deux autres institutions sont prévues par la Constitution : le **Conseil national de la Défense** et la **Conférence consultative politique du peuple chinois,** mais leurs fonctions semblent assez mal définies.

Le Conseil national de la Défense est présidé par le président de la République et composé de cent militaires, dont plusieurs sont d'anciens généraux du Kuomintang ralliés au régime. Il est donc permis de penser que les principales décisions concernant la Défense nationale sont prises par le Comité militaire du P.C. présidé par Mao Tsé-toung ou par le ministre de la Défense Lin Piao assisté de l'état-major de l'armée.

Quant à la **Conférence consultative politique du peuple chinois, elle** n'est pas élue et elle incarne le « Front national ». Ses membres sont en majorité des personnalités non communistes.

En outre le président de la République est habilité à convoquer périodiquement une « Conférence suprême de l'Etat », à laquelle participent tous les membres des organismes cités plus haut. C'est devant cette « Conférence suprême » que Mao Tsé-toung a fait, le 27 février 1957, son discours célèbre sur les Cent Fleurs. Mais la fréquence des sessions de cette Conférence suprême n'est pas établie par la Constitution.

La Chine compte 22 provinces, 5 régions autonomes (Mongolie, Sinkiang, Tibet, Chuang et Ninghsia) et deux villes dotées d'un statut spécial : Pékin et Shanghaï. Chaque unité administrative a son assemblée provinciale ou son conseil municipal élus au suffrage universel pour une durée de quatre ans (ou parfois pour deux ans seulement), qui désignent et contrôlent les organes exécutifs. L'administration provinciale fonctionne en principe selon les mêmes règles que l'administration nationale.

Les élections sont donc fréquentes en Chine et elles sont l'occasion d'innombrables meetings, cortèges et autres manifestations populaires. Mais le système électoral chinois est comparable à celui de l'U.R.S.S. : les électeurs sont appelés à voter pour des listes uniques, établies par le parti communiste, bien qu'y figurent un certain nombre de candidats sans parti, ou membres des partis minoritaires (« Kuomintang Révolutionnaire » ou « Ligue Démocratique »).

Mais les liens entre l'Administration et le P.C. sont encore plus étroits qu'en U.R.S.S. En Chine, le maire d'une grande ville ou le gouverneur d'une province est presque toujours le secrétaire du Parti pour la ville ou pour la province, alors qu'en Union soviétique ces deux fonctions sont considérées comme incompatibles. Ainsi, le maréchal **Chen Yi** fut longtemps maire de Shanghaï et secrétaire du Parti pour cette ville. Il a cédé son poste à **Ko Ching-shih** (décédé en 1965) qui cumulait également les deux titres. A Pékin, **Peng Chen** était à la fois maire et secrétaire du P.C. et c'est seulement au mois de mai 1966 qu'il a été relevé de cette deuxième responsabilité. Nous ne savons pas s'il conserve son poste à la mairie.

Le pouvoir réel est donc exercé par le P.C. de Chine encore plus directement que dans les autres pays communistes. Le titre qui compte en Chine est avant tout celui qu'on a au sein du parti.

Le P.C. chinois a une structure comparable à celle des autres partis de ce type, basés sur le principe du « centralisme démocratique ». Le

Congrès du Parti, y représente l'instance suprême. C'est lui qui élit le Comité central (composé de 96 membres et de 94 suppléants), puis celui-ci désigne le Bureau politique (composé de 18 membres et de 7 suppléants). En fait, le P.C. de Chine tient rarement des congrès (Entre le VI[e] Congrès et le VIII[e] Congrès il s'est écoulé dix-sept ans, entre le VII[e] et le VIII[e] (tenu en 1956) onze ans et on n'annonce pas encore le IX[e]. Le pouvoir réel appartient au Bureau politique, soutenu par le Comité central.

Le Bureau politique est coiffé par un « Comité permanent » de sept membres qui sont les sept premiers dirigeants de Chine ; ce sont :

MAO TSE-TOUNG : Président du parti communiste chinois;

Chou En-laï
Chu Teh
Chen Yun — Vice-présidents du Parti
Lin Piao
Liu Shao-chi

Teng Hsiao-ping : Secrétaire général.

Les autres membres du Bureau Politique sont : Tung Pi-wu, Liu Po-cheng, Peng Chen, Ho Lung, Lo Jung-huan, Li Hsien-nien, Chen Yi, Li Fu-chun, Tan Chen-lin, Po I-po, Peng Teh-huai.

Les membres suppléants sont : Lu Tung-I, Chen Po-ta, Ulanfu, Kang Sheng, Teng Tzu-hui.

Cette liste pourrait sans doute être modifiée car le Comité central n'a publié aucun communiqué pour signaler le remplacement des membres décédés, comme Ko Ching-shih, et des membres limogés. Ainsi le maréchal Peng Teh-huai a été relevé de son poste de ministre de la Défense en 1959 et aujourd'hui en 1966, Peng Chen, le maire de Pékin, et Lu Tung-I, semblent également en disgrâce. Mais, en principe, tous trois restent membres du Bureau politique.

Depuis la session du Comité central du mois d'août 1966, les dirigeants communistes apparaissent en public dans l'ordre suivant : Mao Tsé-toung, Lin Piao, Chou En-laï, Tao Chou (qui a remplacé Lu Tung-I à la direction de la Propagande et de la Culture), Chen Po-ta, Kang-sheng, Li Fu-chun, Liu Shao-chi, Teng Hsiao-ping, Chen Yun. Bien qu'aucun communiqué officiel sur un remaniement n'ait été publié, il est certain que ce nouvel ordre de préséance correspond à l'état actuel de la hiérarchie.

ANNEXE N° 4

Texte intégral de l'interview de Chou En-laï paru dans le « Nouvel Observateur » du 25 mars 1965

Il est 10 heures du soir lorsque nous sommes introduits, Marc Riboud et moi, dans un spacieux salon du Grand Palais du Peuple à Pékin où le Premier ministre de la Chine, Chou En-laï, nous attend déjà avec Mme Kung Peng, ministre adjoint des Affaires étrangères, et M. Chin, directeur des Informations.

M. Chou En-laï est en excellente forme. Très conscient de son charme personnel et de son habileté à répondre du tac au tac à

n'importe quelle question, il donne rapidement à notre entretien la tournure d'une conversation.

Je parle en anglais, langue que M. Chou En-laï maîtrise suffisamment pour comprendre d'emblée mes questions et pour intervenir à plusieurs reprises directement, sans recourir à l'interprète.

Après avoir évoqué brièvement les souvenirs de notre rencontre à Alger en décembre 1963, nous abordons tout de suite le sujet le plus brûlant : la guerre au Viet-Nam. Je rappelle à M. Chou En-laï que le Ministre des Affaires étrangères soviétique se trouve à Londres et que l'Angleterre et l'U.R.S.S., en tant que coprésidents de la conférence sur l'Indochine de 1954, ont certainement le pouvoir de convoquer une nouvelle conférence de la paix à Genève.

— En effet, répond M. Chou En-laï, la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique sont les coprésidents de la conférence de Genève. Si elles voulaient remplir leurs devoirs, elles devraient d'abord obliger les Etats-Unis à cesser de violer les accords de Genève de 1954. C'est ce qu'exige également le Front National de Libération du Sud-Vietnam. Il demande que les Etats-Unis retirent toutes leurs forces armées et leurs installations militaires du Sud-Vietnam, pour permettre à la population sud-vietnamienne de résoudre elle-même ses problèmes. La République démocratique du Viet-nam a formulé la même exigence. En tant que garant des accords de Genève, le gouvernement de la République populaire de Chine soutient sans réserve cette revendication du F.N.L. du Sud-Vietnam et de la R.D.V.

« Or les Etats-Unis sont en train d'étendre leur agression. Ils envoient leurs « Marines » au Sud-Vietnam et, en un mois, ils ont bombardé six fois la R.D.V.. Même en intensifiant la guerre, le gouvernement américain n'arrivera jamais à contraindre le peuple sud-vietnamien et la R.D.V. à négocier. Comme le dit un dicton chinois, « c'est vouloir aller au Nord tout en dirigeant son attelage vers le Sud ».

Je me fais l'avocat du diable :

— Peut-être les Américains ne multiplient-ils leurs actes de guerre que pour sauver la face avant une négociation qu'ils désirent en fait.

— Sauver la face ? répète Chou En-laï mi-étonné, mi-indigné. Un brigand qui a commis un vol à main armée, peut-il sauver la face en commettant un deuxième ou un troisième vol ? Combien de nouveaux crimes lui faudra-t-il perpétrer pour retrouver ce que vous appelez la face ? Selon moi, le meilleur moyen pour le bandit de retrouver la face, c'est de rendre tout ce qu'il a pillé. Et, le meilleur moyen pour les Etats-Unis de sauver la face, c'est de retirer leurs forces armées du Sud-Vietnam et de renoncer à porter la guerre au Nord-Vietnam.

— En attendant, dis-je, la République démocratique du Viet-nam souffre de ces bombardements, contre lesquels elle ne peut se défendre seule.

— D'abord elle peut se défendre. Ensuite, l'agression américaine contre la R.D.V. est une agression contre le camp socialiste tout entier. Cela veut dire que nous avons tous le devoir de soutenir le F.N.L. du Sud-

Vietnam à la R.D.V. conformément aux engagements internationaux qui nous incombent.

« Nous ne pouvons pas envisager la question autrement. La menace des Etats-Unis vise non seulement la R.D.V. et les autres pays d'Indochine (le Cambodge et le Laos) mais aussi la République populaire de Chine. Notre position est très claire. Vous avez certainement lu la déclaration de notre gouvernement du 12 mars, sur laquelle je n'ai pas à m'étendre.

« Que les Américains agissent comme bon leur semble, et nous agirons comme nous l'entendons. De toute façon, la guerre ne se déroule pas toujours selon la volonté humaine, encore moins selon celle de l'impérialisme américain.

J'essaie à nouveau de plaider la cause de la négociation en rappelant que pendant les guerres d'Indochine ou d'Algérie, la France avait également intensifié son effort militaire dans la période précédant les conférences de paix. Mais ce parallèle ne paraît pas valable à M. Chou En-laï.

— La France, dit-il, a tiré la leçon des guerres coloniales. Elle sait qu'on ne peut pas les gagner. C'est pourquoi, chaque fois que je rencontre des amis français, je leur demande : « Pourquoi ne faites-vous pas profiter vos alliés américains de votre expérience ? » Et chaque fois que je parle à des amis américains, je leur demande : « Pourquoi n'êtes-vous pas capables de produire un de Gaulle ? »

Du problème vietnamien nous passons à celui des rapports entre la Chine et l'U.R.S.S.

— La plupart des commentaires européens, dis-je à M. Chou En-laï, estiment que les récentes actions américaines dans le Sud-Est asiatique vont rapprocher les deux principaux pays du camp socialiste. Or, l'expérience tend à prouver le contraire.

— Rapprochement ou éloignement, ce n'est qu'une façon de présenter les choses. Il faut considérer le fond de la question. Si les Etats-Unis se bornent à essayer de faire peur aux gens, certains se laisseront intimider et d'autres pas. On assistera alors à un désaccord et même un très grand désaccord entre les deux. Mais si les Etats-Unis ne se bornent pas seulement aux intimidations et veulent vraiment provoquer un conflit élargi, alors les peuples chinois et soviétiques feront leur unité. C'est la vérité. Retenez bien cela et vous verrez que l'histoire le confirmera. C'est pourquoi le président Johnson, qui danse sur la corde raide de la guerre, et ne sait pas comment faire demi-tour, risque d'avoir des surprises.

M. Chou En-laï a mis un tel accent sur cette dernière phrase, qu'il me paraît inutile de lui demander des précisions.

Le Premier ministre étant convenu que les désaccords au sein du mouvement communiste ne se limitent pas aux seuls problèmes de la politique internationale — si importants soient-ils —, je lui demande comment ils pourraient être aplanis, puisque la Chine refuse de participer aux conférences communistes internationales, comme ce fut le cas, le 1er mars à Moscou. M. Chou En-laï répond calmement :

— Nous avons maintes fois dit que les conditions n'étaient pas encore mûres pour convoquer une conférence et que, par conséquent, il ne fallait pas forcer les choses. Sinon, le résultat serait contraire à celui escompté. Il est donc préférable d'organiser des entretiens bilatéraux ou multilatéraux au lieu de convoquer de telles conférences. D'ailleurs une conférence internationale ne joue pas forcément un rôle décisif.

« Quand Khrouchtchev était au pouvoir, deux conférences internationales ont eu lieu. Le président Mao Tsé-toung a participé en personne à la première conférence de Moscou, en 1957, et le président Liu Shao-chi à la deuxième conférence, tenue en 1960. Les déclarations publiées à l'issue de ces deux conférences n'ont pas été mauvaises. On y a inclus un grand nombre de principes révolutionnaires. Mais, cela n'a pas empêché Khrouchtchev d'agir à sa guise, au mépris total de ces déclarations. Les peuples du monde veulent la révolution et ils la font même sans conférences internationales.

« Mais revenons-en à la réunion du 1er mars; c'est en fait la réunion convoquée le 30 juillet 1964 par ordre de Khrouchtchev pour le 15 décembre 1964 qui a été simplement reportée à une date postérieure. Il s'agit de la même réunion scissionniste. Nous avions placé nos espoirs dans les nouveaux dirigeants soviétiques, après leur accession au pouvoir. Je suis allé à Moscou l'année dernière lors de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, sur notre propre initiative. Le Parti chinois y a envoyé une délégation, et a même proposé que les autres pays socialistes en fassent autant. J'ai déconseillé aux Soviétiques de convoquer la réunion du 15 décembre, expliquant que ce serait une réunion scissionniste. Khrouchtchev étant tombé, n'était-il pas bien simple pour eux de l'annuler? Voilà où la question de « face », selon votre expression, a joué : ils se sont obstinés à recueillir l'héritage de Khrouchtchev ! Ils ont donc eu leur réunion du 1er mars.

M. Chou En-laï cite ensuite quelques exemples pour montrer que cette réunion nuit au mouvement communiste, et il s'attarde particulièrement sur le cas du P.C. de l'Inde et de son leader prosoviétique Dange.

— Dange est, à notre avis, un renégat. Le peuple indien n'a aucune confiance en lui. Les communistes indiens l'ont dénoncé. La plupart des dirigeants ont d'ailleurs quitté son parti. Un grand nombre de communistes révolutionnaires indiens sont aujourd'hui emprisonnés par le gouvernement indien, tandis que Dange, lui, en est devenu le favori. Le résultat des élections du Kerala est pourtant fort instructif. Sur les 80 candidats proposés par Dange, deux seulement ont été élus ; alors que sur les 70 et quelques candidats du parti communiste révolutionnaire 43 ont été élus. La plupart d'entre eux sont actuellement emprisonnés. C'est un phénomène exceptionnel dans l'histoire du mouvement ouvrier indien. Pourtant, le parti communiste de l'U.R.S.S. a tenu à inviter Dange à la réunion du 1er mars. Qui donc sabote le mouvement ouvrier ?

J'ai l'impression que, pour M. Chou En-laï, l'affaire de la conférence du 1er mars n'est pas un épisode sans importance, comme certains commentateurs européens l'ont cru. Au contraire même. Elle aura des conséquences graves et durables pour le mouvement

ouvrier international. Mais, pour élargir le débat, je dis au Premier ministre :

— Depuis mon arrivée, en Chine, j'ai été frappé de constater que les problèmes de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine semblaient avoir la priorité absolue aux yeux des Chinois. Ne pensez-vous pas que la lutte pour le socialisme en Europe soit aussi importante que — je cite un pays au hasard — le problème du socialisme au Mali ?

Le Premier ministre a écouté ma question très attentivement et ne semble y déceler aucun accent polémique.

— Vous confondez deux problèmes différents, dit-il. Si la classe ouvrière européenne fait triompher sa révolution, ce sera bien entendu très important. Et, si la révolution réussit aux Etats-Unis, ce sera d'une portée encore plus grande, d'une portée mondiale. C'est de cela que Marx et Engels ont tant rêvé.

« Etant marxistes-léninistes, nous attachons, il va de soi, une très grande importance à la diffusion des idées révolutionnaires dans le mouvement ouvrier. Or, quelles sont les premières régions à connaître une situation révolutionnaire ? Car il faut d'abord qu'une situation révolutionnaire existe pour que la révolution puisse éclater. Objectivement, les situations révolutionnaires se produisent avant tout dans les régions arriérées. Marx et Engels n'avaient pas prévu que la révolution prolétarienne triompherait dans la Russie arriérée. Lénine avait une opinion différente. De par son expérience, il estimait que la révolution éclaterait vraisemblablement d'abord dans l'Orient arriéré.

« Ainsi, bien que le mouvement ouvrier en Europe et en Amérique du Nord soit très important, il n'y a pas encore dans ces continents de situation révolutionnaire objective. Tandis qu'en Asie, en Afrique et en Amérique latine — plus particulièrement en Asie et en Afrique — il y a aujourd'hui des régions où existe une situation révolutionnaire objective en raison de l'oppression forcenée de l'impérialisme et des troubles qu'elle crée partout. Cet état de choses contribue à hâter encore l'avènement de nouvelles révolutions. C'est pourquoi ces régions-là doivent retenir davantage notre attention. Bien entendu, cela ne veut pas dire que nous sous-estimons le rôle du mouvement ouvrier en Europe.

M. Chou En-laï regarde alors sa montre, sans doute pour me faire comprendre que nous ne résoudrons pas ce soir les problèmes du socialisme sur le vieux continent. Mais nous n'avons encore abordé aucun des problèmes intérieurs de la Chine. Je lui pose donc une question très souvent débattue en Europe :

— La Chine applique-t-elle des méthodes staliniennes ? Vous parlez souvent de la continuation, sinon de l'intensification, de la lutte des classes en Chine. N'est-ce pas Staline qui avait formulé naguère une théorie un peu semblable pour justifier des répressions massives en U.R.S.S. ?

— Au sujet de la situation intérieure de l'U.R.S.S., les estimations de Staline ont souvent varié, répond M. Chou En-laï, indiquant qu'on pouvait laisser cette question de côté.

Mais il ne refuse pas pour autant de parler de la conception chinoise dans ce domaine :

— La Révolution chinoise n'a pas fait disparaître d'un coup de baguette magique les classes sociales qui existaient dans notre pays. Elles existent toujours et là où il y a des classes, la lutte des classes se poursuit. Nous avons privé les exploiteurs de la propriété des moyens d'exploitation, mais nous ne les avons ni liquidés physiquement ni déportés dans des terres vierges ou dans des régions éloignées. Les anciens propriétaires terriens et paysans riches qui représentent environ 7 % de la population, restent dans leurs villages et travaillent comme les autres. Aujourd'hui, 15 ans après, certains d'entre eux se sont rééduqués et sont devenus des travailleurs. Mais il s'en trouve encore bon nombre qui, cramponnés à leur concept d'exploiteurs, sont toujours animés de sentiments d'hostilité.

« La situation est un peu différente en ce qui concerne la bourgeoisie nationale, qui se chiffre plus ou moins à un million de personnes. Mécontente de Chiang Kai-chek, la bourgeoisie nationale a participé, ou a témoigné de la sympathie, ou s'est abstenue de s'opposer à la révolution. Depuis la libération, les éléments de la bourgeoisie nationale jouissent tous de leurs droits civiques. Dans la phase de la révolution socialiste, la politique du gouvernement à l'égard de ces derniers consiste à racheter leurs usines en leur versant un intérêt annuel de 5 %.

« C'est un fait donc qu'il existe en Chine d'anciens propriétaires fonciers et des éléments bourgeois. Qui plus est, l'influence des habitudes de l'ancienne société demeure encore assez vive. Même parmi ceux qui ont grandi dans la nouvelle société, certains subissent cette influence et en arrivent à mener des activités illégales de spéculation. C'est ce qui donne naissance aux nouveaux éléments bourgeois. Les marxistes ne doivent pas ignorer ces faits, s'ils ne veulent pas laisser ces gens-là faire du sabotage et corrompre d'autres personnes.

« Il y a aussi des ennemis de l'extérieur qui cherchent à créer des troubles. L'impérialisme américain et son valet Chiang Kai-chek nous envoient sans cesse un grand nombre de leurs agents. Pour toutes ces raisons, nous rappelons sans cesse que les classes et la lutte de classes continuent d'exister et nous appelons le peuple à la vigilance révolutionnaire.

« Les exploiteurs, lorsqu'ils avaient la possibilité de défendre leurs privilèges par les armes, n'hésitaient pas à employer contre nous tous les moyens à leur disposition, même les plus extrêmes. Maintenant que le pouvoir est entre nos mains, nous comptons avant tout sur l'éducation. Nous disons aux anciens exploiteurs qu'ils peuvent être rééduqués, s'ils ont le désir de servir la patrie. Voici comment nous appliquons notre politique : en cas de sabotage, nous recourons le moins possible à l'emprisonnement et moins encore à la peine capitale. La répression n'intervient qu'en cas d'infraction grave à la loi, lorsque la vie des autres est en cause.

« Vous avez en Europe une longue tradition de régicide. Chez nous, le dernier empereur a bénéficié de l'amnistie. Non seulement, il n'a pas été exécuté, mais encore il siège à la Conférence consultative politique du peuple chinois et il a publié ses Mémoires. Je peux vous citer aussi le cas d'un des plus importants généraux du Kuomintang, Tou Yu-ming, qui a lutté contre nous pendant des années. Au cours de la campagne de

Houaihaï, il était à la tête de six cent mille hommes mais il a fini par être capturé. Maintenant, lui aussi est membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Tous ces hommes-là — et je pourrais vous en citer beaucoup — ne sont pas et ne deviendront pas des communistes. On ne leur en demande pas tant. Tout ce qu'on exige d'eux c'est qu'ils travaillent loyalement pour leurs pays.

Quand l'interprète achève la traduction de ce long passage, il n'est plus nécessaire de regarder l'heure, pour comprendre qu'il nière question :

— Que pensez-vous de la proposition du général de Gaulle préconisant une réunion des cinq grandes puissances pour étudier une réforme des Nations unies ?

— M. Chou En-laï sursaute.

— La Chine n'a rien à voir avec l'O.N.U. Elle ne s'intéresse nullement à l'O.N.U. Depuis quinze ans, cette organisation manipulée par les Etats-Unis, frustre la Chine de ses droits légitimes.

— Pourquoi la Chine n'envisagerait-elle pas de ne pas y entrer du tout ? Pourquoi n'envisagerait-on pas de fonder une autre O.N.U. qui soit révolutionnaire ?

— C'est ce que j'ai dit récemment à Pékin au banquet offert en l'honneur du ministre des Affaires étrangères indonésien, le Dr Subandrio. La Chine a formulé d'ailleurs une proposition positive : c'est que l'O.N.U. redresse ses erreurs et se soumette à une réorganisation radicale. Cette proposition a été soutenue par de nombreux pays d'Asie et d'Afrique. Dans sa déclaration, le général de Gaulle a aussi critiqué les méfaits commis par l'O.N.U. sous le contrôle des Etats-Unis. C'est là une bonne chose.

« Est-ce le moment de convoquer une réunion des cinq grandes puissances? ajoute le premier ministre chinois. Selon moi, il n'en est pas question pour le moment. Comment la tenir? Avec les Etats-Unis? Les pourparlers entre les ambassadeurs chinois et américains durent depuis dix ans. Ils se sont déjà réunis à Varsovie à cent vingt-cinq reprises. Savez-vous de quoi ils parlent?

« Vous ne le savez sans doute pas! Eh bien, notre ambassadeur a proposé à l'ambassadeur des Etats-Unis un accord de principe sur deux points. D'abord sûr la coexistence pacifique. Les révisionnistes prétendent que la Chine s'oppose à la coexistence pacifique. Les Etats-Unis le répètent à grands cris et le gouvernement indien s'en fait l'écho. Pourtant nous proposons un accord sur la coexistence aux Américains.

« Mais, évidemment, la coexistence pacifique doit être basée sur certains principes. Demander à la Chine de coexister pacifiquement avec les Etats-Unis, quand ces derniers maintiennent des bases militaires autour d'elle et occupent le territoire chinois de Taïwan, cela est évidemment impossible.

Le Premier ministre énumère ensuite les cinq principes qu'il a formulés avec Nehru en 1954. En vertu de ces principes, la Chine a conclu, avec de nombreux pays d'Asie et d'Afrique, des traités de paix et d'amitié ou des traités d'amitié et de non-agression.

M. Chou En-laï les cite en exemple avant de me rappeler que ces

cinq principes ont été longuement discutés au cours des pourparlers sino-américains, à l'échelon des ambassadeurs, mais que les Etats-Unis n'ont pas voulu les accepter.

Le deuxième point, c'est que les Américains doivent accepter le principe du retrait de leurs troupes de Taïwan et du détroit de Taïwan.

— Les Etats-Unis n'ont pas osé l'accepter non plus, me dit M. Chou En-laï. C'est pourquoi, dix ans de pourparlers n'ont abouti à rien. D'ailleurs les Etats-Unis reconnaissent toujours Chiang Kai-chek comme représentant de la Chine. Dans ces conditions, comment serait-il possible de convoquer une réunion des cinq grandes puissances? Ces cinq puissances n'ont d'ailleurs pas le droit de décider des affaires mondiales. Il faut que tous les pays du monde, grands et petits, se réunissent pour cela. La Chine n'est pas d'accord avec le principe selon lequel les cinq grandes puissances peuvent tout monopoliser.

Visiblement pris par son sujet, M. Chou En-laï continue :

— La Chine est prête à pratiquer la coexistence pacifique avec tous les pays, selon les cinq principes. Prenons l'exemple de la France : le général de Gaulle est un homme d'Etat bourgeois et ses conceptions sont très différentes des notres. Mais entre la Chine et la France il n'y a aucun contentieux ni aucun conflit d'intérêt direct, à l'heure actuelle. Certes, la Chine sympathise avec le mouvement ouvrier français, mais si les deux pays acceptent la non-ingérence réciproque dans les affaires intérieures — comme c'est le cas actuellement — ils pourront très bien coexister pacifiquement et même coopérer dans beaucoup de domaines.

C'est sur ce message détendu et optimiste que notre conversation prend fin.

Fidèle à la grande tradition de courtoisie chinoise, M. Chou En-laï nous raccompagne jusqu'à la voiture. Il est exactement minuit et demi. L'entretien a duré deux heures et demie.

ANNEXE N° 5

Texte intégral de l'interview du maréchal Chen-Yi paru dans le « Nouvel Observateur » du 27 mai 1965

— Croyez-vous que le F.N.L. puisse par son action militaire contraindre les Etats-Unis à retirer leurs troupes du Viet-nam? Sinon comment envisageriez-vous des négociations qui lui permettraient d'obtenir ce résultat?

— Je pense que le peuple vietnamien est parfaitement capable par ses propres forces, de chasser les agresseurs américains de son territoire. La guerre qu'il mène actuellement est une guerre juste, une guerre contre l'agression et pour la défense de la patrie, une guerre du peuple. C'est pour cette raison que l'impérialisme américain s'épuise chaque jour davantage dans sa guerre d'agression contre le Viet-nam, tandis que le peuple viet-

namien acquiert, par la lutte, une puissance grandissante. Les quatre cinquièmes du territoire du Viet-nam du Sud, peuplés de dix millions d'habitants, sont déjà libérés.

« L'impérialisme américain se débat furieusement. Cependant, l'héroïque peuple vietnamien est décidé à chasser les agresseurs américains et est prêt à lutter contre eux pendant une génération encore si cela est nécessaire. La force du peuple est inépuisable. J'ai la ferme conviction que quelles que soient leurs manœuvres, les Etats-Unis ne pourront échapper à leur sort, c'est-à-dire la défaite finale. La négociation dont vous parlez n'est concevable que si l'on suppose le peuple vietnamien incapable de tenir tête aux agresseurs. Une telle supposition ne repose aujourd'hui sur rien.

« A notre avis, la situation actuelle est extrêmement favorable au peuple vietnamien et extrêmement défavorable à l'impérialisme américain. C'est le peuple vietnamien qui est en train de remporter la victoire, et non l'impérialisme américain engagé dans l' « escalade ». Maintenant, ce sont l'impérialisme américain et ses laquais qui ont besoin de négocier pour reprendre haleine et se tirer de l'impasse, non le peuple vietnamien. En principe nous ne sommes nullement contre la négociation. Mais, comme le peuple vietnamien, nous sommes résolument opposés aux « discussions sans préalables » proposées par l'administration Johnson et nous dénonçons la supercherie qu'elle a montée sous couvert de négociations de paix.

« Nous soutenons fermement les propositions formulées par le gouvernement de la République démocratique du Viet-nam et le Front national de Libération du Viet-nam du Sud : il faut faire revivre les accords de Genève de 1954, les Etats-Unis doivent retirer leurs troupes d'agression du Viet-nam du Sud, le Front national de Libération du Viet-nam du Sud est l'unique représentant légal du peuple sud-vietnamien, les affaires intérieures du Viet-nam du Sud doivent être réglées par le peuple sud-vietnamien, la réunification pacifique du Viet-nam est exclusivement l'affaire du peuple vietnamien. La négociation de paix que proposent les Américains vise exclusivement à obtenir à la table de conférence ce qu'ils n'ont pu obtenir sur les champs de bataille. Il est évident que de telles négociations pacifiques ne pourraient être profitables qu'à l'agresseur.

« Certains amis de bonne volonté souhaitent voir la fin prochaine de la guerre au Viet-nam et préconisent une négociation pacifique. Ce souhait est fort compréhensible. Toutefois je voudrais les mettre en garde. Si la négociation pacifique n'était pas entamée sur la base des conditions formulées par le gouvernement de la République démocratique du Viet-nam, elle ne réglerait aucun problème et ne ferait que prolonger les souffrances qu'endure le peuple sud-vietnamien sous la domination de l'impérialisme américain et lui imposer des sacrifices encore plus lourds que ceux de la résistance.

— Ne pensez-vous pas que votre polémique avec l'U.R.S.S. détourne l'opinion mondiale du problème vietnamien et joue ainsi un rôle négatif?

— Ce n'est pas mon avis. Vous pouvez constater l'évidente opposition de l'opinion mondiale à l'agression de l'impérialisme américain contre le Viet-nam et à celle qu'il a récemment commise contre la république

Dominicaine. Il est vrai que certains tentent, pour des motifs inavouables, de créer la confusion chez les gens mal informés. Cela n'est pas dû à la polémique dont vous venez de parler. La polémique elle-même porte sur toute une série d'importantes questions de principe, dont l'une est de savoir si l'on doit ou non combattre résolument l'impérialisme américain et soutenir fermement la lutte armée des peuples et des nations opprimés. Cette polémique aide les peuples du monde entier à discerner le vrai du faux, à opérer une nette distinction entre la lutte anti-impérialiste réelle et la lutte anti-impérialiste simulée, entre le soutien réel et le soutien simulé à la lutte anti-impérialiste; elle contribue à la lutte des peuples du monde contre l'agression américaine et leur permet de percer à jour les complots politiques des Etats-Unis. Par conséquent, cette polémique n'est pas négative, mais positive. Elle contribue dans une large mesure à mobiliser les peuples de partout pour qu'ils se tiennent encore plus fermement aux côtés du peuple vietnamien et luttent contre l'agression impérialiste américaine.

— En cas d'intensification de la guerre au Viet-nam, envisagez-vous la possibilité d'une action commune et concertée avec l'U.R.S.S. pour venir en aide au F.N.L. et à la République démocratique du Vietnam?

— Le peuple vietnamien est engagé dans une juste guerre contre l'agression impérialiste américaine. Avant même que la guerre ne soit intensifiée, tous les pays socialistes doivent s'unir étroitement et soutenir de toutes leurs forces le peuple vietnamien, sinon, ils ne seraient plus des pays socialistes. Toute action commune et concertée doit être fondée sur une connaissance commune des agresseurs et sur la détermination commune de les combattre. Si cette base était jetée, l'action commune serait possible. Autrement, elle est impossible.

INDEX

A

Acheson, Dean, 161, 362.
Ai Ching (poète), 282.
Aidit, 436, 437.
Alsop, Joseph, 362.
Arbatov, Youri, 446, note 2.

B

Balzac, 329.
Barnett, A. Doak, 243, 244, note 1.
Beauvoir, Simone de, 288, note 1, 294.
Belden, Jack, 132, note 1, 187, note 1.
Belkacem, Chérif, 18.
Bethune (Dr), 120, 270.
Bettelheim, Charles, 239, 240 note 2.
Bevan, Aneurin, 176, 362, 392.
Blücher, Vassili, 454.
Borodine, Mikhaïl, 66 note 1, 67, 68 note 1.
Boukharine, 95.
Bouteflika, 18.
Bowie, Robert, 169 note 1.
Brecht, Bertolt, 310, 313.
Brejnev, 117 note 1, 371, 380, 460.
Bright, 76 note 1.
Broué, Pierre, 68 note 1.

C

Cachin, 70.
Cardenas (président), 361.
Carlson, Evans F., 102 note 1, 112 note 1, 131 note 2.
Castro, 417, 460.
Chang Ching-chiang (banquier), 67 note 1.
Chang Chiu-hsiang (Mme, député), 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 197, 219.
Chang Hsueh-liang (« jeune maréchal »), 108, 110.
Chang Kuo-tao (leader exclu par le P.C.), 59, 83, 156.
Chang Po-chung (leader de la Ligue démocratique), 291.
Chang Tsé-Toung (champion de ping-pong), 35.
Chang Tso-lin (*war lord* de Mandchourie), 58 note 1, 108 note 1, 455.
Chao Shu-li (écrivain), 281.
Chao Shih-yen (un des chefs de l'insurrection de Shanghai), 69, 70 note 2.
Chao Sin (secrétaire de l'Association théâtrale), 313.
Charrière, Jacques, 239, 240 note 2.
Chen Jérôme (Professeur), 79 note 1, 91 note 1.
Chen Chao-nien (fils de Chen Tu-hsiu), 70 note 1.
Chen Chi-mai (général), 67 note 1.
Chen Chiung-ming (général de Canton), 63, 65, 453.
Chen Chun (directeur adjoint du *Renmin Ribao*), 24, 338, 339, 340, 341, 342, 343.
Chen Po-ta (leader du P.C.), 101, 149, 168, 466, 467.
Chen Tan-chiu (l'un des cofondateurs du P.C. de Chine), 57.
Chen Tu-hsiu (Premier secrétaire généra du P.C. de Chine), 53, 58. 60, 65, 68, 69, 70, 72, 73, 75, 82, 84, 86, 94, 156, 273, 453, 455.
Chen Yen-nien (fils de Chen Tu-hsiu), 70 note 1.
Chen-Yi (vice-Premier ministre), 25, 138, 366, 387, 465, 474.
Chen-Yun (vice-président du P.C.), 466, 467.
Cheou-Yang, 21, 38, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290 note 1, 291, 292, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 312, 461.
Chernyshevski, 284.
Chiang Kai-chek (Mme), 144 note 1.
Chiang Kai-chek, 58, 72 note 1, 267, 280, 281, 299, 351, 364, 390, 391, 432. Jeunesse de — : 67 ; — à Canton : 68, 154 ; marche vers le Nord : 69, 70 ; massacre de Shanghai : 70, 71, 436 ; — contre les communistes : 82, 83, 84, 86, 98, 103, 108, 133, 153 ; armée nationaliste de — : 87, 137, 138, 139, 342; — et les *war lords* : 90; rebellion du « général chrétien » : 93 ; — contre les Japonais : 102, 111, 112, 127, 132; — à Sian; 109, 110; « Chemises bleues » : 113, 286; attentisme de — : 126, 127; impopularité de — : 134; la répression : 141; — à Nankin :

145; — et la bourgeoisie : 147, 472; — et les Américains : 148, 235, 361, 362, 370, 391, 393, 474; République de — : 219; « Vie nouvelle » : 231, 232; culture : 298.
Chin (directeur des Informations), 467.
Cholokhov, 167.
Chou En-lai, 453, 454, 456, 458, 459, 460, 465, 466; rencontres avec — : 16, 18, 19, 21, 44; « Révolution culturelle » : 40, 41; Insurrection de Shanghai : 69-70 note 2; conférence secrète : 83; — et Chiang Kai-chek : 110; à Yenan : 116, 118; lutte des classes : 147, 206, 471; camps de concentration : 155; histoire : 158 note 1; industrie : 244 note 2, 245, 246; — et Mme Sun Yat-sen : 254; culture : 280; éditoriaux : 338 note 1; Viet-nam : 366, 388, 467, 469; l'U.R.S.S. : 371, 373, 374, 378, 379, 380, 381, 383, 386, 391, 401, 469; la Corée : 394; conflit sino-indien : 427, 431, 432; Inde : 470; O.N.U. : 473; la France : 474.
Chou Tso-jen (écrivain), 281.
Chu Chiu-pai (secrétaire général du P.C. en 1927), 84, 85, 86, 87, 88, 89, 455.
Churchill, 134, 135, 407, 457.
Chu Teh (maréchal), 46, 83, 87, 89, 93, 94, 95, 99, 117, 118, 122, 131, 150, 293 note 1, 342, 344 note 1, 386, 456, 457, 465, 467.
Chu Yung-yan (vice-directeur du Bureau de l'urbanisation), 227.
Clark (général), 359.
Clubb, Edmund, 60 note 3.
Cobden, 76 note 1.
Collotti, Pischel, Enrica, 65 note 2, 158 note 1.
Confucius, 37, 39 note 1, 51, 53, 219 note 1, 273.
Courtade, Pierre, 16.
Cripps, Stafford (sir), 353.
Crow, Carl, 20.

D

Dalai Lama, 459.
Dalmas, Louis, 150.
Dange, 470.
Davydov, 167.
Deborine, A.M., 295.
Dedijer, Vladimir, 390.
Deutscher, Isaac, 64 note 3, 68 note 1, 251 note 1.
Dickens, 329.
Doriot, Jacques, 59.
Dumont, René, 174 note 1.

E

Einstein, 334.
Eisenhower (Président), 402, 405, 406, 409, 410, 412 (fin note 411), 446, 460.
Elgin (lord), 76 note 1.
Engels, 57, 62, 156, 163, 325, 329, 470, 471.
Etiemble, 197 note 1.
Evtouchenko, 372.

F

Fairbank, John K., 169 note 1, 232.
Fan Chin (Mme, maire adjoint de Pékin), 122, 125, 126, 276, 279.
Fan Tzi-tan (directeur d'usine), 236 note 1.
Feng Yu-hsiang (« général chrétien »), 71, 93, 108 note 1.
Fong Hsiue-fong (écrivain), 286, 288, 291.
Forman, Harrison, 116, 342 note 1.
Foster Dulles, John, 430.
Fourier, 284, 326.
Franco (général), 362.
Fullbright (sénateur), 369.

G

Gardes Rouges, 40, 41, 42, 44, 46, 149, 150, 155, 222, 307, 326, 343, 354, 376-377 note 1, 461.
Gaulle, de, 44, 469, 473, 474.
Gelder, Stuart, 104 note 3.
Gœthe, 302.
Goldman, M., 284 note 1.
Gomulka, 459.
Gordon (ingénieur), 76 note 1.
Gorki, 84, 329.
Gramsci, 302, 303.
Greyber, Thadée, 11, 12.
Grichin, 411.
Guerassimov, 312.
Guillain, Robert, 141 note 1, 245 note 1, 316, 344 note 1, 422.

H

Hatem (Ma Hai-teh), 120.
Hegel, 300, 445, 446 note 1.
Hitler, 345, 360, 386, 409.
Ho Chien (*war lord* de Hunan), 93, 94.
Ho Chi-minh, 163, 365, 384.

Hollister, William, H., 243.
Ho Lung (Vice-Premier), 83, 117, 455, 467.
Ho-Shu-Heng (l'un des 12 fondateurs du P.C. de Chine), 57.
Hsiang Chung-fa (secrétaire général du P.C. en 1928), 88, 92, 100, 455, 456.
Hsu Chung-Chih (dirigeant du Kuomintang), 68.
Hsuan Tang (écrivain), 107.
Hsu Li-chun, 169 note 2.
Huang Ching-Yung (associé de Chiang Kai-chek), 67 note 1.
Hu Cha (Directeur de l'Enseignement supérieur), 24, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326.
Hue Chuan (rédacteur en chef adjoint du *Benjin Ribao* et du *Benjin Wanbao*), 276.
Hu Feng (écrivain), 288.
Hu Han-min (dirigeant du Kuomintang), 68.
Hung Hsiu-chuan (instituteur révolutionnaire), 75.
Hurley, Patrick J., (général), 361, 362, 457.
Hu Shih (philosophe), 280.
Hu Tsung-nan (général du Kuomintang), 113.

I

Ibsen, 313.
In Sun-lin, 34, 200.
Isaacs, Harold, 60 note 1, 67 note 1, 94 note 1, 131 note 1, 141 note 2.

J

Jacobi, Annalee, 234, 235 note 1.
Jefferson, 369.
Jen Pi-shih (secrétaire général du P.C.), 117.
Jen Yu-ti (écrivain), 217 note 1.
Jésus-Christ, 37.
Johnson (Président), 45, 310, 311, 367, 370, 380, 384, 385, 386, 469, 475.
Julien, Claude, 369, note 1.

K

Kang Sheng (membre suppléant du Bureau politique), 466, 467.
Kant, 298.
Kao Fan-sian (vice-gouverneur du Shensi), 119, 121.
Kao Hsiao-cha (responsable de commune), 173, 174, 175, 181, 182.
Kao Kang (leader condamné par le P.C.), 155, 460.
Kao Mei-tsun (étudiante), 199, 200, 201.
Kardelj, 390.
Kennedy (Président), 418.
Kerensky, 65.
Khan, Ayoub, 377, 426, 434, 435.
Khrouchtchev, 31, 135, 152, 154, 254, 288, 299, 305, 306, 371, 373, 374, 377, 379, 380, 382, 385, 386, 394, 396, 399, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 423, 439, 440, 441, 442, 444, 446, 447, 448, 450, 459, 460, 470.
King Fairbank, John, 105 note 1.
King, Martin Luther, 44, 367.
Kirov, 42.
Klotchko, Mikhaïl, 423.
Ko Ching-shih, 467.
Komintern, 58, 61, 62, 64, 65, 68, 69, 71, 72, 73, 77 note 1, 83, 86, 88, 93 note 1, 101, 105, 111 note 1, 154, 436, 443, 445, 448.
Kossyguine, 371, 372, 374, 375 note 1, 380, 385, 460, 461.
Koutouzov, 42, 421.
Kung (Mme), 144 note 1.
Kung Peng (Mme, ministre-adjoint des Affaires étrangères), 19, 379, 467.
Kuomintang, 52 note 1, 59, 60, 63, 64, 65, 66, 68, 69, 71, 72, 74, 76, 77, 81, 82, 83, 85, 86, 87, 89, 100, 102, 103 note 2, 111, 113, 116, 118, 119, 120, 122, 125, 126, 127, 132, 133, 134, 136, 137, 138, 139, 144, 145, 146, 148, 154, 185, 187, 219, 232, 253 note 1, 266, 286 note 1, 291, 309, 337, 341, 432, 453, 454, 456, 458, 466, 472.
Kuo Mo-jo (Président de l'Académie des Sciences), 276, 281, 285, 295, 406, 415, 465.
Ku Shun-chang (un des chefs de l'insurrection de Shanghai), 69, 70 note 2.

L

La Chatre, Maurice, 326.
Lachin, Maurice, 231 note 1.
La Pira, Giorgio, 348.
Lawrence D.H., 329.
Lei Feng (soldat), 266, 267, 268, 269, 270, 271, 293, 295, 304, 314, 327, 333, 343, 344.
Lénine, 47, 55, 57, 61, 62, 63, 65, 99 note 1, 156, 163, 250, 251, 298, 329, 332, 339, 399, 420, 429, 471.

Liao Chung-kai (leader du Kuomintang), 68, 454.
Li Fu-Chun, 466, 467.
Li Hé-tsen (acteur), 312.
Li Hsien-nien (vice-Premier ministre), 465, 467.
Li Li-san (dirigeant du P.C.C.), 83, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 100, 156, 453, 455.
Lin, 56, 57, 58, 59, 60.
Lincoln, 52, 369.
Lin Ma-yen (adjoint à la Commune « Octobre »), 176.
Lin Piao (vice-Premier ministre), 40, 41, 45, 104, 344 note 1, 465, 466.
Lin Po-chu (Président du Chen-kan-ning), 113.
Lippmann, Walter, 44, 367.
Li Ta-chao (Professeur), 53, 54, 58, 60, 453, 455.
Li Tsé-wu (directeur du studio Hai-yé), 313.
Li Tsun-win (directeur de la commune « Octobre »), 176, 177, 178, 179, 180, 181.
Li Tsung-yen (général), 227.
Liu Lei-i (industriel), 253.
Liu Po-cheng (maréchal), 83, 138, 467.
Liu Schao-chi (président de la République), 22, 46, 116, 118, 149, 156, 165, 434, 465, 466, 467, 470.
Li Wai (maire adjoint de Kunming), 235, 237, 238.
Li Wei-ming (président de la Fédération du Travail), 64.
Lo Fu (secrétaire général du P.C. en 1936), 117 note 2.
Lo Jung-huan, 467.
Lo Lung-chi (Dr. leader de la Ligue démocratique), 291.
Lominadze, Basso, 83 note 1.
Long Yun (partisan du gouvernement nationaliste), 234 note 1.
Losovski, 101.
Lo Yi-ming (l'un des chefs de l'insurrection de Shanghai), 69, 70 note 1.
Lu Hsun, 84, 85, 89, 281, 283, 285, 295.
Lukacs, 303.
Luo Cheng-kiao (soldat), 344.
Lu Tung-i (ministre de la Culture), 38, 465, 466, 467.
Luxembourg, Rosa, 47, 420.
Lyssenko, 334.
Lytton (rapport), 102, note 2.

M

Mac Mahon, 426, 427.
Ma Hai-teh (Hatem), 120.
Malenkov, 376, 403.
Malinovsky (maréchal), 134.
Malraux, André, 70.
Mao Shuh-tzin (père de Mao Tsé-toung), 79.
Mao Tsé-hung (sœur de Mao Tsé-toung), 79.
Mao Tsé-minh (frère de Mao Tsé-toung), 79 note 1.
Mao Tsé-tan (frère de Mao Tsé-toung), 79 note 1.
Mao Tsé-toung, 17, 113 note 2, 200, 217, 218, 235, 257, 350, 358, 410, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 463, 464, 465, 466, 467; village natal de — : 22, 78, 79, 80; — et l'industrialisation : 27, 99, 213, 214 note 1; culte de — : 29, 42, 46, 151, 311, 312, 376; — et le stalinisme 30, 32, 43; — et la critique idéologique : 36; la « Révolution culturelle » : 37, 38, 39, 40, 41, 47, 149; esprit de Yenan : 43; — et le Viet-nam : 44, 45; jeunesse de — : 54, 57, 58; fondation du P.C.C. : 57; Longue Marche : 59, 103, 104, 105, 106; — et le Kuomintang : 66; — et la paysannerie : 74, 75, 77, 78, 81, 82, 87, 91, 161, 215; conférence secrète : 83; — et Chu Chiu-pai : 86, 87; — à Changsha : 89, 90; la première femme de — : 91, 94; — et Chu Teh : 93, 94, 95, 99; et Li Li-san : 92 note 1, 97; — Président de la République soviétique chinoise : 98, 100, 102; — et le Komintern : 101, 105; — président du P.C.C. : 104; — contre les Japonais : 112; à Yenan : 115, 116, 117, 118, 119, 121, 122, 128, 129, 130; armée maoïste : 131, 133, 138; — contre la démoralisation : 140, 141, 142; les quatre classes anti-impérialistes : 143, 144, 146; lutte des classes : 147, 202, 203; comment — s'est imposé : 156-57; — sur la population chinoise : 159 note 1; — et les communes populaires : 166, 167, 168, 169, 175, 179, 182, 183, 186; — et le mariage : 196; l'endoctrinement : 207, 209; la bureaucratie : 222; la répression : 230; la qualité : 242; — et les capitalistes : 253 note 2; œuvres de — : 267, 325, 331, 333, 422; l'altruisme : 270, 271; — et Ting Ling : 281; — et la culture : 274, 275, 280, 282, 283, 284,

285, 288, 291, 294, 295, 298, 300, 301, 302, 305, 306, 313, 343; — et l'armée : 336, 339, 340; l'austérité : 352, 353, 414; — et les Américaines : 363, 389, 394, 409; l'U.R.S.S. : 372, 374, 375, 391, 392, 396, 398, 399, 400, 401, 403, 404, 406, 409, 414, 416, 417, 418, 419, 450, 470; la Corée : 393, 394; lutte anti-impérialiste : 420; l'Inde : 426; l'Indonésie : 436, 437.
Mao Tun (écrivain), 281, 285, 295.
Mao Tun-ya (président de commune), 79, 80, 81.
Mao An-ying (fils de Mao, Tsé-toung), 91.
Marchisio, Hélène, 239, 240 note 2.
Maring, 59.
Martin, Henri, 329.
Marx, Karl, 50, 55, 57, 62, 86, 156, 157, 163, 169, 188, 209, 298, 313, 325, 326, 329, 470, 471.
Menon, Krichna, 428.
Michaux, Henri, 219 note 1.
Mif, 101.
Ming (dynastie), 279.
Ming Huang (empereur Tang), 107, 108.
Molière, 303.
Monmousseau, 70.
Montgomery (maréchal), 345.
Mosley, Oswald (sir), 59.
Mussolini, 59, 348 note 1.
Myrda, Jan, 211 note 1.

N

Nasser, 430, 431.
Nebiolo, Gino, 183, 229, 269.
Nehru, 427, 431, 432, 433, 473.
Neumann, Heinz, 88 note 1.
North, Robert, 104 note 1.
Nosaka, 118, 121.
Nyerere, Julius, 372, 425.

O

Orloff, 120.

P

Pa Chin (écrivain), 281.
Pélissier, Roger, 141 note 1, 231 note 2, 422.
Peng Chen (maire de Pékin), 38, 412, 437, 461, 465, 466, 467.
Peng, Teh-huai (maréchal), 93, 94, 291, 293, 455, 456, 466.
Pétain (maréchal), 150.
Po Ku (Chin Pang-hsien), (dirigeant du P.C. en 1931), 101, 102, 103, 456.
Po I-po (vice-Premier ministre), 245, 465, 467.

R

Riboud, Marc, 16, 24, 34, 182, 225, 226 257, 334, 467.
Roosevelt, F.D., 134, 135, 408, 457.
Roosevelt, Théodore, 329.
Roy (communiste indien), 430 note 1.
Roy, Claude, 84.

S

Sartre, Jean-Paul, 150, 313, 329, 330.
Sato, 249 note 1.
Schwartz, Benjamin, 54 note 2, 60, 86 note 1, 100 note 1, 101 note 2.
Seckt, von, 103.
Semard, 70.
Serge, Victor, 88 note 1.
Shakespeare, 303, 304.
Shao Li-tsé (leader du Kuomintang), 60, 69.
Shaw, Bernard, 313.
Shiina, Etsusaburo, 249 note 1.
Schu Chi-chen (paysan), 181, 182.
Sihanouk (prince), 19.
Smedley, Agnès, 83, 84, 94, 109 note 1, 110 note 1, 150, 281, 292, 293 note 1.
Snow, Edgar, 17, 18, 19, 36, 52 note 2, 69 note 2, 82, 92 note 1, 102 note 1, 103 note 1, 105, 106 note 1, 109 note 1, 117 note 3, 144 note 1, 153, 159 note 1, 167 note 1, 196, 234, 235 note 1, 291 note 1, 318, 347, 392, 393.
Soekarno (Président), 436, 437.
Soong, M.T.V., 144 note 1.
Soong Ching-ling (Mme Sun Yat-sen), 52 note 2, 144 note 1, 253-54 note 1, 267 note 1, 464.
Souslov, 247, 400, 462.
Souvorov, 42, 421, 422.
Stakhanov, 263.
Staline, 16, 43, 117 note 1, 198, 201, 291, 315, 360, 374, 375, 382, 457, 458, 459; internationalisme : 15; portraits de — : 25, 200; système stalinien : 26, 30, 31, 32; industrialisation; 27; U.R.S.S. après — : 32, 157, 158, 287, 400; culte de — : 42; — et l'armée : 42; réalisme politique : 45; falsifications de l'histoire, 60, 151, 152, 153; « socialisme dans un seul pays » : 64; — et Chiang Kai-chek : 69, 71, 72, 73, 390, 436; — et

la révolution chinoise : 65, 86, 88 note 1; — et Mao : 101, 122, 418; accords de Yalta : 134, 408; après la guerre : 135; lutte des classes : 147, 203; successeurs de — : 152; — et Trotsky : 154; répression : 155, 156, 206, 471; kolkhozes : 167; — défendu par les Chinois : 200, 338, 339, 398, 438, 439, 440; les koulaks: 202; la morale : 232; la culture : 275, 283, 295 note 1; déstalinisation : 288; erreurs de — : 299, 379, 380, 404; — et Hurley : 361; réhabilitation de — : 373; aide à la Chine : 391, 392, 395; la Corée : 393, 394; — et le communisme mondial : 409, 441; — et Tito : 413; nationalisme russe : 421, 422; la révolution par étapes : 430; le bloc socialiste : 443, 444, 445.
Stilwell (général), 126.
Stone, I.F., 370, 393.
Strong, Anna Louise, 118, 128, 156, 245 note 2.
Subandrio (Dr), 473.
Sun Chuan-fang (*war lord*), 69.
Su Chao-yen (Président des Syndicats en 1926), 63, 64, 83.
Sui (Dynastie), 178.
Sung Kuang (maire adjoint de Shenyang), 135, 136, 137, 138.
Sun Yat-sen (Dr), 51, 52, 53, 63, 65, 66, 67 note 1, 68, 143, 145, 146, 274, 432, 453, 454.
Sun Yat-sen (Mme), Voir Soong Ching-ling.

T

Tan, Chen-lin, 467.
Tang (dynastie), 106, 107.
Tan, Ping-shan (ministre de l'Agriculture du gouvernement de Wuhan), 77, 83.
Tao, Chou (ministre de la Culture), 38, 149, 467.
Tawney, R.H. (Professeur), 127, 128, 130, 160.
Taylor (ambassadeur), 310, 311.
Teng, Hsiao-ping (secrétaire général du P.C.), 117 note 3, 149, 425, 453, 465, 466, 467.
Teng, Tao (anc. directeur du *Renmin Ribao*), 125-26 note 1, 279.
Teng, Tzu-hui, 467.
Teng, Yeng-ming (l'un des 12 co-fondateurs du P.C. de Chine), 57.
Ting, Ling (Mme), 281, 282, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 291, 292, 296, 297, 306, 459.
Tito, 361, 396, 408 note 1, 413.
Togliatti, Palmiro, 417, 426, 445, 460.
Tolstoi, 330.
Tou Yu-ming (général du Kuomintang), 138, 148, 472.
Trevor-Roper, Hugh, 345.
Trotsky, 64, 65, 68, 77 note 1, 86 note 1, 88 note 1, 95, 154, 156, 202, 315.
Truman (Président), 358.
Tsai Ting-kai (général nationaliste), 102, 103, 456.
Tsao (directeur d'usine), 260, 261.
Tsing Chao-yang (écrivain), 290 note 1.
Tsou Tchin-ying (ouvrier), 262 note 3.
Tsung, 263, 264.
Tung Pei (général), 109, 110.
Tung Pi-wu (vice-président de la République), 57, 113, 465, 467.
Twain, Mark, 329.

U

Ulanfu, 467.

V

Viet-nam, 43, 44, 218, 256, 308, 310, 312, 340, 348, 350, 356, 357, 359, 360, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 372, 373, 374, 375, 381, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 391, 401, 425, 448, 461, 468, 469, 474, 475, 476.
Vychinsky, 392.

W

Wales, Nym, 63 note 1.
Wallace (vice-président), 33.
Wang (étudiant), 54 note 2.
Wang (interprète), 183, 191, 193.
Wang Chin-wei (co-fondateur du P.C.C.), 57.
Wang Ching-wei (leader du Kuomintang), 68, 71, 126, 454, 457.
Wang Da-li (soldat), 268, 269, 270.
Wang Kié (soldat), 271 note 1, 293, 295.
Wang Ming (Chen Shao-yu), dirigeant du P.C.C. en 1931), 97 note 1, 101, 102, 103, 156, 456.
Wang Shih-wei (écrivain), 282, 284.
White, Théodore H., 234, 35 note 1.
Wilson, Thomas Woodrow, 53.
Wilson, Harold, 248,

Wu Chen (vice-ministre de l'Agriculture), 24, 162, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215.
Wu Tsu-kang (écrivain), 290 note 1.

Y

Yang Chang-chi (professeur, père de Yang Kai-kwei), 91.
Yang Hsien-Chen (philosophe), 295,
Yang Kai-hui (première femme de Mao Tsé-toung), 91, 281.
Yang Kwei-fei (favorite de l'empereur Ming Huan), 107.
Yeh Ting (général), 83, 113 note 2, 455.
Yoffe, Adolf Abramovitch, 65, 66, 454.
Yuan Chi-kai (acteur), 309.
Yuang Hu-cheng (général), 108.
Yuang Lung-kwei (économiste), 25, 254.
Yuan Hun-Tzan (maire de Nanning), 227.
Yung Kuang (Mme), 24.
Yu Ta-fu (écrivain), 281.
Yun Tai-jung (membre du P.C.), 96.
Yu Ya-shing (associé de Chiang Kai-chek), 67 note 1.

Z

Zinoviev, 62 note 3.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I. — A l'heure des « Gardes Rouges » 11

CHAPITRE II. — Leur histoire telle qu'ils la voient aujourd'hui 49

CHAPITRE III. — L'idéologie dans les campagnes 159

CHAPITRE IV. — La « correcte pensée politique » pour les villes 217

CHAPITRE V. — L'introuvable culture prolétarienne 273

CHAPITRE VI. — La Chine et le monde 347

PETITE CHRONOLOGIE 453

ANNEXES 462

Mao pendant une réception diplomatique à Pékin en 1957.

La Longue Marche : une des rares photos montrant Mao pendant cette épopée, exposée au Musée de Yenan.

Shao-Shan (Hunan) : maison natale de Mao, aujourd'hui transformée en musée.

Chambre où est né Mao. Au mur, les portraits de ses parents.

Yenan (Shensi), capitale communiste pendant dix ans (1937-1947). Mao a vécu dans la grotte dont la porte est ouverte. Celle de gauche abrita d'abord Chou En-lai puis Liu Shao-chi.

A l'intérieur de la grotte : la chambre à coucher de Mao. La pièce voisine, de même dimension, lui servait de bureau.

Kueilin (Kwangsi) : paysan dans une rizière.

Dans la même région, une équipe au travail. Buffles et instruments traditionnels.

Yunnan : un tracteur de fabrication chinoise dans une commune près de Kunming, capitale de la province.

Yenan (Shensi) : le repas d'une famille paysanne devant la grotte où elle habite.

Yenan (Shensi) : paysans au travail.

Cinq kilomètres avant d'arriver dans une commune populaire, à 130 km de Kunming, il faut abandonner la voiture et poursuivre le chemin à pied.

L'auteur (de dos) discute avec les leaders d'une commune populaire près de Kunming.

Honan : c'est dans cette province de la Chine centrale qu'est née en 1958 la première commune populaire de Chine.

Maison paysanne dans une province du Nord.

Une équipe de femmes dans la commune « Octobre » près de Nankin.

Méthode traditionnelle de terrassement dans la commune « Octobre » : soulevée par les efforts conjugués de l'équipe, la lourde pierre centrale, en retombant, aplanit le sol.

Une réunion de l' « association des paysans pauvres » dans la commune « Octobre ».

Électrification : on installe les poteaux près de Nanning (Kwangsi).

Alphabétisation : cours du soir dans une commune.

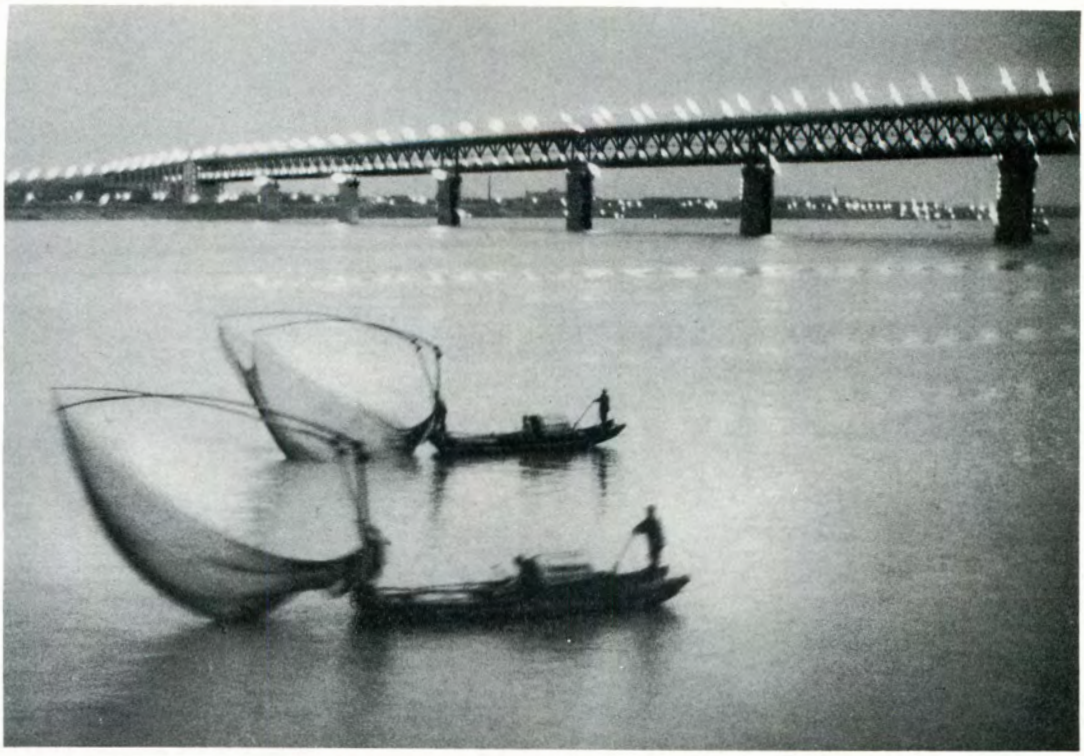
Canton : la « Fête du Printemps » (Nouvel An chinois) est célébrée avec des fleurs.

Canton : une rue de la vieille ville.

Shanghaï : le lion britannique devant la mairie de l'ancienne concession internationale n'est plus qu'un décor pour les photos-souvenirs des étudiants.

Shanghaï : le « Bund » à six heures du soir.

Shanghaï : des amoureux sur le quai de Wangpoo.

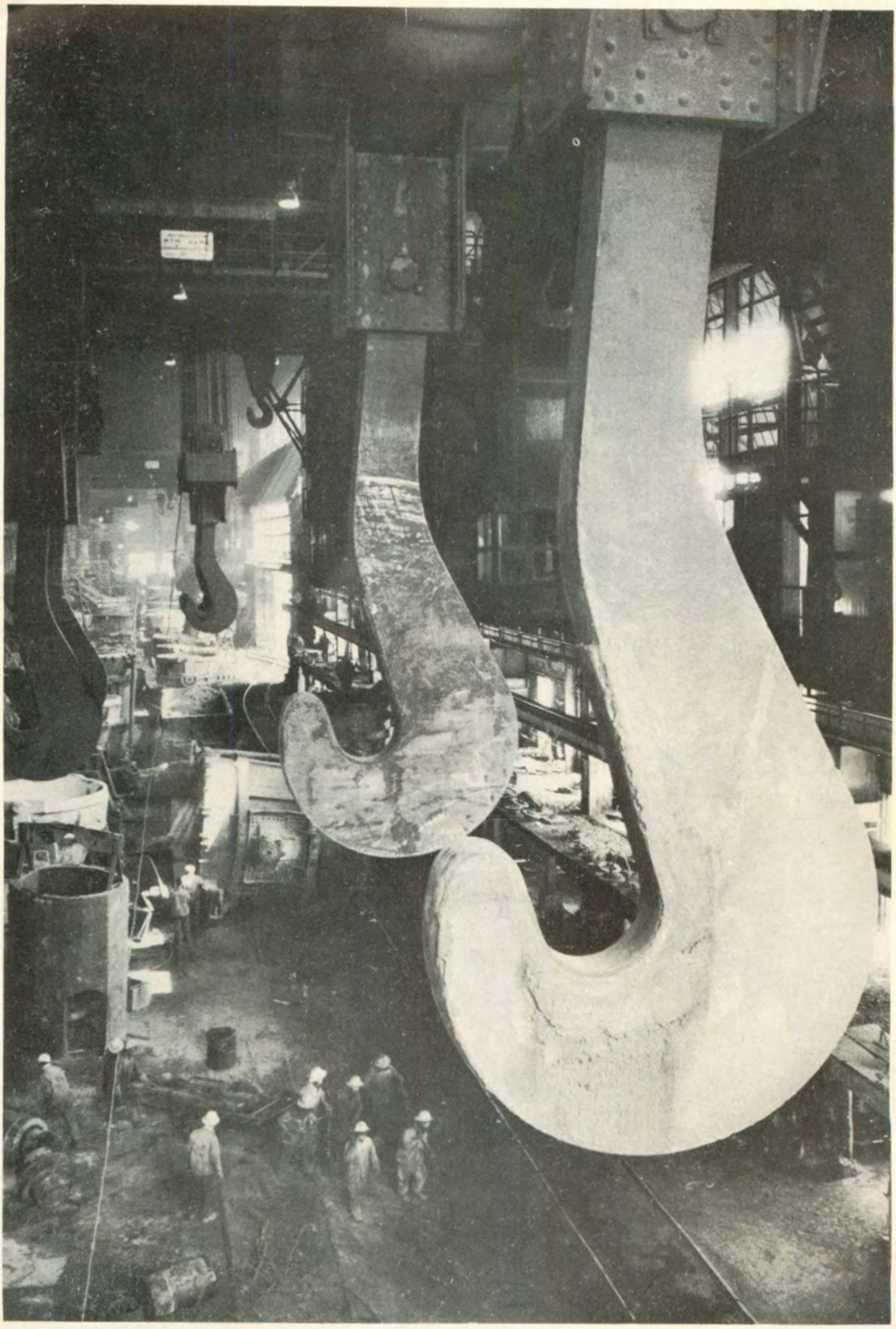


Wuhan : la Chine n'est plus coupée en deux. Un pont mis en service en 1959 permet aux trains et aux voitures de traverser le Yang-tsé.

Kueilin (Kwangsi) : les enfants de cette région reçoivent à leur naissance ces immenses « sombreros » qui les protégeront pendant toute leur vie des pluies abondantes et du soleil ardent.

Pékin : « Da-Sha-la », rue commerçante de la vieille ville à l'heure du journal du soir.

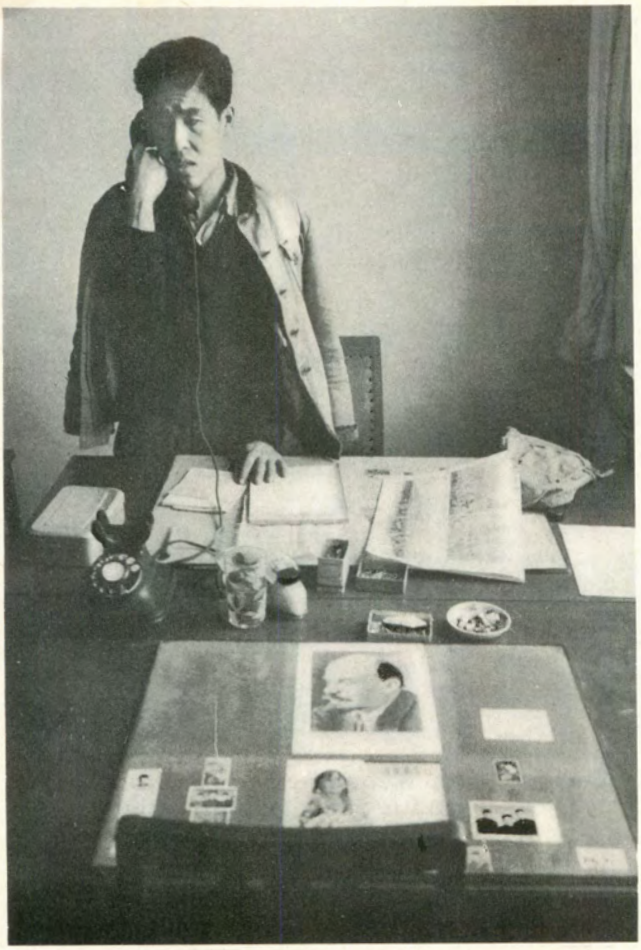
Pékin : étalage de canards au marché couvert du centre de la ville.



Aciérie d'Anshan, le « Pittsburg » de la Chine.

Métallurgistes d'Anshan.

Jeunes techniciens de la nouvelle aciérie de Wuhan.

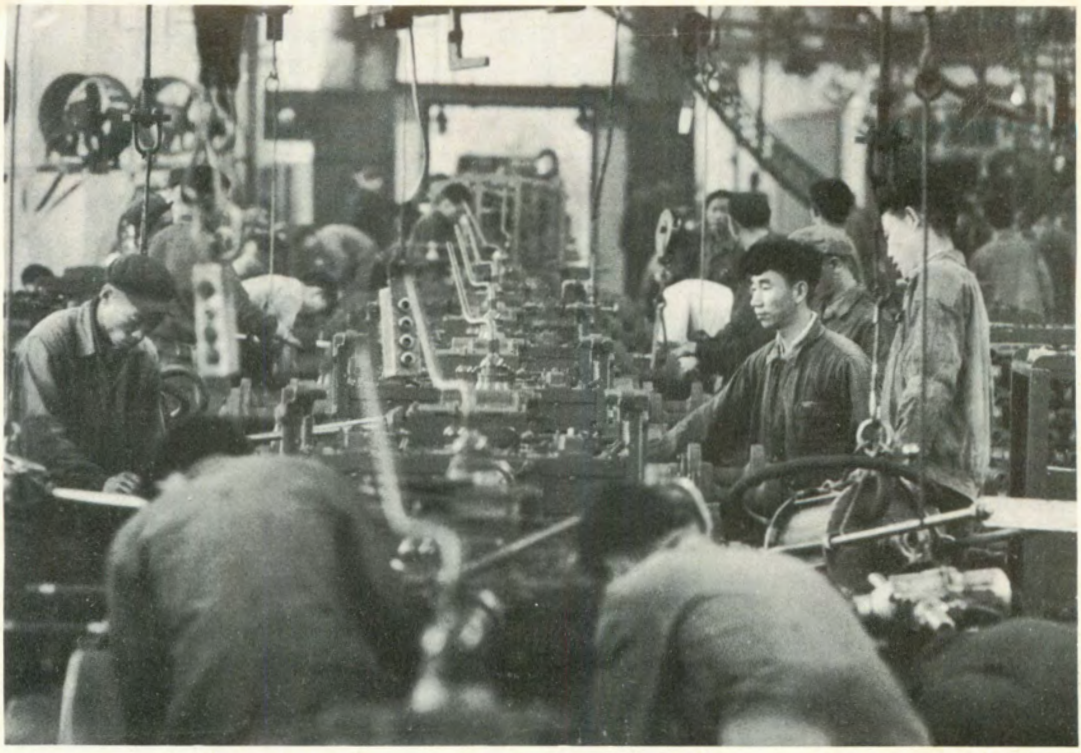


Pékin : le bureau d'un « cadre » dans la cokerie : sous verre, des photos de famille et celle de Lénine.

Shanghaï : le « capitaliste national » Liu Lei-I, reçoit l'auteur chez lui.

L'émulation socialiste dans une grande usine : chaque équipe a son numéro, son drapeau et son avion sur l'affiche. Les places des avions représentent les performances.

Jeune ouvrière de l'usine chimique expérimentale à Pékin.



Chaîne de montage de moteurs Diesel dans l'usine de tracteurs de Loyang.

Service comptable d'une usine de Pékin. Bouliers et machine à calculer.

Canton : sur l'affiche le soldat modèle Lei-Feng lit les œuvres de Mao.

Manifestation à Pékin contre l'intervention américaine à Saint-Domingue (mai 1965). Ce panneau fait partie d'une série qui caricaturise les mésaventures de Jonhson dans le pays des cactus.

Manifestation à Pékin contre les bombardements américains au Nord Viet-nam (février 1965).

Milice ouvrière se rendant sur la place de Tien An Men où elle assistera au meeting présidé par Mao (10 février 1965).

Pékin : galerie d'art moderne pendant l'exposition des peintres de la nouvelle génération.

Scène finale du ballet « le Détachement rouge de femmes », grand succès théâtral de 1965 et 1966.

Kunming : les portraits des leaders en vente dans un grand magasin. Dans la rangée du haut six des principaux membres du Bureau politique du P.C. de Chine : Mao, Liu Shao-chi, Chou En-laï, Chu Teh, Chen Yun, Lin Piao.

A gauche : la photo (prise pendant les années 20) de l'actuel président de la République, Liu Shao-chi, se trouve toujours dans la maison que Mao Tsé-toung habitait à Changsha. *A droite :* le « maire souriant » de Pékin, Peng Chen, quelques semaines avant son limogeage (mai 1966), en compagnie de Liu Shao-chi et Chou En-laï.

L'interview avec le premier ministre Chou En-laï, au Grand Palais du Peuple à Pékin (mars 1965), est devenue rapidement une conversation à bâtons rompus qui a duré plus de deux heures et demie. On trouvera, p. 467, le texte intégral de cet entretien.

Cheou Yang, responsable culturel du Comité Central jusqu'en juillet 1966, expose à l'auteur sa conception de la culture prolétarienne. Après sa destitution, il a été violemment attaqué dans la presse et traité de « vipère ayant belle apparence ».

A gauche : Chen-Yi, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères. *A droite :* Kuo Mo-jo, l'intellectuel numéro un du pays, vice-président du Congrès du Peuple.

Pékin : les travaux pratiques à l'Institut du Pétrole, l'une des nombreuses grandes écoles scientifiques créées par le nouveau régime.

Pékin : un cours de Sciences à l'Institut polytechnique.

Wuhan : les étudiants de l'Université dans une ferme expérimentale où ils s'adonnent à des travaux manuels deux mois par an.

Nanning (Kwangsi) : les soldats de l'Armée de Libération travaillent côte à côte avec les étudiants à la construction d'une route.

Sport et jeux à l'Institut du pétrole à Pékin : « Il ne faut plus que notre jeunesse soit ramollie comme à l'ancienne époque. »

« Soyons tous soldats, pour que la Chine devienne un océan armé capable d'engloutir n'importe quel envahisseur. » Les étudiants de l'université de Changsha s'entraînent au maniement des armes.

Pékin : une chambre d'étudiantes à l'Institut du pétrole. A l'emplacement habituellement réservé au portrait de Mao, celui de Staline.

Nanning (Kwangsi) : les étudiants de l'École de médecine passent leur dimanche à aider à la construction d'une route.

Chez le même éditeur

Compagnon de K.S. Karol à travers dix-huit provinces de la Chine et 25.000 km, Marc Riboud, l'un des grands photographes internationaux, a rapporté de son voyage ce livre où la Chine de Mao vit devant nous en 130 photographies et 54 pages en couleur. Préface de Han Suyin.

En 1.000 images, voici un survol de l'histoire de la Chine de ses origines à Mao. Un panorama d'Histoire indispensable.

★

Tibor Méray

LA RUPTURE MOSCOU-PÉKIN

" De tous les livres consacrés au grand schisme du camp socialiste, voici le meilleur, parce que le plus clair, et qui va le plus au fond des choses. "

André Fontaine (Le Monde)

COLLECTION "L'HISTOIRE QUE NOUS VIVONS"

K.S. Karol avec les jeunes métallurgistes de Wuhan
(Marc Riboud - MAGNUM)

Pendant quatre mois, dans l'hiver et le printemps 1965, en compagnie du photographe Marc Riboud, K.S. Karol a parcouru la Chine en tous sens, selon un itinéraire librement choisi. Au long de 25.000 km, il a vu tout ce que peut voir un voyageur étranger privilégié : il a parlé au paysan, à l'ouvrier, au directeur d'usine, à l'intellectuel, à l'homme de la rue ; Chou En-laï lui a accordé une interview exclusive. Le livre qu'il rapporte de ce séjour est beaucoup plus qu'un reportage : il répond à toutes les questions importantes que l'on se pose sur la Chine, tant sur le plan intérieur (la révolution culturelle) que sur le plan extérieur (la Chine et l'U.R.S.S., la Chine et les Etats-Unis) ; il analyse cet "autre communisme" qui naît là-bas sous la direction de Mao... Brillant, profond, passionnant, son livre est la plus importante contribution à la compréhension de la Chine nouvelle.

Imp. Theillet 66-XI-15570 Prix : 24,00 F + T.L.
24,70 F T. L. I.